

UNIV. OF
TORONTO
LIBRARY

B.
1

BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

ET
REVUE SUISSE

CENT-VINGT-ET-UNIÈME ANNÉE

TOME LXXXII



LAUSANNE

BUREAUX DE LA BIBLIOTHÈQUE UNIVERSELLE

23, Avenue de la Gare, 23.

SUISSE: Chez tous les libraires.

PARIS: LE SOUDIER, 176, Boulevard Saint-Germain.

FISCHBACHER, 33, rue de Seine.

LONDRES

HACHETTE & C^e, 18, King William Street, Charing Cross.

NEW-YORK

G.-E. STECHERT & C^o, 151-155 W. 25th Street.

BUENOS-AIRES

H. IMSAND, 3574 Corrientes.

1916

Tous droits réservés.

140996
12/12/16



LAUSANNE — IMPRIMERIES RÉUNIES (S. A.)

POUR NOTRE FORCE

ET NOTRE DIGNITÉ¹

Vérité et démocratie.

Ma conférence n'a aucune prétention scientifique. C'est un simple exposé de différentes questions sans lien rigoureux, mais qui me préoccupent, comme vous, certainement, et sur lesquelles j'estime que c'est un des privilèges d'une démocratie libre de pouvoir s'exprimer en toute franchise.

L'idée centrale en est que *la démocratie a besoin de vérité, que la vérité est un principe vital de notre démocratie.*

Et c'est sous l'égide de ces deux mots, *vérité et démocratie*, sous l'égide des idées qu'ils doivent représenter, que je placerai mes quelques réflexions. J'espère ne blesser les convictions sincères de personne, sans prétendre toutefois exprimer l'opinion de tout le monde. Et, n'ayant aucune intention malveillante à l'égard de

¹ L'auteur ne s'était pas proposé de publier cette conférence et ne s'y est décidé que sur la demande réitérée de ses auditeurs, dans les divers endroits des cantons de Genève, de Neuchâtel, du Valais et de Vaud où il l'a fait entendre. Aussi lui conserve-t-il sa forme originale. (Réd.)

qui que ce soit, j'attends de la largeur d'idées de tous une indulgence pleine et entière.

J'ajoute que mes critiques ne viseront que des *actes*, en faisant abstraction de la *personnalité* de leurs auteurs. Je me suis fait une règle, dans ma vie, de ne pas juger les hommes, dont je suis incapable de sonder les cœurs. Seules leurs actions peuvent être l'objet de mes appréciations.

Ces explications préliminaires feront comprendre que je ne mets point d'aigreur dans les critiques qu'il m'arrivera de formuler et qui ne porteront que sur des idées, des principes, des méthodes, des conceptions politiques, des actions, dont ma conscience m'ordonne de me désolidariser.

* * *

La Suisse unanime célébrait il y a quelques mois le glorieux anniversaire de l'héroïque *bataille de Morgarten*.

Sommes-nous les dignes héritiers des héros de Morgarten ? Sommes-nous, autant qu'eux, jaloux de nos libertés pour les défendre avec la même décision ? Sommes-nous bien certains d'avoir, comme eux, une juste vision des dangers qui menacent l'avenir de notre pays et sommes-nous prêts à sacrifier notre quiétude, nos aises, la tranquillité de notre sommeil, à négliger quelque peu l'accroissement de nos capitaux, pour assurer à la Suisse de demain toute son indépendance ?

Assurément le problème ne se pose pas aujourd'hui dans les mêmes termes qu'il y a six siècles. Les circonstances sont toutes différentes. La notion de la liberté s'est développée, de même que les moyens de combat se sont transformés. Les causes de rivalités, de conflits entre les Etats, ont changé. L'invention de l'imprimerie,

les découvertes scientifiques, le développement considérable des moyens de communication ont multiplié les relations entre les peuples dans tous les domaines de la pensée, de la science, des arts, du commerce, de l'industrie, des finances. Une *interdépendance* s'est ainsi établie entre les Etats, dont aucun ne peut s'isoler complètement des autres. Si les querelles religieuses ont perdu de l'acuité qu'elles ont eue à certaines époques, d'autre part la question des nationalités est devenue parfois une source de conflits très graves. Les conceptions politiques et sociales ont profondément évolué, là où elles n'ont pas déchainé des révolutions. Les monarchies absolues ont presque complètement disparu, sinon en *fait*, du moins en *droit*.

L'Europe d'aujourd'hui, considérée sous les aspects les plus divers, diffère profondément de celle d'il y a 600 ans. Il ne s'agit donc plus pour nous de savoir si nous serions capables de précipiter des blocs de rocher sur une brillante cohorte de chevaliers en cuirasse, partis pour réduire en esclavage une troupe de manants rebelles. C'est sur un tout autre terrain que la lutte est portée aujourd'hui. Il s'agit de savoir si nous sommes décidés et prêts à défendre de toutes nos forces, physiques et MORALES, ce qui, dans notre conception actuelle de la société, est la condition primordiale de notre liberté et de notre indépendance, de notre sécurité et de notre développement, aujourd'hui et surtout demain. Et pour cela, une claire vision des conditions primordiales de notre liberté et de notre indépendance, de notre sécurité et de notre développement, une claire vision des dangers intérieurs et extérieurs qui menacent notre avenir plus ou moins prochain est nécessaire.

Avec précaution, mais sans peur et sans faiblesse,

avec décision et fermeté, nous devons faire notre examen de conscience nationale, envisager notre situation intérieure et extérieure, rechercher les points faibles, les causes de malaise de notre corps social, voir même si peut-être celui-ci n'est pas atteint dans un de ses organes importants et, s'il le faut, porter résolument le bistouri au siège du mal avant qu'il soit trop tard.

* * *

La démocratie est une formation politique où la souveraineté repose sur le peuple. *Le peuple est souverain.* Le peuple lui-même préside à ses destinées.

Dès lors, si la démocratie n'est pas un vain mot, une simple étiquette trompeuse destinée à cacher des ambitions personnelles et à dissimuler des tyrannies, la démocratie implique un *droit à la vérité*.

Le peuple souverain a le droit de *savoir*, il a le droit de *connaître la vérité* ; et cela *en temps utile*, avant qu'il soit trop tard. C'est là une première condition d'un sage exercice de la souveraineté.

Par conséquent, la démocratie implique le droit pour chaque citoyen de *rechercher* la vérité, puis, lorsqu'il estime loyalement l'avoir trouvée, fût-ce partiellement, le droit d'apporter à la communauté le résultat de ses investigations. C'est de cette collaboration, libre et loyale, de tous les citoyens épris de vérité que doit jaillir la lumière qui éclairera les avenues du progrès.

Voyons de plus près ce qu'est le citoyen, l'individu, sur qui repose la souveraineté.

L'homme est tout d'abord un être *animal*, c'est-à-dire un être qui subit les influences parfois impérieuses de la nature ; comme tel, il est essentiellement égoïste, sensuel, matérialiste et souvent cruel.

L'homme est aussi un être *sociable*, c'est-à-dire un être qui ne peut se développer complètement et accomplir sa destinée que dans la société et par elle.

Mais, en outre et surtout, l'homme est un être *moral*, c'est-à-dire un être doué de sensibilité et de conscience, d'intelligence et de volonté. L'homme, être moral, a le sentiment du devoir, de l'honneur, de la loyauté, de la justice, de la charité, du patriotisme. Il a une religion ou, au moins, une morale. *Il a un idéal.*

Plus cet élément moral est développé, plus il acquiert d'empire sur les deux autres facteurs, individuel et social, qu'il doit dominer, inspirer, concilier, et sur lesquels il doit mettre son empreinte.

La compréhension de notre destinée et des moyens de l'accomplir appartient à notre conscience.

Dès lors celle-ci doit être libre de toute contrainte qui l'empêcherait d'être le régulateur de notre vie.

Affranchir les consciences, telle est une des premières tâches de la démocratie qui, faisant appel au concours de tous, veut que tous soient en état d'accomplir leur destinée.

Notre démocratie ne doit pas être un simple mécanisme !

Dans le carnet d'un soldat allemand on a trouvé, paraît-il, cette pensée, bien digne d'être méditée :

« L'Allemagne est perdue, parce qu'elle n'a pas cherché à être une nation, mais un mécanisme, et qu'elle y a réussi. Elle est devenue un corps rigide. Elle a tué son âme.... »

Prenons garde de tuer l'âme helvétique !

Notre peuple a tellement bien senti, au travers des épreuves de son histoire, la valeur de la contribution intellectuelle et morale de tous à l'œuvre commune, il a

si bien compris aussi la puissance bienfaisante des consciences libérées de toute contrainte, qu'il a inscrit dans sa charte fondamentale ce principe, désormais immortel : *la liberté de conscience est inviolable*, principe complété par la garantie de la *liberté de la presse*.

C'est aussi une question de *dignité*, car la contrainte rabaisse l'homme et lui enlève, en outre, le précieux stimulant de la *responsabilité*.

Loin de rien faire qui atténue chez le citoyen le sentiment de la responsabilité et le sens de la dignité, la démocratie doit, au contraire, s'efforcer de les développer. Car il faut que chacun, sentant qu'une part de responsabilité dans les affaires publiques lui est échue, ait à cœur de s'en acquitter de son mieux, au plus près de sa conscience et dans la mesure de ses forces.

L'interdiction de la vente de documents et brochures, la grotesque interception d'envois postaux non fermés (!), la prohibition de certaines conférences, la censure, d'une façon générale toute mesure qui tend à entraver le droit de rechercher la vérité, à paralyser l'esprit critique, est une atteinte à un principe vital de notre démocratie.

Je réserve, bien entendu, non seulement les délits d'injure, qui ont toujours été passibles de peines, mais aussi la censure pour ce qui concerne les opérations strictement militaires : personne ici ne conteste l'utilité et parfois la nécessité d'une censure à l'égard de la concentration de nos troupes et de leurs mouvements. Mais l'intervention de cette censure militaire dans d'autres domaines, la censure politique, dont la balourdise défie toute concurrence, la déplorable ordonnance fédérale de juillet, vrai soufflet donné à notre démocratie, cette ordonnance qui sans aucune utilité viole notre constitution en supprimant d'un trait la garantie du jury et en

soustrayant le citoyen à son juge naturel, tout cela m'apparaît comme autant de causes de divisions intestines et de surexcitation des esprits.

Et n'accusez pas la presse. Qu'on médite plutôt ce que Stendhal écrivait, au milieu du siècle dernier, en prenant la défense de la littérature :

« Hé, monsieur, un livre est un miroir qui se promène sur une grand'route. Tantôt il reflète à vos yeux l'azur des cieux, tantôt la fange du borbier de la route. Et l'homme qui porte le miroir dans sa hotte sera accusé par vous d'être immoral ? Son miroir montre la fange, et vous accusez le miroir ? Accusez bien plutôt le grand chemin où est le borbier, et plus encore l'inspecteur des routes, qui laisse l'eau croupir et le borbier se former. »

Le « grand chemin »,.. « l'inspecteur des routes »,.. vous m'entendez, n'est-ce pas ?

Et alors, pour le salut de notre union, pour notre dignité, pour notre réputation de peuple épris de liberté, je dis :

Reprenez votre bâillon et mettez-le au musée des antiquités. Il n'est plus de notre temps. Il ne sied pas à notre démocratie. Il est une insulte à notre peuple, doué d'assez de sagesse et de bon sens pour pouvoir, aussi bien que le peuple de la monarchie néerlandaise ou danoise, norvégienne ou anglaise, supporter la vérité, si terrifiante soit-elle.

Je vais plus loin et je dis : Dans une démocratie le peuple souverain a le *droit* de connaître la vérité sur les faits qui se déroulent aux portes de son pays dans un drame gigantesque dont *dépend son avenir*. Vouloir la lui taire est un crime. Et ce droit, notre peuple entend ne l'aliéner à personne, car il ne veut pas abdiquer sa

plus noble prérogative, qui est de collaborer, en pleine connaissance de cause, à la *réalisation de l'ordre moral*.

Le soldat peut-il abdiquer en faveur d'autrui son droit, dont il est fier, de défendre son pays? Evidemment pas. De même, nous, citoyens de la démocratie helvétique, nous ne voulons pas, dans cette gigantesque bataille de deux civilisations, nous dérober à notre mission et renoncer à notre droit sacré de veiller sur notre honneur et de défendre notre idéal de justice et de liberté. Notre seul guide est notre conscience, qui nous éclaire et qui nous juge.

* * *

Dans une brochure qui, malgré sa médiocrité banale et sa remarquable superficialité, n'a pas laissé de recevoir une diffusion officielle dans l'armée, l'auteur croit avoir trouvé cinq raisons permanentes et une provisoire de la neutralité de la Suisse. Je vous fais grâce d'un résumé de ces « raisons », car la mention de cette brochure n'aurait même pas sa place ici, si je n'y trouvais, au milieu d'un fatras d'incohérences, une idée qui touche assez directement à mon sujet. C'est celle-ci : Tout citoyen suisse a une part de souveraineté, donc de responsabilité. Il doit dès lors faire passer *ses devoirs* avant *ses droits*, « subordonner toute la politique intérieure du pays — *c'est-à-dire son attitude personnelle* (!) — aux nécessités de la politique extérieure »... « se placer résolument (!) derrière les autorités responsables.... »

« Faire passer ses devoirs avant ses droits, » cela sonne très bien, assurément. Mais la question est précisément de savoir si le devoir et le droit ne se confondent pas souvent ; si, en d'autres termes, ce n'est pas un devoir pour le citoyen d'exercer ses droits que la constitution

lui confie, parce que, précisément, notre constitution démocratique attache un grand prix à cette collaboration de tous les citoyens et, en leur attribuant une part de la souveraineté, leur impose *le devoir d'exercer leurs droits*.

Il faut être tombé à un degré de platitude digne des anciennes monarchies autocratiques pour pouvoir dire et imprimer que le citoyen de la libre Helvétie doit subordonner son attitude personnelle aux nécessités de la politique extérieure telle que la conçoivent les « autorités responsables » (lire le Conseil fédéral), autorités derrière lesquelles chacun aurait le devoir de « se placer *résolument* (!) »

Pour mieux saisir l'insanité de telles propositions, transposons-en l'application à d'autres Etats.

N'avons-nous pas été désagréablement frappés de la récente attitude de la Bulgarie et n'avons-nous pas vu dans la docilité avec laquelle le peuple bulgare s'est placé « résolument » derrière son monarque un fait que notre éducation démocratique et notre pratique de la liberté rendraient, croyons-nous, impossible ? — Et la Grèce ? Que penserions-nous du peuple grec si, appliquant la belle formule qu'on nous recommande, dans les très graves circonstances où il se trouve, il abdiquait son droit de penser, de sentir et d'exprimer sa pensée, ses sentiments, bien plus, sa *volonté*, et s'il disait placidement : « Je me place résolument derrière mon roi ! »

Ah ! comme nous jugeons autrui avec d'autres principes que nous-mêmes ! Que la fraction du peuple hellénique qui voit le salut, l'avenir de sa patrie dans le triomphe du droit et de la justice, dans le respect des traités, n'ose pas le proclamer bien haut, nous y verrons une faiblesse, pour ne pas dire une coupable défaillance ! Mais que la grosse fraction du peuple helvétique, qui

voit aussi dans le triomphe intégral du droit et de la liberté la condition primordiale de notre indépendance, se taise, c'est son devoir : au pays de Tell, le citoyen doit s'en remettre d'avance, sans oser chercher à les inspirer ou à les prévenir, aux décisions, quelles qu'elles soient, prises par un collège de sept hommes, faillibles comme les autres, où la simple majorité d'une voix suffit. De sorte que, en fin de compte, dans notre république démocratique, comme dans une monarchie autocratique, la volonté d'un homme décidera !

Eh bien, je dis non, non, mille fois non !

Le *devoir* du citoyen ne doit pas être séparé de ses *droits de citoyen*. Le devoir du citoyen suisse, c'est non pas d'abdiquer ses droits, de se dérober, mais bien au contraire de mettre toute sa force intellectuelle et physique au service de cette souveraineté dont une part lui est confiée. Il doit, de toute son énergie, en toute loyauté, rechercher la vérité, s'efforcer de prévoir l'avenir, de dégager les véritables intérêts moraux de son pays, qui ne peut vivre et prospérer que sous la protection du droit. — Que dans cette recherche il y ait des heurts, des froissements entre concitoyens, c'est inévitable, mais c'est aussi salulaire. Et ceux qui redoutent ces chocs intérieurs sont ou des pusillanimes, qui ignorent la puissance fécondante, attestée par l'histoire, de la *lutte des idées*, ou des gens qui n'ont pas confiance dans la solidité du lien fédéral :

Toujours intact aux yeux du monde,
Il sent croître et pleurer tout bas
Sa blessure fine et profonde,
Il est brisé, n'y touchez pas !

Nous abordons ainsi une question grave, sur laquelle

il convient aussi de s'exprimer en toute franchise : *Nous ne voulons pas d'équivoque.*

Le lien helvétique.

Notre union helvétique serait bien fragile, elle ne serait qu'un leurre, si elle dissimulait des divergences profondes sur la conception d'une démocratie libre, indépendante et souveraine.

Notre union ne doit pas être un simple mot.

Elle doit être forte de cette force que donne, malgré des diversités de race, de mentalité, de religion, de langue, une parfaite communion d'idées sur les principes fondamentaux qui doivent être à la base de la société des nations et garantir la sécurité des Etats.

Nous devons être d'accord pour proclamer que le *droit* doit présider aux relations des Etats ;

que ceux-ci doivent respecter loyalement leurs engagements.

Nous devons être d'accord pour nous insurger de toute notre énergie contre le principe odieux d'après lequel « *la force créerait le droit.* »

Pour nous, *la force doit être au service du droit.*

Aussi ne pouvons-nous en aucune mesure approuver la politique de ceux qui cherchent de quel côté est ou sera la force, pour savoir de quel côté ils se mettront.

L'homme moral fait l'opération inverse. Il s'efforce de discerner le bien, de connaître la vérité, de se former une conviction. Puis, une fois ses investigations terminées, une fois sa religion bien établie, il dit : « Là est le droit. »

S'il est généreux, il tend une main sympathique à la victime de l'injustice. Et si, en plus, il est valide, il ajoute : « Voilà mon bras ! »

Avons-nous — en Suisse — cherché le droit ?

L'ayant trouvé, avons-nous protesté contre sa violation et tendu une main sympathique à la victime ?... Avons-nous.... Mais je m'arrête, dans l'intérêt même d'une grande cause qui ne sera utilement défendue que le jour où l'on pourra tout dire.

Dès aujourd'hui, toutefois, disons fermement que vouloir imposer la *Realpolitik* au peuple suisse, au mépris de ses aspirations les plus élevées, c'est le placer sur un terrain où il sera *mathématiquement écrasé par de plus puissants que lui*, c'est le conduire à sa ruine.

Nous devons être d'accord, en outre, pour dire que, quelle que soit sa nationalité, allemande ou anglaise, française ou russe, *l'impérialisme* qui prétend à l'hégémonie est l'ennemi le plus redoutable de notre patrie ;

que le *militarisme* insolent et brutal, qui prétend prévaloir sur les autorités civiles et créer le droit, est indigne de notre civilisation et doit disparaître.

Nous devons être d'accord pour protester contre *l'extermination de petits peuples* ;

pour affirmer que les petits Etats ont le droit *d'exister* et même de *vivre libres et indépendants* ;

que tout procédé d'intimidation à leur égard est contraire à leur souveraineté et doit être énergiquement et fièrement repoussé.

Si nous sommes d'accord sur ces principes essentiels, alors notre union est forte. Mais elle doit avoir ce minimum de force-là, qu'elle doit cesser d'exister si elle ne peut y parvenir ; car, sur ces principes essentiels, *aucun compromis n'est possible*. Et une union fondée sur l'équivoque n'aurait qu'un semblant de force, qui s'évanouirait à l'heure de l'action.

* * *

Eh bien, malgré des apparences contraires, je crois que sur tous ces points essentiels l'accord existe entre la plupart des Confédérés et que le peuple suisse, dans son immense majorité, y souscrirait sans réticences. Seuls quelques fanatiques de la *Realpolitik*, quelques enthousiastes béats d'un militarisme avilissant, quelques adorateurs du dieu « Force », tous frappés d'un aveuglement stupéfiant, — où l'on se plaît à voir la main de Jupiter, — méconnaissent ce qui a été la condition de notre grandeur jusqu'à ce jour et doit l'être encore à l'avenir.

Le malheur veut que ces intoxiqués ne soient pas toujours sans responsabilités et que, disposant parfois de certaines influences, ils aient aussi — corollaire presque fatal — toute une valetaille docile. Leur action, *funeste* à mes yeux, m'apparaît comme la principale cause du mal dont nous souffrons, de cette scission qu'on ne saurait nier et qui ne prendra fin que lorsqu'on sera revenu partout à une plus saine compréhension des exigences de notre démocratie confédérale.

* * *

Car notre démocratie a ce caractère très spécial : elle est le régime d'un Etat *fédératif*, composé d'Etats particuliers dont chacun a ses traditions, son histoire, sa figure. Aucun d'eux ne doit chercher à *absorber* les autres, ni à les majoriser systématiquement. Leur *alliance* est un gage de respect réciproque, elle n'équivaut en aucune mesure à une *fusion*. Vis-à-vis de l'étranger, ils ne forment qu'un Etat, animé de l'unique volonté de faire respecter son indépendance. Mais, à l'intérieur,

l'Etat fédératif présuppose l'intention loyale de tous les Etats qui le composent de respecter ce qui, chez chacun d'eux, est propre au caractère de son peuple et à ses aspirations, de puiser, précisément dans la diversité des idées, des mentalités, des capacités, un facteur de richesse intellectuelle et morale qui manque dans le système de l'uniformité. L'Etat fédératif implique donc une juste combinaison, une heureuse juxtaposition, une sage utilisation de facultés et d'éléments très divers, ce qui exige beaucoup de doigté et aussi des concessions réciproques. C'est malheureusement ce qui n'a pas été suffisamment compris depuis que notre Suisse est entrée, à un « tempo » effrayant parfois, dans la voie de l'unification et de la centralisation, au risque de tarir notre plus précieuse source de prospérité. Souvent la part faite à l'opinion de la Suisse romande, à sa représentation dans le gouvernement ou dans des travaux importants, a été trop mesurée. Pour ne prendre qu'un exemple, mais capital celui-là, quelle a été la part accordée aux idées, aux traditions, aux droits de la Suisse romande dans l'élaboration, puis dans l'adoption de la grande œuvre législative qui régit aujourd'hui les actes les plus importants de notre activité : le code civil suisse ?

Et aujourd'hui, dans les graves circonstances que nous traversons d'un cœur oppressé, depuis le début des hostilités, alors que dans tous les pays libéraux on a reconnu la nécessité de remanier le gouvernement de façon que toutes les forces du pays y soient représentées, quelle part est faite à la Suisse romande, dans les sphères dirigeantes fédérales ? Qu'une circonstance quelconque empêche le conseiller fédéral vaudois d'assister à une séance du gouvernement, et les Etats de Genève, Fribourg, Neuchâtel, Valais et Vaud ne sont représentés

par personne (ou par une voix, si l'on considère notre distingué confédéré du Tessin comme représentant aussi la Suisse romande), et cela dans un collège de sept membres auquel des *pleins pouvoirs* ont été conférés.

Et, dans le haut commandement de notre armée, la Suisse romande est-elle représentée comme elle le devrait et *ne serait-il pas très heureux*, devant l'opinion publique, d'établir *une plus étroite collaboration confiante de tous les éléments de premier ordre* dont notre pays dispose¹ ?

Et ce n'est pas seulement de la part des autorités constituées que la démocratie fédérative demande un esprit de largeur et de confiance à l'égard des éléments si divers qui la composent. C'est aussi entre les individus que ce même esprit doit régner. On ne devrait pas rencontrer cette étroitesse de vue qui touche à la mesquinerie et qui fait parfois qu'on suspecte trop facilement son prochain. Que, par exemple, nous éprouvions le besoin d'entendre des voix autorisées nous faire pénétrer davantage, avec un tact parfait, dans la pensée de la grande nation en qui s'incarne à nos yeux la défense actuelle du droit et de la liberté, y a-t-il là de quoi mettre en doute notre patriotisme ? J'avoue n'en pas comprendre une pareille insinuation, indigne de concitoyens qui se respectent mutuellement. Et, pour ma part, je n'éprouverais aucune indignation, mais simplement de l'étonnement, si quelques-uns de nos chers confédérés alémaniques éprouvaient du plaisir à se désaltérer aux sources de l'impérialisme germanique et du militarisme prussien. Je ne suspecterais pas le patriotisme de ceux

¹ Le scrupule qui dictait cette timide réserve paraît bien naïf aujourd'hui, après les douloureuses révélations apportées en étrennes au peuple suisse par le mois de janvier.

qui prêteraient leur appui moral à l'organisation de conférences propres à faire connaître *complètement* en Suisse la pensée allemande par ses représentants les plus autorisés.

Qu'un grand journaliste, Maximilien Harden, vienne développer son thème : *Pour nous la force crée le droit*¹.

Qu'un juriste éminent, le professeur Kohler, expose la théorie allemande sur « le devoir des neutres de se laisser violer... » par les armées impériales à l'exclusion de toutes autres.

Qu'un des *93 intellectuels*, le professeur Harnack, commente le manifeste : « Il n'est pas vrai... » et qu'il explique en quoi et pourquoi il y a une « vérité allemande » au-dessus de la vérité tout court, de même qu'il y a une « humanité allemande » au-dessus de la vulgaire humanité.

Qu'un professeur de l'Académie de guerre, von Scharfenort, vienne illustrer le *Kriegsbrauch im Landkriege*, manuel du grand état-major à l'usage des officiers. Si cet écrivain militaire ne pouvait venir en Suisse, que M. Hartmann (de la *Deutsche Rundschau*) fasse une conférence sous le titre *Le terrorisme, principe nécessaire*. Il ferait comprendre aux esprits obtus, qui ne l'ont pas encore saisi, que plus la guerre est impitoyable et cruelle, plus elle est humaine, parce qu'elle est plus courte. Et, si ce n'était le mettre dans un trop grand embarras, on lui demanderait d'expliquer comment on peut concilier cette théorie avec la signature apposée par son pays au pied des conventions de La Haye sur les lois de la guerre et au bas de la convention de la Croix-Rouge !

Que le professeur von Liszt vienne parler de l'*Organi-*

¹ *Die Zukunft*, 17 octobre 1914.

sation de la confédération européenne sous l'égide bienveillante de l'empire allemand. Il montrerait quels avantages matériels considérables les Suisses gagneraient en troquant leur indépendance — sentimentalisme vieillot — contre une solide union économique et politique avec le plus grand empire.

Qu'un diplomate, évitant le titre un peu inquiétant : « Nécessité n'a pas de loi », expose cette noble maxime sous ce masque : *Chiffons et parchemins*.

Que la théorie sur l'*Empire tentaculaire* soit développée par un disciple du grand historien Lamprecht qui démontrerait par $A + B$ que l'Allemagne a reçu la « mission de gouverner le monde pour le plus grand bien de l'humanité. »

Et que, pour clore cette série de conférences, le prédicateur impérial Dryander en résume noblement l'inspiration générale en parlant de la *Religion de la force par opposition à la religion de l'amour*.

Mais non ! La pensée allemande ne serait pas exposée tout entière ni suffisamment par ces grands esprits, bien qu'ils paraissent grouper autour d'eux une parfaite unanimité. Des hommes courageux, auxquels il est juste de rendre un public hommage, viendraient aussi dire qu'ils n'approuvent pas tout ce qui a été fait, — qu'ils s'élèvent contre des systèmes dont ils se refusent à faire dépendre la grandeur de leur patrie, — qu'ils ne veulent pas d'annexions contre la volonté des populations, — qu'ils reconnaissent le droit à la vie et à l'indépendance de tous les Etats, petits ou grands, et qu'ils souhaitent aussi une société des nations basée sur le droit et le respect des engagements pris. De ces hommes-là, il en existe, je le sais, j'en connais, en Allemagne. Et si leur voix ne peut pas aujourd'hui se faire entendre, nous devons, non les

blâmer, mais les plaindre, car ils souffrent. Mais le jour viendra où leurs idées triompheront, car elles répondent, j'en suis convaincu, aux sentiments intimes de la grande foule, qui sera la force, demain. En eux nous devons placer la seule espérance de la grande réconciliation des peuples, car cette réconciliation n'est possible que par le désaveu préalable, franc et catégorique des fautes commises.

Un jour on leur dressera des statues, mais non pour y planter des clous !

Nous attendrions beaucoup de bien pour notre pays de cette large diffusion, *sans réticences*, de la « pensée allemande. » Les vrais Suisses qui en seraient gratifiés n'en deviendraient que meilleurs Suisses encore !

Mais je m'inscris en faux contre le prétexte d'impartialité invoqué par certains de nos concitoyens et de nos confédérés. Leur notion d'impartialité est, à mes yeux, complètement erronée et me paraît reposer sur un intolérable sophisme. Qu'ils me le pardonnent. Chacun subit, plus ou moins, avec l'âge, une certaine déformation professionnelle. C'est ainsi, sans doute, que, comme criminaliste, j'ai contracté l'étrange manie de distinguer le délinquant de la victime. Si bien qu'il m'est impossible, — au nom d'une prétendue impartialité qui me paraît être, au contraire, de la partialité à la dernière puissance, — il m'est impossible de tenir la balance égale entre le brigand et sa victime, entre le voleur et le volé. Et alors, appliquant inconsciemment au droit international cette bizarre distinction de criminaliste, je deviens incapable d'assimiler, en cas de guerre, la victime à son agresseur. Je n'arrive pas à comprendre que l'impartialité consiste à leur accorder les mêmes sympathies, les mêmes égards, les mêmes encouragements. Bien au contraire, — voyez

jusqu'où s'étend ma déformation que je dévoile sans pudeur, — il me paraît être d'une partialité choquante d'agir de la sorte. Il me semble même offensant de tenir à l'égard d'un des belligérants, *X*, le langage suivant : « Son adversaire, *Y*, a violé des engagements solennels, il n'a pas respecté les lois de la guerre, dont les sentiments d'humanité autant que les conventions signées lui imposaient l'observation. J'en conclus que l'Etat *X*, lui aussi, agirait exactement comme son adversaire *Y* s'il se trouvait dans les mêmes circonstances que lui. Donc je dois me méfier autant de l'un que de l'autre, et professer la même estime pour tous les deux ! »

Ce qui me reconforte beaucoup, c'est de savoir mon sentiment partagé par un très grand nombre de gens de bon sens, qui n'ont cependant jamais subi les atteintes de l'esprit juridique !

ANDRÉ MERCIER.

(La fin prochainement.)

L'ÉVASION

SECONDE PARTIE¹

II. Prisonniers.

Somnolence vague ; angoisse plutôt que souffrance ; parfois même des minutes de vraie béatitude sous la voûte pieuse de la petite église. Le nombre des blessés augmente. Vers le soir nous sommes une centaine ; une centaine d'hommes d'où sort une plainte continue. Sans souci du bombardement qui se rapproche, les femmes, les jeunes filles du village aident le séminariste et le vieux curé dans leur tâche. Qu'elles sont admirables, ces femmes de l'Est ! Douces, fines, courageuses. Elles apportent ce qu'elles possèdent d'œufs, de lait, et les vieilles bouteilles mises à coin pour les fêtes carillonnées. Ceux qui ne peuvent se soulever, elles les aident à boire. « Bois, mon pauvre petit, ça te fera du bien. » Tous, pour elles, même les réservistes comme moi, nous sommes des « pauvres petits. » Le soir tombe. Les ténèbres rougeoient un instant, et puis c'est la nuit.

Dans l'église, il y a de petites flammes qui sautillent. Celles des lanternes, qui sont plus grandes et toutes

¹ Pour la première partie, voir la livraison de mars.

droites, celles des bougies, qui se plient et qui se redressent. Elles se penchent sur des linges blancs, sur des faces plus blanches encore. Là-bas le canon ronronne... mon pied me fait un peu mal... pas beaucoup plus que le reste du corps, tant je suis las, brisé....

C'est un tintement de sonnette qui me réveille. C'est une sonnette qu'agite un enfant de chœur en surplis. L'aube incertaine qui se glisse sous le porche ne va pas jusqu'à lui. Sa silhouette et celle du prêtre qui achève de dire une messe basse sont dessinées d'un vacillement lumineux par les cierges de l'autel. Des matelas s'appuient aux marches qui y conduisent. Le prêtre étend les bras et une immense croix d'ombre se suspend un instant à la voûte, au-dessus de nos têtes.

Près de moi, quelqu'un gémit. Ah ! oui, c'est ce « pauvre petit » qui, le coude brisé, sent goutte à goutte son sang suinter à travers le pansement et s'en aller avec sa vie.

— Tu vois, murmure-t-il, les autos qui devaient venir nous chercher hier soir ne sont pas encore là. On va me laisser claquer comme ça....

Il n'a pas le temps d'en dire davantage. Quelques femmes épouvantées se sont précipitées dans la nef. Un gamin les suit, qui crie :

— Les voilà !

— Quoi ? Qu'est-ce ?... Les autos ?

— Silence, couchez-vous tous, ordonne le curé ; que personne ne bouge, ni ne souffle mot.

Ceux qui avaient pu gagner les bancs pour entendre la messe et se déraidir s'allongent aussitôt sur la paille, se roulent dans leurs couvertures ou leurs capotes. Les femmes, près de la porte, se pressent les unes contre les

autres, tremblantes, résolues pourtant à nous protéger. Le vieux curé s'est avancé sur le seuil, le drapeau de la Croix-Rouge entre les mains.

Alors, dans le silence où se tapit notre détresse, monte, se rapproche et s'enfoncé le bruit d'une troupe de cavaliers. Leur masse, tout à coup, bouche le portail. Ce sont des hussards de la mort. L'un d'eux salue, demande si quelqu'un parmi nous entend l'allemand. Une jeune fille, hardiment, se détache du groupe des femmes, lui répond dans sa langue. Tandis qu'il lui parle, un de ses hommes qui me voit attentif à la scène, soulevé à demi, pousse son cheval au milieu de l'église et me menace de sa lance en grognant des « capout. » Un ordre de l'officier interrompt sa mimique qui ne me rassurait guère et l'escouade s'éloigne au galop.

— Que veulent-ils ? Qu'a-t-il dit ?

C'est à peine si notre gentille interprète, au milieu des questions qui la pressent, parvient à traduire les paroles du hussard.

— Il m'a dit que le village est à eux, que l'ambulance est prisonnière, qu'elle va être dirigée sur la frontière.



Prisonniers ! Nous sommes prisonniers ! Nous allons être emmenés en Allemagne. Cette idée, qui au milieu de tant d'imaginations diverses ne m'était pas venue une seule fois, me martelait la tête. A deux reprises j'essayai de me tenir debout. Je voulais tâcher de fuir, coûte que coûte. Mon pied ne me portait plus.

J'avais à peine fini de crayonner quelques mots pour ma femme, sur une carte, — une de nos infirmières me promettait de la lui faire parvenir, — qu'un officier d'infanterie pénétra dans l'église, revolver au poing. Il était sec et mince, d'une correction glaciale. Dans un excellent

français il s'informe du nombre des blessés, de ceux qui, trop gravement atteints, ne peuvent être transportés. Il nous donne enfin l'assurance qu'il ne nous sera fait aucun mal et que nous serons bien soignés.

— Mais, monsieur le curé, ajoute-t-il d'un ton menaçant, vous êtes responsable de votre village et répondez sur votre tête de la sécurité de nos troupes. Hier nous avons fusillé à Jarny le maire, le curé et dix habitants et nous avons incendié le village. Si un coup de feu était tiré dans Jeandelize, si la moindre tentative d'insubordination s'y produisait, nous aurions le vif regret d'agir de même.

Il pivota sur le talon et sortit, le cou raide, en jetant quelques ordres.

Peu après, des soldats bavares de la landwehr nous installent, avec précaution, dans des chars à foin réquisitionnés sur place. Ce sont de braves gens, qui nous examinent avec une curiosité bienveillante. Certains nous tendent leurs bidons de vin. Un sous-officier qui parle un peu français m'explique que nous allons être conduits à Conflans, dans les lignes allemandes, d'où le chemin de fer nous transportera à Metz. Escortés d'une section d'infanterie et de quelques cyclistes, nous nous mettons en route. Le ciel s'est assombri, il en tombe de grosses gouttes. Nos chars croisent des compagnies bavaroises. Quelques-uns de leurs officiers nous saluent, d'autres nous considèrent avec mépris. Les soldats font de même, les uns nous lancent d'ironiques « ponchour » et les autres nous adressent, de la tête, un signe compatissant.

L'officier qui nous accompagne autorise les gens d'une ferme à nous donner des œufs et du vin et, comme l'averse redouble, il demande du foin et des sacs pour nous en couvrir.

Je revois les crêtes d'où, le matin, les Boches nous ont mitraillés. Le vent du sud-est nous apporte des lambeaux de l'âcre fumée qui s'élève là-bas des décombres de Jarny.

Meurtris par les cahots, nous entrons enfin dans Conflans, tout retentissant de sabres et de bottes. Un machiniste de la Gaité, blessé comme moi à la jambe, et dont les saillies n'ont cessé de nous divertir, me chante à l'oreille :

Au lieu d'pouvoir
Fich' sa lardoir
Dans l'sac à ces hulans,
C'est d'sus not' dos,
Mon pauv' poteau,
Qu'on s'balade dans Conflans.

Répartis dans des ambulances improvisées par les habitants, nous sommes transportés, une dizaine de camarades et moi, chez deux jeunes femmes qui ne pouvaient cacher leur joie d'hospitaliser des compatriotes.

L'une d'elles eût pu être la sœur aînée de Colette Baudoche : même gentillesse, même gaité, même droiture. On n'avait qu'à la voir entrer dans la chambre pour se trouver mieux. Elle s'ingéniait à alléger nos maux. Il suffisait de l'entendre rire. Par les fenêtres ouvertes — grosse voix qui n'épouvantait même plus les oiseaux du jardin — nous parvenait le bruit du canon.

Pass' moi ma camisole,
Mon garçon, mon garçon.
Pass' moi ma camisole,
J'entends l' son du canon.

chantaient notre machiniste. Parfois, « l' son du canon » paraissait se rapprocher et nous étions remplis d'espérance. Ces dames possédaient une petite bibliothèque.

J'y découvris plusieurs des ouvrages d'Erckmann-Chatrian, dans une grande édition à deux colonnes. J'y découvris aussi un livre de Victor Cherbuliez que tout bon Français devrait connaître. Sous le titre d'*Amours fragiles* il renferme trois nouvelles. L'une d'elles conte les mésaventures du professeur Drommel, qui, accompagné de sa jeune femme, a voulu constater sur place toute l'étendue de la *französische Frivolität*. Ce qui n'empêche pas la mignonne M^{me} Drommel de lui prouver, à l'instigation d'un jeune peintre de l'école du plein air, que cette frivolité a des attraits ignorés de la *Gründlichkeit* allemande. Je lisais, je me laissais dorloter ; je savourais les bons vins que l'on nous apportait en cachette. Un vieux docteur du pays nous soignait. Il avait remis en place ma cheville déboîtée. Appuyé sur deux cannes je pouvais descendre au jardin. Par-dessus les murs, les Boches venaient nous regarder. Plusieurs secouaient la tête et répétaient : « Misère » ; d'autres, en nous montrant les photographies de leur famille, nous demandaient si nous avions aussi des enfants. Ces hommes, en vérité, ne paraissaient rien avoir de sanguinaire. Pourtant nous apprenions chaque jour par des voisins, par des paysans des environs, quelques violences, quelques cruautés nouvelles dont les troupes allemandes se rendaient coupables. Leurs officiers surtout se couvraient d'infamie.

Pour apaiser les accès de colère où nous jetaient ces récits : « Sans doute avaient-ils bu, disaient nos bonnes hôteses. Ils ne sont peut-être pas aussi méchants qu'ils en ont l'air, puisqu'ils nous permettent de vous soigner. »

La pensée que leurs hordes, de tous côtés, menaçaient la France m'accablait parfois, allongeait jusqu'au jour mes insomnies. Une nuit, j'éprouvai avec effroi le

sentiment de leur puissance. Point de bruit, cette nuit-là, dans les rues de Conflans. Le canon s'était tu, les fourgons avaient cessé de rouler; on entendait une hulotte, au loin, qui se plaignait; on entendait, dans le jardin, glisser d'une feuille sur l'autre les gouttes laissées par une averse. Alors, dans ce calme, un rythme précis et lourd grandit peu à peu, à chaque instant plus distinct, mesurant l'espace et le temps. Mystère, poésie, douceur nocturne se dissipent à sa venue, une réalité sombre et puissante les remplace. C'est un bataillon de Saxe, de Prusse, ou du Brandebourg qui défile à travers Conflans. Mille bottes, à la même seconde, quittent le sol, mille autres le frappent pesamment, et bientôt mille voix qui ne sont qu'une voix, entonnent un chant guerrier dont les paroles, brandies comme des sabres tirés du fourreau, étincellent, métalliques, forgées au martellement de la marche. Il y a dans ce chant je ne sais quoi de formidable, presque de fatal, l'effrayante perfection mécanique des nouveaux instruments de guerre. Il appartient désormais à l'arsenal du militarisme prussien :
Eins zwei, Eins zwei,

Am Rhein, am Rhein, am deutschen Rhein.

Et tandis que la fraîche nuit lorraine retentit de ces accents cadencés et farouches, je songe à l'alouette gauloise jetant à nos cuirassiers son clair appel de liberté :

Pour elle un Français doit mourir.

Liberté ! Liberté ! Hélas, voici les voitures qui vont nous emmener à la gare ! Les infirmiers y transportent les plus malades; les autres s'y rendent en clopinant. Nos dames hospitalières nous embrassent en pleurant. De la foule silencieuse qui nous regarde, une jeune fille s'élance, elle nous tend des roses.

— Gardez-les, dit-elle fièrement, ce sont quand même des fleurs de France !

Un train nous attend à la gare de Jarny, intacte près des ruines. Quatre wagons à bestiaux nous sont réservés ; le plancher du premier est jonché de paille ; on y transporte les impotents. Les infirmiers me poussent dans l'un des trois autres, tous munis de bancs sans dossier. J'entends mon machiniste me crier du quai :

— En scène pour le deux !

Un soldat allemand qui m'a aidé gentiment à descendre du char me rejoint ; il s'assied un instant près de moi ; il est Lorrain, de Metz. Avec la plupart des Alsaciens-Lorrains il a fait partie des avant-gardes d'invasion.

— Et dire, soupirait-il, que vous tirez sur nous ! Nous autres, du moins, nous tirons en l'air !

Et il ajoutait, toujours en français, à voix basse :

— Mais moi, je n'y tiens plus ! A la première occasion, je déserte pour me battre dans les rangs français.

De quel cœur, nous nous sommes serré la main ! Le train se mettait en route.

Nous étions bien trente dans ce compartiment. Quatre sentinelles, baïonnette au canon, gardaient les portes entr'ouvertes. La soirée était étouffante. Au bout d'une heure, nous ne savions plus comment nous tenir. Les blessures engourdies se ravivaient. Pour nombre de ceux qui occupaient les banquettes placées au centre du wagon, et qui ne pouvaient s'adosser, la position était intolérable. Ils se mettaient les coudes sur les genoux, la tête dans les mains. Si leurs blessures le permettaient, ils s'asseyaient par terre, la tête entre leurs bras posés sur le banc. On nous avait annoncé un voyage de trois heures. Nous mîmes plus que ce temps pour atteindre Metz.

Enfin ! Mais en entrant en gare, vlan ! on ferme les portes. Et après un long arrêt, le train repart dans la nuit. Oh ! l'interminable grelottement, et puis de brusques secousses, des haltes en pleine campagne. Mon pansement s'est déplacé ; j'ai oublié mes cannes dans le char ; le banc est si étroit que tout l'effort de ma jambe valide a peine à m'y maintenir ; au moindre cahot, la paroi du wagon me meurtrit les reins, les épaules. Et je suis un des moins malheureux... il y en a que l'angoisse énerve au point de leur tirer des larmes. Comme on ne nous laisse pas descendre, la puanteur est infecte, car plusieurs d'entre nous souffrent de dysenterie. Parmi ceux-ci un hussard frappé d'un éclat d'obus à la tête... il était fou, plus qu'aux trois quarts ; de temps en temps il se dressait, agitait les bras, hurlait : « Sabrez, sabrez ! » puis il riait comme un possédé... il criait aux sentinelles : « Boche, de la pive !... Boche, une sibiche ! » Et nous avons eu bien du mal à empêcher l'une d'elles de l'embrocher. Il avait un compagnon d'infortune, un malheureux dont le même obus, tandis qu'il l'atteignait, lui, à la tête, brisait les deux épaules. Le pauvre bougre, emmaillotté comme un poupon, et que l'on avait calé par terre entre des capotes, nous contait leurs souffrances communes :

— On s'défilait quand la marmite est arrivée. Bon dieu de bon dieu, quel tremblement de terre ! J'sais pas combien de temps on est resté là sans savoir, c'est lui (il nous montrait l'écervelé) c'est lui qui m'a réveillé. Y m'engueulait comme du poisson pourri. Y m'criait qu'je prenais toute la place dans le cagnat — qu'j'avais renversé sa marmite.... Faut vous dire qu'y s'croyait encore l'cuistot d'l'escadron comme pendant ses dix-sept jours. Nous sommes du X^{me} hussards. Y s'levait et puis y

r'tombait... moi j'pouvais pas faire un mouvement... alors lui, de temps en temps s'r'mettait debout, y gueulait comme un âne : « Sabrez, sabrez », com'vous v'nez d'l'entendre faire, y m'culbutait dans les jambes en m'insultant... moi, j'le suppliais d'se t'nir tranquille, de m'donner à boire. Je crevais de soif. Alors y m'mettait l'poing sous l'nez... la lune éclairait un p'tit peu ; il avait un œil fermé, la gueule toute noire de sang, l'autre œil brillait, tout blanc là au milieu.... « Tas d'cochons, tas d'cochons, qu'y m'faisait, ousqu'vous avez foutu la marmite ? » Moi, j'avais une peur terrible parce que je me pensais, pour sûr y va m'étrangler. Et puis, j'avais tellement de mal dans le dos, et la vie m'dégoûtait tellement que j'lui disais : « Vas-y, vas-y, saigne-moi, puisque tu n'veux pas m'donner à boire. » Alors y s'foutait à rire et puis y s'asseyait sur mon pied, y tirait une betterave. C'est dans un champ de betteraves qu'on avait reçu son coup d'tampon. Y s'mettait à faire semblant d'la couper dans sa soupe, y m'demandait d'lui passer l'sel, et m'r'engueulait parce que j'bougeais pas... malheur de malheur !

Et comme pour donner à ce récit une plus effrayante réalité, le hussard se lève et commande à tue-tête : « Sabrez, sabrez ! » et agite son pansement tout sanglant qu'il vient d'arracher. Et l'autre gémit : « Un si chouette copain, ah ! malheur de malheur ! »

Sarrebruck ! hélas, on ne nous débarque toujours pas. Le lourd convoi s'ébranle, recommence à entrechoquer son dolent bétail humain. A la lueur du falot, je vois des têtes aller de-ci, de-là, échapper à la main qui les soutient, se redresser dans un gémissement. La fatigue est plus forte que tout. On finit par somnoler.

Ça roule, ça grince, contre-coup d'aiguillage, dénivel-

lement de plaque tournante, tout un grondement de ferraille... le falot est éteint, les portes sont ouvertes, des cris : « Une gare ! » Je me réveille complètement.

Par crainte de manifestations sympathiques on nous a fait traverser la Lorraine de nuit, en secret. Mais nous sommes en Allemagne. Une foule épaisse s'agite sur les quais ; elle attend le passage des premiers blessés français ; elle nous jette des insultes qu'un cri résume : « Pariss capout ! » Ceux qui peuvent y répondent par des sourires et des « tu parles ! » Les dames de la Croix-Rouge comblent nos gardiens de cigares, de saucisses ; pour nous, pas même un verre d'eau. Ce sera ainsi dans chacune des villes : Landau, Bruchsal, Heidelberg, Darmstadt, Gmünden, Wurzbourg, — où l'état-major a décidé de nous exhiber en témoignage de ses victoires.

A Landau, une de ces bonnes âmes, qui refuse de nous vendre du pain et même d'en faire acheter au buffet, me déclare, en méchant français, que son rôle est de servir ses compatriotes et non ses ennemis.

A Bruchsal, comme on vient d'attacher à notre train un convoi de blessés allemands, les injures se changent en imprécations ; si l'on ne prenait la précaution de nous interdire l'accès des quais, on nous écharperait. C'est à Heidelberg seulement — où débarquent ceux qui n'en peuvent plus — qu'une soupe de blé cuit nous est distribuée. Elle excite notre besoin de nourriture plus qu'elle ne l'apaise. Et lorsque nous arrivons à Wurzbourg, un de mes camarades affamés ne peut s'empêcher de tendre la main à une dame de la Croix-Rouge qui, pleine de compassion, bourre de sandwiches les poches des sentinelles ; elle le repousse d'un geste si brutal, qu'un de nos gardiens, vieux landsturm bavarois, n'hésite pas à offrir au pauvre diable, devant elle, une

partie de ses provisions. Dans une autre gare, une petite fille, toute rose, me tend timidement une bande de flanelle pour consolider mon pansement, et à Gmünden un vieillard, en voyant que je m'appuie au mur pour marcher, m'oblige à garder sa béquille.

Ce sont les seules éclaircies de ce voyage de quarante-deux heures dont je garde un horrible souvenir composé de gémissements, d'odeurs immondes, des lugubres : « Sabrez, sabrez ! » du hussard fou, de l'inhumanité des femmes, et surtout de cette pensée que chaque tour de roue m'éloignait davantage de la France.



Hammelbourg met un terme à ce calvaire. On nous débarque. Des chars nous attendent. L'horloge de la gare marque onze heures. Les cloches des églises sonnent sans précipitation dans l'air clair. C'est dimanche. Les gens nous regardent sans rien dire, avec étonnement, presque avec pitié. Ils ont l'air d'habiter encore une Allemagne d'autrefois. Braves petits bourgeois paisibles et roses avec des yeux de « ne m'oubliez pas. » Leur ville est à leur mesure et à leur ressemblance : une petite ville très propre et très ancienne, avec des fenêtres à accolades, des lucarnes dans les toits étroits, des fleurs rouges à toutes les fenêtres et à toutes les lucarnes, des enseignes peintes, des ruelles étroites. Des chats se promènent sur les gouttières ; des visages comme on en voit dans les dessins de Richter se penchent aux fenêtres ; il y a un hôtel à l'enseigne de l'Aigle noir ; encadrée par les profils des pignons échafaudés, la silhouette d'un château complète ce tableau d'un romantisme agréablement suranné. Un pont trapu, décoré de statues de saints, nous fait franchir la Saale. La route monte sur l'autre versant de la vallée. Un vent

plus vif nous guette au bord du large et mélancolique plateau, jalonné de bois de pins, où elle nous conduit. Voici le camp de Hammelbourg ; sur notre droite deux groupes de baraquements affreusement pareils, divisés en tranches égales par des rues à angles droits. Sur notre gauche, des maisons toiturées de rouge, entourées de jardins parfaitement entretenus, sont les demeures de MM. les officiers. Au milieu des arbres, une grande bâtisse blanche porte cette inscription : LAZARETT !

Des salles merveilleusement propres, merveilleusement blanches ! Des lits, des draps frais, du soleil qui entre par les fenêtres, le bruit du vent dans les pins, un chant de mésange ; je me reprends d'un coup à la douceur de vivre. Je m'allonge, je m'endors. Je me réveille pour manger, je me rendors.

Le lendemain, c'est le major qui me tire de ce somme inépuisable. Un gros petit bonhomme, monté sur deux jambes grêles, ce major, qui sangle belliqueusement sa bedaine de docteur civil dans un uniforme battant neuf. Aucun de nous ne sait l'allemand. Il ignore le français. A chaque lit le même geste : il rajuste son lorgnon, il se penche vers la pancarte accrochée à la tête de notre couche et qui indique notre résidence habituelle, notre âge, le corps auquel nous appartenons ; il considère le malade et il lui demande : « Quand pansé ? Beaucoup douleurs ? » Selon la réponse, selon la grimace, il décide de faire changer le pansement ou de laisser le patient tranquille, — et puis il passe au lit suivant et recommence.

Sa visite nous met tous en joie. Comme s'il jouait au bilboquet, il jette, en avançant, sa bedaine d'une jambe sur l'autre ; on a toujours peur qu'elle échappe à ses frêles soutiens, et roule dans la salle. Lorsqu'il inspecte une blessure, son crâne devient tout rouge et se parsème de

gouttes de sueur. On dirait une grosse fraise. Il introduit tant de paternelle sollicitude dans son invariable interrogation : « Quand pansé ? Beaucoup douleurs ? » qu'il force la sympathie. D'ailleurs, obéi au doigt et à l'œil par les infirmiers, bons bougres eux aussi, que les plus répugnantes besognes ne peuvent rebuter. Il y a encore l'aumônier un peu papelard, un peu cafard, qui, lui, baragouine le français. Dès le premier jour il en profite pour m'annoncer que Paris est pris, et que la « pauvre France » est punie de sa démoralisation, de sa légèreté et de son orgueil.

— Heureusement, ajoute-t-il, que le bon Dieu lui a envoyé le Kaiser pour la corriger et la sauver.

— Oui, heureusement !

Heureusement aussi que la nourriture matérielle est de meilleure qualité que la viande creuse de ces discours. Le matin et le soir du café au lait, à midi une soupe aux légumes et un ragoût. Seul le pain nous est chichement mesuré, et je ne parle pas des indigestes crêpes à la farine de maïs ou des boules d'une pâte indéfinissable qui sont destinées à le remplacer.

Les jours se succédaient d'un cours égal. Le départ de ceux de mes camarades qui pouvaient être considérés comme convalescents et allaient désormais mener au camp l'existence des autres prisonniers, l'arrivée de nouveaux blessés, les récits qu'ils nous apportaient, en rompaient de temps à autre la monotonie. Ces derniers venus nous apprenaient que Paris, contrairement aux affirmations pieuses de l'aumônier, n'était point encore investi dans la première semaine de septembre. Parmi ceux-ci se trouvaient un tirailleur algérien, dont le sabir, la mimique et les trente-deux dents, nous égayaient à journée faite, et un jeune homme silencieux que j'avais eu l'occasion

de rencontrer autrefois, tantôt dans des milieux industriels, tantôt dans des réunions sportives.

Le tirailleur avait été cerné, tandis qu'il canardait les Boches du haut d'un arbre. Il s'était si bien dissimulé dans la fourche d'une grosse branche que les autres ne parvenaient pas à l'atteindre. « Li tirer beaucoup, disait-il, et moi rire, rire toujours. » Un officier avait alors donné l'ordre de scier l'arbre : « Li, couper arbre avec grand couteau, moi plouc ! tombé. » Une fois par terre, il s'était défendu à coups de poing, à coups de pied, à coups de dents. Après l'avoir assommé aux trois quarts, les Allemands l'avaient si terriblement ligoté, que sa main droite était demeurée paralysée. Il s'amusait à regarder remuer la gauche en répétant : « Y a bon ! »

Une étroite amitié ne tarda pas à m'unir à l'autre blessé, Georges Prieur. Vous le connaissez, c'est un Parisien d'espèce spéciale, réfléchi, réservé, presque timide.

De six ans plus jeune que moi, il est né à Pantin en 1892. Ses études terminées, il est entré comme second dans la fabrique de graisse que son frère dirige ; et il n'en est plus sorti. C'est le type du *self made man* français, intelligent, énergique, tout entier à sa tâche. Rien d'un snob, rien d'un arriviste. Un franc garçon, modeste et sérieux, et qui rougit comme une jeune fille. Excellent nageur, lui aussi, rompu à l'escrime de la canne, un solide compagnon, malgré sa figure d'enfant. Nous avions des relations communes. Nous étions tous deux de la banlieue, lui de Pantin, moi de Montrouge. Je commençais à me lever. Après la visite du major, « quand pansé, beaucoup douleurs, » j'allais m'asseoir au pied de son lit. Nous passions des heures à bavarder. Il me parlait de sa mère, je lui parlais de la mienne, de ma femme, de ma

fillette. Je lui contais les principaux épisodes de ma brève campagne ; de son côté, tout en le ponctuant de son habituel « comme de bien entendu, » il me fit le récit de la sienne. Je vais tâcher de vous le redire sans espérer lui conserver la même précision.

« Lorsque la guerre éclata, me disait Prieur, j'allais être libéré. Bénéficiaire de la loi de deux ans, j'achevais mon temps au 151^e d'infanterie à Verdun. La nouvelle de la mobilisation ne nous émut guère. Le gouvernement veut montrer à l'Allemagne que nous sommes prêts, pensions-nous. Ce qui n'empêche pas que le 29 on nous expédie en avant de Verdun pour garder la route nationale de Mars-la-Tour. Tu connais ce pays ; nous cantonnions à Pinthaville, un petit patelin qui est situé à mi-chemin environ entre Labeuville et le fort du Rozellier, à 15 kilomètres de la frontière. Je faisais partie d'un poste détaché. Notre première action d'éclat fut d'arrêter une auto allemande, une grande limousine qui se barrait dare dare et que l'on réexpédia à Verdun.

» Le 1^{er} août, par des automobilistes de la région, nous apprîmes que des coups de feu avaient été échangés entre douaniers sur la frontière, et que les avant-gardes allemandes l'avaient franchie du côté de Conflans. Le 2, à 6 heures, ordre est donné au bataillon de former le carré sur la place de l'église.

» Notre commandant, M. de Ceslin de Boutin, s'avance au milieu de nous. On aurait entendu courir un chat. Il tire son épée :

» — Mes enfants, nous dit-il, et il espace tous ses mots, mes chers enfants, j'ai une grave nouvelle à vous annoncer, la guerre est déclarée.... La France a tout

tenté pour maintenir la paix. Mais déjà l'ennemi, sur plusieurs points, a passé la frontière. Le pays compte sur votre patriotisme....

» A ce moment, au-dessus de nous, dans le clocher, la cloche se met à tinter, rapide et anxieuse, et lui coupe la parole. C'était le tocsin.

» Le commandant lève la tête, avec l'air de penser que cette voix de là-haut en disait plus que lui. Il veut pourtant terminer. Il crie : « Mes enfants.... » De grosses larmes roulent sur sa moustache, alors il lève son épée, se dresse sur ses étriers et l'on devine qu'il sanglote : « Vive la France ! »

» Dès le lendemain, par groupes de dix, de vingt, de cinquante, des Lorrains et des Alsaciens venaient à nous pour s'engager.

» Nous restons à Pinthaville jusqu'au 16. Sur la route, défilé incessant de chars de blé, de chars de seigle, de bêtes à cornes, de chevaux. Tout cela gagnait Verdun. Le temps, à part quelques averses, demeurait superbe. Nous en profitons, comme de bien entendu, pour établir des travaux de défense, creuser des tranchées, raser les bois, tendre des fils de fer, créneler les murs, pour réquisitionner dans les villages les échelles, les chars, les chevaux.

» Des nouvelles circulaient : la prise de Mulhouse, le maire de Verdun fusillé ; des chasseurs allemands, arrivés en train à Conflans, avaient été mitraillés jusqu'au dernier à leur descente ; dans la même région, les hommes d'une section du 8^e chasseurs d'Etain, après s'être barbouillé le visage, avaient, à la tombée de la nuit, chargé, mis en fuite et passé par la baïonnette une compagnie boche qui les avait pris pour des turcos en les entendant hurler à tue-tête :

Travadja la mouquère,
Travadja bono !

» Dès le 8, les « taubes » ronflaient au-dessus de nous. L'un d'eux, atteint par un 75, dut atterrir près de Mars-la-Tour, où des chasseurs le cueillirent.

» Le 16, ordre de nous rendre plus au nord, à Parfondrupt, sur l'Orne, à cinq kilomètres en amont de ton village de Jeandelize. J'étais caporal adjoint au fourrier. Le pays était infesté d'Allemands déguisés et d'espions. Chaque nuit, de nos lignes mêmes, des signaux électriques étaient faits à l'ennemi. Le jour de notre arrivée à Parfondrupt, accompagné par un homme, je fus chargé de transmettre un ordre au chef d'une section campée près d'un hameau voisin. Au retour, nous nous assîmes un instant, mon compagnon et moi, à la lisière d'un bois. Des branches craquèrent. Nous tendîmes l'oreille. A quelques mètres de nous, dans l'épaisseur du fourré, on parlait allemand. Le bruit que nous fîmes en armant nos fusils suffit à mettre en fuite ces interlocuteurs suspects.

» Ces alertes, qui prenaient des proportions démesurées en passant d'une bouche à l'autre, contribuaient à énerver les troupes. Elles n'avaient point encore vu d'ennemis et s'en sentaient entourées. En chacun de nous montait le désir d'échapper à ces spectres et de se battre contre des hommes.

» Le lendemain de ce jour je fus commis avec quatre hommes à la surveillance d'une ferme dont un Allemand était propriétaire. Nous demeurâmes toute la nuit à l'orée d'un taillis. Mes hommes voyaient partout des Boches, au moindre bruit ils se croyaient surpris ; à l'aube, malgré mon ordre, l'un d'eux tira. On entendit la balle ricocher sur une machine agricole qu'il avait prise, dans la

brume, pour des casques à pointe en patrouille. Le 18, le régiment va prendre position non loin d'Olley. Ordre, si besoin est, de résister à outrance afin de permettre au 6^e corps de gagner la Belgique sans être inquiété. Pas un coup de fusil. Le 19 on nous ramène sur Saint-Jean-les-Busy, près d'Etain. Nous pouvons enfin nous débarbouiller, nous reposer ; on va même jusqu'à savourer l'apéritif. Mais dans la nuit du 20 au 21 l'alerte est sonnée à 2 heures du matin. A 2 ¹/₂ heures nous sommes rassemblés. Et le capitaine nous apprend que nous allons avancer à marche forcée sur le Luxembourg, comme aile droite du 6^e corps. Nous passons par Mouaville, Gondrecourt, Affléville, Joudreville. Dans chacun de ces villages, que l'ennemi vient d'évacuer, nous sommes accueillis avec transports par les habitants. Au petit jour nous avons abattu près de quinze kilomètres et nous prenons nos positions de bataille aux environs de Planne, non loin de la route de Briey à Longuyon.

» Un peu avant 10 heures du matin une brève fusillade nous apprend que ça va chauffer. C'est le 19^e chasseurs, avant-garde de notre division, qui entre en contact. Ça et là des brancardiers emportent des blessés et par terre, couchés sur le dos ou sur le ventre, gisent des cadavres déjà environnés de mouches. Ce sont des cavaliers du 5^e et du 6^e hussards.

» Le canon s'en mêle, comme de bien entendu. Nous oublions ces morts pour penser à notre peau. Mais si la fusillade augmente d'intensité, nous ne voyons toujours rien. Toi, tu as vu les Boches, tu les as tenus au bout de ton flingot et tu ne sais pas ce que c'est que ce duel à mort avec l'invisible et l'insaisissable.

» Le 3^e bataillon de notre régiment s'élance pour soutenir les chasseurs. Ils montent à l'assaut d'un coteau

derrière la crête duquel les Allemands sont retranchés. Leur ardeur est telle qu'ils gênent l'action de l'artillerie et souffrent terriblement. C'est à la baïonnette qu'ils s'emparent de la position, où ils font une centaine de prisonniers. La nuit se ferme. La fusillade s'apaise. Pour gagner un village voisin, Domprix, nous traversons le champ de bataille. On y devine, dans le crépuscule, des tas de cadavres. Du bataillon de chasseurs il reste deux compagnies, 400 hommes sur 1500. Un éclopé m'apprend que son sergent a été tué à son côté. C'était mon ami Estrade, le nageur, que tu as connu. En avant de l'horizon encore clair, on voyait se baisser, se lever, trébucher les silhouettes des brancardiers. Le ciel était plein d'étoiles. Sur la terre traînaient de longs cris qui m'entraient dans le cœur et me coupaient les jambes : « Hé là, hé » là... brancardiers... brancardiers... par ici, j'ai la jambe » cassée... à boire... », et puis cet autre cri terrible des champs de bataille : « Mère... maman ! »

» A Xivry, une halte pour laisser passer de l'artillerie. Deux minutes ne se sont pas écoulées que le bataillon croule dans le sommeil et ronfle sous les étoiles.

» Lorsque les officiers nous réveillent, le ciel devant nous et sur notre droite est tout rouge, barré de torsades noires. Preutin, Higny, Boudrezy flambent à côté l'un de l'autre. Et vers le nord c'est Han, Saint-Suppleux, Mercy-le-Bas que les Prussiens incendient.

» Onze heures tapent au clocher lorsque nous arrivons à Domprix, lieu de notre cantonnement. Il est minuit quand nous touchons la bidoche. Beaucoup n'ont ni la force, ni le courage de la faire cuire. Je grille la mienne sur un fagot, au bout de ma baïonnette. J'ai toute la peine du monde à trouver une botte de paille. Je vais enfin m'y allonger, sous l'auvent d'une grange, lorsque

le clairon sonne l'alerte. Il est 2 $\frac{1}{2}$ h. A 3 heures, notre troupeau entre-choque les fusils, les gamelles et les sacs, mêle les jurons aux bâillements, et nous reprenons vers le nord la route de Xivry. Cette contre-marche inutile, le manque de nourriture, l'éreintement, tout contribuait à nous enrager. Mais voilà-t-il pas qu'à Xivry, nous trouvons debout, prêts à partir, les débris du 19^e chasseurs qui se battait depuis la veille ! Vrai, nous n'étions pas fiers, nous autres ! L'aube du 22 août, — c'est le jour, n'est-ce pas, où vous arriviez à Suzemont ? — une aube claire comme l'œil nous révèle à Mercy-le-Bas toute l'horreur des décombres d'un village : des toits crevés, des cheminées dressées, des poutres fumantes, parmi les potagers et les enclos en fleurs, — l'église, noircie seulement, et les ruines d'un antique château dominaient ce désastre. Il n'y avait qu'un grondement : « Ah les cochons, les bandits ! »

» Il paraît que nous devons cantonner à Longuyon, une tirée de 20 à 25 kilomètres. A une demi-heure de Pierrepont, l'artillerie, qui s'avancait parallèlement à notre front, se déploie pour prendre ses dispositions de combat.

» Pierrepont est situé sur la rive droite de la Crusne, à deux kilomètres de son confluent avec la Pienne dont nous avons suivi le cours. C'est un joli bourg, au fond d'une coupe de verdure et de rochers, bordée de bois. Les Allemands s'étaient contentés d'en dévaliser les caves. Les habitants y étaient restés ; sur les seuils, les femmes sanglotaient à notre passage. Nous nous écartons de la route de Longuyon pour occuper une hauteur qui fait face aux retranchements ennemis établis à deux kilomètres de là sur la lisière d'un bois.

» Au sortir de Pierrepont, je remarque, à mi-côte, non loin d'une importante manufacture de draps, un

bâtiment destiné à servir de dispensaire, que signalait le drapeau de la Croix-Rouge. Le chemin sur lequel nous nous engageons rejoint par Doncourt-les-Longuyon la route de Beuville à Cutry. Il suit le fond d'un vallon aux bords boisés dont l'axe, dirigé du sud au nord, est bientôt rejeté vers l'ouest par la barrière que lui oppose une colline située en travers du thalweg. Vers huit heures, nous atteignons le sommet de cette colline où des batteries de 75, dissimulées par la crête, ont déjà pris position. Les Allemands restaient invisibles, vis-à-vis de nous sous le couvert des bois dont une dépression secondaire nous séparait. Nous pouvions voir s'avancer derrière nous la seconde division du 6^e corps. Vers 8 $\frac{1}{2}$ h., contournant les bois, à notre aile droite, les 162^e et 94^e d'infanterie engageaient le combat. Nous nous étions allongés dans l'herbe, en ligne de demi-section, devant la batterie dont nous avions la garde.

» Fusils et mitrailleuses crépitaient vers la droite. Il pouvait être 9 heures, 9 $\frac{1}{2}$ h., lorsque nous entendîmes arriver le premier obus. Il éclatait à 300 mètres en avant de nous. Nous étions repérés. Ordre de former la carapace. Tu sais ce que c'est, un vrai jeu de puzzle. On s'incrute les uns dans les autres et l'on abrite le tout sous les sacs. Au bout d'une heure, les obus n'étaient pas encore bien méchants. Ils s'étaient rapprochés d'une centaine de mètres, mais ils éclataient à 30 mètres de hauteur environ. « Tant qu'ils éclateront » aussi haut que ça, nous avait dit un capitaine d'artillerie, » rien à craindre. » On les entendait siffler longuement ; le bruit métallique de leur éclatement semblait fait de trois détonations distinctes.

» Les décharges en claque-sec de notre artillerie nous remontaient le moral. Néanmoins les obus boches se

rapprochaient et ils éclataient plus bas. Nous tenions depuis quatre heures sous un feu dont la violence allait croissant. Notre résistance nerveuse était à bout. Un tremblement agitait le bloc humain que nous formions ; une sueur morbide ruisselait sur chacun de nous. L'horreur s'emparait malgré nous de notre chair.

» Incapable de subir plus longtemps ce supplice collectif, cette contagion de l'horreur, je me traînai derrière une petite meule de foin.

» Le capitaine, qui se rend compte que nous n'en pouvons plus, nous déploie alors en tirailleurs. Nous montons sur la crête, armes chargées. Et nous distinguons à 1200 mètres de nous l'infanterie allemande qui sort des bois et abandonne les tranchées que le tir merveilleux de nos 75 doit lui rendre intenables.

» Nous avons à peine progressé d'une centaine de mètres que les mitrailleuses entrent en danse. Tu as éprouvé, à Conflans, la sensation de ce coup de faux déchirant l'air à quelques lignes au-dessus de tes cheveux. A partir de ce moment, je ne donnai plus dix sous de ma peau. Nous avançons lentement sur la crête, rampant et tirant tour à tour. Pas un de nous n'était blessé. La pensée de ma mère ne me quittait pas.

» A midi et demi, battus par une véritable tempête de mitraille, nous nous aplatissons, chacun où nous pouvons, sans bouger davantage. J'étais dans cette position, depuis une heure peut-être, engourdi et presque anesthésié par l'effet du soleil et le vacarme de la bataille, lorsqu'un ronflement plus strident que les autres me remplit d'épouvante. « Il est pour toi », eus-je le temps de penser. Au même moment mes yeux sont remplis de terre, j'ai l'impression d'un coup de tonnerre m'entrant dans les oreilles, et je reçois, au derrière, comme un

formidable coup de pied. Je n'ose me retourner. Je me tâte, je ramène ma main, elle est trempée de sang.

» A deux mètres devant moi un camarade était pelotonné dans un autre trou. Je lui demande :

» — As-tu du mal ?

» — Non, me répond-il d'une voix étranglée.

» — Tu as de la veine, moi, ça y est, je suis touché.

» Il ne dit rien, mais je l'entends qui se met à pleurer. Les balles s'aplatissaient sur les pierres, s'enfonçaient dans la terre, autour de nous. Durant une ou deux minutes — et ce fut, sans doute, surtout l'effet de ces sanglots — j'éprouvai un horrible découragement, et m'abandonnai au vertige de la mort.

» Une vive douleur, en me contractant la jambe, me rend mon énergie. Que faire ? attendre ? essayer de me traîner à l'arrière ? C'est à quoi je me décide. Je rampe, les pieds les premiers, me poussant avec les mains qui parfois glissent dans mon sang. L'air, labouré par les balles et les éclats d'obus, résonne comme si des centaines de volants gigantesques y tournoyaient ensemble. Il me faut une demi-heure pour atteindre la meule derrière laquelle je me suis déjà couché, et une autre demi-heure encore pour me mettre à l'abri du tir direct de l'ennemi. Un peu plus bas, un sergent d'une section éparse dans l'herbe me pose mon pansement individuel. Je m'achemine de nouveau. Près d'atteindre la route, je suis rejoint par un camarade de ma section, blessé au poignet. Il m'offre son aide, me saisit le bras, de sa main valide, pour me soutenir. Au lieu de chercher l'abri des bois, comme j'en avais vaguement l'intention, il m'entraîne vers le dispensaire par le plus court. Nous ne prenons pas garde que le parapet formé par la colline va nous manquer. Et lorsque nous constatons que

nous sommes entrés dans la zone balayée par le feu de l'ennemi, il est trop tard. Les obus éclatent sans interruption à gauche, à droite, en avant, en arrière. Mon camarade me dit : « Ah ! nous sommes bien ! » Il n'a pas achevé, qu'une trombe passe entre lui et moi. J'ai fermé les yeux ; je les rouvre sous une espèce de voile rouge, pour distinguer, debout encore, cramponné d'une main à mon bras, un corps qui oscille, un corps où, à la hauteur des épaules, bouillonne un glouglou sanglant, dont les éclaboussures m'inondent. J'oublie tout ; j'oublie ma blessure ; j'oublie les obus ; je jette un cri que j'ai longtemps entendu au fond de moi ; je m'arrache d'une secousse à cette étreinte agonisante, et je cours, je cours, à moitié fou, jusqu'au moment où je m'évanouis, sous bois, dans un fossé. J'y passe la nuit en proie au cauchemar que je viens de vivre. Le lendemain, 23 août, un infirmier français me découvre et me conduit au dispensaire.

» Plus de cinq cents blessés s'y entassaient, et une seule infirmière, une seule, s'y employait avec un zèle infatigable et presque impuissant, au milieu des supplications et des imprécations, à soulager les plus malheureux. La bataille continuait à bouleverser le vallon. Vers neuf heures du soir, une grande lueur. Pierrepont est en feu ! Le vent chasse les flammes de notre côté ; elles lèchent les murs de l'usine. Notre pauvre infirmière court je ne sais où, supplier les Allemands de nous épargner. Dans la nuit, des ambulanciers français évacuent les plus valides. On redoute le bombardement du dispensaire. Quelques jeunes filles de Pierrepont, dont les demeures brûlaient, s'étaient adjointes à l'infirmière avec une vaillance incroyable. Si j'évoque le souvenir de cette grande salle du dispensaire, j'ai l'impression d'y

avoir eu une vision égale à celles du Dante : la crépitation de l'incendie ; les rafales d'âcre fumée ; l'éclatement des obus, les bris de vitres ; et puis, des cris, des cris, des blasphèmes et des prières. Mon voisin, l'épaule arrachée, ne cessait de crier ; la plupart de ceux qui avaient été blessés à la tête semblaient fous. Nous nous attendions à ce que le toit du dispensaire s'écroulât sur nous. Comme de bien entendu, nous n'avions rien, absolument rien à manger. Cela dura ainsi le jour et la nuit du 24. Le 25, au matin, des sentinelles allemandes prirent la garde des portes. Nous étions prisonniers. Deux majors qui parlaient français nous pansèrent. Peu après, entassés sur des chars, sur des camions, nous sommes transportés à Arrancy. De même que Pierrepont, Arrancy n'était plus qu'un amas de décombres. La bataille entre ces deux points avait dû être furieuse. Des cadavres allemands, par centaines, répandaient déjà une écoeurante puanteur. A Arrancy, on nous débarque dans une ferme épargnée par hasard. Nous y restons deux jours, sans autre nourriture que du lait et quelques fruits apportés par les habitants. Après quoi, les moins blessés sont conduits à la gare, tandis que les plus endommagés, étendus sur quatre chars, sont dirigés sur le Luxembourg. J'ai la chance d'être de ces derniers. Il est sept heures du soir ; une heure plus tard, à Beuveille, halte dans une église où les habitants nous réconfortent. Nous mourrions de faim. Puis nous repartons, escortés par des réservistes. Il fait un beau clair de lune. Dans le ciel, Metz et Verdun croisent comme des épées les faisceaux lumineux de leurs projecteurs. Partout des cadavres et l'odeur de la mort.

» Quelques-uns de mes camarades enduraient de grandes souffrances. Sur ces champs bosselés de cadavres,

le cortège de nos quatre chars jetait un long gémissment. Il tirait de leur somme ou de leur douleur les habitants des hameaux, qui, dans la nuit, nous apportaient à boire. Vers neuf heures du matin, nous sommes à Villerupt, dernier bourg français, et vers onze heures à Esch, sur l'Elzette. L'hôpital était installé dans le hall d'une usine. Nous y étions, parmi beaucoup d'Allemands, une quarantaine de Français. On disait que le Kronprinz était à Esch. J'y fus visité par un des médecins de l'empereur. Mais c'est un docteur luxembourgeois qui m'y soigna. Il s'intéressait à moi. Le 28 août, il m'engagea à profiter d'une voiture d'ambulance qui partait pour Dudelange, où, assurait-il, l'hôpital était beaucoup plus confortable. Egalement installé dans une vaste usine, il possédait en effet quatre ou cinq cents lits presque tous occupés par des Français. La population nous témoignait une sympathie profonde, et ne manquait pas une occasion de marquer sa haine des Allemands. Elle suivit tout entière et couvrit de fleurs le cercueil d'un de mes camarades mort d'une méningite à la suite d'une blessure à la tempe. On ne vit qu'un aumônier derrière celui d'un Allemand décédé le lendemain.

» Des industriels du pays avaient organisé à leurs frais un service sanitaire automobile. Ils ramenèrent ainsi de la petite ville belge de Virton les lamentables débris d'une ambulance française. Faits prisonniers, les blessés qui s'y trouvaient étaient restés plusieurs jours absolument privés de soins. Les sentinelles qui les gardaient, un soir où elles étaient pleines de vin, prétendirent avoir été menacées par ces malheureux. Elles les traînèrent sur une petite place et les fusillèrent. Plusieurs furent tués, beaucoup ne furent que blessés à nouveau par ces ivrognes, qui les auraient sans doute achevés, si

un officier n'était intervenu. Mon voisin de lit (en outre d'une blessure à la cuisse, il avait eu l'oreille coupée et quatre doigts de la main droite arrachés), en me constatant cette sauvage exécution, était d'ailleurs bien loin de la maudire : « Ça a été un bonheur. On a dû nous panser. Sans cette affaire, ils nous auraient laissés crever » comme des chiens. » Nous reçûmes la visite de la grande-duchesse. C'est une jeune fille très aimable, très gentille. Elle était accompagnée de sa mère; elle me demanda en rougissant comment je me trouvais.

» Une semaine plus tard, comme je pouvais un peu me tenir debout, je fus transporté dans un château des environs. Il s'élevait au milieu d'un parc. Dans la journée nous allions nous étendre à l'ombre des arbres. Les habitants nous apportaient du bon vin, le réconfort de leur affection. L'un d'eux m'offrit de me cacher chez lui. Si je m'étais senti en état de m'échapper, j'aurais peut-être accepté. J'eus peur d'attirer à cet excellent homme les plus graves ennuis. Et je me contentai de continuer à reprendre des forces. J'ai eu mon parc de Dudelange, comme toi ton jardin de Conflans. Mais c'était trop beau, ça ne pouvait pas durer. Et, vers le 11 septembre, on me rendit mes vêtements, une capote et un képi que j'avais ramassés à Pierrepont, et en route ! Pas même le temps de serrer la main à nos hôtes. Mon voyage ressemble au tien. De Dudelange à Heidelberg, trente heures de chemin de fer, et une soupe. Depuis Thionville, nous nous trouvions en compagnie du lieutenant Delcassé, blessé également, mais qui avait été autorisé à conserver son ordonnance. Comme vous autres, nous n'avons rencontré aucune pitié auprès des dames de la Croix-Rouge. L'une d'elles, à Landau, me chipa mon képi. Et c'était les soldats boches qui nous

donnaient un peu de nourriture. Tu sais le reste : huit jours encore à Heidelberg, d'où l'on nous a conduits ici, directement. »



J'ai cousu bout à bout les souvenirs que Prieur, de sa voix sobre et douce, se laissait aller à conter, tandis qu'assis sur le pied de son lit je regardais, par la fenêtre, des mésanges, petits acrobates ailés, se suspendre aux pommes d'un maigre pin. Nous avions été blessés l'un et l'autre à peu de jours de distance, dans la même région et dans la même bataille. Et pourtant, nous gardions de la guerre une vision bien différente. Prieur n'avait connu que le grand combat d'artillerie, on peut dire qu'il n'avait pas vu l'ennemi. Un homme à 1500 mètres, c'est moins qu'un puceron sur une route ! Il s'était senti lui-même plus faible, plus impuissant, qu'un insecte emporté par un cyclone. J'avais connu, moi, la guérilla des avant-postes, les reconnaissances hasardeuses, le duel au fusil, le corps-à-corps, et, pour n'y avoir jamais perdu le sentiment d'une sorte de libre arbitre, je conservais de la guerre une impression moins horrible que lui. Il avait hâte de se lever, d'agir, afin d'échapper aux cauchemars qui le hantaient.

D. BAUD-BOVY.

(La suite prochainement.)



L'ÉGOÏSME DE L'ANGLETERRE¹

I

C'est, je pense, un lieu commun dans les discussions politiques, de dire que la politique étrangère de l'Angleterre s'inspire surtout d'égoïsme et de motifs intéressés. Qu'en temps de guerre une accusation de ce genre soit répétée avec insistance par les hommes d'Etat et les écrivains allemands, il n'y a rien là d'étonnant ; on ne peut, en effet, prendre aucune des brochures allemandes actuelles sans tomber sur des expressions telles que : *Englands bekannte Interessenpolitik*, ou « Quand l'Angleterre a-t-elle entrepris une guerre pour autre chose que son propre intérêt ? » ou (Livre rouge autrichien) « la politique égoïste de l'Angleterre. » Tout cela, bien entendu, ne sert qu'à donner le change et nous trouble d'autant moins que les mêmes hommes qui dénoncent

¹ Il nous sera permis, sans blesser la modestie de M. Headlam, de dire quelques mots de lui à nos lecteurs, pour lesquels il a bien voulu écrire la remarquable étude qu'on va lire.

Ancien *fellow* de King's College, à l'université de Cambridge, il occupe aujourd'hui un poste important au ministère de l'instruction publique. Historien de race, versé particulièrement dans la connaissance de l'antiquité et dans l'histoire moderne de l'Europe, il a publié une *Vie de Bismarck* dont on a beaucoup parlé. Tout récemment il a fait paraître, sous le titre : *History of Twelve Days*, un exposé très documenté des origines de la guerre actuelle. Cet ouvrage a eu un grand retentissement.

(Réd.)

notre égoïsme sont les plus ardents à vouloir persuader leurs compatriotes qu'il ne faut point, par raison de sentiment, se laisser détourner de ce qu'ils appellent la *Realpolitik*. Il y a là deux postulats inconciliables : on ne peut pas vouer l'Angleterre à la réprobation du monde entier, pour sa persistance depuis des générations à ne se laisser guider que par son intérêt, et en même temps proclamer Bismarck le plus grand des hommes d'Etat, à cause des succès qu'il a obtenus en subordonnant délibérément toute autre considération au seul avantage de la Prusse et de l'Allemagne.

Il vaut cependant la peine d'examiner d'un peu plus près ce qu'il y a de vrai actuellement dans cette suggestion que la politique de l'Angleterre, essentiellement égoïste, n'a tenu aucun compte des intérêts et des droits des autres nations, car elle ne date pas d'aujourd'hui et n'émane pas des seuls Germains. Cet examen est d'autant plus utile qu'il pourra rectifier des idées confuses ou erronées qui courent le monde à ce sujet.

J'admets donc, pour commencer, que la politique anglaise est et a toujours été basée avant tout sur l'intérêt anglais. Tel a été le but avoué avec fierté par tous les hommes d'Etat anglais, un Pitt, un Canning, un Palmerston, un Beaconsfield, un Salisbury, et ce principe a aussi été reconnu par les critiques les plus autorisés de notre ministère des affaires étrangères. Tout ceux qui voudront se donner la peine, par exemple, de lire les attaques faites contre Palmerston par Bright et Cobden verront qu'ils reviennent constamment sur ce point, que ses interventions incessantes dans les affaires d'autres Etats ne tenaient pas compte des vrais intérêts de l'Angleterre. C'est le critérium d'après lequel nos hommes d'Etat ont toujours été jugés.

II

Mais, je le demande, que peut-on attendre d'autre ? Ne devrait-on pas à bon droit en dire autant de toutes les autres nations ? Quels étaient le but et le principe directeur de Richelieu, de Thiers, de Bismarck, de Cavour, de Talleyrand, si ce n'est l'intérêt de leurs pays respectifs ? Quelle plus grave accusation a-t-on jamais pu porter contre un homme d'Etat que celle d'avoir négligé les intérêts de son pays ? Quel plus bel éloge peut-on graver sur la tombe d'un homme d'Etat que celui d'avoir été une cause de prospérité pour sa nation, et, somme toute, à quoi d'autre sert la politique étrangère d'une nation qu'à défendre ses intérêts ? Pourquoi avons-nous un ministre et un ministère des affaires étrangères ? Pourquoi envoie-t-on à l'étranger des ministres et des ambassadeurs, si ce n'est pour y représenter et y protéger les intérêts de leurs compatriotes ? Pourquoi enfin a-t-on une armée et une marine, instruments de politique extérieure ? Assurément la seule et unique raison de ces coûteuses institutions est la sauvegarde des intérêts nationaux : intérêt double, puisqu'il s'agit d'abord d'assurer la sécurité du pays, ensuite de protéger les possessions et le commerce extérieurs.

Cela est si vrai que, si l'on pouvait imaginer un pays dont la sécurité ne courrait aucun risque et qui n'aurait ni possession ni commerce extérieurs à défendre, on n'y verrait pas trace de politique étrangère et, sauf pour des motifs de pure forme, il n'aurait ni représentant au dehors, ni forces militaires.

Il est si vrai que la politique étrangère de chaque Etat n'a en vue que la protection de ses propres intérêts que, comme l'établit expressément le droit international,

l'activité extérieure doit être strictement limitée aux cas où chaque Etat professe avoir un intérêt défini. Il n'est pas admis qu'une nation intervienne là où elle n'est pas *intéressée*. Une nation ne saurait, par exemple, prendre part à une conférence ni y faire entendre sa voix sur un sujet où elle ne serait point *partie intéressée*. Les Etats-Unis ne sont pas *intéressés* dans les affaires intérieures d'Europe. Pas plus que les puissances européennes dans celles des républiques de l'Amérique du sud. C'est pourquoi on ne les consulte et on ne les entend point, de même qu'on ne consultera pas la Norvège sur la question d'Orient ou la Suisse sur celle des duchés danois.

En fait, ce principe est si bien reconnu que, si une nation veut dire son mot dans le règlement d'une affaire qui est en dehors de sa sphère d'intérêt, même si elle n'est guidée que par des motifs philanthropiques ou généreux ou intéressant tout le monde civilisé, on lui fait les gros yeux ; on se chuchote qu'elle cherche à établir un intérêt qui n'existe pas encore et à le faire intervenir dans ceux des nations réellement intéressées, pour les diminuer. Il serait facile d'en trouver des exemples dans l'histoire allemande contemporaine ; nous y verrions toujours, comme au sud de l'Afrique, en Chine, au Maroc, que le premier pas vers une extension de pouvoir consiste en une prétention que l'on invoque ensuite comme partie intéressée. D'autre part, les Prussiens n'ont jamais accueilli qu'avec une grande méfiance les prétentions d'autres nations au sujet des rapports mutuels des Etats allemands, et nous savons tous avec quelle énergie Bismarck a affirmé que le traité de 1871 entre la France et l'Allemagne était un accord où les autres puissances n'avait rien à voir : assertion, en vérité, indéfendable, car il était déjà admis depuis long-

temps que toutes les grandes puissances étaient intéressées à tout changement territorial en Europe.

III

Il importe donc que la politique étrangère de tous les Etats civilisés, chacun pour sa part, soit dirigée vers la défense de leurs propres intérêts. Il est aussi absurde d'en faire un crime à un pays quelconque que de blâmer un banquier de ce qu'il fait ses placements dans l'intérêt de sa maison ou un propriétaire d'hôtel de ce qu'il cherche, par ses aménagements, à augmenter sa fortune et à améliorer sa situation.

Mais ce n'est pas tout. Nous attendons, en effet, de tout individu qu'il ne se laisse pas guider exclusivement par l'égoïsme. De l'égoïsme, il y en aura toujours, mais il doit être tenu en bride, modéré et contrôlé par des qualités morales. Nous attendons de chacun un esprit de modération et d'équité. Nous exigeons de la générosité surtout dans ses rapports avec de plus faibles que lui ; nous voulons qu'il sente qu'il fait partie d'une communauté. Nous n'approuvons pas la conduite et le caractère de ceux qui ne poursuivent que leur propre avantage, sans scrupule ni contrainte, et qui bâtissent leur fortune au mépris complet de l'intérêt de la communauté à laquelle ils appartiennent. Nous attendons, et cela se voit souvent, qu'un homme refuse délibérément un gain possible, voire encoure une certaine perte, pour ces raisons.

Il en est des nations comme des individus. Nous admettons l'égoïsme comme premier mobile, mais nous demandons qu'il soit contrôlé et amendé par un esprit de justice et que dans la recherche de leurs intérêts elles ne portent pas atteinte au bien-être de l'ensemble des nations. L'opinion publique du monde civilisé réprouve la

conduite d'un Etat qui établit son pouvoir et sa prospérité sur la ruine des autres. C'est pourquoi nous condamnons la politique de Metternich, qui basait l'existence de l'Autriche sur l'esclavage et la ruine de l'Italie et de l'Allemagne. C'est pourquoi aussi nous condamnons l'acte des trois monarques qui, dans leur propre intérêt, ont ruiné d'abord, puis partagé la Pologne. C'est pourquoi enfin tout Anglais, actuellement, condamne cette politique surannée qui voulait fonder la richesse de l'Angleterre sur la pauvreté de l'Irlande et sacrifiait la prospérité d'Anvers à celle de Londres ou de Rotterdam.

Il n'en a pas toujours été ainsi. Dans les anciens temps, il est vrai que, pratiquement, chaque Etat poursuivait ses propres intérêts sans aucun égard pour ceux des autres nations. Il n'existait pour ainsi dire pas de morale internationale ; alors la politique de l'Angleterre était peut-être plus consistante que celle des autres Etats ; elle ne pouvait pas être plus franchement égoïste que celle de la Russie, de l'Autriche ou de la France.

Cela a changé, mais loin de se réclamer, dans la poursuite de ses intérêts, des théories peu scrupuleuses d'autrefois, c'est surtout l'Angleterre, peut-on dire, qui nous a valu ce changement dans les principes de relations internationales.

Ces nouveaux principes sont, en effet, d'origine anglaise. C'est la principale contribution de l'Angleterre au système politique du dix-neuvième siècle. Si l'on étudie les relations entre Etats au dix-huitième siècle, on verra que leurs antagonismes provenaient en majeure partie de compétitions commerciales. Il était admis alors que la prospérité d'une nation était un opprobre pour les autres nations. Il y avait dans le monde une certaine somme de richesse que tous les efforts tendaient à conquérir,

comme on le faisait pour les territoires. Dans un domaine comme dans l'autre, ce que l'un gagnait était autant de perdu pour les autres. Maintenant personne ne pense plus ainsi. Il est reconnu que, à part peut-être certaines exceptions, la prospérité de toute nation s'accroît de celle des autres. Ce principe a été adopté en premier lieu par les libre-échangistes anglais, qui l'ont énoncé comme vérité économique, pour la défense du libre échange mais en fait son influence s'est étendue bien au delà de sa base originelle, et, transformant l'idéal politique même de ceux qui n'acceptent pas la doctrine libre-échangiste, il est devenu un des éléments du patrimoine universel. Ce sont des hommes d'Etat anglais qui, les premiers, en ont affirmé avec énergie l'importance politique autant qu'économique. Longtemps avant Gladstone, il a été proclamé par son maître Canning, dont on a dit : « Ce sont les intérêts de la Grande-Bretagne qu'en homme d'Etat anglais il tenait à consulter avant tout. Non, toutefois, qu'il crût devoir chercher l'agrandissement du pays aux dépens d'autres puissances ; au contraire, il estimait que sa prospérité devait contribuer à celle des Etats voisins et sa stabilité à celle du monde. » La connaissance la plus superficielle du cours de la politique anglaise depuis 1815 montre que ce n'était pas un voile hypocrite pour cacher de sinistres désirs d'agrandissement, mais une idée loyale, maintenue et imposée au gouvernement par l'opinion générale de la nation. Si nous examinons, par exemple, la politique des hommes même qui réclamaient de la manière la plus agressive le titre de champion de la puissance britannique, comme Palmerston, nous verrons qu'en fait toute son activité reposait sur un effort constant pour assurer aux autres Etats du continent européen l'exercice de ces principes constitutionnels qu'il

croyait sincèrement être la seule base certaine du bien-être public. Il est, en effet, dans la nature de la notion anglaise de liberté, de désirer voir les autres nations en possession de ce qu'elles-mêmes prisent si fort. Sur ce point, l'Angleterre et la France ont souvent travaillé de concert. On peut dire que ces deux pays ont été également touchés par l'esprit de liberté, mais il faut y ajouter en France un vif et délicat sentiment de générosité et de chevalerie, en Angleterre une ardente réprobation de toute injustice et cruauté physique.

Quelles raisons avait l'Angleterre de s'intéresser au sort de l'Italie ? L'unité italienne ne pouvait profiter en rien à son commerce ou à son influence. Elle n'avait pas de conflit avec l'Autriche, la seule puissance en Europe dont les intérêts n'aient jamais été opposés aux siens, aussi longtemps que celle-ci les a poursuivis en toute indépendance et sans se faire le satellite de l'Allemagne. Mais la mauvaise administration des Autrichiens et la cruauté du gouvernement napolitain soulevaient dans tout le pays une indignation qui n'aurait pas permis à notre gouvernement de prendre part à aucune action tendant à faire obstacle à la lutte pour la liberté. Et encore quel intérêt l'Angleterre avait-elle à l'indépendance de la Suisse, si ce n'est celui qu'ont toutes les nations à l'observation des traités et à la protection d'un Etat qui est indispensable à l'équilibre européen ? Néanmoins, c'est à l'Angleterre et à l'Angleterre seule que la Suisse put demander appui lorsqu'au temps du Sonderbund son indépendance fut mise en danger. Quel autre pays que l'Angleterre a jamais cédé volontairement une possession étrangère, comme elle l'a fait en offrant à la Grèce les îles Ioniennes ?

Et de même qu'elle se comportait avec les Etats euro-

péens, de même, dans la manière de traiter les races barbares et à demi civilisées, c'est la voix de l'Angleterre qui, la première, a proclamé les nouveaux principes adoptés, en théorie du moins, par tous les Etats civilisés. Si l'Angleterre a d'abord tiré parti du commerce des esclaves, c'est chez elle qu'a pris naissance le grand mouvement qui a abouti en une centaine d'années à l'abolition presque complète de l'esclavage sur le globe. Et c'est en Angleterre que, par la voix de Burke, a été émis pour la première fois le principe que toute offense envers nos sujets orientaux devait être punie, quels que fussent les avantages qui pussent en résulter. On a dit que l'acquittement de Warren Hastings était une tache sur le nom anglais. On devrait plutôt dire que sa mise en accusation est la charte qui garantit aujourd'hui tout sujet indigène d'un Etat européen contre la cruauté et l'outrage. Et dans sa politique orientale, si intéressée que pût être l'Angleterre au maintien de la Turquie, elle a toujours simultanément demandé que le gouvernement turc fût amélioré ; jamais non plus elle n'a hésité à dévier de cette ligne de conduite, même aux dépens de ses intérêts politiques, quand — par les massacres d'Arménie, de Chio, de Bulgarie, etc. — le gouvernement turc s'est moqué ouvertement des devoirs les plus élémentaires d'humanité. Le grand changement qui a eu lieu dans la politique anglaise depuis 1878 est dû principalement à la répulsion soulevée par le gouvernement funeste d'Abdul-Hamid. L'Angleterre a délibérément sacrifié aux droits de l'humanité les avantages qu'elle avait retirés d'un siècle de sympathie et d'alliance.

Il est naturel que dans ces questions le peuple soit plus prompt à écouter les conseils de l'humanité et de la générosité que les hommes d'Etat, car ceux-ci ne sont

que des mandataires qui ne peuvent et ne veulent pas sacrifier les intérêts de ceux qu'ils représentent, à moins qu'ils n'en reçoivent l'ordre exprès ; mais quand on a fait appel à la nation, cela n'a jamais été en vain.

L'histoire d'Angleterre n'est pas immaculée. Elle contient bien des choses que nous voudrions pouvoir effacer ; mais, depuis un siècle, elle témoigne d'un désir sans cesse croissant que les relations entre Etats et la politique étrangère soient soumises aux mêmes règles que la conduite des particuliers.

Permettez-moi, pour finir, une citation de l'éminent homme d'Etat et écrivain Emile Ollivier :

« ...On la (l'Angleterre) dirait exclusivement occupée du développement de son trafic ; cependant les mobiles élevés de la religion se mêlent toujours plus ou moins à ses actes, les ennoblissent et les déterminent. Quand elle a écouté pendant longtemps en un silence semblable à l'adhésion, ses hommes d'Etat lui répétant que l'intérêt doit être la seule règle de la politique, tout à coup, par un mouvement indomptable de conscience, elle secoue ces axiomes de chancellerie et, de sa voix qui arrive jusqu'aux extrémités de l'univers, elle proclame les droits imprescriptibles de l'humanité, proteste contre les actes injustes, flétrit les oppressions, siffle les bourreaux ou les tyrans. La nation qui a consacré tant de bonne volonté et tant de millions, une aussi persistante ardeur à l'abolition de l'esclavage, quoi qu'en disent ceux qui parfois la représentent si mal, n'a pas le calcul pour unique inspiration de ses sentiments et pour règle exclusive de ses actes.... »

J. W. HEADLAM.



EN AUVERGNE

LE PAYSAN ET LA GUERRE

Il y avait deux ans que je n'avais plus repris contact avec mon pays d'Auvergne quand le train me ramena, au mois d'août dernier, sur les rives de l'Allier encadrées par les sévères silhouettes du Puy et du Mont-Dore.

La première impression fut toute de tristesse : tandis que les campagnes de l'Ile-de-France, du Bourbonnais, du Nivernais, comme celles de Bourgogne que j'avais vues peu de temps auparavant, restent bien cultivées dans l'ensemble, grâce à des prodiges d'exploitation, la fertile Limagne, qui attirait déjà les Francs du sixième siècle, cette terre privilégiée qui connaît presque toutes les cultures de France et où il suffit de jeter un noyau de pêche pour retrouver quelques années après un petit arbre chargé de fruits succulents, la Limagne, au delà de Clermont-Ferrand, est envahie par une marée d'herbes folles qui ici ont étouffé les blés, là ont submergé les vignes. L'homme est parti, appelé aux armes ; refoulée sans cesse par un labeur séculaire, mais non vaincue, la nature a repris ses droits et a regagné en un an l'espace perdu en un siècle.

A l'arrivée dans le petit village, la maison ancestrale

offre une cour herbue qu'une faux complaisante a coupée. Ce qui fut le jardin est transformé en un *ermas* provençal, où les chardons cotonneux et les ombellifères géantes balancent leurs têtes à hauteur d'homme. Achetées jadis, morceau par morceau, avec les économies patientes du trisaïeul et du bisaïeul, les terres, amoureusement soignées par plusieurs générations de propriétaires et d'où sortirent tant de *bachollées*¹ de vendange, tant de chars de moisson, sont pour la première fois en friche. Les fermiers sont à la guerre ; l'un d'eux est déjà mort.... L'herbe recouvre des chemins qui ne sont plus foulés et au travers desquels aubépines et prunelliers allongent leurs branches piquantes. J'ai passé, sans le voir, le chemin creux où, enfants, nous venions marauder les noix ou chercher les fossiles.

Avec les plantes, les bêtes sauvages se multiplient. Jamais je n'ai entendu autant de corbeaux qui croassent, de hiboux et de chouettes qui ricanent, de cailles qui pépient. Les perdrix qu'on ne chasse plus se lèvent sous les pas, les lièvres détalent au tournant des buissons ; les sangliers, qu'on n'avait plus vus de mémoire d'homme, ont reparu dans la forêt.

L'homme est parti. Mais il reviendra.

En attendant, ceux qui sont restés, vieux, femmes, adolescents luttent pied à pied contre l'herbe et le buisson envahisseurs ; leur ténacité limite le mal ; leur confiance réserve l'avenir. On comprend alors et c'est seulement maintenant qu'on apprécie à sa valeur le travail incessant et formidable du paysan qui dompte la terre rebelle, qui doit combattre tous les jours, sans arrêt, contre la nature. Et l'on maudit avec colère les hommes de proie dont l'agression a arraché nos hommes à la

¹ Contenu des cuveaux portatifs dans lesquels on met la vendange.

terre, cette terre nourricière nouvelle de la France, qui déjà manquait de bras.

Ils sont partis, la rage au cœur, peut-être une larme furtive au coin de l'œil à la vue de ces récoltes, fruit de leurs sueurs, qu'ils devaient abandonner, de ces champs qu'ils ne reverraient peut-être plus ; mais ils sont partis sans hésitation, sans défaillance et ils ont fait tout leur devoir, plus que leur devoir, car le soldat d'Auvergne, petit-fils de Vercingétorix et de Desaix, est un des premiers par la ténacité et n'a jamais rompu d'un pas. Et les permissionnaires, venus pour six jours, après un voyage exténuant, avaient à peine embrassé les leurs qu'ils quittaient la tunique pour la blouse et partaient au petit matin, jusqu'au dernier jour, jusqu'à la dernière heure, la faux sur l'épaule ou la faucille au poing.

Et ceux qui sont restés ont tenu magnifiquement, harassés de travail, sans se plaindre, pour leurs fils, pour leurs époux, pour la terre. L'épopée obscure du paysan n'est pas une des moins glorieuses. C'est l'autre guerre. Plus d'un est mort à la tâche. Ce n'est pas ici qu'on songe à se divertir.

La Limagne d'Auvergne a été une des régions françaises dont l'agriculture a été la plus éprouvée par la tourmente ; j'ai pu le constater au cours de divers voyages. Si les faits que j'ai observés ne lui sont pas spéciaux, il est rare qu'ils aient atteint ailleurs une telle acuité, car la guerre a trouvé cette région en pleine crise.

Le Puy-de-Dôme est un département à récoltes très variées. Dans la large vallée de l'Allier, au centre, on cultive la vigne (surtout au centre et au nord), les céréales, la pomme de terre, les arbres fruitiers ; les prairies artificielles et les betteraves dominent dans le nord. A l'est et à l'ouest, deux zones montagneuses se

consacrent particulièrement à l'élevage et, subsidiairement, à l'exploitation des forêts.

La petite propriété, généralement très morcelée, domine un peu partout; cependant les domaines d'une certaine étendue existent encore çà et là. Quant au mode d'exploitation, si le faire-valoir l'emporte, les fermages y sont néanmoins nombreux.

Avant la guerre : la diminution de la population rurale.

Pour bien comprendre la répercussion de la guerre sur l'agriculture, il faut jeter un rapide coup d'œil en arrière sur la situation rurale telle qu'elle résultait du mouvement de la population, de la transformation des procédés de culture et de certaines crises agricoles.

Depuis le milieu du dix-neuvième siècle la population rurale a été en décroissance rapide, par suite de l'exode vers les villes d'abord, de la diminution de la natalité ensuite. Phénomène bien connu, mais qu'il est bon, néanmoins, de préciser par quelques chiffres.

Nous avons sous les yeux un annuaire du Puy-de-Dôme pour l'année 1830, qui donne les résultats du recensement de 1826. La population totale du département s'élevait alors à 566 573 individus; elle n'est plus aujourd'hui (recensement de 1911) que de 525 916. Il y a donc un déchet de 40 000 en chiffres ronds. Encore ce nombre, déjà inquiétant, est-il loin de représenter la diminution de la population rurale. Il doit recevoir deux ou trois correctifs.

Il faut d'abord défalquer du dernier total l'accroissement de la population urbaine, banlieue comprise (Clermont seul a passé de 30 000 à 65 386 âmes), des centres miniers et industriels (Saint-Eloi, Brussac, Saint-Remy,

etc.), des villes d'eaux (Châtel-Guyon, Le Mont-Dore, La Bourboule, etc.), soit une augmentation urbaine et ouvrière de 55 000 environ, qui correspond à une diminution rurale équivalente.

En second lieu, le maximum de la population rurale ne doit pas être placé vers 1830, mais une vingtaine d'années plus tard. La diminution a d'abord été très lente, pour s'accélérer surtout à la fin du dix-neuvième siècle.

Enfin mes renseignements personnels me permettent de supposer que certaines statistiques rurales des recensements ne doivent pas être rigoureusement exactes : dans quelques endroits, elles étaient trop faibles autrefois et elles sont parfois trop fortes aujourd'hui. Je ne puis ici donner les preuves et les motifs de ce que j'avance : cela m'entraînerait trop loin. Qu'il me suffise de dire que pour ma commune de Bansat, dans le seul hameau de Vinzelles, j'ai vu en trente ans s'éteindre et partir quinze familles, sur trente-huit, dont aucune n'a été remplacée, tandis que les recensements accusaient une diminution très faible.

La décroissance a porté moins sur la région montagnieuse que sur les contrées aux cultures riches, qui ont souffert de crises agricoles. Certains villages, à l'écart des grandes voies de communication, en quatre-vingt-cinq ans ont vu leur population diminuer de près de la moitié, parfois plus. Parmi les plus éprouvés je citerai Cournon (2646 en 1826, 1503 en 1911), Le Crest (1271,auj. 575), Authezat-La Sauvetat (1758,auj. 871), Les Montres de Veyre (2934-1457), Mezel (1189-688), tous dans la région de Clermont ; Usson (910-417), Vodable (801-503) dans la région d'Issoire.

Dans l'ensemble, on peut évaluer la diminution de la population rurale à un chiffre variant entre 110 000 et

120 000 pour la période 1850-1911, ce qui fait un déchet bien supérieur au cinquième et voisin du quart de l'effectif primitif¹.

Malgré cette décroissance considérable, l'étendue du sol mis en valeur avait augmenté. Les vieilles gens du pays m'ont raconté mainte fois qu'au milieu du dix-neuvième siècle il y avait encore de nombreuses terres cultivables en friche et qu'on employait souvent le mode de culture bisannuelle par jachères.

Ce double phénomène, en apparence contradictoire, est dû à diverses causes d'ordre économique qui doivent nous servir d'enseignement pour l'avenir, car il prouve qu'avec de meilleurs procédés de culture et une organisation plus rationnelle de la propriété une plus grande surface de terres cultivables peut être mise en œuvre avec un nombre de bras égal et même inférieur.

C'est en effet pendant la seconde moitié du dix-neuvième siècle que les cultivateurs du Puy-de-Dôme ont renoncé à bêcher leurs champs pour les travailler uniquement à la charrue ; l'augmentation de l'aisance leur a permis l'achat d'animaux de trait, qui étaient auparavant l'apanage presque exclusif des gros propriétaires. Les premières batteuses apparaissent vers 1890 aux environs d'Issoire ; elles ont aujourd'hui remplacé presque complètement le battage au fléau, sauf dans la montagne. Jadis on moissonnait à la faucille, opération interminable ; on s'est ensuite servi de la faux pour les avoines, puis pour le blé ; l'introduction des faucheuses et moissonneuses est toute récente et leur emploi n'est pas encore généralisé.

Des transformations sociales ont permis une meilleure

¹ Sur une population totale de 566 573 âmes en 1826, la population rurale comptait pour 490 000 environ.

exploitation de la terre. Jadis chaque village formait une unité économique : il comptait des artisans, par exemple des tisserands et des meuniers, qui ont disparu aujourd'hui en majeure partie depuis la concentration des industries dans les villes. Aujourd'hui tous les bras des villages sont employés à la culture.

Le morcellement de la propriété a été aussi très favorable. Vers 1830, l'ancienne noblesse possédait encore de grands domaines, généralement mal et incomplètement cultivés. Beaucoup de ces gentilshommes, paresseux, joueurs ou négligents, se sont ruinés au cours de la période suivante, et ont vendu tout ou partie de leurs terres, que les paysans ont achetées avec leurs économies, et qu'ils ont mises en valeur.

On peut donc dire que depuis le dernier quart du dix-neuvième siècle toutes les terres cultivables étaient exploitées ; on avait même défriché, sur les montagnes, de nombreuses forêts de pins, voire de chênes, remplacées par des champs de céréales, ou par des vignes sur les pentes bien exposées.

Le prix des terres avait augmenté d'une façon continue jusque vers 1885. La mesure agraire de la région est la cartonnée, qui vaut, à l'est d'Issoire, 5 ares 70. Dans les communes de Lamontgie, Boucat, Saint-Martin-des-Plains, ainsi que j'ai pu le constater par la comparaison d'actes de vente anciens et récents, des champs assez médiocres, qui valaient cinquante francs la cartonnée vers 1830, atteignaient deux cent francs un demi-siècle plus tard. La progression a été plus rapide pour le vignoble. Vers 1830 on achetait une bonne vigne à raison de cent francs la cartonnée ; il fallait compter quatre cents et cinq cents francs en 1885 ; quelques années plus tard, quelques vignes de Lamontgie sont montées jus-

qu'à mille francs. Plus la terre augmentait sa valeur, plus on trouvait de compétiteurs pour l'acheter.

Le résultat de cette hausse exagérée fut de rendre plus sensible la crise agricole qui suivit. Comptant toujours sur les récoltes exceptionnelles qui avaient marqué une période de bonnes années, le paysan avait placé toutes ses économies en terres, achetées bien au-dessus de leur valeur ; parfois même il s'était endetté pour acquérir des vignes et des champs.

Le phylloxéra, qui fit son apparition en 1893, ruina le vignoble en quelques années. On replanta à frais énormes et dans des conditions particulièrement difficiles, car dans chaque commune il y avait souvent cinq ou six espèces de terrains, qui demandaient chacune un plant différent.

Les résultats, dans l'ensemble, ne furent pas heureux. Le phylloxéra vaincu, on assista à une recrudescence inouïe des maladies cryptogamiques, cochylis, mildiou, etc., dus en partie, semble-t-il, à un changement momentané de climat (printemps froids et humides, étés pluvieux). Bref, les mauvaises récoltes se succédèrent, et comme les nouveaux travaux de sulfatage et de soufrage rendaient encore plus onéreuse et plus absorbante la culture de la vigne, celle-ci diminua peu à peu d'étendue.

Les cultures qui la remplaçaient étaient d'un rendement bien inférieur. Si l'on ajoute que, dans l'intervalle, le prix de la vie avait augmenté, et surtout qu'avec l'accroissement de l'aisance les besoins des paysans étaient devenus plus nombreux et plus dispendieux, on comprendra la situation difficile dans laquelle se trouvait la population rurale de la plaine à la veille de la guerre. Beaucoup de familles, qui employaient jadis un ou

deux ouvriers agricoles, se suffisaient désormais à elles-mêmes.

Dans la montagne, il en était autrement, grâce à l'élevage. L'augmentation du prix des animaux de boucherie avait enrichi le Cantal. Quant au Puy-de-Dôme, l'élevage était loin d'avoir acquis le développement dont il était susceptible ; la routine et les idées préconçues, la superstition du champ cultivé, faisaient même souvent transformer d'excellents pacages en terres à seigle d'un rendement médiocre.

Les conséquences de la guerre.

Ce qu'on a fait pour y parer.

La guerre a donc surpris la vallée de l'Allier en pleine crise agricole. En privant brusquement les villages d'une main-d'œuvre à peine suffisante, elle devait exercer un contre-coup pénible sur la culture. Les récoltes de 1914 étaient prêtes ; on les rentra dans d'assez bonnes conditions. Le problème devenait seulement grave pour la campagne 1915.

On s'est efforcé d'y parer. Et il faut reconnaître que de nombreux efforts ont été tentés par l'initiative publique et privée pour aider les cultivateurs. Ceux-ci ont fait preuve, de leur côté, d'une vaillance extraordinaire et ont effectué un travail considérable pour tâcher de suppléer les absents.

Les femmes méritent une mention spéciale. Qui-conque passait, au cours des étés précédents, dans les villages d'Auvergne, voyait, devant les portes, de nombreux groupes de jeunes et de vieilles, debout et plus souvent assises, occupées à ravauder, à tricoter, mais surtout à bavarder. Cette année, dans la journée, les villages étaient déserts : vide et silence impressionnants.

Toutes les femmes étaient aux champs, obéissant à l'appel impérieux de la terre en danger, comme leurs hommes à celui de la patrie. Dur devoir aussi. Elles se sont mises courageusement à échalasser la vigne, à faucher l'herbe et le blé, voire à conduire la charrue. J'ai eu le cœur serré un jour en voyant, près de Chougnat, une vieille à cheveux blancs qui bâchait une éteule de blé.

Néanmoins il y a beaucoup de travaux que la femme est incapable de faire ou de mener à bien, faute de force, d'entraînement ou d'apprentissage (ceci, par exemple, pour la taille de la vigne). On a eu recours à l'entraide. C'est là un phénomène nouveau pour la région où, jusqu'à présent, avait régné exclusivement et presque féroce-ment le « chacun pour soi. »

Devant la guerre les villageois se sont sentis plus solidaires et la pitié a attendri des cœurs durs. Dans quelques maisons il ne restait plus que des femmes : il s'est toujours trouvé des voisins complaisants pour les aider (avec ou sans dédommagement) tout au moins à rentrer leurs récoltes et à gauler leurs noix, plus d'une fois à conduire leurs charrues. L'entraide est de règle pour les batteuses depuis leur introduction dans la région.

Mais tout cela était insuffisant pour remplacer la main-d'œuvre, qui se raréfiait de plus en plus avec l'appel des classes 1915 et 1916, des auxiliaires et de nombreux réformés.

On pouvait penser aux réfugiés. La région en a reçu très peu : quelques adolescents de bonne volonté, qui n'ont pas été inutiles, mais qui, originaires des pays miniers du nord, ignoraient tout de la culture et n'aspiraient qu'à retourner chez eux.

La main-d'œuvre militaire a rendu beaucoup plus de services. A Issoire, par exemple, les autorités militaires

ont mis, tous les dimanches, à la disposition des cultivateurs, d'excellents ouvriers agricoles qui étaient très demandés aux environs, et qui abattaient beaucoup de travail dans une journée. Ils devaient être payés 2 fr. 50 par jour et nourris. Les paysans, qui les recevaient comme leurs enfants, les nourrissaient très bien et ne leur ménageaient pas la boisson ; ceux qui le pouvaient ajoutaient une gratification supplémentaire.

Malheureusement cette main-d'œuvre était encore trop chère pour le petit propriétaire. Aux prix actuels de la viande et du vin (qu'il fallait acheter, la récolte de 1914 ayant été nulle), la journée d'un militaire revenait à cinq ou six francs au cultivateur qui l'employait. Celui-ci ne pouvait donc le faire venir qu'en cas d'urgence, par exemple pour hâter la moisson si les épis trop mûrs menaçaient de s'égrener. Les services rendus étaient donc très limités.

On peut en dire autant pour la main-d'œuvre étrangère. En cette matière il faut signaler une intéressante initiative : c'est la création à Clermont-Ferrand d'un comité de la main-d'œuvre agricole, qui a recruté en Espagne de nombreux ouvriers ruraux, mis à la disposition des propriétaires. Ces ouvriers, en majorité valenciens et catalans, viennent par Cerbère, munis d'un certificat de bonne conduite et de pièces d'identité ; ils signent un contrat de louage, d'un modèle uniforme, rédigé en français et en espagnol. Les propriétaires les choisissent eux-mêmes à l'arrivée et fixent la durée du contrat ; à l'expiration, ils doivent payer le voyage du domestique jusqu'à la frontière d'Espagne. Bien que le prix soit laissé en blanc, il y a, pour l'été, un tarif général, qui est de cinquante francs par mois, l'ouvrier étant logé et nourri par le patron.

Ce salaire étant très supérieur à ceux des ouvriers agricoles en Espagne, l'affluence est nombreuse, et les demandes sont supérieures aux offres, bien que des organisations similaires fonctionnent déjà dans la plupart des départements du Midi.

Les services rendus par cette main-d'œuvre sont incontestables. Les propriétaires sont satisfaits en général du travail et de la conduite des ouvriers espagnols; dans certains endroits, cependant, on leur reproche un peu de paresse.

Mais deux observations importantes s'imposent. La première, c'est que seuls les gros propriétaires, ayant des avances, peuvent employer ces ouvriers. Ainsi, il n'en a été embauché qu'un seul dans la commune de Bansat, et aucun dans plusieurs communes voisines. Le petit propriétaire n'est donc pas touché.

Il pourrait l'être indirectement, dans un autre sens. Car ici se pose la grosse question de la concurrence à la main-d'œuvre indigène. En effet, l'introduction de la main-d'œuvre étrangère peut devenir permanente. Les gros propriétaires y travaillent; ils cherchent à persuader les Espagnols de se fixer. Ceux-ci sont assez disposés à répondre à l'invite. Quelques-uns sont déjà allés chercher chez eux femme et enfants.

N'y a-t-il aucun danger dans la formation d'un colonat espagnol? Pour quiconque connaît la modicité infime des salaires agricoles en Espagne et la vie misérable des ruraux, il est à craindre que beaucoup de ces malheureux ne trouvent avantage à travailler la terre chez nous à des prix très réduits; ce ne sont pas les bâtiments qui manquent pour les loger. Déjà plusieurs propriétaires ont fortement baissé les salaires pour l'hiver, alléguant qu'il y avait moins de travail en cette saison.

Pour le moment la population ne voit pas d'un mauvais œil l'arrivée des Espagnols. On souffre tellement de la pénurie de bras, que tous ceux qui viennent sont les bienvenus. Des prescriptions très sévères dans le contrat défendent à ces ouvriers de sortir de la commune sans autorisation du maire, et les menacent d'expulsion en cas de la moindre infraction. Mais ils sont peu nombreux, isolés, et nous vivons sous la loi sévère de l'état de siège. Qu'après la guerre ils deviennent envahissants, n'y aura-t-il pas à craindre des difficultés avec la population indigène ?

Le cas aurait pu se produire pour les prisonniers. C'était la seule main-d'œuvre à laquelle le petit propriétaire pouvait avoir recours. On lui demandait seulement huit sous par homme, sans nourriture ni boisson à fournir. L'autorité militaire envoyait à chaque commune un minimum de cinquante hommes — pour trente jours au moins — sous la conduite et la surveillance d'un sergent et d'un caporal armés.

Plusieurs équipes ont été demandées aux environs de Clermont et de Riom ; elles étaient composées d'ouvriers agricoles spécialement choisis, qui ont travaillé à la satisfaction des propriétaires et ont assuré, en plusieurs endroits, la culture complète des champs et la bonne rentrée des récoltes.

Mais, dans la grande majorité des communes, les paysans se sont énergiquement refusés à employer les prisonniers.

— Des Allemands ? ont-ils dit, nous n'en voulons pas. Ils ont peut-être tué un des miens !

Raison sentimentale et respectable : on voit que même chez les Auvergnats, réputés âpres au gain, le sentiment peut passer avant l'intérêt. Les maires n'ont

pas insisté, craignant des incidents fâcheux. Il m'est revenu que le même état d'esprit s'est manifesté dans beaucoup d'autres régions. Par contre, là où les prisonniers ont été employés, de bons rapports n'ont pas tardé à s'établir entre eux et la population.

L'état actuel de la culture.

Dans l'ensemble, grâce aux efforts considérables et aux divers palliatifs apportés, on a pu atténuer sensiblement les effets de la guerre, sans y remédier complètement.

Pendant l'année 1915, une grande partie des terres cultivées auparavant sont restées en friche. J'ai fait la statistique pour ma commune de Bansat : la proportion des terres abandonnées cette année atteint presque le quart du sol cultivable. Il en est de même dans toute la contrée. La proportion était bien moindre aux environs de Clermont et de Riom (à cause de l'emploi des prisonniers), mais elle m'a paru encore supérieure dans la région viticole des Martres-de-Veyre, où la plupart des vignes sont incultes.

Mais ce n'est pas tout. De l'aveu général, la situation risquait d'empirer encore pour 1916, si on n'avait pas pris depuis l'automne les mesures dont je parlerai plus loin. Pour Bansat, j'ai relevé la liste, avec la contenance, des terres affermées qui étaient « rendues » à la Saint-Martin de 1915, et pour lesquelles il n'y avait pas de remplaçants : elle porte la superficie des terres abandonnées à 800 cartonnées en chiffres ronds (4560 ares), soit près du tiers de la surface cultivable.

L'abandon des fermages demande quelques mots d'explication. Dans la région, en principe, les proprié-

taires font valoir eux-mêmes parfois — les plus riches — avec l'aide d'un ou deux domestiques. Mais un grand nombre ne peuvent exploiter : les femmes seules, les médecins, notaires, bouchers, etc., tous ceux aussi qui habitent dans une ville voisine ou éloignée. Beaucoup donnaient jadis leurs biens à moitié, mais le métayage, depuis une vingtaine d'années, a disparu pour des raisons qu'il serait trop long d'analyser ici. Avant la guerre, toutes les terres non exploitées personnellement étaient données à ferme, à l'exception des vignes, dont le rendement était devenu trop aléatoire¹.

Les petits propriétaires, qui possédaient peu de terrain, avaient donc affermé un certain nombre de champs pour augmenter leurs récoltes (les cultivateurs exclusivement fermiers étaient très rares). A l'automne 1914, espérant une fin prochaine de la guerre, ils avaient conservé ces fermages. Après une année de labeur exténuant, ils les rendent : ils préfèrent cultiver peu et mieux, ne garder que le leur — juste pour vivre — et n'avoir rien à payer.

Je rappelle qu'en l'espace d'un an de nouveaux vides se sont fait sentir, par l'appel des classes 1915 et 1916, des auxiliaires, de certains réformés et, tout récemment, de la classe 1917 ; d'autres ont été creusés par la mort, qui a frappé d'autant plus durement que les quinquagénaires et sexagénaires se sont plus surmenés. Enfin on appréhende l'appel des classes 1887 et 1888, qui éclaircirait encore les rangs des cultivateurs.

¹ Pour la vigne, le propriétaire paie, pour la faire travailler, à raison de 18 francs la cartonnée et garde l'intégralité de la récolte. Ceci explique à la fois la diminution de la culture viticole, et la proportion des vignes incultes, supérieure à celle des champs.

A l'automne dernier, mon hameau de Vinzelles ne comptait plus que vingt-six hommes, y compris les vieillards, les adolescents et deux infirmes. Deux des plus robustes appartenaient l'un à la classe 1887, l'autre à la classe 1917. (Ce dernier a été appelé.) Certaines maisons qui comptaient un ou deux hommes sont réduites aux femmes ; d'autres n'ont plus que des vieillards.

Dans une grande ferme voisine d'Arvant (Haute-Loire), le père, le fils et les domestiques ont tous été mobilisés : plutôt que de laisser pourrir les récoltes sur pied, le propriétaire, qui ne trouva aucun remplaçant, les a données aux gens des environs qui pourraient en ramasser ce qu'ils voudraient.

Le prix des terres et des fermages a baissé dans des proportions considérables. Le mouvement avait commencé, lors de la crise phylloxérique, une vingtaine d'années avant la guerre, et il était allé en s'accélégrant : la valeur des terrains avait diminué à peu près de moitié. Aujourd'hui, il n'y a plus de cours, parce qu'il ne se présente plus qu'exceptionnellement des acheteurs.

Tel champ, qui valait 200 francs la cartonnée en 1890, était tombé à 100 francs en 1913 ; celui qui le vend aujourd'hui à 50 francs — prix de 1830 — est réputé avoir fait une bonne affaire. Certains, obligés de vendre, ont cédé à 20 francs. Aux environs d'Arvant, une propriété de terre arable s'est vendue cet été à raison de 10 francs la cartonnée. Dans la région de Lamontgire, la baisse des vignes a été encore plus forte que celle des terres : les vignobles achetés à mille francs il y a vingt-cinq ans ne trouveraient peut-être pas acquéreur pour cent.

La diminution des fermages a été un peu moins rapide.

Voici vingt ans, un champ s'affermait à raison de cinq francs la cartonnée ; il y a dix ans, on trouvait encore amateur à quatre ; à la veille de la guerre, on ne donnait guère plus de trois ; aujourd'hui, on offre à deux francs, et (je connais quelques cas) à un franc. L'offre est supérieur à la demande, et, comme je l'ai dit, on ne trouve souvent à aucun prix, faute de bras. Pour les champs incultes, on offre un, deux ou trois ans de récoltes sans redevance, suivant l'état du champ.

Il faut ajouter que la crise a été aggravée par deux mauvaises récoltes. En 1914, la vigne n'a rien donné : certains propriétaires ont récolté quinze litres de vin ! En 1915, le vignoble, encore plus négligé et dévasté par le mildiou, n'est pas logé à meilleure enseigne ; par surcroît, le rendement du blé est médiocre, et celui de la pomme de terre très déficitaire.

Par contre, quelques mesures excellentes prises par le ministre de la guerre ont contribué à améliorer la situation. C'est d'abord une plus grande extension donnée à l'emploi de la main-d'œuvre militaire ; ce sont surtout les permissions spéciales données aux agriculteurs mobilisés : quinze jours pour les semailles d'automne, et prochainement une période analogue pour la taille de la vigne et sans doute aussi pour les labours de printemps.

Ce qu'il faut faire pour l'avenir.

Sans s'alarmer outre mesure, il ne faut donc pas se dissimuler que l'avenir de l'agriculture présente de graves sujets d'inquiétude : il est temps de songer à y remédier. Car les faits que j'ai relevés dans le Puy-de-Dôme ne sont pas spéciaux à cette région.

Il est certain que l'état de l'agriculture peut s'amé-

liorer grâce à une meilleure organisation. Depuis dix-huit mois, on a répété sur tous les tons et avec raison que l'organisation nous avait fait défaut sous plus d'un rapport. Il est navrant qu'un quart ou un tiers de nos terres cultivables dans certaines contrées restent en friche, quand il y a tant de chômeurs inoccupés dans les villes, tant de prisonniers dans les camps et même tant d'hommes inutilisés dans les dépôts, — et qu'il faille envoyer notre or à l'étranger pour payer très cher le blé, l'avoine, les pommes de terre, le vin que nous pourrions, que nous devrions récolter chez nous. Il n'est que temps d'aviser.

Certains remèdes sautent aux yeux, spécialement dans la région que j'ai étudiée. C'est d'abord le développement des procédés modernes de culture, la généralisation des machines agricoles. A cela, la petite propriété fait obstacle dans une certaine mesure.

Ainsi, les paysans sont exploités pour la location des batteuses et ne savent pas s'organiser. Les hommes du village se prêtent, il est vrai, réciproquement un concours gratuit ; mais ils sont infiniment trop nombreux : il en vient trente quand dix suffiraient. Comme ils ne se font pas payer, l'usage s'est établi de leur donner des repas pantagruéliques, avec trois ou quatre plats de viande par repas, et trois ou quatre litres de vin par homme et par jour. A ce compte, une journée de batteuse revient à 150 fr., sans qu'il y ait eu de salaires à payer : chiffre évidemment fort exagéré.

Cet exemple montre à quels mauvais résultats aboutit l'individualisme outrancier. Le remède, c'est l'association, le groupement des propriétaires en syndicats qui pourront disposer d'un machinisme agricole roulant à prix de revient modéré, qui feront entendre aux pouvoirs publics

les revendications et les besoins de chaque région. Jusqu'ici, le paysan d'Auvergne s'est montré très rétif à une organisation syndicale ; cependant, depuis la guerre, qui a prouvé combien était nécessaire la solidarité, les premiers symptômes d'une nouvelle orientation paraissent se dessiner.

Autre point de vue : la propriété est infiniment trop morcelée. Chaque petit propriétaire possède dix, quinze, vingt ou trente parcelles, de trois à dix ares chacune, éparées de tous côtés sur les territoires de plusieurs communes¹. Cet éparpillement complique infiniment le travail par de grandes pertes de temps. Si la propriété était mieux groupée, le paysan pourrait, sans plus de fatigue, cultiver une superficie de terrain bien supérieure.

On commence à le comprendre, surtout depuis la guerre. Quelques échanges ont déjà eu lieu entre des propriétaires de différentes communes. Les rares cultivateurs qui font des acquisitions n'achètent que des terres contiguës aux leurs, tandis qu'il y a dix ou vingt ans on se laissait seulement guider par la valeur intrinsèque de la propriété à vendre.

Il faudra songer enfin — et ce sera l'œuvre des syndicats agricoles, des instituts et professeurs d'agriculture — à développer de nouvelles cultures ou de nouveaux genres d'exploitation pour se superposer ou se substituer à celles dont le rendement a diminué.

En ce qui concerne le Puy-de-Dôme, l'élevage, si rémunérateur aujourd'hui, peut être avantageusement développé partout où il existe des pacages et des commu-

¹ C'est encore le résultat d'un individualisme mal compris. Jadis, dans les successions, il n'était pas rare qu'un héritier, de crainte d'être lésé, exigeât une fraction de toutes les propriétés à partager.

naux. Au dix-huitième siècle, une grande partie de la région était couverte de mûriers très productifs, qui furent arrachés pendant la tourmente révolutionnaire : n'y aurait-il pas lieu de les planter à nouveau ? Tous les arbres fruitiers poussent à merveille dans la plaine, à commencer par les pêchers ; mais, en dehors de la banlieue des villes et à l'exception des pommes de Canada, le paysan auvergnat ne vend pas ses fruits, faute d'acheteurs qui viennent les lui demander. Il serait facile d'orienter les commerçants en fruits vers cette région. De même, dans plus d'un endroit, on pourrait s'adonner à la culture maraîchère, si on avait des débouchés, qu'il n'est pas difficile de créer.

Mais ce sont là des remèdes à longue échéance. En attendant, il faut courir au plus pressé, c'est-à-dire procurer la main-d'œuvre qui manque et qui manquera longtemps encore.

Il ne faut pas croire, en effet, que tout sera remis automatiquement en l'état à la fin de la guerre. Il faut supputer les vides créés par les hommes tués à l'ennemi ou morts à l'hôpital (Bansat en compte 13, parmi les plus robustes, sur 360 habitants) ; la moins-value du travail fourni par ceux qui reviendront, affligés d'infirmités ou de mutilations, et qui, pour quelques-uns, tombera à zéro. Il faut songer enfin que les terres restées deux ans incultes seront dures et longues à défricher, et que sur un champ mal cultivé l'année précédente les céréales donnent une récolte déficitaire.

Le point le plus important à mettre en valeur, et le plus ignoré aussi, me paraît celui-ci. A l'heure actuelle, le petit propriétaire est incapable de payer une main-d'œuvre convenablement rémunérée ; il dit qu'il a plus

d'intérêt à laisser une partie de ses terres incultes. La nation, au contraire, a intérêt à ce que toutes les terres soient cultivées.

Je ne crois pas qu'il soit impossible de concilier les deux termes opposés de ce problème, qui apparaît à première vue insoluble. Le parti socialiste propose la réquisition des terres en friche, qui seraient cultivées par l'Etat, au compte des propriétaires, à l'aide des prisonniers, voire des chômeurs et des soldats ; le propriétaire recevant le prix de vente des récoltes, déduction faite des frais d'exploitation.

C'est là une solution énergique, qui répugne à notre individualisme, et qui constitue une nouvelle étape vers le collectivisme d'Etat auquel la guerre, en se prolongeant, nous achemine bon gré mal gré, et qui est une des conséquences les plus imprévues du grand conflit européen. Faute de mieux, il faudra bien s'y résigner, car on n'a proposé jusqu'ici, en dehors de ce remède draconien, que d'insuffisants palliatifs. A moins que, dans l'intervalle, la guerre ne soit terminée, — ce qui constituerait encore la meilleure de toutes les solutions.

ALBERT DAUZAT.





NOTES SUR LA CAMPAGNE DU SUD-OUEST AFRICAIN

C'était à Capetown, au matin du 30 mai 1915. Le camp des régiments de l'Orange appartenant à l'armée du général Botha présentait un spectacle d'activité étonnante.

L'ordre venait d'être donné de se préparer à partir pour le Sud-Ouest africain allemand. Quelle joie ! Depuis des semaines, des milliers d'hommes habitués à une vie active sont retenus, ici, à Capetown, pour faire l'exercice, panser leurs chevaux et s'ennuyer copieusement...

Le clairon sonne : « à cheval ! » Les hommes s'empressent de se mettre en selle et nous voilà partis pour les docks où nous embarquons nos petits chevaux boers sur d'immenses paquebots transformés en écuries flottantes.

Le lendemain, à dix heures, nous étions prêts à nous embarquer nous-mêmes. Nous partons à pied, traversant la ville, avec des chants joyeux : « It's a long way to Tipperary ! » et d'autres, qui se mêlent aux notes gutturales de nos camarades boers. Sans nous inquiéter de notre air un peu ridicule de cavaliers démontés, nous

passons dans les quartiers élégants de la ville, les poitrines bombées avec une fierté de conquérants. Enfin nous sommes à bord ; bientôt, au milieu de nos hip ! hip ! hurrah ! auxquels les *Capiens* répondent de la rive, notre vaisseau sort du port, tiré par son petit remorqueur essoufflé.

Quelle traversée ! Nous nous en souviendrons. Entassés à fond de cale comme des moutons, nous n'avons rien à faire qu'à nous amuser bêtement aux dépens des Boers ignorants, étonnés de tout ce qu'ils voient, et qui nous posent des questions idiotes, auxquelles nous donnons des réponses non moins bêtes.

Enfin, trois jours après notre départ du Cap, nous nous réveillons entourés d'un brouillard épais. Les sons lugubres et déchirants de la sirène et la lenteur de notre course nous font comprendre que nous sommes près de la côte. Tout à coup, vers les dix heures, le brouillard se déchire et nous apercevons quelques petits hangars, une église et une jetée. Plus loin, à perte de vue, du sable, un désert sans traces de végétation, si ce n'est, ici et là, quelques petites touffes de buissons rabougris.

C'est Walfish-Bay, une possession anglaise, voisine de l'Ouest africain allemand. Nous débarquons sans trop de confusion. Les escadrons se reforment et nous faisons quelques kilomètres à pied, enfonçant dans le sable, maugréant sous la charge de nos fusils, gamelles, couvertures, sacs, etc. Puis l'ordre de halte est donné et nous campons de notre mieux, en attendant l'arrivée de nos tentes qui ne seront là que demain.

Au milieu de nuages de sable qui nous entre dans les yeux, le nez et la bouche, soulevé par un vent furieux, nous attendons la nuit. Le lendemain nous nous réveillons détrempés au sein d'un brouillard à couper à la

hache. Bientôt, ayant commencé à décharger nos tentes, amenées du bateau par des nègres hurlant leurs chansons monotones et ineptes, nous nous réchauffons, nous transpirons même.

Rapidement, là où tout à l'heure il n'y avait que du sable, s'élève une petite ville de toile avec ses rues bien droites et bien propres. Le clairon sonne alors ses notes rapides : les hommes doivent aller avec leurs gourdes vers les *water-carts*, voitures pour le transport de l'eau, tirer leurs rations d'eau, à peu près deux litres par jour. Et quelle eau ! eau condensée ayant un arrière-goût de sel qui donne des nausées rien que d'y penser !

Il va sans dire que quelques-uns d'entre nous ont toute l'eau qu'ils désirent : on apprend vite les petits trucs du métier.

Le lendemain et les jours suivants nous débarquons nos chevaux : c'est un travail long et compliqué. Nos pauvres bêtes n'y comprennent rien ; elles se tiennent debout, la tête baissée, l'œil éteint et se balancent lentement de côté et d'autre, comme si leur pouvoir de stabilité était détruit à tout jamais par le mouvement du vaisseau. L'eau ne leur plaît pas, elles ne veulent pas boire ; ayant soif, elles ne veulent pas manger. Plusieurs s'étendent par terre et se roulent en hennissant, elles sont malades. Beaucoup meurent. Nous soignons de notre mieux celles qui restent ; peu à peu elles se rétablissent. Nous pouvons continuer notre marche.

L'humidité, le brouillard et le froid chaque matin, un vent atroce chaque après-midi et chaque soir : tel est invariablement l'ordre du jour à Walfish-Bay.

C'est donc à travers un brouillard glacé que nous nous préparons à partir un matin, avant l'aube. Nos petits chevaux s'alignent avec empressement dans la nuit. En

avant ! Nous partons, parcourant 21 milles en suivant le rivage, voyageant lentement, car les chevaux enfoncent dans le sable humide.

Il fait un froid terrible qui gèle les pieds dans les étriers. Enfin, vers une heure, nous apercevons devant nous une petite ville au bord de la mer. C'est Swakopmund. La jetée est un peu endommagée, l'escadre anglaise ayant passé par là. Les mâts du télégraphe sans fil ont été renversés par les Allemands, qui se sont enfuis avant l'arrivée de nos premières forces, infanterie débarquée déjà avant Noël.

Si ce n'était le sable dans les rues et autour de la ville, je me croirais en Allemagne. Toutes les bâtisses sont construites avec le mauvais goût lourd et vulgaire de la *Kultur* germanique : des hôtels en quantité et des églises, sans parler des casernes, sont l'élément dominant.

Le soir, après avoir pansé nos chevaux et bâti un nouveau camp, nous nous rendons à la ville à quelques pas de notre camp. On voit que l'infanterie et les Transvaaliens y ont passé avant nous : il n'y a plus rien dans les maisons, tout est saccagé. Les portes enfoncées, les fenêtres brisées et les meubles délabrés gardent le sceau spécial que leur a imprimé la grossièreté et la bêtise destructive des Boers du Transvaal.

Sans être des saints, nous autres de l'Orange, nous sommes plus civilisés et moins destructeurs ; à quoi cela sert-il de fracasser des meubles et des glaces ? Et puis, le procédé est trop allemand.

Après plus d'une semaine passée à Swakopmund, dans l'inaction, n'ayant rien à faire qu'à panser, nourrir et abreuver nos montures, je reçois l'ordre, un matin, de me rendre avec cinq hommes à Walfish-Bay pour cher-

cher des chevaux de remonte. Nous partons donc vers six heures du soir, chargés de nos selles, pour nous rendre à la station de la ligne militaire. Après quelques heures d'attente nous quittons Swakopmund avec des « trucs » cahotant sur des rails trop hâtivement posés. Grâce à nos retards et à la lenteur de notre train, il fait nuit noire quand nous arrivons à Walfish-Bay.

La soirée est trop avancée : nous n'osons pas déranger l'officier commandant des remontes ; je me décide à faire bivouaquer mes hommes. Quelle triste nuit ! Nous n'avons que nos capotes militaires et pas de couvertures. Il fait un froid humide qui nous transperce. Longtemps, nous cherchons quelque combustible ; mais nous ne découvrons que des morceaux de planches trop mouillés pour pouvoir s'allumer. Nous passons la nuit enfouis de notre mieux dans un amas de vieilles voiles qui sentent l'huile, le goudron et le poisson, mélange à donner des nausées !

Enfin le soleil se lève à nouveau au milieu du brouillard. A peine debout j'ai la chance de rencontrer un vieil ami, sergent vétérinaire, qui m'invite, avec mes hommes, à venir voir son installation : une tente avec un lit de camp, volé on ne sait où, des couvertures *ad libitum* et enfin deux caisses, l'une servant de table, l'autre de chaise ; cela nous paraît luxueux !

Mais ce qui me plaît surtout, c'est la cuisine en plein vent, entourée de feuilles de tôle. Un bon feu y brille et bientôt, assis en rond, les pieds à la flamme, nous buvons de bonnes tasses de café brûlant.

Il faut malheureusement que je m'arrache à ce confort, qui me semble presque européen, après des semaines où nous avons vécu douze dans des tentes construites pour abriter six hommes.

Mais je suis là pour me procurer des chevaux.

Après des allées et venues d'un officier à un autre, — chacun de ces messieurs a l'air de croire que c'est un de ses collègues qui devrait faire son ouvrage, — je suis prêt à partir, vers midi. C'est avec consternation que je contemple les 65 chevaux qu'il me faudra amener sains et saufs à plus d'une trentaine de kilomètres de distance. Après quelques minutes de conciliabule avec mes hommes, nous décidons de diviser nos chevaux en six groupes, cinq de onze et un de dix, que je me réserve.

Nous commençons par choisir une monture pour chacun de nous, puis nous attachons ensemble les chevaux de chaque groupe. Des scènes indescriptibles se produisent aussitôt : quelques-uns des chevaux ne demandent qu'à s'en aller, d'autres, au contraire, se tiennent immobiles comme des rocs, d'autres enfin ruent, se cabrent, se roulent par terre, donnant des coups de pied sans arrêt. Deux de mes hommes tombent, ayant choisi pour montures de jeunes chevaux qui sautent et dansent comme seuls nos ponies africains savent le faire. Le mien s'emballe, saute par-dessus un fil de fer barbelé et m'emmène au grand galop au milieu des sables. J'arrive, après quelques minutes de lutte, à le ramener vers son point de départ où je retrouve une masse grouillante de chevaux, de soldats et de nègres accourus des écuries voisines pour prêter main forte.

Après une demi-heure de travail dangereux au milieu de chevaux à moitié ou pas du tout dressés, nous sommes prêts à recommencer. Cette fois j'envoie mes hommes un à un, laissant un intervalle d'une centaine de mètres entre chaque petite troupe.

Je pars le dernier. Levant les yeux sur le spectacle étrange qui se déroule devant moi, je ne peux m'empê-

cher de rire aux éclats. Tous les chevaux sont partis au galop dans la direction des auges, où évidemment ils comptent s'abreuver avant de se mettre en route. Un de mes hommes et sa monture sont précipités sur le sol par les bêtes d'un camarade, arrivées sur lui à fond de train. Il se relève pourtant et poursuit à pied sa bande qui s'enfuit. Un autre est pris dans une clôture en fil de fer....

Enfin j'arrive vers les auges, où le même mélange d'hommes et de chevaux se reproduit. Décidément ce système ne va pas. Nous sommes maintenant au bord de la mer, je fais attacher les ponies trois par trois et quatre par quatre et nous nous disposons à les conduire devant nous comme un troupeau de moutons. Le départ est pénible, les chevaux ayant envie de retourner à leur écurie, mais après quelques galops fous nous nous lançons dans la direction de Swakopmund, ayant la mer à notre gauche, le désert à notre droite. Je suis à l'arrière avec un de mes hommes, les autres sont sur les flancs. Nous faisons nos trente kilomètres au grand galop, sur un sable mouillé où nos chevaux enfoncent jusqu'aux genoux, mais, une fois partis, il n'y a pas moyen de ralentir leur allure. De temps à autre l'un d'entre nous s'arrête, change de monture et repart au galop.

Enfin nous arrivons, abîmés de fatigue, pour apprendre que notre brigade est partie le matin même, emmenant nos chevaux de troupe, et je reçois l'ordre de me rendre chez le commandant de place. Je m'y rends après avoir installé mes bêtes dans leurs nouveaux quartiers. L'officier peu sympathique qui me reçoit me fait part des ordres suivants : laisser les chevaux à Swakopmund, partir moi-même et mes hommes en train pour Riet, où nous retrouverons notre régiment.

Après avoir passé la nuit dans une maison délabrée

de Swakopmund, nous nous trouvons à la gare aux premières lueurs du soleil levant ; malgré notre empressement matinal, nous devons attendre jusqu'à dix heures avant de pouvoir nous embarquer sur des « trucs » chargés de grands réservoirs en tôle qui portent jusqu'au sein du désert l'eau potable amenée de Capetown par nos vaisseaux.

Le train cahote lentement au milieu de sable et de rocs s'étendant à perte de vue de tous côtés. A chaque cahot l'eau des réservoirs nous éclabousse et des nuages de poussière nous entrent dans les yeux, le nez, la bouche et les oreilles. De plus, il fait une chaleur torride. Vers cinq heures, après des arrêts sans nombre pour renouveler les provisions d'eau des avant-postes multiples établis à la hâte le long de la ligne, nous entrons en gare de Rössing. Là il faut changer de train. La ligne à voie normale, construite rapidement par nos ingénieurs pour remplacer la voie enlevée par les Allemands dans leur retraite, continue sur Trekopjes.

Nous, qui nous rendons à Riet, devons prendre une ligne à voie étroite. Nous transportons nos selles sur notre nouveau train et nous nous préparons à partir ; mais il faut encore attendre. Il commence à faire nuit, nous sommes las et affamés. Tout à coup, un long sifflement aigu retentit, un train entre en gare, venant de l'intérieur, train macabre d'où sortent des gémissements et des plaintes. Les Allemands ont attaqué, dans la journée, notre infanterie, retranchée à Trekopjes. Ils ont du reste été repoussés après s'être approchés, sous le couvert de leur artillerie, jusqu'à soixante mètres de nos tranchées.

Les pertes sont lourdes des deux côtés. Ce train d'angoisse et de douleur, c'est le train d'ambulance !

Oubliant nos fatigues, nous allons de wagon en wagon parler aux blessés. Les uns, légèrement atteints, fiers de leur supériorité de gens qui ont reçu le baptême du feu et n'en sont pas morts, blaguent à l'envi et nous font des récits terribles de leur lutte. D'autres ne cessent de gémir, leurs membres entourés de bandages sanglants, leurs figures jeunes et énergiques crispées de douleur. D'autres encore ont fini de se plaindre, ils sont muets pour toujours....

Des ambulanciers arrivent, enlèvent tranquillement, au milieu du silence qui vient de s'abattre, ces corps d'hommes, il y a peu de temps jeunes et forts comme nous, maintenant immobiles.

Tandis que nous saluons, ils les emportent vers le cimetière improvisé derrière la petite gare allemande, qui se dresse, isolée du monde dans l'immensité du sable et de la nuit. Enfin nous partons, la lune s'est levée, nous faisons un voyage pittoresque, suivant, au fond de gorges profondes, le lit desséché d'une rivière ; il y a là une oasis de verdure perdue au pied des monts qui nous entourent. On voit des montagnes de tous les côtés, on dirait de la Suisse, les sapins seuls manquent au décor. Vers les deux heures du matin notre train s'arrête, on va passer la nuit ici. Nous avalons rapidement les quelques provisions qui nous restent et nous sommes bientôt tous endormis au bas du talus....

Un de mes hommes me secoue, il faut partir. Le train doit gravir une pente très escarpée qui nous amènera sur un plateau élevé. Malgré ses deux locomotives et la petitesse de la charge, le train n'avance pas, il patine sur les voies que la rosée rend glissantes. Nous descendons ; les minuscules locomotives nous font rire ; essouffées,

elles crachent de la vapeur par tous les bouts, elles ont l'air de jouets détériorés. Il faut prêter main forte ; nous montons la pente à pied, devant le train, mettant du sable sur les voies. Après dix kilomètres de marche nous arrivons, le dos courbaturé, à Weltwish. Là, nous apprenons, à notre grande surprise, que le train ne va pas plus loin, la voie étant trop peu sûre. Notre surprise fait bientôt place à la colère ; nous sommes indignés de l'insouciance de ceux qui nous ont donné des ordres, ils auraient dû s'informer si le train allait jusqu'à Riet, avant de nous y envoyer !

Enfin, rien ne sert de s'irriter. Nous rencontrons là quelques hommes appartenant à d'autres brigades, des maréchaux ferrants, des armuriers encombrés d'un bagage énorme, qui comme nous doivent se rendre à Riet. Le chef de gare, un sergent du génie, interviewé, nous donne deux « trucs » que nous pourrions pousser devant nous, chargés de notre équipement. La voie, dit-il, court sans montée appréciable jusqu'à Pforte, à trente kilomètres de distance.

Mais, la ligne ne faisant que monter, quoi qu'en puisse dire notre chef de gare, et malgré les quatre mulets que nous avons eu la chance de réquisitionner à Weltwish, nous devons pousser sans arrêt nos « trucs » surchargés du bagage de nos compagnons.

Nous étions partis à midi ; à sept heures nous arrivons, éreintés, mourant de faim et de soif, après ces longues heures de travail forcené au sein d'un désert de sable, d'une chaleur infernale et de nuages de poussière soulevés par un vent brûlant. Nous sommes pourtant encore bien loin de Riet, mais nos « trucs » déraillent et comme nous ne pouvons rien faire sans aide, nous nous

apprêtons à passer la nuit à Pforte. Nous n'avons plus rien à manger ; je vais m'endormir épuisé lorsqu'un officier s'approche de moi et me dit :

— J'ai ici un cheval que je désire renvoyer à Jackalswater, ce soir ; c'est là qu'est votre régiment, vous pouvez l'y ramener si vous voulez.

J'accepte avec empressement : il me sera possible, une fois arrivé à Jackalswater, de faire envoyer à mes hommes leurs chevaux. Je monte en selle et je commence ma course solitaire à travers la nuit. La lune éclaire le désert, où je rencontre à chaque pas des cadavres de chevaux empestant l'air, des voitures brisées, des fusils en morceaux... et çà et là de petits monticules marquant la place où reposent des hommes mutilés qui dorment de leur dernier sommeil, loin des fermes riantes qu'ils ont laissées dans l'Orange ou le Transvaal.

Tout à coup la lune disparaît et la nuit couvre de son voile le chaos de ce champ de bataille, vieux de trois semaines. Au corps de garde où j'arrive, nouvelle déception : mon régiment est à Riet. L'officier de Pforte m'a fait croire qu'il était ici pour que j'y ramène son cheval. Enfin je pourrai arriver de bonne heure le lendemain, un « truc » doit s'y rendre.

Malgré le froid atroce qu'il fait sur ces hauteurs, je m'endors d'un sommeil bien gagné, la fatigue me faisant oublier ma faim. Le lendemain, à l'aube, nous partons pour Riet qui est situé à plusieurs centaines de mètres au-dessous de Jackalswater ; nous n'avons donc qu'à nous laisser aller le long de la pente. Comme Riet me paraît joli avec sa végétation luxuriante, ses grands arbres, son herbe verte ! Des autruches s'y promènent, lamentables, autour de deux fermes allemandes aban-

données. Malheureusement le sol y est si sablonneux que l'on peut à peine avancer.

Je me rends en hâte à l'état-major, où j'apprends que mon régiment est parti pendant la nuit, et qu'il n'y a aucun moyen de le rejoindre. Je m'occupe ensuite de me procurer des rations pour moi-même et mes hommes qui arrivent dans l'après-midi. Espérant toutefois découvrir un moyen quelconque de rejoindre nos camarades, nous nous installons confortablement au milieu des grands arbres et jouissons d'une vie paisible, mais un peu monotone, pendant quelques jours. Enfin je reçois l'ordre de retourner à Swakopmund, ce qui ne me sourit guère.

Nous refaisons, en sens inverse, cette fois tirés par une petite locomotive, notre voyage de la semaine précédente. Heureusement la voie a été consolidée pendant notre séjour à Riet et nous arrivons sans encombre à Swakopmund. Le colonel m'ordonne de me rendre au dépôt, en attendant de rejoindre la colonne. Cela me déplait fort, car je viens d'apprendre que deux à trois cents chevaux de remonte appartenant à notre brigade (à quelques kilomètres de distance, dans un endroit qui porte le nom de Nonidos) sont rassemblés sous la surveillance de mon ancien sergent-major, maintenant promu lieutenant.

Je décide donc de me rendre à Nonidos, malgré les ordres du colonel qui, je l'espère, n'en saura rien. Tout va pour le mieux, nous partons en train, non sans difficulté, n'ayant pas de bon de transport ; mais au milieu du désarroi produit par le départ de tout un régiment d'infanterie, nous réussissons à passer. Le lieutenant de Nonidos nous reçoit à bras ouverts, il est à court de monde, et s'empresse de se rendre à Swakop-

mund, où il arrange tout avec le colonel. Nous nous installons donc au dépôt de remotes, où un travail forcené nous attend. Je suis toute la journée en selle, dressant des chevaux ou les exerçant. Puis ce sont de grandes expéditions pour aller à Swakopmund où à Walfish-Bay chercher de nouveaux convois de remotes arrivant du Cap.

Nous avons appris que notre régiment est arrivé à Newbrun après une marche magnifique au milieu d'un désert où les chevaux tombaient morts de faim et de soif. Ils sont là, attendant les montures fraîches que nous devons bientôt leur amener. Pour nous, à Nonidos, la vie devient monotone, le vent souffle sans cesse et les mouches nous dévorent. Il est impossible de donner une description exacte de ce que ces horribles petites bêtes nous font souffrir. Elles sont là par millions. Inutile d'essayer de manger avant le coucher du soleil. On s'assied, on étend d'une main de la confiture sur un biscuit, de l'autre on chasse les mouches qui tourbillonnent comme un essaim d'abeilles au-dessus de la tartine. Enfin on porte son biscuit à ses lèvres ; mais, dans le bref trajet de la table à la bouche, la confiture appétissante s'est changée en une masse noire et grouillante.

Cette abomination jetée au loin avec dégoût, on se retourne vers la tasse de thé déposée tout à l'heure devant soi. Horreur ! le thé est épais de mouches !

Après de telles expériences on se contente de déjeuner de bonne heure, avant le réveil de ces ennemies acharnées. A midi, un biscuit et une tasse de thé — bue en marchant de long en large, aussi loin que possible des chevaux, en agitant la main — tiennent lieu de lunch.

La nuit une fois tombée, nous nous décidons à dîner

dans l'obscurité, qui nous empêche de distinguer les mou-ches avalées.

Comme de juste les hommes commencent à tomber malades ; ils sont pris de vomissements atroces ; nous avons partout des cas de dysenterie.

Enfin un motocycliste arrive avec l'ordre de marche. Le jour du départ est épique ; notre lieutenant a réparti entre ses soldats et ses nègres les deux cent cinquante chevaux qu'il doit emmener. Il y en a sept pour chacun d'eux. Notre chef, moi-même et les deux autres sous-officiers, montons librement. Notre lieutenant exige que les nègres attachent tous leurs chevaux les uns aux autres par leurs longues.

Ce qui devait arriver arriva. Nous prenons nos positions arrêtées d'avance : le lieutenant est en tête avec un des sergents, les hommes et leurs bêtes viennent derrière, puis les nègres et enfin, fermant la marche, mon autre collègue et moi, placés là pour aider au besoin les retardataires. A peine sommes-nous partis que deux nègres tombent de cheval ; leurs chevaux délivrés reprennent immédiatement le chemin de l'écurie, d'autres les suivent, puis d'autres encore, le chaos commence à régner. Lancé au galop sur la bête admirable, bâtie comme un cheval de course, que je monte, et aidé de mon compagnon, nous arrêtons les fuyards, remettons notre arrière-garde en état et faisons un temps de trot pour rattraper le gros de la troupe.

Tout à coup nous entendons d'horribles hurlements. Un malheureux nègre vêtu d'une chemise rouge, et gris de peur, passe comme un éclair devant nous, emmené de force par ses sept chevaux emballés. Ses cris de *tiba*, *wokaï*, *gachlé*, etc. ne servent qu'à rendre ses chevaux

plus furieux et plus fous encore. Heureusement un poteau de télégraphe leur barre le passage, mais, lancés à fond de train ils veulent passer les uns à gauche, les autres à droite de l'obstacle ; par bonheur la longe tient bon et les deux ailes se rencontrent avec un choc retentissant qui abrutit, pour un moment, les bêtes affolées et nous permet d'arriver au secours de Samuel à la chemise rouge.

Nous nous remettons en route et après trente-cinq milles de marche et de lutttes continuelles pour rattraper des chevaux qui s'enfuient de tous côtés, nous nous arrêtons, pour la nuit, à ce même Rössing où nous avons passé il y a bientôt un mois. Nous suivons, en effet, avec nos remontes, la voie du chemin de fer qui nous conduira à Karibib. C'est le seul moyen de voyager avec des chevaux, car il n'y a ni eau ni herbe et nous sommes tributaires des trains chargés d'eau et de fourrage qui nous attendent dans toutes les gares. Nous n'avons, malheureusement, de l'eau qu'en très petite quantité ; et nous abattons plus d'un cheval mourant de soif avant d'arriver à Usakos.

Nous avons mis trois jours seulement pour parcourir une centaine de milles.

Là, le décor change, il y a de l'eau en abondance, le désert désolé que nous traversons depuis trois jours fait place à un pays enchanté : la verdure, les petites maisons en planches de la ville, tout paraît charmant, à distance. Mais de près, on découvre la même désolation qu'à Swakopmund. Les habitants se sont enfuis, les maisons sont vides.

Ce qui frappe surtout, c'est le nombre incroyable d'hôtels de tout calibre dont la ville est remplie. Nous pas-

sons là deux jours, permettant ainsi à nos chevaux de se remettre de leur marche forcée. L'heure du départ arrivée, nous remontons en selle de bon matin et prenons la route de Karibib où nous arrivons vers midi, un peu retardés par un accident, un de nos hommes ayant été jeté à bas de son cheval et traîné, le pied dans l'étrier, sur une distance assez longue. Il est passablement malmené, mais peut pourtant continuer avec nous jusqu'à Karibib.

La route que nous suivons serait fort jolie sans la poussière qui nous enveloppe et nous empêche de jouir du spectacle qui nous entoure. De tous côtés ce ne sont que collines et rocs couverts de buissons verdoyants, où des animaux de tous genres se poursuivent et s'entrechassent. Nous traversons une carrière de marbre abandonnée, et des mines de cuivre. Puis subitement le terrain poussiéreux fait place à un sol dur et pierreux, l'air redevient clair et bientôt nous nous arrêtons tout près de la ville, pour abreuver nos chevaux à un étang.

Nous nous préparons à desseller lorsque des ordres arrivent de la part du général de brigade Manie Botha, parent de notre général en chef, commandant des troupes de l'Orange.

Nous devons être, nous et nos chevaux, demain à midi à Newbrun, à près de 70 kilomètres d'ici. Il faut donc partir immédiatement pour aller camper à une ferme où nous passerons la nuit. Malheureusement le guide que l'état-major nous avait envoyé se perd et c'est au milieu de la nuit, après environ dix-huit heures passées en selle, que nous arrivons à notre but. Il fait nuit noire, quelques hommes reçoivent l'ordre de préparer la nourriture de leurs camarades, qui attachent les

chevaux éreintés et affamés à une clôture en fil de fer, travail difficile et dangereux au sein de l'obscurité.

Un de mes collègues, envoyé avec une corvée toucher les rations de fourrage, revient les mains vides. L'état-major, ne nous voyant pas arriver, a envoyé tout notre fourrage à Newbrun, il y a quelques heures, et nous donne l'ordre de nous y rendre à l'instant, ce qui du reste est impossible.

Je me permets d'expliquer à notre lieutenant que d'abord nous ne pourrons jamais, vu l'obscurité, retrouver tous nos chevaux qui sont attachés un peu partout ; que d'autre part les pauvres bêtes sont trop fatiguées pour faire les vingt kilomètres qui nous séparent de Newbrun, où d'ailleurs nous n'arriverons jamais par une nuit si noire, n'ayant pas de guide. Mon chef, persuadé, se rend alors à l'état-major, qui annule ses ordres. Nous ne partirons que demain. Après un repas et quelques heures de sommeil bien gagnées nous nous remettons en route pour arriver bientôt à Newbrun, où nous livrons nos chevaux aux officiers qui les attendent.

Ayant annoncé, réglementairement, mon retour à mon capitaine, je reçois l'ordre de reprendre mes fonctions de sergent du premier peloton de l'escadron. Je me rends vers l'endroit où mes hommes sont campés. Un spectacle extraordinaire m'y attend. Tous ces jeunes gens que j'ai quittés, il y a moins d'un mois, bronzés, musclés, pleins de vie et de vigueur, sont là étendus sur leurs couvertures, dans des abris qu'ils ont construits de leur mieux avec de vieux sacs, des bouts de planches, des morceaux de fer-blanc et des branchages. Depuis quinze jours ils sont campés là, attendant les convois qui n'arrivent pas. Pendant ces deux semaines ils n'ont rien eu

à manger que de la viande de bœufs fraîchement tués. Pas une goutte de café, pas un biscuit, pas même un grain de sel. Ils sont tous malades. La dysenterie a éclaté parmi eux ; les médecins ne savent où donner de la tête. Ils n'ont aucune nourriture appropriée à cette pénible maladie.

Mais j'apporte une bonne nouvelle, accueillie par des cris de joie. J'ai dépassé, hier, à Karibib un long convoi de voitures venant ici. Elles arriveront sûrement dans l'après-midi chargées de biscuit, de café, de sucre, de farine de maïs et de tout ce que la générosité du gouvernement a bien voulu nous accorder. De là je vais vers les écuries où je retrouve mon petit cheval brun, gros et gras, bien reposé après ses quinze jours passés à brouter l'herbe verte et drue dont nous sommes environnés. Comme il est différent, avec son long poil, du joli petit animal luisant que j'ai quitté il y a un mois à Swakopmund !

Les provisions arrivées, nos hommes reprennent comme par miracle leur vie et leur entrain, et le surlendemain de mon retour nous sommes prêts à partir dans la direction d'Otavi, laissant Windhoek à une cinquantaine de kilomètres sur notre droite.

P. A. BRIDEL,

ex-sergent au 1^{er} régiment
5^{me} brigade.

(La fin prochainement.)



de Tain, en un vieux logis dont il a parlé dans ses livres, bien que d'ordinaire il ne parle guère de lui et, si dans ce cas il a fait une exception à sa retenue habituelle, c'est qu'il aime profondément le foyer natal. La maison de famille, où les générations successives ont laissé leurs couches de souvenirs, la maison aimée où l'enfance s'est passée, où l'on a longtemps vécu, où quelque grande émotion de la vie a été ressentie, pour l'aveugle aussi devient un être animé ayant sa vie propre, sa personnalité.

M. Henri Lavedan, lui-même, a remarqué ce type de vieille maison de province « à lourd portail, à morne escalier de pierre, qui sent le raisin conservé, la cave et le chat. » Il est certain que les fruitiers, les armoires d'une bonne maison bourgeoise de petite ville, garnis à l'automne des confitures, des pruneaux traditionnels, des pommes, des chasselas de conserve, qui doivent défrayer les desserts d'hiver jusqu'après les Rameaux, laissent échapper par leurs jointures des effluves caractéristiques qui donnent au vestibule et à l'escalier une tout autre odeur que celle occasionnée par l'office de la maison parisienne, dont l'exiguïté interdit presque toute provision, où il faut se borner à enfermer le dessert du jour, avec quelques souvenirs de celui de la veille et quelques jalons de celui du lendemain, desserts dans lesquels la pâtisserie, les compotes de fabrication industrielle priment les friandises de ménage dont le goût et l'odeur sont souvent plus accentués.

Quelques-uns des membres de sa famille avaient joué un rôle politique en France au cours du dix-neuvième siècle. Son père s'occupait de peinture ; son frère Robert est devenu un critique d'art estimé.

C'est à l'âge de neuf ans qu'il perdit la vue à la suite d'un accident : ayant lancé une flèche en l'air, il en suivait l'évolution, elle retomba dans son œil et le creva. De son enfance son cerveau a conservé nombre d'images visuelles et sa main le précieux usage de sa signature. Celui qui a vu comprend aisément les douloureuses sensations qu'il dut éprouver jusqu'à l'habitude prise de la cécité, jusqu'à l'adaptation à des conditions nouvelles de vie. Comme celle de Louis Braille, heureuse cécité s'il en fut, puisque par un contre-coup inattendu elle en atténua et soulagea beaucoup d'autres.

En 1871 sa famille le mit à l'école des aveugles d'Arras, où il resta une dizaine de mois, et en 1872 à l'Institution nationale de Paris, au moment même où je faisais mes débuts inexpérimentés de professeur d'histoire et de géographie. Sa mémoire était inférieure à celle de ses camarades, aussi ses succès scolaires furent-ils moins retentissants que ceux de tels autres dont on ne parle plus depuis longtemps. Pourtant son style était remarqué et, ses études musicales étant assez bonnes, le censeur Levitte le désigna pour devenir professeur de piano et de flûte dans l'école où il avait passé six ans.

Il n'a pas eu le prix d'honneur, celui qui devait tant honorer l'Institution nationale et qui, dix-neuf ans plus tard, reçut, dans la salle des concerts de cette Institution même, la croix de la Légion d'honneur de la main du président de la République Félix Faure.

Sa santé était alors si délicate qu'il dut bientôt renoncer au professorat, résolution heureuse, car ailleurs était sa voie, une voie plus large que celle dans laquelle voulait l'engager Levitte. Cependant, quand on change de route, on a tout d'abord des hésitations ; le jeune

homme dut en avoir. Pendant plusieurs années il se prépara pour un but encore indéterminé, lisant et travaillant beaucoup. Peu à peu son plan se fixa dans sa tête : aider les aveugles, soutenir les aveugles, unir les aveugles. Comme à chaque jour suffit sa peine, il se mit à l'ouvrage sans précipitation. Ses lectures et de nombreuses conversations avec les spécialistes lui avaient fait connaître la situation exacte des aveugles d'alors, c'est-à-dire leur éparpillement ; ses méditations l'amènèrent à concevoir ce qu'il y avait à faire pour transformer cette situation générale ; ses réflexions lui firent comprendre les étapes successives à parcourir pour y atteindre.

Les aveugles français avaient fait l'objet d'une demi-douzaine de statistiques, mais ces statistiques étaient restées enfouies dans les bureaux et nul spécialiste ne savait le nombre de ceux sur lesquels on pouvait agir. En 1878, il y avait en France une dizaine d'écoles pour aveugles, sans rapports les unes avec les autres, excepté avec l'Institution nationale qui, vieille de près d'un siècle, conservait sa réputation grâce à ses traditions et à son budget bien équilibré ; ces écoles la jalousaient tout en la copiant plus ou moins heureusement.

Les trois périodiques : *Annales des sourds-muets et des aveugles*, 1843-1850, — *Le bienfaiteur des sourds-muets et des aveugles*, 1853, — *L'instituteur des aveugles*, 1855-1865, fondés pour s'occuper des aveugles, avaient depuis longtemps disparu l'un après l'autre ; aussi les éducateurs, s'ignorant mutuellement, travaillaient-ils un peu à l'aventure. Les brillants succès de quelques aveugles au cours du siècle comme musiciens, lettrés ou commerçants, méconnus de leurs confrères, leur étaient demeurés presque inutiles. Cependant beaucoup d'édu-

cateurs, surtout les aveugles, sentaient le besoin de plus d'union. Le congrès international de Paris, organisé en 1878 par un Suisse, M. Lavanchy-Clarke, tout en traitant de questions un peu vagues, avait préparé les esprits à des innovations.

Le moment était propice, l'ambiance favorable. Des auxiliaires n'attendaient qu'un éveil pour seconder l'initiateur qui allait vouer sa vie au bien de tous. Ce dévoué fut Maurice de la Sizeranne. Depuis cinquante ans environ, les aveugles avaient été dotés de l'écriture ponctuée, seule réellement reconnaissable aux doigts ; et cette écriture avait triomphé des obstacles, des routines, des oppositions en 1852, l'année même de la mort de son auteur, Louis Braille ; mais beaucoup la trouvant trop lente à écrire et ses livres trop volumineux, y avaient adapté un système d'abréviations emprunté à la sonographie de Charles Barbier. Ce système, si simple qu'il fût, nous empêchait de connaître suffisamment l'orthographe pour passer des examens et correspondre correctement avec les clairvoyants qui voulaient bien s'initier à l'écriture ponctuée, le Braille, comme on commençait à l'appeler.

La Sizeranne chercha à éviter cet écueil, ce dont personnellement je lui suis très reconnaissant. A l'école de de Saint-Médard-les-Soissons, les Frères de Saint-Gabriel avaient imaginé pour leurs élèves, quelques années auparavant, un système d'abréviations basé sur l'orthographe. Ce système ne répondait pas à tous les cas, c'était une ébauche. La Sizeranne, qui en avait eu connaissance par un condisciple, reprit l'idée, et en 1882 nous dota de l'abrégé orthographique maintenant généralisé dans tous les pays de langue française. Ce système n'est assurément pas parfait, notre alphabet de quarante lettres offrant un

sérieux obstacle à un abrégé complètement rationnel ; mais tel qu'il est, il a rendu et rend de si grands services qu'il serait impossible de le supprimer. Depuis 1882, et grâce à la vulgarisation de cet abrégé, environ cent vingt diplômes ont été obtenus en France par les aveugles ; la correspondance en a été grandement facilitée et la dactylographie rendue accessible.

Chose curieuse, l'école d'Arras, où l'auteur avait été élevé, fut l'une des dernières à adopter son système ; nul n'est prophète en son école.

La combinaison d'une écriture abrégée orthographique fut le premier pas ; le second fut la fondation du *Louis Braille*. Depuis quelques années les aveugles sentaient le besoin d'un journal à leur usage leur servant de lien, d'autant plus, comme ils le savaient, qu'en Italie Dante Barbi Adriani avait fondé en 1878 *Il mentore dei ciechi* et qu'en Angleterre le D^r Armitage publiait en Braille le *Progress* depuis 1881.

Quand la Sizeranne parla de créer un journal à notre usage, les encouragements et les concours ne lui manquèrent pas. Ce fut le 4 janvier 1883 que parut le premier numéro du périodique qui reçut le nom de *Louis Braille* ; cette date du 4 janvier était celle de la naissance de notre bienfaiteur. Ce premier périodique fut dès 1884 suivi d'un second, la *Revue Braille*.

Le *Louis Braille* nous renseigne depuis trente-deux ans sur les questions qui nous intéressent particulièrement ; la *Revue Braille* met à notre portée des connaissances générales que nul ne doit ignorer.

Les journaux issus d'initiatives diverses, comme *Les Trois Mondes* de Boyadisse, la *Revue typhlo-pédagogique* de Sternheim, la *Tribune des aveugles* d'Ernest Vaughan,

agirent par contre-coup sur le *Louis Braille*, la concurrence étant le plus puissant ferment du progrès. De mensuel à l'origine, le *Louis Braille* est devenu bimensuel et la *Revue Braille* hebdomadaire.

Pour augmenter la somme de lecture, l'abrégé orthographique fut utilisé pour la *Revue Braille* dès son origine et en 1890 on l'imprima en interpoints : c'était la première application régulière de ce curieux procédé dû à Victor Ballu, maître de piano de Maurice de la Sizeranne. Deux suppléments, l'un pédagogique, l'autre professionnel, ont été ajoutés récemment au *Louis Braille* pour répondre à des besoins spéciaux.

Avec la presse Braille se développa la littérature des aveugles. Le *Louis Braille* était le second outil intellectuel que la Sizeranne mettait entre nos mains. Le troisième fut la bibliothèque circulante de livres à notre usage qu'il créa à l'instar de la bibliothèque de Londres, mais avec une organisation plus philanthropique.

Fondée en 1886, la Bibliothèque Braille commença vers 1891 à rendre des services appréciables ; son développement depuis lors a été rapide et ininterrompu comme livres copiés et prêtés, comme lecteurs et comme copistes généreux qui usent de leurs yeux pour donner des distractions intellectuelles à des milliers de déshérités.

La section musicale, jointe à la Bibliothèque Braille, fut plus lente à s'organiser méthodiquement, mais depuis quelques années elle a reçu une vigoureuse impulsion : une sérieuse surveillance a été exercée sur les manuscrits si difficiles à transcrire correctement, tant l'écriture musicale est compliquée. Cette annexe, très bien dirigée, aide puissamment à notre développement artistique.

Nous avons besoin non seulement de livres temporairement mis à notre disposition, mais aussi de ceux qui restent sur notre table ou sur notre piano, afin de pouvoir être consultés à la première nécessité. C'est pour répondre à ce besoin urgent que Maurice de la Sizeranne a démocratisé l'imprimerie ; maintenant nous pouvons ainsi acquérir des ouvrages à un prix minime inespéré, tant pour la littérature que pour la musique et pour les manuels.

Par le *Louis Braille* le lien entre aveugles était créé. Restait à unir dans un état d'âme analogue les éducateurs qui préparent l'avenir. Un journal en noir, le *Valentin Haüy*, fut l'organe de cette entente. Fondé dès 1883 et paraissant mensuellement, ce périodique minuscule essaie de maintenir en un faisceau ces éducateurs qui jadis s'ignoraient les uns les autres et qui se montraient souvent très ombrageux. La collection du *Valentin Haüy*, après trente-deux ans, est une riche mine où l'on peut puiser intarissablement des renseignements spéciaux. Les aveugles y ont beaucoup collaboré, y apportant leur expérience, y étalant leurs besoins, qu'ils connaissent mieux que quiconque, y exprimant leurs désirs d'améliorations nécessaires. C'est sans doute à cette collaboration des aveugles que le *Valentin Haüy* doit toute sa valeur typhlophilique.

Pour conserver les enseignements de Guillié, de Pignier, de Dufau, de Guadet, de tous les prédécesseurs qui ont contribué à constituer notre littérature pédagogique ou philosophique, Maurice de la Sizeranne réunit, dès le début de son apostolat, les livres de ceux qui dans leurs écrits se sont occupés des aveugles. Cette collection forme la Bibliothèque Valentin Haüy, riche en

documents ignorés du public. Chacun y peut aller faire les recherches utiles pour un travail littéraire ou une étude d'ensemble. Les aveugles y rencontrent des lecteurs pour consulter des livres non transcrits en Braille.

En plus des aveugles et de leurs éducateurs, il fallait gagner l'utile, l'indispensable sympathie du public, et la Sizeranne ne négligea rien pour y arriver. Nulle intelligence, nulle volonté, nulle persévérance (et la Sizeranne avait tout cela) n'eût suffi à elle seule pour mener à bonne fin cette œuvre complexe. Il fallait non seulement l'aide des aveugles expérimentés, mais aussi le concours des clairvoyants, leur collaboration financière et leur influence sociale.

Comment attirer la bienveillance des éducateurs ? Comment obtenir le concours des aveugles expérimentés ? Comment éveiller la sympathie des clairvoyants ? Voilà où la Sizeranne fit preuve d'une diplomatie supérieure, aidé d'ailleurs par la situation sociale de sa famille.

Pour entraîner dans son orbite les éducateurs, pour initier les aveugles à son but, pour attirer la sympathie des gens du monde, il organisa, en même temps qu'il fondait le *Louis Braille* et le *Valentin Haüy*, une conférence mensuelle dans son domicile privé du boulevard des Invalides transféré plus tard avenue de Villars. Un jeudi par mois se réunirent ainsi pendant une quinzaine d'années les aveugles qui s'étaient créé une situation indépendante par leur travail ou qui rendaient des services aux autres aveugles, comme le facteur de pianos Oury, Victor Ballu, l'inventeur de nombreux procédés utiles, le commandant Barazer, qui s'occupa beaucoup des personnes devenues aveugles sur le tard ; des hom-

mes et des femmes à la typhlophilie latente qui voyaient là des exemples vivants ; puis des directeurs d'école de passage à Paris, des novateurs ingénieux, des étrangers de pays divers, comme Dante Barbi Adriani de Florence, le D^r Skrebitzki de Pétrograd, le D^r Armitage de Londres, qui avait parcouru l'Europe et introduit le Braille en Angleterre. Là le contact s'établissait entre aveugles de provenances différentes, entre aveugles et clairvoyants, entre professeurs et directeurs. Qu'elles étaient charmantes, ces causeries sur tous les sujets qui nous intéressent : pédagogie, outillage spécial, littérature, art et quelquefois utopies aussi ! Mecker, le directeur de l'école de Düren, qui en général n'était pas tendre pour les Français, nous envoyait cette conférence, sorte de congrès permanent qui avait moins de solennité que les congrès officiels.

La Sizeranne eut l'heureuse idée de donner à cette conférence, de même qu'à la bibliothèque de livres en noir et au journal publié pour les éducateurs le nom de Valentin Haüy, pour rendre hommage à notre premier initiateur, groupant ainsi sous le même vocable toutes les œuvres où collaboraient aveugles et clairvoyants. Tout ce qui concernait exclusivement les aveugles, comme journaux et bibliothèque de livres ponctués, était consacré à Braille le grand aveugle.

En plus de cette conférence mensuelle du jeudi, Maurice de la Sizeranne, avec son frère Robert, avait un jour hebdomadaire ; c'était une réunion analogue à la conférence Valentin Haüy, mais moins largement ouverte et où le contact semblait plus familial. Chaque lundi soir venaient avec irrégularité des amis personnels des deux frères, des amis anciens maîtres de Maurice, des écri-

vains. Il me souvient d'avoir écouté, dans ces réunions intimes, l'historien Lenôtre qui, par nous, tâtait le pouls du public pour ses récits vivants et vibrants de l'époque révolutionnaire ; les philosophes Dunan et Philippe cherchant près de nous des déductions psychologiques et le journaliste Descaves, qui préparait alors les *Emmurés*, et nous lisait des pièces de Maeterlinck, *Les aveugles* entre autres, pour saisir sur le vif nos impressions contradictoires. C'étaient aussi de longues causeries avec le poète Fourmont, les romanciers Barracan et Rosny ; c'étaient des auditions des œuvres du musicien Vincent d'Indy. A la suite de ces lundis, les journalistes pouvaient parler de ce qu'ils avaient vu et entendu. Mais leurs articles étant disséminés, la Sizeranne sentait que l'initiation du public devait se faire plus méthodiquement. Il assumait la tâche de vulgarisateur, publia des articles, fit des conférences, — bien qu'il ait la voix fragile, — écrivit des livres.

De 1885 à 1910 il a dicté une dizaine de volumes qui peuvent se diviser en deux catégories : ceux qui s'adressent aux éducateurs, ceux qui éclairent le grand public, c'est-à-dire des ouvrages techniques et des ouvrages de vulgarisation proprement dite.

Au premier groupe appartiennent : *Guadet et les aveugles*, — *Mes notes sur les aveugles*, — *La question des aveugles en 1910*, — *Trente ans d'études et de propagande*.

Dans *Guadet et les aveugles* il étudie l'œuvre d'un typhlophile jadis très connu qui dirigea pendant plusieurs années l'*Instituteur des aveugles*.

Dans *Trente ans d'études et de propagande* il réunit un certain nombre d'articles qu'il avait donnés à diffé-

rents journaux, et cette collection offre un intérêt considérable.

L'auteur, dans ses ouvrages techniques, s'adressant à des éducateurs, parle en spécialiste à des spécialistes de choses qu'il sait très bien. Tous ceux qui ont la charge de l'éducation ou de la direction des aveugles de tout âge auront toujours profit à les lire.

Au deuxième groupe appartiennent : *Des aveugles, par un aveugle*, — *Les aveugles utiles*, — *La psychologie de la femme aveugle et la communauté des sœurs aveugles de Saint-Paul*, — *Impressions et souvenirs*.

Dans ses ouvrages de vulgarisation il a tenté de faire à notre sujet l'éducation du public. Son livre *Des aveugles, par un aveugle*, par exemple, qui a été très lu, cherche à établir une moyenne de nos facultés et de nos aptitudes. Dans *Impressions et souvenirs* on prend plaisir à écouter un opéra de Wagner à Bayreuth. La *Psychologie de la femme aveugle* nous fait méditer avec lui, recueillis, dans une petite chapelle qu'il préfère aux grandes églises parce qu'il s'y sent plus à l'aise. Ailleurs on entend à travers ses sensations les pétilllements de l'âtre et les bruits de sa propre maison.

« Il y a ensuite, écrit-il, la voix de la maison formée des bruits familiers résultant, pour ainsi dire, de sa vie intérieure. Le bruit des portes, des fenêtres, est souvent très varié. C'est la sonorité spéciale des pas, ici ou là, la résonance plus ou moins grande de telle pièce, de tel escalier, de tel corridor, puis les bruits venant du dehors qu'on perçoit dans telle ou telle chambre, à telle saison, à telle heure ; c'est la cloche, l'horloge de l'église, les pendules des maisons voisines, qu'on entend l'été par les fenêtres ouvertes, et dont les timbres sont variés. C'est

le rabot du menuisier ; à côté, l'enclume du forgeron d'en face ; c'est le sourd roulement du train qui arrive jusqu'ici ; ce sont les grelots de la diligence qui s'obstine à passer à telle heure et qui stationne au bout de la rue, ses chevaux piaffant aux mouches de l'après-midi. Ce sont les cris des gamins des environs qui, depuis trente ans, de génération en génération, viennent jouer devant cette porte, sur ce diminutif de place, toujours avec les mêmes cris, et sans doute au même jeu. Enfants qui jouent, grandes personnes qui les regardent se sont renouvelés bien des fois, mais le spectacle n'a pas changé ; celui qui revient, clairvoyant ou aveugle, qu'il regarde ou écoute, se retrouve comme au jour de son enfance où les jeux de ces gamins lui faisaient envie, probablement parce qu'il ne lui était pas permis de prendre ainsi ses ébats en ce lieu quasi public.

» On entend le grincement d'une pompe, le bruit de la fontaine de la rue ; de l'autre côté, ce sont les appels d'hirondelles qui vont et viennent et font leur nid toujours sous cette même corniche de notre vieille maison de famille, plus exactes, plus assidues que nous au séjour annuel, au foyer paternel. Chères petites hirondelles, vous auriez tort de croire que pour l'aveugle vous êtes comme si vous n'étiez pas.... Il ne peut vous voir, c'est vrai, mais en allant et venant, vous criez, vous parlez, vous faites avec vos ailes un bruit très doux, très harmonieux : il vous entend, il vous aime. »

Pour deux de ses livres il obtint des préfaces d'auteurs connus, ce qui augmenta leur retentissement ; le comte d'Haussonville préfaça *Des aveugles, par un aveugle*, le poète Coppée *Impressions et souvenirs*.

Les médailles qu'il reçut ne se comptent pas.

Grâce à ces livres et à plusieurs ouvrages publiés simultanément par d'autres aveugles, la mentalité des clairvoyants s'est modifiée à notre égard ; les articles de journaux, les romans et les drames continrent plus de réalité et beaucoup moins d'à-peu-près.

Pour se mettre directement en relation avec un plus grand nombre de typhlophiles étrangers, il assista à quatre grands congrès, sans compter ceux de Paris en 1889 et 1900, dont il fut secrétaire général. En 1885, il était au congrès d'Amsterdam, ne perdant aucune occasion de prendre des notes grâce à sa tablette qui ne le quitte pas. En 1888, il était à Cologne, où il a participé à l'unification de la musicographie Braille. En 1890, il était à Norwood, où l'on a sérieusement discuté les questions de patronage. Enfin, en 1891, il était à Kiel et il en profita pour visiter la grande école de Copenhague. C'est de ce voyage qu'il a rapporté ses impressions de Bayreuth.

Peu à peu, il entra dans nombre de sociétés philanthropiques pour en saisir le mécanisme et pour étudier leurs procédés, afin d'en faire bénéficier ceux auxquels il a voué sa vie, en même temps que pour étendre son champ d'action en y intéressant les philanthropes expérimentés.

Ce long travail préalable accompli, de sérieux auxiliaires attachés à ses différentes œuvres, le public intéressé aux aveugles, il songea à unir en un faisceau le *Louis Braille*, la *Revue Braille*, le *Valentin Haüy*, la Bibliothèque Valentin Haüy, la Bibliothèque Braille et aussi le Musée Valentin Haüy, qui était autonome depuis sa fondation en 1886.

Un soir, dans les derniers jours de 1888, la Sizeranne

réunit avenue de Villars les habitués de la conférence Valentin Haüy et le commandant Barazer proposa de grouper les œuvres déjà créées en une association globale ; telle fut l'origine de l'Association Valentin Haüy dont on ne parla même pas au congrès de 1889.

La première grande assemblée générale fut tenue, en 1890, en présence de M^{me} Sadi Carnot.

Depuis lors, l'œuvre personnelle de la Sizeranne et l'œuvre de l'Association Valentin Haüy se confondent. Bien que l'Association ait eu depuis vingt-six ans des présidents très distingués, comme Jules Simon, François Coppée et M. Noblemaire, directeur honoraire de la Compagnie Paris-Lyon-Méditerranée, le fondateur de l'œuvre, avec le titre de secrétaire général, maintient l'unité, donne l'impulsion, attire les concours d'autant plus nombreux que les services se multiplient davantage. C'est certainement à lui, malgré l'activité de son conseil d'administration, que l'association doit les améliorations apportées et la création de nouveaux rouages : celle d'un atelier de sacs et de cornets pour les aveugles sans profession, d'un atelier de reliure pour les livres Braille d'année en année plus nombreux, d'un bureau de copie débordant de besoin, d'une section professionnelle pour les adultes et surtout pour les mutilés de la guerre, d'un magasin de vente des produits fabriqués soit à domicile soit par groupements, d'un atelier de tablettes Braille, d'un bureau de vente de l'outillage utile à tous les aveugles, d'un cabinet de consultations, d'une section de visites à domicile, d'un cours de massage, d'un vestiaire, d'un garde-meubles, d'une caisse des loyers, de l'école de Chilly-Mazarin pour filles aveugles arriérées, enfin de nombreuses commissions de patronage dont le

rôle est considérable et de commissions techniques pour les améliorations nécessaires, aux séances desquelles assiste ordinairement le secrétaire général.

Fondée avenue de Villars, où bientôt elle fut à l'étroit, l'Association dut transporter son siège dès 1895 dans une maison indépendante située avenue de Breteuil. En visitant préalablement cette maison, je la croyais plus que suffisante pour tous les besoins, mais les nouveaux services se multiplièrent avec tant de rapidité que ce local, qui avait paru d'abord trop vaste, devint vite insuffisant à son tour et qu'il fallut y ajouter des annexes. Enfin le conseil d'administration décida l'achat d'un terrain d'environ neuf cents mètres à l'angle de la rue Duroc et de la rue Bertrand. La construction d'un immeuble y fut en même temps décidée. Le secrétaire général contribua largement à établir le plan de cet édifice situé non loin de l'Institution nationale, où l'Association a toujours puisé de précieux concours parmi les professeurs de cette vieille école. Il fut ouvert en 1907.

On a justement appelé cette maison « la Maison des Aveugles, » car les aveugles y sont chez eux, quelle que soit leur provenance et leur profession ; ils y sont chez eux, soit qu'ils assistent au conseil d'administration dont ils forment la moitié ou aux commissions techniques qu'ils composent presque entièrement, soit qu'ils y viennent apprendre la broserie, la chaiserie ou le massage, qu'ils y travaillent le piano, l'accordage ou la dactylographie. Ils s'y approvisionnent encore de vêtements ou de meubles, y apportent des objets fabriqués à domicile ou y achètent des produits de leurs confrères, s'y fournissent de l'outillage nécessaire à leur développement ou prennent conseil au sujet de leurs métiers, reçoivent

des consultations juridiques ou médicales, empruntent des livres pour leur distraction ou leur perfectionnement, entendent des conférences ou des concerts donnés par quelques-uns de nos artistes, participent à l'exposition annuelle comme vendeurs, acheteurs ou travailleurs, se renseignent au musée Valentin Haüy, riche en objets de toute provenance, ou s'entretiennent avec le secrétaire général. Les aveugles, qui peuvent circuler partout dans cet édifice, s'y sentent plus particulièrement chez eux dans la salle de lecture au contact des employés aveugles de la Bibliothèque Braille. C'est le mercredi qu'il faut voir l'animation des couloirs et des salles ; aux ventes de charité cette animation s'accroît d'une foule de typhlophiles.

Mais déjà la « Maison des Aveugles » est devenue trop petite, car les sections se sont multipliées à tel point que l'Association atteint à la complexité d'un ministère. Qui veut connaître ses étapes successives doit lire les rapports annuels dont quatre furent rédigés et lus avec les doigts par des aveugles dans les assemblées générales.

Pour le maintien de la cohésion de tous ces rouages, la santé et surtout la longévité de celui qui les a créés sont nécessaires, car l'essor de l'œuvre a été si rapide qu'il serait difficile pour un autre d'en supporter l'immense poids.

En Maurice de la Sizeranne, l'homme disparaît devant l'œuvre ; c'est pourquoi sa biographie sera toujours plutôt l'histoire de sa création que la sienne propre. Cependant chacun aime à connaître au moins un peu toute personnalité dont le nom est souvent cité.

La Sizeranne est de taille moyenne ; il a la voix bien

timbrée; il est d'allure vive et d'une grande adresse de mains et de direction; sa conversation a de l'humour. Il est matinal et très sobre; il travaille beaucoup et prend inlassablement des notes. Son catholicisme est aussi ferme qu'éclairé. Il est wagnérien en musique et ses lectures ne sont jamais futiles. Il ne voyage guère que pour les besoins de son œuvre. Toute concurrence est un stimulant qui le pousse invariablement au progrès. Parfois les dons faits pour l'Association l'ont mené au delà de ses projets primitifs et il s'est toujours adapté aux nécessités nouvelles.

La Sizeranne a rencontré sur sa route, certes, des critiques et des rivalités, il a suscité des jalousies; mais aujourd'hui il a triomphé de tous les obstacles et les aveugles français sont heureux qu'il ait senti sa vocation, ils sont heureux de sa victoire sur les difficultés qu'il aborda une à une avec la résolution d'un général, avec la souplesse d'un diplomate, avec la foi d'un apôtre, avec l'ardeur d'un missionnaire.

EDGAR GUILBEAU,

ancien professeur aveugle à l'Institution nationale.



Les grands écrivains de la Suisse allemande
au XIX^e siècle.

IV. CONRAD-FERDINAND MEYER

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE ¹

Conrad-Ferdinand Meyer est, avant tout, le maître de la nouvelle. C'est un Mérimée allemand.

L'imagination n'est pas sa qualité maîtresse. Toutes ses fictions poussèrent sur le sol de l'histoire. Il évoqua plus qu'il n'inventa. Il s'inspira même de modèles, qu'il refit sans les imiter. Nul doute qu'il existe d'étroites analogies entre l'*Amulette* et la *Chronique du règne de Charles IX*, de Prosper Mérimée ; les ouvrages de Burckhardt et de Villari ont été consultés de fort près pour tous les récits qui se passent à l'époque de la Renaissance italienne, *Angèle Borgia*, *Plaute dans un couvent de nonnes*, *La nocé du moine*, et Meyer ne s'en est pas caché. « Je dois beaucoup à Jacob Burckhardt, » dirait-il dans l'une de ses lettres ; le sujet du *Saint* est tiré de l'*Histoire de la conquête d'Angleterre*, par Augustin Thierry ; et notre conteur a puisé dans Saint-Simon, dans les chroniques suisses, dans Machiavel, que sais-je encore ? Mais il est demeuré lui-même, et sa puissance

¹ Pour la première partie, voir la livraison de mars.

de réalisation artistique, et l'acuité de sa vision personnelle ne sont pas moindres que s'il avait tout extrait de son propre fonds. Il ne copie jamais; il recrée. Nous allons nous en apercevoir, dès l'*Amulette*, qui est le premier en date de ses récits.

Un gentilhomme protestant, Schadau, de Berne, se rend à Paris, en 1572, pour s'enrôler dans l'armée de Coligny. Il rencontre, au cours de son voyage, le jeune Fribourgeois Boccard, qui est de noble famille, très catholique, et qui sert dans la garde suisse de Charles IX. Ils sont à peu près du même âge, ils ont la même patrie, ils éprouvent de la sympathie l'un pour l'autre. Malgré tout ce qui peut les séparer, ils sont amis lorsqu'ils arrivent aux portes de la capitale.

Schadau se fiance à la nièce de Coligny, se bat avec le comte de Guiche qui a insulté la belle Gasparde, et, comme il est un duelliste inexpérimenté aux prises avec un spadassin, c'en serait fait de sa vie s'il n'était sauvé par le plus merveilleux des hasards: l'épée de son adversaire se brise contre une amulette que Boccard avait glissée dans le pourpoint de son compagnon de route bernois, à l'insu de ce dernier. Ce n'est pas tout. Pendant la nuit de la Saint-Barthélemy, Schadau est attiré au Louvre par Boccard, qui s'est juré de l'arracher à la mort. Mais Boccard lui-même périt et son compatriote, après avoir délivré Gasparde tombée aux mains des papistes, réussit à gagner avec elle la frontière suisse.

N'est-ce pas l'aventure de Bernard de Mergy, dans la *Chronique du règne de Charles IX*? L'amulette y joue un rôle identique; seulement Mergy la tient, ce qui est plus romanesque et non moins plausible, de la dame de ses pensées, la séduisante comtesse de Turgis. Les similitudes sont nombreuses et profondes entre l'œuvre de

Meyer et celle de Mérimée. Elles se manifestent jusque dans le détail, et, par exemple, la description du cabinet de travail de Charles IX ou l'épisode de « la femme accrochée à une des poutres du pont » nous montrent que la mémoire de Meyer est presque trop fidèle.

Toutefois, les ressemblances ne sont que de l'ordre extérieur ou matériel. On s'est servi de canevas pareils, et puis chacun a brodé à sa façon. Mérimée est comme indifférent aux péripéties de son drame. Il ne se prononce pas entre les partis contraires; il se contente de narrer et de peindre. En outre, Bernard, M^{me} de Turgis, tous, sauf le renégat Georges de Mergy, ne sont que vaguement individualisés. Il y a là du mouvement, de la couleur, de la vie, mais c'est de la vie générale qui emprunte fort peu au tempérament, aux mœurs, aux passions des personnages mis en scène. Meyer procède tout autrement. Il est plus curieux des âmes et des idées que des faits. Son *Amulette* a gardé les traces de la crise religieuse dont il a longtemps souffert, et il n'oublie pas qu'il est un fils de la Réforme. C'est le dedans de ses héros et de ses comparses qui l'intéresse bien plus que le dehors de l'action. Il n'est ni un écho, ni un reflet. Il retravaille librement un thème sur lequel il met son empreinte. Moins agile, moins brillant que Mérimée, il est plus concis encore, plus émouvant et plus vrai. Et son cœur, autant que son esprit, guide sa main.

Jürg Jenatsch a toute la complexité et l'ampleur d'un roman. Il avait paru, en 1874, dans une revue allemande. Meyer le remania sans hâte. Le succès fut décisif, quoiqu'il y eût quelque incertitude dans la conduite du récit et que le dénouement ne laissât point d'être par trop mélodramatique. « Ce sera un gros volume de près de quatre cents pages, écrivait Conrad-Ferdinand

Meyer à Félix Bovet. Je vous l'enverrai, bien que je me demande si vous le lirez d'un bout à l'autre et s'il peut vous plaire. Ce n'est ni de l'histoire, ni de la biographie, ni même un roman psychologique; c'est une espèce de fresque assez grossièrement dessinée et faite pour être vue à distance. Après avoir lu à peu près tout ce qui a été écrit sur ce sujet, j'ai mis tout cela de côté et j'ai laissé le champ libre, très libre, à mon imagination, — de manière que telle page de ma nouvelle me fait l'effet, maintenant, d'être tracée par une main autre que la mienne. Quant aux traits historiques, j'en ai disposé très cavalièrement, je n'ai gardé que les caractères, — encore ne sais-je pas si vous ne trouverez pas mon duc de Rohan, dont vous devez bien connaître les traits véritables, de la tapisserie. » Fausse modestie d'auteur! *Jürg Jenatsch* est moins une fresque, en somme, que la tragédie de caractères emportés par leur destin.

Il n'est pas, dans les annales suisses, de période plus tumultueuse que celle des troubles rhétiens, ni de figure plus énigmatique et plus attirante que celle de Georges Jenatsch. Les intrigues de la diplomatie étrangère et les rivalités confessionnelles ont déchaîné la guerre civile. Parti espagnol et parti français, catholiques et protestants sont aux prises. Le pasteur Jenatsch, qui doit beaucoup à Pompée Planta dont il aime la fille, la belle et courageuse Lucrèce dont il est aimé, se jette dans la bataille, après le massacre général des réformés de la Valteline, en 1620. Il est fait pour la lutte et le commandement, plus que pour la chaire. Un groupe de patriotes, les « Bons-Cœurs », l'accepte pour chef. A la tête de quelques hommes, Jenatsch pénètre dans le château de Rietberg et tue de sa main Pompée Planta,

qui est l'âme de la faction dévouée à l'Espagne. Le drame est noué. La vengeance et l'amour se heurtent dans le cœur de Lucrèce Planta. Jenatsch lui-même pense toujours à celle qu'une horrible fatalité sépare de lui. Et les événements se précipitent, et les Impériaux sont chassés, et les Français, sous Henri de Rohan, apparaissent comme des libérateurs. Mais Richelieu compte bien garder la Valteline, pour prix de ses services; Rohan, qui est la loyauté même, et qui ne veut pas trahir les Grisons en exécutant les ordres venus de France, offre sa démission à Louis XIII, qui la refuse. Les notables des trois Liges chargent Jenatsch de s'entendre secrètement avec l'Autriche. Les Français, qu'il a bernés, sont contraints à évacuer Grisons et Valteline. Il périt, deux ans après, dans un bal, et Meyer le fait tomber sous les coups de Lucrèce, qui s'est armée de la hache même avec laquelle Georges Jenatsch avait frappé Pompée Planta.

Ce sanglant chapitre de l'histoire des Grisons est si tumultueusement confus, que l'attention se perd à force d'être sollicitée de toutes parts. Et l'on n'admet point sans quelque répugnance, que Lucrèce Planta n'ait pas que de la haine contre l'assassin de son père; or, elle ne peut le haïr, et c'est à peine consciente qu'elle est mêlée au complot dont Jenatsch sera la victime. Mais, quelles que soient les réserves et les critiques dont on est bien obligé de tempérer ses éloges à propos de l'œuvre la plus populaire de Conrad-Ferdinand Meyer (la centième édition est dépassée), la « fresque », puisque fresque il y a, est brossée avec une rare maîtrise, et les portraits de Jenatsch, de Lucrèce, du duc de Rohan, de Wertmüller, de Lanier, — celui de Rohan surtout, — sont peints avec un art inimitable. Et le féerique décor de

la nature alpestre ajoute au poignant intérêt du roman, bien que le héros en soit, au fond, un assez triste sire : « Pour Jenatsch, a reconnu Meyer, j'ai la certitude que ce n'était qu'un coquin et j'en ai fait un personnage. » Un « coquin ? » Le mot est dur. Il est juste, et il l'est d'autant plus que la noble figure de Rohan ne permet presque pas d'invoquer en faveur de Jenatsch la circonstance atténuante de l'universelle corruption ou de la commune barbarie du siècle.

C'est dans les Grisons aussi que Conrad-Ferdinand Meyer a placé le théâtre de la *Richterin*, la plus pathétique et la plus noire de ses nouvelles. Nul autre, avant lui, n'avait si nettement indiqué l'intime parenté qui existe entre le paysage et les êtres de l'alpe. Le monde de là-haut est plus grand que l'autre, dans le bien comme dans le mal. Il a ses sommets et ses abîmes moraux, ses splendides journées et les furieuses tempêtes de ses nuits.

Pour donner une idée complète de l'art du conteur, il n'est rien de plus simple, ni, sans doute, de plus sûr, que de détacher une page ou deux de l'un des meilleurs récits de Meyer. Le choix est embarrassant, mais du moins ne court-on pas le risque de desservir l'auteur en ouvrant l'un de ses volumes plutôt que l'autre : le talent ne faiblit jamais. Si je ne me trompe, l'une des scènes les plus impressionnantes de toute la littérature allemande d'imagination est celle où, dans le *Page de Gustave-Adolphe*, Meyer a mis en présence Wallenstein et le roi de Suède. Nous sommes à la veille de la bataille de Lützen, qui va coûter la vie à Gustave-Adolphe ; et la mort prochaine du duc de Friedland est écrite au livre du destin.

C'est le soir. Un capitaine de l'armée impériale, muni

d'un sauf-conduit, arrive dans le camp suédois et sollicite une entrevue avec Gustave-Adolphe. Il est introduit par le page Leubelfing, de Nüremberg, qu'il considère avec une surprise mal dissimulée et qu'il soumet à un inexplicable interrogatoire. Le mystérieux visiteur a l'air d'un chef et le roi le reconnaît aussitôt.

« — Vous ici, duc ? dit le roi d'une voix hésitante. Il n'avait jamais vu son puissant adversaire ; on trouvait, en revanche, des portraits de l'illustre général un peu partout et Wallenstein avait une de ces physionomies qu'on ne pouvait confondre avec aucune autre. Le duc s'inclina sans répondre. Le roi poursuit, courtois et grave :

» — Je salue Votre Altesse et suis à son service. Que voulez-vous de moi, duc ?

» Gustave-Adolphe congédie son page qui, sourdement inquiet, se glisse dans une cachette d'où il pourra surveiller l'entretien.

» Assis en face l'un de l'autre, ils se turent un moment. Ils s'examinaient sans avoir l'air de se regarder. La partie d'échecs qui allait décider du sort de l'Allemagne était engagée et ne pouvait plus être remise ; ne savaient-ils pas l'un et l'autre que toutes négociations étaient inutiles avant la bataille dont dépendrait l'avenir ? Le duc comprit que sa démarche devait paraître bien insolite. Il dit :

» — Sire, je suis ici pour une affaire qui vous est personnelle.

» Gustave-Adolphe sourit avec une froide politesse. Wallenstein ajouta :

» — J'ai l'habitude de lire au lit, pendant mes heures d'insomnie. Je parcourus, hier ou ce matin, une histoire fort intéressante dans un volume de *Mémoires* écrits par un Français. Récit véridique, d'ailleurs, avec le texte même de la déposition judiciaire faite par l'amiral, j'entends l'amiral Coligny, un homme dont j'admire le génie militaire. Avec l'assentiment de

Votre Majesté, je me permettrai de résumer la chose. Un jour, l'amiral vit entrer chez lui un de ses partisans, un certain Poltrot, je crois. Cet individu, qui semblait à moitié fou, se jeta dans un fauteuil et commença un monologue au cours duquel il annonça l'intention d'assassiner François de Guise, le plus dangereux rival de Coligny. Encore une fois, c'étaient là paroles d'insensé et l'amiral était libre de les ignorer.... Un épisode peu banal en vérité, et que je ne craindrais pas de recommander à quelque dramaturge.... Coligny se tut, car il tenait les menaces de ce Poltrot pour de la déraison ou de la vantardise, et François de Guise tomba, percé d'une balle....

» — La conduite de l'amiral fut blâmable, interrompit le roi. Ce n'était ni humain, ni chrétien.

» — Ni chevaleresque, déclara le duc d'un ton glacial.

» — Et maintenant, Altesse, parlons affaires ! reprit le roi.

» — Je dois dire à Votre Majesté qu'il m'est arrivé quelque chose d'analogue aujourd'hui. Seulement, celui qui s'offrait pour accomplir le crime avait déployé une imagination plus singulière encore. L'un des vôtres souhaitait de me parler, et, comme j'étais occupé, je le fis introduire dans la chambre voisine de la mienne. Lorsque j'entrai, je constatai que le sommeil l'avait gagné, — la chaleur était accablante, — et qu'il rêvait tout haut. Ce n'étaient que des mots sans suite, mais on pouvait rétablir le fil de la pensée. Et voici. Votre Majesté aurait mortellement offensé cet homme, qui était résolu et irrésistiblement poussé à tuer le roi de Suède. On le paierait ce qu'on voudrait, pourvu que le prix fût raisonnable. Et il lui serait facile d'exécuter son dessein puisqu'il vivait dans l'entourage de Sa Majesté. Je réveillai le dormeur, en lui demandant simplement pourquoi il avait désiré me voir. Il me répondit qu'il avait grand intérêt à savoir si l'un de mes soldats, disparu depuis des années, existait encore. Question d'héritage. Je le renseignai, puis je le congédiai. Je ne m'enquis pas même de son nom ; il m'aurait menti. Mais il eût été parfaitement injuste de l'arrêter pour quelques mots échappés en rêve....

» — Assurément !

» — Votre Majesté est avertie ! fit le duc en appuyant sur toutes les syllabes.

» Gustave-Adolphe réfléchit. Mais il dit presque aussitôt :

» — Je ne perdrai pas mon temps, ni ne me torturerai l'esprit pour une affaire aussi incertaine. Je suis dans la main de Dieu. Votre Altesse n'a-t-elle pas d'autres indices, ni d'autres témoins ? »

Wallenstein raconta que l'homme du rêve portait un loup vénitien qui empêchait de distinguer ses traits. Mais l'étrange personnage avait oublié un gant, que le duc de Friedland jeta négligemment sur la table : la taille et la voix de l'inconnu étaient toutes pareilles à la taille et à la voix du page de Gustave-Adolphe.

« Le roi éclata de rire.

» — Mon Leubelsing ! Je m'endormirais, sans l'ombre d'une crainte, la tête sur son épaule.

» — Moi non plus, je ne le soupçonnerais pas. Il a le regard si franc, le visage si honnête ! C'est tout à fait le visage ouvert et hardi de nos jeunes filles de Bohême. Et pourtant, sire, il n'est pas d'être humain en qui j'aie une confiance illimitée. Un visage peut tromper, et, si vous m'en croyez, je n'aimerais pas avoir près de moi un page, fût-il mon favori, dont la voix ressemblerait si fort à celle de mon ennemi et dont la main — j'ai fait mes petites comparaisons — est celle même d'un individu qui est prêt à m'assassiner. Je concède que tout cela est bien obscur. La fatalité s'en mêle, mais il n'en peut sortir que du mal.

» Le roi sourit. Peut-être pensa-t-il que le grand parvenu, précipité dans le monde du chimérique et de l'impossible après le pacte extraordinaire qu'il avait conclu avec l'Autriche, était accessible de plus en plus à toutes les formes de la superstition. Il rompit l'entretien, se leva et se contenta de remercier le duc. Néanmoins il ne put s'abstenir de prendre le gant que Wallen-

stein lui avait montré et il le fit si gauchement qu'un sourire involontaire plissa les lèvres du duc.

» — Je vois avec plaisir, dit le roi gaîment, en reconduisant son hôte, que Votre Altesse prend souci de ma vie.

» — Rien de plus naturel, riposta Wallenstein. Quoique nos armées se combattent, Votre Majesté et moi — il eut la délicatesse de ne pas dire « nous » — seraient-ils moins nécessaires ici-bas l'un que l'autre ? Comment les séparer l'un de l'autre ? continua-t-il en plaisantant. Que ce soit Votre Majesté ou que ce soit moi qui tombe de l'escarpolette de l'Europe, l'autre touchera le sol sans douceur.

» Le roi réfléchit de nouveau. Bien qu'il s'efforçât de repousser cette idée, il se dit qu'un présage céleste, quelque signe lu dans les astres avait appris au duc que l'heure de la mort approchait pour tous les deux. Malgré sa foi en Dieu, ce fut là comme une obsession. Le prince chrétien sentit que l'atmosphère de crédulité et de magie dans laquelle respirait Wallenstein commençait à l'envelopper, lui aussi. Il fit un pas de plus du côté de la porte.... »

Ceux qui ont lu le *Page de Gustave-Adolphe* savent que Leubelfing est une jeune fille et que tout le monde dans le camp suédois, le roi lui-même, la prend pour le fils d'un riche commerçant de Nuremberg ; or, par sa taille, par la finesse de sa main, Leubelfing ressemble au duc de Lauenbourg, que le vainqueur de Breitenfeld a dû châtier rudement et qui s'est juré d'en tirer vengeance. Le dormeur et le rêveur dont Wallenstein avait rapporté les menaces à Gustave-Adolphe était le sosie de Leubelfing, et c'est une balle de Lauenbourg qui, dans la bataille de Lützen, frappera au cœur le plus pur héros de la guerre de Trente ans. Le tendre et vaillant petit page mourra en cherchant à sauver son roi.

Sans artifice, par la seule force de l'analyse psychologique, par le seul mouvement de l'action, Meyer

va jusqu'au fond des choses et des âmes. On ne peut dire plus en moins de phrases ; on ne peut dire mieux avec une moindre préoccupation de l'effet. Cela est sobre, nerveux et puissant, et, sur tout cela, flotte une brume légère et lumineuse de poésie. Nous admirons Meyer, comme nous admirerions l'un des nôtres, pour toutes les qualités qui nous sont le plus chères et qui sont le plus dans le génie de notre langue. On conçoit que Carl Spitteler ait pu caractériser ainsi le romancier de *Jürg Jenatsch* : « Plus je lis ses nouvelles, plus ceci m'apparaît comme une incontestable vérité : c'est français ; ce n'est pas allemand, non, mais bien français jusque dans la syntaxe.... Tout son art, en particulier son sens remarquable de la forme, a des origines françaises. » Si, après 1870, Meyer a senti en lui comme un renouveau germanique de son individualité morale, il est demeuré fidèle à l'idéal littéraire de sa jeunesse. Ne s'est-il pas lui-même appelé, en 1890, à soixante-cinq ans bien sonnés, « un semblant d'auteur allemand ? » N'est-ce pas lui qui « adorait Racine, la simplicité et la pureté de sa ligne ? » Il est bien plus près de nous que Gottfried Keller ; ce Suisse a la clarté du soleil latin dans l'esprit.

En 1880, il avait adressé cette prière à son ami Félix Bovet, en lui faisant parvenir la nouvelle intitulée *Le saint*, qui ressuscite la si originale figure de Thomas Becket : « Vous me rendrez le plus reconnaissant des hommes en écrivant une ligne, mais signée de votre nom en toutes lettres, rien qu'une ligne, à propos du *Saint*, dans un journal ou une revue, n'importe laquelle. Maintenant, après la mort de Vulliemin, personne ne se soucie plus de moi dans la Suisse romande, et mon patriotisme en souffre. » Il n'aurait plus sujet d'exhaler

cette plainte aujourd'hui, puisqu'aussi bien nous nous intéressons de plus en plus à la littérature de la Suisse allemande. Mais il n'eut pas à se féliciter beaucoup de notre sympathie, — ni de nos traductions, dont le « vilain français » l'horripilait. Un de nos journaux, qui publia l'*Amulette* en feuilleton, ne faisait-il pas dire au héros de l'histoire : « J'étais timide vis-à-vis des femmes ? » Ce « vis-à-vis » exaspérait l'auteur.

Meyer a même, pour Eugène Rambert, un mot très vif que je me garderai de répéter, car le mot n'est pas plus juste qu'il n'est courtois. Que si les gens de lettres n'ont pas tous du talent, tous ont la plus haute opinion même des talents qu'ils n'ont pas. Et, bien que Meyer fût l'un des premiers conteurs de son temps, il était du *genus irritabile*. Car il est une règle à peu près sans exception : c'est que les écrivains acceptent toutes les louanges et s'impatientent de toutes les critiques. Eugène Rambert avait envoyé, en 1882, à la *Bibliothèque Universelle*, une assez longue étude sur les « romanciers zuricois. » Ayant prodigué l'éloge à Gottfried Keller, « dont chaque œuvre nouvelle est devenue un événement, » il n'avait eu, pour le *Plaute chez les nonnes* de Meyer, que des compliments un peu tièdes : « Zurich possède un autre romancier, Ferdinand Meyer, qui, depuis quelques années, a aussi percé en Allemagne. Deux de ses œuvres surtout ont attiré l'attention et gagné des suffrages : l'une, en prose, est un roman historique, *Georges Jenatsch*, l'autre, en vers, *Hütten*, un court poème. Ferdinand Meyer ne manque ni d'invention, ni de poésie, mais il est surtout artiste, et son beau talent reçoit un relief particulier d'un travail assidu soutenu par une haute culture. Son atelier est bien outillé, bien pourvu surtout de limes, grandes et petites. La plus

courte des poésies de Leopardi affirme que la lime s'est perdue ; on serait tenté de dire que Ferdinand Meyer l'a retrouvée. La *Deutsche Rundschau*, de Berlin, vient de donner de lui une petite nouvelle qui nous transporte en pleine Renaissance et qui a pour théâtre la Suisse allemande.... Le fond un peu fantaisiste du récit est racheté par la grâce de la forme, car Ferdinand Meyer est un écrivain qui s'entend à ciseler son style. » Et voilà ; et c'était tout !

« Homme de haute culture, » disait Rambert. Cette façon de juger un novelliste fit bondir Conrad-Ferdinand Meyer, qui protesta en ces termes, tout en nous renseignant sur la genèse de son charmant récit, *Plaute chez les nonnes*, où Pogge a le rôle principal : « J'ai bien ri de l'*Aululaire* (titre sous lequel parut d'abord *Plaute chez les nonnes*). Voici comment la chose s'est passée. J'écrivais la petite nouvelle dans la maisonnette d'un voisin, que j'avais louée pendant qu'on rebâtissait à fond la mienne — sans livres, qui étaient restés enfermés dans une chambre, si ce n'est le dictionnaire historique de ce brave Bouillet, que vous connaissez. J'y cherche l'article « Plaute », et j'y lis qu'une de ses comédies, où Molière était allé chercher son *Avare*, s'appelle l'*Aululaire*, dont je fais naturellement, n'ayant jamais lu ladite pièce, pas plus que les *Facétie* de Pogge : *Aulularius*. » Et Rambert le traite d'« homme de haute culture, » au lieu de montrer ce que valent ces pages d'un art consommé et d'une fantaisie ailée ! Après cela, Meyer se calomnie un peu, en parlant avec cet air détaché de sa science très réelle. Les plus rares facultés d'intuition n'expliqueraient pas l'étonnante aisance et la merveilleuse sûreté avec lesquelles il se meut dans le monde de la Renaissance et de la Réforme.

Nul ne sut comme lui vivre dans le passé, en revivant ce passé même. Il en épousait les idées, les passions, et jusqu'aux préjugés. Il en revoyait les lignes et la couleur. Il en habitait les villes, les châteaux et les couvents. Il était des fêtes qui se donnaient et des batailles qui se livraient. Il relisait les livres, il feuilletait les âmes de jadis. Il était le contemporain de Gustave-Adolphe et de Pescara, de Pogge et de Coligny. Outre le mérite d'une langue accomplie, n'est-ce point là ce qui prête à ses récits un attrait et leur assure une durée qui sont les marques du chef-d'œuvre ?

On peut se borner à citer les autres nouvelles de Conrad-Ferdinand Meyer : le *Coup de fusil parti de la chaire*, qui rappelle un bon ou, plutôt, un mauvais tour de ce vieux mécréant qu'était le général Wertmüller, les *Souffrances d'un enfant*, qui nous ramènent aux dernières années du règne de Louis XIV, les *Noces du moine*, la *Tentation de Pescara*, *Angela Borgia*, qui fut son chant du cygne et qui n'est pas le meilleur de ses ouvrages. La mélancolie qui pesa sur le soir de sa vie rendit du moins à Meyer le service de l'obliger au silence avant l'inévitable déclin du talent. Au surplus, il n'était pas de ceux qui écrivent pour écrire. Avec quelle indignation contenue ne se plaint-il pas d'un bibliographe qui lui reprochait, sans y mettre malice, d'« exploiter sa veine ! » Il se récrie : « On ne saurait s'exprimer avec moins de vérité, car je n'écris absolument que pour réaliser quelque idée, sans avoir aucun souci du public, et je me sers de la forme de la nouvelle historique purement et simplement pour y loger mes expériences et mes sentiments personnels, la préférant au *Zeitroman* parce qu'elle me masque mieux et qu'elle distance (*sic*) davantage le lec-

teur. » Il est un conteur et il conte, parce que le génie de conter est en lui. Il est « si peu homme de lettres ! » La fièvre de la gloire ne l'a pas touché plus que celle de la réclame. Il vit dans sa silencieuse retraite et il va son chemin solitaire. Quand l'ombre des jours s'allonge devant ses pas moins fermes, il s'interroge et il se répond en toute humilité :

O Suisse qui, toujours, me fus clémente et chère,
Qu'ai-je su te donner avant que de mourir ?
Qu'as-tu reçu de moi, qui ne doive périr ?
Peut-être un mot, peut-être un chant, — du moins, j'espère,
Une toute petite et tranquille lumière !

Si Meyer ne connut pas l'ardent, le généreux, l'exubérant helvétisme de Gottfried Keller, s'il paraît manquer, non point de sincérité, ni de profondeur, mais de vaillance et d'élan, s'il y a en lui du cosmopolite, de l'humaniste et de l'artiste qui préfère la paix de sa tour d'ivoire au bruit de la place publique, il n'en a pas moins été passionnément attaché à son pays. Ce discret, ce grave et ce noble citoyen du monde fut, par-dessus tout, et restera un grand écrivain suisse.

VIRGILE ROSSEL.

OCTAVE FEUILLET

ET « LE VILLAGE »

Lettres inédites.

TROISIÈME ET DERNIÈRE PARTIE ¹

La situation était donc délicate ; mais grâce au tact d'Octave Feuillet, à la loyale fermeté de son attitude, elle tourna en sa faveur. Peu après, *Le village* pouvait être présenté au comité de lecture de la Comédie-Française, et l'auteur se préoccupait par avance d'assurer à sa pièce l'interprétation qu'il lui souhaitait. M^{me} Allan, la créatrice des proverbes d'Alfred de Musset, Régnier, l'incomparable inventeur de tant de rôles à effets, devaient en être. Il fallait, pour parfaire le trio qui est, à lui seul, tout le personnel de l'aventure, pouvoir y adjoindre Samson, un artiste sûr de sa composition et de son jeu, qui avait auprès du public l'autorité la plus légitime. C'est à le gagner qu'Octave Feuillet s'emploie habilement dans la lettre ci-dessous, écrite de Saint-Lô, le 9 juillet 1854 :

« Monsieur, M^{me} Allan et M. Houssaye auront-ils bien voulu vous préparer à ma démarche ? Je le souhaite vivement, car, venant sans préface, je sens combien la liberté que je prends tou-

¹ Pour les deux premières parties, voir les livraisons de février et mars.

cherait de près à de l'indiscrétion. M^{me} Allan m'a témoigné le désir de jouer au Théâtre-Français un petit acte de moi intitulé *Le village*. Cette bluette n'a pas été écrite pour la scène, et elle n'y saurait réussir, je le crois, que grâce à un ensemble d'interprétation qu'il serait impossible de réaliser, si vous n'étiez là, monsieur, vous, M^{me} Allan et M. Régnier. Mais comment oser vous offrir ce petit rôle de vieux notaire provincial si évidemment hors de toute proportion avec votre talent? Monsieur, c'est une hardiesse que je n'ai pas. Je vous demande seulement de vouloir bien lire le *Village*, que je prie mon ami Michel Lévy de vous faire remettre : si ces deux ou trois scènes réussissaient à vous plaire, si vous pouviez y trouver, quoique dans un cadre bien étroit, quelques-unes des qualités qui font une œuvre d'art sérieuse, alors j'espérerais un peu votre concours, je l'avoue ; car je connais toute votre chaleur d'âme pour tout ce qui peut vous sembler digne, à un degré quelconque, de cette belle scène que vous honorez et de cet art charmant dont vous nous donnez sous plus d'une forme d'exquises leçons : j'espérerais donc un peu qu'aimant l'œuvre et la jugeant bonne, vous éprouveriez une sorte de tentation à demi paternelle de lui prêter, même dans un rôle peu digne de vous, l'appui de votre talent, et je pourrais dire la sanction de votre présence. J'ai eu quelquefois l'heureuse occasion, monsieur, de vous voir présenter de votre main au public quelqu'un de vos élèves dramatiques ; je vous voyais vous effacer derrière eux avec la noble modestie d'un maître et la chaleureuse fraternité d'un artiste. Voilà ce que je vous prierais de faire une fois de plus pour moi.

» Quel que soit le succès de ma démarche, monsieur, je me féliciterai toujours d'avoir trouvé l'occasion de vous exprimer les sentiments de vive admiration et de profonde estime que j'ai voués à vos talents et à votre caractère.

» P. S. J'apprends à l'instant, monsieur, que le comité de lecture a reçu le *Village* avec faveur. Ce résultat me cause d'autant plus de plaisir que j'ignorais que la lecture dût avoir lieu, et que j'ai la bonne nouvelle sans avoir eu l'inquiétude. Mais ma satis-

faction ne sera pas complète tant que je ne saurai pas si je puis compter votre suffrage parmi ceux de ces juges bienveillants. »

Après cela, la piécette était donc admise, et admise dans les conditions souhaitées par l'auteur, car Samson acceptait le rôle de Dupuis, dont il avait senti bien vite toute l'originalité. On pouvait croire que, les difficultés ainsi écartées et l'ensemble établi, les répétitions et la représentation allaient suivre à brève échéance. Ce serait mal connaître les innombrables difficultés de la scène.

Sans essayer de les rapporter ici par le menu, nous en recueillerons cependant quelques échos dans les diverses lettres adressées par Octave Feuillet à Samson. Celle-ci, d'abord, de Saint-Lô, le 26 octobre 1854, montre que les choses n'avaient pas marché naturellement jusqu'à cette date :

« Monsieur, en voulant bien accepter dans le *Village* un rôle si inférieur à votre talent, vous m'aviez laissé sous l'impression d'une sincère et vive gratitude. Depuis le moment où votre aimable lettre m'a causé cette satisfaction à peine espérée, j'ai traversé, avec mon *Village*, des jours moins heureux. J'ai pu craindre de ne pouvoir profiter d'une bonne fortune à laquelle j'étais si sensible, en voyant ma pièce menacée de retards indéfinis. Depuis hier, sous le gracieux pinceau de M^{me} Allan, mon horizon s'est coloré de teintes plus riantes. Le *Village* revient donc sur l'eau. Mais, monsieur, ce qui ne me charme pas moins que cette bonne nouvelle, c'est ce que me dit M^{me} Allan des dispositions sympathiques où vous êtes demeuré à mon égard, et de l'empressement avec lequel vous voulez bien seconder les combinaisons qui me sont le plus favorables. Vous m'imposez le devoir et vous me donnez le plaisir d'un nouveau sentiment de gratitude, dont je ne saurais ajourner l'expression. En consentant à jouer le rôle de Dupuis dans le *Village*, vous m'aviez rendu un service dont je sentais tout le prix ; quoique un talent

comme le vôtre fasse des premiers rôles de tout ce qu'il touche. je ne pouvais me dissimuler que de votre part cet acte d'obligeance était un sacrifice. et je ne puis vous dire avec trop de vivacité combien je vous sais gré de vouloir bien encore en hâter le moment.

» Permettez-moi de vous offrir mes vœux les plus sincères pour le succès de votre nouvelle comédie : je voudrais que tous mes vœux fussent aussi vraisemblables que celui-là. — J'étais à la première de la *Famille Poisson* : vous ne vous en doutiez guère. et vous aviez à la vérité autre chose à penser ; mais je n'y étais pas moins, et je me souviens parfaitement que ce fut une belle soirée. Je ne puis vous souhaiter ni un public plus sympathique. ni un concert plus unanime. »

Ce dernier trait est d'une flatterie particulièrement habile. Samson ne se contentait pas, en effet, d'être l'interprète parfait des œuvres d'autrui, il composait lui aussi pour le théâtre et ses propres productions avaient un grand succès. Sa comédie, *La famille Poisson*, représentée en 1849, fut de ce nombre et c'est à bon droit qu'Octave Feuillet en rappelle le souvenir à l'auteur. La voie était excellente pour gagner l'artiste ; mais Samson savait trop bien reconnaître le mérite des œuvres dramatiques qu'il devait incarner pour se déprendre d'elles sous un prétexte plus ou moins futile. En réalité, si la représentation du *Village* souffrait maintenant un retard, c'était bien la faute de Feuillet lui-même. Pour je ne sais quelles raisons de convenance, il s'était prêté à écarter son petit ouvrage pour lui substituer une comédie un peu plus ample, *Péril en la demeure*, qui, devant être jouée auparavant, soumettait forcément à des contretemps fâcheux la représentation du *Village*. On ne court pas deux lièvres à la fois, dit le proverbe, et moins qu'un autre ce faiseur de proverbes dramatiques aurait

dû négliger ainsi cet aphorisme de la sagesse populaire. Bref, Octave Feuillet ne rata aucun gibier convoité, mais l'un ne fut pas d'aussi bonne prise que l'autre. En attendant, il cherche à faire prendre patience à Samson et lui explique le cas :

« Monsieur, lui écrit-il de Saint-Lô le 2 janvier 1855, vous m'avez témoigné l'an dernier, dans une entrevue trop brève à mon gré, une si aimable sympathie et le souvenir de votre accueil m'est toujours si présent, que je n'hésite pas à invoquer vos bons offices à l'appui d'une démarche que je fais en ce moment même auprès du Théâtre-Français. Il s'agit du *Village*, dans lequel vous avez bien voulu accepter un rôle. Il m'est permis de dire que ce malheureux acte est depuis dix-huit mois en répétition au Théâtre-Français, qui m'avait fait l'honneur de me le demander, et sur les instances duquel j'ai retiré la pièce d'un autre théâtre, non sans beaucoup de peines et d'ennuis. — Ma comédie de *Péril en la demeure* ayant pris le tour du *Village*, par une combinaison qui paraissait être alors dans la convenance du Théâtre-Français comme dans la mienne, il était naturel que la représentation du *Village* fût un peu différée. Mais le Théâtre-Français m'avait positivement donné lieu de compter que cette représentation trouverait sa place dans le cours de l'automne, ou de cet hiver tout au moins. La pièce était si courte, si facile à monter et à placer, et de plus elle avait, grâce à ses antécédents, des droits tellement clairs à mes yeux, que j'attendais avec une pleine sécurité qu'on m'annonçât la reprise des répétitions. — Cependant l'hiver se passe, et il est évident que les titres du *Village* sont oubliés. J'aurais réclamé plus tôt un droit qui me paraît formel, sans une circonstance imprévue : c'était, monsieur, la nouvelle, annoncée dans quelques journaux, de votre prochaine retraite. Cette nouvelle, si affligeante pour tout homme qui prend intérêt à l'art dramatique et à la considération de la scène française, me paraissait bien étrange et bien inexplicable : c'était priver le public, le théâtre et vos confrères, de la plus

excellente maturité de votre talent. Mais, étranger comme je le suis, en ce coin du monde, à la vérité vraie de ce qui se dit à Paris, j'ai attaché à ce bruit une importance qu'il ne méritait pas. Dieu merci. La pensée de ne pouvoir plus vous compter, monsieur, parmi les interprètes du *Village* m'a tout à fait découragé ; elle a été cause de l'inaction où je suis demeuré jusqu'ici. — J'ai appris enfin, il y a peu de jours, que nous n'avions nullement à redouter de votre part une résolution si prématurée et, permettez-moi de dire, si égoïste. Je me suis immédiatement mis en campagne, et j'ai assailli le Théâtre-Français de mes conjurations en faveur du *Village*. Vous pouvez, monsieur, prêter l'appui le plus efficace à mes démarches, en témoignant hautement des aimables dispositions que vous avez bien voulu m'exprimer à moi-même. Me permettez-vous d'espérer que votre voix partout si écoutée et si digne de l'être dira quelques mots pour ma cause, qui est vraiment celle de la justice ? »

Péril en la demeure fut joué le 19 avril 1855 et, malgré son interprétation, n'obtint qu'un succès relatif. Il y avait M^{me} Allan, Provost, Régnier et Delaunay, alors dans la fleur de sa longue jeunesse, bref tous les talents divers que la Comédie-Française pouvait mettre en vedette. Mais ni la supériorité de l'ensemble, ni le soin d'une mise en scène qui parut recherchée et somptueuse, n'éblouirent assez le public pour l'empêcher de voir les faiblesses de l'œuvre, inégale, en effet, dans sa conception et dans son exécution. L'auteur lui-même ne se fit pas d'illusion sur cet accueil, et voici comment il en parle, le 24 avril, à son ami le baron Elphège Baude :

« Mon cher monsieur, merci de votre aimable lettre et de l'intérêt cordial que vous voulez bien me montrer en toute occasion. *Péril en la demeure* n'a point passé, je le sais, sans contestation. Toutefois les représentations suivantes, moyennant de nouvelles coupures, ont été très franches, et la pièce paraît être à flot. J'es-

père que le talent de M^{me} Allan la fera vivre un temps raisonnable.

» La vie est un combat, mon cher monsieur, et la vie littéraire est un combat d'Inkermann où l'on voit des lâches achever des blessés. Ceci m'amène naturellement à vous dire deux mots du feuilleton de Janin. Si vous l'avez lu, vous avez dû être frappé de l'acharnement extraordinaire qu'il y déploie contre un homme dont il se déclarait, il y a quinze jours, parlant à ma personne, l'ami le plus chaud. Je n'avais pas trop compris la raison de cette malveillance déchaînée, bien que le personnage me soit trop connu pour que j'aie la naïveté de lui chercher des raisons sérieuses. Cependant, cette fois, il en avait une, et je veux vous en régaler ; voici les paroles textuelles de Janin à une personne amie qui me les transmet secrètement : « J'en suis fâché » pour Feuilleton, que j'aime bien ; mais j'éreinterai sa pièce, parce » qu'elle est patronnée par M. Fould.... Je n'ai pas d'autre manière de faire de l'opposition, moi ! Ainsi, tenez, le ministre » d'Etat a fait réengager Plessy au Théâtre-Français. Je m'opposerai de tout mon pouvoir au succès de Plessy, et dès à présent je commence à faire mousser Madeleine Brohan pour la » lui jeter aux jambes. »

« Voilà, mon cher monsieur, une manière de faire de la politique qui vous était certainement inconnue, et qui jette un joli jour sur les replis du cœur humain.

» Janin a eu, comme vous pensez, beaucoup de succès à Saint-Lô. On a colporté son feuilleton de porte en porte avec des cris d'allégresse. On a dansé la danse du scalp. Si mon beau-père n'avait pas eu les clés du beffroi, on eût sonné la grosse cloche. Enfin j'ai eu bien de l'agrément.

» Tout cela, grâce à Dieu, m'affecte avec modération. Je reçois des lettres qui font un peu contre-poids. Le ministre d'Etat m'a fait écrire pour me complimenter et m'engager à de nouveaux combats.

» L'empereur est allé lundi voir la pièce, et s'est montré chaleureux, ce qui n'est pas trop dans son genre habituel. Le roi

Jérôme y était retourné le même soir. Enfin la salle était comble, et le public, suivant mon frère, des plus sympathiques.

» A propos du prince Jérôme, vous me disiez dans votre lettre que vous plongiez dans la loge impériale : cela m'a inquiété ; est-ce que vous étiez mal placés ? J'avais pourtant bien recommandé de vous donner une première loge. Si vous ne l'avez pas eue, soyez sûr que mon excellent frère avait fait au moins tout ce qui dépendait de lui.

» M^{me} Baude a eu la bonté d'écrire à ma femme une charmante lettre dont je lui demande la permission de la remercier le premier.

» Bonsoir, mon cher monsieur, gardez-moi toujours des sentiments que je paie du retour le plus sincère. Je ne puis vous dire combien je regrette, au milieu de mes luttes, de n'avoir pas tout près de moi un cœur solide et un esprit ferme comme le vôtre. »

Mais cette représentation fraîche, que le feuilleton de Janin contribua à rafraîchir encore, avait du moins l'avantage de déblayer la route pour *Le village*. On en parla bientôt, si bien que, l'année suivante, il était prêt à passer à la scène et qu'il y passa réellement. L'auteur étant absent à son ordinaire, c'est Samson qui devait veiller à la bonne tenue de l'interprétation de la pièce. Il s'en acquitta avec sa conscience coutumière, comme en fait foi ce billet de remerciement qu'Octave Feuillet lui adresse le 15 mai 1856 :

« Mon cher monsieur Samson, vous avez bien voulu accepter dans le *Village* un rôle que j'osais à peine vous offrir ; vous faites chaque jour des miracles d'obligeance et de talent pour élever ce rôle à votre niveau, et pour que la pièce entière justifie devant le public la sympathie dont vous l'avez honorée. Vous avez fait et vous faites tout cela pour moi avec une simplicité bonne et charmante qui me touche profondément. Je vous

remercie de tout cœur : de tels procédés de votre part ont un caractère particulier dont aucune délicatesse ne m'échappe, soyez-en bien convaincu.

» J'ai cependant un reproche à vous adresser : je crains que vous n'usiez avec trop de scrupule et de réserve du droit de conseil et de correction. C'est de très bonne foi que je vous donne à cet égard de pleins pouvoirs. Et je ne rends pas seulement ici un juste hommage de déférence à votre caractère et à vos talents ; je fais un acte de pur bon sens, en reconnaissant la supériorité de votre expérience, la sûreté de votre goût, et en réclamant pour ma pièce le bénéfice de votre concours dans sa plus grande étendue possible. Si j'étais à Paris, je ne croirais pouvoir mieux faire que de suivre vos conseils : suivez donc librement vos inspirations, je vous prie.

» Je veux aussi vous exprimer la confusion que me fait éprouver mon absence, pendant que vous vous donnez tant de peine pour moi ; cela ressemble à une désertion devant l'ennemi. Cependant, c'est bien malgré moi, croyez-le, que je vous laisse tout le fardeau. Je suis enchaîné ici par une considération supérieure à tout, par une raison bien impérieuse, bien triste, et plus triste chaque jour. La santé de mon père, déplorable depuis des années, devient alarmante ; elle est telle en ce moment qu'une absence d'une seule journée, qu'une simple excursion à la campagne m'est interdite. Vous voyez que je suis bien loin de pouvoir songer à un voyage à Paris.

« Permettez-moi de vous renouveler encore, mon cher monsieur, l'expression de ma gratitude, d'une gratitude parfaitement indépendante, soyez-en sûr, du résultat plus ou moins heureux que l'avenir nous garde. »

Mais, tout éloigné qu'il est, l'auteur suit son œuvre et intervient quand il le faut près de ses interprètes pour les ramener au respect de ses intentions. M^{me} Allan, à qui le rôle de M^{me} Dupuis avait d'abord été destiné, n'était plus là pour le jouer. On l'avait confié à la jeune

M^{lle} Nathalie, qui faisait quelque difficulté pour se muer ainsi en une vieille provinciale de cinquante ans. L'auteur sait la pousser si aimablement au sacrifice, qu'on ne peut résister à de pareilles instances, faites avec une autorité si prévenante.

« Mademoiselle, lui mandait-il, vous n'avez pas répondu à mon ennuyeuse lettre. Je vois bien que vous ne voulez pas entrer en correspondance avec moi. Mais je ne me décourage pas aisément, et je vous demande la permission de vous dire, à cette heure solennelle, un petit mot de remerciement et d'amitié. Je sais que vous contribuez pour votre belle et bonne part à tailler en chef-d'œuvre une pièce peu digne de tant de bonheur et d'honneur. Vous ferez si bien, tous tant que vous êtes, qu'on finira par la prendre pour ce qu'elle n'est pas. — Mon frère me dit presque jour par jour tout ce que vous dépensez d'obligeance, de bonne grâce et de charmant talent dans ce rôle de vieille dont vous avez bien voulu masquer un instant votre beauté. Il ne vous manque qu'un peu plus de courage. Prenez-le donc, je vous prie, et prenez-le dans la très vive sympathie avec laquelle le public vous accueille dans ces créations de premier ordre que vous venez de faire vôtres. De ce coin éloigné du monde, j'ai applaudi de grand cœur à vos beaux succès, et je vous envoie tous mes compliments.

» Ayez donc grand courage, mademoiselle. Je sais qu'il ne tiendra pas à vous, ni à aucun des rares interprètes que j'ai le bonheur de réunir, que le *Village* n'ait tout le succès possible. Je sais tous les soins, toute la conscience, tout le talent que vous prodiguez tous pour assurer ce succès. S'il nous manquait, c'est que l'œuvre s'y refuserait absolument, et soyez sûre que je ne m'en prendrais qu'à moi. Mais j'ai meilleure espérance : je compte bien fermement que le *Village* sera pour nous deux une date heureuse.

» Je vous serre les mains avec une cordiale gratitude ; je vous prie de me pardonner les peines que je vous donne, et d'aller gaiement à la bataille. »

Bref, le 2 juin 1856, les Comédiens ordinaires de l'empereur, comme on disait alors, représentèrent *Le village*, un peu rajusté pour être mis à la scène, avec un succès unanime dont le bruit arriva bien vite aux oreilles de l'auteur, toujours confiné à Saint-Lô. Deux jours après, il se hâtait d'expédier à Samson ce court billet, vibrant comme un bulletin de victoire :

« Cher monsieur, permettez-moi de vous serrer la main après cette bonne soirée que vous avez tant contribué pour votre part à faire ce qu'elle a été. Vous êtes, m'écrit-on, dans ce *Village*, la perfection de vous-même, et la perfection même. Que je regrette de ne pas vous voir ! Quel charmant plaisir et quel excellent enseignement je perds ! — Cette privation, et le motif qui m'y condamne, mêlent, je vous l'avoue, bien de l'amertume à ma joie. — Mais éloignons cela.

» Cher monsieur, je suis bien touché de ce que vous avez fait pour moi, et de la manière dont vous l'avez fait. Merci, merci du fond de l'âme. Vous n'avez pas plus perdu vos peines et votre bonté avec moi que votre talent avec le public. Laissez-moi espérer que vous attacherez du prix aux sentiments de profonde estime et d'affectueuse reconnaissance dont mes relations avec vous m'ont pénétré de plus en plus et gardez-moi en retour, je vous prie, un peu de bonne amitié. »

Le triomphe, en effet, — et le mot n'est pas trop fort, — avait été complet. Ainsi qu'il arrive souvent au théâtre, l'œuvre toute simple et sans ambition avait mieux réussi que les pièces plus vastes, à prétentions moins justifiées. Certes, les qualités d'agrément et de grâce d'Octave Feuillet trouvaient là un cadre à souhait pour s'épanouir, et rien de leur charme ne se perdait pour le spectateur, par suite d'une interprétation supérieure, subordonnant tout à la perfection de l'illusion scénique. Les moindres nuances de la pensée de l'auteur

étaient rendues par ses personnages et saisies par son public avec une rare intensité d'émotion.

Sans doute, cette pensée était un peu mince, cette forme un peu subtile, mais qu'importe à qui sait plaire et émouvoir et gagner sa cause en touchant les esprits et les cœurs ? Cela pouvait être un écueil pour *Le village*, mais qu'importait de le signaler maintenant que la passe dangereuse était franchie avec bonheur ? Il convenait davantage de prémunir l'auteur contre une velléité de renouveler l'expérience. Gustave Planche le fit avec beaucoup de bienveillance, dans la revue même qui avait été le premier berceau du *Village*, car c'était un des mérites de la maison de juger sans faiblesse les œuvres qu'elle avait produites au jour. Après des éloges très judicieux, le critique disait donc :

« M. Feuillet, qui possède un regard pénétrant, un esprit droit, ne tient pas assez de compte des artifices légitimes de l'invention dramatique. Quand il tient une donnée vraie, il néglige trop souvent d'exciter l'attention en inquiétant l'esprit des spectateurs. Il laisse deviner trop facilement le but qu'il se propose et la route qu'il suivra. Dans la composition de ses ouvrages, il pousse la loyauté jusqu'à l'indiscrétion. Chacun sait si bien où il va, par quel sentier il passera, que parfois l'auditoire devine les paroles qui ne sont pas encore prononcées. Quand je dis les paroles, je vais trop loin peut-être, car l'auteur du *Village* écrit d'un style qui lui appartient ; mais on devine au moins quelques-unes de ses pensées. Il ne tiendrait qu'à lui de concilier la curiosité, l'inquiétude de l'auditoire avec l'étude des caractères, l'analyse des sentiments et la vérité de l'action. »

Le conseil était excellent et donné avec une sympathie évidente. A coup sûr, Octave Feuillet se l'était déjà exprimé à lui-même avec la sincérité qu'il mettait à se

juger. Sa manière s'élargissait visiblement. Plus il devenait maître de son métier et plus il en goûtait les hardiesses. Maintenant que *Le village* avait si complètement réussi, il devait rester l'expression parfaite et définitive d'un genre qui ne pouvait guère se modifier ou s'étendre. Et, très délibérément, l'auteur renonça désormais à des cadres aussi simples. Il se lança davantage dans les aventures plus dramatiques, plus compliquées, et mêlant adroitement son mérite de conteur à ses dons de dramaturge, il en composa des œuvres fortes, personnelles, dont le souvenir subsiste encore pour les émotions qu'elles provoquèrent ou pour les discussions dont elles furent l'occasion. Sans forcer en rien son talent, il l'enfla du moins et se prit à composer des ouvrages plus serrés, mieux charpentés, romans ou pièces de théâtre, sortes de mélodrames d'un homme d'esprit qui a du style et qui a du goût et ne perd rien de son tact dans les situations les plus risquées. Poursuivre leur examen serait accompagner Octave Feuillet dans toute sa carrière littéraire. Il vaut mieux s'en tenir ici à ce gracieux succès du *Village* qui garde encore tout le charme de l'aube sous les rayons d'un midi éclatant.

PAUL BONNEFON,

conservateur à la Bibliothèque de l'Arsenal.

VARIÉTÉS

LA FÊTE DANS L'ÉGLISE

Le beau cortège entre lentement au son de l'orgue dans la vieille petite église grise. Dehors, c'est la nuit et il neige. Des femmes sont là, avec des parapluies, avec des enfants, le visage protégé par des cache-nez de laine. Le vieux garde-police repousse le premier rang pour faire à l'ange resplendissant et aux patriarches, dans l'église bondée plus qu'aux grandes cérémonies, les assistants se lèvent dans les bancs durs et étroits pour voir entrer la noce.

Comme les servants laïques de ce mystère, les peintres Bischoff et Gampert — qui porte sur son bras un châle à carreaux noirs et blancs — précèdent gravement les personnages magnifiques du drame sacré. Le grand Abraham domine de la tête ses compagnons, dans une attitude inspirée de commandement et de devoir. Modestement, l'auteur lui-même du *Mystère d'Abraham*, M. Fernand Chavannes a mis la blouse bleue du serviteur, et selon la tradition, dans un rôle commun et utile, il mènera le jeu.

C'est aujourd'hui le mariage de la jeune religion et de l'ancienne. Le vieux grand-père Passé donne la main au petit Demain, bien éveillé, bien faraud dans sa simple chemise droite. Les jolis personnages des vitraux sont descendus de leur prison de plomb; et voici qu'on va chanter les bons cantiques huguenots, qui furent autrefois chansons à boire et chants de guerre, d'un ton aisé et bien populaire. On a rouvert le gros Livre fatigué et plein de poussière.

Les paroles solennelles retentissent, tirées de la Bible, après des milliers d'années aussi jeunes, aussi vigoureuses. Elles ont la fraîcheur d'une eau bue au goulot de la fontaine, parce qu'elles sont prononcées, non pas avec crainte, mais avec amour. Et voici qu'elles s'animent. Les personnages de notre histoire sainte marchent et agissent devant nous. Abraham dresse sa haute taille, commande aux hommes, et obéit à la voix de Dieu. Sarah, la femme pratique, terre à terre, sceptique et jalouse le raille, le conseille et le suit. Cet ivrogne de Loth se laisse mener par sa femme envieuse et curieuse, et Agar, la cruche sur l'épaule, pareille à la rouge anémone, dit son ardent amour et pleure son abandon. Les serviteurs, deux à deux, s'interpellent en se querellant, commentent, dans un langage semblable à celui de nos vignerons, les actions de leurs maîtres. Et la grandeur des événements, la beauté simple et éternelle de la vie, se dégage avec majesté des humbles propos rustiques, des tâches quotidiennes accomplies sous nos yeux.

La tradition n'est pas du tout un code, un livre de règlements ou de recettes, que déchiffrent les pédants. C'est ce terreau que forment les feuilles tombées et où germent de nouvelles plantes vivaces. Ce mystère d'Abraham ne fut point, et grâces en soient rendues à l'auteur, un plaisir d'archéologue ou de théologien. Ce n'était pas simple divertissement de lettré, mais une œuvre loyale, une œuvre bien cultivée dans un petit clos, bien mûrie et lumineuse comme cette grappe pendue à la clef de voûte. Ce n'était pas ce que les journaux appellent une tentative d'art, car on comprend tout de suite qu'une tentative n'est pas une réussite. Ce n'était pas non plus, sous le nom de Lavaux, une piquette étrangère et artificielle, mais un vin jeune tiré d'un vieux tonneau, un vin doré, un peu âpre, mais digeste et profitable. Claudel, en rentrant de la Tour de Marsens, et en s'attablant devant la friture de Cully, à cette petite table où il nous donna une si belle leçon de poétique, eût aimé pour sa tenue, pour sa dignité, pour son parfum de terre vaudoise, ce mystère réformé. Il y eût reconnu quelques-uns de ses enseignements. Péguy aussi.

J'ai dit : mystère réformé. Et voilà, je crois, où réside la fraîche nouveauté de cet antique mystère. L'histoire sainte que nous avons apprise à l'école et au catéchisme est bien notre antiquité classique. Que ces récits de la Bible, où il est parlé de montagnes, de moissons et de vendanges, évoquent de faciles images pour un peuple qui a devant les yeux des montagnes, un lac, des vignes, un figuier près de la maison ! Lointaines concordances que rappelle un mot subit, un mot si journalier de la chronique séculaire !

Le moyen âge l'avait compris. La Bible sculptée au porche, aux chapiteaux des églises, est le spectacle embelli de la vie quotidienne. Ce n'est pas la Renaissance, mais l'académisme, qui détourna cette eau courante. De même la Réforme, dans son audace révolutionnaire, avait respecté l'art populaire, jusqu'au jour où un étroit rigorisme, une loi somptuaire imposée par d'avares bourgeois mit un masque de pâte inerte sur le tendre visage de la religion. Le formalisme, l'académisme sont une même forme de cette antique paresse de l'esprit qui se creuse une habitude, dure ou tendre, pour y dormir. Le Pays de Vaud a connu cette religion d'économie, de prudence, de crainte perpétuelle, de soucis dans les petites choses, et sa nature heureuse a connu la tristesse d'une double servitude. L'église enfermait des trésors de grâce, d'espérance et de miséricorde sous une housse bien convenable de lustrine noire.

Le plaisir du Mystère d'Abraham, c'est d'entendre chanter ce courant de la vie, antique et moderne, dans ce petit ru desséché de la vigne réformée. Le culte était trop devenu le commentaire abstrait d'une parole vivante. Le geste de l'homme, le pli de son vêtement, la modulation de la voix, n'ont-ils pas vertu aussi bien que le sermon d'émouvoir le cœur et de faire tressaillir l'intelligence ? En réalité, le théâtre et l'église ont des origines si étroitement rapprochées qu'ils ont été ennemis seulement dans les époques de la spécialisation des genres.

L'œuvre de Fernand Chavannes est simple, austère et forte. Sa vertu, c'est une extrême convenance, convenance du sujet au lieu, et de ton, noble familiarité du dialogue, décence tra-

gique, sérieux sans gourme, lenteur sans vides. Même dignité dans le jeu et les attitudes des acteurs, selon la volonté de l'auteur. Les critiques dramatiques sauront relever le raccourci de l'exposition, la progression nuancée de l'action, ce long renoncement aboutissant au suprême sacrifice, l'immolation consentie de l'enfant. Qui n'a pas été secoué par ce départ d'Abraham abandonnant la patrie riche et heureuse pour la terre étrangère, promise à sa postérité? L'ange paraît, l'ange ordonne. Le mystère s'accomplit. La mort du patriarche conclut magnifiquement cette ascension à travers les épreuves et les récompenses, par le défilé de la postérité glorieuse. Abraham meurt dans la vision de cet arbre de Jessé, dont la fleur est Marie, mère de l'enfant Dieu.

Nulle préoccupation de temps et de lieu : seul décor, les figures immobiles assises dans le fond. L'antique parchemin se déroule avec ses vives enluminures. Un acteur se lève, comme un ancien dans l'assemblée. Il entre dans cette petite enceinte, avec ce banc bas qui est tour à tour le puits du Voyant, l'autel de Morijah. Il se rassied ; il est sorti, rentré dans sa tente, parti pour le pays du Jourdain, ou mort ; nulle contrainte pour l'esprit, qui s'adapte vite à cette unité parfaite. Ces libertés donnent au drame de l'air, de l'espace, comme cette imagination qui règle le jeu des enfants.

Il est vrai que les costumes de la sainte postérité d'Abraham sont plaisants à l'œil, et créent perpétuellement des tableaux variés et harmonieux. Le goût subtil de Gampert a su marier dans un ensemble somptueux les tons éclatants et sourds. Que cette reine Bethsabée était charmante à contempler, tout le long du mystère, avec son turban pourpre et sa robe cramoisie, près de David, en face du roi Salomon, avec sa couronne d'or, son blier tailladé, ses pantoufles vertes, beau comme un roi de jeu de cartes ! Quel mouvement dans les spectateurs, quand tous ces personnages prennent vie soudain, se voilent le visage devant la douleur d'Abraham, ou détournent son bras, arrêté par l'ange ! C'est une sorte de chœur mimé, très expressif.

Il faudrait louer chaque acteur pour la dignité apportée à

l'accomplissement de son devoir. Je puis bien remercier particulièrement ceux qui furent Abraham et Sarah, pour leur intelligence, leur sobriété, l'émotion contenue de leurs voix, de leurs gestes. Pas un instant, même dans le comique discret et la gaieté franche des scènes intimes, une impression de théâtre, et on entend ce que je veux dire, n'a troublé cette harmonie sérieuse et tendre.

Mais voici la fin. Les personnages de la Bible s'en vont, au son de l'orgue, la cérémonie accomplie. Ils s'éloignent dans la nuit, comme un beau songe. L'église apparaît nue. On me dit que l'ange d'argent est allé s'asseoir au chevet d'un petit enfant malade pour le réjouir. Le mystère s'est dispersé dans le vieux bourg, c'est là le foyer des artistes, rajeunis, sans barbes et sans perruques. Et ce fut, comme on dit, une heure d'édification. Par quoi il faut entendre que les âmes s'assemblerent dans un même effort de compréhension et de vertu, dans cette instruction parfaite que donne toute œuvre d'art et de piété. Chacun reconstruit dans son cœur le pieux monument qu'a voulu dresser l'artiste.

Et voici qu'à Genève, tandis que les Vaudois célébraient à Pully ce pieux Mystère d'Abraham, les enfants d'un poète jouaient un conte imaginé dans une vieille maison de campagne, chez un savant naturaliste et une fée. Daniel Baud-Bovy a signé de son nom ce *Baume de vie*, auquel l'imagination des enfants, l'expérience des parents, le bel automne fleuri ont collaboré. Il semble bien que cette histoire de sorcier ait été soufflée à son père par ce brillant acteur de neuf ans, jouant (le mot reprend ici toute sa fraîche signification) son rôle de Krebich avec autant d'autorité qu'un général, et plus de désinvolture qu'un vieil acteur. Ses sœurs lui donnaient gaiement la réplique, Madelon, la charmante Aiglizette, Bilili, la belle sorcière Goraude, et Tinebaud, le bon ours Boulboulan. Car, selon la sagesse antique, et le sens profond qui se trouve dans les contes, les bêtes sont douces, reconnaissantes et pitoyables, elles protègent les enfants et les faibles contre la cruauté des hommes. Les ani-

maux empaillés, qui ressuscitent, récompensent le tendre dévouement d'Aiglizette, qui leur donne son sang, en lui rendant son prince Charmant. Ainsi agissent dans Perrault, dans Grimm, dans Andersen, dans l'Oiseau bleu de Mæterlinck, les honnêtes bêtes sauvages. Et M. Porto les avait costumés bien drôlement, l'ours, le renard et le petit chat noir à la moustache blanche. M. Porto, secondé de sa femme, a illustré cette histoire d'un décor bleu et rouge, et les vives teintes méridionales des costumes composaient d'amusantes images pour l'émerveillement des tout petits.

Ils ouvraient des yeux comme devant la boutique du pâtis-sier ou le magasin des joujoux. Il trépignait d'aise, battait des mains, jetait son rire magnifique, ce public ingénu qui porte en lui le vrai baume de vie.

Et c'est pourquoi nous avons pris à ce conte gaiement et simplement narré, préparé et interprété avec amour, un plaisir extrême.

RENÉ MORAX.



ÉCHOS DE LA GUERRE DE PLUME

L'état d'âme de l'Allemagne actuelle causera quelque étonnement aux historiens de l'avenir.

L'empire était actif, robuste, puissant. La littérature d'avant la guerre avait donné la mesure de ses ambitions; l'affaire de Saverne avait révélé sa mentalité. Il était arrivé, après d'autres, à ce degré de force et de confiance où une nation ne supporte plus l'obstacle. Étroitement uni à son alliée l'Autriche, il a voulu ouvrir au germanisme une large voie vers l'Orient turc. La guerre était le risque.... Il l'a admis d'un cœur ferme et, comme d'autres osaient lui tenir tête, il a tiré son épée. Le 1^{er} août 1914, il a déclaré la guerre à la Russie, le 3 août à la France. Ce jour même, il est entré en campagne par une offensive foudroyante.

Tout cela est naturel, normal; de plus, cela ne manque pas de grandeur. Une fois les plaintes des victimes étouffées par le temps, l'histoire s'incline devant ces audacieux. Mais pourquoi les Allemands ont-ils honte de leur geste; pourquoi persistent-ils à se poser en doux pacifiques, que des méchants ont entourés de leurs trames et qui se bornent à se défendre contre la plus injuste des agressions? Ils faisaient déjà cela pour la guerre de 1870.... Le principal acteur, Bismarck, a eu beau déclarer qu'il considérait un conflit avec la France comme inévitable, que c'était pour que « l'affaire ne se perdît pas dans le sable » qu'il avait mutilé la dépêche d'Ems : on l'écouta avec un scepticisme attristé.

Maintenant l'effort s'est systé-

matisé. Une foule de publicistes ingénieux passent des jours et des nuits sur les livres à couverture blanche, bleue, jaune ou rouge qu'ont publiés et que publient encore les gouvernements. Après avoir fait une doctrine officielle immédiatement acceptée par l'Allemagne, il s'agit de persuader l'étranger. Ils compulsent, comparent, apprécient et songent. Et comme la mine est riche, et comme, le cœur du diplomate n'étant pas d'une limpidité cristalline, on est en droit de chercher à ses mots des significations inavouées, ils ne peuvent manquer de faire, de temps à autre, des trouvailles qui les remplissent d'orgueil et de joie.

* * *

De tous ces publicistes, le plus considérable et le plus habile est certainement M. Karl Helfferich. Sa brochure en allemand m'est parvenue voici bien des mois déjà. C'était un mien parent, très germanophile, qui me l'envoyait dans la conviction d'éclairer mon âme. Elle m'arrive aujourd'hui en français¹.... Toutes les langues y passeront, je suppose.

M. Helfferich divise son œuvre en deux parties. La première est intitulée *L'incendiaire*.... C'est le Russe : il a provoqué le sinistre en mobilisant le 31 juillet 1914. La seconde s'appelle *Les complices* ; il s'agit de la France et de l'Angleterre. Et, du coup, nous voilà transportés sur le terrain de la criminalité : on sait en effet que c'est un crime de s'opposer aux désirs de l'Allemagne et de ses alliés.

Et l'auteur d'accumuler les textes pour emporter la conviction. Il oublie malheureusement l'essentiel : c'est de « poster » la discussion sur le vrai terrain, le terrain où tous puissent prendre place.... Pour nous, qui avons suivi les choses sans passion ni parti pris, la Russie pouvait avoir d'assez bonnes raisons de mobiliser le 31 juillet.... Malgré ses demandes et ses avertissements, l'Autriche avait déclaré la guerre à la Serbie, ce qui tendait la situation à l'extrême. L'Allemagne, depuis dix jours, préparait ses forces offensives et, si elle ne parlait pas de mobilisation, c'est qu'elle pouvait obtenir la chose sans prononcer le mot. Indépendamment des pré-

¹ *Les origines de la guerre mondiale d'après les publications des puissances de la Triple Entente*, par Karl Helfferich. Berlin, Georg Stilke, 1915.

occupations de sécurité, la Russie, si elle voulait continuer l'entretien en bonne posture, devait armer, armer bien vite.

M. Helfferich n'admet rien de semblable. Quand il se demande, à la page 19, ce qui a dicté à la Russie sa résolution, il écarte, par une série d'affirmations simplistes, tout ce à quoi nous aurions attaché de l'importance :

« La légitime défense? — Cette raison majeure est hors de cause, car personne ne menaçait la Russie. La protection de la Serbie? — Inutile de l'invoquer, car d'abord la Serbie n'avait à revendiquer, ni sous le rapport politique, ni sous le rapport moral, des droits quelconques à la protection de la Russie (*sic*); et ensuite l'Autriche-Hongrie s'était engagée vis-à-vis des diverses grandes puissances à respecter l'intégrité territoriale et la souveraineté de la Serbie. Le maintien du prestige russe dans les Balkans, après l'esprit de conciliation témoigné par l'Autriche-Hongrie, n'était pas non plus un prétexte plausible pour justifier un recours aux armes (?). La guerre n'était donc purement

et simplement pour la Russie qu'une question d'opportunité. »

Voilà comment on écrit l'histoire.... Il paraît d'ailleurs évident que si la Russie, cet empire de 170 millions d'âmes, avait, abdiquant toute dignité, rompant avec ses traditions séculaires, livré la péninsule des Balkans à sa voisine l'Autriche, elle n'aurait, cette fois au moins, couru aucun danger chez elle. Parce que le tsar Nicolas II, qui y aurait risqué sa couronne, a estimé ne pouvoir céder davantage, il est seul responsable de la guerre. Et c'est M. Helfferich, un homme politique, qui cherche à nous faire accroire cela. Quelle idée aurait-il du bon lecteur qui lui garderait sa foi jusqu'au bout?

Plus loin, l'auteur cite à la charge des complices : pour la France le « désir implacable de revanche » ; pour l'Angleterre « l'envie du commerçant envers toute concurrence nouvelle ».... La France et son ambassadeur, M. Paul Cambon, ayant toujours, d'après le livre bleu anglais¹, circonvenu et poussé sir Edward Grey jusqu'à ce qu'il

¹ Pourquoi M. Helfferich, qui est si prompt à accuser les autres d'erreurs et de falsifications, parle-t-il constamment du livre bleu anglais, alors que ce livre est blanc ?

entrât dans leur jeu. Quant à l'Allemagne et à l'Autriche-Hongrie, M. Helfferich ne discerne aucune responsabilité dont il puisse les charger : leurs intentions étaient pures, leur attitude a été parfaite.

* * *

Mais voici une autre brochure, non encore traduite celle-là, qui ne peut, comme la première, invoquer pour excuse le patriotisme, car elle émane d'un neutre, d'un Suisse, le Dr Jacob Ruchti ¹.

L'auteur ne paraît pas très familiarisé avec les choses anglaises. Il ne dit rien de la situation ambiante, des dispositions pacifiques de la majorité radicale. Il considère le candide sir Edward Grey, en qui tant de gens voient encore aujourd'hui un germanophile impénitent, comme le plus rusé des diplomates et le plus machiavélique des hommes. Il ignore même ce que toute jeune fille qui a lu son premier roman anglais pourrait lui apprendre, savoir que le titre de *sir* ne s'accole jamais au nom

de famille tout court ; car il lui arrive de dire « sir Goschen, sir Buchanan ».... Est-ce que le séminaire historique de l'université de Berne, qui a cru devoir couronner cet intéressant travail, n'aurait pas pu rendre l'auteur attentif à ces petites incorrections ?

Comme M. Karl Helfferich, le Dr Ruchti constate qu'à l'origine de cette guerre toutes les intentions perverses appartenaient aux adversaires de l'Allemagne. Pourtant, tout en utilisant à peu près les mêmes documents, il diffère de lui sur un point essentiel : tandis que pour le publiciste allemand le Russe était « l'incendiaire », M. Ruchti découvre que c'est l'Angleterre qui a été la coupable. La lecture du livre blanc britannique lui a révélé trois choses (pages 7 et 8) : l'optimisme fatal de la diplomatie autrichienne qui n'a pas su apprécier le danger de la situation ; l'insuffisance de la diplomatie allemande qui n'est point parvenue à exploiter l'opposition naturelle entre l'Angleterre et la Russie ; la supériorité de la di-

¹ *Zur Geschichte des Kriegausbruches, nach den amtlichen Akten der königlich grossbritannischen Regierung*, dargestellt von Dr Jacob Ruchti. Preisgekrönte Arbeit des historischen Seminars der Universität Bern. Bern, Ferd. Wyss, 1916.

plomatie anglaise, qui a réussi à mobiliser la France et la Russie.

Ces affirmations originales, l'auteur prétend les justifier en une quarantaine de pages où abondent les traits savoureux.

C'est ainsi que lui, un Suisse, considère comme ne dépassant pas les bornes la prétention autrichienne d'imposer à la Serbie — dont on garantissait la souveraineté ! — la collaboration d'agents austro-hongrois pour réprimer les mouvements subversifs. Il trouve mauvais que le malheureux royaume ait eu un idéal politique. Il compare ses désirs sur la Bosnie-Herzégovine aux revendications que pourrait élever la Suisse sur la Valteline, Milan, Mulhouse ou la Franche-Comté (p. 19). Il va, dans sa vertueuse indignation, jusqu'à l'accuser nettement d'avoir couronné ses menées par « le drame sanglant de Serajevo » (p. 12). Nobles et généreux sentiments chez un homme qui, apparemment, ne répudie pas en bloc toute son histoire nationale.

M. Ruchti feint de croire que l'Allemagne ignorait l'ultimatum que son alliée se préparait à envoyer au gouvernement serbe (p. 15). Parce que l'ambassadeur d'Angleterre à Pétersbourg a télégraphié à son gou-

vernement, le 24 juillet, que la Russie et la France étaient décidées à prendre une ferme attitude, il y voit une intention belliqueuse ; mais quand M. Sasonof, inquiet, voudrait porter la question serbe sur le terrain européen, il le dénonce encore comme émettant une prétention inadmissible (p. 17).

Le 20 juillet, sir Ed. Grey a déclaré que la perspective d'une guerre entre grandes puissances lui était odieuse et qu'il serait détestable qu'elles y fussent entraînées pour la Serbie.... M. Ruchti n'en retient qu'une chose : ainsi, dès le 20 juillet, sir Ed. Grey reconnaît la possibilité d'une guerre... (p. 9). Le 24 juillet, l'ambassadeur anglais en Russie annonce qu'au dire de M. Sasonof l'ultimatum autrichien peut conduire promptement à la guerre.... Et M. Ruchti de déclarer : « Cela fait supposer avec quel zèle il travailla pour la paix dans les jours suivants » (p. 15).

Toujours dans le même esprit, il poursuit le cours de ses déductions ingénieuses jusqu'à la page 41, où une erreur de date dans une pièce envoyée de France, dont on voit assez mal d'ailleurs l'utilité, lui permet d'accuser le chef du *Foreign Office* d'avoir com-

mis un faux ; jusqu'à la page 47, où le refus de sir Edward Grey de se lier les mains en face du prince Lichnowsky, qui lui faisait des offres graduées pour acheter la neutralité anglaise, lui fournit un définitif triomphe.

« Le gouvernement allemand en savait assez, s'écrie M. Ruchti ; il savait maintenant qu'il était dans l'intention de l'Angleterre de prendre part en toutes circonstances à la guerre contre le rival allemand. Ce fait est fixé pour tous les temps par le livre blanc anglais même, et impossible à détruire. »

Pauvre sir Edward Grey ! On était au 1^{er} août ; l'Allemagne entraînait en guerre et il demandait seulement de garder les mains libres.... Qu'auraient dit de lui sa nation et la postérité s'il s'était lié par un marché qui l'aurait obligé à assister les bras croisés au remaniement de l'Europe par l'empire germanique triomphant ?

En terminant, je recommanderai à M. Ruchti la lecture de deux documents que le *Foreign Office* a publiés au mois de février 1915. L'un est une lettre, datée du 31 juillet 1914, du président de la République française à Sa

Majesté George V. M. Poincaré, tout en reconnaissant que les accords précédents n'obligent pas l'Angleterre à intervenir, la supplie de se solidariser avec la France, afin de donner à réfléchir à l'Allemagne et comme dernière chance de maintenir la paix. Le second est la réponse du roi, datée du 1^{er} août. Elle est riche en bonnes paroles, mais l'engagement le plus net est encore ceci :

« Quant à l'attitude de mon pays, les événements changent si rapidement qu'il est difficile de prévoir ce qui se passera ; mais vous pouvez être assuré que mon gouvernement continuera à discuter franchement et librement avec M. Cambon tous les points de nature à intéresser les deux nations. »

Et c'est tout. Le 1^{er} août, l'Angleterre gardait les mains libres. La diplomatie allemande sait ce qu'il a fallu faire pour la jeter dans la lutte.... M. Ruchti serait-il sensible à cet argument ? J'en doute : sa conviction robuste n'est pas de celles que des documents détruisent. Et puis, il est si facile de fabriquer deux fausses lettres après coup !

CHRONIQUE POLONAISE

Les causes de la prétendue germanophilie des Polonais.

La presse suisse romande et, plus encore, la presse de l'Entente ont laissé paraître une certaine irritation depuis l'automne dernier, c'est-à-dire à peu près depuis le moment où les gouvernements autrichien et allemand ont jugé bon de faire une série de concessions plus ou moins sérieuses aux habitants du territoire polonais récemment conquis sur la Russie.

La prétendue « désaffection » à l'égard de la bonne cause, la prétendue germanophilie qu'on reproche dans certains journaux suisses et français à la majorité de la nation polonaise ne correspond pas à la réalité des faits. Par contre, il faut l'avouer ouvertement, depuis le commencement de la guerre et même avant la guerre il y a toujours eu en Pologne des germanophiles plus ou moins avérés, plus ou moins convaincus, — d'ailleurs en nombre relativement faible.

La Russie, qui depuis deux siècles poursuit en territoire polonais une vigoureuse politique d'expansion sans scrupule dans le choix des moyens (rapt des évêques et sénateurs, 1767; massacre de Praga, 1794; répression de Nowosiltzoff en Lithuanie, 1823-1824; de Paskiewicz à Varsovie après l'insurrection de 1830; de Mourawieff en Lithuanie après l'insurrection de 1863; de Gourko à Varsovie, il y a vingt et quelques années, bref, toute une série de persécutions sanglantes de nature politique, sociale et religieuse qui dut provoquer une réaction des plus violentes) la Russie ne doit point s'étonner de trouver parmi les Polonais des adversaires irréductibles, des intransigeants et des *exaltados* s'il en fut, victimes eux-mêmes ou fils de victimes, formés par son système et le haïssant, à la fois disciples et détracteurs de de sa culture. Ce sont pour la plupart des Polonais élevés en

Russie ou dans des écoles russes en Pologne, contaminés d'abord par les révolutionnaires russes, puis emprisonnés ou condamnés à mort par le gouvernement russe, échappés de Sibérie et propagateurs d'idées de vengeance. Voilà le premier groupe : des germanophiles par dépit, russophobes à outrance et qui, avant tout, préféreraient être dévorés par la Prusse plutôt que de pactiser avec la Russie.

Le second groupe se compose de catholiques fervents, mais aux horizons un peu étroits, qui ne suivent pas habituellement d'autre direction politique que celle de leur confesseur — et ce confesseur est le plus souvent un jésuite. Cet ordre, jadis si puissant en Autriche, en Espagne, en Pologne et qui dans ce dernier pays avait joué un rôle assez malheureux en politique surtout par sa mainmise sur les institutions scolaires et sur la vie intellectuelle, se releva au dix-neuvième siècle d'une déchéance partielle et s'illustra par l'éclat de ses vertus monastiques et par une propagande inlassable. Dans la crise actuelle, cet ordre, qui a comme général un Polonais, le comte Ledochowski, rompt des lances pour la cause des puissances centrales. Il fait valoir que tout serait préférable pour la Pologne aux persécutions religieuses et au régime foncièrement immoral de la Russie. Il excite l'opinion catholique du pays contre les « franc-maçonneries militantes » de France et d'Italie et s'en va répétant que la monarchie apostolique et le parti du centre allemand prévaudront après la guerre contre les portes de l'enfer... belge et posnanien, etc. Mais, en attendant, il rend un piètre service à la cause polonaise, car il mobilise les femmes et les mères de la Pologne au service de la propagande austro-allemande.

Les jésuites trouvent des alliés inattendus dans de nombreux *ghetto* polonais. On peut affirmer sans exagération que tous les Juifs polonais ont nourri de tout temps des sentiments germanophiles. Venus au moyen âge d'Allemagne, où ils s'étaient suffisamment empreints de culture teutonne, parlant un jargon à moitié allemand, haïssant passionnément la Russie qui les traque et les persécute, admirant au contraire le clinquant de Vienne, de Berlin, de Budapest, ils fournirent un con-

tingent tout prêt pour la propagande allemande en Pologne. Disposant en outre de capitaux considérables et d'influences, aussi bien dans le monde industriel que dans le monde politique et dans le journalisme, ils épousèrent d'emblée la cause des légions austro-polonaises et, sans verser beaucoup de sang ni répandre beaucoup d'or à son service, ils ne ménagèrent pas du moins l'encre nécessaire pour faire sonner haut les faits d'armes de la jeunesse antirusse et pour faire conspuer leurs adversaires « russophiles. »

Le monde universitaire et lettré de la Galicie subit depuis un demi-siècle l'empreinte germanisatrice de Vienne et plus encore de Berlin. Mais jusqu'en 1870 les Polonais formaient tout de même un fief incontestable de la culture latine. Des milliers d'entre eux avaient suivi, on le sait, après l'insurrection de 1830, le chemin de l'exil, s'étaient réfugiés en France, avaient élu domicile à Paris. Les deux cultures se touchaient et se pénétraient sur plus d'un point. Ainsi, la France nous donna Chopin qui la charmait par ses mélodies polonaises, Mickiewicz professait en même temps au Collège de France, choyé et admiré par George Sand, Michelet et Quinet. Vingt ans plus tard, Jules Klaczko devint un des piliers de la *Revue des Deux-Mondes*, où il publia, après Sadowa, ses clairvoyantes études sur Bismarck, égalant d'autre part, dans ses essais esthétiques et littéraires, la renommée d'un Gebhart, d'un Müntz, d'un Sabatier et d'un Diehl. Mais après la débâcle de Sedan, qui affligea les amis de la France comme un nouveau partage, les nouvelles couches de la société polonaise — dont la formation intellectuelle se ressentait déjà des influences autrichiennes (car, si Vienne accordait des libertés, elle tenait à leur imprimer sa propre marque) — désapprirent les langues occidentales et vinrent désormais faire leurs études dans les *Hoch-* et *Fachschulen* allemandes. De là ce phénomène attristant : à partir de 1900, dans les universités polonaises, les anciens élèves de la culture classique et latine, les humanistes et les encyclopédistes à large envergure durent céder le pas à des spécialistes étroits et

pédants ne jurant que par leurs maîtres de Berlin. Ce fut notre avant-guerre : guerre de chaire et de plume.

Mais en fin de compte, outre ces raisons de sentiment et d'affinité intellectuelle que la raison ne comprend pas toujours, il y avait aussi des motifs d'ordre politique qui, surtout au commencement de la guerre, mais en partie encore aujourd'hui, inclinent certains Polonais à une prudente réserve à l'égard de la Quadruple Entente et même à une légère sympathie pour la cause des puissances centrales. Ce sont ceux qui font une comparaison impartiale entre la Russie officielle et l'Autriche d'avant la guerre : cette Russie qui, jamais, n'a rien voulu concéder de plein gré aux nationalités plus faibles qu'elle, qui, après avoir dû faire quelque concession minime, la retire à la première occasion, — et l'Autriche qui, peut-être *nolens volens*, mais cinquante ans durant, a laissé vivre tant bien que mal ses races non allemandes et accordé même une autonomie fort considérable à quelques-unes comme les Hongrois et les Polonais. Il est probable que ce raisonnement tient à un malentendu que l'avenir se chargera de dissiper. On est en droit de présumer que la Russie se trouve à la veille du jour qui consommera la débâcle de sa bureaucratie néfaste. Par contre, il paraît presque certain que l'Autriche devra sombrer à la remorque de la Prusse centralisatrice dans un « metternichisme » revu et corrigé — et alors les hypothèses d'hier, démenties par la réalité disparaîtront devant une solution plus conforme aux métamorphoses de l'avenir. Jusque-là tous ceux que l'Autriche a captés au moyen de sa liste de bénéfices : bureaucrates et professeurs, chambellans et ex-ministres, conseillers d'Etat et fonctionnaires autonomistes, préféreront de beaucoup la solution austro-allemande à la solution opposée.

Nous voyons d'après ce bref exposé que les sources de la « germanophilie » polonaise sont bien disparates : les germanophiles par idéologie se concentrent dans certains groupements assez étroits, les opportunistes ne valent pas la peine qu'on s'en occupe plus longuement, car l'avenir suffira à les réfuter.

Il faut ajouter et répéter que les Posnaniens se tiennent à l'écart de tout cela, que le clergé se place, chez eux, au point de vue national, que les juifs peu nombreux n'y jouent aucun rôle politique. En Pologne russe les sympathies autrichiennes ne se sont manifestées jusqu'ici que par ci par là, principalement chez des individus que la Russie avait froissés ou ruinés. Ce n'est donc qu'en Galicie que se rencontrent les courants austro-et germanophiles dont il a été question plus haut, et comme la Galicie ne représente qu'un cinquième de la nation polonaise, l'observateur attentif, tout en enregistrant les symptômes souvent décevants de sa tactique politique pendant la guerre, n'aurait pas tort de se dire : *Guarda e passa*.

KAPPA.

CHRONIQUE RUSSE

Stürmer, président du conseil. — Khvostov et son œuvre. — Congrès et sociétés. — La réapparition de Raspoutine. — Bourtzeff à Pétrograd. — La paix intérieure. — Et après? — La Douma d'Etat. — Nouveau type de moujik. — La suppression de l'alcoolisme. — Le clergé. — Les instituteurs. — *Vladika*, par Tréniev. — Revues.

Il y a cinq mois que M. Khvostov est ministre de l'intérieur, il y a à peine six semaines, au moment où j'écris ces lignes, que M. Stürmer est président du conseil. Or, on s'occupe peu de ce dernier, tandis qu'on ne cesse de s'entretenir de M. Khvostov. Cela s'explique assez facilement. Stürmer est le continuateur pur et simple de Gorémkyne, c'est un tchinovnik, un bureaucrate, un ancien collaborateur de Plehwe. On sait à qui l'on a affaire. Khvostov, lui, se donne des airs de parlementaire, il ne dédaigne pas d'assister aux séances de la commission du budget, il ne manque jamais l'occasion de répéter qu'il est député, il fait partie de la société coopérative de la Douma et, quand il envoie sa cotisation, il le fait annoncer dans tous les journaux de l'empire. Il est plus souple, en paroles, que les

Gorémykine et les Stürmer; ministre de l'intérieur, il peut être, le cas échéant, plus entreprenant que le président du conseil, son patron, qu'il aspire à remplacer un jour ou l'autre.

M. Khvostov est une personnalité curieuse. Député, il n'est monté que quatre fois à la tribune. Mais si ses discours étaient rares, sa phraséologie était abondante et surtout contradictoire, ce qui s'accorde parfaitement avec le dualisme psychologique du caractère russe. Nommé ministre, le premier soin de M. Khvostov est de s'épancher dans le sein des reporters, dont il semble reconnaître le rôle immense, sinon dans l'évolution du progrès, du moins dans la distribution de la renommée et de la gloire. Il se déclare l'homme le mieux renseigné sur la vie intérieure en Russie, chose d'une rareté extraordinaire. Il sait que le principe des affaires dans son pays est « si tu ne graisses pas, ça ne glissera pas. » Il se propose de « mettre les intérêts de la population au-dessus des intérêts des banquiers; » il fait la cour aux ouvriers et leur déclare « qu'il n'y aura pas de chômage après la guerre. » Il n'est pas contre la Douma, mais, selon lui, le but de celle-ci est de « défendre les traditions et servir notre souverain, *autocrate* de toutes les Russies. » Il n'est pas antisémite, il promet même de travailler dans le sens d'un élargissement des droits des juifs, mais « plus tard... on verra... rien ne presse, n'est-ce pas? » Il n'est pas ennemi de la Finlande, mais « il est avant tout Russe, c'est bien compréhensible. » Quant à la Pologne, il préfère garder un silence éloquant.

Cinq mois se sont passés. Qu'a-t-il fait, M. Khvostov? Il a interdit à la Société économique de Pétrograd, dont l'activité civilisatrice a toujours été bienfaisante, de fêter son cent-cinquantième, il ne l'a pas dissoute, mais il a suspendu ses séances. Il a interdit aux représentants de l'Union des zemstvos de se réunir en congrès, ce qui est une monstruosité, car le rôle des zemstvos dans l'organisation du service de santé et de secours aux réfugiés est immense. Il a dissous l'Union des trente-cinq mille sociétés coopératives qui a beaucoup fait pour atténuer la cherté de la vie. M. Khvostov, en homme bien ren-

seigné, n'ignore pas l'admirable mouvement coopératif russe et la page glorieuse écrite dans l'histoire de la vie intérieure de la Russie par ces sociétés aussi actives que modestes. Désormais les gouverneurs seuls ont le droit de s'occuper de la vie chère, et ils s'en occupent, à leur manière, car tous savent très bien compter, même ceux qui savent à peine lire et écrire. Un seul congrès a pu se réunir, c'est celui de l'Union des fameuses sociétés noires. C'est bien Khvostov qui a autorisé ce congrès, néfaste à tous les points de vue. Ce n'est pas tout. Et ici je préfère simplement citer un discours de Milioukov, prononcé à une séance de la commission du budget, à la Douma, en présence de M. Khvostov : « ...Est-ce le moment de ne pas tenir compte de la circulaire qui ordonnait en août dernier de reculer à l'intérieur « la limite de résidence » des juifs?... On ne leur permet pas de séjourner, même temporairement, dans les capitales. On a mis des réfugiés à la rue, de nuit, malgré le froid. La presse juive est entièrement supprimée.... » En guise de réponse, M. Khvostov sourit, d'un sourire qui semble traduire ses bonnes dispositions pour tous et qui paraît surtout ne pas cacher son amour pour l'autocratie et son bonheur d'être ministre. Gardons-nous bien de désobéir au proverbe qui conseille de ne pas discuter des goûts. Rien de tout cela ne compte, à cette heure.

Il est inutile d'énumérer toute l'œuvre de M. Khvostov. Ma chronique ne suffirait pas. Ah, oui, Raspoutine, le faux moine Raspoutine dont j'avais parlé au début de la guerre, a fait sa réapparition; il paraît que son rôle occulte redevient grand. M. Khvostov n'oublie personne. Le révolutionnaire Bourtzef, après un séjour en Sibérie, a été d'abord autorisé à habiter Tver. Au mois de décembre dernier on lui a permis de venir à Pétrograd, jusqu'à la fin de l'année, « pour terminer ses travaux scientifiques. » L'autorisation de séjourner à Pétrograd devient définitive. On ne nous informe pas de quels travaux scientifiques il s'agit. M. Bourtzef a-t-il découvert le bacille du *nitschévo* russe? Continue-t-il simplement son histoire du mouvement révolutionnaire en Russie? Il semblerait que l'heure était plutôt propice à faire de l'histoire qu'à l'écrire. Au moment où ces

pages paraîtront, nous apprendrons peut-être que Bourtzef est nommé ministre sans portefeuille, — comme cela se pratique maintenant partout ailleurs, — ou qu'il est réexpédié en Sibérie. Tout est possible.

— La paix règne quand même à l'intérieur et elle règne effectivement. — Et après? — Après la guerre? Je n'ai aucun don de prophétie ni aucune envie d'être prophète. Après la guerre, le peuple sans doute sera las. Ceux qui ne se fatiguent pas à présent auront la force de nous offrir des articles de journaux qu'ils estimeront décisifs; nous aurons aussi des discours, longs, à coup sûr, peut-être éloquents. De l'action? — Je n'en sais rien, on verra. Il faut vouloir pour agir; mais il ne suffit pas de vouloir, une certaine habitude d'action est nécessaire, même de l'entraînement. Je sais bien qu'il y a la guerre. Mais la guerre n'est pas toujours de l'action, dans le sens social du terme.... La guerre, le plus souvent, ne prouve rien, ne démontre rien, sauf que les mots *progrès et civilisation* sont de très belles images propres à exprimer l'ensemble de nos aspirations, mais qu'ils ne traduisent pas la réalité, qui est très laide. Pourquoi ne pas avoir le courage de se l'avouer?

Certains prétendent que la Russie manque d'hommes, non pas de combattants, de guerriers, mais de civils, d'hommes d'action, d'hommes tout court. En voyez-vous ailleurs? Là où l'on voudrait voir des hommes, on ne rencontre que des ministres et des ministrables. Sous ce rapport, la Russie ne diffère point des autres pays. Consultez plutôt les listes de ministrables qui ont circulé avant la prorogation de la Douma. Je suis pessimiste? Non, je ne désespère pas. Tôt ou tard la Russie aura toutes les libertés qu'elle mérite, malgré son absence de volonté pour les prendre. Il me plaît même de croire qu'elle mettra moins de temps à apprendre à s'en servir qu'elle n'en aura mis à les solliciter.

— Et la Douma? La Douma est très sage, elle a repris ses travaux, à seule fin de montrer à l'univers que son long sommeil ne l'a pas anéantie.... Ne disons pas trop de mal de la Douma. Sans doute, la volonté du peuple fut plus fidèlement

représentée dans la première et la deuxième Douma que dans celle d'aujourd'hui. Certes, la Douma d'Etat est la création de la bureaucratie, c'est un paravent assez souple derrière lequel les tchinovniks accomplissent leurs actes avec plus de sûreté que jadis ; mais le maniement de ce paravent est encore assez délicat, un mouvement trop brusque suffit parfois pour qu'un faible rayon pénètre et éclaire les ténèbres que le paravent est appelé à cacher. Si la Douma est un paravent pour les uns, elle est aussi une tribune pour les autres, tribune d'où de temps en temps on entend un murmure accusateur, et c'est déjà beaucoup. Des paroles très graves ont été prononcées pendant la dernière session. Nous en avons entendu bien d'autres dans les parlements européens, c'est indéniable, mais n'oublions pas qu'en Russie le verbe politique garde encore une certaine fraîcheur et une certaine valeur. Il ne faut jamais confondre un parlement européen avec la Douma d'Etat russe. La session prorogée en 1915 alimente encore et alimentera longtemps les gazettes, les salons et les parlottes. Le Russe aime tant à se mouvoir dans le passé, même dans celui d'hier !

— Un paysan s'est plaint dans l'*Ejemessiatzchny Journal* que la terre seule ne puisse pas nourrir le moujik et que celui-ci, sans aide, n'arrive pas à joindre les deux bouts. Un autre paysan, Michel Novikov, lui répond, et sa lettre est symptomatique : elle révèle l'existence d'un nouveau type de moujik. Il ne ressemble ni aux vieux chasseurs de Tourguéniev, depuis longtemps disparus, ni aux paysans qui peuplent la *Puissance des ténèbres* de Tolstoï, ni aux vagabonds de Gorki. Michel Novikov ne fait pas de littérature, il nous raconte l'histoire de sa vie, histoire serrée, ramassée, concise, sans phrases. Il s'excuse de parler de lui-même ; il ne l'aurait jamais fait, s'il n'avait pas constaté la fâcheuse tendance qu'ont beaucoup à calomnier la vie de paysan. Novikov compare cette tendance à « une maladie très contagieuse qu'il est indispensable d'extirper. » Il tâche de le faire en racontant son existence. Ils étaient treize enfants, dont huit morts jeunes. Comme la plupart des paysans, le père avait pour but : aider l'Etat à ramasser le fameux milliard de roubles que

lui rapportait annuellement le monopole de l'eau-de-vie. C'est la mère qui faisait vivre la famille, en travaillant l'hiver dans les fermes pour 15 kopecks la journée. Ils ne connurent jamais que le pain sec acheté chez les mendiants. A l'âge de dix-sept ans, Michel entre dans une usine de Moscou, y reste quatre ans, gagne de 10 à 12 roubles par mois. Il se nourrit, se vêt, envoie de 4 à 5 roubles par mois à la maison et... se marie. Le mariage lui coûte 10 roubles : 5 roubles au pope et 5 roubles d'eau-de-vie. Il n'a jamais cessé de regretter les derniers 5 roubles; même aujourd'hui il n'arrive pas à se les pardonner. Il n'est jamais entré dans un traktir, n'a jamais fumé, n'a jamais pris le tramway; pour aller voir ses parents, il faisait 10 verstes à pied. Cela lui a permis de mettre de côté 10 roubles pour son service militaire. Sachant lire et écrire, il devient le scribe de son régiment, gagne, avec les gratifications, 6 roubles par mois. En quatre ans il envoie à son père 75 roubles pour réparations de leur izba de famille, 80 roubles à sa femme, et met de côté 120 roubles. Le service terminé, il retourne au village.

A 35 ans il se sépare de son père et entre en possession de sa part de terre, d'une valeur de 80 à 90 roubles; il cherche à faire fructifier son capital de 120 roubles et au bout de dix ans il possède 380 roubles. Il laboure sa propre terre, celle des autres, s'agrandit peu à peu, vend tous les ans un veau, quelques moutons, s'agrandit encore, achète de la terre chez une veuve sans enfants, etc. Ainsi, sans l'aide d'aucune banque, sans faire de dettes, notre moujik est arrivé à posséder une jolie ferme. Il va sans dire que lui et sa famille ont en horreur l'eau-de-vie, totalement bannie de la maison. Michel a marié sa fille, il ne nous dit pas ce qu'il a offert à ses invités, mais il n'a pas dépensé un kopeck pour la vodka.

« Nous nous portons tous très bien. Ma femme a une excellente machine à coudre, mes enfants ont un grammophone perfectionné et nous possédons une bibliothèque que nous avons constituée depuis 25 ans. Qu'avons-nous à craindre? La maladie? Les citadins qui respirent l'air vicié et mangent trop ou

pas assez, qui fument et boivent, sont plus exposés que nous aux maladies. Un incendie? Ma maison est assurée; si elle brûle, je touche 500 roubles et m'en construis une autre. Une mauvaise récolte? Quand tout est bien labouré, on arrive toujours à se nourrir, même avec une mauvaise récolte. Nous avons aussi quelques économies. » Conclusion : le moujik qui travaille et ne boit pas parvient toujours à se créer une existence supportable. Il ne s'agit pas de fuir le village et d'en dire du mal, il s'agit de travailler et de ne pas boire.

Michel Novikov n'est pas le moujik-koulak (accapareur) observé pour la première fois par Ouspensky et par bien d'autres depuis, c'est le paysan bourgeois, travailleur, économe, sobre, un peu avare, un peu sec, mais ayant en horreur l'eau-de-vie, la paresse et la mendicité. J'aurais aimé qu'il nous dit de quels ouvrages est composée sa bibliothèque. La lettre de Novikov ne renferme, au fond, rien de palpitant et, cependant, je la trouve symptomatique. Je ne sais pas pourquoi, mais ce nouveau type de moujik me fait un peu peur. Oh, je ne reproche rien à Novikov, c'est peut-être précisément pour cela qu'il me fait peur. Alors, la Russie de l'avenir sera composée de Michel Novikov? Une machine à coudre, un gramophone.... J'oublie la bibliothèque. Après tout, Michel Novikov est peut-être un sage, d'autant plus que sa tempérance et sa bonne conduite datent de bien avant la suppression de l'alcoolisme.

— Les résultats matériels et moraux de cette grande révolution pacifique sont déjà merveilleux. Au début, la transition était assez pénible. On constatait des suicides. Que voulez-vous que devienne un pauvre ivrogne qui a bu toute sa vie, pour qui l'eau-de-vie était la seule joie, la seule raison d'être, surtout s'il est isolé, sans guide moral?

Ivan travaillait peu, il ne travaillait que pour boire. L'eau-de-vie supprimée, il est complètement désorienté, la vie ne lui dit plus rien. Il est recueilli par un ami, — portier d'église, — l'aide de son mieux, sans cesser de se plaindre de sa nostalgie alcoolique. L'ami le persuade de chercher l'oubli dans la prière, d'al-

ler plus souvent à l'église, non pour balayer et sonner, mais pour prier.

— Imbécile, si je croyais en Dieu, serais-je ivrogne?

Dispute théologique, voies de fait. Ivan quitte son ami, se procure un demi-litre d'alcool à brûler, boit d'un seul coup et... se pend.

C'est un fait divers réel et banal.

Les sociétés coopératives dont je parle plus haut ont joué et jouent un rôle bienfaisant dans le passage de l'ivrognerie à outrance, organisée et soutenue par l'Etat, à la tempérance absolue, sans transition. Je puis dire que l'influence des coopératives se manifeste davantage que celle du pape, surtout dans les villages.

— Le pape n'est qu'un paysan à peine dégrossi, on lui apprend peu de chose dans son séminaire, il n'est pas plus riche que le moujik, payé qu'il est presque exclusivement par ses paroissiens. Il a la jouissance de la petite propriété de la cure, environ 30 hectares, si je ne me trompe, mais il les partage avec le chantre. A l'époque de la moisson, le pape reçoit de chaque famille de paysans une mesure de seigle de la valeur d'un rouble. Un baptême lui rapporte 40 kopecks, un mariage de 4 à 8 roubles, un enterrement de 2 à 4 roubles. Aux grandes fêtes et aux fêtes locales il fait une tournée de maisons, y porte sa bénédiction et reçoit une vingtaine de kopecks et par ci par là... un petit verre, quand ce dernier existait encore. De sorte que le pape rentrait ces jours-là un peu joyeux. Le prestige et l'influence du pape sont généralement médiocres.

C'est le haut clergé qui exerce une grande influence dans le domaine politique; encore faut-il distinguer le clergé pour ainsi dire pratiquant du clergé du synode, clergé administratif. Il y a lutte entre ces deux branches de l'église. Vers la fin de l'année dernière, à une séance du zemstvo, l'évêque d'Oufa a prononcé un discours assez retentissant, presque révolutionnaire, dont les échos ne se sont pas encore tus. Le pasteur moderniste regrette que les procureurs du saint-synode soient

de véritables ministres, traitant les archevêques comme des gouverneurs. « Depuis longtemps la bureaucratie ploie le clergé sous le joug et le clergé tombe de plus en plus dans un abaissement complet. Encore si le gouvernement avait des principes en politique religieuse, mais il n'a ni doctrine, ni plan. La foi s'évapore et la société se décompose. C'est de la Douma d'Etat que nous attendons notre salut... » Pauvre Douma ! Elle qui aurait tant à faire, on la laisse à peine parler.

Le clergé n'a pas souffert de la guerre. Ce sont les instituteurs et leurs familles qui en souffrent le plus. On ne saurait jamais assez dire le labeur, le courage, l'abnégation, les sacrifices de l'instituteur russe. En Russie, la tâche de l'éducateur du peuple est une véritable mission et l'instituteur l'exerce dans des circonstances déplorables. Suspecté de tous, surveillé, misérablement payé, surtout dans les écoles paroissiales qu'il ne faut pas confondre avec celles des zemstvos, nul plus que lui n'est méconnu et nul plus que lui n'est utile à la société. Maintenant il est soldat et sa famille est dans un tel dénuement que la Société pédagogique Ouschinsky (célèbre pédagogue) a demandé à ses adhérents la $\frac{1}{1000}$ partie de leur traitement pour venir en aide aux familles des instituteurs mobilisés, invalides, réfugiés, etc. Je ne sais pas ce que la guerre nous apportera, mais elle fait bien des victimes.

— Un jeune écrivain, K. Tréniev, qui excelle dans la nouvelle, vient d'en publier un nouveau recueil, *Vladika* (Prince de l'Eglise), titre du récit le plus long et le meilleur. Un moine se morfond dans l'impuissance d'être effectivement utile. Il est obligé souvent de prendre des résolutions qui ne s'accordent pas avec l'immense pitié qu'il professe pour les faiblesses des hommes. Un de ses actes, qu'il a cru nécessaire et salutaire, conduit au suicide un jeune séminariste. L'image de ce malheureux poursuit le Vladika et finit par le tuer, impuissant à lutter contre les sentiments contradictoires qui l'obsèdent.

L'auteur a bien su pénétrer dans les profondeurs intimes de son personnage et saisir le conflit entre ses aspirations ascétiques et la réalité vitale qu'il ne peut vaincre. Tréniev connaît

particulièrement le sud de la Russie, hommes, choses, nature. Il n'a pas encore atteint la pleine maîtrise de son art ; son style est vif et frais. Il occupe une place honorable dans le groupe des nouvellistes d'aujourd'hui : Zaïtsev, Remizov, Bounine, etc.

Malgré la guerre, on publie énormément ; c'est à croire que les 3 % des Russes qui savent écrire ne font que cela. La bonne littérature est rare, c'est de la *littératourtschina*, comme disent les Moscovites, mot que je traduirai librement : camelote littéraire. — La Société de philosophie de l'université de Pétrograd vient de terminer la publication, en russe, de la *Logique* de Hegel, en trois volumes. — Les revues paraissent irrégulièrement et, depuis quelque temps, avec beaucoup de caviar blanc. Dans tel article il y a plus de blanc que d'imprimé. Dans les derniers numéros des *Annales du Nord*, Portougalov étudie l'*Activité de l'Union des villes russes* ; Victor Tchernov analyse le *Socialisme militaire* ; Kolossov consacre des pages émues à *Un volontaire russe dans l'armée française*. Il s'agit d'un publiciste, Sletov, engagé à l'âge de quarante ans et tué tout dernièrement.

OSSIP-LOURIÉ.

CHRONIQUE ALLEMANDE

Institutions d'empire. — Etatisme et libéralisme. — La démocratie allemande. — Guerre et parlement. — La pseudo-banqueroute du parlementarisme. — Les méthodes économiques allemandes. — George Hermann : ses essais et son nouveau roman. — Nécrologe : Gustave Falke, Marie d'Ebner-Eschenbach.

« Un homme qui n'est point Allemand ne sait rien de l'Allemagne, » disait récemment M. le conseiller privé Adolphe Lassel, professeur à l'université de Berlin. Vous voici dûment avertis ! Vous qui n'êtes pas Allemand, vous n'avez pas le droit de porter des jugements sur l'Allemagne. Cela n'empêche évidemment pas les étrangers de se renseigner et, quand ils se sont renseignés, de dire ce qu'ils pensent. C'est justement ce

que viennent de faire deux Français, M. Joseph-Barthélemy, professeur à la faculté de droit et à l'Ecole libre des sciences politiques de Paris, et M. Henri Hauser, de l'université de Dijon.

M. Joseph-Barthélemy a voulu présenter à ses compatriotes un tableau des *Institutions politiques de l'Allemagne contemporaine*¹. On sait combien la nouvelle Allemagne est férue des droits de l'Etat : elle va même jusqu'à prétendre qu'elle conduit le progrès de la civilisation en liant l'individu à l'Etat par une sorte de socialisme impérial. « Remets-toi aux mains de l'Etat et tu vivras à ta guise. » C'est ce que ses publicistes appellent sans ironie « la liberté allemande. » « Aucun peuple sur la terre n'est plus libre que le peuple allemand, » dit Lamprecht. Et Houston Stewart Chamberlain, avec toute la ferveur du néophyte, enchérit encore : « Une liberté qui n'est pas allemande n'est pas une liberté. »

Je ne serais pas surpris que ce fût pour éclairer la conscience des honnêtes gens que M. Joseph Barthélemy ait entrepris d'écrire son livre. Oh ! il le fait sans parti pris, avec l'unique souci de voir clair. On pourrait comparer son effort à une dissection anatomique : enlevant avec son scalpel toutes les chairs des commentateurs, il laisse à nu le squelette de la vérité : car il y a beaucoup de trompe-l'œil dans les constitutions des Etats et dans la constitution de l'empire. Et le résultat de son enquête, rigoureusement scientifique, est que, en Allemagne, on n'a que l'ombre de la démocratie ; qu'on y chercherait en vain un constitutionnalisme sincère ; que le régime parlementaire n'y fonctionne nulle part normalement ; que ce qu'on nomme les libertés allemandes n'est dans la vie politique qu'un leurre. Sans doute — et l'histoire est là pour le prouver — l'Allemand a pu à un moment donné de son développement politique avoir le goût des libertés constitutionnelles ; il a même, dans certains parlements, soutenu des luttes pour les obtenir ; mais toute l'élite libérale qui conduisait la bataille — savants, artistes, professeurs, lettrés et bourgeois — s'est dissipée à la suite des victoires militaires prussiennes, et s'est résolument engagée

¹ Paris, Alcan, 1916.

dans le sillage impérialiste : actuellement on ne trouverait pas un libéral qui ne raisonnât comme l'empereur, les pangermanistes et les militaires. « En Allemagne, dit M. Joseph-Barthélemy, nous trouvons presque partout une façade de démocratie et de liberté, aménagée avec l'art particulier d'un peuple de commerçants et de commis voyageurs habiles à faire l'étalage. Le peuple allemand est admis à collaborer au recrutement des assemblées; mais ce n'est que d'une manière imparfaite et incomplète. Ces assemblées sont appelées à limiter le pouvoir des princes; mais ces princes ont gardé sur bien des points les attributions et les prétentions de l'absolutisme. Le peuple, par l'organe de ces assemblées, est *quelquefois* admis à faire connaître ses vœux, mais le gouvernement n'est pas obligé de les exaucer. On peut respirer en Allemagne sans la permission d'un sergent de ville; les Allemands ne sont pas intégralement soumis et caporalisés, privés des libertés les plus élémentaires, suant pour enrichir exclusivement propriétaires fonciers ou capitalistes. Mais il y a entre la liberté allemande et la liberté véritable des peuples occidentaux l'abîme qui sépare la civilisation de la « Kultur. »

— Si quelqu'un pouvait encore douter de la vérité de ces paroles, il n'aurait qu'à lire la confession que récemment un Allemand du sud, libéral, faisait dans la *Nouvelle Gazette de Zurich*, sous ce titre : *Guerre et parlement*. « Parmi les grands effets de la guerre sur le peuple allemand, dit-il, le plus considérable est le renforcement puissant de la notion de l'Etat. Dans une mesure infiniment plus grande que précédemment, l'Etat est aujourd'hui la patrie. Il est hors de doute que ce développement profitera d'abord aux représentants de l'idée de l'Etat : la monarchie, l'empire, le gouvernement, l'armée. Ces notions sont aujourd'hui ancrées dans la conscience du peuple plus profondément qu'avant la guerre. »

S'ensuit-il aux yeux de notre libéral que démocratie et parlementarisme aient fait leur temps? Il ne va certes pas jusque-là, mais, en face de l'unité de vues et de plans des puissances centrales due à leur gouvernement fort, il montre l'organisation

soi-disant incohérente des Etats libéraux et démocratiques. « En voyant cela, dit-il, on comprend que Chamberlain, qui voudrait que l'organisation militaire passât aussi à l'Etat, se soit écrié : « Quand on voit parader de si triviale façon le parlementarisme, on ne peut que désirer sa disparition. Toutes les nations » de la terre du reste sont saoules de parlementarisme. »

Il est en France et en Angleterre des esprits simplistes qui s'imaginent qu'une défaite allemande aurait pour conséquence une renaissance des idées libérales en Allemagne. Rien n'est plus faux. Le peuple allemand est trop persuadé qu'il doit à la dynastie des Hohenzollern son organisation, son existence comme nation, ses richesses actuelles et celles qu'il espère conquérir, pour qu'il rompe avec l'empire. Un des chefs de la démocratie sociale, M. Scheidemann, l'a dit en plein Reichstag : « Il faut qu'on sache que le césarisme allemand ne peut pas être abattu par une force extérieure, sans qu'elle abatte le peuple allemand lui-même. »

— C'est à des conclusions semblables qu'aboutit M. Henri Hauser dans son étude *Les méthodes allemandes d'expansion économique*¹. Fruit de vingt années de travail et d'observations, ce petit volume, qui n'a pas même trois cents pages, condense, dans sa brièveté, tout ce qu'il importe de savoir sur les méthodes économiques allemandes; sur la manière dont sont organisées les banques et le crédit, les cartels et le *dumping*, les moyens de transport par eau et par terre, l'œuvre de l'Etat protecteur, l'Etat tout-puissant, devenu « le plus grand employeur du monde » pour le développement de l'industrie et du commerce, et sa ruée à la conquête des marchés du monde. Et, en montrant les procédés des Allemands, non tous dignes d'éloges, mais effectifs, il met en regard la routine française, l'abus de la théorie, l'absence d'esprit pratique, le manque d'initiative, la bureaucratie tracassière et inintelligente, les administrations totalement dépourvues de sens commercial et industriel, le parlement qui « politicaille » pendant des semaines entières et « qui ne trouve que cinq minutes pour

¹ Paris, Armand Colin, 1916.

examiner à la fin d'une séance des questions économiques importantes. »

Là est la lacune nationale que M. Hauser voudrait réformer. Il est éloquent, pressant. Ce dont il conjure aussi ses compatriotes, c'est de ne pas s'endormir dans un optimisme béat, de ne pas croire, par exemple, « qu'après la victoire des armes l'industrie des pays alliés n'aura qu'à se baisser pour recueillir l'héritage de l'expansion allemande à travers le monde. » Il leur dit que, même vaincu, l'Allemand restera, malgré ses pertes énormes, un peuple de plus de soixante millions d'hommes, gardant un taux de natalité élevé que sauront bien conserver les mesures législatives et la propagande. Il leur dit aussi que l'Allemagne ne perdra pas du jour au lendemain le bénéfice de sa préparation technique et qu'il faudra travailler dur pour prendre sa place. Il leur montre enfin combien est enfantin ce boycottage collectif des relations commerciales des Alliés avec l'Allemagne, qu'on préconise souvent en France. « Ne vaudrait-il pas mieux, dit-il, au lieu de s'occuper de ces fadaises, examiner la question de la reprise des relations commerciales après la guerre? » N'oubliez pas, dit M. Hauser, que l'Allemand sème dans la tempête; vainqueur ou vaincu il récoltera. Tandis que ses rivaux se taisent, refusent de prendre des engagements, remettent au lendemain de la paix de parler affaires, lui rappelle à tous les échos qu'il existe, que ses firmes sont toujours puissantes, qu'elles seront prêtes, au premier jour d'accalmie, à répondre aux appels.

De semblables avertissements ont déjà été donnés à la France par des observateurs intelligents, M. Victor Cambon, par exemple. Elle n'a point prêté attention à leurs paroles. Mais la gravité des événements doit enfin lui ouvrir les yeux.

— Le chômage imposé par la guerre à la production littéraire continue. Mais un peu de lassitude commence à se marquer à l'égard de la *Feldgrauenliteratur*. Devons-nous nous en attrister ou nous en réjouir? Réjouissons-nous quand il s'agit d'un écrivain comme George Hermann. Au fur et à mesure qu'ils paraissaient, nous avons rendu compte ici de ses romans

d'une saveur si fine, *Jettchen Gebert*, *Henriette Jacoby*, *Kubinke*, *La dernière nuit du Dr Hirschfeld*. George Hermann a de très beaux dons : une imagination extrêmement riche, une grande variété de moyens, un accent neuf et pénétrant, une perpétuelle invention de détail ; rien qui sente l'effort ou l'école, mais des impressions toutes fraîches, notées directement, d'un trait à la fois sûr et ingénu. Tout cela a donné des livres très brillants, très originaux, très attachants, d'une qualité littéraire tout à fait rare et qui sont certainement les meilleurs romans qu'on ait écrits en Allemagne depuis dix ans.

Pour Noël, George Hermann a publié deux livres nouveaux, un volume d'essais intitulé *Vom gesicherten und ungesicherten Leben* et un roman, *Heinrich Schön jun*¹. Ces essais, écrits en grande partie depuis la guerre, exposent, si ce mot ne paraît pas trop ambitieux, la philosophie de l'auteur. Cette philosophie ressemble fort à celle de Voltaire dans *Candide*, sans du reste que les deux auteurs tirent des conclusions identiques de leurs idées. Voltaire dit que, dans l'incertitude où l'homme est de sa destinée, une seule chose importe, cultiver son jardin, et il fait cette constatation avec allégresse. George Hermann fait la même constatation, à savoir que tous les hommes ou presque tous les hommes veulent assurer leur vie par le travail, mais il le fait sans allégresse. Il affirme que, plus la vie augmente d'intensité, plus elle perd de son charme et peut-être de sa raison d'être. Aujourd'hui c'est l'Etat « le grand assureur » qui est chargé d'assurer la sécurité de l'homme. « Il sait bien ce qu'il fait en agissant ainsi, dit George Hermann : en jetant à l'homme comme appât la vie assurée, il l'embrigade plus étroitement dans les fonctions militaires et civiles. Il offre peu, l'Etat, mais dans ce peu il offre du moins une vie exempte du souci du lendemain ; il assure contre l'âge, l'invalidité, la maladie, et par là il facilite les mariages en garantissant aux veuves et aux orphelins une pension qui à vrai dire est modique, mais qui tout de même assure l'existence. En échange de ce don, l'homme abdique son moi, ses opinions, la logique de sa pensée.

¹ Berlin, Egon Fleischel, 1916.

Il n'hésite jamais à le faire : comme le poisson qui frétille autour de l'hameçon au bout duquel pend un ver, il n'a rien de plus pressé que d'avaler le ver et l'hameçon. »

Cela ne plaît guère à George Hermann, qui n'est pas économiste, mais artiste. Aussi toute sa sympathie va-t-elle aux rares déclassés, aux réfractaires, qui vivent en marge de la société. Il faut lire dans son petit livre plein de suc ce qu'il dit des peuples du progrès et des peuples arriérés, des hommes du Nord et du Midi, les premiers pleins de superbe pour l'indolence et le far-niente des autres, du protestantisme et du catholicisme, des Bohèmes de la littérature, Gérard de Nerval, Verlaine, Peter Hille, Rimbaud, Ch.-L. Philippe, des écrivains russes Gogol, Tourguéniev, Tchekov, Gorki, Dostoïewski, Tolstoï, qui tous ont été des indépendants, et cela, dit-il, n'est point une mauvaise note pour un peuple que nous connaissons si peu.

George Hermann, qui n'a aucun parti pris social, religieux ou national, parle avec une grande sympathie des écrivains anglais si vigoureux et si originaux, de Maeterlinck, des impressionnistes français, Sisley, Césanne et Van Gogh, et, quand Hermann Hesse dit qu'en Allemagne on doit rester fidèle à l'esprit des conteurs de la race, il répond : « Lorsqu'on parle de conteurs, ce n'est pas à Kleist, à Goethe ou à Keller que je songe, mais à Balzac, Stendhal, Dickens, Tourguéniev et Gogol. » Et il conclut : « La bonne littérature a toujours été internationale. »

— Le nouveau roman de George Hermann, *Henri Schön junior*, s'inspire de cet esprit. Il n'est nullement dans la tradition du roman allemand d'autrefois, celle de Spielhagen, de Raabe ou de Storm. Peut-être offrirait-il quelque analogie avec les romans de Fontane et de Thomas Mann, mais, en fait, il ne ressemble à rien de ce qu'on a écrit jusqu'à ce jour en Allemagne. « Je n'ai voulu, dit-il, que raconter une histoire de Potsdam, raconter seulement l'histoire d'Henri Schön jun., « de la riche famille des Schön, au bord du canal. » L'histoire, en effet, se passe à Potsdam, aux alentours de 1840. Potsdam avait alors perdu les industries qui faisaient sa richesse

au dix-huitième siècle et elle était en train de devenir la petite résidence paisible et somnolente qu'elle est aujourd'hui. Les Schön furent les derniers industriels de la soie qui restèrent dans cette ville de fonctionnaires et de militaires avec lesquels ils constituaient une sorte d'aristocratie. George Hermann a étudié avec infiniment de finesse ce milieu d'où se dégage un exquis parfum de vétusté. On sait le goût qu'il a pour les mœurs de ce temps qu'on appelle en Allemagne la *Biedermeierzeit*. Il en connaît le décor, les meubles, les costumes, les objets d'art, les livres et les gravures, mais il en connaît encore mieux l'âme. *Henri Schön jun.*, comme *Jeltchen Gebert* et *Henriette Jacoby*, est moins un roman de mœurs qu'une histoire sentimentale. Mais cette histoire n'est pas de celles qu'on puisse facilement résumer. J'aime mieux vous dire que le roman est exquis, qu'il se passe au printemps, en été et en automne de la même année, ce qui nous vaut de délicieux tableaux de la petite cité aux lacs dormants, à la lente rivière bleue du Havel, aux grands arbres des parcs ; qu'on y mange beaucoup, comme dans les *Buddenbrooks* ; qu'on s'y promène en devisant dans les jardins ou sur l'eau ; qu'il y a des scènes passionnées d'un dramatique puissant ; qu'il y a surtout de très jolis portraits d'originaux, le vieux diplomate en retraite von Mühlesiefen et sa femme née von Grävnitz, Antonie Schön née Arnstein, Edouard Schön aîné et Henri Schön jun., les jeunes von Maltitz et von Winterfeld et le vieux professeur Friedrich-Wilhelm Schneider qui viennent enrichir la galerie, déjà si variée, des originaux de George Hermann. Car George Hermann, qui est un Berlinoïse spirituel, ironique et gai, excelle à faire parler les gens. Son style, nourri de la fleur des littératures modernes, est un composé plus précieux que le métal de Corinthe. Kurt Martens, qui vantait récemment les progrès fait par la prose allemande ces vingt dernières années, affirmait qu'elle était en train d'égaler la langue française par la finesse de l'expression, la richesse et la souplesse de l'élocution. La chose est en tout cas vraie pour George Hermann.

— La mort a largement fauché, ces dernières semaines, parmi

les écrivains. Une des plus grandes pertes a été celle de Gustave Falke, le poète hambourgeois. Falke est après Liliencron et Dehmel le plus grand poète de la génération nouvelle. Il s'est développé assez tardivement. Ses premiers vers s'inspiraient de Mörike, de C.-F. Meyer et de Storm. On aurait dit que le poète, par timidité, avait peur d'être lui-même. Mais un jour il se trouva. Ayant fait à quarante ans la connaissance de Liliencron, il développa, au contact de celui-ci, son originalité. Les premières œuvres qu'il publia, *Mynbeer der Tod, Tanz und Andacht, Hobe Sommertage*, eurent un grand succès. Dès lors, il ne cessa de progresser et la gloire vint pour lui au seuil de la vieillesse. Il en jouit doublement, car sa vie avait été dépouillée et besogneuse : longtemps il avait dû mener l'existence d'un pauvre maître de musique courant le cachet. Quand on célébra son cinquantenaire, il y a quelques années, le Sénat de Hambourg lui alloua une pension de 3000 marks qui mit sa vieillesse à l'abri du besoin. Très simple et très modeste il disait : « Ma vie a été pauvre en événements extérieurs, bien que j'aie passablement voyagé dans la patrie allemande ; tout ce que j'en rapporte, c'est quelques volumes de vers. » Il disait aussi : « J'ai quelque chose d'âpre et de dur, je suis un fruit qui mûrit lentement. » Mais année par année il s'était dépouillé de sa rudesse native et les fruits qu'il donna finirent par être exquis.

— Une autre grande perte de la littérature est celle de Marie d'Ebner-Eschenbach, qui venait d'atteindre le bel âge de quatre-vingt-six ans. Marie d'Ebner-Eschenbach, c'est George Sand grand'mère, la bonne dame de Nohant qui voulait, en écrivant, « cultiver les esprits et intéresser les cœurs. » C'est pour les petites gens et pour les enfants qu'elle écrivait ses nouvelles et ses romans. Elle fut populaire dans le bon sens du terme. Elle disait : « Il ne faut jamais s'abaisser au niveau du lecteur, mais l'élever à soi. » Elle le fit avec beaucoup de dignité en une langue simple, nette, très élevée et qui reflète une belle âme. Revendicatrice des droits des faibles et des opprimés, elle croyait comme Tolstoï que la solution de la question sociale se trouvait dans la bonté. « Si tous les riches, dès les premiers

temps, disait-elle, avaient été les amis des pauvres, il n'y aurait pas de question sociale. »

Marie d'Ebner-Eschenbach n'était sans doute point un des tout grands écrivains de la littérature allemande moderne, mais je n'en sais point à qui s'applique mieux la maxime de Vauvenargues : « Les grandes pensées viennent du cœur. »

ANTOINE GUILLAND.

CHRONIQUE SUISSE ROMANDE

Sommes-nous rassurés ?

Nul ne suspectera le zèle, l'intelligence, la parfaite loyauté du Conseil fédéral et du général.

Pourtant nous nous sentions entraînés par des influences anonymes vers une louche et criminelle aventure.

Voilà pourquoi, tout entière, la Suisse romande s'est levée.

Ce qui importe aujourd'hui, c'est de savoir si la lumière est faite, si les désaveux nécessaires ont été articulés, si les garanties indispensables sont acquises.

Sur aucun de ces points nous ne pouvons répondre par un oui ou un non catégorique. Nous ne pouvons pas désarmer. C'est là le sentiment commun dans tous nos cantons romands et dans la Suisse italienne. On commence à l'entendre exprimer dans la Suisse allemande. Après la session des chambres fédérales — cette session de mars 1916 qu'on appelle déjà la session historique — nous ne nous trouvons point devant une œuvre achevée, mais devant une entreprise, largement et fermement ébauchée il est vrai, qu'il appartient à nos magistrats, à nos mandataires et surtout à notre peuple de poursuivre sans défaillance.

Pourquoi revenir sur tout cela ? Pourquoi l'émotion du peuple reste-t-elle profonde et grave, comme à la veille d'un suprême

danger? N'avons-nous pas la déclaration solennelle des deux chambres, ce pacte de Berne que M. le conseiller fédéral Motta proposait au parlement et à la nation et qui doit sceller à nouveau l'union indissoluble des Suisses?

Pourquoi? Parce que nous ne savons pas comment la volonté des chambres va être comprise et appliquée et si les décisions du Conseil fédéral continueront à être faussées dans l'application.

L'inquiétude, l'amère défiance, l'indignation concentrée qui ont succédé dans notre peuple à la ferveur patriotique des premiers jours vient d'une suite d'incidents dont il est aussi aisé d'amoindrir la portée quand on les sépare qu'il est difficile d'en méconnaître la gravité quand on les réunit.

Qu'est-ce que l'incident de Delle? Un fait bien regrettable, mais rien de plus, *s'il ne s'agit que d'une maladresse*. Maladresse, l'arrestation des journalistes Campbell et Lemure, l'arrestation de M. Mackintosh, retenu cinq semaines en détention préventive, dans une cellule pleine de vermine, avec une pailleasse pourrie! Maladresse, d'autre part, la communication du bulletin confidentiel de l'état-major aux attachés militaires de l'Allemagne et de l'Autriche; maladresse, la différence si mal excusée qu'on fait entre l'aviateur Gilbert confiné comme en prison et l'aviateur allemand qu'on choie à Thoune, l'un et l'autre ayant tenté de s'évader! Maladresse, l'avortement de l'enquête sur les bombes allemandes tombées à La Chaux-de-Fonds!

Maladresses ou provocations?

Car cela fait tant de maladresses que, ramassant tout cela en un ensemble, nous n'avons pu y voir qu'une intention sourde et persistante de contrevenir à la volonté loyale du Conseil fédéral et de lui forcer la main, en nous brouillant avec les uns pour nous jeter du côté des autres.

Voilà ce que nous y avons vu; voilà ce que nous y voyons encore. Et voilà pourquoi nous avons voulu savoir, à la fin, d'où venaient ces perpétuelles maladresses qui éclataient tantôt en un point, tantôt en un autre, comme ces abcès qu'on ne guérit dans un endroit du corps que pour les voir reparaitre

ailleurs, parce qu'ils viennent d'une cause générale qui est l'empoisonnement du sang.

Tournons-nous vers les affaires intérieures : même spectacle. Une série de faits dont on s'est d'abord étonné, puis inquiété, dont on s'est indigné enfin, jusqu'au dégoût. Des vexations, des empiétements, des inégalités, souvent ridicules, parfois révoltantes. Ce qui a le plus frappé l'opinion, ce sont les gros faits détachés, très visibles, l'acquittement des deux colonels, venant après la condamnation brutale du caporal Ammann, et précédant de si peu l'exécution sommaire — car je ne puis appeler cela un jugement — du journaliste Froidevaux. Quoi ! Le grand-juge l'avait menacé personnellement lors d'une comparution antérieure, et ce même grand-juge, loin de se récuser, enlève l'affaire comme à la baïonnette ! On refuse au défenseur le temps de prendre connaissance du dossier ! On fait son procès en allemand à un homme qui ne peut se défendre qu'en français ! On le condamne pour trahison sur une ordonnance du Conseil fédéral qui ne prévoit l'inculpation de trahison, en pareil cas, que si *l'on a mis en péril* la sécurité de l'armée ou du pays. Et l'on refuse d'accorder deux jours au condamné pour mettre ordre à ses affaires !

Vraiment, c'est à se dispenser de tout commentaire.

Dat veniam corvis, vexat censura columbas.

Cependant d'autres faits, moins visibles, semblent plus graves encore. Ce sont les empiétements du pouvoir militaire sur le pouvoir civil et, même à l'armée, l'intrusion du pouvoir central dans les ressorts particuliers de la hiérarchie.

On eût dit que des mains secrètes attiraient à elles toutes les affaires du pays. La police de l'armée se mêlant de tout, la censure de l'armée faisant concurrence à l'autre, à celle que le Conseil fédéral a instituée et dont nous n'approuvons pas tous les arrêts, mais qui offre de sérieuses garanties ; les tribunaux territoriaux dessaisis ; les enquêtes confiées à des juges d'instruction spéciaux et faites par des officiers de langue allemande quand les prévenus ne parlent que le français ! Et le reste ! Nous n'en finissons pas. L'état-major fédéral préparant, à l'insu

du Conseil fédéral et du général, l'occupation de la Suisse romande par les troupes de la V^e division ! Et cela au mépris des droits des cantons, au mépris de la constitution !

Que dire de ce qui s'est passé au Tessin ? Que dire, pour le régime intérieur de l'armée, des faits révélés au Conseil national par M. Daucourt ?

Nous n'avons pas la pleine lumière : les responsabilités sont mal établies. Celles de l'état-major, très lourdes, ne sont pas, peut-être, telles qu'on l'a cru. La responsabilité de l'état-major vient de l'irresponsabilité des sous-ordres. Ce respectable corps a cru posséder le génie de l'organisation. Et il a mis la main sur tout, il a voulu organiser tout comme si rien n'existait. Quand ceux qui commandent se perdent dans les petites choses, ceux qui ne devraient qu'obéir décident des grandes et font des sottises. Ils en ont fait à tour de bras, dont leur chef a endossé majestueusement la responsabilité.

Voilà pourquoi le désaveu catégorique que les chambres, le Conseil fédéral, le général, ont infligé à la doctrine abracadabrante du colonel de Sprecher sur la neutralité eût risqué de demeurer sans effet si l'on s'était borné à cela. Le désaveu ne saurait être plus net. Il ressort de la déclaration — amendée — de la commission des pleins pouvoirs. Il porte sur la doctrine du chef de l'état-major et non sur la personne, et c'était exactement ce qu'il fallait. Mais il ne porte pas sur la vraie cause du mal, qui est dans l'anarchie d'en haut, pire que l'anarchie d'en bas.

Songez à ceci : le bulletin confidentiel de l'état-major était communiqué journellement et ouvertement aux attachés militaires de l'Allemagne et de l'Autriche. Le chef de l'état-major ne l'a pas su ; le général ne l'a pas su ; le Conseil fédéral ne l'a pas su !

L'état-major prépare l'occupation militaire de la Suisse romande. Toutes les gares du réseau reçoivent des ordres. Le chef de l'état-major l'a-t-il su ? Nous ne le savons pas, mais le général ne l'a pas su ; le Conseil fédéral ne l'a pas su ; les cantons souverains ne l'ont pas su ! Tant que nous ne saurons pas que

ceux qui ont à savoir savent ce qu'ils doivent savoir, nous ne saurons pas où nous allons.

La théorie de la « neutralité chancelante » a été répudiée solennellement ; le Conseil fédéral est armé du droit de contrôle sur le militaire. Cinq arrêtés pris d'un commun accord entre lui et le général avant la réunion des chambres ont prouvé sa volonté de rester un gouvernement qui gouverne ; le Département militaire vient de remettre sur le pied de paix l'administration de la justice pour toutes les divisions qui ne sont pas sous les armes. Le Jura bernois est rattaché au ressort judiciaire de la II^e division. Autant de mesures excellentes qui calmeront bien des appréhensions. Ce qui en eût apaisé davantage, c'eût été la réorganisation de l'état-major fédéral. Plus conforme aux vœux de la Suisse romande, pareille mesure eût blessé, paraît-il, nos confédérés de la Suisse allemande. Ils redoutaient une crise de l'état-major en un moment où le danger peut surgir brusquement devant nous. Et puis ils ne nous ont pas entièrement compris. Même après la session des chambres, après les discours de nos représentants, ils ne nous comprennent pas encore entièrement. C'est qu'ils raisonnent comme le Conseil fédéral, et, ne discernant qu'une suite de cas particuliers où nous voyons un ensemble, n'aperçoivent point la gravité du péril qu'aurait fait courir à notre démocratie, à notre unité nationale, la formation d'une caste militaire.

Ce péril est conjuré, non seulement parce que le Conseil fédéral a ouvert les yeux, mais parce qu'il a derrière lui les chambres, qui ont derrière elles le peuple. Le jeu normal de nos institutions démocratiques est restitué suffisamment pour que la nation ait les moyens de demander des comptes et d'énoncer distinctement sa volonté. Il reste beaucoup à faire et nos neveux seront stupéfaits en lisant cette page de notre histoire, que nous tenions ce qui est fait pour un grand gain que nous aurions pu ne point obtenir. Ils s'étonneront qu'il ait fallu tant de protestations, de si énergiques interventions, pour ramener l'ordre parmi ceux qui ont mission de le faire respecter et empêcher certains chefs d'intervertir plus longtemps nos droits et leurs devoirs.

Ils s'étonneront ; ils admireront aussi. Car ce qui demeure, outre l'assurance que l'œuvre d'assainissement est commencée et ne s'arrêtera point, c'est la certitude, plus réjouissante encore, que la source du courage civique n'est pas tarie dans notre pays. Il y a eu des consciences pour se révolter : je rends cet hommage à M. le docteur Langie ; il y a eu des hommes assez fermes — *æs illi triplex* — pour demeurer calmement le point de mire de toutes les attaques, jusqu'au jour où ils ont pu sommer leurs détracteurs d'articuler des faits... et les ont vus s'évanouir : je rends hommage à M. le colonel Secretan ¹.

Il y a eu toute la députation vaudoise, toute la députation romande, et celle du Valais, et celle du Tessin. Il y a eu un sursaut de l'âme nationale, car nos confédérés, malgré le conseiller Jäger, le conseiller Ullmann et le conseiller... d'administration de la « Motor », M. Bühlmann, sont venus au-devant des nôtres, la main ouverte et cordiale.

Ils nous ont soulagés d'un grand poids en nous montrant que la Suisse romande se fait écouter quand elle est unie.

Puisse-t-elle affermir cette union, non pour former une Suisse dans la Suisse, mais pour que toutes les forces de la Suisse concourent utilement à la prospérité commune. Puisse-t-elle rester consciente du rôle qu'elle est appelée à jouer dans le développement de nos institutions, de notre politique, de notre économie nationale. Déjà les problèmes de demain se dessinent impérieusement. Nous nous présenterons devant l'Europe avec plus d'honneur et de bonheur quand nous aurons rallumé le flambeau de la fraternité au foyer impérissable de la démocratie.

¹ La campagne recommence dans divers journaux, qui cherchent à intimider la cour de cassation avant qu'elle ait prononcé sur le cas du journaliste Froidevaux.

Le moyen : provoquer un mouvement d'opinion dans la Suisse allemande en l'excitant contre la Suisse romande. Résultat : les dernières élections municipales de Zurich qui viennent de faire passer les socialistes.

Et les anonymes épileptiques qui ne rougissent pas de mener cette danse du scalp prétendent au monopole du patriotisme !

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

La culture des plantes médicinales doit-elle être pratiquée? — La cuisine électrique est-elle possible économiquement? Une expérience intéressante. — Une méthode pour éviter les collisions en mer : principe de celle-ci. — La consommation de l'alcool dans tous les pays. Chiffres principaux.

Doit-on cultiver les plantes médicinales? N'a-t-on pas lieu de redouter que dans les conditions artificielles des cultures la richesse des plantes en principes actifs soit diminuée? C'est bien possible, a priori. Il est certain que beaucoup de drogues végétales doivent être demandées aux pays tropicaux et sub-tropicaux, parce qu'il n'y a pas à espérer cultiver chez nous les espèces qui les fournissent. En pareil cas la question de la culture ne se pose même pas. Elle ne se pose pas non plus en ce qui concerne beaucoup d'espèces indigènes, qui poussent en abondance en diverses régions, où ce sont de mauvaises herbes. Là il suffit de récolter, de ramasser. La culture est inutile : tel est le cas, dit M. P. Guérin dans une étude sur la récolte et la culture en France des plantes médicinales, pour un certain nombre d'espèces, armoise, mercuriale, mille-pertuis, reine des prés, gentiane, violette, lavande, romarin. Mais pourquoi la France demande-t-elle des coquelicots à l'Espagne, le colchique à l'Autriche, l'écorce de bourdaine en Russie, la feuille de noyer en Italie, le tussilage en Italie, Belgique et Suisse, et la racine *tœniafuge* de la fougère mâle à l'Allemagne? Cette dernière est très abondante en France; il suffirait de la récolter. Pourtant beaucoup de cultures de plantes médicinales existent. Bon nombre se présentent dans le nord de la France, depuis la Belgique, jusqu'à la Loire, et on est surpris de voir tant de localités vivre de tant de spécialités diverses : persil (pour l'apiol), cerisiers (pour les queues de cerise), guimauve, mauve, bouillon blanc, chicorée, chiendent, camomille, etc. Dans l'Aisne, il y a une localité centralisant la récolte d'une soixantaine d'espèces

médicinales. Il y a, en outre, les cultures organisées ; il en est de spécialisées pour la production des fruits d'ombellifères (fenouil, anis, carvi, coriandre, angélique), pour la valériane, l'aconit, la belladone, la menthe, le datura, le basilic, la mélisse. Celles de Houdan sont particulièrement importantes, car on y fait des tentatives d'acclimatation de plantes médicinales étrangères, comme l'*Hamamelis virginica*, et beaucoup d'autres. L'essentiel est de fournir aux plantes les conditions sous lesquelles elles vivent normalement. Et de ne pas juger a priori. Combien de personnes penseraient que le soleil violent du Midi fournit des plantes plus aromatiques que le soleil parisien ! Pour juger de leur erreur, elles n'ont qu'à acheter de l'essence des environs de Paris après en avoir acheté de Grasse ou de Nice. La différence de prix est énorme, et la supériorité du produit septentrional indiscutée. Par contre, la ciguë, en Ecosse, est mangée en salade ; dans le Midi mieux vaut ne pas faire l'expérience : la ciguë y est trop active. Mais si nous ne cultivons pas le pavot en France, et si on le fait venir d'Orient, ce n'est pas que l'opium d'Orient soit supérieur à celui de Clermont-Ferrand ou des Landes : c'est que le terrain et la main-d'œuvre coûtent trop cher en Europe. La rose du Midi n'a pas l'odeur de la rose du Nord : de Dijon, de Paris, et même de la Somme ; le climat n'est pas tout. Il y a pourtant des cas où la culture ne paraît pas donner de très bons résultats : la digitale sauvage reste préférée à la cultivée. Par contre, une culture intelligente, avec emploi judicieux d'engrais, organiques ou inorganiques, amène certaines espèces à fournir des tissus plus riches en alcaloïdes. Ainsi la belladone, la jusquiame, le datura sont enrichis par les engrais azotés, et il ne sera pas difficile de cultiver la belladone, par exemple, en France, ce qui permettra de ne plus acheter en Autriche, sous le nom de belladone, un impudent mélange de feuilles d'ailanthe et de phytolacca.

— La cuisine électrique serait évidemment chose très désirable. Plus de combustible, houille, coke, ou bois à faire monter dans les appartements, plus de cendres à descendre. Plus de feux à allumer, plus de fumée, plus de four trop longtemps

allumé et consommant. Nettoyage simple, facile. Que d'avantages, quelles simplifications, du jour où chaleur, lumière, énergie pénétreront partout sous la forme d'électricité engendrée au pied de la montagne ou à la sortie de la mine, économisant tant de transports, de fatigues et de malpropretés ! Remarquez encore : suppression des risques d'explosion, grande diminution des risques d'incendie ; nulle viciation de l'air, aucun risque d'asphyxie. Seulement, c'est cher. Observez qu'on l'a dit de l'éclairage électrique ; ce qui n'empêche pas que cet éclairage coûte moins cher que l'éclairage au pétrole. Observez aussi que l'électricité peut baisser de prix : on pourra consentir des rabais pour utilisation à la cuisine aux heures où, par exemple, l'utilisation usinière diminue. L'électricité pourrait tomber à très bas prix si on lui trouvait des clients gros consommateurs pour toutes les heures du jour. Enfin, si j'en crois une note de la *Revue générale des sciences*, la cuisine électrique peut être dès maintenant moins coûteuse que la cuisine au gaz, comme le démontrerait le restaurant Romano, dans le Strand, à Londres. Là, le coke et le gaz ont été bannis du grill-room, dont la cuisine se fait uniquement par l'électricité. Or voici les dépenses comparées des deux grils pour une même période de 55 jours. Notons que le gril électrique comporte un récipient pour la récupération des graisses, qui joue un rôle considérable dans l'économie de l'affaire.

Dépenses du gril au coke et au gaz, combust-

tible de gaz à 0 fr. 10 le m³. Fr. 275 —

Dépenses du gril électrique :

Courant (1861 hw. à 10,4 cent.) Fr. 194 —

Dépenses fixes » 64 55

Location du compteur » 5 40

Total, Fr. 263 95

Déduction pour récupération des graisses, à

raison de 2 kg. 7 par jour, à 1 fr. 85 le kg. Fr. 275 —

Bénéfice net, Fr. 11 05

Si on compare, sur ces données, les frais de combustible et de courant pour une année, on trouve :

Gaz et coke, dépenses. Fr. 1835 —

Electricité, bénéfices » 54 50

Economie annuelle par la cuisine électrique: Fr. 1889 50

Résultat des plus encourageants. Il faudra en venir à la cuisine électrique, pour beaucoup d'excellentes raisons, et on atteindra d'autant plus vite le but que les inventeurs imagineront des appareils d'utilisation plus intelligents, plus économiques, plus différents de tous nos ustensiles de cuisine, dont on croirait qu'ils ont été créés en vue d'utiliser le moins possible la chaleur.

— Le physicien anglais J. Joly a donné à la Société royale de Londres des études fort intéressantes sur une méthode pour déterminer la distance en mer et éviter les collisions par temps sombre. Elle est simple, rationnelle, et repose sur le fait bien connu que dans des milieux différents les signaux ont des vitesses différentes. Elle utilise les signaux lumineux, ou hertziens, qu'on peut — pour les distances en jeu — considérer comme ayant une transmission instantanée, et les signaux acoustiques, sous-marins, faisant 1400 mètres environ à la seconde, et aériens, marchant à 330 mètres environ. Supposons un navire, ou un bateau-phare, émettant ces divers signaux de façon régulière, et voyons comment un autre navire tirera parti de ceux-ci. Sur ce dernier on sera organisé pour entendre le signal des deux cloches, simultanément frappées. Il est bien évident que de l'avance du son aquatique sur le son aérien on déduit, avec une exactitude très suffisante, la distance où l'on se trouve par rapport au poste émetteur de signaux. Mais on aura plus de précision si l'on fait usage de signaux hertziens et sonores aériens à la fois, car en pareil cas la différence de vitesse est maxima.

On comprend le principe de la méthode, basée sur la différence de vitesse des signaux synchrones parcourant des milieux différents, différence d'autant plus grande que la distance est plus considérable ; on comprend la possibilité de donner à chaque

station côtière émetteuse de signaux des caractéristiques la différenciant de toutes les autres des environs, comme chaque phare a ses caractéristiques; on comprend aussi que le navire enregistrant les signaux d'une station dont l'identité lui est révélée par l'agencement même des signaux, et connaissant la direction où est cette station, soit capable de marquer sa position sur la carte et de rectifier sa navigation selon les besoins.

Pour éviter les collisions, il faut que les navires soient équipés de manière à émettre simultanément des signaux sonores aériens et hertziens. Dès que deux navires ainsi équipés prennent connaissance l'un de l'autre dans le brouillard, chacun doit envoyer un télégramme indiquant sa direction, un autre indiquant sa vitesse, un troisième accompagnant le départ d'un signal sonore aérien. En répétant le tout à intervalles de temps à fixer, deux vaisseaux se renseignent en outre, par comparaison, sur leur position réciproque et sur les chances de collision, donc sur les mesures à prendre pour éviter celle-ci. Il y a certainement un parti à tirer des expériences de M. Joly.

— L'ouvrage de M. Gabrielsson sur *La consommation des boissons alcooliques dans les différents pays* (F. Alcan, Paris) est à examiner. L'objet principal de ce livre est d'établir la moyenne annuelle de la consommation totale et par tête de l'eau-de-vie, du vin et de la bière (et du cidre) pendant la période quinquennale 1906-1910. En outre, il a évalué les quantités d'alcool pur consommées sous forme de chacune des boissons séparées et sous forme de toutes les boissons réunies. Le tableau qui suit réunit les chiffres relatifs à un certain nombre de pays :

PAYS	Consommation en alcool pur, litres	Dont pour		
		l'eau de vie %	le vin %	la bière %
France	22.93	19.3	65.9	14.8
Italie	17.29	2.9	96.7	0.4
Espagne	14.02	11.5	64.5	24.0
Suisse	13.71	13.9	60.9	25.2
Belgique	10.58	25.9	6.3	67.8
Grande-Bretagne.	9.67	21.6	2.1	76.3
Autriche	7.78	47.6	28.9	23.5

Allemagne	7.47	49.0	8.9	42.1
Etats-Unis	6.89	40.0	4.7	55.3
Danemark	6.82	76.6	3.5	19.6
Pays-Bas	5.01	71.5	4.0	24.5
Suède	4.33	79.3	2.0	18.7
Russie d'Europe..	3.41	89.3	3.0	7.7
Russie d'Asie....	2.61	73.0	23.3	3.7
Norvège	2.37	60.6	8.3	31.1
Japon	2.36	12.9	86.3	0.8
Turquie	1.39	68.2	30.1	1.7
Indes anglaises ..	0.09	90.3	0.8	8.9

Les chiffres montrent que la France est sensiblement le pays où il se consomme le plus d'alcool. En fait, les pays à plus haute consommation individuelle, la France, l'Italie, l'Espagne, la Grèce, la Suisse, le Portugal sont des pays où l'alcool se boit surtout sous forme de vin. De façon générale, d'après M. Gabriellsson, l'emploi de l'eau-de-vie va diminuant dans les pays les plus avancés en civilisation, sauf en France, en Russie et aux Etats-Unis. Et, tandis que ce sont les pays du vin qui consomment le plus d'alcool, ce sont les pays de l'eau-de-vie qui en consomment le moins. Montesquieu disait que l'emploi de l'alcool s'accroît du sud au nord : c'est le contraire, et c'est la proportion de l'eau-de-vie par rapport à la consommation totale qui augmente avec la latitude. Les pays du vin offrent la situation la plus défavorable, les pays de l'eau-de-vie la moins; et les pays de la bière se placent entre deux, si l'on doit admettre que c'est la quantité de l'alcool, sous quelque forme que ce soit, qui doit le plus préoccuper le sociologue et l'hygiéniste. Il est certain que la qualité joue un rôle considérable, que l'alcool pur, en petite quantité, pris à jeun, doit faire plus de mal que de l'alcool absorbé au repas, sous forme de vin. Mais qui décidera quelles sont les doses différentes, d'eau-de-vie et de vin, également nuisibles?

HENRY DE VARIGNY.

CHRONIQUE POLITIQUE

Dans les parlements. — A propos de la bataille de Verdun. — La guerre est-elle près de finir ? — La conférence de Paris. — Allemagne et Portugal. — En Suisse : une mauvaise doctrine ; conséquences et patriotisme.

En temps ordinaire, les débats des parlements sont la plus précieuse ressource du journaliste politique. Il y consacre de longs articles que ses lecteurs absorbent, sinon avec plaisir, au moins avec résignation. Le bruit du canon étouffe la voix des hommes ; même quand, persuadés de leur importance ou entraînés par leurs rancunes, ils l'élèvent outre mesure. Pourtant des choses assez intéressantes se sont dites depuis quelques semaines dans des assemblées : elles ne correspondent pas nécessairement aux sentiments profonds des nations ; elles sont des indices au moins.

La Douma russe ne paraît pas abuser jusqu'à présent des innombrables sujets de plaintes que lui a fournis le gouvernement. Elle est patriote et belliqueuse : elle l'est plus que les fonctionnaires, plus que les nobles, plus que les ministres sans doute. On ne saurait l'en blâmer : tandis que les réactionnaires espèrent toujours une réconciliation avec le Kaiser qui leur permettra de prolonger indéfiniment le régime cher à leur cœur, les libéraux veulent la victoire sur le germanisme ; c'est la condition première de la régénération du dedans.... Pourtant on peut regretter d'entendre un homme de l'envergure et de l'autorité de M. Milioukof revendiquer pour son pays la possession des Détroits. Combien de maux cette prétention n'a-t-elle pas déjà causés ! Espérons que le télégraphe, comme c'est assez volontiers son habitude, lui en aura fait dire un peu trop.

Après le Landtag prussien, le Reichstag allemand a ouvert ses séances. Il a entendu avec satisfaction l'ingénieux M. Helfferich déclarer que tout était pour le mieux dans les finances les plus solidement organisées du monde. Il a laissé éclater sa joie à

l'ouïe des résultats du quatrième emprunt de guerre qui, facilité par le mode de souscription, a produit 10 milliards 600 millions de marks, ce qui, alors même qu'on aurait espéré encore plus, fait honneur au patriotisme germanique. Par contre, il s'est montré moins enthousiaste quand a commencé la discussion sur les 500 millions d'impôts nouveaux que réclame le ministre ; et brusquement un beau tintamarre a éclaté. Fait caractéristique, c'est le socialiste Haase, porte-parole de son groupe et partisan convaincu de la politique impériale le 4 août 1914, qui s'est élevé contre une guerre dans laquelle « en dépit de toutes les annonces de succès, il n'y aura ni vainqueurs, ni vaincus. »

La conversion de M. Haase répond-elle à un changement dans la masse populaire ? Je ne sais. Au Reichstag, il n'a guère trouvé d'écho : les huées ont couvert sa voix ; la majorité de son parti l'a désavoué. L'assemblée reste belliqueuse, comme toutes celles des pays en lutte. Elle craint qu'on ne mène pas les hostilités assez vivement et, comme l'avait fait le Landtag de Prusse, proteste contre toute atténuation des entreprises sous-marines.

Cette touchante inquiétude paraît d'ailleurs exagérée. A vrai dire, le grand-amiral de Tirpitz a donné sa démission, invoquant ces raisons de santé qui sont encore tout ce que la diplomatie, sans cela si fertile en ressources, a su imaginer pour expliquer le débarquement d'un homme. Mais son successeur, l'amiral de Capelle, fait encore mieux que lui. Jamais on n'avait vu autant de vaisseaux torpillés : navires de commerce, transports, paquebots-poste, anglais, hollandais, scandinaves... tout y passe. De sorte que l'éclipse, momentanée sans doute, du créateur de la flotte allemande ne peut s'expliquer que d'une manière : la nécessité de donner une preuve de bonne volonté aux Etats-Unis dont le doux président recommençait à élever la voix, et que l'on espère, par cette importante concession, désarmer pour longtemps.

En France, le parlement est généreux des deniers publics : les exposés financiers du vénérable M. Ribot n'ont guère, jusqu'ici,

provoqué que des applaudissements. Mais pourquoi ce patriotisme n'inspire-t-il pas tous les actes ? Par quelle aberration, pour ne rien dire autre, un député obscur peut-il se permettre d'attaquer dans les termes les plus violents le commandant en chef ? Il sait que ses cris ne changeront rien à la conduite de la campagne, qu'ils pourront tout au plus propager la défiance. Pourtant, il crie.... En attendant, la France en est à son quatrième ministre de la guerre depuis le commencement des hostilités. Il est impossible de dire si ce changement est heureux : le général Galliëni avait fait peu de chose, et pour cause ; le général Roques n'a encore rien fait du tout. Mais personne n'ignore qu'il est dangereux de changer souvent un fonctionnaire de ce calibre.

A Rome, le ministère Salandra-Sonnino a résisté au plus rude assaut qu'il ait subi depuis dix mois. Les uns lui reprochaient de faire la guerre ; d'autres lui en voulaient de ne pas la faire assez vivement ; d'autres encore, et c'étaient les plus sérieux, précisaient leurs attaques sur des points, très sensibles apparemment, de son administration économique. M. Salandra a tenu tête à chacun, il a nettement posé la question de confiance : il l'a emporté à une énorme majorité. Et c'est un bonheur pour l'Italie, dont les forces de grande puissance trop novice dans son rôle ne paraissent point encore adéquates à la lourde tâche qu'elle a entreprise, de posséder à sa tête un homme comme celui-là, sincère, brave, éloquent. M. Salandra tiendra une grande place dans l'histoire... s'il réussit.

— Quelle est l'explication de l'attaque des Allemands contre Verdun, la plus considérable qu'ils aient dessinée depuis leur sanglant effort sur l'Yser ? Comptaient-ils rompre la ligne française, pour se retrouver libres de leurs mouvements et reprendre la guerre de campagne avec Paris comme objectif ? Était-ce un résultat politique qu'ils cherchaient : l'effet que ne pourrait manquer de produire la chute de la grande forteresse lorraine, l'exaltation des peuples germaniques appelés à souscrire un quatrième emprunt, le découragement des ennemis, la pression des neutres bien intentionnés et la paix, la paix allemande, que réclame l'empire de Guillaume II, parce que la guerre a été

tout autre que ce qu'il attendait ? Ou ne s'agissait-il que d'une opération militaire limitée : le redressement de lignes défectueuses, la nécessité de prévenir une offensive de l'adversaire ? Toutes les suppositions sont permises ; car, selon que l'attaque progressait victorieusement ou s'arrêtait impuissante, toutes les intentions ont été annoncées par les journaux d'outre-Rhin ; et toujours ils ont dit que les résultats répondaient point par point aux calculs du haut commandement.

Admettons seulement que l'état-major allemand ait voulu frapper un grand coup et que, suivant l'exemple de certains illustres capitaines, Charles XII entre autres, il ait choisi l'endroit où l'ennemi paraissait le plus fort, soit qu'il l'y croyait le moins prêt, soit pour augmenter la gloire.... A-t-il réussi ? Non pas. Il a multiplié les efforts, procédant partout de la même manière : préparant l'attaque sur un point donné par un feu intense d'artillerie, puis poussant à l'assaut vague humaine après vague humaine.... Il a tenté de briser l'obstacle au nord, puis il l'a longé au sud-est, à l'ouest, tâtant partout la résistance, renouvelant le même feu infernal, cherchant à incruster ses colonnes en dentelure sur la ligne française, à les accrocher sur une position avancée, pour rendre intenable le rôle des défenseurs et les refouler, en fin de compte, pêle-mêle en arrière.

Après trente-cinq jours, au prix de pertes énormes, les Allemands ont conquis quelques coteaux, quelques tranchées, marqué sur divers points cinq ou six kilomètres d'avance ; mais devant eux se dressent d'autres collines, se creusent d'autres fossés ; la forteresse est encore loin et l'armée qui les combat s'affermir dans sa confiance et grossit dans ses rangs. Non certes ! le Kronprinz et ses conseillers devaient espérer mieux que cela ou ils seraient d'étranges hommes de guerre.

J'avoue pourtant que ceux qui, depuis un mois, ont annoncé chaque jour l'échec de l'attaque allemande comme le plus indiscutable des faits m'ont paru pécher par excès d'optimisme. La prudence des grands journaux français qui, à plusieurs reprises, ont dit que Verdun n'était pas indispensable à la défense nationale et semblaient l'air de vouloir préparer l'opinion à un abandon possible de la place, aurait dû les rendre plus circonspects.

Cette bataille, d'ailleurs, m'étonne : non seulement parce que les Français, à qui une préparation de plusieurs mois n'aurait pas dû échapper, ont été positivement surpris au début, ou parce que l'ennemi, malgré les pertes fantastiques qu'ils lui attribuent, continue à leur faire des prisonniers ; mais je conçois mal qu'après vingt mois de guerre l'état-major impérial continue à garder tous les avantages de l'offensive et qu'on envisage comme un magnifique succès le fait seul de lui barrer le chemin.

Car l'accroissement de population de l'empire germanique n'est le fait que de l'excédent des naissances sur les décès : les soldats qui combattent sur les champs de bataille ne sont donc pas le produit de la nation d'aujourd'hui, mais de celle d'il y a dix-sept ou dix-huit ans au moins. Cette Allemagne-là ne dépassait pas 56 millions d'âmes et un bon tiers de ses troupes sont occupées contre les Russes et dans la péninsule des Balkans. Avec le reste, elle continue à tenir la Belgique, la France du nord-est et persiste encore à s'ouvrir un chemin vers Paris. Il semble pourtant que l'équilibre des forces a dû dès longtemps se retourner contre elle ; car, aux héroïques soldats français, est venue se joindre la grande armée anglaise, sans même parler des troupes belges. Et si le haut commandement impérial continue à faire ce qu'il veut, à attaquer où il lui plaît, quelles perspectives de guerre indéfinie cela n'ouvre-t-il pas devant nous !

— Pourquoi l'idée de la fin victorieuse du conflit, selon les désirs de l'Entente, plane-t-elle depuis quelque temps dans l'air ? Je ne vois rien sur les autres fronts de l'extraordinaire champ de bataille qui puisse justifier cet espoir.

Les journaux nous parlent d'une offensive générale des Russes. Mais chacun sait que pendant trois semaines ou un mois de l'année, en temps de dégel, les routes de la Russie sont incapables de supporter de lourds charrois ; et nous sommes précisément à ce moment-là. L'attaque des armées du tsar sur quelques secteurs peut dépendre de raisons politiques ou stratégiques : elle ne saurait se généraliser pour l'instant. Les Italiens ne sont pas encore à Goritz ; en revanche, les Autrichiens

ont occupé Durazzo et menacent Vallona. L'armée de Salonique borne son activité à quelques escarmouches. Comme elle a en face d'elle, sur la frontière grecque, des troupes germano-bulgares en nombre égal ou supérieur, protégées par des tranchées et munies d'une artillerie formidable venue d'Allemagne, on ne voit pas très bien comment, aussi longtemps que les circonstances politiques ne changeront pas, elle ferait de grandes choses. Quant aux Russes du Caucase, ils ont pour eux le prestige de la victoire, contre eux le climat, la pauvreté du pays et les distances : ils ne joueront jamais le premier rôle dans la guerre européenne.... Après cela, il faut bien quelque optimisme pour parler de victoire et de paix.

On m'accusera de noircir le tableau.... Pour être juste, je devrais dire qu'un Balkanique qui vient de traverser la Hongrie et l'Autriche, auxquelles il voue ses sympathies comme alliées de son pays, m'a parlé du désarroi qu'il a constaté dans l'administration et de la misère dont souffrent les peuples. Je pourrais dire encore que les coups formidables, presque aveugles, que porte l'Allemagne sur mer et sur terre, rapprochés des ouvertures de paix qu'elle tente par l'intermédiaire de l'Amérique, me semblent l'indice d'un gouvernement qui désire se tirer d'une aventure mal calculée, dans laquelle il est en train d'épuiser toutes ses ressources.... Mais je ne parle que de la guerre et une chronique mensuelle doit être impartiale. Or, dans la guerre, je ne vois rien qui annonce une décision prochaine et les journaux allemands que je lis annoncent, avec autant de conviction que la presse anglaise ou française, l'inévitable victoire de leur cause.

— La haute assemblée de ministres et de généraux qui siège en ce moment à Paris a donc un rude programme devant elle. Il ne faut plus, comme au début de la lutte, contenir les Allemands sur leurs frontières, il faut les chasser des immenses territoires que l'indéniable supériorité militaire qu'ils ont gardée jusqu'ici leur a permis d'occuper. Pour cela, il n'y a qu'un moyen : l'offensive générale et soutenue sur tous les secteurs, qui empêche l'état-major impérial d'utiliser non seulement les grandes lignes de communication intérieures, mais les voies ferrées, parallèles

aux fronts, qu'il a fait établir partout. Malheureusement une telle attaque implique de véritables hécatombes humaines. On les a obtenues des armées allemandes par discipline, des armées russes par obéissance et résignation. Peut-on exiger pareille chose des nations occidentales où le respect de l'individu reste un élément de quelque considération? C'est ce que la conférence, avec bien d'autres choses, aura à élucider.

Il y aurait une autre décision encore, tout aussi importante. Il faudrait arrêter un programme politique qui s'inspire des engagements anciens : fixer le sort des nations asservies, promettre aux opprimés la délivrance. Ce serait le moyen de jeter le désarroi dans le camp adverse, de s'assurer des alliés nouveaux, de terminer la guerre dans un irrésistible élan. Mais je n'ose espérer qu'on en arrive là : ce serait trop beau.

— La déclaration de guerre de l'Allemagne au Portugal n'a pas fait grand bruit au milieu du tumulte qui couvre l'Europe. Le petit Etat, lié à l'Angleterre par un traité formel, lui avait rendu divers services dans le domaine colonial. En présence de la difficulté croissante des transports maritimes, il s'est permis de réquisitionner les navires allemands réfugiés dans ses ports et cela a déchaîné l'orage.

De fait, on voit mal ce que pourra être cette guerre. La nouvelle armée, à peine constituée, de la jeune république, ferait assez pauvre figure dans la tourmente d'une bataille comme celle de Verdun. Mais l'Allemagne est plus empruntée encore. Impuissante à défendre ses colonies africaines, elle ne peut songer à envahir les immenses domaines portugais, objet de son désir constant. Elle peut encore moins envoyer une flotte et une armée dans la rade de Lisbonne.... Alors, pourquoi ce geste inutile? On ne peut trouver qu'une explication : l'Allemagne qui, à la première incartade, déclare la guerre à un neutre qu'elle ne peut atteindre, veut donner à réfléchir, s'ils lui manquent d'égards, à d'autres neutres plus exposés à ses coups.

— Est-ce que cette inquiétude salutaire reste sans influence sur nos pouvoirs publics? Je l'espère ; et pourtant....

Ce qui a dominé la session, assez terne d'ailleurs, du tribunal militaire de Zurich, c'est la déposition du colonel Sprecher von

Bernegg. Cet officier supérieur, après avoir critiqué divers procédés des puissances maritimes, a proclamé l'étrange théorie d'une neutralité limitée dont les devoirs diminuent au fur et à mesure que sont lésés ses droits, chacun restant maître, sans doute, de régler l'application selon sa prudence. Il a admis, entre officiers d'état-major, la nécessité des « compensations », sans ajouter qu'elles ne devaient pas se pratiquer avec un parti seulement. Et cela lui a permis de couvrir de sa haute autorité les colonels inculpés, de les déclarer des officiers modèles, d'excellents citoyens; tout en convenant, on ne sait trop pourquoi, qu'il les aurait punis disciplinairement s'il avait connu tous leurs gestes.

Le tribunal n'a point admis la théorie de l'auguste témoin; mais, anxieux de ne pas lui infliger un démenti éclatant, il a acquitté les prévenus que seule cette théorie aurait pu blanchir. Le Conseil fédéral et le général, à la sévérité desquels les délinquants avaient été livrés, leur ont infligé les peines disciplinaires qui dépendaient d'eux; ils ont désavoué la neutralité conditionnelle; mais ils se sont hâtés de proclamer l'indispensabilité du colonel Sprecher comme chef d'état-major; alors que, pour peu qu'il inspire de ses doctrines ses délicates fonctions, il constitue un danger public.... Et nos confédérés de la Suisse allemande nous en veulent parce que nous comprenons mal.

Cette incohérence s'est transmise à la session des chambres fédérales. Les députés de la Suisse romande ont dit ce qu'il y avait à dire. Ils ont dénoncé les infractions à la neutralité, la fusillade stupide ou criminelle contre la gare de Delle, l'occupation projetée de Lausanne et d'autres lieux par des troupes confédérées, les turpitudes du commissariat de l'armée et d'autres choses encore. Mais ils parlaient comme pour leurs électeurs ou pour la satisfaction de leur conscience; jamais ils n'ont poussé leur argumentation jusqu'au bout, jusqu'à exiger la réponse claire et nette qu'ils étaient en droit d'obtenir. Le Conseil fédéral a beaucoup parlé de patriotisme et de neutralité; mais il n'a point désavoué, à la face de l'Europe, ceux qui avaient mis cette neutralité en péril et, trop souvent, en face des questions ou des griefs les plus graves, il s'est tiré d'affaire par des plaisanteries ou des affirmations d'ignorance.

Il y a là un abus. Je ne suis point partisan de la responsabilité ministérielle et, si je me mettais à dire pourquoi, cette chronique ne finirait plus. Mais notre régime exige que nos magistrats, plus libres de leurs actes que ceux de presque tous les autres pays, répondent nettement à toutes les demandes d'explications motivées des représentants du peuple, qu'ils ordonnent les enquêtes nécessaires, qu'ils tiennent la maison claire et propre. Sans cela la décadence est là.

Après un tel débat, la formule de conciliation que réclamait la grande majorité des députés ne pouvait être que vague. Elle s'est bornée à affirmer des principes déjà acquis : la neutralité loyale de la Suisse, sa stricte impartialité : le Conseil fédéral se chargeant de faire observer ces engagements.... Il n'aurait plus manqué qu'on refusât de dire de pareilles choses ! Et encore, pour ne pas blesser les sentiments du chef de l'état-major, a-t-il fallu un changement de rédaction.

Cela dit, je dois reconnaître que plusieurs de ceux qui ont pris part à ce débat m'ont déclaré qu'ils n'auraient pu faire mieux, qu'en poussant plus loin leurs exigences, ils auraient abouti à une rupture parlementaire, à un vote de majorité alémanique écrasant la minorité romande, que dans l'état de l'Europe et de la Suisse, ils devaient atténuer les revendications de justice, étouffer les appels d'amour-propre.... Et je suppose qu'ils ont raison.

Cette discussion mouvementée et l'intense crise de ce commencement d'année nous auront d'ailleurs valu deux avantages. L'un est actuel : c'est que, si les pleins pouvoirs du Conseil fédéral sont maintenus, ils seront désormais limités par le contrôle parlementaire et feront à chaque session l'objet d'un débat. L'autre aura des conséquences lointaines : c'est que pour bien des années, pour une génération peut-être, les petites républiques qui ont formé un Etat fédératif n'iront pas plus loin dans la voie de la centralisation. L'un de ces faits rendra possible notre vie publique jusqu'à la fin de la guerre : l'autre inspirera la reconstitution de l'avenir.

Lausanne, 27 mars 1916.

LA CRISE

DES MARINES MILITAIRES

Les erreurs navales de l'Allemagne et la faillite des programmes de von Tirpitz. — Une conversation avec le prince Henri de Prusse. — Inutilité des dreadnoughts. — L'Italie et l'Autriche-Hongrie dans l'Adriatique. — L'action des sous-marins. — Les navires de guerre de l'avenir.

Les erreurs navales de l'Allemagne et la faillite des programmes de von Tirpitz.

Après la démission du grand-amiral von Tirpitz on a pu espérer que la campagne sous-marine contre les navires de commerce ne serait plus conduite sans égards (*rücksichtslos*). On ajoutait que le chancelier se proposait de faire certaines concessions à l'Amérique et aux autres neutres et que le torpillage du *Tubantia* devait être attribué au fait que le commandant du sous-marin agresseur n'avait pas eu le temps de recevoir de nouvelles instructions plus humaines. Mais, hélas ! l'illusion fut de courte durée. La grande majorité de la presse allemande déchaîna ses foudres contre toute nouvelle orientation qui serait une prétendue faiblesse ; conservateurs, nationaux-libéraux et catholiques du centre proposèrent au Reichstag des résolutions tendant à ce que « la liberté

des sous-marins » restât entière et à ce qu'on ne consentit à la restreindre vis-à-vis d'aucun Etat étranger. Le chancelier protesta d'abord très vivement que le parlement cherchait à s'immiscer de façon abusive dans la conduite de la guerre ; mais immédiatement après il fut décidé que le débat ne se ferait pas en séance publique et que la commission du budget recevrait seule — à huis clos — des explications réconfortantes. La séance confidentielle a eu lieu en effet le 29 mars, aboutissant à un accord unanime (moins le socialiste Ledebour du groupe Haase) et l'agence Wolff communiqua à la presse que les motions avaient été retirées par leurs auteurs et que la commission avait reconnu que l'action navale devait être conduite avec les moyens les plus efficaces pour mener la guerre à bonne fin. Les *Gazettes de Francfort* et de *Magdebourg* ont donné les impressions des députés qui ont assisté aux débats. « Tous ont pu se convaincre, dit la première, que l'esprit de résolution ne manque à aucun échelon du pouvoir et que notamment la guerre des sous-marins sera poursuivie de la façon déjà connue. » La *Gazette de Magdebourg* écrivait à son tour : « Tous reconnaissent que l'effet des déclarations du chancelier a été grand et que celui des déclarations du chef de l'amirauté a été très grand. L'amiral von Kapelle a parlé le langage tranquille et sans passion qui lui est propre, avec une autorité que nul ne songe à mettre en doute. Il a ainsi confirmé ses auditeurs dans l'idée qu'il a été non seulement le premier collaborateur — pendant de longues années — de l'amiral von Tirpitz, mais qu'aujourd'hui comme avant il garde sa confiance et son amitié... (*sic* !) »

Quelques jours après, le 5 avril, M. de Bethmann-Hollweg a prononcé au Reichstag un discours où il a tenu

à confirmer la résolution inébranlable du gouvernement allemand sur la poursuite de la guerre sous-marine, et quand, après le discours du chancelier, l'union socialiste du travail déposa sa motion contre les théories insensées qu'on venait d'énoncer à la tribune, le Reichstag, debout tout entier, hurlant sa colère, repoussa la motion à une énorme majorité. Voici le texte de la noble motion socialiste que l'Allemagne ne pourra pas oublier quand il s'agira d'établir le bilan des pertes et des profits (surtout d'ordre moral) dus aux féroces exploits de ses sous-marins :

« La guerre sous-marine doit être effectuée en observation des prescriptions du droit des gens, c'est-à-dire que le torpillage sans avertissement des navires marchands, paquebots neutres ou ennemis, ne doit avoir lieu en aucun cas.

» Le Reichstag exprime l'avis que le chancelier, en entamant rapidement les négociations, amène une entente avec les neutres. »

Donc, la démission du grand-amiral von Tirpitz n'a changé en rien la conduite de la guerre sous-marine et, dans le *Journal de Genève* du 2 avril, M. Albert Bonnard se demande :

« ...Mais alors pourquoi l'amiral von Tirpitz a-t-il pris sa retraite ? Pourquoi s'est-il dérobé à de nouveaux triomphes ? On ne ménage pas l'Amérique plus qu'il ne la ménageait. On s'expose même, si les dépêches ne trompent pas, à recevoir une nouvelle note, peut-être une circulaire, du président Wilson. Les neutres sont partout traités avec une brutalité qui doit satisfaire les plus difficiles. Le chancelier et l'amiral von Kapelle retrouvent l'approbation du parlement et du peuple, mais le mystère s'épaissit autour de la retraite du grand-amiral. »

Je suis à même de lever un coin du voile dont on a couvert la retraite de von Tirpitz. La guerre sous-marine

n'y est que pour une part. La vérité est que la guerre actuelle a révélé et éclairé toute l'absurdité des programmes de constructions navales conçus et voulus par von Tirpitz et par le cabinet naval de l'empereur durant une vingtaine d'années. Les créateurs de la flotte militaire allemande ont commencé leur œuvre en partant d'une interprétation erronée de la politique navale. C'est au but de cette politique qu'on aurait dû conformer les programmes de construction. En effet, si la politique navale allemande visait à contrecarrer et à paralyser à la longue la suprématie maritime de l'Angleterre, ce n'est pas en copiant aveuglément les programmes de construction des Anglais qu'elle pouvait espérer d'atteindre ce but. Dans chaque nation maritime la politique navale a des exigences différentes suivant la géographie, la situation des bases d'opération, les ressources du budget, l'étendue des côtes, l'accroissement des domaines coloniaux, et surtout suivant la puissance des adversaires probables. Dès le moment qu'une nation continentale de l'importance de l'Allemagne avait décidé de devenir aussi une grande puissance maritime et coloniale, elle aurait dû comprendre que sa flotte militaire ne pouvait être créée que suivant les principes de la guerre de corsaires. Et cela pour les motifs suivants :

1° Les côtes de la Baltique, mer presque fermée, ne pouvaient être menacées que par les flottes secondaires de la Russie, de la Suède, de la Norvège et du Danemark. Elles étaient inaccessibles à une attaque à fond de la flotte anglaise, et la guerre actuelle l'a prouvé. La situation des grandes villes maritimes allemandes placées dans les estuaires baltiques favorisait la défense mobile et les installations sous-marines ; par conséquent, la nécessité d'une forte escadre formée de cuirassés à

grand tonnage pour la défense de la Baltique ne s'est jamais fait sentir.

2° La côte de la mer du Nord, très restreinte, est et reste inattaquable pour n'importe quelle flotte ennemie, et la guerre actuelle l'a encore prouvé.

3° Les budgets de la marine allemande, très modestes au commencement, augmentés ensuite progressivement, sont toujours restés grandement inférieurs aux budgets que l'Angleterre a consacrés à sa marine pendant ces vingt dernières années. Par conséquent l'Allemagne, ayant commis l'erreur de construire des cuirassés de grand tonnage, lents et coûteux, en copiant plus ou moins heureusement les grandes unités anglaises, a oublié qu'elle violait la loi du nombre.

Si l'Angleterre était en mesure de lancer, par exemple, huit cuirassés, l'Allemagne, dans le même temps, ne pouvait en lancer que quatre, et ainsi de suite, toujours à peu près avec le même rapport de quantité. Le résultat a été que, la guerre survenue, l'Allemagne, après tant d'efforts et de milliards dépensés, a été forcée de tenir immobilisés à Kiel et à Wilhelmshaven ses gros cuirassés de combat pour ne pas risquer leur existence dans une bataille rangée contre la flotte anglaise supérieure du double.

4° Etant donc donné le principe capital que, dans toute guerre, maritime ou continentale, il ne suffit pas de pouvoir disposer d'un matériel de qualité égale à celui de l'adversaire, mais qu'il faut aussi en disposer en quantité égale, il est manifeste que l'Allemagne aurait dû adopter des programmes de construction susceptibles de porter à son adversaire naval le plus formidable, c'est-à-dire à l'Angleterre, des coups très graves, tout limités que fussent les moyens financiers votés à cet effet.

Passons rapidement en revue la production navale due à l'initiative de von Tirpitz pendant ces derniers vingt ans.

Commençons par les cuirassés pré-dreadnoughts :

Cinq unités de la classe *Kaiser Friedrich III*, lancées en 1896-1900. Déplacement 10 800 tonnes. On les a conçus de si absurde façon qu'après quelques années de service on a dû les moderniser, à l'exception du *Kaiser Karl der Grosse*. Malgré la refonte ils ne valent rien ; la cuirasse de ceinture est tellement noyée que le pont cuirassé peut seul compter comme une protection efficace. Pour artillerie principale ils ne disposent que de quatre pièces de 24, quand, à la même époque, les autres marines possédaient déjà le calibre 30. Excès de superstructures. Artillerie secondaire, dispersée dans une quantité de petites tourelles ou de casemates mal protégées. Une bordée de calibres moyens suffirait pour mettre ces cuirassés hors de combat.

Cinq unités de la classe *Wittelsbach*, lancées en 1901. Déplacement 11 800 tonnes. Elles possèdent tous les défauts du type précédent.

Dix unités de la classe *Braunschweig* et *Deutschland*, lancées de 1902 à 1906. Déplacement 13 200 tonnes. On commence à voir une amélioration. Le blindage est mieux conçu, surtout en élévation ; l'artillerie principale passe du calibre 24 au 28. Mais quelle infériorité vis-à-vis des unités de la classe *King Edward VII*, que l'Angleterre construisait à la même époque, et de la classe *Regina Elena* que construisait l'Italie !

Ces vingt pré-dreadnoughts construits par von Tirpitz de 1896 à 1906 sont là pour prouver l'énorme infériorité de la conception navale allemande, comparée avec la production contemporaine des marines d'Angleterre, d'Italie et de France.

En 1908 l'Allemagne commence la construction de ses dreadnoughts ; elle veut encore copier l'Angleterre, mais naturellement elle copie mal. L'Angleterre, après son premier *Dreadnought* (1906), avait lancé en 1907 et 1908 les six unités de la classe *Superb* armées de dix pièces de 30 ; la bordée transversale pouvait être tirée par huit pièces. L'Allemagne, au contraire, lança en 1908 ses quatre unités de la classe *Nassau* armées de douze pièces de 28, mais la bordée latérale n'est que de huit pièces, parce que l'emplacement de l'artillerie suivait l'ancien système des tourelles sur les côtés au lieu de la disposition axiale, bien plus avantageuse au point de vue des secteurs de tir.

De 1909 à 1911 von Tirpitz lance les quatre dreadnoughts de la classe *Thüringen* ; il se décide finalement à abandonner le calibre 28 pour adopter le 30. Mais la disposition des artilleries est aussi défectueuse que dans le *Nassau*.

En 1912 on fait le grand effort : on lance les cinq dreadnoughts de la classe *Kaiser*. L'armement est composé de dix pièces de 30, mais l'Angleterre avait déjà adopté l'année précédente le calibre 34 à bord des unités de la classe *Orion*.

Enfin, en 1913, on lance les quatre *Kronprinz* ; cette fois-ci les dix pièces de 30 sont placées dans cinq tourelles axiales. Mieux vaut tard que jamais.

De 1909 à 1914 l'Allemagne a encore construit huit grands croiseurs de bataille que nous pouvons considérer comme équivalents à ses dreadnoughts de ligne, mais avec l'avantage d'une vitesse grandement supérieure : *Von der Tann* : armement huit pièces de 28 et 28 nœuds de vitesse ; *Gaeben*, *Moltke* et *Seydlitz*, armement 10 pièces de 28 et 27/28 nœuds ; *Dœrflinger*, *Lützow*, *Ersatz*

Hertha et *Herzogin Victoria-Luisa*, armement 8 pièces de 30 en quatre tourelles axiales dont deux superposées. Vitesse 28 nœuds.

En résumé, sans tenir aucun compte des sommes consacrées à la construction des vingt pré-dreadnoughts, pour nous borner à calculer le coût des vingt-cinq dreadnoughts, l'Allemagne a dépensé en six ans à peu près un milliard et demi de francs pour avoir une flotte inutilisable. Avec la même somme elle aurait pu construire quarante croiseurs-cuirassés corsaires à lancer sur toutes les mers, avant la déclaration de guerre, pour pratiquer la guerre de course à la *Emden*, c'est-à-dire chevaleresquement et humainement. En plus, elle aurait pu construire au moins cent sous-marins destinés aux véritables opérations militaires et non au torpillage des bateaux marchands inoffensifs.

Il est aussi nécessaire de relever une grande erreur de stratégie navale commise par l'Allemagne. Si elle voulait la guerre, elle aurait dû envoyer dans la Méditerranée, un mois avant, ses 4 croiseurs de bataille *Seydlitz*, *Göben*, *Moltke*, *Von der Tann*, les 5 dreadnoughts de la classe *Kaiser* de 24,500 tonnes et 21 nœuds de vitesse, plus six sous-marins. Cette flotte volante formidable, unie à la flotte austro-hongroise qui comptait trois dreadnoughts, aurait assuré aux deux empires centraux la maîtrise de la Méditerranée dès le commencement de la guerre ; les conséquences auraient été incalculables. Fort heureusement l'Allemagne n'a envoyé que le *Göben* et le petit *Breslau*.

Le grand-amiral von Tirpitz ne peut donc pas se sentir satisfait de son œuvre. Les journaux allemands ont couvert l'annonce de sa retraite de lauriers qui n'ont jamais été mérités, mais dans les milieux navals allemands on

aura respiré plus librement. J'ai eu l'occasion de visiter Kiel et Wilhelmshaven avant et pendant la guerre et je puis donner des détails assez intéressants.

Conversation

avec le grand-amiral prince Henri de Prusse.

Dans les premiers jours du mois de décembre 1914 je me trouvais à Kiel. Fort aimablement le prince Henri de Prusse m'avait invité à déjeuner à son château royal. Après déjeuner, dans le salon de la princesse Irène, sœur de la tsarine, j'ai eu une longue conversation avec le prince-amiral. Dix-sept mois ont passé depuis, mais j'ai encore bien gravés dans la mémoire les détails de cette entrevue inoubliable. Dehors, le vent soufflait en tempête, courbant les grands arbres du parc; la neige battait en rafale sur le cristal des fenêtres. On fumait, on causait, mais une tristesse grave semblait planer sur tous les fronts. La princesse assise à une fenêtre murmurait, regardant la neige tourbillonner: « Noël approche... quel triste Noël cette année! » Un silence suivit; personne n'osait parler. Etaient présents l'amiral baron von Seckendorff, maître des cérémonies, le capitaine de vaisseau Heinrich, chef d'état-major du prince, le commandant von Rheinbaben, ancien attaché naval à Rome. Le prince m'adressa la parole en disant :

— Donc, vous avez visité nos dreadnoughts, nos derniers sous-marins et notre arsenal. Qu'est-ce que vous en pensez? Dites-le moi franchement.

— Eh bien, que Votre Altesse Royale veuille bien me permettre d'exprimer ma pensée en toute franchise. J'ai trouvé vos sous-marins admirables et votre arsenal supérieurement organisé; mais quant aux dreadnoughts,

que d'argent et de travail gaspillés ! Qu'en ferez-vous ? Jamais vous ne pourrez les risquer au large....

— A qui le dites-vous ! Mais ne savez-vous pas que j'ai toujours combattu cette malheureuse idée de construire des dreadnoughts, incompatibles avec les nécessités de notre politique navale ? On n'a jamais voulu m'écouter. Je ne demandais que des croiseurs-cuirassés pour la guerre de course, des navires pose-mines et des sous-marins, beaucoup de sous-marins. Vous voyez à quoi nous en sommes : nos dreadnoughts sont cloués ici et à Wilhelmshaven ; le nombre de nos sous-marins est insuffisant, malgré que nous en construisions fiévreusement ; et les croiseurs pour continuer et multiplier les récents exploits de l'*Emden*, où les prendrons-nous ?... Ah ces dreadnoughts, ces dreadnoughts ! Ils sont mon cauchemar ! Que l'Angleterre en fasse, je le comprends ; elle est assez riche pour se permettre du luxe inutile ; et puis elle a le nombre. Elle pourrait même perdre un quart de ses plus grandes unités sans compromettre la sécurité de sa défense maritime. Mais que les marines mineures puissent commettre cette erreur de concentrer sur un nombre limité d'unités la presque totalité de leur puissance navale, voilà ce que je ne comprends pas. L'année passée, quand j'ai été à Buenos-Aires, j'ai dit aux Argentins : « Qu'est-ce qui vous prend de construire deux gros dreadnoughts comme le *Moreno* et le *Rivadavia* ? Mais vous êtes fous ! Un sous-marin ennemi, un petit navire pose-mines pourrait vous les couler en toute facilité et vous perdriez en quelques minutes, sans combat, 80 % de la valeur totale de votre flotte. » Une petite marine doit plus que jamais fractionner les risques au lieu de concentrer des valeurs énormes en hommes

et en matériel sur quelques unités géantes qui peuvent être détruites par une torpille ou une mine mécanique de la valeur de quelques milliers de marks. Mais vous voyez que la même folie des dreadnoughts a frappé toutes les marines secondaires : la Russie, l'Autriche, l'Italie, l'Espagne, le Brésil, l'Argentine ; même en Hollande on se propose de voter des crédits à cet effet. D'ailleurs, avec vous, je n'ai pas trop besoin d'insister là-dessus. J'ai eu l'occasion de lire dans des revues anglaises, françaises ou italiennes vos réquisitoires contre les dreadnoughts....

— Oui, monseigneur, je partage entièrement votre manière de voir. J'ai toujours été partisan convaincu des théories de la « Jeune école » française étudiées, développées et appliquées, bien entendu, suivant les exigences particulières de chaque marine. Jamais de tonnages exagérés, trop contraires à la loi du fractionnement du risque, comme vous l'avez bien dit, monseigneur, et à la loi du nombre. La guerre est faite de combinaisons et le nombre seulement permet le jeu des combinaisons. « *Number only can annihilate* », disait Nelson et il préférait les frégates rapides aux lents vaisseaux d'escadre. Je pense encore que tout navire destiné à combattre avec des canons doit porter le plus puissant canon possible. En 1875 notre général d'artillerie Mattei disait à Brin, le créateur de la nouvelle marine italienne : « Mettez le plus gros canon sur le plus petit navire possible. » Mattei voyait juste, alors même qu'à cette époque-là on ne pouvait prévoir la puissance de l'offensive sous-marine. Les créateurs des dreadnoughts ont été à l'encontre de sa conception, en multipliant le nombre des gros canons à bord d'une seule coque. Je crois

intéressant, monseigneur, de vous rapporter ici un souvenir personnel. En 1905, à mon retour de la guerre russo-japonaise, après la bataille de Tsoushima, le ministre de la guerre, général Viganò, m'avait invité, au nom de Sa Majesté le Roi qui se proposait d'y assister, à faire une conférence critique au Cercle militaire de Rome sur les événements dont j'avais eu la chance d'être témoin oculaire. Comme en ce moment-là l'Angleterre avait en construction son premier dreadnought et comme certains milieux navals s'efforçaient de faire croire que le type *Dreadnought* était le résultat des enseignements de Tsoushima, j'ai tenu à expliquer dans mon examen des combats navals en Extrême-Orient qu'ils n'avaient pas du tout prouvé la supériorité du gros tonnage sur le tonnage moyen. De part et d'autre le matériel avait une valeur à peu près égale; à Tsoushima, en particulier, les Russes marquaient même une sensible supériorité sur les Japonais comme gros tonnages et gros canons; mais du côté japonais il y avait une direction supérieure, des manœuvres savantes, un personnel entraîné à merveille et des pointeurs hors ligne qui au moment donné savaient produire avec tous leurs canons, gros ou moyens, le volume de feu décisif. Et puisque dans ces jours-là le ministre de la marine, amiral Mirabello, au lieu de se laisser séduire par le mirage du dreadnought anglais, avait décidé la construction des quatre croiseurs cuirassés de la classe *San-Marco* qui devaient porter comme armement principal quatre canons de 254, j'adjurai le ministre de construire deux unités seulement, mais armées de deux pièces de 305 (au lieu de quatre 254) et d'affecter les millions restants à la mise immédiate sur les cales de vingt sous-

marins et de vingt contre-torpilleurs de haute mer. On ne m'a pas écouté, mais la suite a prouvé que j'avais eu raison. Quelques mois après j'assistais à des manœuvres navales qui eurent lieu dans les eaux de Tarente en présence du roi. Le dernier jour des manœuvres, l'amiral Mirabello m'a fait appeler pour me dire : « Vous savez, hier soir à bord du *Re Umberto*, le roi m'a confié une idée excellente : il veut prendre l'initiative d'une conférence internationale pour limiter les tonnages des navires de guerre. Pour le moment n'en parlez à personne; c'est une affaire que nous étudierons dans un de nos prochains conseils des ministres. » La noble idée de mon roi n'a pas eu de suite; pourquoi? je n'en sais rien.

— Quel dommage! reprit le prince Henri, et quelle gratitude auraient vouée à votre souverain les contribuables de tous les pays maritimes! Mais après cette guerre je veux bien espérer que ces mêmes contribuables voudront bien ouvrir les yeux et exiger qu'on ne construise plus de gros bateaux destinés à se renfermer dans leurs bases navales, parce que, pour une raison ou pour une autre, ils n'auront jamais l'occasion de combattre. Même l'Angleterre avec son immense flotte de dreadnoughts ne pourra jamais forcer nos bases navales de Kiel ou de Wilhelmshaven, quand même lord Churchill, dans un discours prononcé à Manchester il y a quelques semaines, a promis que les cuirassés anglais viendraient nous dénicher comme font les bouledogues avec les rats. Gasconnades inutiles! Ah! les Anglais, les Anglais! Dire que je les admirais et les aimais beaucoup!... A présent ils sont nos ennemis les plus implacables....

Et le prince prononça ces dernières paroles avec un grave accent de tristesse. Avec un tact qu'en ma qua-

lité de « neutral » je ne pouvais qu'apprécier hautement¹, il avait eu soin d'écarter le plus possible de la conversation toute matière strictement politique et toute appréciation sur le développement et sur l'avenir de la guerre actuelle. Un instant seulement, ayant nommé la France, il s'écria : « Qu'ils se battent bien, ces Français ! Quelle armée admirable ! Non, nous ne pouvons sentir aucune haine pour la France. » Et ce fut tout.

Quand je pris congé du prince, il me serra la main en disant : « Au revoir dans des temps meilleurs. A présent vous allez partir pour nos fronts et vous verrez les horreurs de cette triste guerre. Mais plus tard, quand vous rentrerez en Italie, si vous avez l'occasion d'approcher votre souverain, veuillez avoir l'obligeance de déposer aux pieds de Sa Majesté l'expression sincère de ma profonde et respectueuse dévotion. »

Le prince Henri de Prusse s'exprime toujours avec calme, je dirai même avec douceur. Rien en lui du type allemand traditionnel, pas de dureté ou de raideur. Il a l'allure, la simplicité, la distinction suprême d'un gentleman anglais de haute naissance. Quand il parlait avec ses subordonnés, je n'ai jamais noté en lui un seul geste d'impatience ou de colère. Nette, concise, exacte, sa parole révélait les connaissances profondes du professionnel qui sait tout et qui connaît tout. En donnant des ordres ou des instructions, il faisait mieux qu'imposer l'obéissance passive, il cherchait les phrases qui devaient plutôt inspirer la confiance absolue. Tel est l'homme qui, si les nouvelles rapportées par certains journaux sont

¹ Il faut noter qu'en décembre 1914 la grande majorité des Italiens, gouvernement et parlement compris, étaient encore pour la plus stricte neutralité.

exactes, aurait à présent reçu le commandement suprême de la flotte allemande. Von Kapelle, successeur de von Tirpitz, serait le chef de l'amirauté.

L'Italie et l'Autriche-Hongrie dans l'Adriatique.

Toute proportion gardée, la situation de la marine italienne vis-à-vis de la marine autrichienne, dans l'Adriatique, est à peu près celle de la marine anglaise vis-à-vis de la flotte allemande. Il est bien vrai que la supériorité de la flotte italienne sur l'autrichienne n'est pas grande en quantité, mais puisque cette dernière s'obstine à rester cachée dans ses bases de Dalmatie, il faut en conclure qu'elle considère la flotte italienne comme nettement supérieure pour la qualité et l'entraînement. N'ayant pas eu jusqu'à présent l'occasion de livrer une grande bataille classique, la marine italienne a su tout de même jouer dans l'Adriatique un rôle d'une importance capitale.

Sa tâche était rendue particulièrement difficile par les conditions stratégiques de cette mer, où les Autrichiens ont plusieurs excellentes bases navales, telles que Pola, Sebenico et Cattaro, et peuvent compter sur le groupe des îles dalmates qui forme comme un rideau impénétrable tendu devant une grande partie de la côte orientale. Les Italiens, au contraire, dans l'*amarissimo*, ne possèdent pas de réels points d'appui pour leur flotte, excepté Venise, que la difficulté de l'accès à travers les canaux de la lagune rend peu pratique pour de grands navires; excepté aussi Brindisi, qui a le grave inconvénient d'être situé trop bas. Tarente, qui se trouve sur la mer Ionienne, est certainement utile pour une marine opérant dans l'Adriatique, mais, étant donné le caractère particulier de la guerre navale actuelle, avec les pièges

tendus par les sous-marins et les torpilleurs, le passage de la base ionienne de Tarente à la base adriatique de Brindisi présente des inconvénients sérieux.

Cette situation stratégique — une des raisons principales de la guerre que l'Italie fait aujourd'hui à l'Autriche — rendait particulièrement ardue l'œuvre commune de la marine italienne et des bateaux anglo-français, qui travaillent avec une camaraderie et une fusion militairement parfaites, politiquement significatives.

La guerre navale qui se développe dans l'Adriatique contre l'Autriche s'appuie sur les objectifs suivants :

Protéger la longue côte italienne, surtout dans la partie comprise entre Venise et Brindisi ;

Maintenir l'ennemi avec ses effectifs complets et le surveiller au cas improbable où la flotte autrichienne se déciderait à quitter les ports dans lesquels elle est enfermée et livrerait bataille au large ;

Couper complètement les communications maritimes de l'Autriche en fortifiant le blocus effectif du canal d'Otrante et en empêchant d'autre part le cabotage entre les ports des côtes orientales ;

Tenir toujours en état d'action et d'efficacité le système complexe des sous-marins, des torpilleurs et des mines, avec lequel il faut « contrebattre » le travail analogue fait par les navires légers autrichiens et avec lequel il faut aussi contrôler les bases ennemies.

A cette tâche initiale sont venues s'en ajouter dans les derniers temps deux autres non moins sérieuses, à savoir :

Assurer les communications entre les côtes albanaise et italienne afin de garantir le ravitaillement en hommes, en matériel et en vivres pour le corps d'expédition que l'Italie a envoyé sur l'autre rive ;

Veiller au transport dans les différents ports méditerranéens de l'armée serbe, des troupes monténégrines, des prisonniers autrichiens faits par la Serbie, des populations venues de l'intérieur vers la côte albanaise, embarquer tous ces gens sur des navires marchands, les protéger contre le travail caché des sous-marins et des torpilleurs ennemis dont la base voisine est à Cattaro.

Les matelots italiens ont su et savent réaliser cette besogne avec la fraternelle collaboration des marins français et anglais.

Après le bombardement effectué par les unités autrichiennes dans les premiers jours de la guerre italo-autrichienne contre Ancône et les petites villes adriatiques, il n'y a pas eu d'autres entreprises de ce genre, justement parce que la ligne de protection des côtes italiennes a été assurée grâce au silencieux et âpre travail des navires légers. Et il a été fait — comme on a pu s'en rendre compte — un service très difficile et très complet d'exploration, de surveillance, de contrôle des bases et côtes ennemies. Le mouvement maritime de la Duplice a été complètement arrêté et s'il vient un jour où l'amiral Haus ose se risquer en haute mer avec ses grandes unités, il trouvera dans le duc des Abruzzes, commandant en chef de l'armée navale italienne (sous les ordres duquel servent aussi les troupes franco-anglaises), un amiral prêt à accepter le défi, et dans les équipages italiens une ardente volonté de venger les morts de Lissa.

Les opérations que les Italiens ont accomplies, avec l'aide des Français et des Anglais, pour assurer les communications avec l'Albanie ont été très importantes. Un corps d'expédition considérable a été transporté des ports de la Pouille et débarqué sur « l'autre rive » avec toute son artillerie, ses munitions, son matériel et ses

provisions de tout genre, sans avoir eu à déplorer des pertes sérieuses, malgré l'activité des submersibles autrichiens. On pourvoit encore régulièrement à l'approvisionnement dudit corps d'expédition, — ce qui signifie que pratiquement la maîtrise de l'Adriatique est aux mains des Italiens.

On a réussi à sauver l'armée serbe de ses deux mortels ennemis : l'Autriche et la faim ! Cette armée compte environ 150 000 hommes, qui sont concentrés à Corfou. Il a été, en outre, transporté en Italie 30 000 prisonniers autrichiens arrivés à la côte albanaise et accueillis par les Italiens, qui les ont secourus, soignés, habillés et logés. On a aussi amené dans divers ports de la Méditerranée plusieurs milliers de réfugiés serbes et monténégrins qui avaient fui devant l'envahisseur.

On peut donc calculer qu'en quelques semaines plus de 200 000 personnes ont été embarquées en Albanie et transportées ailleurs sans aucune perte ; c'est une action qui honore grandement une marine.

A propos de l'évacuation de Durazzo, une note officielle italienne du 27 février disait :

« Malgré le mauvais temps qui dure encore dans la basse Adriatique, et après que nos navires eurent réduit au silence les batteries ennemies et tenu sous leur feu les routes du littoral, toutes les troupes envoyées temporairement à Durazzo pour protéger l'évacuation des Serbes, des Monténégrins et des Albanais furent embarquées et, sans aucun incident, transportées à notre base de Valona.

» Le matériel de guerre encore utile fut également embarqué et le matériel ancien ou avarié fut rendu inutilisable ou détruit. »

La flotte italienne remplit sérieusement, silencieusement son devoir ; elle mérite les louanges que le roi lui a décernées lors de sa dernière visite aux bases de Brindisi et de Tarente ; elle mérite aussi la confiance du pays et l'approbation de tous les Alliés.

L'action des sous-marins.

Le 15 décembre 1913 l'amiral anglais sir Percy Scott a adressé au *Times* une lettre fameuse qui a produit une sensation énorme dans tous les milieux maritimes et particulièrement là où on avait pour règle de dormir sur les traditions. Sir Percy Scott est un officier qui, dans sa longue carrière, non seulement a montré des capacités hors ligne, mais encore a émis sur l'avenir de la guerre navale des vues d'une clairvoyance surprenante et que les événements de la guerre actuelle ont pleinement confirmées. Artilleur de premier ordre, c'est à lui que sont dus les grands progrès accomplis dans le tir des canons de gros calibre. C'est encore à lui que la marine anglaise doit l'invention du *Fire Director*, qui a grandement accru les possibilités du tir à longue distance et qui permet des feux de salve d'un bord avec une précision inconnue jusqu'ici.

Mais voici les points capitaux de la lettre de sir Percy Scott :

Devons-nous commencer en 1914 deux ou quatre cuirassés ? Les partisans d'une petite marine disent : deux, pour économiser de l'argent. Les partisans d'une grande marine disent : quatre, pour sauver le pays. Si les cuirassés sont utiles pour sauver le pays, les partisans d'une petite marine sont fous et ne sont pas patriotes. Si les cuirassés sont inutiles, alors les partisans d'une grande marine sont coupables de pousser le

pays à en construire quatre de plus. La vraie question à poser d'abord, avant de parler de la construction de cuirassés, est celle-ci : « Sont-ils utiles ou non ? »

Depuis quelques milliers d'années, des navires armés, flottant à la surface de l'eau, ont été employés pour l'attaque et pour la défense, depuis le canot contenant un homme armé d'un harpon jusqu'au cuirassé de 32 000 tonnes armé de canons de 380 mm. Tous, grands et petits, naviguent à la surface et sont visibles. Dans notre île, notre subsistance vient par mer. Par suite, il a été nécessaire pour nous d'avoir un grand nombre de navires armés pour protéger notre commerce et sauvegarder notre alimentation. Cette force protectrice, qui fait la sécurité de notre pays, s'appelle la marine royale. Elle est constituée aujourd'hui par un grand nombre de navires, naviguant à la surface et pouvant être vus, et par un petit nombre de navires naviguant sous l'eau et invisibles.

L'introduction des sous-marins a, à mon avis, entièrement détruit l'utilité des navires naviguant à la surface.

Les objectifs d'un navire de guerre sont :

a) DÉFENSIVE.

- 1^o Attaquer les navires venant pour bombarder nos ports.
- 2^o Attaquer les navires qui viennent pour nous bloquer.
- 3^o Attaquer les navires convoyant un corps de débarquement.
- 4^o Attaquer la flotte de l'ennemi.
- 5^o Attaquer les navires qui gênent notre commerce.

b) OFFENSIVE.

- 1^o Bombarder les ports ennemis.
- 2^o Bloquer les forces ennemies.
- 3^o Escorter nos convois de débarquement.
- 4^o Attaquer la flotte de l'ennemi.
- 5^o Attaquer le commerce ennemi.

Or, les sous-marins rendent les objectifs 1, 2 et 3 impossibles. Aucun navire de guerre n'osera venir, même seulement

en vue d'une côte efficacement protégée par les sous-marins. Aussi bien au point de vue offensif qu'au point de vue défensif les objectifs 1, 2 et 3 disparaissent. L'objectif 4 est l'attaque d'une flotte ennemie, mais il n'y aura plus de flotte à attaquer, puisqu'aucune flotte ne pourra tenir la mer en sécurité. Il nous est donc bien démontré qu'avec l'emploi des sous-marins les cuirassés ne sont d'aucun usage ni pour la défensive, ni pour l'offensive et que construire des cuirassés en 1914 est un mauvais emploi de l'argent payé par les citoyens pour la défense de l'empire.

Les sous-marins et les aéroplanes ont entièrement révolutionné la guerre navale; aucune flotte ne saurait se soustraire à l'œil de l'aéroplane et le sous-marin peut faire une attaque mortelle même en plein jour.

Dans ces conditions, je ne vois aucun emploi pour les cuirassés et une bien petite chance d'emploi pour les croiseurs rapides. La marine doit être entièrement transformée. Les officiers ne vivront plus à la surface de la mer, mais au-dessus ou au-dessous, et la tension de leurs facultés et de leurs nerfs sera si grande qu'ils ne pourront accomplir une longue période de service. Ce sera une marine de jeunes, car nous n'avons besoin que de hardiesse et d'audace.

Même avant la guerre actuelle, une des principales théories de la « Jeune école » créée en France par l'amiral Aube (mort en 1890) et Gabriel Charmes n'aurait pu espérer un défenseur plus illustre et plus savant que l'amiral Percy Scott. M. Paul Fontin, le commandant Vignot, M. Alfred Duquet et d'autres collaborateurs de la *Marine française* fondée par l'amiral Aube, qui ont courageusement lutté pendant tant d'années pour imposer leurs doctrines éclairées à toute une génération de miso-néistes, ont le droit de s'en réjouir. Après sir Percy Scott, la guerre est venue donner un coup mortel aux glorificateurs des classiques cuirassés d'escadre.

Quelle a été l'action des sous-marins pendant la guerre actuelle ?

Voici les pertes infligées par des sous-marins allemands et autrichiens aux navires de guerre des Alliés :

Année 1914.

5 septembre. — Croiseur anglais *Pathfinder*, 3000 tonnes, avec 220 hommes.

22 septembre. — Croiseurs-cuirassés anglais *Aboukir*, *Cressy*, *Hogue*, de 12 000 tonnes, avec 1500 hommes.

Fin septembre. — Cuirassé anglais *Audacious*, de 23 500 tonnes (pertes non publiées).

11 octobre. — Croiseur russe *Pallada*, de 8000 tonnes, avec 550 hommes.

15 octobre. — Croiseur anglais *Hawke*, de 7500 tonnes.

31 octobre. — Croiseur anglais *Hermes*, de 5500 tonnes (pertes non publiées).

Année 1915.

1^{er} janvier. — Cuirassé anglais *Formidable*, de 15 200 tonnes, avec 600 hommes.

11 mars. — Croiseur auxiliaire anglais *Bajano* (180 morts).

27 avril. — Croiseur-cuirassé français *Léon Gambetta*, de 12 600 tonnes, avec 600 hommes.

1^{er} mai. — Destroyer anglais *Recruit*, de 350 tonnes, avec 39 hommes.

25 mai. — Cuirassé anglais *Triumph*, de 12 000 tonnes, avec 250 hommes.

27 mai. — Cuirassé anglais *Majestic*, de 15 000 tonnes (pertes non publiées).

10 juin. — Torpilleurs anglais n^{os} 10 et 12, de 250 tonnes (47 morts).

7 juillet. — Croiseur-cuirassé italien *Amalfi*, de 10 400 tonnes (600 morts).

18 juillet. — Croiseur-cuirassé italien *G. Garibaldi*, de 7400 tonnes (300 morts).

Fin juillet. — Sous-marin italien *Medusa*, de 300 tonnes.

8 août. — Croiseur auxiliaire anglais *India*.

Année 1916.

2 février. — Croiseur-cuirassé français *Amiral Charner*, de 4700 tonnes (400 morts).

... mars. — Croiseur auxiliaire français *Provence II*, de 12 500 tonnes (1500 morts).

17 mars. — Contre-torpilleur français *Renaudin*.

Cette liste qui ne comprend que les bateaux coulés, non pas les navires avariés, ni les transports de troupes, représente un total d'environ 200 000 tonnes avec la perte douloureuse de plus de 8000 hommes.

Par contre les sous-marins austro-allemands coulés ou capturés représentent environ 40 unités, en tout 22 000 tonnes, une perte qui ne dépasse pas 600 à 700 hommes, une partie des équipages ayant été faits prisonniers.

La comparaison des chiffres ci-dessus est impressionnante et donne à réfléchir. S'il y a beaucoup moins de torpillages des navires de guerre depuis le mois de juillet 1915, c'est surtout parce que les flottes cuirassées se sont mises à l'abri : les Anglais aux îles Orcades, les Allemands dans le canal de Kiel, les Français à Malte et à Bizerte, les Autrichiens à Pola, les Italiens à Tarente. C'est aussi parce qu'on a pu couler ou capturer un nombre assez considérable de sous-marins allemands et autrichiens.

Mais les Allemands construisent plus de sous-marins qu'ils n'en perdent. Au moment de la déclaration de guerre, l'Allemagne possédait 27 sous-marins armés : 7 grands, 8 moyens, 12 petits. Elle en avait 12 grands en construction. Les chantiers allemands avaient en outre

5 grands sous-marins à construire pour l'Autriche et 1 petit pour la Norvège. Ces 6 derniers ont été immédiatement réquisitionnés. Les 18 bateaux en chantier ont été tous terminés à la fin de 1914, formant un total de 45. Il y en a eu un bon nombre de détruits. Combien ? Il est à supposer qu'on ne connaît pas le nombre exact. L'éminent ingénieur naval français M. Laubeuf, le créateur du moderne sous-marin, écrivait dans le *Journal* du 13 décembre 1915 :

« Certains journaux anglais ont parlé de 54 sous-marins allemands détruits. A quoi une note officielle allemande a répondu que les pertes n'atteignaient pas le quart de ce chiffre.

» On peut croire qu'il y a exagération des deux côtés et que le nombre probable de sous-marins perdus ou capturés doit être compris entre 30 et 40.

» Mettons 35. Il ne resterait donc que 10 sous-marins allemands ?

» Non, car dès le mois d'octobre 1914 la marine allemande mettait en chantier de nouveaux sous-marins, auxquels on travaillait dès lors jour et nuit avec une activité que nous ne pouvions qu'envier. »

En effet, quand j'ai visité Kiel en décembre 1914, j'ai su que les Allemands avaient décidé la construction d'au moins 60 nouveaux sous-marins et qu'une trentaine étaient déjà très avancés sur les cales ; presque tous de gros tonnage, environ 900 tonnes en plongée. Je ne crois pas exagérer en affirmant que les Allemands peuvent produire au moins huit sous-marins perfectionnés tous les trois mois. Il faut noter que toute l'activité de leurs chantiers a été uniquement consacrée à la construction de sous-marins ; ils ont aussi suspendu tous travaux à bord des trois superdreadnoughts de la classe *Ersatz-*

Woerth qui devaient recevoir un armement de 8 pièces de 38 cm. Les 24 canons ont été envoyés sur le front français.

A côté de cela, il y a à Kiel une autre organisation admirable : celle de la formation et de l'entraînement des équipages pour les nouveaux sous-marins.

La supériorité stratégique de ces nouveaux sous-marins est bien établie en comparaison des unités similaires des autres marines, grâce au degré de perfectionnement de leurs moteurs Diesel à combustion interne. Pour la navigation en surface ils ont atteint des vitesses inespérées ; on peut même dire qu'ils ont réalisé la fusion du sous-marin avec le torpilleur.

Venons aux torpilles. La plus grosse torpille des marines française, russe et italienne est encore le calibre 450, modèle R (à réchauffeur). Charge 108 kilogrammes de coton-poudre. Vitesse 42 nœuds à 2000 mètres. Poids 650 kg., longueur 5 m. 20. Les Anglais ont deux torpilles de 533 mm. chargées à 130 kg. coton-poudre avec vitesse commune de 45 nœuds au départ : la *Hardcastle*, de 6 m. 80 de long, donnant 31 nœuds à 6000 mètres et l'*Armstrong*, de 6 m. 30 de long, 27 nœuds à 6000 mètres. La première est la meilleure ; toutes deux ont le même poids de 1100 kg.

Les Allemands ont comme torpilles : 1° la *Schwarzkopf* de 45 cm. dont sont armés les submersibles U-1 à U-12, charge 105 kg. Elle a suffi pour couler les trois cuirassés anglais type *Aboukir*.

2° La torpille de 50 cm., chargée de 128 kg. de trinitrotoluène. Vitesse restante, 29 nœuds à 6000 mètres. Elle arme les dreadnoughts classe *Kronprinz* et les U-13 à 18.

3° La torpille de 55 cm. et 135 kg. de charge trin., vitesse restante 29 nœuds à 7000 mètres. Elle arme les U-19 à 36.

4° La torpille de 60 cm., avec charge de 153 kg. trin., vitesse restante 32 nœuds à 7000 mètres. Elle est la plus puissante qui existe et arme les derniers sous-marins de gros tonnage. Sa portée est d'environ 12 000 mètres.

Après avoir parlé des exploits des sous-marins allemands et autrichiens, il est aussi instructif de nous entretenir de l'œuvre efficace des sous-marins alliés.

Dans un de ces articles pleins de logique et de bon sens que M. Laubeuf fait paraître dans le *Journal* (voir le numéro du 28 mars dernier) je trouve les considérations suivantes :

« Il est intéressant de faire connaître le rôle des sous-marins alliés. Cela est d'autant plus nécessaire que j'ai souvent entendu dire : « On entend toujours parler des sous-marins allemands et » jamais des autres. Pourquoi ? »

» Ceci est facile à expliquer : les grands navires de guerre anglais et français, les transports de troupes, les flottes commerciales continuent à courir les mers depuis le commencement de la guerre. Au contraire, les bâtiments allemands et autrichiens restent à l'abri dans les ports. Il en résulte que les sous-marins ennemis ont eu beaucoup d'occasions d'attaquer.

» Au début de la guerre, les sous-marins alliés ont eu un rôle assez ingrat : dans le Nord, les Français gardaient la Manche ; les Anglais croisaient dans la mer du Nord.

» Aucun grand bâtiment allemand n'ayant osé se risquer dans la Manche, nos sous-marins n'ont pas eu une seule occasion d'agir.

» Les sous-marins anglais ont pu se rendre plus utiles dans la mer du Nord. Ils ont d'abord fait un service d'exploration dans les eaux allemandes. Le communiqué officiel de l'amirauté

anglaise, après le combat naval d'Héligoland (28 août 1914) dit : « Le succès de l'opération est dû, en premier lieu, aux » informations apportées à l'amirauté par les sous-marins. » Pendant les trois semaines qui ont précédé le combat, ils ont » montré une audace extraordinaire en pénétrant dans les eaux » ennemies.... »

En effet, pendant le combat même d'Héligoland, un croiseur allemand du type *Mainz* a été coulé par un sous-marin anglais. Le 13 septembre 1914 le croiseur allemand *Hela* a été torpillé et envoyé au fond par le sous-marin anglais E-9 à six milles au sud d'Héligoland. Le 6 octobre le même E-9 coule le torpilleur allemand S-126 à l'entrée de l'Em. Mais les bateaux allemands se montrent de moins en moins. Après le combat du 24 janvier 1915 dans la mer du Nord, où le *Blücher* est coulé, les grands navires ne sortent plus du tout. Or, pour pouvoir torpiller les bateaux ennemis, il faut bien qu'ils sortent de leurs repaires : faute d'occasion favorable, les sous-marins alliés ne peuvent plus rien faire ; mais un nouveau champ d'action va s'ouvrir pour eux. A ce moment les Allemands étaient maîtres de la Baltique, leur escadre étant bien supérieure à celle des Russes et ceux-ci ne possédant que fort peu de sous-marins. Cette situation fut mise à profit à plusieurs reprises par les Allemands : ils opérèrent des débarquements sur divers points, notamment au moment de la seconde offensive russe en Prusse orientale. Leur navigation commerciale dans la Baltique était libre et leurs steamers chargés de minerai de fer de Suède venaient en toute sécurité débarquer leur cargaison dans les ports allemands. Mais à partir du printemps 1915 tout change. Malgré les champs de mines semés par la marine allemande à la sortie des

détroits danois, les sous-marins anglais pénètrent dans la Baltique. Le 2 juillet 1915 le cuirassé *Pommern* est torpillé et coulé devant Dantzig par le E-9. Le 18 août, au moment de la bataille de Riga, le grand croiseur *Moltke* est torpillé dans la Baltique. Il ne coule pas et peut rallier un port allemand ; mais la menace des sous-marins contraint l'escadre allemande à abandonner ses tentatives contre le golfe de Riga et à se mettre à l'abri dans ses ports. Les sous-marins rendaient aussi aux Russes l'immense service de les débarrasser de toute crainte de débarquement sur leur flanc droit ou même derrière leurs lignes.

Dès lors, c'en est fini de la maîtrise allemande absolue de la Baltique ; ce sont les sous-marins anglais et russes qui deviennent presque les maîtres de cette mer. Le 15 octobre 1915 ils coulent deux torpilleurs allemands. Le 23 octobre le croiseur cuirassé *Prinz Adalbert* de 9000 tonnes, quoique entouré de plusieurs bâtiments légers, est torpillé en plein jour et coulé devant Libau avec 300 hommes. Le 7 novembre le croiseur *Undine* de 2700 tonnes est coulé avec 126 hommes. Le 17 décembre le croiseur *Bremen* de 3200 tonnes et un torpilleur sont coulés.

Les sous-marins font aussi la chasse au commerce ennemi : au 31 octobre 1915 plus de vingt navires de commerce allemands ont été coulés ou capturés. La plupart étaient chargés de minerais de fer. Il importe ici de remarquer que, conformément au droit des gens et aux règlements internationaux, foulés aux pieds avec trop de désinvolture par les Allemands, les sous-marins alliés ont toujours laissé aux équipages des navires de commerce le temps de se mettre en sûreté et n'ont jamais torpillé sans avertissement.

Les sous-marins alliés ont donc rendu aux Russes d'inappréciables services ; ils ont prévenu les attaques des villes et des côtes russes — en particulier de Riga — et le débarquement des troupes ; ils ont rendu la Baltique intenable aux navires de guerre et bien dangereuse pour la navigation commerciale ennemie.

Dans l'Adriatique, les événements de la guerre n'ont donné aux sous-marins alliés que peu d'occasions d'agir. Les navires autrichiens se renferment à Pola et au fond du golfe de Cattaro, à l'abri derrière de multiples rangées de mines, d'estacades, de barrages, de filets métalliques. Seules quelques escadrilles de bâtiments légers et rapides, ainsi que les sous-marins, en sortent de temps en temps. A la fin de décembre 1914 le sous-marin français *Curie* fait une tentative hardie pour forcer l'entrée du port de Pola et, malheureusement, il se prend dans un filet à l'intérieur de la rade, alors qu'il avait déjà pu franchir la zone des mines.

L'entrée en ligne de l'Italie n'a guère changé la situation. Les chefs de la marine austro-hongroise s'étaient vantés que, si l'Italie déclarait la guerre à la double monarchie, Venise serait bombardée et détruite vingt-quatre heures après!... L'Italie a déclaré la guerre et la flotte ennemie n'a pas bougé. C'est que la marine italienne avait concentré douze sous-marins à Venise et que plusieurs sous-marins français étaient venus les renforcer. La présence de ces escadrilles a suffi pour arrêter net toute tentative contre la reine de l'Adriatique.

Dans l'Adriatique comme dans les mers du Nord, on ne voit comme bâtiments ennemis que des escadrilles de bâtiments légers et rapides, petits croiseurs, torpilleurs et sous-marins. Les raids effectués par les navires légers autrichiens sur des points secondaires ; Porto-Cor-

sini, Ancône, Barletta, Jesi, San-Vito, n'ont eu et ne pouvaient avoir aucune importance militaire. Ils ont du reste occasionné des pertes à la marine ennemie : croiseur *Helgoland*, torpilleurs *Lika*, *Triglaw*, N° 51, etc. Le 11 août, un sous-marin italien a torpillé et coulé le sous-marin autrichien U 12 qui avait torpillé et avarié le dreadnought français *Jean Bart* en décembre 1914. Le 12 août le contre-torpilleur français *Bisson* a canonné et coulé le sous-marin autrichien U 3¹. Le 9 septembre le submersible *Papin* a canonné et coulé le torpilleur N° 51. En janvier 1916 un autre submersible français, le *Foucault*, a torpillé et coulé le croiseur *Helgoland* de 2800 tonnes. En ce mois d'avril un sous-marin français dont on ne connaît pas encore le nom a coulé un transport militaire autrichien. En revanche les Français ont perdu trois sous-marins : le *Curie* à Pola ; le *Fresnel* à San-Giovanni di Medua ; le *Monge* devant Cattaro. Les Italiens ont perdu le submersible *Medusa*.

Les opérations qui se sont déroulées aux Dardanelles sont particulièrement instructives. Les cuirassés d'escadre ont été impuissants à forcer les détroits, montrant une fois de plus le peu d'efficacité du tir des navires sur des ouvrages à terre, déjà démontré si souvent dans les guerres du passé.

Cette opération était fort dangereuse ; elle a du reste causé des pertes assez sensibles : les sous-marins français *Saphir*, *Joule*, *Mariotte*, *Turquoise*, les anglais E 15, AE 2, E 14, E 7, E 20, ont été coulés ou se sont échoués dans leurs hardies tentatives, mais d'autres ont réussi à passer et ils ont fait de bonne besogne. Ils ont coulé les

¹ La marine autrichienne a perdu selon toute probabilité cinq ou six de ses sous-marins. Elle en aurait mis vingt nouveaux en chantier depuis le commencement de la guerre.

deux cuirassés turcs *Messoudieh* et *Barbarossa*, cinq canonnières, un contre-torpilleur, huit transports et cent-soixante-dix-sept petits navires chargés les uns de troupes, les autres de munitions, de matériel de guerre ou d'approvisionnements.

Les sous-marins ont ainsi fortement gêné les communications entre Constantinople et la presqu'île de Gallipoli, entravé le ravitaillement, jeté à plusieurs reprises la terreur dans la capitale turque en torpillant des navires jusqu'à l'entrée de la Corne d'or. Ce n'est donc pas à eux qu'il faut s'en prendre de l'échec subi par les Alliés.

Moyens offensifs contre les sous-marins.

Sur les moyens adoptés pour découvrir, frapper et couler les sous-marins, les journaux ont publié les nouvelles les plus fantaisistes : des filets métalliques d'au moins un kilomètre de long (*sic*) remorqués à grande vitesse par des chalutiers et qui attrapent un sous-marin comme un vulgaire turbot ; un avion anglais qui aurait détruit à l'aide de bombes un sous-marin, le survolant à quinze mètres ; des harpons appliqués à la quille des bateaux marchands et qui éventrent les coques insidieuses en un clin d'œil.... Que de fantaisie !

Oui, on s'est appliqué à chercher le sous-marin, à le découvrir, à l'attaquer avec des armes adaptées à sa nature, et l'on peut dire aujourd'hui que dans certaines circonstances de lieu le sous-marin ne saurait pénétrer dans une zone gardée sans courir les plus grands risques, et aurait moins de chance d'en sortir indemne que d'y rester. Tous les efforts ont convergé vers ce résultat dans la Manche et ont été suivis d'un certain succès. Nous ne pouvons indiquer avec précision les moyens

employés pour arriver au but, mais il en a été trop parlé pour qu'on ne puisse en indiquer le caractère.

« Ce n'est maintenant un secret pour personne, dit le *Moniteur de la flotte*, qu'outre les bâtiments de combat proprement dits, on utilise des navires de commerce et de pêche armés en guerre, notamment pour la recherche des sous-marins et la découverte de leurs lieux de ravitaillement. » Cette phrase indique quels sont les ennemis des sous-marins ; tous les petits bâtiments à moteur, à vapeur ou même à combustion interne sont bons pour cette chasse ; on leur a donné les canons de petit calibre que la marine emmagasinait depuis des années lorsque les navires qui les portaient devenaient inutilisables par leur âge. L'amirauté anglaise a fait de même, et on compte aujourd'hui par milliers les navires torpilleurs, chalutiers ou autres petits bâtiments qui naviguent continuellement dans la Manche et les mers adjacentes, surveillant la surface des eaux comme le baleinier suit et surveille le gros poisson qu'il veut harponner. Qu'un sous-marin vienne à la surface, — comme l'amphibie il ne peut rester continuellement immergé, — aussitôt il trouve l'ennemi qui se prépare à l'attaquer. Le bateau de surface a reçu des armes spéciales ; il n'a pas, contre le sous-marin, le canon seulement, mais la torpille, des bombes éclatant à une profondeur déterminée, des charges d'explosifs, des projectiles ayant une trajectoire sous-marine. Les instruments d'attaque contre les sous-marins sont nombreux ; il s'est dépensé pour eux autant d'ingéniosité que pour les armes de tranchées, bombes, grenades, crapouillots, etc., qui, de l'état rudimentaire, sont passées à une grande perfection.

Les filets des chalutiers — le nom seul invoque l'idée

de capture — ne sont point cependant employés pour prendre les sous-marins. Leur rôle est autre. Il se peut qu'un sous-marin venant donner dans un filet y engage son hélice ou ses gouvernails de plongée. Mais ce n'est pas le but. On comprend en effet que, quelle que soit la solidité d'un filet, il ne peut résister au choc d'un navire de 400 tonnes au moins et qu'il cédera sous l'atteinte; de même il ne peut empêcher le sous-marin qui y aurait donné de la tête de remonter à la surface en refoulant des tonnes et des tonnes d'eau de ses ballasts. Ce n'est donc pas la prise qu'on a recherchée.

On se souvient que les Anglais, dans la guerre contre les Boers, en Afrique du sud, avaient tendu des fils de fer, qui, reliés électriquement, signalaient les mouvements de ces derniers. Aucun commando ne pouvait bouger sans que l'armée anglaise en fût avertie, et peu à peu les réseaux de fils de fer se resserrèrent et l'armée boere disparut. Les filets remplissent un office identique : ils signalent le passage des sous-marins, et chaque filet touché dit où est le sous-marin, qui dès lors n'est pas perdu de vue, est guetté s'il revient à la surface et attaqué par un bâtiment armé pour le détruire.

Mais, naturellement, à tout moyen d'offensive nouveau on oppose tout de suite une défense. Par exemple, les nouveaux sous-marins allemands ont amélioré leur profil extérieur. On a supprimé tout ce qui fait saillie; leurs kiosques sont du modèle extensible; leurs hélices sont disposées sous voûte de manière que la volute d'eau ne les dénoncera plus à la surface; la coque lisse et rigide coupera n'importe quels filets métalliques et passera sans peine au travers, animée comme elle le sera d'une grande vitesse en plongée.

On cherchera alors de nouveaux moyens d'attaque et la lutte continuera !

Les navires de guerre de l'avenir.

La conclusion de cet article s'impose d'elle-même :

Une flotte cuirassée ne sert de rien si elle ne possède la supériorité tactique sur celle de l'ennemi — de rien, dis-je, qu'à se faire couler si elle veut sortir. Cette supériorité résulte de celle de deux au moins des trois éléments ci-après : le nombre, la vitesse, le calibre des pièces.

Même en possession de tous ces éléments de succès, une flotte de surface peut être annulée par des *immersibles* en nombre suffisant, montés par des équipages bien entraînés.

Les marines de guerre, particulièrement celles d'importance secondaire, continueront-t-elles à se lancer, à budget perdu, dans la construction d'une escadre de dix ou douze superdreadnoughts qui ne seront en force qu'une fois tous achevés, soit dans six ans au moins, et qui seront sûrement déclassés à cette époque par des dreadnoughts encore supérieurs et annulés par des submersibles *spécialisés*, à grande vitesse en surface et en plongée ?

Le simple bon sens ne peut conseiller qu'une seule réponse : abandonnons les cuirassés ; faisons des submersibles.

Mais si cela est facile à dire, l'application immédiate serait plus que difficile, parce que : 1° On ne peut pas liquider d'un jour à l'autre les flottes de dreadnoughts qu'on a construites ces dernières dix années et qui ont coûté tant de milliards. 2° Aucune marine ne suspendra

définitivement les travaux de nouveaux superdreadnoughts en achèvement ou en cours des construction avancée. 3° Une quantité de traditions, de tendances et surtout d'intérêts industriels, s'opposeront énergiquement au brusque abandon du cuirassé pour l'immersible.

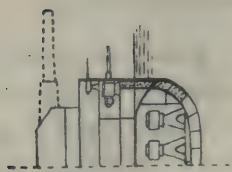
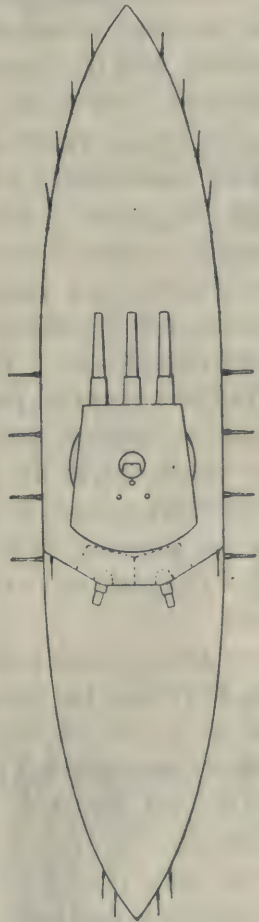
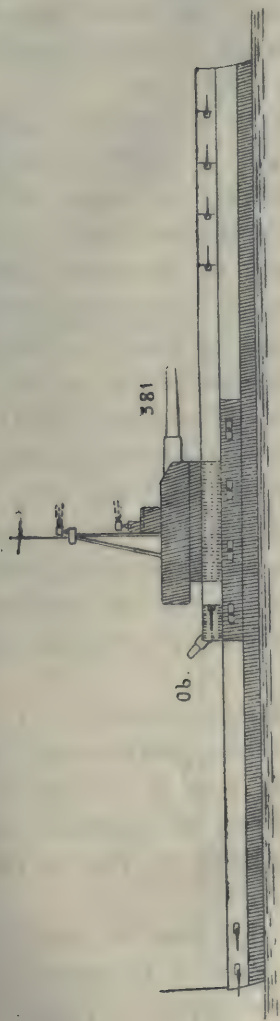
Il en résultera donc une période de transition qui pourra durer de longues années et pendant laquelle on préparera peu à peu les nouvelles flottes immersibles de l'avenir. On commencera par ne plus mettre en cale des cuirassés avec un grand nombre de gros canons. On sait déjà que l'Angleterre et les Etats-Unis ont décidé de construire une série de cuirassés rapides (30 à 32 milles) armés seulement de quatre canons de 38 ou de 40 cm. placés en deux tourelles. On revient à l'ancienne conception italienne de Benedetto Brin et de l'amiral de Saint-Bon quand, en 1875, ils ont décidé la construction des deux cuirassés-croiseurs *Italia* et *Lepanto*, les plus rapides de l'époque et qui portaient en deux tourelles quatre canons de 45 cm., les plus puissants qui fussent.

L'exemple anglais et américain sera suivi par les marines mineures et alors commencera la même lutte qui s'est poursuivie pour la production des dreadnoughts. On ne pourra pas lutter avec l'Angleterre pour la quantité et les marines mineures seront forcées d'étudier les moyens de rester fortes sans violer les lois du nombre et du fractionnement des risques. Conséquence : elles devront construire des cuirassés plus petits portant seulement deux ou trois gros canons dans une tourelle unique et conservant une vitesse non inférieure à celle des cuirassés anglais.

D'ailleurs l'idée anglaise et américaine de limiter la

quantité des gros canons à bord de leurs futurs cuirassés, idée imposée par les enseignements de la guerre, a des précédents : par exemple, sur la demande d'une petite marine (encore neutre) et qui avait la fâcheuse intention de construire quelques superdreadnoughts, j'ai tracé en 1913 les plans d'un cuirassé de moyen tonnage, véritable fusion du cuirassé avec le monitor de haute mer (voir croquis A), armé de trois canons de 38 cm. dans une tourelle unique, plus deux obusiers de 30 cm. placés en casemates à l'arrière. Mon idée de mettre à bord pour la première fois des obusiers pour les bombardements avait pour but non seulement d'obtenir l'avantage du tir courbe, mais encore de faire économiser aux canons longs de 38 cm. les tirs de bombardement. Un canon est conçu pour tirer contre des navires ; il coûte cher et sa vie est courte ; à chaque coup c'est une petite partie de sa rayure qui s'en va à cause de la grande pression des gaz, de la température élevée et de la haute vitesse initiale ; après 200 coups environ, il faut changer l'âme. Les obusiers ont une vie bien plus longue, à cause de leurs vitesses initiales limitées ; ils coûtent moins cher et ils pèsent très peu. Un obusier de 30 cm., longueur 12 calibres, ne pèse que 9 tonnes ; par contre un canon de 30 cm., de 40 calibres, pèse quatre fois plus.

En outre l'obusier à bord d'un cuirassé pourrait servir à lancer non seulement l'obus de bombardement, mais aussi l'obus-torpille construit de façon à pouvoir plonger dans l'eau sans ricocher et à faire explosion à deux ou trois mètres au-dessous. Arme terrible contre les sous-marins et les coques des cuirassés, un obus-torpille de 30 cm. pourrait porter une charge de 80 kilogrammes



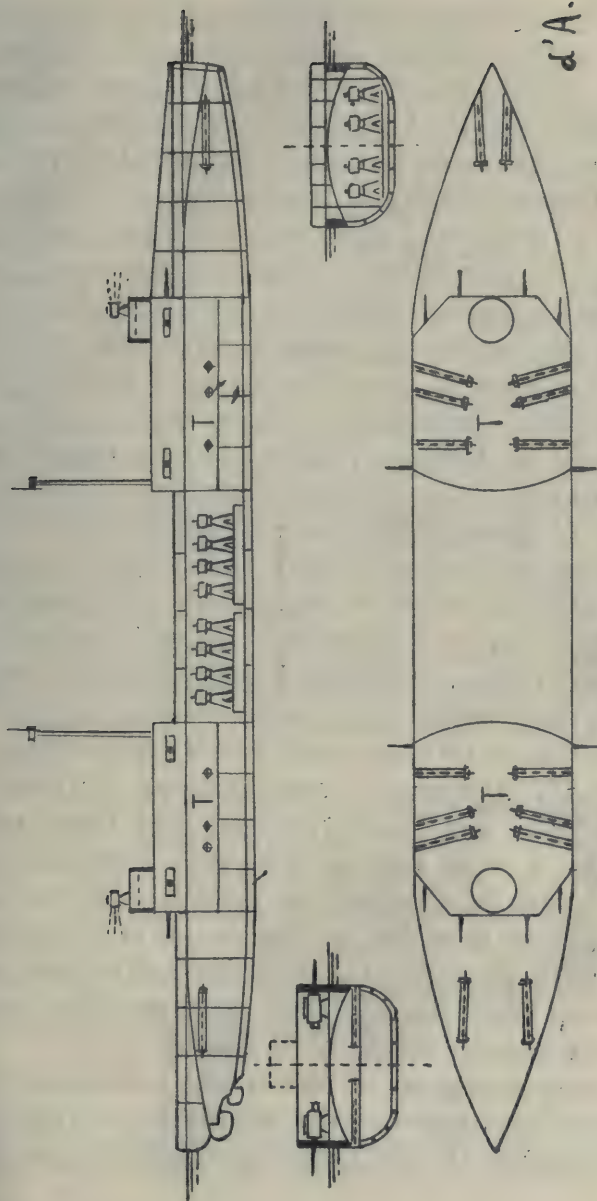
A. Projet de cuirassé, mètres $115 \times 22 \times 8 = 13250$ tonnes = 25 nœuds.

d'explosif, c'est-à-dire à peu près équivalente à celle d'une torpille. Seul l'obusier, qui est conçu et rayé justement pour tirer les projectiles creux à parois minces, pourrait tirer l'obus-torpille ; le canon jamais. Or cet obus-torpille existe déjà. Il suffira de citer le projectile trouvé par le commandant français Geynet et dont parle la *Revue maritime* du mois de février 1912.

La tourelle avec les 3 canons de 38, blindée à 40 cm., est équilibrée, c'est-à-dire que le poids de tous ses organes est réparti symétriquement par rapport à l'axe de rotation pour faciliter les déplacements dans le plan horizontal du navire. L'absence de cheminées permet à la tourelle de battre l'horizon avec tous ses 360°. Pour la force motrice, on a envisagé les Diesel à combustion interne, dont le perfectionnement actuel est tel qu'il en permet l'installation à bord de n'importe quel tonnage. D'ailleurs, sans rien perdre de la vitesse calculée à 25 nœuds, on pourrait substituer les Diesel avec des turbines et chaudières du Temple ou Yarrow chauffées au pétrole (*mazout*). Il faudrait dans ce cas porter la tourelle plus à l'avant, de manière à pouvoir installer les chaudières au centre en un seul groupe et avec une seule cheminée.

Comme artillerie secondaire : huit canons de 15 et quatorze de 10 cm. La cuirasse de ceinture aurait une épaisseur de 35 cm. au centre. Pour la défense de la coque contre les torpilles, il y aurait des dispositions spéciales qu'il serait inutile de détailler ici. Pas de tubes lance-torpilles.

Pour la même marine j'ai tracé aussi les plans d'un croiseur-torpilleur de 11 000 tonnes et 28 nœuds, d'un type tout à fait nouveau (voir croquis B) et qui n'a



B. Projet de croiseur-torpilleur = 11000 tonnes = 28 nœuds.

pas de prédécesseur. Au lieu de gros canons il porterait comme armement principal seize tubes lance-torpilles et il n'aurait rien à craindre de la grosse artillerie adverse. Ras sur l'eau, il serait presque invisible aux distances moyennes des combats modernes. Deux réduits puissamment blindés avec plaques de 35 cm. s'élèvent, seuls, à l'avant et à l'arrière et ils renferment l'artillerie secondaire (pour battre torpilleurs et sous-marins), les conduits de déchargement des moteurs Diesel, les prises d'air, ainsi que tous les organes nécessaires aux manœuvres extérieures du navire. Son but serait d'attaquer les escadres des dreadnoughts par des salves de torpilles.

Quand une torpille est lancée contre une escadre courant en ligne de file, la cible totale présente une longueur de plusieurs kilomètres et aucune torpille ne peut manquer de la traverser. Dans ce cas, comme l'espace vide entre les navires est habituellement de deux longueurs de navire, la probabilité est d'avoir une torpille sur trois frappant une carène. Imaginons donc quel serait l'effet d'une bordée de six torpilles contre une escadre en marche, suivie d'une seconde bordée quelques minutes après. Il en résulterait le quasi-destruction de l'escadre.

Il faudrait six sous-marins ayant deux tubes lance-torpilles à l'avant pour lancer ces deux bordées successives ; mais les sous-marins en plongée ne peuvent pas naviguer en escadrilles, et tirer des salves simultanées leur serait impossible. On voit l'avantage de renfermer plusieurs tubes dans une seule coque assez forte pour pouvoir braver le feu des dreadnoughts.

Si mes renseignements sont exacts, — et je crois que oui, — l'Allemagne aurait en construction une unité de type similaire. Je dois ajouter que j'ai publié une des-

cription et un croquis de ce croiseur-torpilleur (B) dans le *Moniteur de la flotte* du 1^{er} novembre 1913. Dans l'excellent volume : *Dreadnought ou submersible ?* paru dernièrement (Perrin & C^{ie} éditeurs, Paris) et dû à la plume de M. Olivier Guihéneuc, un fervent disciple de la « Jeune école », on cite mon article du *Moniteur de la flotte*, mais on me fait dire très inexactement que mon bateau torpilleur de 11 000 tonnes est un *submersible*. Non ; je n'ai jamais écrit une telle hérésie. Un submersible surpassant 2000 tonnes en plongée serait une folie, aujourd'hui, non seulement à cause du problème des moteurs, mais pour les raisons que l'auteur explique avec tant de compétence au chapitre V de son ouvrage. Mon regretté ami et maître le général Cuniberti, ingénieur-chef de la marine italienne, qui m'a donné l'idée de mon bateau, n'a jamais songé non plus à des submersibles d'un tonnage si fantastique.

Mais, pour résumer cette étude, je dirai que l'état de transition ouvert par cette guerre impose à une marine :

1° L'abandon du type dreadnought et superdreadnought.

2° Y préférer (puisqu'on ne renoncera pas facilement aux grands bateaux) un cuirassé rapide de moyen tonnage, armé de 2 à 4 pièces du plus gros calibre et de 2 gros obusiers. (Comme à peu près le projet A.)

3° Création d'un monitor d'environ 3000 tonnes, à faible tirant d'eau, armé de quelques obusiers de gros calibre, destiné à opérer sur les côtes¹.

¹ Les petits monitors de côte que les Anglais ont envoyé à l'attaque des Dardanelles ont donné des résultats excellents et non inattendus pour ceux qui avaient depuis longtemps étudié les avantages du monitor rapide à flottaison variable, offrant peu de prise au canon ennemi. Le

4° Abandon des torpilleurs et contre-torpilleurs qui, durant la guerre actuelle, ont servi comme avisos, transports, vedettes, éclaireurs, etc., sans pouvoir jamais lancer des torpilles. La torpille doit être portée par un navire-torpilleur spécial comme le type esquissé dans le croquis B, ou par les submersibles.

5° Les submersibles doivent être spécialisés. Il faudra :

a) Le *submersible stratégique* d'environ 1500 tonnes en plongée, doué de la plus grande vitesse possible et armé, outre ses torpilles, d'un canon de 12 cm. et d'un obusier de 15 cm. ; il faut la pièce à trajectoire tendue pour arrêter les bateaux de commerce et battre les torpilleurs encore existants ; et la pièce à tir courbe pour bombarder les postes isolés, les lignes de chemins de fer, etc., ainsi que pour tirer l'obus-torpille à explosion sous l'eau, dont nous avons parlé.

monitor de haute mer français *Henri IV*, malgré son âge vénérable, a fait des prodiges aux Dardanelles ; il pouvait aller partout grâce à son faible tirant d'eau ; dommage qu'il soit resté le seul de son type. En 1899, j'avais offert à M. Edouard Lockroy, alors ministre de la marine en France, les plans d'un monitor de haute mer, ayant 22 nœuds de vitesse et armé avec six pièces de 27 cm. placées dans quatre tourelles axiales, deux tourelles extrêmes doubles et deux tourelles centrales *superposées* renfermant un seul canon. C'était le premier spécimen de navire avec tourelles axiales superposées, et dans mon volume *La marina contemporanea*, publié en 1900 en collaboration avec le commandant Vecchi, j'en donne un croquis avec légère variante. Les chantiers Ansaldo de Gènes s'offraient à construire deux ou trois unités en dix-huit mois ; la France aurait fourni l'artillerie. Lockroy, le ministre réformateur et bon ami de l'Italie, aurait voulu passer la commande, mais de tenaces oppositions d'ordre politique et industriel ont fait échouer la combinaison qui, pourtant, au point de vue du rapprochement franco-italien, aurait mieux servi que les palabres de cent diplomates.

Je me souviens encore avec reconnaissance de l'aide fraternelle que m'a donnée en cette occasion mon excellent ami le commandant Maurice Loir (Marc Landry du *Figaro*).

b) Le *submersible mouilleur de mines*, d'un déplacement modéré, parce qu'il doit opérer à son aise dans les passes ennemies.

c) Le *submersible transport*, du plus grand déplacement possible, pour porter à ses congénères le pétrole, les vivres et les rechanges jusque sur les lieux des opérations.

Ayant ainsi exprimé ma modeste manière de voir sur la crise qui tourmente en ce moment toutes les marines militaires, belligérantes ou non, je dois avouer que les prévisions qui semblent fondées aujourd'hui pourraient bien devenir erronées demain. Période de transition veut toujours dire période de « Babel. »

LORENZO D'ADDA,
ingénieur naval.

Lausanne, avril 1916.

POUR NOTRE FORCE

ET NOTRE DIGNITÉ

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE ¹

La démocratie a besoin de volontés.

Des consciences libres, des citoyens soucieux de la vérité et désireux de s'acquitter de leurs devoirs en exerçant leurs droits civiques, une harmonieuse coordination de mentalités diverses, l'accord absolu sur des principes fondamentaux, cela ne suffit pas encore.

La démocratie doit s'efforcer de former des caractères, de tremper des énergies, de faire des hommes, des citoyens, des soldats.

Par la crainte, on forme des laquais ou des mercenaires, non des *citoyens*.

L'éducation de la volonté est trop négligée dans notre pays. Il est urgent d'y remédier : dans la famille, tout d'abord, qui doit être la grande éducatrice ; — à l'école, ensuite, où l'on a tant d'occasions d'exercer la volonté de l'enfant ; — dans les sociétés sportives, qui peuvent beaucoup pour tremper les caractères et développer l'énergie chez les jeunes gens ; — à la caserne aussi, où,

Pour la première partie, voir la livraison d'avril.

bien souvent, un « drill » mal compris et inintelligent, — celui qui, au dire d'officiers supérieurs aussi compétents qu'avisés, conduisait les armées impériales à la victoire de la Marne, — négation de la volonté et de l'esprit d'initiative, serait avantageusement remplacé par des exercices qui exigeraient de l'endurance, de l'esprit de décision et qui, au lieu de rabaisser le soldat au rôle ridicule d'automate, l'élèveraient au contraire au rang d'homme pensant et responsable. Assurément cette conception ne saurait s'appliquer indistinctement à tous les individus, quels que soient leur degré de civilisation ou d'éducation, leur caractère, leurs qualités ou leurs défauts. Des différences de races peuvent justifier, nécessiter même des différences de méthode. Seuls des esprits bornés ou paresseux peuvent croire ou feindre de croire qu'il n'y a qu'une façon de former des hommes, des soldats, et que cette méthode doit être employée uniformément. Ce serait assurément plus simple. Mais ce serait méconnaître la réalité, qui est faite de diversité. Il est des armées dont la force réside dans une discipline de fer imposée par la crainte¹. Il en est d'autres qui tirent leur puissance de la discipline personnelle que chaque soldat, considéré comme un être intelligent et pensant, s'impose à lui-même.

Notre démocratie ne saurait s'accommoder d'une armée où la discipline anéantirait les consciences individuelles, où des ordres inhumains pourraient être donnés à des êtres humains, où il se trouverait un supérieur pour donner et un subalterne pour exécuter l'ordre de massacrer la population paisible ou de torpiller des paquebots

¹ « Un homme que l'on a, à force d'entraînement, vidé de pensée : voilà un bon soldat », disait un officier prussien, en 1913, à Gaston Riou (Voir *Journal d'un simple soldat*, p. 20.)

neutres. Mais elle veut, au contraire, une armée forte de cette force invincible que donne, à chaque soldat, la conscience qu'il lutte pour ce qui élève et ennoblit le cœur de l'homme, pour une patrie en qui s'incarne son idéal d'honneur et d'humanité, de justice et de liberté.

Souveraineté et indépendance.

Notre démocratie, basée sur l'union de consciences libres, scellée dans un sentiment de mutuel respect, forte des volontés bien trempées de tous ses enfants, résolu à remplir leurs devoirs d'hommes et de citoyens, notre démocratie, consciente de ses devoirs internationaux, entend aussi faire respecter ses droits et maintenir intacts sa souveraineté, son indépendance.

Qu'en est-il ?

Reportons-nous, en pensée, à l'année 1889 : c'est l'incident Wohlgemuth. Seule en face de l'empire allemand, qui a su joindre à lui son « brillant second », l'empire d'Autriche-Hongrie, et l'empire des tsars, la Suisse, sans se laisser intimider par des mouvements de troupes au nord du Rhin, consciente de sa dignité, forte de son bon droit, résiste fièrement et fermement à toute tentative d'intimidation. C'est un Etat souverain qui répond à un autre Etat souverain, cent fois plus puissant, mais qui est dans son tort. Aussi le peuple suisse est-il, alors, unanime non pas derrière, mais aux côtés de Numa Droz et du Conseil fédéral ; aucun fossé ne sépare les Confédérés, parce qu'on a su s'inspirer de ce qui est le secret de notre union et la condition de notre force : l'amour de l'indépendance et l'idéal de justice dont l'histoire helvétique est l'admirable expression. Tous sont prêts à l'éventualité d'une guerre dont l'issue ne peut

être douteuse, mais mieux vaut mourir que de subir une humiliation qui serait le commencement du vasselage.

Page glorieuse de notre histoire !

Quelques années s'écoulent.

La constellation qui présidait aux destinées de notre petit pays s'est éteinte. Les nouvelles étoiles brillent d'un éclat moins pur. Peu à peu, un fléchissement s'est produit ; l'esprit d'affarisme s'est insinué dans certaines sphères. Le redoutable microbe de la *Realpolitik* a trouvé un terrain de culture favorable dans quelques milieux qui ne réagissent pas. L'intoxication a commencé ; elle progresse, gagne le cerveau. Atteindra-t-elle le cœur ? Les nobles sentiments s'émoussent et les pensées élevées s'obscurcissent. Le culte du veau d'or, le culte de la force s'y substituent graduellement. Sur leurs autels on sacrifiera l'individu, dans lequel on se plaît à ne voir que l'être *animal*, qui doit être *dressé*, et l'être *social*, qui doit être *organisé* : on oublie l'être *moral*, qui est tout ! L'idéalisme est une denrée bonne pour les naïfs. Pour les gens sérieux et profonds, — *gründlich*, — il n'y a que des *faits* et des *chiffres*. C'est à force de calculs qu'on veut nous convaincre des mérites de la convention du Gothard. Que compte un lambeau de souveraineté aux yeux d'habiles diplomates touchés de la grâce impériale ? En vain la Suisse romande unanime et des voix autorisées de la Suisse alémanique s'insurgent contre la lourde faute qui va se commettre. Seul un peuple tombé à genoux pourrait accepter une pareille convention, s'écrit le conseiller national Alfred Frey. L'Allemagne comprend qu'il lui serait plus avantageux de faire une concession. Elle s'y prête. Mais non ! Plus royaliste que le roi, des autocrates au petit pied s'y refusent. L'opposition des « Welsches »

ne mérite pas d'être prise en considération ; on peut en faire abstraction ; ça ne compte pas. La convention a pour elle la grosse majorité des représentants de la Suisse alémanique : c'est tout ce qu'il faut. Et l'on passe outre à des craintes inspirées du plus pur patriotisme, mais qu'on s'est plu à caricaturer en les faisant passer pour des manifestations d'esprits frondeurs, ou même pour de sottes arlequinades ! L'officieux *Bund* ne va-t-il pas jusqu'à écrire, à propos des grandioses manifestations de Genève et de Lausanne : « Le chauvinisme de race, échauffé jusqu'à l'effervescence, célèbre ses orgies ¹. »

Et la faute est commise, en pleine connaissance de cause ! Le sachant et le voulant, on aliène en faveur d'un voisin puissant une parcelle de notre souveraineté ! Faute doublement grave : au point de vue *international* tout d'abord, en nous jetant dans l'orbite d'un grand Etat dont la puissance d'absorption se manifeste déjà d'une façon inquiétante dans le domaine économique et politique. Grâce au ciel le mal n'est pas irréparable, puisque les événements actuels aboutiront très probablement à un congrès européen, où, d'accord avec l'Italie, un gouvernement fédéral conscient de la faute commise pourra remettre sur le tapis la néfaste convention.

Faute aussi au point de vue *interne*, car cette douloureuse blessure faite à la fibre nationale des Suisses romands devait contribuer dans une large mesure à creuser un fossé — tel qu'il faut fermer les yeux pour ne pas le voir — entre les populations diverses qui composent notre Confédération.

Ce fossé, hélas, ceux qui l'ont creusé ne pourront rien faire pour le combler. Des discours, oui, des périodes

¹ Voir *Gazette de Lausanne*, 7 avril 1913.

oratoires, où les mots d'union, de fraternité, de démocratie, de liberté sonneront avec éclat ! Mais ces phrases ne peuvent réparer aucun mal tant qu'elles ne se traduisent pas en réalités vivantes. Et loin de chercher sincèrement à opérer l'union des Suisses dans le respect de toutes les nobles convictions, on persiste avec une aveugle obstination dans la voie où l'on s'est engagé, au mépris de tout un glorieux passé d'idéalisme et de libéralisme.

Nous arrivons au 3 août 1914 !

C'est le surlendemain de notre anniversaire national, de ce 1^{er} août que la Suisse entière célèbre avec joie, en toute simplicité, mais avec une légitime fierté et dans un sentiment de pieuse reconnaissance. Des feux illuminent nos montagnes et envoient par-dessus les vallées un salut patriotique aux frères confédérés. Les cloches de nos églises carillonnent à toute volée, et, sur un flot d'harmonie, nos pensées montent vers le ciel. Nos cœurs vibrent au souvenir de tant de héros qui, au prix de leur sang versé sur les champs de bataille, à Morgarten, à Sempach, à Næfels, à Saint-Jacques, à Grandson, à Morat, nous ont donné la liberté. Chaque Suisse se recueille. Un frisson étreint nos cœurs. C'est l'âme de la patrie qui passe. Et sa voix nous dit de nous unir dans cet amour de la liberté auquel sont dues toutes les grandeurs de notre passé et dont dépendent les grandeurs de notre avenir.... C'est le surlendemain de cet anniversaire solennel, qui cette année-là ne put être célébré avec joie dans l'angoisse générale des cœurs, que, le 3 août 1914, l'Assemblée fédérale se réunit.

Par la volonté d'un Etat, l'effroyable conflagration européenne est déchaînée à l'heure choisie par lui.

Dans cette formidable tourmente, quel sera le sort de notre petit pays ? Nul ne saurait le dire. Mais une chose est certaine, c'est que le peuple suisse tout entier est résolu à défendre sa liberté contre quiconque voudrait y porter la moindre atteinte : il ne veut accepter aucune humiliation, aucune pression étrangère. Un tel peuple peut être massacré : il ne peut pas être vaincu. La Belgique, héroïque et martyr, la vaillante et immortelle Serbie l'ont prouvé. Aussi, quelle force pour le gouvernement ! Aux plus puissants de ce monde il peut parler la tête haute. Il n'a rien à craindre. Son seul souci doit être de maintenir l'union sacrée de tous les Confédérés et de sauvegarder la dignité de la Suisse. Et, pour cela, il n'a qu'à rester inébranlablement fidèle à leur commun idéal d'indépendance et de justice, que le souffle empoisonné de la *Realpolitik* n'a pas encore flétri. Il n'a qu'à suivre l'exemple de 1889.

Hélas, que ne puis-je dire, ici aussi : page glorieuse de notre histoire ! — Vous devancez ma pensée et comprenez le sentiment qui m'arrête devant une date qui marque le développement logique de la politique du Gothard, aliénatrice d'une première parcelle de notre souveraineté et dont la stupéfiante mentalité révélée par l'« affaire de l'état-major » apparaît comme un fruit naturel. — Notre gratitude est grande envers ceux qui, dans ces circonstances, ont fait preuve d'une irréductible dignité.

Infidèle au principe qui avait fait sa grandeur, notre malheureuse démocratie devait être, dès lors, entraînée à d'étranges errements.

Je ne veux pas dresser ici un réquisitoire. Cela nous mènerait trop loin. Il sera certainement fait un jour, non

seulement devant les chambres fédérales, où nous comptons de courageux représentants qui se sentiront soutenus par tous les citoyens soucieux du bon renom et de la dignité de notre pays, — mais aussi devant le peuple, qui doit avoir le dernier mot quand se jouent ses destinées et qui a le droit de connaître la vérité.

Responsabilité morale des neutres. — Levée en masse des consciences.

Cette guerre, plus encore que toute autre, est atroce.

Elle est atroce par cette préméditation calme, méthodique, cynique, où la fourberie et le mensonge rivalisent avec l'orgueil le plus sot et le plus complet mépris d'autrui.

Elle est atroce dans l'exécution, par la violation des traités et de la parole donnée, par le mépris du sentiment le plus rudimentaire de la dignité humaine, de la probité, de la pitié, par un acharnement effroyable contre une multitude inoffensive de vieillards, de femmes, d'enfants et d'infirmes coupables de préférer la mort au déshonneur et à l'esclavage.

Elle est atroce, là où elle pourrait être, sinon chevaleresque, du moins digne, loyale : la trahison des gaz asphyxiants, l'horreur des liquides enflammés, l'assassinat sur mer et du haut des airs de milliers de victimes innocentes, tous ces moyens de guerre s'inspirent peu de ce principe inscrit dans le cœur de l'officier et du soldat qui se respecte : le déshonneur est pire que la mort.

Elle est atroce, cette guerre, par la destruction stupide de ces monuments grandioses où la science avait abrité ses richesses, où l'art avait pris ses plus belles envolées, où l'âme d'un peuple s'était recueillie.

Elle est atroce par les angoisses qui, partout, étouffent les cœurs, par les souffrances indicibles de centaines de milliers de blessés et d'estropiés, par la mort qui fauche l'élite physique et souvent aussi l'élite intellectuelle des peuples.

Mais ces souffrances et ces tueries ne sont pas ce qu'il y a de plus atroce. Lequel de nous ne s'y serait exposé avec enthousiasme pour la cause du droit et de la liberté des peuples ?

Ce qui serait plus atroce que tout cela, ce serait l'inutilité de ces souffrances morales et physiques, de ces martyres fièrement endurés, de ces hécatombes de héros, ce serait que la force, en fin de compte, triomphât du droit, que le crime le plus odieux que l'histoire de notre civilisation puisse enregistrer restât impuni, que le monde, épuisé et terrorisé, se résignât, acceptât et oubliât. Voilà qui serait pire que tout, parce que ce serait la *déchéance morale* d'une humanité désormais abandonnée à la tyrannie, sans autre principe que celui de la violence ; — ce serait la faillite, la négation de ce que dix-neuf siècles de christianisme ont lentement gravé dans nos cœurs.

Cette banqueroute morale, — si, pour notre irréparable malheur, elle devait se produire, — nous en serions, nous neutres, les complices.

La guerre actuelle n'est pas seulement une lutte où les forces matérielles des belligérants se mesurent. C'est aussi et surtout la lutte gigantesque d'idées et de conceptions inconciliables. Il s'agit de savoir si la justice et l'indépendance vivront. Et cette lutte formidable n'intéresse pas seulement les Etats impliqués dans les hostilités, mais tous les Etats civilisés. Et dans tous les Etats,

belligérants ou neutres, ce ne sont pas seulement les citoyens sous l'uniforme, mais *tous* les citoyens et les citoyennes aussi, qui ont une lutte à soutenir ou à préparer.

En même temps que la mobilisation militaire de 1914, il y a eu donc une véritable mobilisation, bien mieux, une levée en masse des consciences, dans tous les pays.

A cette armée des consciences on n'impose aucun général; elle ne connaît pas de frontières et ignore la neutralité. Car la puissance de la pensée est telle que rien ne peut l'arrêter.

Une pensée toute simple, mais élevée, généreuse, une pensée qui est bien l'expression de ce qu'il y a de meilleur au fond du cœur humain, une telle pensée fait son chemin. Elle survit à l'homme qui l'a conçue et dont la société aura peut-être été le bourreau. Elle surmonte les obstacles qui se dressent contre elle de tous les côtés. Elle résiste aux tempêtes que son souffle a déchaînées. Etouffée parfois, elle se ranime; engloutie, elle surgit des flots, chaque fois plus vigoureuse, toujours grandie par l'épreuve. Après des éclipses même totales, elle rayonne plus lumineuse, et féconde nos cœurs.

Voyez plutôt la pensée chrétienne, si simple et si grande pourtant. Survivant au martyr de Golgotha, seule contre des milliers et des millions, elle s'est mise en marche. Rien ne l'a arrêtée. Bravant toutes les puissances matérielles, triomphant de toutes les persécutions, résistant à toutes les déformations de ses adversaires et même de ses prétendus adeptes, se développant sans cesse, s'emparant des consciences, les inspirant parfois à leur insu, elle a conquis toute une partie du monde. Des millions d'êtres humains se réclament d'elle :

elle est leur consolation, leur espérance et leur force. Et si, dans l'effroyable conflagration dont nous sommes les témoins terrifiés, la pensée chrétienne semble avoir définitivement sombré, je vous affirme que c'est une erreur : aujourd'hui déjà elle est le baume qui adoucit de cruelles blessures, elle inspire et soutient des milliers de héros, et demain elle sortira plus puissante de l'effroyable mêlée, car tous comprendront mieux et son impérissable beauté et son éternelle grandeur.

* * *

Eh bien ! si l'armée a besoin d'un grand nombre de soldats, d'armes perfectionnées, d'une organisation technique impeccable, elle n'a pas moins besoin de la force *morale* d'une pensée noble et généreuse qui décuplera ses forces physiques.

Et alors je dis que, si la neutralité nous interdit de prêter le concours de nos armes même à ceux qui luttent pour le triomphe de principes *dont notre avenir dépend*, elle ne nous interdit nullement de soutenir leur courage et de stimuler leur ardeur par l'expression de nos sympathies et de notre reconnaissance. Par-dessus les frontières et les océans, de tous les points du globe, les ondes mystérieuses de la pensée se portent là où un fluide les attire. Et ainsi, de cœur, par l'esprit, nous sommes dans les tranchées, aux côtés de ceux que nous considérons comme des frères.

Cela, personne ne peut nous empêcher de le faire, pas même nous, à moins d'arrêter les battements de nos cœurs.

La neutralité n'implique en aucune façon l'interdiction pour les citoyens d'approuver ce qui est bien et de blâmer ce qui est mal.

S'il en était autrement, la neutralité serait la plus dégradante des servitudes, car elle atteindrait les individus dans ce qui fait la grandeur de l'homme. Et ce n'est pas cette honteuse déchéance que le peuple suisse a entendu s'imposer en affirmant, librement, sa politique de neutralité permanente.

C'est un sujet de consternation que de voir une notion aussi fausse et aussi humiliante de la neutralité préconisée par qui devrait la combattre avec le plus d'énergique fierté ¹.

Voilà ce qui me permet de dire que, si cette guerre aboutissait à une banqueroute morale, les neutres seraient des complices dans cette catastrophe.

C'est un devoir impérieux des neutres, dans cette conflagration formidable de conceptions et de méthodes opposées, que d'employer leurs efforts à discerner les intérêts supérieurs de l'humanité.

Là est notre plus haute mission. S'il nous arrivait de faillir à cette tâche, qui assurément est parfois difficile, nous nous raierions nous-mêmes de la société des nations, où pourtant notre place est marquée.

Eléments de conviction.

Au reste, cette tâche n'est pas aussi malaisée qu'un sentiment de crainte le fait croire à certains esprits timorés.

Des faits capitaux sont acquis depuis plusieurs mois, sans laisser place au moindre doute.

Dans sa magistrale conférence du printemps dernier, le colonel Secretan, conseiller national, rédacteur en

¹ Voir le discours de M. Hoffmann au Conseil national le 15 juin 1915. *Gazette de Lausanne*, 16 dit.

chef de la *Gazette de Lausanne*, en a déjà mis en lumière quelques-uns d'une façon irréfutable avec la haute autorité que donnent à sa parole sa grande expérience et son fier patriotisme. Ce ne sont pas les basses attaques dont il est l'objet dans certains « organes-reptiles » de la Suisse alémanique qui diminueront en quoi que ce soit sa juste autorité auprès des personnes de bon sens et de bonne foi.

Qu'il me soit permis de dire publiquement au colonel Secretan toute la gratitude que son énergique et fière attitude patriotique lui vaut dès aujourd'hui dans nos cœurs et qu'elle lui vaudra demain chez tous les Suisses, le jour où les écailles seront tombées de tous les yeux.

Parmi les faits acquis, M. le colonel Secretan en a relevé trois.

L'ultimatum de l'Autriche à la Serbie émettant des prétentions que l'on savait inacceptables pour un État souverain et que l'on formulait précisément pour ce motif, parce qu'on *voulait* la guerre. Depuis lors, les révélations de M. Giolitti ont établi qu'en juillet et octobre 1913 déjà l'Autriche désirait la guerre et avait, à cet effet, sollicité le concours de l'Italie dans la conflagration générale qui en résulterait probablement.

Je fais abstraction, comme superflues ici, des révélations de M. Barzilaï sur la déclaration faite par l'ambassadeur d'Allemagne à Constantinople (baron von Wangenheim) à l'ambassadeur d'Italie dans cette même ville (sénateur Garoni), le 15 juillet 1914, soit *huit jours avant* la remise de l'ultimatum à la Serbie, ultimatum qui « serait de nature à rendre la guerre inévitable. »

Un deuxième fait acquis est la violation par les armées allemandes de la neutralité du Luxembourg et de la Belgique.

Dans un mouvement de franchise qui lui a été amèrement reproché, le chancelier de l'empire, M. de Bethmann-Hollweg l'a reconnu, devant le Reichstag, le 4 août 1914 :

« ... Nous avons été contraints (!?) de passer outre aux protestations *fondées* du Luxembourg et du gouvernement belge.... » « *C'est contre le droit des gens....* » « Nous les dédommagerons du tort que nous leur avons ainsi causé aussitôt que nous aurons atteint notre but militaire.... » « Nous sommes dans la nécessité, et nécessité ne connaît pas de loi. »

Dès lors on a cherché à calmer l'indignation universelle soulevée par cette violation, qu'il est superflu de qualifier. A cette fin, on a tenté de soutenir que la Belgique aurait elle-même violé sa neutralité, en s'assurant d'avance, par une prétendue convention avec l'Angleterre, contre l'éventualité d'une agression allemande. Et il s'est trouvé dans notre pays des... naïfs pour le croire, voire des fantoches pour soutenir une telle hérésie juridique, doublée d'une infamie à l'égard d'une victime loyale ? Que ne vaut pas une chaire à Berlin !

Mais il ne suffit pas de savoir que la neutralité de la Belgique a été violée. Il est très utile aussi de connaître le soin avec lequel cette délicate opération a été préparée. Les documents diplomatiques sont fort instructifs et l'on ne saurait trop se pénétrer des méthodes qu'ils révèlent si l'on tient à n'en être pas victime soi-même.

Le 31 juillet 1914, au matin, le secrétaire général du ministère belge des affaires étrangères (baron van der Elst) eut un entretien avec le ministre d'Allemagne à Bruxelles, M. de Below. Il rappela à ce dernier la polémique de presse soulevée en 1911 au sujet du projet

hollandais de fortification de Flessingue. Certains journaux avaient prétendu qu'en cas de guerre franco-allemande, l'Allemagne violerait la neutralité belge. Le département belge des affaires étrangères avait alors suggéré à Berlin qu'une déclaration faite au Reichstag serait de nature à calmer les défiances. Le chancelier Bethmann-Hollweg fit répondre que l'Allemagne n'avait pas l'intention de violer la neutralité belge, mais qu'une déclaration publique dans ce sens affaiblirait la situation militaire de l'Allemagne vis-à-vis de la France qui, rassurée du côté du nord, porterait toutes ses forces du côté de l'est.

En outre, dans ce même entretien du vendredi 31 juillet 1914, le baron van der Elst, secrétaire général des affaires étrangères, rappela au ministre d'Allemagne, M. de Below, qu'en 1913 M. de Jagow, secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, avait fait à la commission du budget du Reichstag des déclarations rassurantes quant au respect de la neutralité de la Belgique. M. de Jagow avait dit : la neutralité de la Belgique est déterminée par des conventions internationales et *l'Allemagne est décidée à respecter ces conventions*. Le ministre d'Allemagne assura au secrétaire général belge que les sentiments exprimés par le gouvernement allemand *n'avaient pas changé* (*Livre belge*, n° 12).

Le 1^{er} août 1914, dans la soirée, le même ministre d'Allemagne à Bruxelles, M. de Below, dans une conversation qu'il eut avec le ministre des affaires étrangères, M. Davignon, au sujet de la déclaration formelle de la France qu'elle respecterait la neutralité de la Belgique, lui dit, en substance : « Jusqu'à présent, je n'ai pas été chargé de vous faire une communication officielle de

mon gouvernement, mais vous connaissez mon opinion personnelle *sur la sécurité avec laquelle la Belgique a le droit de considérer ses voisins de l'est.* »

Et, pendant ce temps, l'Allemagne concentrait des corps d'armée sur la frontière belge, et, le lendemain de cet entretien, le 2 août à 19 h., le même ministre allemand de Below, qui venait de rassurer de son mieux le gouvernement belge et l'opinion publique à Bruxelles, remettait au même ministre belge, M. Davignon, l'ultimatum de l'Allemagne, suivi quelques heures plus tard de l'entrée des premières troupes allemandes en Belgique !

Ces faits, tragiquement éloquents, se passent de commentaire. Il doivent, au moins, servir de sérieux avertissement au sujet des méthodes qu'ils dénotent.

Un troisième fait sur lequel, hélas, le doute n'est plus possible, ce sont les atrocités dont a été victime la population inoffensive de la Belgique et des provinces envahies de la France.

Les rapports concis de la commission française peuvent être considérés comme aussi certains que possible et même comme très modérés. Ces rapports sont restés au-dessous de la vérité¹. Ils sont corroborés par ceux de la commission belge et de la commission anglaise, qui, dans leurs sphères respectives d'investigation, ont admis comme constants des faits tout à fait analogues à ceux qu'a enregistrés la commission française.

Mais je m'empresse d'ajouter que, si j'ai acquis la certitude des atrocités commises en Belgique et en France, je ne crois pas qu'on puisse les imputer à l'armée impé-

¹ V. « Un document sérieux. » *Gazette de Lausanne*, 4 mai 1915, n° 121.

riale tout entière. Celle-ci compte certainement, dans sa grande majorité, des hommes honnêtes et incapables de commettre des crimes. Mais ces atrocités me semblent devoir être imputées à un système, le terrorisme, préconisé par toute une littérature militaire allemande, inculqué aux officiers et imposé par certains d'entre eux aux éléments les plus brutaux de leurs troupes. Et il s'est produit une sorte de « psychose épidémique. »

Ces faits, confirmés dès lors et aggravés encore, — l'agression contre la Serbie, la violation de la neutralité luxembourgeoise et belge, les atrocités commises tant sur la population civile que sur les belligérants, le torpillage du *Lusitania*, de l'*Ancona*, d'autres encore, — suffisent, et au delà, pour m'ouvrir les yeux et fixer mon sentiment. Ce serait être bien difficile, je pense, que de ne pas les trouver suffisants. Pour moi, ils me montrent nettement où est le danger pour notre pays, petit comme la Serbie, neutre comme la Belgique et faible sans la protection du Droit.

L'union dans la liberté et le droit.

Notre force, nous devons la chercher dans le *respect du Droit* par tous et dans notre *union*, c'est-à-dire dans l'union de toutes nos volontés pour rester libres et indépendants, dans un même sentiment de dignité nationale, que blesse toute tentative de mainmise ou de pression étrangère, dans un même amour de ce qui est chevaleresque, généreux, dans la même haine du parjure, dans la même pitié pour les opprimés, dans le même idéal de loyauté, de justice, de liberté.

Cette union est encore possible.

Il suffit pour cela de laisser la lumière se faire sans en

intercepter les rayons. Et lorsque la vérité aura pénétré partout, lorsque partout on saura :

qui a *voulu* la guerre,

qui a violé les neutralités du Luxembourg et de la Belgique au mépris de la parole donnée,

qui a massacré des prêtres, des femmes, des vieillards, des enfants,

qui a incendié et rasé des villes et des villages entiers,

qui a pourchassé ces troupeaux humains dont nous avons au cœur la tragique et ineffaçable image,

qui a englouti dans les flots tant de vies innocentes,

qui prétend à l'hégémonie universelle, qui nie le droit à l'existence des petits Etats.

Eh bien ! à ce moment-là, je dis que l'union entre tous les vrais Suisses sera réalisée, car il n'y en a pas un qui puisse approuver tant d'atrocités, pas un qui ne comprenne alors où est le danger pour notre patrie.

Ah ! quelle belle Suisse, forte au dedans, respectée au dehors, aurait pu faire un gouvernement guidé par les aspirations idéalistes du peuple helvétique et exempt de crainte vis-à-vis du « dieu-force ! »

Au lieu de cela, qu'a-t-on fait de notre pays, de notre belle armée, toute vibrante d'enthousiasme en jurant fidélité au drapeau ? Nos cœurs en sont ulcérés !

Mais ne perdons pas courage. La Suisse, troublée à l'intérieur, atteinte dans sa considération à l'extérieur, doit être refaite. Le peuple la refera, groupé autour de son drapeau, dans une même volonté de justice, dans un même sentiment d'honneur, dans un même amour pour une patrie forte de sa dignité et de son indépendance.

Ayons aussi confiance dans la victoire, la grande victoire qui, bientôt, fera éclater aux yeux des plus aveugles

toute la splendeur de la cause du droit et de la liberté, la victoire qui entraînera sur ses pas les adorateurs de la force, enfin convaincus de la suprématie imprescriptible de la pensée sur la puissance brutale. Et puisque le glorieux honneur de verser notre sang pour la cause la plus belle ne nous est pas donné, luttons au moins sur le terrain des idées pour que la victoire sanglante des champs de bataille s'affirme et se perpétue par la victoire morale dans les esprits et dans les cœurs.

Si la Suisse contribue, pour sa faible part, à cette victoire des consciences, elle n'aura pas démérité, et chacun reconnaîtra alors qu'en plaçant son idéal dans la justice, sa force dans sa dignité, elle aura justifié son droit de vivre, aimée et respectée.

C'est au soleil de la vérité et sous le souffle vivifiant de la liberté que la Suisse se développera... ou elle périra.

Et elle ne doit pas périr !

ANDRÉ MERCIER,

professeur à l'université de Lausanne,
associé de l'Institut de droit international.

UNE MAUVAISE NUIT

Le petit caravansérail était isolé au milieu des bois, perdu dans l'immensité de la brousse africaine. Trois cases de terre couvertes en chaume semblaient, se faisant toutes petites, se blottir sous les bras étendus des grands arbres. A l'entour, les hautes herbes avaient été coupées pour préserver les cases des terribles incendies de brousse, et une palissade de troncs d'arbres fichés en terre les séparait de la forêt sans fin. Devant l'entrée, un sentier filait parmi les arbres, tracé par les pieds nus des très rares passants. D'un côté, à cinq jours de marche, il aboutissait au chemin de fer, à la civilisation relative. De l'autre, il allait vers les sources du Niger et se perdait sans doute dans les lointains de la grande forêt équatoriale.

C'était environ le milieu de la saison sèche, et toute la Guinée semblait être en feu, de la mer au Niger, de la forêt jusqu'aux montagnes du Foutah Djallon. Les savanes immenses où l'herbe haute ondule sous le vent comme les vagues de la mer n'étaient plus que des déserts noirâtres, de mornes étendues de cendre et de charbon mêlés. Dans la forêt aussi les herbes avaient flambé, calcinant à moitié les arbres, dont les feuillages

roussis par le feu tombaient lentement sur la terre noire.

Tout autour du caravansérail s'étendait la forêt, morte par le feu, et le soleil n'éclairait au loin que des troncs noircis, ou des arbres qui brûlaient encore, se consumant lentement, sans flammes ni fumée. Au loin, d'épaisses volutes noires montaient dans le ciel très clair, obscurcissant parfois le soleil qui les teintait de rouges lueurs. Le silence était absolu en ce royaume du feu, d'où les animaux avaient fui. Seuls, les bavardages et les rires de mes porteurs mettaient un peu de vie dans cette mort de toute la nature.

Mort apparente et qu'allait suivre très vite la résurrection merveilleuse, la poussée formidable de la végétation tropicale.

Déjà, là où le sol était refroidi, de fins brins d'herbe surgissaient, mettant un léger voile vert sur les cendres éparpillées. Sous les feuillages desséchés, des bourgeons se montraient. Encore un peu de temps, et la vie nouvelle éclaterait partout. Comme le soleil baissait et que ses grands rayons obliques illuminaient la forêt jusqu'en ses lointains les plus sombres, un vent glacé vint à souffler. Des flammes s'élevèrent çà et là, où depuis la veille le feu couvait surnoisement, et l'on entendit crépiter, comme une fusillade lointaine, les hautes herbes qu'elles embrasaient.

Un à un, les porteurs et les miliciens de l'escorte rentraient dans les cases, où ils allumaient du feu. Et très vite la lueur de ces foyers fut la seule clarté autour de moi.

— Mon Madame, ton case il est paré, vint dire Mamadou-boy. Y a commencé froid beaucoup. Faut rentrer, mon Madame, ou bien toi y va gagner malade.

Docilement, car c'était vrai qu'on gelait dehors, j'étais entrée dans la plus grande des trois cases. Mamadou-boy y avait dressé mon petit lit de camp, rangé les caisses tout autour et allumait une lanterne pour m'éclairer pendant la nuit.

— Pétrole y a fini dépis hier. Lanterne y va brûler in pé, in pé, et pis fini. Ça y a pas bon quand y a pas lumière.

— Mais tu as des bougies ?

— Ça bougies y a acheté Dabola y a pas bon di tout. Y a pas moyen mettre dans photophore, et pis y a petites... petites.... Tout de suite y a allumé, tout de suite y a fini brûler.

— Eh bien, je me passerai de lumière. Va dormir, mon petit Mamadou.

Il rejoignit les autres dans la case voisine, et tranquillement je m'endormis, comme on dort dans la brousse africaine après la longue étape de la journée.

Des deux ouvertures de la case, l'une, celle qui donnait sur l'enclos du caravansérail, était pourvue d'une porte grossière, mais solide, avec un verrou primitif. L'autre donnait directement dans la forêt et n'avait pour toute fermeture qu'un paillason tressé, trop étroit et trop court. De son mieux, Mamadou avait bouché les ouvertures béantes au moyen de sacs et de vieux journaux. Le tout ensemble formait un rempart absolument illusoire à quiconque aurait voulu s'introduire chez moi. Mais personne, parmi nos braves Malinkés, n'a jamais songé à attaquer une femme blanche et j'étais certainement plus en sûreté dans cette case à peine close que derrière les portes aux verrous compliqués d'un appartement de Paris.

J'étais en train de rêver de Faranah et du Niger aux

sables d'or que j'allais retrouver le lendemain. Un cri m'éveilla en sursaut. Était-ce déjà Yousoufou le milicien, venant me dire que le premier coq avait chanté et qu'il fallait songer au départ ? La lanterne s'était éteinte et dans l'obscurité complète de la case, dans le silence de mort qui régnait sur la forêt brûlée, une vague angoisse m'étreignit le cœur.

J'écoutais, haletante de cette peur irraisonnée. « J'écoutais le silence » et je savais qu'un autre cri allait le troubler. Combien de fois l'avais-je entendu déjà résonner dans la nuit, ce cri lugubre de la hyène qui rôde ! Jamais je n'en avais été effrayée, sachant combien il est rare qu'elle attaque l'homme. Mais peu de jours auparavant, un très vieux broussard m'avait dit :

— Quand la hyène crie au lieu de pousser une sorte de miaulement, c'est qu'elle est en colère de n'avoir pas trouvé de pâture. C'est qu'elle est affamée et prête à s'attaquer à n'importe quelle proie.

Malgré mes cinquante ans passés et la très grave maladie dont, justement, je relevais, je me flattais d'être encore un morceau suffisamment tentant pour une hyène aux abois. Celle qui rôdait là allait-elle flairer la chair fraîche ?... s'aviser d'y vouloir goûter ?...

Dans les deux autres cases, elle était bien plus abondante, il est vrai, la chair fraîche, la bonne chair jeune et saine de tous mes porteurs noirs. Mais ils avaient allumé de grands feux et fait provision de combustible pour les alimenter toute la nuit.

Ma case seule était obscure.

D'un coup de patte la hyène pouvait renverser le paillasson posé devant la porte, puis ramper... ou bondir.... Il me semblait déjà sentir, à travers le fin tulle de la moustiquaire, ses griffes et ses dents me déchirer....

Un nouveau cri résonna, tout proche, et puis le grand silence retomba dans la nuit noire.

Je tentai de me raisonner.

« Voyons, ma chère, ce n'est pas la première fois que tu entends la hyène rôder autour de ta case. Tu sais bien que les accidents sont infiniment rares et qu'une fois sur mille, peut-être, ces vilains animaux mangent de l'homme.... »

Oui... mais je ne tenais pas du tout à être l'exception qui confirme la règle, à être ce millième qu'elle pourrait croquer, la hyène affamée....

Je repassais dans ma mémoire toutes les affreuses histoires que j'avais entendu conter :

La vieille femme de Touba, délicatement cueillie une nuit dans sa case et dont on n'avait retrouvé que quelques os, avec des lambeaux de vêtements.... Et puis, le sergent de tirailleurs dévoré à Kérouané, en plein caravansérail.... Et la pauvre femme de Fatoya, dont la hyène, sans doute surprise, avait laissé la moitié au bord du chemin....

Tout cela — et tant d'autres drames encore — dû à l'obscurité qui enhardit les bêtes fauves.... J'allumai la bougie préparée par Mamadou-boy. Sa faible lueur me donna confiance et, sans plus m'occuper des rauques miaulements, j'essayai de reprendre mon rêve tout éveillée. Je voyais les bancs de sable doré, les lacs paisibles que forme le Niger, et la grande lumière du soleil de midi incendiant la terre rouge, mettant en fuite les bêtes nocturnes et les terreurs sans cause. ... Frrrr... frrrr.... Ma bougie, grosse à peu près comme une bougie d'arbre de Noël, s'était éteinte en crépitant. Et mon imagination de nouveau me montra les bêtes sauvages, errant la nuit en quête de proies à dévorer.

Les miaulements et les cris de colère de la hyène affamée s'entendaient toujours, tantôt loin dans la forêt, tantôt tout près. La bête évidemment tournait autour des cases, flairait des choses bonnes à manger. Quand elle criait, j'avais moins peur, pouvant déterminer à peu près d'où partait le cri. Mais lorsque le silence absolu retombait, mes terreurs reprenaient de plus belle. Mes yeux cherchaient à percer l'obscurité épaisse. Mes oreilles croyaient saisir des craquements du paillason devant la porte, des effleurements de pattes aux griffes momentanément rentrées....

Je n'essayais plus même de lutter contre ma terreur nerveuse. Et il me semblait qu'à passer ainsi la nuit, je perdrais la raison, ou qu'au matin mes cheveux seraient tout blancs. Je sautai à bas de mon lit, brusquement, bruyamment, pour effrayer la hyène, si déjà elle s'était faufilée dans la case. A tâtons je trouvai la porte, tirai le verrou. Dans la cour, les belles lueurs des feux soigneusement entretenus dansaient dans les feuillages sombres, mais tout le monde dormait.

— Mamadou! appelle-je.

Pas de réponse.

Je criai plus fort et ma voix sembla résonner dans toute la forêt. Un grognement me répondit, puis Mamadou apparut, encore tout endormi, dans une des ouvertures vivement éclairées.

— Vite, apporte-moi toutes les bougies que tu pourras trouver.

Il y en avait cinq. Des espèces de chandelles jaunâtres et suiffeuses, désespérément minces et courtes. Il en alluma une que je collai à terre, juste à mi-chemin entre l'huis mal fermé et mon lit. J'alignai toutes les autres à côté, prêtes à brûler chacune à son tour. Et je calculai

qu'ainsi j'aurais de la lumière jusqu'au petit jour. Et puis je me recouchai tranquillement, me sentant tout à fait en sûreté derrière ce faible lumignon.

Seulement, il ne s'agissait pas de dormir. Il fallait veiller, allumer une nouvelle bougie dès que la précédente serait au bout, ne plus se laisser envahir par la nuit noire. Je me mis à rêver les yeux ouverts, comme avant d'être prise par cette terreur stupide. J'évoquai à nouveau le Niger et ses lacs bleus. J'essayai de me représenter Faranah, où m'attendait le cher compagnon de ma vie, la case qui allait devenir notre *home* pour bien des mois....

.
— Mon Madame, deuxième coq y a chanté. Il faut partir bientôt.

Yousoufou m'appelait derrière la porte. A terre, un petit tas de suif indiquait la place où ma première chandelle était morte. Les autres étaient rangées à côté, prêtes à brûler, chacune à son tour....

Dehors les oiseaux chantaient, mes hommes riaient et bavardaient en préparant leurs charges. Et dans la forêt aux ramures noircies, c'était la grande fête du soleil levant.

Quelques heures plus tard, mon cher mari riait de tout son cœur au récit des terreurs nocturnes de sa pauvre femme.

VAHINE PAPAA.

Faranah, janvier 1916.

LA LIBERTÉ ANGLAISE¹

Je n'aurai pas la sottise d'attribuer à la population des îles Britanniques une vertu d'hérédité ou de race qui l'incline à la liberté. L'adoration de soi-même, quand elle devient un culte national, est une menace pour la liberté du monde ; ce dernier l'a éprouvé à ses dépens dans le cas de l'Allemagne. C'est la nation pénétrée de sa « mission » de civiliser le monde qui, à la fin, a mis en danger toute civilisation. Mais si nous étudions l'évolution politique de la même manière que les formes et les espèces animales, nous découvrirons, je pense, que certaines institutions, certains modes d'arrangements sociaux sont particulièrement favorables à la liberté, dans l'esprit et dans la vie.

On peut expliquer en grande partie le développement de ces institutions et de ces arrangements par des

¹ Nos lecteurs nous pardonneront de leur signaler l'intérêt particulier de cette étude. On parle beaucoup de la liberté anglaise, en un temps où elle s'oppose une fois de plus aux visions d'une tyrannie bestiale. Mais on ne sait pas assez en quoi elle consiste et sur quoi elle est fondée. On ne pourrait en voir exposer le principe par un auteur de plus d'autorité et de compétence que M. Robertson.

Le très honorable John Mackinnon Robertson, Privy Councillor depuis 1915, membre du Parlement (Tyneside Division) depuis 1906, secrétaire parlementaire au ministère du commerce et membre du gouvernement de 1911-1915, auteur et conférencier bien connu, a publié de nombreux ouvrages : *Modern Humanists, Essays toward a critical Method, Buckle and his Critics, Montaigne and Shakespeare, History of Free Thought, Trade and Tariffs, The Baconian Heresy*, etc. (Réd.)

rencontres de circonstances dues à ce que les naturalistes appellent le « milieu. »

Dans le dernier quart du dix-septième siècle, après une période de luttes politiques au cours desquelles le roi fut jugé selon les formes et décapité, pour être remplacé par un dictateur gouvernant une république, une restauration de la monarchie eut lieu à la mort du dictateur. Après une autre génération, qui se consuma dans l'agitation politique, le pouvoir monarchique se trouvait relevé à tel point que Jacques II, s'il n'avait tourné au catholicisme et, à la fin, n'avait alarmé et ne s'était aliéné la masse du clergé protestant, aurait pu devenir un souverain aussi absolu que Louis XIV, son contemporain. Il parut en 1677, à Cologne, un livre intitulé *L'Europe esclave si l'Angleterre ne rompt ses fers*, où l'on reconnaît que le sort de la liberté en Europe dépendait des chances du constitutionnalisme en Angleterre, où Charles II faisait à ce moment le jeu de Louis XIV. Ce fut le fanatisme de son frère — une circonstance accidentelle — qui amena la seconde révolution, onze ans plus tard.

Cela aussi fut un accident heureux, car le nouveau roi était étranger et d'une race avec laquelle nous avons été en guerre à plusieurs reprises. Sous un tel roi, l'emploi des méthodes constitutionnelles était forcé. Nouveau danger à sa mort, quand vint sur le trône une princesse de l'ancienne souche, sous laquelle les partisans de l'absolutisme pouvaient espérer de tenir le Parlement en échec ; puis, une fois de plus, ce fut un accident heureux qui fit accéder au trône un étranger dépourvu du prestige des princes nationaux. Ni Georges I^{er}, ni Georges II ne savaient l'anglais ; aussi étaient-ils obligés de gouverner à l'aide de ministres qui, eux-mêmes, ne pouvaient gouverner qu'à l'aide du Parlement ; c'est à quoi

il faut attribuer le profond enracinement du principe constitutionnel dans le système politique anglais, pendant toute une période.

Georges III possédait en arrivant sur le trône ce prestige qui avait manqué à ses prédécesseurs : il pouvait se vanter d'être « un Anglais » ; il se trouvait donc en mesure d'exercer l'autorité politique beaucoup plus qu'ils ne l'avaient jamais tenté. Mais entre-temps le système parlementaire s'était assez établi pour que ses bases ne fussent point ébranlées même pendant les orages de la Révolution française. Dans la période qui suivit la chute de Napoléon, alors que les forces de la réaction gagnaient en puissance, en Angleterre comme ailleurs, l'impopularité personnelle de Georges IV prévint toute altération de cet équilibre entre le pouvoir du trône et celui du Parlement, où Montesquieu avait vu le secret de la stabilité britannique.

Ainsi fut préservée la tradition nationale du *self-rule* dont l'importance n'avait été saisie ni par lui, ni par Voltaire, ni même par Turgot.

Le spectacle d'une pareille stabilité, tandis qu'un si grand nombre d'Etats de l'Europe étaient ébranlés et abattus, voilà ce qui a amené le monde civilisé en général, pendant le dix-neuvième siècle, à croire au principe du *self-government*. Il y eut même quelque chose d'un peu superstitieux dans cette adhésion, comme on le fit voir en imitant au près et au loin le système des deux chambres, lequel vient des circonstances spéciales de la Grande-Bretagne plutôt qu'il n'est l'application scientifique du principe de la souveraineté nationale.

Mais, à prendre les choses en gros, le monde eut raison de juger que le gouvernement constitutionnel et la souveraineté de la nation tendaient à affermir la sécurité du pays.

Si l'on demande pourquoi la Grande-Bretagne l'a emporté dans sa longue rivalité avec la France pour la suprématie dans l'Amérique du nord, il faut répondre que ce n'a été ni par la supériorité de la puissance militaire, ni par une plus haute capacité de colonisation, mais par la plus grande souplesse du système de l'autonomie. Que les Français soient capables de coloniser avec succès, la force de l'élément français au Canada dans le temps présent le prouve assez ; d'autre part, la race française n'a jamais failli à produire de bons soldats. Mais dans l'Amérique du nord les Français furent toujours paralysés par la rigidité de leur système autocratique de gouvernement. Il en fut de même aux Indes. Le mot fameux : *la carrière ouverte aux talents* justifiait le système anglais par opposition au système français, et l'Inde était devenue le partage des Anglais avant que Napoléon l'eût prononcé.

En parlant de l'Inde, nous touchons à la question de savoir jusqu'à quel point l'habitude de la liberté qu'elle a chez elle a rendu la nation anglaise sympathique au dehors.

On ne peut répondre à cette question que sous certaines réserves. Pour commencer par là, l'Inde, acquise pièce par pièce, n'a même pas été soumise au gouvernement britannique avant la révolte des cipayes. Elle était placée sous l'autorité mixte de gouverneurs généraux et de la Compagnie des Indes orientales. Mais, pendant toute cette période, l'esprit du parlementarisme opérait comme un frein, tant sur l'administration des gouverneurs que contre la tendance de la Compagnie à ne regarder que son intérêt. Cette action, à son tour, fut certainement conditionnée par les mœurs politiques de la Grande-Bretagne dès que le régime anglais dans les Indes devint

affaire d'importance pour la nation. Mais l'accroissement continu de l'esprit parlementaire était allé à ce point que, lorsque la révolte de 1857 eut montré combien le régime de la Compagnie était mal approprié, on appliqua dans les Indes celui du contrôle national, autant du moins qu'il sembla possible de rattacher un ensemble de populations orientales à un Etat démocratique.

John Stuart Mill, enthousiaste fervent de la liberté, défendit le régime de la Compagnie, dont il avait été l'un des serviteurs les mieux qualifiés ; il la soutint contre ceux qui en demandaient la dépossession. Il ne réussit point à persuader ses compatriotes, et personne aujourd'hui ne regrette qu'il y ait échoué.

Bien gouverner l'Inde, c'est là manifestement un problème d'une extrême difficulté ; en Angleterre, les feux de la critique se sont toujours concentrés sur ce point. Nul Anglais avisé ne prétendra qu'il n'y ait pas été commis de fautes. Ce qu'on peut affirmer, c'est que l'esprit de saine critique, toujours vivant, grâce à nos institutions d'autonomie, nous a forcés de nous développer, lentement, il est vrai, mais constamment, dans le sens de la liberté. Toute mesure de répression, soit dans l'Inde, soit en Egypte est soumise dans la mère-patrie à la critique démocratique et nulle part la critique démocratique ne fonctionne avec plus de constance et d'énergie. C'est là simplement la conséquence de plusieurs siècles de vie indépendante. Au dix-huitième siècle, Hume, observateur pénétrant quoique bourru, écrivait que « dans les monarchies absolues les provinces sont toujours mieux administrées que dans les Etats libres. » Mais Hume était prévenu en faveur de la monarchie absolue ; d'ailleurs il écrivait en 1741 et n'avait pas suffisamment l'expérience de ce que peut être le gouvernement dans des

Etats libres. Il pouvait, certes, signaler le mauvais régime imposé à l'Irlande par l'Angleterre et l'opposer au régime français dans les « pays conquis » ; mais le cas de l'Irlande, déplorablement compliqué par la malveillance théologique, était précisément le pire qu'il pût citer, et il ne prétendait point que les colonies hollandaises ou britanniques fussent plus mal partagées que celles de la France, sans parler de celles de l'Espagne. Si l'on est presque arrivé, de nos jours, justement, à résoudre la question irlandaise par un bon arrangement, c'est par la vertu du « self-government », dont la discipline agit plus sûrement et plus rapidement qu'aucune autre. Ni la Russie, ni l'Allemagne ne sont parvenues à une solution plus prompte dans le cas de la Pologne.

Un critique français des plus autorisés, M. Paul Boëll, qui écrivait il y a quinze ans et reprochait à l'administration anglaise dans les Indes un défaut de sympathie et même « la morgue insolente, si caractéristique de nos voisins, » concluait que, « tout bien considéré, l'Angleterre traite ses sujets d'autres races plus humainement, avec plus de justice et de modération que nous ne le faisons nous-mêmes. L'Algérie et l'Indo-Chine, pour ne citer que nos colonies les plus avancées, seraient assurément fondées à envier le régime politique de l'Inde.... Ce qui a rendu possible aux Anglais leur succès relatif (très relatif), c'est l'absence complète d'esprit de système qui les caractérise, leur intelligent empirisme politique ¹.... »

C'est là, je pense, vu le train du monde, une justification suffisante des dispositions générales qui s'établissent dans une nation autonome. L'habitude de regarder de haut les races arriérées est profondément enracinée, je le crains, dans l'esprit des hommes blancs de toutes nations

¹ *L'Inde et le problème indien*, 1901, p. 302-304.

et l'on ne peut guère présumer qu'elle disparaisse bientôt. Mais toute la science sociologique moderne tend à la corriger et beaucoup de faits attestent qu'elle se corrige d'année en année dans l'Inde anglaise. Pareil progrès s'annonce depuis 1901, je crois, dans l'administration coloniale française. Je prétends que toute amélioration de ce genre est l'effet naturel des mœurs qu'engendre l'autonomie, qui fait constamment chez l'homme l'éducation des sentiments de justice et de liberté.

La preuve décisive, sans nul doute, c'est l'histoire de l'évolution par laquelle les colonies anglaises — au sens étroit du mot — sont devenues des « Dominions » autonomes. La mauvaise administration qui nous fit perdre nos colonies américaines au dix-huitième siècle est due essentiellement au gouvernement personnel du roi Georges III, à qui son prestige d'« Anglais » conférait une autorité spéciale. La leçon ne fut pas perdue. En 1839, quand le Canada fut en proie au mécontentement et à la révolte, le rapport — historique — de lord Durham, qui rompait ouvertement avec l'esprit de la classe aristocratique dominante en Angleterre, fit tourner l'opinion du Parlement et celle des hommes d'Etat en faveur de l'autonomie et de l'institution d'un gouvernement responsable. Ce fut là, dès lors, le principe directeur de la politique coloniale anglaise, et l'on sait avec quel succès.

Après la guerre sud-africaine de 1899-1902, qui certes n'a pas fait des amis à l'Angleterre sur le continent, quelques-uns d'entre nous avaient peu d'espoir d'en voir guérir les blessures de notre vivant. Mais en 1907, quand sir Henry Campbell-Bannerman décida de concéder aux Etats boers un gouvernement autonome et responsable, il fit plus pour l'apaisement que tout ce qu'un autre aurait pu faire. Personne ne conteste aujourd'hui

que ç'ait été là un beau trait de sagesse politique. Cette mesure a été justifiée une fois pour toutes par le service signalé que l'Afrique du sud a rendu à l'empire britannique, dans la guerre mondiale, sous la conduite du général Botha. Après que Botha, le généralissime boer, a chassé les Allemands du Sud-Ouest africain, nous voyons son collègue, le général Smuts, un autre chef boer, les rejeter hors de leur dernière possession d'Afrique. C'est la preuve décisive de la valeur d'un régime de liberté, d'égalité, de fraternité. Et le superbe ralliement des Etats indigènes de l'Inde à la bannière sous laquelle ils vivent atteste sûrement que le régime britannique dans l'Inde, quels qu'aient pu être ses défauts, est aujourd'hui essentiellement un régime de justice.

Le gouvernement allemand n'a rien obtenu de pareil. Il comptait provoquer des séditions aussi bien dans l'Afrique du sud que dans l'Inde, en Irlande et en Egypte. Ses espoirs ont tourné partout à sa confusion, parce qu'il n'avait nulle connaissance de l'esprit que fait naître un régime de liberté et de solidarité. L'impérialisme allemand n'aurait jamais accordé le *home rule* aux Boers. Ses méthodes ont entretenu l'amour de la France dans le cœur des Alsaciens-Lorrains, elles ont gardé le cœur des Polonais à la Pologne, invinciblement. Si l'Allemagne avait appris la leçon de la liberté, il n'y aurait pas eu de guerre mondiale.

La longue habitude de l'autonomie qu'ont les Anglais a produit deux résultats. Quels qu'aient été leurs fautes et leurs manquements, ils ont toujours sympathisé avec les aspirations libérales des peuples capables de se gouverner eux-mêmes. Ils ont témoigné leur bonne volonté à l'Italie, à la Hongrie, aux Polonais, à la Grèce, aux races balkaniques, dans leurs luttes d'autrefois, pour

l'indépendance. Et il reparait aujourd'hui, même en Hongrie, quelque chose des bons sentiments qui sont nés à cette époque.

C'est un homme d'Etat anglais qui a dit : « La Douma est morte, vive la Douma ! » Et l'on se souvient que les Jeunes-Turcs eurent l'appui cordial du monde politique anglais quand ils firent l'essai, tristement prématuré, d'établir le principe du gouvernement par la nation dans un peuple qui n'y était absolument pas préparé. Si l'esprit libéral y avait fait des progrès au lieu de perdre du terrain, la Turquie n'aurait pas maintenant pour perspective un verdict de démembrement. Ce n'étaient pas des amis de la liberté, ceux qui lui ont donné l'Allemagne pour alliée.

Un autre résultat des habitudes d'autonomie, c'est le constant exercice de la critique en matière politique, et l'empressement avec lequel on s'oppose à toute restriction de la liberté individuelle. Sur le continent, on se montre parfois surpris de tous les dissentiments qui se font jour en Angleterre, en un temps de danger national, et particulièrement de l'opposition que rencontre la conscription. Mais les désaccords, la critique, vont de pair avec la liberté politique, cela est inévitable. Il en est ainsi dans tous les pays qui ont des institutions autonomes ; nous le voyons en France, en Italie, en Grèce, même en Allemagne. C'est en Angleterre que cela se passe le plus librement, voilà tout. Si l'on résiste à la conscription, cela vient simplement de la défiance naturelle d'un peuple libre pour un système qui, porté en Allemagne à son dernier degré, a ruiné la paix de l'Europe.

Au dix-huitième siècle le peuple anglais était exempt du fardeau d'une armée permanente, considérant qu'elle ne serait qu'un instrument de la couronne, mais il endu-

rait la « presse » qui saisisait des hommes et les enrôlait de force dans la marine. Voltaire a raconté comment il avait été offensé un jour par un matelot qui disait aimer mieux être batelier sur la Tamise qu'archevêque en France. Le lendemain Voltaire vit ce même homme enchaîné, saisi par la « presse » pour le service naval. Un autre Français éprouvait une joie d'atrabilaire à constater qu'il y avait si peu de liberté chez un peuple qui ne cessait de reprocher aux Français leur servitude. « Pour moi, dit noblement Voltaire, j'ai des sentiments plus humains ; j'ai été affligé qu'il n'y ait point de liberté sur la terre. »

Le souvenir de la « presse », encore qu'elle soit abolie depuis longtemps, ne s'est jamais perdu chez les Anglais. Il n'y a qu'une suprême nécessité nationale qui ait pu les réconcilier avec la conscription militaire ; nous sommes quelques-uns à penser que leur aversion traditionnelle pour le service obligatoire est pour l'Europe une garantie de vie meilleure après la guerre mondiale. C'est là ce qui les a empêchés de s'engager dans la même voie que les Allemands, laquelle nous a conduits à une catastrophe.

Que l'habitude de la « liberté négative », que Voltaire goûtait principalement ait pu, en son temps, renforcer la « morgue britannique », ce n'est pas niable ; je ne sache pas, pourtant, que la « morgue britannique » ait jamais égalé la « morgue allemande » qui s'est développée sous le régime du *drill* et de la servitude.

Matthew Arnold, qui critiquait constamment ses concitoyens, s'amusait un jour à commenter la décision d'un ministre français de l'intérieur, interdisant de tenir en Bretagne une assemblée pour cultiver le sentiment breton. Si un ministre anglais avait interdit un « Eis-

teddfod' » gallois, disait Arnold, toute l'Angleterre eût protesté violemment, quoique les Anglais ne se soucient guère de l'Eisteddfod. En France, on ne s'indigna point, parce qu'on tenait pour acquis que le ministre ne voulait pas de mal à la Bretagne, et qu'il avait de bonnes raisons officielles pour agir comme il le faisait; aussi ne fit-on pas d'esclandre. La France n'avait pas de « question irlandaise. »

Peut-être Matthew Arnold n'a-t-il pas compris tout ce que vaut cette habitude qu'ont ses concitoyens de résister aux empiétements de l'autorité sur la liberté individuelle. Si pendant longtemps elle a été insuffisante pour leur apprendre combien il importait de témoigner de la sympathie où l'on en avait le plus besoin, — en Irlande, — elle a du moins sauvé la liberté, et c'est dans la liberté seulement qu'une sympathie universelle peut mûrir.

Au surplus, dans l'épreuve suprême, l'Angleterre n'a pas défailli. Ce n'est pas seulement pour y avoir reconnu son intérêt essentiel qu'elle s'est jetée dans une guerre dont elle était si fort tentée de s'abstenir : c'est aussi par un élan spontané de sympathie pour les nations que menaçait un peuple-tyran. Dès le moment où l'Allemagne a touché à la Belgique, il ne pouvait y avoir en Angleterre de parti opposé à la guerre. L'âme de la nation s'est redressée tout entière devant l'outrage fait au principe auquel elle devait la vie depuis des siècles.

Et dans l'avenir plus que jamais, en esprit comme dans les affaires, la Grande-Bretagne se tiendra près de toutes les nations du monde qui seront libres et qui sauront aimer la liberté.

J. M. ROBERTSON.

LA
COLONISATION CHRÉTIENNE
AU CONGO BELGE

Lorsque la Belgique fut foulée par les armées allemandes ; lorsque, sur toute l'étendue de son territoire, l'ennemi porta l'incendie, le pillage et la ruine ; lorsque des centaines de citoyens sans défense, de vieillards, de femmes et d'enfants tombèrent victimes de brutalités sans nom, il se trouva des gens qui eurent le triste courage de dire : « La Belgique n'a que ce qu'elle mérite. Il y a un juste retour des choses ; elle expie aujourd'hui les atrocités du Congo. »

Ce raisonnement, chaque fois que nous l'avons entendu formuler autour de nous, nous a rempli d'indignation. car il est souverainement injuste. Les faits très regrettables qui ont souillé la colonisation du Congo dans les premiers temps ne peuvent en aucune façon être reprochés aux Belges en tant que peuple, puisqu'ils n'avaient à ce moment-là rien à voir ni rien à dire dans l'administration de la colonie. Celle-ci était la propriété personnelle du roi Léopold II, qui y exerçait un pouvoir absolu. En outre, parmi les Européens sans scrupules qui se ruèrent à l'exploitation des richesses congolaises, il y

avait au début très peu de Belges. On l'oublie trop souvent.

Les pages qui suivent, écrites avant la guerre, opposent à ces accusations formulées aujourd'hui encore contre les Belges un démenti catégorique. Il n'est que juste qu'on sache ce qui a été fait pour le bien matériel et moral des populations congolaises et combien la situation a changé pour elles depuis que le gouvernement belge a assumé tout entière la responsabilité de l'administration du pays.

I

Aucune colonie africaine, sans doute, n'a attiré davantage les regards de l'Europe et fait autant parler d'elle que l'ancien Etat indépendant du Congo, aujourd'hui le *Congo belge*.

Entreprise par le roi Léopold II, sous prétexte de philanthropie, la colonisation du Congo n'a pas été longtemps cette œuvre humanitaire et désintéressée que le souverain décrivait en ces termes à la Conférence géographique de Bruxelles, le 12 septembre 1876 : « Le sujet qui nous réunit aujourd'hui est de ceux qui méritent au premier chef d'occuper les amis de l'humanité. Ouvrir à la civilisation la seule partie du globe où elle n'ait point encore pénétré, percer les ténèbres qui enveloppent des populations entières, c'est — j'ose le dire — une croisade digne de ce siècle de progrès. » Et il définissait ainsi la tâche de cette conférence internationale, convoquée spécialement pour étudier le problème du Congo : « Chercher les voies à suivre et les moyens à employer pour planter définitivement l'étendard de la civilisation sur le sol de l'Afrique centrale, convenir de ce qu'il y aurait à faire pour intéresser le public à cette

noble entreprise;... organiser notamment des stations hospitalières, scientifiques et pacificatrices, comme moyen d'abolir l'esclavage et d'établir la concorde entre les chefs indigènes. »

De son côté, Stanley, revenant quelques années plus tard (1882) de son premier voyage d'exploration au Congo pour le compte du roi des Belges, déclarait que, pour se concilier les indigènes d'une façon définitive, il faudrait leur témoigner beaucoup de bienveillance et *veiller à ce qu'aucun tort ne leur fût fait* ni par les agents européens, ni par les employés nègres au service de l'Etat.

Hélas ! on sait ce que devint, dans les sombres années qui suivirent, cette œuvre soi-disant philanthropique. Inutile de rappeler comment elle s'est promptement transformée en une vaste exploitation des hommes et des choses, dans ce malheureux pays dont toutes les richesses naturelles furent accaparées par de puissantes sociétés commerciales, tandis que sa population était réduite par leurs agents à un état voisin de l'esclavage.

Des témoins oculaires dignes de foi ont dévoilé les injustices révoltantes et les actes de cruauté commis au Congo par ces Européens sans scrupules, venus là non pour faire œuvre utile de colonisation et de civilisation, mais uniquement pour tirer de ces vastes territoires encore inexplorés le meilleur parti possible. Nous avons frémi, nous nous sommes indignés à la lecture de ces récits. L'opinion publique, en Europe, s'est émue ; elle a protesté avec force contre ces crimes de lèse-humanité. Il a fallu, pour mettre fin à cet abominable régime, que, de propriété particulière qu'il était sous Léopold II, le Congo devînt colonie belge.

Dès le moment, en effet, où l'administration du Congo fut confiée non plus à un souverain indépendant

de tout contrôle, mais à un gouvernement responsable vis-à-vis d'une nation tout entière, la situation s'améliora promptement. Tous les abus, sans doute, ne disparurent pas en un jour ; toutes les difficultés ne furent point par là-même aplanies. Mais, il faut lui rendre cette justice, le gouvernement belge fit dès le début de très sérieux efforts pour réparer dans la mesure du possible les fautes commises et doter sa nouvelle colonie d'une meilleure administration. Le 18 janvier 1910, une année et demie environ après l'annexion, le révérend Dugald Campbell, missionnaire au Congo, publiait dans le *Times* une lettre où nous avons relevé la déclaration suivante : « Le vieux régime auquel incombait en grande partie la responsabilité du regrettable état de choses passé, et qui est aujourd'hui déploré par le gouvernement et par la nation belge, est à *jamais disparu*, au moins en ce qui concerne la région du Katanga. » Le 14 décembre de la même année, un autre missionnaire, le révérend Jos. Clark, écrivait au comte Conrad de Buisseret, ministre plénipotentiaire du roi des Belges aux Etats-Unis d'Amérique : « Je viens de passer huit semaines dans la colonie belge... et de parcourir 800 milles en remontant le fleuve Congo. Dans tout ce voyage, dans mes rencontres avec tant de missionnaires qui s'exprimaient franchement et avec des centaines d'indigènes dont je connais bien les idiomes, je n'ai pas vu une seule chose qui fît même penser à la continuation d'atrocités, d'agissements cruels ou injustes de la part des fonctionnaires actuels de l'Etat envers les indigènes. *Je n'ai entendu, ni de la part des blancs ni de la part des noirs, aucune allusion à une continuation de l'ancien état de choses.* » Nous pourrions multiplier ces témoignages. Qu'il nous suffise de citer encore celui du

D^r Morrisson de Luebo, l'un des plus ardents défenseurs des indigènes sous le régime dit « léopoldien. » Au cours de conférences qu'il fit dans plusieurs villes belges, nous l'avons entendu déclarer qu'un des plus beaux jours de sa vie africaine fut celui où il apprit que le parlement belge avait décidé l'annexion du Congo. Il affirmait publiquement combien il était satisfait des mesures prises par la Belgique pour améliorer l'administration de la colonie et disait toute sa confiance dans la bonne volonté du gouvernement belge. Il s'associait pleinement aux déclarations du révérend Clark : « La paix règne maintenant, ainsi que la confiance, où la guerre et le trouble régnaient autrefois. Ces changements sont dus sans aucun doute aux lois meilleures imposées au peuple par S. M. le roi Albert et le parlement belge. »

Tous ces témoignages attestent qu'il y a désormais quelque chose de changé au Congo, et que très sincèrement ceux qui ont actuellement la charge d'administrer cette importante colonie s'efforcent de faire mieux que leurs prédécesseurs. Déjà lors de la célébration du vingt-cinquième anniversaire de l'Etat du Congo, le 1^{er} juillet 1910, le ministre Renkin disait dans son discours au banquet de la Monnaie : « Il importe d'affirmer une fois de plus en cette occasion solennelle que le souci dominant du gouvernement est d'*assurer la protection des populations indigènes* et de favoriser leur développement.... Si le gouvernement est décidé à imposer aux noirs le respect de son autorité, *il est encore plus résolu à imposer aux blancs le respect des droits et de la dignité des indigènes*. L'action civilisatrice serait vaine si elle se bornait à augmenter le bien-être des populations. *Il importe avant tout de travailler à leur relèvement moral.* » — Quant au roi Albert, on connaît son attachement pour le Congo, où

il a passé quelques semaines alors qu'il n'était encore que le prince Albert de Belgique et avant l'annexion. Le 30 avril 1910, à l'inauguration du musée colonial de Tervueren, il a prononcé des paroles de la sincérité desquelles nous n'avons pas le droit de douter. « On colonise de nos jours, a-t-il dit, non pas comme autrefois en important des armes, des liqueurs et *en exploitant un pays à outrance*, mais en introduisant dans les contrées reculées et primitives des mœurs plus dignes, sanctionnées par la morale chrétienne, en y répandant les découvertes de la science et les merveilles de la technique moderne. Un peuple colonisateur qui comprend ses vrais intérêts a souci avant tout du bien-être des populations soumises à sa tutelle. Mon gouvernement est entré résolument dans la voie des réformes. De nombreux décrets ont paru déjà ; d'autres suivront qui sont en préparation. Tous ont pour but *le bonheur des populations indigènes* et s'inspirent d'une politique de large liberté. » Ce n'étaient pas là de sa part de vaines promesses. De grands progrès ont été réalisés dans l'administration du Congo pendant les cinq dernières années et, peu avant la guerre, le roi exprimait l'intention de donner à la colonie une autonomie de plus en plus grande, afin de lui permettre de se développer librement, sans être entravée par des liens trop étroits avec la métropole.

Non, le Congo actuel n'est plus — tant s'en faut — celui de Léopold II. Il serait injuste de le méconnaître. L'une des plus tristes pages de l'histoire de la colonisation européenne en Afrique est définitivement tournée depuis que le gouvernement belge a pris en mains l'administration de ce vaste pays, théâtre de tant d'injustices et objet de si violentes controverses.

II

La partie du bassin du Congo qui constitue actuellement le *Congo belge* a une superficie totale de 2 250 000 kilomètres carrés. Elle est donc quatre-vingts fois plus grande que la Belgique. Sa population a été évaluée à 20 millions d'habitants. Le fleuve immense qui traverse ce pays a, de sa source à son embouchure, 3765 km. de longueur. Il draine avec ses affluents un bassin qui mesure près de 4 millions de kilomètres carrés et décrit un gigantesque arc de cercle analogue à celui de la Loire, en France.

Le bassin du Congo se divise en trois parties principales :

1. Le *Congo inférieur* ou *Bas-Congo*, de l'embouchure à Stanley Pool. D'abord navigable jusqu'à Matadi, le fleuve ne l'est plus sur un espace d'environ 360 km. Trente-deux chutes ou rapides interrompent son cours qui, en certains endroits, est extrêmement violent. Cette région du pays est très malsaine. A l'heure actuelle, du reste, elle est presque complètement laissée de côté par les voyageurs, grâce au chemin de fer qui relie Matadi à Stanley Pool et dont la ligne passe assez loin, au sud du fleuve.

2. Le *Congo supérieur* ou *Haut-Congo*, de Stanley Pool à Stanley Falls. Sur une longueur de 1400 km. environ, le cours du fleuve se déroule sans interruption, s'étendant ici et là en nappes immenses de 10 à 50 km. de large, parsemées d'îles. Un service régulier de vapeurs, appartenant soit à l'Etat, soit aux sociétés missionnaires, a été organisé dans cette région.

Dans son ouvrage *Cinq années au Congo*, Stanley décrit en ces termes cette intéressante contrée :

« En fait de paysage tropical, rien de plus beau que les îles verdoyantes qui parsèment le Congo.... Ici, chaque brin de verdure reflète, en tons de velours, l'éclat intense du soleil. Le feuillage touffu des arbres et des lianes qui grimpent, en serpentant, autour des troncs, offre en toute saison une variété de couleurs indescriptible. C'est partout un inoui débordement de sève, une véritable rage d'épanouissement. Quelques-uns des îlots semblent en proie à un incendie, tant la palette de la nature leur a prodigué de nuances rouge vif, vermillon et cramoisies.... Épargnées par la main brutale et sacrilège de l'homme, ces îles, charmantes de grâce et de virginité, répondent à la plus poétique conception qu'on puisse se faire de l'Eden. Enfants gâtés de la Providence, elles réunissent toutes les richesses et toutes les beautés. L'humidité de l'atmosphère et la douce chaleur du soleil se liguent pour les doter d'une plénitude extraordinaire de vie végétale. »

C'est dans cette partie de son cours que le Congo reçoit ses principaux affluents : le Kassaï, qui lui-même reçoit entre autres le Sankuru, le Loukénié ; puis l'Oubangi, qui vient du Soudan français, le Lulanga, l'Aruwimi, le Lumani, etc....

3. A partir des chutes de Stanley jusqu'aux régions encore peu connues où il prend sa source, le Congo s'appelle le *Lualaba*. Ce nom lui fut donné par Livingstone qui, en mars 1871, découvrit cette partie du fleuve qu'il prit d'abord pour le cours supérieur du Nil. Le Lualaba a 800 km. environ de longueur ; il est navigable par endroits.

Il y a une quarantaine d'années, cet immense bassin du Congo était encore complètement inconnu. Aujourd'hui, quelques territoires du sud-est et du sud-ouest restent seuls inexplorés.

La population congolaise appartient à trois races bien distinctes : les *Nègrilles*, race naine, disséminée par

petits groupes dans le centre du pays ; les *Nigritiens*, qui probablement sont originaires du Soudan. Mêlés aux Chamites (Berbères, Fellahs, etc....), ils donnèrent naissance aux peuplades du troisième groupe, de beaucoup le plus important, les *Bantus*. La race bantu, qui comprend un très grand nombre de tribus diverses, occupe actuellement la majeure partie de l'Afrique centrale.

Le Congo possède des richesses naturelles très variées : on a constaté que du cuivre en abondance se trouve dans le sud-est ; il y a de l'étain sur l'Oubangi et du fer un peu partout.

La forêt vierge qui occupe tout le centre du pays renferme d'innombrables essences : diverses espèces de palmiers et de cotonniers, des plantes à caoutchouc en abondance, des cocotiers, des bananiers, des dattiers et tous les produits de culture des tropiques : maïs, riz, sorgho, manioc, caféier, canne à sucre, tabac, etc.

III

L'histoire du Congo pendant ces trente dernières années, comme celle de mainte autre colonie, a démontré avec évidence que les vrais civilisateurs, les seuls qui aient quelque chance de réussir dans cette œuvre si difficile, sont ceux qui y travaillent *dans l'esprit du Christ*, sans autre préoccupation que le bien matériel et moral des indigènes. Le commerçant, l'homme d'affaires sont rarement désintéressés ; le soldat est trop aisément porté à la violence, et le savant trop enclin à se laisser absorber par ses recherches, au point d'en oublier complètement le véritable but. Le missionnaire, par le fait de sa vocation, est seul capable d'apporter, à une population païenne, les bienfaits de la *vraie* civilisation et de les lui faire apprécier.

Cela ne veut pas dire évidemment qu'il ne faille pas, dans une colonie nouvellement fondée, des commerçants, des industriels, des ingénieurs, des savants, des soldats même. Ce sont là, au contraire, autant de rouages indispensables qui tous peuvent et doivent contribuer au bien de l'ensemble. Mais si le missionnaire ne travaille pas à côté d'eux, si ce n'est pas à lui avant tout que sont confiées l'instruction et l'éducation morale des indigènes, on n'obtiendra en définitive que de bien piètres résultats et on fera une œuvre qui n'aura pas grand avenir. Avec ses sévères exigences morales et sa tendance altruiste très accentuée, le christianisme contient en germe les principes fondamentaux de toute bonne administration coloniale.

« On parle de civilisation, disait un vieil « Africain », le commandant Lemaire, dans une conférence que nous avons entendue en Belgique. Mais la vraie civilisation, la seule civilisation, c'est *celle à laquelle les missionnaires consacrent leur vie là-bas*. Civiliser et christianiser, c'est tout un ! »

Voyez ce qui s'est passé au Congo. A qui la colonie est-elle redevable de tout ce qui s'y est fait de grand et de beau en ces trente dernières années ? Assurément pas aux financiers qui se sont enrichis à ses dépens, non plus qu'à leurs agents, ces déclassés de tous pays qui, dès le début, se ruèrent sur ces riches contrées, mais avant tout aux missionnaires qui prirent en mains la cause de ce peuple opprimé, firent d'énormes sacrifices pour lui donner une instruction solide et lui apprirent à aimer la vérité, la justice, la pureté, le bien. Un commissaire de district, dans un récent entretien avec un missionnaire, convenait qu'une force morale et religieuse est nécessaire pour éduquer les noirs. « On doit remplacer,

disait-il, les religions et les coutumes indigènes par quelque chose de supérieur, sinon on aboutit à un chaos indescriptible. » — Et, en fait de témoignage rendu à l'œuvre des missionnaires protestants au Congo, nous n'en connaissons pas de plus concluant que ceux de M. E. Vandervelde dans la relation de son premier voyage au Congo. Quittant la mission anglaise de Bolobo, il écrit par exemple :

« Je suis encore tout ému de la visite que nous fîmes à la mission protestante de Bolobo. Il y a trente ans, quand, pour la première fois, Stanley descendit le fleuve, les indigènes qui habitaient cette région étaient d'affreux cannibales. Aujourd'hui, beaucoup d'entre eux sont des civilisés qui habitent des maisons à l'européenne, ont été à l'école et exercent toute sorte de métiers.... *Ce sont des hommes que l'on fait ici, c'est une élite que l'on crée !*¹ »

Dans les contrées sauvages et imparfaitement connues comme l'Afrique centrale, le missionnaire est appelé à rendre de précieux services à la cause de la civilisation et de la science. Au Congo, dans ce domaine, deux noms surtout sont à citer, ceux de George Grenfell et de Holman Bentley. Le premier fut un explorateur de premier ordre, auquel le géographe belge A. J. Wauters rendait ce témoignage dans le *Mouvement géographique* du 10 mars 1907 :

« Grenfell explora et évangélisa l'Afrique centrale à la façon du bon docteur Livingstone dont il avait la petite taille, le calme bienveillant, la douceur native, l'esprit curieux et ouvert.... En même temps qu'il ouvrait la route aux agents politiques de l'Etat et aux représentants du commerce libre, il éveillait la curiosité des natifs en faveur des Européens et facilitait ainsi la tâche de ceux-ci. Cette mission pleine de dangers, Gren-

¹ Emile Vandervelde, *Les derniers jours de l'Etat du Congo*, p. 91.

fell l'accomplit, vingt-cinq ans durant, à l'avant-garde, avec autant d'humanité que de succès. »

Quant à Bentley, c'était un linguiste distingué. Son dictionnaire et sa grammaire de la langue congolaise, dédiés à Léopold II, ainsi que sa traduction du Nouveau Testament, le placent au premier rang des vrais bienfaiteurs de l'Afrique. En 1897, le gouvernement de l'Etat indépendant décora Bentley et le jury de l'exposition de Bruxelles lui décerna une médaille d'or pour ses importants travaux.

« Les missionnaires du Congo, a dit le journaliste anglais Edgar Wallace, ont prouvé d'une manière irréfutable qu'ils sont capables de faire des indigènes de vrais chrétiens et en même temps de leur donner une bonne éducation technique. Je suis arrivé à cette conclusion, ajoute-t-il : *Ne pas fonder la civilisation sur l'enseignement évangélique, c'est bâtir sur le sable!* »

IV

Les succès obtenus dans la colonisation du Congo pendant ces dernières années s'expliquent en partie par la remarquable faculté d'assimilation dont font preuve les indigènes du pays placés en présence de la civilisation, en partie aussi et surtout par l'excellence des méthodes qu'emploient les missionnaires pour l'éducation des noirs.

« Juger les noirs sur leur cannibalisme serait vraiment les faire plus noirs qu'ils ne sont, a dit le Père A. Vermeersch qui a fait, au Congo, une longue carrière de missionnaire¹. On serait tenté de les prendre pour des démons, alors qu'ils ne sont que des enfants, assez mal élevés, il est vrai, et terribles, comme tous ceux qui ont la vigueur de l'adulte sans avoir la raison équilibrée. »

¹ A. Vermeersch, *La question congolaise*, p. 55.

Comme tous les noirs, les indigènes du Congo ont de graves défauts. Ils sont bavards, menteurs, gloutons, peu portés à la reconnaissance, très imprévoyants de plus et grands amateurs de réjouissances de toutes sortes. Mais ils ont aussi de belles et grandes qualités natives. Le Congolais est bon enfant. Il sait à l'occasion reconnaître ses torts, accepter une punition méritée, se plier à une discipline. Il est d'ailleurs très intelligent et, d'une manière générale, susceptible de développement. Un instituteur du Bas-Congo qui a professé dans un collège, en Angleterre, disait à un missionnaire : « J'estime qu'en moyenne mes élèves actuels ne sont pas moins doués... *peut-être le sont-ils plus*, que les petits Anglais des classes inférieures. »

Il n'est pas rare que des élèves de douze ans sachent lire couramment moins de six mois après leur entrée à l'école de la mission. Les enfants noirs ont aussi de réelles aptitudes pour le calcul. Ils sont dotés d'une excellente mémoire. On cite des cas vraiment extraordinaires, l'exemple de jeunes gens qui récitent sans faute des pages entières de leurs manuels après une simple lecture. Dans les régions où les missions protestantes exercent leur influence depuis un certain nombre d'années, on trouve des villages où la proportion des illettrés est probablement moins forte que dans les campagnes flamandes ! Dans mainte localité, les trois quarts des indigènes savent lire et écrire, ce qui s'explique en grande partie par le fait que savoir lire est une des conditions imposées aux noirs qui désirent être reçus comme membres d'une Eglise congolaise.

Disons encore, pour compléter ce tableau des aptitudes du Congolais, qu'il est très habile de ses doigts. Nous nous en sommes rendu compte en visitant le mu-

sée du Congo, à Tervueren, où sont exposés des travaux de vannerie, de tissage, de poterie, de ferronnerie exécutés avec beaucoup de soin et de goût. Les noirs apprennent facilement toute espèce de métiers. Ils ont enfin des dispositions remarquables pour le commerce et, dans ce domaine, se montrent très habiles.

Il est vrai que, lorsqu'ils ont dépassé la première jeunesse, les Congolais ont plus de peine à s'assimiler l'instruction qu'on tente de leur donner. Mais ne constatons-nous pas le même phénomène dans nos pays civilisés ? Et, du reste, il est facile de montrer que cette règle générale a de très nombreuses exceptions, de sorte que nous ne pouvons souscrire entièrement à ce jugement du Père Vermeersch : « Vive et prompte, l'intelligence des noirs offre cette particularité que, vers l'âge de quinze ans, elle s'arrête, obstinément rebelle à toute augmentation de savoir. » Il y a du vrai certainement dans cette observation, mais elle est trop absolue.

V

C'est en l'an 1482 que l'explorateur portugais Don Diego Cam découvrit l'embouchure du fleuve Congo et l'existence du grand Mnene Kongo (roi des gens Kongo) qui résidait à quelques journées de marche dans l'intérieur du pays. Ce monarque exerçait sur toute la contrée une autorité absolue, ce qui engagea Diego Cam à lui envoyer quelques-uns de ses hommes afin d'entrer si possible en relations avec lui. Il n'y réussit que quatre ans plus tard, lors d'un nouveau voyage qu'il fit en Afrique. Les riches cadeaux des Portugais éblouirent le potentat africain, qui fit de son mieux pour y répondre et exprima le désir de recevoir dans son pays des missionnaires chrétiens. Le 29 mars 1491, des moines domi-

nicains abordaient et s'établissaient à l'embouchure du grand fleuve. L'année suivante, le roi du Congo était solennellement baptisé et le christianisme devenait la religion officielle du pays. Une cathédrale fut élevée en 1534 dans la capitale, qui reçut des Portugais le nom de San-Salvador.

Dès cette époque et jusqu'en 1717, la mission catholique fut poursuivie dans le Bas-Congo par des Pères jésuites, mais sans grand succès, il faut le dire, puisqu'il n'en restait plus aucune trace lorsque, il y a trente-cinq ans environ, les premiers missionnaires protestants vinrent s'établir dans le pays, ouvert depuis peu à la civilisation par les voyages de Stanley. En arrivant à San-Salvador, en 1879, Bentley y trouva — il le déclare lui-même — une population *absolument païenne*. Du reste, dans un discours prononcé à Lisbonne, en mars 1889, l'évêque Barroso du Mozambique en faisait l'aveu :

« Le résumé des héroïques labeurs missionnaires au Congo nous oblige de reconnaître, dit-il, qu'ils n'ont pas été récompensés comme ils le méritaient. Le christianisme n'a pas pénétré profondément dans le pays. Il a passé comme une pluie d'orage qui trempe bien les premières couches de terre, mais laisse le sous-sol sec et stérile. Cela est dur à confesser, mais c'est vrai. Le christianisme ne s'est pas adapté aux indigènes et a laissé à peine quelques traces de son passage au milieu d'eux¹. »

Parmi les causes de cet échec, le Père Barroso signale entre autres le déplorable exemple donné aux noirs par les traitants portugais, la chasse aux esclaves à laquelle ils se livraient. Hélas ! aujourd'hui encore, au Congo comme dans toutes les colonies, l'œuvre poursuivie par les missionnaires est fréquemment compromise par l'atti-

¹ Cité par H. Bentley dans son livre : *Pioneering on the Congo*, p. 37.

tude que prennent à l'égard des indigènes les Européens soi-disant chrétiens qui résident au milieu d'eux, par les injustices dont ils se rendent coupables envers eux, par les mauvais exemples qu'ils leur donnent.

John Mott, dans son *Heure décisive des missions chrétiennes*, a écrit à ce sujet des pages bien sérieuses et bien suggestives :

« Il semble, dit-il, que la civilisation européenne ait provoqué en Afrique une recrudescence d'influences pernicieuses, de vices et de maux. On a déjà fait remarquer que, toutes les fois que deux races de l'Orient et de l'Occident se pénétrèrent, leur contact tend, par un phénomène mystérieux, à faire sortir de chacune d'elles ce qu'elle a de pire. Il semble que les vices de la vie occidentale agissent avec plus de venin sur des civilisations moins avancées, telles que celles de l'Océanie, de l'Afrique et de certaines parties de l'Asie. Les entreprises commerciales, sans l'intervention du vrai christianisme, ne font qu'endurcir les cœurs, rendre la vie plus matérielle et encourager l'immoralité¹. »

C'est à ce fait, sans aucun doute, qu'il faut attribuer dans une grande mesure l'insuccès des premières tentatives de missions chrétiennes au Congo. Peut-être aussi à ce que le Père Barroso appelle « la mauvaise organisation des missions » et à certaines méthodes défectueuses employées en vue d'une christianisation rapide du pays.

Les missions catholiques ne reprirent qu'en 1879 l'évangélisation du Congo. Cette année-là, des Pères blancs vinrent d'Algérie s'établir dans la partie sud-est du pays. Les Pères de Scheut arrivèrent en 1888 ; ils occupent le district de Boma et le Kassaï supérieur. Les districts de Stanley Pool et du Kwango oriental ont été attribués

¹ J. Mott, *L'heure décisive des missions chrétiennes*, p. 71.

aux Jésuites depuis 1893. Sept congrégations travaillent actuellement au Congo, avec un total de trois cents cinquante missionnaires environ. Il est très difficile, du reste, d'obtenir des renseignements statistiques précis et certains sur les missions catholiques au Congo. Les chiffres que nous avons sous les yeux sont tellement contradictoires que nous préférons n'en citer aucun.

Quant aux missions protestantes, nous les connaissons assez, par contre, pour pouvoir donner ici un aperçu de leur activité en vue de la colonisation du Congo, pendant ces trente-quatre dernières années. C'est en 1880, en effet, que les premiers missionnaires protestants, les Anglais Grenfell et Comber, arrivaient dans le pays.

Nous avons parlé déjà des merveilleux résultats que les missions protestantes obtiennent au Congo par leurs *écoles*, pour l'éducation des indigènes. Celles-ci ne sont pas, certes, une quantité négligeable, puisqu'elles comptent un total d'environ 35 000 enfants!

« Les écoles, a dit M. Vandervelde, sont l'œuvre de prédilection des missionnaires protestants. » C'est vrai. Au Congo, dans la plupart des stations, on peut dire que l'école et le temple ne font qu'un. Le même édifice sert généralement pour les leçons et pour les cultes. « Il y a dans ce fait, dit M. H. Anet, directeur de la Société belge des missions protestantes au Congo, non seulement une économie de bâtiments, mais comme un symbole de l'esprit réformé pour lequel science et religion n'ont jamais constitué des puissances rivales¹. »

La religion évangélique repose sur des documents écrits; il est de toute nécessité que ses adhérents sachent lire, afin de pouvoir puiser eux-mêmes, par un travail

¹ H. Anet, *En éclaircur*, page 162.

personnel, aux sources de la vérité. Chaque station missionnaire entretient à ses frais un certain nombre d'instituteurs indigènes qui instruisent le peuple dans les villages environnants. De plus, l'enseignement technique et professionnel joue un grand rôle dans les écoles congolaises. A ce point de vue-là, elles rendent d'éminents services au gouvernement belge en lui fournissant pour ses grands travaux : constructions, établissement de voies ferrées, de lignes télégraphiques, cultures, plantations, des ouvriers capables et sûrs. Le Congo ne sera jamais une colonie de peuplement, car son climat ne permet pas aux blancs de s'y établir d'une manière permanente. Il ne sera donc possible de mettre en valeur la colonie qu'avec le concours des populations indigènes. Or, il faut que celles-ci soient préparées pour cela. C'est à quoi l'on vise dans les écoles de la mission.

« Avant d'aller au Congo, dit M. Anet, je m'imaginais que, sous le rapport de l'instruction technique, les missions catholiques étaient beaucoup plus avancées que les missions protestantes.... Je m'étais trompé. J'ai constaté l'importance que les protestants attachent au développement technique des Congolais. » — « Visitant le village indigène de Yalamba, je fus très frappé de voir tous les habitants activement occupés. Les uns ou les unes fabriquaient des filets, des nasses, de la poterie ; d'autres taillaient des pirogues, des tambours en bois ou confectionnaient des armes. La rue principale du village était un atelier en plein air extrêmement affairé ¹. »

En octobre 1911, la Conférence générale des missions protestantes du Congo, réunie à Bolengi, a mis à l'étude un vaste projet de *mission commerciale et technique* qui aura pour but essentiel de favoriser parmi les indigènes

¹ H. Anet, *ouvr. cit.*, p. 154, 155.

les petites exploitations agricoles et commerciales. Si ce plan peut être réalisé, il exercera sans doute une influence décisive sur le développement économique du Congo belge.

Les missions protestantes font, en outre, au Congo, une *œuvre médicale* très importante. Elles ont à leur service une douzaine de docteurs en médecine ayant fait des études complètes. Les malades sont soignés dans neuf hôpitaux et vingt-cinq dispensaires. Tous les missionnaires, du reste, ont fait avant de quitter l'Europe un stage plus ou moins prolongé dans des hôpitaux. Le gouvernement a reconnu à plusieurs reprises les éminents services rendus à la colonie par la mission médicale. Les missions suédoises ont même été subventionnées, à la fin de 1911, pour des études sur la maladie du sommeil qui fait, au Congo, tant de victimes. Un médecin de la mission américaine de Luebo a été décoré pour soins donnés chaque jour à une cinquantaine de malades indigènes. Par leur œuvre médicale, les missions exercent une action puissante sur les indigènes. La charité chrétienne, prouvée par des actes mieux que par des paroles, ouvre les cœurs, gagne la confiance des plus craintifs ou des plus hostiles.

Il est certain, enfin, que les succès des missions protestantes dans le domaine de la colonisation du Congo s'expliquent par *le sérieux, la rigidité même de leurs principes* et par *la discipline sévère* à laquelle sont soumis les païens qui adhèrent au christianisme. Les nouveaux convertis, pour être reçus comme membres d'une Eglise congolaise, doivent :

1. S'abstenir de toute boisson alcoolique quelconque ;
2. renoncer complètement à la polygamie ;

3. rompre définitivement avec toutes les coutumes païennes contraires à l'enseignement et à l'esprit du Christ.

On comprend que, dans ces conditions, les admissions ne se comptent pas par milliers chaque année, mais elles sont du moins sincères et durables.

Les missionnaires protestants ont déclaré, au Congo, une guerre acharnée aux trois grands adversaires que rencontre la colonisation chrétienne et qu'elle doit vaincre à tout prix : l'*alcoolisme*, la *polygamie* et l'*esclavage*.

Tout le personnel des missions protestantes est abstinant et la longue carrière fournie par plusieurs missionnaires au Congo prouve avec évidence que, sous les tropiques, on peut parfaitement se passer de boissons alcooliques, que cela vaut même beaucoup mieux. Ce fut l'expérience du prince Albert pendant son voyage dans la colonie, celle aussi de M. Vandervelde qui, abstinant convaincu depuis de longues années, n'usa pas plus au Congo qu'en Belgique de boissons alcoolisées. Nous l'avons dit, dans toutes les missions protestantes l'abstinence est exigée des membres communiant et de ceux qui aspirent à le devenir. Et de même que l'usage, la fabrication et la vente de n'importe quelle boisson contenant de l'alcool sont strictement interdites aux chrétiens.

Les missionnaires protestants combattent aussi à outrance la polygamie pour les raisons suivantes : elle est une cause de dépopulation par l'abaissement de la natalité qu'elle provoque; elle est dégradante pour les femmes et les enfants; elle est, pour les hommes, une cause d'abrutissement; elle est un des éléments principaux de l'esclavage; elle est une source d'incessants conflits dans les villages et donne lieu à des désordres de toute nature. Les missions protestantes n'admettent

dans leurs stations que des ménages monogames. Elles sont à ce point de vue-là, pour le pays tout entier, un levain de régénération et de progrès moral.

Enfin, inutile de rappeler encore que les premiers et les plus courageux adversaires de l'esclavage au Congo furent des missionnaires et des missionnaires protestants.

Treize sociétés protestantes évangélisent actuellement le Congo belge. Elles ont à leur service 230 missionnaires européens et 2275 aides indigènes. Le nombre de leurs membres communiant dépasse 23 000 ; ceux-ci sont répartis dans 55 stations et 950 annexes. Une douzaine de médecins soignent les malades noirs dans 9 hôpitaux et 25 dispensaires. Disons enfin que 7 imprimeries sont actuellement en activité pour le service exclusif de la mission.

Nous n'ajouterons à ces chiffres aucun commentaire. Ils sont suffisamment éloquents par eux-mêmes. Ils disent les efforts faits, les sacrifices énormes accomplis par les missions anglaises, américaines et suédoises pour la colonisation du Congo pendant les trente-cinq dernières années. Le gouvernement de l'Etat indépendant n'a pas toujours apprécié comme ils le méritaient les services des missionnaires protestants. Il leur en a voulu d'avoir pris la défense des indigènes opprimés par ses agents et par ceux des grandes sociétés concessionnaires. Aujourd'hui, heureusement, l'opinion publique leur rend justice, au Congo comme en Belgique. En réponse à une adresse de la Conférence générale des missionnaires protestants au Congo, le roi Albert leur a envoyé, par l'intermédiaire de son secrétaire, ce message :

« Sa Majesté prend acte volontiers de la coopération que Lui promettent les missionnaires protestants dans toutes les entre-

prises du gouvernement tendant au bien de la colonie et de ses habitants. Elle n'attend pas moins de leur zèle et de leur loyauté, car Elle conserve, Elle aussi, un sympathique souvenir de la visite qu'Elle a faite à quelques-unes de leurs stations lors de son voyage au Congo. » (Bruxelles, 31 décembre 1911.)

Oui, on peut le dire et nous nous plaçons à le déclarer : depuis l'annexion, le gouvernement belge, quoique clérical, a eu une attitude généralement équitable envers les missions protestantes et les fonctionnaires de la colonie ne leur ménagent pas leurs éloges. Presque tous parlent avec respect et reconnaissance de l'œuvre admirable qu'ils accomplissent pour l'éducation des noirs et dans l'intérêt du pays tout entier. A son retour du Congo, M. E. Vandervelde écrivait au secrétaire de la Société des missions baptistes de Londres :

« J'ai pu observer que les fonctionnaires du gouvernement reconnaissent que l'œuvre des missions protestantes au Congo est digne de toute louange. Ils ont réussi à former des hommes qui certainement contribueront grandement, dans l'avenir, au développement matériel et moral de leurs frères. »

Enfin, c'est une parole du roi Albert lui-même qui nous servira de conclusion. Lors d'une récente réception officielle au palais de Bruxelles, il disait au président de la nouvelle Société belge des missions protestantes au Congo : « L'œuvre des missions protestantes au Congo est *une œuvre d'élite* ! »

S. GRANDJEAN.

LA PSYCHOLOGIE DES FOULES

ET LA MENTALITÉ ALLEMANDE

La théorie la plus courante de la psychologie des foules, celle qui s'est imposée à l'esprit des médecins et des psychologues, interprète les manifestations et les mouvements des foules comme des produits de la suggestibilité, de l'hystérie et même de maladies mentales. Mais dans cette théorie, la suggestibilité, considérée par Liébeault-Bernheim comme une *propriété normale* de l'âme, est devenue pour un grand nombre de médecins un *symptôme morbide*, puis on s'en est servi comme d'une *cause* pour expliquer ce que l'on a appelé la folie des foules ou la psychose collective. Le Dr Le Bon a recours à la suggestibilité comme à un passe-partout pour ouvrir l'âme des foules ; selon lui, elle seule en explique toutes les manifestations. C'est plus simple que la théorie de Liébeault et que celle des psychologues actuels, qui analysent les mouvements de la foule au moyen de mécanismes mentaux inférieurs, instinctifs ou subconscients, et c'est surtout plus facile à dire que de rechercher avec la minorité des penseurs ce qui, dans l'attitude et les actes des foules, revient au sentiment, à l'intelligence et à la conscience.

Ces notions ont dû leur vogue et leur fortune au fait

qu'elles permettent aux avocats de toute couleur de plaider pour ou contre, selon qu'ils accusent ou défendent. En voici trois preuves récentes.

Au mois de septembre 1914, un psychothérapeute très connu, le Dr Moll de Berlin, attribuait à la suggestibilité les accusations des Belges au sujet des viols et des crimes commis par les Allemands en Belgique. Moll affirmait péremptoirement que tous les Belges étaient des hystériques (!)

A la même époque, en novembre, le Dr Claparède de Genève appliquait la théorie de la suggestibilité, non aux Belges, mais aux Allemands. Par contre, dans son explication plus fine, il avait davantage le souci du détail. D'après lui, l'instinct de conservation avait aboli l'esprit critique dans le peuple allemand, devenu ensuite victime de sa suggestibilité. En second lieu, l'instinct de conservation avait refoulé les protestations de la conscience allemande contre le crime avoué de la violation de la Belgique, et de ce conflit était né un malaise, cause de la susceptibilité des Allemands. D'où leurs colères, leurs protestations et leur besoin inassouvi de faire de la propagande.

Enfin, n'avons-nous pas entendu les défenseurs des colonels Egli-Wattenwyl prétendre que l'accusation lancée contre leurs clients est « la suite de manifestations malades du peuple suisse ? »

Je me borne à ces preuves. Elles démontrent que la suggestibilité, l'instinct, l'inconscient, le morbide fournissent très simplement la solution du problème psychologique de la mentalité et du mouvement des foules. On n'a pas manqué de le prouver par l'analyse des faits célèbres de l'histoire politique ou religieuse. Pour ma part, je crois encore que la critique historique, si exacte

qu'on la suppose, ne fournit pas assez d'éléments à la psychologie des foules pour en tirer des conclusions aussi affirmatives. Les nombreux exemples de Le Bon ne sont pas convaincants. On a voulu expliquer trop de choses au moyen de la suggestibilité et de l'inconscient. L'histoire faite par les foules est la manifestation de la conscience en marche vers le progrès. La psychologie des foules est, à mon sens, caractérisée par des réactions multiples de la conscience ; les faits innombrables de la guerre actuelle le prouvent, me semble-t-il, d'une façon évidente.

Les événements de notre temps autorisent à refaire la psychologie des foules, car les expériences en grand auxquelles nous assistons contredisent la théorie en faveur depuis vingt ans. Je voudrais essayer de le démontrer.



Mais, tout d'abord, il faut énumérer les difficultés auxquelles se heurtent ceux qui se basent sur l'observation et l'analyse pour édifier une psychologie des foules.

Comment connaître l'âme de la foule quand celle de l'individu demeure si souvent insaisissable ? Sur quoi baser l'affirmation que les mouvements des foules résultent d'une seule force et non pas des deux ou trois grandes tendances ou des multiples impulsions minuscules qui travaillent l'âme humaine ? Comment ensuite démêler ce qui revient à l'instinct inéluctable, à l'automatisme des sentiments héréditaires ou acquis, à l'habitude, à l'intérêt, à la raison, etc. ?

Et puis, où sont les preuves même approximatives qui permettent de distinguer ces éléments soit dans la foule antique ou dans la moderne, soit dans la foule servile du moyen âge et de l'Allemagne actuelle ou dans la foule libre de la France de 1789 et de 1914, soit dans

la foule instruite ou dans l'ignorante, soit encore dans la foule mystique ou dans la libertine ?

Enfin, comment dénombrer des influences si diverses ? Il faut le reconnaître : il est plus simple d'affirmer que toute question et toute émotion divisent uniquement les foules en acceptants et en rejetants, et que la suggestibilité intervient comme un réflexe pour augmenter l'opposition, rompre l'équilibre et donner au mouvement une direction en rapport avec les impulsions de la subconscience des manifestants. La théorie de l'inconscient, source de la vie individuelle, imaginative et créatrice, qui a de nombreux partisans et semble appuyée sur beaucoup de faits, reçoit ainsi une application aisée dans la vie des foules.

Discuter tous ces points, critiquer les faits, produire des exemples plairait beaucoup, mais resterait sans intérêt. Dans le domaine de la psychologie, domaine de l'insaisissable et du subjectif, on est toujours amené à prendre ses désirs pour des réalités et ses analyses pour des vérités. La preuve est réduite au minimum et la contre-épreuve fait défaut.

La science exige des bases plus solides et, autant que faire se peut, des mesures pour vérifier. Nous n'en possédons pas beaucoup, mais, à l'examen, elles offrent une certitude qui permet alors de mieux analyser et de mieux comprendre les mouvements des foules. C'est sur ce point seul que je voudrais retenir l'attention.



Que nous a enseigné l'étude de la suggestibilité ? Précisément le contraire de ce qu'on lui fait dire dans la psychologie des foules ! On est parti de cette constatation, que *tout le monde* est suggestible, ce qui est vrai, pour conclure qu'on peut *tout suggérer, tout faire*

croire à tout le monde et mener la foule où l'on veut et comme on désire. Ce raisonnement difforme pêche en outre par l'abus de généralisation si cher aux savants.

Chacun est suggestible, mais à des degrés divers. L'on peut tenir pour exact que le dixième seulement des gens sont si suggestibles que, par simple suggestion, on peut leur faire voir, sentir et écouter presque tout ce qu'on veut. Mais, malgré leur suggestibilité exagérée, ces *très suggestibles ne se laissent pas toujours influencer*. J'en ai vu déjà un certain nombre qui n'ont jamais pu être hypnotisés par des médecins renommés et qui exécutent en quelques secondes les suggestions d'un autre médecin. En outre, quelques très suggestibles se raidissent dans le somnambulisme même contre certaines suggestions, ne les exécutent pas ou leur obéissent d'une façon détournée. Ces exemples, pas très rares, fournissent la meilleure démonstration à l'appui de la thèse que la suggestibilité n'est pas le moteur principal de l'âme et qu'elle reste, chez les très suggestibles, *subordonnée à un choix intelligent du sentiment ou de la raison*.

Malgré ces faits restrictifs importants, dont il faut toujours tenir compte dans les appréciations, je crois que l'on doit admettre au point de vue de la psychologie des foules que ce dixième des gens est, *en général*, dans des conditions favorables pour suivre fatalement des meneurs et accomplir des actes illicites.

Viennent après eux les « bien suggestibles », au nombre de 20 à 30 %. Ceux-ci peuvent, *en général*, choisir, raisonner et résister. Mais, dans les foules et selon les circonstances, ils sont entraînés parfois et ne raisonnent pas toujours. Selon moi, ces « bien suggestibles » constituent l'élément mobile des foules et celui qui exagère l'attitude qu'elles prennent.

Les normalement suggestibles forment la majorité, 60 % des hommes. Ceux-là n'acceptent que les suggestions que la raison autorise et ne cèdent qu'aux sentiments que leur moralité sanctionne. Personne ne peut agir sur ces individus par suggestion (et réussir, bien entendu) contre leur volonté.

Appliquons ces données à la psychologie des foules. Nous affirmerons que les deux premières classes, formant 30 à 40 % de la foule, en constituent au *maximum* la masse malléable, celle qui subira l'entraînement d'un meneur habile, celle qui se livrera à des actes répréhensibles. 60 % des foules, au *minimum*, reste dominé par la raison, par l'idée de justice, de liberté, par un but idéal ou intéressé, et ne se laisse pas conduire par la suggestibilité. Il s'ensuit qu'on est en droit de poser en axiome que les mouvements des foules sont, au minimum soixante fois sur cent, le produit de la conscience et quarante fois des réactions de l'instinct, de la suggestibilité et de l'inconscience. Ces nombres concernent la foule amorphe, celle de la rue, donc celle qui importe le plus dans les mouvements politiques ou révolutionnaires.

Je crois avoir raison en ramenant le problème à cette forme positive ; contrairement à l'avis de Tarde et de Le Bon, je crois que l'observation impartiale démontre que les mouvements des foules sont en majorité ceux d'une raison consciente. La théorie actuelle dit que la suggestibilité exalte et décuple l'âme des foules. Je crois rester fidèle à la vérité de fait en défendant le principe opposé. La suggestibilité n'exalte aucune faculté humaine ; elle dévoile uniquement la personnalité et démontre ce dont l'individu est capable. Tarde, Le Bon, Bernheim, etc. *affirment simplement* que la suggestibi-

lité des foules est un multiple, une *puissance* (x^n) du nombre des gens qui la composent ; c'est la conséquence de leur conception sur la suggestibilité individuelle qui *exalte*. La logique m'oblige à dire que la suggestibilité des foules n'est que la *somme* de celle des individus.

Si la suggestibilité seule conduisait les foules, alors, logiquement, il faudrait admettre que la foule est guidée par l'inconscience ; donc, puisque l'instinct et les réactions inconscientes domineraient l'humanité, il faudrait renoncer à l'usage de la raison sur les foules et décréter l'abolition des « *landsgemeindes*. »

Les Allemands paraissent certainement fournir depuis 1914 des preuves à l'appui des théories de Tarde et de Le Bon, mais, avant de les admettre, nous devons nous en tenir à nos connaissances positives sur la suggestibilité, qui nous interdisent un tel jugement et nous obligent à rechercher dans l'esprit des foules la part qui revient d'abord aux propriétés conscientes de l'âme. Qu'on nous prouve premièrement que l'intérêt, des besoins, des raisons, des erreurs, des mensonges n'ont pas moulé l'esprit allemand et ne lui ont pas donné cet aspect qui a ahuri l'humanité presque entière et l'a coalisée contre lui ! La formation de l'âme teutonne n'est pas expliquée par la suggestibilité ; la suggestibilité a pu, tout au plus, cristalliser la foule au début et emporter quelques contradicteurs... s'il y en avait. Mais les Allemands nous ont annoncé qu'ils étaient tous d'accord. Nous savons que nous pouvons les croire.

La suggestion et la suggestibilité, je le répète en terminant, n'expliquent pas la formation des foules, pas plus que leur vie, et elles n'en sont pas la force directrice. En sociologie comme en médecine, elles sont et demeureront toujours des forces adjuvantes ; elles ne deviennent

directement déterminantes que dans les cas spéciaux qui font partie du 40 % maximal dont il a été question.



On a réuni sous le nom de psychose collective les cas de troubles psychiques qui se produisent dans une foule sous l'effet d'une émotion spontanée ou d'une émotion communiquée par un meneur. La première thèse sur ce sujet a paru en Suisse en 1892 ; le Dr Pronier l'a intitulée improprement « La contagion de la folie. » D'abord, ce terme de contagion est une métaphore inexacte ; ensuite les psychoses collectives, étant des phénomènes de suggestibilité, n'appartiennent pas aux psychoses proprement dites.

Suggestibilité et sentiment sont des propriétés de l'âme au même degré que la raison ; n'est anormal que le cerveau dans lequel la suggestibilité et le sentiment ne sont pas sous le contrôle de la raison ; mais un cerveau qui n'obéit qu'à la raison et ne se laisse pas émouvoir par le sentiment et par la suggestibilité est tout aussi anormal. En théorie, nous séparons ces deux dernières propriétés de l'âme, mais, en réalité, elles vivent l'une de l'autre.

L'opinion émise dans les pages précédentes sur les phénomènes de suggestibilité collective me dispense d'en reparler ici. En dehors d'eux, il existe des cas vrais de psychose collective qui apparaissent surtout pendant des sinistres ou des cataclysmes ou sur les champs de bataille. La maladie choisit ses victimes exclusivement parmi les prédisposés et les porteurs de tare psychopathique ; mais tous ne sont pas atteints au même degré.

Les uns, chargés d'une grave hérédité nerveuse, présentent les signes de maladies mentales bien connues des aliénistes : délire aigu, mélancolie, confusion mentale, etc. D'autres sont pris, pendant un sinistre ou une ba-

taille, de troubles psychiques analogues à ceux de la psychose traumatique ou psychose des accidentés ; c'est à ces troubles qu'il faudrait réserver les mots de psychose collective.

On a pu en lire plusieurs exemples dans les récits des soldats de 1914. Dans celui que le *Correspondant* a publié sous le titre : « D'Oran à Arras » (1915), un officier raconte qu'étant en première ligne pendant le combat, il entra dans un poste de commandement occupé par trois officiers de sa connaissance. Deux d'entre eux, ayant l'air hébété, ne le reconnurent pas ; ils ne comprirent pas les phrases qu'il leur adressait. L'hébétude, la dépression morale et la perte de la compréhension sont en effet les symptômes caractéristiques de la psychose collective ; la maladie guérit dans la règle après quelques jours de repos.

Le nombre des psychopathes ne dépasse pas 10 % d'une population ; il se confond avec celui des trop suggestibles. Or, ce n'est pas 10 %, mais au moins les trois quarts des Allemands qui sont atteints de cet état mental spécial mis à nu par la guerre actuelle ; donc, dans leur cas, il ne peut être question de psychose collective. En outre, le peuple allemand ne présente pas les troubles ci-dessus : il n'est pas hébété ; ses journalistes, ses chefs, ses intellectuels déclarent chaque jour qu'ils ne sont pas déprimés, et enfin nous savons, nous, que les Allemands comprennent tout ce qu'on leur dit.

Par conséquent, leur état mental collectif n'est pas l'effet de la suggestibilité ou d'une psychose collective. Il a d'autres causes. Des historiens impartiaux, des penseurs qui estimaient hautement l'Allemagne, des sociologues qui admiraient ses œuvres sociales et humanitaires ont déjà exposé leur opinion sur ce sujet et ont pu ra-

mener la mentalité teutonne à des causes politiques, dynastiques, sociales, économiques, historiques, etc.

Donc, l'état mental des Allemands de 1914 est la conséquence d'une préparation méthodique volontaire et consentie par le peuple. Selon moi, cette préparation commence à l'école primaire. Cet état mental m'a frappé bien avant la guerre chez de jeunes Allemands et la curiosité m'a poussé à examiner leurs manuels d'histoire et de géographie. Les deux que je possède proviennent des écoles de Munich ; ils m'ont suffisamment éclairé et m'ont dispensé d'en acheter d'autres. Ces livres sont complètement compromettants pour les gouvernements qui en autorisent l'emploi. Je signale, en terminant, à M. Millioud l'enquête à faire sur ce sujet ¹.

D^r BONJOUR (Lausanne).

¹ Au moment où j'envoie ces pages à la *Bibliothèque Universelle*, je lis dans le *Temps* du 19 mars l'apostrophe de Liebknecht à la chambre de Prusse, sur la façon dont on enseigne l'histoire en Allemagne (il aurait dû y ajouter la géographie). « Toute l'instruction, affirme-t-il, consiste à surexciter le sentiment pangermaniste. »

J'ai signalé en 1914 les faits ci-dessus à l'un des grands journaux romands, qui ne les a pas publiés.

L'ÉVASION

TROISIÈME PARTIE ¹

III

La vie au camp. — Préparatifs de départ.

Sans attendre notre complet rétablissement nous obtinmes du gros major l'autorisation d'être transférés dans le camp à titre de convalescents.

Cela nous dispensait des corvées, obligatoires pour les prisonniers. Ceux-ci constituaient des compagnies encadrées de sous-officiers français sous la surveillance d'un officier et de sous-officiers allemands ; ils devaient de 7 heures du matin à 11 1/2 heures et de 1 1/2 heure à 6 heures procéder au nettoyage des locaux, à l'établissement d'une route, à la construction des nouveaux baraquements. Malgré les rigueurs d'un adjudant du Midi, un nommé Sénès, qui traquait les blessés, et servait le roi de Bavière mieux peut-être qu'il n'avait servi la République, nous flânions en vrais badauds de Paris entre les lignes des sentinelles.

Avec ses rues boueuses, coupées à angle droit, ses baraquements de briques et de bois, hideusement semblables, le camp n'était pas un séjour élyséen. Il se divi-

¹ Pour les deux premières parties, voir les livraisons de mars et avril.

sait en deux parties, nord et sud, que séparait une voie plus large. Le camp sud, le plus rapproché du lazaret, s'étendait le long de la grande route de Hammelbourg à Kissingen. Il abritait des auxiliaires qui, pour la plupart, ne portaient pas l'uniforme. Le camp nord nous était réservé. Sur l'artère qui les mettait en communication, à la limite même de notre domaine, une cantine et un bazar se faisaient vis-à-vis. Les cuisines s'élevaient de l'autre côté, au nord-est, tandis que les lieux d'aisance étaient situés à l'extrémité ouest, non loin d'un réservoir en forme de tour, qu'ils nommaient la *Wasserthurm*. On en pavoisait le faite chaque fois que l'agence Wolff annonçait une victoire.

Au bout des ruelles on découvrait le plateau planté de pins, borné par l'horizon bleuâtre. Des artilleurs, de tout jeunes gens, s'y exerçaient au tir de guerre. Sur nos têtes s'arrondissait un ciel que j'ai toujours trouvé, même par le beau temps, sans magie et avare de lumière. Tout me paraissait opaque, métallique et froid. Au milieu de ces baraquements pareils, de ces rues tracées au cordeau, de ces humains mécanisés, je croyais vivre dans une boîte de soldats de plomb.



Nous allions et venions, Prieur et moi, parmi ces choses et ces êtres également ternes, en nous efforçant d'y trouver matière à rire. De fait, nous n'étions pas très malheureux. Notre chambrée était relativement sympathique. Et l'on nous avait, au sortir du lazaret, rendu l'argent trouvé sur nous. On est riche, au début d'une campagne ! Exploitée par un usurier crochu qui nous offrait généreusement deux marks d'un écu, notre petite fortune eût fondu comme neige au soleil, si un officier de réserve, propriétaire en temps de paix d'un palace-hôtel

à Menton, n'avait organisé en grand le trust de l'argent français. Ils nous donnait 81 marks d'un billet de banque de 100 fr., et 16 marks 75 d'un louis d'or. A ce taux-là, il trouvait encore largement son compte, car nous étions 3000 Français dans le camp d'Hammelbourg. Nous perdions au change sans trop de regret. « Hé, hé, pensions-nous, il faut que la France, malgré les drapeaux de la Wasserthurm, se porte assez bien pour conserver un tel crédit au fin fond de l'Allemagne ! » Et nous allions commander à la cantine un verre d'excellente Munich, et boire au succès de nos armes. A la cantine on pouvait encore se procurer de la limonade, du chocolat, du cacao, des boîtes de sardines, des saucisses et autres « délicatesses. » Grâce au cacao nous transformions en un breuvage potable l'eau chaude, au goût de gland, que l'on nous servait le matin sous le nom de café. A midi, on nous distribuait une soupe où flottait, éponge insipide, un indéfinissable morceau de viande ; à 6 heures, un segment de saucisse et 500 grammes de pain pour la journée.

De la cantine nous nous rendions ordinairement au bazar. Ah ! le bazar, quel monde prestigieux, quel fascinant amas de camelote ! Quelle quantité de compartiments ! Quel luxe de pancartes ! Et du faux or, et du faux cuir, et du faux bois, et de la fausse écaille, toute une ignoble pacotille destinée à faire le bonheur des recrues allemandes. Des boutons de col et de manchettes, des peignes, des brosses de fils de fer montés sur caoutchouc, des souvenirs d'Hammelbourg, des cadres pour photographies, du fil, des aiguilles, du tabac, des pipes à fourneau de porcelaine, des lainages, des cartes postales, des canettes de grès ornées des moustaches de l'empereur, des gobelets d'aluminium, des

objets d'équipement militaire, des cartes à jouer, des couteaux, des fourchettes, des parfums, des savons, des accessoires d'arbre de Noël, des ustensiles de ménage, un bric-à-brac éblouissant.

Nous restions là, Prieur et moi, comme deux gosses, à inventorier de l'œil, à palper ces richesses. Le grincement des volets de fer-blanc, vernis de bleu azur, qui portaient les cartes postales, celles en noir et celles en couleur, suffisait pour nous émerveiller.

Au milieu de ces enchantements, tremblotante, luisante, grasse comme un aspic de volaille, s'étalait la maman Borsch. La garniture de ses lunettes disparaissait dans sa chair. Lorsqu'elle riait, ses yeux, derrière les verres, n'étaient plus qu'une boutonnière dans la peau. On ne savait pas très bien si ses oreilles tenaient à sa tête ou à ses épaules. Elle excitait l'admiration des réservistes auxiliaires. Bien qu'elle ne manquât pas une occasion de nous voler, elle avait le cœur sensible. Elle ne pouvait voir un blessé sans verser quelques larmes et essayer de joindre les mains. Elle essayait seulement ; elle avait les bras trop courts ; et ses mains doublées de coussinets adipeux avaient peine à se fermer. Chaque fois qu'il s'agissait de saisir un objet menu, elle appelait une de ses filles. Car elle avait deux filles, la maman Aquilin Borsch. L'une se nommait Lisa, l'autre se nommait Kâthi. Elles n'étaient point désagréables à regarder. Elles se ressemblaient ; leurs fraîches couleurs, leurs yeux assez vifs, leurs lourdes tresses brunes, faisaient oublier que, déjà grassouillettes, un jour viendrait, hélas, où elles ressembleraient aussi à la maman Borsch. Nous les amusions ; Prieur, je puis bien l'avouer, puisqu'il est garçon, Prieur leur plaisait.... Elles espéraient « profiter » de nos assiduités pour apprendre le français, et M^{me} Borsch,

favorable à ce calcul, fermait les yeux, ce qui lui était facile. Et puis nous n'étions pas des clients ordinaires. Nous donnions dans l'article de luxe. Nous avions été jusqu'à nous offrir des manches de plume en celluloïd dont une petite lentille agrémentait l'extrémité. En se l'appliquant sur l'œil, on distinguait, dans un nimbe irisé, une des vues principales d'Hammelbourg. J'avais acheté aussi un flacon de parfum, et Prieur une boîte de lanoline à la rose pour embellir le teint.

Nous ne doutions pas d'être regardés, par ces dames, comme de grands dissipateurs, des jeunes gens de bonne famille tout à fait dénués de sens moral.

Nous n'étions que deux pauvres diables qui s'embêtaient à mourir.



Ah ! que nous nous embêtions !

Septembre en France est si doux ! Dans le jardinet de Châtillon, les « Bengales » reflleurissent alors avec une grâce suprême. Et Paris, mon Paris !... son léger voile de brume, le miroitement gris-perle de ses façades ; l'eau claire qui court le long des trottoirs ; le pavé en bois, tout mouillé, qui reflète l'atmosphère rosée ; la démarche des femmes sur ces miroirs !

Le souvenir de ces visions nous rendait plus cruelle la réalité présente. Cette boue, ces épais brouillards, ces affreuses baraques longues et basses ; — et puis la saleté, la vermine, le heurt des caractères en cage, le conflit des égoïsmes, la lutte pour le « rabiote. »

Nous étions tous travaillés par une faim sourde. Pour insuffisante qu'elle fût, la nourriture révoltait nos estomacs. Ces dyspepsies à vide irritaient l'humeur. Parfois le commerce même de nos compagnons de misère nous devenait insupportable.

Lorsque le temps le permettait, nous restions des heures assis par terre, le dos contre un mur de briques, à recenser des menus d'autrefois ; le pain, le pain de France finissait toujours par y prendre la première place. Nous évoquions sa belle mie, blanche et légère, sa croûte ambrée et craquante, son parfum de fleur de farine.

— Un archange, soupirait Prieur, me paraîtrait moins beau en ce moment que notre petite porteuse de pain. Qu'elle est gentille, moulée dans son tablier bleu, les dents bien blanches, les mains bien propres, sa corbeille pleine de pains longs enveloppés chacun dans un papier de soie !... Rire à cette fillette, mordre dans un de ses pains, non, vois-tu, quand j'y pense, je ne peux plus penser qu'à ça.

Et Prieur retombait dans son mutisme.



Des pluies vinrent, tout de suite glaciales. Il fallait passer la journée allongé sur sa couche de paille. Triste couche : un carré de paille hachée, tassée, pleine de vermine. Au moindre mouvement cette litière emplissait l'air d'une impalpable poussière qui prenait à la gorge et me rappelait l'attaque de la ferme de Suzemont et l'impression d'étouffement éprouvée en en traversant la fenièr.

Nous gelions. On se réchauffait en fumant dans les grosses pipes de porcelaine un insipide tabac allemand. La fumée stagnait, dense et jaune ; le jour qui tombait des étroits vasistas nous montrait, enveloppées de ses plis puants, les silhouettes avachies de nos camarades. Malades ou convalescents, la plupart tuaient les heures en jouant à la manille. Deux autres, le petit ingénieur L... et le fils du banquier C... s'étaient fabriqué un jeu d'échecs. Ils se plongeaient dans des parties qui ne finissaient pas.

Plus loin, un fondeur de cloches auvergnat, réserviste comme moi, découpait et martelait des petites cuillères dans des couvercles de boîtes à sardines. C'était un article très demandé. Un autre sculptait des pommeaux de canne dans des racines de pin. Le tirailleur algérien avait lui aussi quitté l'hôpital. Il gîtait dans notre quartier, on l'avait surnommé Bamboula. Nous aimions voir entrer son large sourire qui s'agrandissait à mesure que sa face devenait plus maigre. Il s'asseyait près de nous en grelottant et murmurait : « Là-bas, dans patelin, chaud soleil ! » Pauvre diable, lorsqu'il ne pouvait s'accroupir à la tiédeur d'automne, sa meilleure distraction, c'était de faire la chasse à la vermine, non que les puces et les poux parussent l'importuner beaucoup personnellement, mais pour le plaisir de montrer quelle dextérité il avait enseignée à sa main gauche.

Lorsque s'ouvrait la porte, l'air du dehors, enfonçant sa vrille froide dans l'atmosphère enfumée, l'évidait un instant. Un peu de boue entraînait aussi, collée aux chaussures du nouvel arrivant. Et le passage entre les lits devenait peu à peu un cloaque où croupissait notre paille, où trempaient nos couvertures. Quelle saleté, quelle puanteur, quelle misère !

La maladie s'en mêlait ; la plupart des prisonniers souffraient des intestins. Beaucoup toussaient, renâclaient, devenaient fiévreux ; leurs figures s'étrécissaient entre les oreilles démesurées et flasques.

— Nous allons pourrir là-dedans, déclarait Prieur.

Sa blessure se cicatrisait mal, il avait des insomnies ; il lui arrivait souvent de croire entendre le canon. Cette hallucination ranimait en lui, jusqu'à l'horreur, ses souvenirs de la bataille de Pierrepont.

Les hommes de corvée rentraient crottés, trempés,

éreinés, répandant une ignoble odeur de chiens mouillés. L'adjudant Sénès glapissait autour de ce troupeau. On espérait toujours que ceux qui avaient été travailler aux routes, en dehors du camp, rapporteraient quelques nouvelles exactes. Mais rien. Les prisonniers les plus récemment arrivés provenaient des combats livrés entre l'Oise et l'Aisne dans les premiers jours de septembre, en pleine retraite. Ce qu'ils nous contaient n'était pas pour démentir les « *Paris caput* » dont nos geôliers continuaient à nous crever le tympan. Seul un mouleur de la rue de la Gaité, nommé Gaillard, conservait un insolent optimisme.

— Paris capout, oui, ma vieille, la peau !

Il était cycliste. Au moment où il sortait d'une tranchée pour aller porter un ordre, il avait été atteint par une décharge de mitrailleuse. « Un vrai tamis, » disait-il en riant. Trois balles dans la tête, quatre dans la poitrine. Un major de Karlsruhe l'avait tiré de là, ou à peu près. Il était arrivé à Hammelbourg vêtu d'un caleçon et dansant le pas américain.

Avec le crépuscule, malgré Gaillard, le cafard nous tombait dessus. Il se manifestait chez moi par une sorte d'écoeurement mi-physique, mi-moral. Des pensées lourdes me pesaient sur le cœur, me le faisaient remonter jusqu'aux lèvres en des nausées qui ressemblaient à des sanglots. J'avais le sentiment que toute ma machine fonctionnait de travers, se rouillait, se détraquait. L'idée que j'allais mourir dans cette prison, loin de tout ce que j'aimais, sans rien savoir de mon pays, s'attachait à moi et ne me lâchait plus.



Pour nous distraire, la Kommandantur s'avisa de publier un journal à notre usage. J'ai toujours soupçonné

notre banquier, l'officier de réserve, et un *Oberleutnant* à lunettes, *Oberlehrer* dans quelque gymnase bavarois ou wurtembergeois, d'en être les principaux rédacteurs. J'ai oublié le nom du lieutenant. Nous lui prêtions celui du héros de *Colette Baudouche*, le jeune docteur Asmus, dont il avait l'air de santé, l'aspect un peu informe, l'épaisse et naïve vanité. Plus d'une fois il s'était offert à nous servir d'interprète auprès de M^{me} Borsch. Il nous étudiait alors à la dérobée, d'un air grave. Nous lui servions de matériel d'expérience et l'aidions assurément à discerner les causes de la décadence française. Lorsqu'il nous honorait de sa compagnie, nous retrouvions dans ses discours les mêmes pédantes tirades que nous servait le *Bulletin des prisonniers français*.

Cette feuille était destinée à nous instruire sur les origines, les facteurs responsables et les conséquences de la guerre. Elle avait en outre pour but — comme les prêches de l'aumônier — de faire comprendre tout le bien que la grande Allemagne voulait à la France, « ... *la France aux idées larges, généreuses, à l'esprit inventif et cultivé.* » Il y était question tour à tour de Jules Huret, qui avait si bien deviné la force et la profondeur de l'Allemagne... de Clemenceau, qui, pour avoir essayé de dire la vérité à ses compatriotes, avait vu interdire son journal... de Briand, trop intelligent pour ne pas savoir vers quels abîmes courait la France, trop sceptique pour ne pas se contenter de murmurer avec la Pompadour : « *Après nous le déluge* » ... de Barrès, dont les écrits néfastes avivaient la haine entre deux peuples faits pour s'estimer, de Barrès qui favorisait le jeu funeste de l'envieuse, égoïste et cupide Angleterre, responsable de tous les maux que subissait l'humanité. Et le *Bulletin*, après avoir célébré quelque nouvelle victoire « *devant Paris* » de

von Kluck ou du Kronprinz, s'achevait sur une belle tirade : « *Vous, soldats français, à qui nous apportons ici la vérité, vous acquerez la certitude, et, la paix revenue, vous l'imposerez à votre pays, qu'une alliance franco-allemande seule sauverait le monde....* »

Ces flatteries, cousues de fil blanc, ne nous influençaient guère. Mais elles nous amusaient. Elles nous rassuraient aussi.

— Voilà des gens, disait Prieur, qui s'étaient promis de piller la France jusqu'à la racine, et pourtant ils reconnaissent son crédit ; ils s'étaient juré de la rayer de la carte de l'Europe, et pourtant son alliance leur paraît désirable ; les choses ne doivent pas aller pour eux aussi bien que l'assure l'agence Wolff. Ce n'est pas pour des prunes qu'ils tentent aujourd'hui notre conquête morale. Leur littérature ne me convainc pas ; ils devraient essayer de la propagande culinaire.

D'ailleurs, à quelques exceptions près, nous ne pouvions nous plaindre de nos géoliers, pas plus que de la population civile qui, le dimanche, vaguait autour du camp. La discipline était sévère sans être véritablement brutale. Et les bourgeois d'Hammelbourg qui avaient des fils ou des parents prisonniers en France cherchaient à adoucir un peu notre captivité.

Vers le temps où parut le *Bulletin*, un soldat du 29^{me} chasseur vint à mourir. On nous autorisa à tresser une couronne de lierre, de mousse et de feuillage rapportés de la forêt. On y encadra un écusson tricolore, où un camarade avait écrit ces mots : « Les prisonniers d'Hammelbourg au frère d'armes tombé pour la France. » Sur le cercueil, à côté de cette couronne, nous ne fûmes pas peu surpris de voir figurer une gerbe de roses dont le ruban portait cette inscription : « Les infirmiers alle-

mands au soldat mort pour sa patrie. » L'ensevelissement eut lieu dans un cimetière de la ville. Nous faisons partie, Prieur et moi, de la délégation admise à suivre le corps. Autour de la fosse, la population se tenait debout, tête nue. Un de nos camarades prononça quelques paroles. L'émotion lui serrait la gorge. Tous sentaient l'affreuse tristesse de cet exil définitif. Tous pensaient à ce qu'avaient dû être, loin des siens, les derniers instants du petit chasseur. Parmi les assistants, plusieurs pleuraient. Des jeunes filles déposèrent des fleurs sur la tombe. Ce dernier trait parut déplacé aux autorités supérieures qui décrétèrent que les ensevelissements, désormais, auraient lieu dans le camp. Ainsi fut fait, mais toujours avec une grande décence et accompagnement des honneurs militaires.

Ces Bavares, décidément, n'étaient pas mauvais bougres !

Nous nous plaisions à discuter de leur psychologie et tombions d'accord que seul le poison du militarisme prussien avait pu les pousser à conduire la guerre avec tant de barbarie. Tous étaient imbus de l'idée de la supériorité de leur race et de la mission civilisatrice de l'Allemagne. Cette prétention agaçait Prieur, qui se plaisait à railler la lenteur d'esprit et le manque d'initiative de la plupart de nos géoliers.

— Ils sont peut-être très forts, concluait-il, mais ils ne sont pas malins.

Comme nous revenions d'enterrer le pauvre chasseur, il se pencha à mon oreille :

— Mon vieux Du Tartre, je constate une chose qui me réjouit. C'est que ma blessure ne me rend pas la marche trop pénible.

— Ni la mienne, à moi non plus, lui répondis-je.

— Je constate autre chose encore, dit Prieur, c'est que l'air au dehors du camp est plus respirable que dedans....

Et il ajouta, en me désignant du regard un des auxiliaires qui nous accompagnaient, le fusil sur l'épaule :

— Observe M. Drommel, — c'est ainsi que nous surnommions ce gros homme tout bouffi de son importance, — observe-le. Crois-tu qu'il se doute que je commence à en avoir assez de sa tête et de celles de ses semblables, et que cette mélancolique promenade à l'air libre m'a soufflé une terrible envie de lui fausser compagnie ? Crever pour crever, j'aime mieux que ce soit ailleurs qu'ici ; même si les demoiselles d'Hammelbourg devaient me planter sur le ventre leurs plus jolis géraniums !... Pas, ma vieille ? fit-il avec respect en s'adressant à l'auxiliaire.

Et celui-ci, sentencieux, et de l'air d'un homme qui a compris et se pique d'entendre le français :

— *Ya, ya, triste, aber c'est la guerre !*

— Hein, tu vois, ce que je te disais, me coulait Prieur en hochant la tête avec componction.



Entre camarades, nous nous entretenions fréquemment des chances de succès que rencontrerait une tentative d'évasion. L'emplacement du camp sur ce plateau peu boisé ; les hautes clôtures de fil de fer barbelé, le courant électrique qui les parcourait, l'incessant va-et-vient des sentinelles, et, en admettant que l'on parvint à franchir cette première et formidable enceinte, la difficulté de se diriger dans un pays dont on ne parle pas la langue ; l'impossibilité par conséquent de s'y ravitailler, tout nous obligeait à reconnaître que ce serait folie d'essayer de fuir.

Mais depuis qu'il avait mis ses forces à l'essai, Prieur changeait d'avis sur ce point. Je ne demandais qu'à me laisser persuader.

— Vois-tu, me disait-il, je ne puis admettre que deux gamins de Paris comme nous ne sont pas capables de rouler ces buveurs de bière. Il s'agit simplement de procéder avec ordre, de tout prévoir, de ne rien négliger. Il est un premier point essentiel à établir : où est situé Hammelbourg exactement ? A quelle distance de la frontière hollandaise, à quelle distance de la frontière suisse ? Par quels points principaux atteint-on l'une ou l'autre ? Donc une carte est indispensable.

Je me souvins alors que L... l'ingénieur, qui appartenait à un régiment de pontonniers, m'avait dit par hasard avoir vu une carte d'Allemagne à la boulangerie Hartmann. La boulangerie Hartmann était située aux confins du camp. On y servait, à demi clandestinement, dans une arrière-boutique, du café et des liqueurs. Le feldwebel à qui les prisonniers payaient une tournée y trouvait son compte et, comme la mère Borsch, détournait les yeux. Il s'agissait d'examiner cette carte. Je m'en fus déclarer à l'adjudant Sénès, stupéfait et soupçonneux, que mon inaction me pesait et que je le priais de m'inscrire pour la corvée de pain. Deux jours après, attelé avec trois autres camarades à une petite voiture, je prenais ma place dans la file des pourvoyeurs. Gardés par des auxiliaires ou par des landsturm nous attendions notre tour de recevoir des mains de M. Hartmann, et de son mitron, la quotidienne provision de boules de pain attribuée à chaque voiturette. Lorsque pour la première fois j'eus affaire à M. Hartmann, je laissai l'admiration épanouir mes traits. Le lendemain, je n'hésitai pas à joindre la parole au geste :

— Quelle mémoire, monsieur Hartmann! Ah! une fameuse tête! Et quelle force, monsieur Hartmann! Ah! de fameux bras!

Le surlendemain j'avais accès dans le sanctuaire. Je pouvais y savourer, sous le regard attendri d'une fraîche servante tyrolienne, un détestable café. La carte était devant moi, pendue au mur, près d'un piano, sous une panoplie de baïonnettes!

— Ah! voici Hammelbourg... Gut, gut café!... à peu près à égale distance de la Suisse et de la Hollande, trois cents à trois cents cinquante kilomètres environ de part et d'autre.... Bigre!

Je me contentai de ce premier aperçu. Il s'agissait de procéder avec prudence. A supposer que nous parvenions à franchir les limites du camp, gagnerions-nous la Suisse ou la Hollande? Nous tombâmes immédiatement d'accord sur les avantages qu'offrait le trajet côté suisse. Population plus clairsemée, région plus boisée, passages à niveau, viaducs et ponts moins surveillés sans doute, l'Allemagne n'ayant rien à redouter de l'Helvétie neutre et de l'Autriche alliée.

— Prends ton temps, me répétait Prieur, ne livre rien au hasard.

Je n'entrais pas toujours chez M. Hartmann. Il m'arrivait de me faire prier, de refuser même le verre de schnaps que m'offrait le boulanger. Espérant accroître par moyen d'échange sa provision de mots français, M. Hartmann s'efforçait de m'apprendre l'allemand. Ces leçons me permirent de mener à bien un audacieux coup de main. Nous avions résolu d'accumuler peu à peu des provisions de route. Si exécration qu'il fût, le pain nous était nécessaire. Et je m'étais promis de saisir le premier instant favorable pour me tromper, à notre béné-

fice, dans le compte des boules. Un jour donc que le boulanger procédait seul à leur distribution, je lui prêtai gentiment assistance. J'énumérais à haute voix les pains que je posais sur les charrettes : « Une, deuss, troiss. » Vint le tour de la nôtre. J'eus une inspiration géniale et, d'une voix sonore, je criai : « *Ein!* » Le boulanger qui surveillait le mouvement de mes mains me dévisagea avec stupéfaction, la bouche écarquillée par un sourire. Je lui souriais aussi, d'un sourire timide et reconnaissant, attentif à retenir son regard sur le mien.... « *Zwei!* » (ce disant je glissais en effet deux boules d'une seule fois dans le char), « *Drei!* »

— « Elèfe stutieux », articulait le bonhomme enthousiasmé, et il m'encourageait d'une claque sur l'épaule.

Il n'y avait plus qu'à remplacer jour après jour, sous la paille où elle me servait d'oreiller, la boule dérobée et à recommencer si possible ce petit jeu.



En attendant une circonstance propice, je continuai de noter à la volée les jalons du voyage : Wurzburg, Ochsenfurt, Rothenbourg, Ulm. Je cherchais à fixer dans ma mémoire la configuration générale du sol, le nombre des cours d'eau que nous aurions à traverser.

Par suite de je ne sais quelle tolérance, des bourgeois d'Hammelbourg étaient admis à fréquenter chez M. Hartmann. J'y rencontrai un jeune homme de quinze ou seize ans qui faisait à la petite bonne des yeux de poisson frit. Un après-midi, assis près du piano, il y chercha un accord. Sur ma prière, il consentit à en jouer. O bienfait de la musique ! Tout devint plus clair, plus léger. Ce jour-là il interpréta un prélude de Chopin, le jour suivant une sonate de Beethoven. Je lui exprimai le téméraire désir d'entendre la *Marseillaise*.

— *Nein*, fit-il doucement. *Verboten*, c'est défendu!

Mais avec une délicatesse dont je lui saurai toujours gré, il se mit à chanter, en s'accompagnant, *Les deux Grenadiers*, de Schumann. Le souffle de la *Marseillaise* y gonfle d'héroïsme les adieux du soldat mourant. J'étais transporté sur les boulevards aux premières heures de la mobilisation. France, ma France! — la revoir, retrouver son ciel aimable, son atmosphère transparente....

Je serrai les mains du jeune musicien sans pouvoir lui dire autre chose que « merci. »

Deux jours après, il revint. Il tenait à me présenter à sa sœur et à son père. Ce dernier était juge de paix à Hammelbourg. Il songeait à me procurer l'autorisation d'enseigner le français à sa fille.

L'adjudant Sénès coupa court à cet arrangement. Mes stations dans l'arrière-boutique de Hartmann lui déplaisaient. Il me releva de corvée. Par malheur je n'avais pu achever l'étude de la carte. Je m'étais seulement rendu compte qu'à partir d'Ulm il faudrait obliquer au sud-ouest, afin d'éviter le centre d'aviation de Friedrichshafen et d'atteindre le Rhin, quittes, sans doute, à le franchir à la nage, en aval de Constance.

Je commençais à m'intéresser prodigieusement à notre dessein. Il me paraissait encore, je l'avoue, appartenir au domaine de la fiction. Mais sa poursuite me passionnait comme un beau jeu. Déjà, et bien que le temps demeurât grimaud, elle avait éloigné de nous les affres du cafard. Elle nourrissait notre imagination. Elle nous tonifiait.

Un nouvel excitant, bientôt, nous fouetta le sang.

C'était un matin. Une bruine noire détrempeait la glaise des chemins. Nous venions, chez M^{me} Borsch, d'enrichir notre cargaison d'un rouleau de papier, de

deux pelotons de ficelle, de deux paquets de cacao à 40 pfennigs, lorsqu'une grande rumeur traversa le camp : « La poste, la poste, des nouvelles ! » Grâce à l'Agence internationale des prisonniers de guerre, pour la première fois, sévèrement filtrées par la censure allemande, nous arrivaient des nouvelles de France. On n'avait distribué que quelques cartes, une vingtaine peut-être ; tous les visages pourtant étaient illuminés. « Y a écriture », nous cria de loin le pauvre Bamboula en bondissant de joie.

Les censeurs avaient dû soumettre la plupart de ces cartes, tant elles étaient délavées, à diverses réactions chimiques ; ils en avaient sans doute examiné le filigrane au microscope ; ils en avaient scientifiquement reconnu l'insignifiance.

Elles nous parurent, à nous, singulièrement substantielles.

L'une disait :

« Ne t'inquiète pas pour l'épicerie. Les pruneaux se vendent, le commerce reprend. »

Une autre :

« La vendange, qui s'annonçait si mal, se fait actuellement dans d'excellentes conditions. Tu pourras sabler du bouché à ton retour. Cela t'aidera à oublier les tristesses de l'exil. »

Une autre encore :

« ... Maman, depuis ton départ, a été très malade. La guerre, les angoisses à ton sujet, les ennuis de son procès avec le cousin Bauchet l'avaient mise bien bas. On redoutait la paralysie. Un traitement énergique l'a soulagée. Sitôt debout, elle a recommencé à marcher. Il paraît que c'est au tour du cousin d'être à plat de lit. Il ne l'a pas volé ! »

Frivoles ou sibyllines pour nos geôliers, ces indications avaient pour nous la limpidité de l'eau de roche :

la ruée allemande était endiguée ; la République tenait tête au Kaiser.

Trois ou quatre jours plus tard, toutes ces espérances furent confirmées par de nouveaux arrivants, des prisonniers faits à Châlons, qu'une arrière-garde wurtembergeoise, sans cesse harcelée par nos 75, avait entraînés dans sa déroute.

— Hein, mes petits, quand je vous le promettais ! clamait partout Gaillard. On va un peu rigoler maintenant. — Il courait d'une sentinelle à l'autre, répétant d'un air navré : « *Paris capout !* »

Dans le camp, ce fut comme si la diane avait sonné. Il y eut un réveil de la volonté, un sursaut d'énergie. D'un coup, le ressort français se retendit. De toutes les baraques, des chansons se levèrent. Conscient ou inconscient, un même désir levait dans les cœurs : tenir jusqu'au bout, voir la victoire. On comprit aussi que ce serait long, qu'il faudrait peut-être passer l'hiver. Il s'agissait de rendre notre vie possible, de l'organiser, de l'embellir un brin. Une société de chant se créa, un orchestre d'instruments nègres, une bibliothèque circulante. Les Boches n'en revenaient pas. Ils considéraient avec stupéfaction ces joailliers improvisés, ces tailleurs de cailloux, ces fabricants de jeux de dames et de jonchets. « *Französische Frivolität* », pensaient tous ces Asmus et tous ces Drommel. Mais ils échangeaient contre des saucisses, les bagues les pierres gravées, les bâtonnets sculptés.

Sur ces entrefaites, on nous envoya d'Heidelberg un convoi de convalescents. Au milieu d'eux, rose et frais, boitillait allègrement le joyeux machiniste qui, sur le quai de la gare de Jarny, m'avait salué d'un vaillant :

— En scène pour le deux !

Dès qu'il m'aperçut, le brave garçon me sauta au cou :

— Ça, c'est de la veine, mon vieux Du Tartre. On est quand même plus rupins qu'à Conflans ! Hein les Boches, ils comptaient nous avaler comme un verre d'eau sucrée. Mais c'est la Marne à boire.

Au sortir de l'hôpital, on lui avait, à lui aussi, rendu sa « braise. » Le même soir, à la cantine, nous célébrions la victoire qui venait de sauver la France. Gaillard était de la fête.

A peine se connaissaient-ils depuis vingt minutes que le mouleur et le machiniste se comportaient comme deux amis d'enfance.

— On est des frères, quoi, disait Gaillard ; on est tous les deux de la Gaité ; moi, de la rue, lui, du théâtre ! Oh, il est pas plus fier pour ça ! Tiens, sers-toi, bouffe de cette wourste !

Et comme l'autre lui répondait :

— Merci, non, elle ne me dit rien.

— Alors, passe-la, j'vas lui apprendre à parler français.

Nous étions presque heureux. Un peu de Paris, de son esprit, de sa gaminerie héroïque dansait autour de nous.

— L'important, énonçait Gaillard, c'est de pas se laisser pincer par le cafard.

Aussi résolûmes-nous sur-le-champ de fonder la *Nouvelle Gatté d'Hammelbourg*.

D. BAUD-BOVY.

(*La suite prochainement.*)

NOTES SUR LA CAMPAGNE DU SUD-OUEST AFRICAIN

SECONDE ET DERNIÈRE PARTIE ¹

Mon escadron part à la nuit tombante. Nous devons suivre un sentier étroit qui serpente au travers des buissons d'épines ; le ciel est clair et étoilé, nos petits chevaux sautent, vifs et gais, par-dessus les troncs d'arbres renversés, descendent dans des vallons, gravissent des collines escarpées, grimpant comme des chèvres, passant par des endroits à faire hésiter un chamois, dont ils ont d'ailleurs la sûreté de pied.

Tout à coup quelques coups de fusil retentissent devant nous. La longue colonne d'hommes marchant à la file s'arrête, on n'entend plus que le cliquetis des mors... puis un galop. L'avant-garde se replie, on a tiré sur elle, sans du reste atteindre personne, du haut d'une petite colline boisée à quelques centaines de mètres.

Je reçois l'ordre de mettre pied à terre et de gravir la colline avec quelques hommes pour voir ce qui s'y passe. Nous montons donc lentement, déchirant nos vêtements, nos figures et nos mains aux épines des buissons. Nous voici tout près du sommet : rien ne bouge, j'attends avec impatience le signal convenu avec mes hommes qui ont

¹ Pour la première partie, voir la livraison d'avril.

escaladé la colline de l'autre côté. Ils doivent m'avertir dès qu'ils seront à quelques mètres de leur but, je leur donnerai alors le commandement final et nous franchirons en courant les quelques mètres qui nous séparent de la crête.

Soudain un long coup de sifflet modulé et perçant se fait entendre : ils sont prêts ! En avant ! Nous courons en nous baissant pour éviter les balles ; mais non, les Allemands n'y sont plus, il n'y a là qu'un feu mal éteint, une gamelle encore fumante, un havresac ; on voit qu'ils sont partis à la hâte. Au reste ils ne doivent pas être nombreux, probablement une dizaine d'hommes, en patrouille. Je laisse deux soldats en sentinelles et redescends vers le gros de la troupe.

Notre capitaine décide de passer la nuit où nous sommes. Les chevaux bientôt dessellés sont attachés en rond les uns aux autres, les sentinelles sont placées. Bientôt les hommes dorment paisiblement enroulés dans leurs couvertures, la tête protégée contre le vent par leurs selles, dressées en paravent, leurs bandoulières leur servant d'oreillers.

Le lendemain, après quelques heures de chevauchée, nous arrivons à une ferme allemande encore occupée par son propriétaire, qui se dit Hollandais. La maison d'habitation, grande et bien meublée, est remplie de petits enfants de toutes les couleurs et de tous les âges, le fermier ayant sept femmes nègres ! Les abords de la ferme ont été défrichés et sont maintenant cultivés ; le bétail et les moutons sont splendides. Nous avons grand-peine à abreuver nos chevaux, le seul puits que nous trouvons ne nous fournit que de l'eau chaude et un peu sulfureuse. Les chevaux refusent de boire même l'eau que nous laissons refroidir dans des auges.

Nous repartons vers le soir avec des bêtes assoiffées ; il gèle à pierre fendre et il n'y a pas de lune. La route s'est élargie et nous pouvons cheminer deux de front. Nous arrivons, au milieu de la nuit, à une clairière où nous campons de notre mieux parmi les buissons. Défense a été faite d'allumer des feux, et comme il fait trop froid pour dormir, nous passons quelques heures à nous promener de ci de là, tâchant de réchauffer nos pieds gelés. Enfin, nous nous remettons en selle et partons dans la nuit noire. Pendant plus de deux heures nous chevauchons, les mains au fond de nos poches, les rênes entre les dents. Nous nous trouvons, à l'aube, près d'un petit village nègre où nous faisons halte quelques minutes. Plusieurs en profitent pour acheter du lait et des œufs. Mais, avant qu'il soit possible d'allumer un feu, il faut se remettre en route.

A midi, la température a complètement changé, grâce à un soleil tropical. Pouvant à peine respirer tant la chaleur est étouffante, nous atteignons une nouvelle ferme qui vient d'être abandonnée. L'ennemi y avait creusé des tranchées et bâti des fortifications, uniquement pour les abandonner à notre approche.

Les chevaux abreuvés à un puits, au moyen d'une pompe à main, les hommes se dirigent vers la ferme d'où ils reviennent chargés de tout au monde : du maïs pour les chevaux, du pain et du fromage pour eux-mêmes, de vieux habits et de vieilles couvertures que nous déchirons en bandes et dont nous entourons nos étriers pour lutter contre le froid de pieds si pénible pendant les chevauchées de nuit.

Après quelques heures de repos, nous continuons notre route. Cette fois, mon escadron sert d'escorte à une batterie d'artillerie ; c'est une corvée fort ennuyeuse. Nous

suivons une route assez large, mais sablonneuse ; la poussière est atroce ; à tout moment nous devons prêter main forte aux artilleurs pour tirer leurs canons enfoncés jusqu'aux essieux dans le sable. Les mulets qui tirent les pièces et les caissons sont épuisés. Grâce à notre lenteur, il fait presque nuit quand nous arrivons à la ferme d'Ombarasao. Nous campons là deux jours, près du lit desséché d'une rivière.

Ces rivières n'ont d'eau que pendant la saison des pluies, en été, soit quelques semaines seulement chaque année. Nous sommes en hiver, comme le prouve la froideur des nuits que ne change en rien la chaleur du soleil. Ce passage continu d'un froid atroce à une chaleur tropicale est fort pénible pour hommes et chevaux.

Le lendemain de notre arrivée nous questionnons les nègres qui habitent là ; mais la plupart parlent une langue à laquelle nous ne comprenons rien, si ce n'est le mot « n'yama » qui revient sans cesse. Cela veut dire : viande. C'est un mot employé aussi par les Zoulous, dont plusieurs d'entre nous connaissent le dialecte. Enfin, nous découvrons un nègre vêtu d'un vieil habit de drap vert et coiffé d'un petit chapeau tyrolien. Il prétend me parler en allemand et me raconte toute une histoire fort compliquée dans un langage tellement extraordinaire que je ne retire presque rien de notre conversation.

J'ai pourtant compris qu'il y a une source d'eau chaude au milieu de la rivière, on n'a qu'à creuser à une petite profondeur pour l'atteindre. J'envoie mon nègre germanisé chercher une bêche et le mets à l'ouvrage ; après quelques minutes de travail, l'eau commence à filtrer au travers du sable. J'y plonge ma main pour la retirer aussitôt ; l'eau est bouillante ! Nous nous hâtons de creuser des trous profonds dans le sable et prenons bien-

tôt des bains efficaces et reposants, dans nos baignoires improvisées. La nouvelle de notre découverte s'étant vite répandue, tout le régiment y accourt. Du colonel au plus petit troupier, tous se plongent à l'envi dans une grande piscine creusée en un instant par cent mains empressées.

Après avoir passé là deux journées tranquilles, nous occupant à nettoyer nos fusils et notre sellerie, mon escadron part en patrouille, à quatre heures du matin. Nous avançons à la file indienne, à travers la brousse épineuse. Quelques heures après notre départ, nous faisons halte : l'avant-garde a découvert une ferme au milieu des buissons. Le propriétaire, âgé d'une trentaine d'années, arrive, pâle d'épouvante, nous assurant qu'il est un homme pacifique, etc. Notre capitaine prend les précautions nécessaires, nous avançons et mettons pied à terre autour de la ferme. Nos officiers et quelques hommes pénètrent dans la maison, où ils trouvent une femme et une petite fille cachées dans une armoire.

Elles poussent des cris d'horreur et demandent grâce ! On leur explique que nous faisons la guerre aux soldats armés et non pas aux civils, surtout pas aux femmes. Cela a l'air de les étonner. Leur intelligence teutonique a peine à comprendre nos idées. Elles s'attendaient, pour le moins, à être coupées en morceaux sous les yeux de leur père et époux crucifié !

Ces braves gens rassurés, nous repartons et atteignons dans l'après-midi notre but, une petite ferme abandonnée depuis peu par les troupes ennemies. Il y a de l'eau partout, on dirait que les auges ont été préparées pour nous ; mais nous recevons l'ordre de ne pas nous y fier : les Allemands n'ont-ils pas empoisonné des puits avec de l'arsenic et même avec des bacilles du choléra et d'autres maladies ignobles ?

Les nègres qui se trouvent là nous reçoivent comme leurs sauveurs, cela se comprend : nous venons de voir quatre des leurs pendus aux arbres par du fil de fer. Ils nous assurent que l'eau est bonne et qu'ils l'ont eux-mêmes puisée pour nous et nos chevaux. Afin de nous persuader, ils se mettent à boire à même les auges, en face de nous. Rassurés, nous abreuons nos montures et nous nous reposons quelques heures ; puis nous repartons pour rejoindre notre régiment.

Tout à coup, nous entendons un coup de fusil suivi de plusieurs autres : nous faisons halte. Un soldat allemand vient de tirer à bout portant sur notre avant-garde, du reste sans toucher personne. Il a été aussitôt criblé de nos balles ; des recherches dans les buissons amènent la découverte de deux autres soldats qui disent s'être perdus, ce qui expliquerait leur présence ici.

Notre capitaine se décide à bivouaquer où nous sommes et je suis envoyé avec dix hommes de piquet au carrefour de deux sentiers, à quelques centaines de mètres de distance du bivouac. La nuit se passe sans alerte et le lendemain, partis dès l'aube, nous nous retrouvons avant midi à Ombarasao.

Le soir même nous remontons en selle pour de longues heures. Vers minuit, nous descendons de cheval pour prendre un peu de repos, puis une nouvelle chevauchée nous amène à une ferme encore, où nous passons la journée et une partie de la nuit. Avant le jour, l'ordre est donné de partir pour nous emparer d'une chaîne de collines occupée par l'ennemi, à quelques kilomètres de distance. Toute la brigade est là, avançant en silence. Au moment de faire halte, nous percevons des coups de fusil dans le lointain. On tire sur nos éclaireurs ! Nous attendons près d'une heure dans la nuit, nos chevaux

affamés broutant les quelques tiges d'herbe rare qui croissent entre les arbrisseaux. Enfin, l'ordre est donné d'avancer en ordre dispersé, et nous marchons, longtemps, dans la nuit, au milieu des buissons et des pierres.

Soudain, le ciel blanchit; c'est l'aube. Nous nous élançons au galop pour arriver au pied de la colline, où nous devons laisser nos chevaux pour monter à l'assaut baïonnette au canon. Mais à peine sommes-nous lancés que nous apprenons le départ de l'ennemi. Suivant son habitude, il s'est enfui à notre approche.

Nous faisons quelques kilomètres au galop, à sa poursuite, mais nous devons bientôt nous arrêter dans la crainte de tuer nos chevaux qui sont fatigués et mal nourris; les leurs sont frais. Nous faisons halte quelques minutes pour laisser souffler nos montures, près d'une gare de chemin de fer, tandis que nos avions passent et repassent au-dessus de nous, épiant la retraite des Allemands. Puis la colonne reprend sa marche, qui nous amène, vers deux heures, à une grande ferme où se trouve un bon nombre de femmes allemandes, à qui nous achetons du lait, des œufs et du beurre.

Une heure environ s'est écoulée, lorsque je reçois l'ordre de faire amener les chevaux de mon peloton qui broutent paisiblement et de les faire abreuver. Ils arrivent, conduits par leurs gardes, mais le mien n'y est pas. Les gardes ne savent ce qu'il est devenu; furieux, je me mets moi-même à sa recherche, tandis que mes hommes vont à l'abreuvoir. Après plus d'une heure de recherches difficiles parmi les buissons où campe la brigade entière, je le retrouve attaché à un arbre, la crinière tondue, la queue coupée, son pied blanc peinturluré, on ne sait trop comment. Une vive altercation se produit aussitôt entre un sergent d'artillerie qui se dit propriétaire de ma

bête et moi-même. Je le menace des châtiments les plus horribles pour vol, puis je détache mon cheval et me retire tranquillement, malgré sa rage. Je retrouve rapidement mes hommes, qui m'apprennent qu'un des leurs vient de tomber évanoui et a été emmené à l'ambulance. Cela ne m'étonne guère, nous sommes abrutis de fatigue, nous n'avons presque pas dormi les deux nuits précédentes, grâce au froid.

Ce soir-là nous arrivons à une ferme au pied d'une colline qui nous cache aux yeux de l'ennemi, ce qui nous permet de laisser nos feux brûler toute la nuit tandis que nous dormons profondément, les pieds à la flamme. Le lendemain, nous repartons, de bonne heure et après toute une journée passée en selle nous campons à la belle étoile à quelque distance de la ville de Yokahanda, que nous devons prendre le lendemain.

Je suis fort inquiet de mon cheval qui n'a pas été abreuvé, hier, en même temps que ses compagnons, grâce à sa disparition momentanée. Voilà près de quarante-huit heures qu'il n'a avalé une goutte d'eau.

Avant l'aube, mon peloton part en avant-garde, pour trouver la ville dépourvue de défenseurs. Nous y faisons une entrée triomphale au milieu des hourrahs d'une cinquantaine d'Anglais et de Boers massés sur la plus grande place de la ville, autour de l'*Union Jack* qu'ils hissent tandis que nous passons au galop pour aller prendre possession des puits. Ces hommes, vivant dans le pays au commencement de la guerre, y ont été internés pendant de longs mois, soumis à une discipline de fer et si pauvrement nourris qu'ils sont presque mourants de faim. Nous trouvons les puits dans un triste état, — les Allemands y ont jeté des pierres et les pompes sont détruites. Après quelques heures de travail tout est pour-

tant remis en ordre et nous commençons à abreuver nos chevaux ; nous puisons l'eau au moyen de nos musettes, attachées à nos rênes.

Mon cheval est devenu complètement fou de soif, on peut à peine l'approcher. J'arrive, non sans danger, à le détacher de l'arbre où je l'avais attaché à mon arrivée, mais il m'échappe aussitôt, me jetant par terre. Je le vois partir à un galop endiablé dans la direction des auges que quelques soldats ont remplies pour leurs chevaux. Il charge au milieu d'eux, renversant hommes et bêtes, et se précipite vers l'eau qu'il sent à distance ; puis abattu sur ses genoux, pour être plus près de l'auge basse, il boit et boit encore comme jamais je n'ai vu boire un cheval. Une fois désaltéré, il se relève, entend ma voix qui l'appelle et arrive au trot pour en prendre quelques grains d'avoine que j'ai découverts pour lui dans un hangar abandonné.

Nous ne passons que quelques heures à Yokahanda où je suis fort occupé à équiper quatre hommes, anciens *Tommies* anglais qui se trouvaient parmi les internés de tout à l'heure, et qui se sont empressés de s'engager. Comme nous n'avons pas de chevaux de réserve, je prends mes recrues à part et leur explique qu'ils sont censés se procurer eux-mêmes leurs montures, que nous partons à cinq heures et qu'ils ont le temps d'en trouver d'ici là. J'accompagne mon discours d'un petit cliignement d'œil. Ils me comprennent fort bien et sont bientôt de retour, amenant chacun un cheval habilement soustrait à l'effectif de quelque régiment. Ils se mettent aussitôt à changer complètement l'aspect de leur monture au moyen des petits trucs connus des soldats.

A cinq heures nous sommes prêts, nous retraversons la ville, où de grosses Allemandes répondent par des

grossièretés aux plaisanteries bien innocentes de nos hommes. La lune brille bientôt, mais la poussière est tellement épaisse qu'on voit à peine les oreilles de son cheval devant soi. Après quatre ou cinq heures de chevauchée, nous arrivons, à moitié suffoqués, à Otjimangoro où nous faisons halte. A peine prêt pour la nuit, mon peloton reçoit l'ordre d'aller, à quelque distance, garder une usine dont les moteurs devront travailler toute la nuit à pomper de l'eau pour les mulets du parc, qui arriveront demain.

Je passe une nuit presque sans sommeil. Notre lieutenant, dans un état d'excitation sans nom, attendant à tout moment d'être attaqué, m'envoie toutes les demi-heures faire le tour des sentinelles. Mais d'Allemands pas traces. Le jour reparait et je passe la plus grande partie de la matinée à dormir ; je me réveille pourtant vers midi aux cris d'un cochon de lait que mes hommes poursuivent baïonnette au canon et ont bientôt rattrapé.

Dans l'après-midi, je pars chasser avec une de mes nouvelles recrues, grand chasseur devant l'Eternel. Nous sommes de retour après peu de temps, rapportant quelques pièces de gibier. Nous avons rencontré, en route, bon nombre d'énormes koudoos, et des gazelles de tous genres ; mais nous nous sommes contentés de tirer sur quelques petits « steinbocks », qui sont légers à porter. Le reste du régiment nous rejoint à la nuit tombante, et nous partons. Pendant quelques jours nous irons ainsi, chevauchant la nuit, à marches forcées, nous reposant plus ou moins pendant la journée, occupés à soigner nos chevaux et à cuire des morceaux de bœufs, tués au jour le jour, qui composent notre seule nourriture.

Il n'y a pour ainsi dire point d'eau, les puits des fermes que nous rencontrons ont été comblés par les

Allemands; nous vivons d'une tasse de café par jour, nos chevaux ne boivent que toutes les quarante-huit heures, et encore ! Enfin nous arrivons, dans l'après-midi, à la petite ville d'Okaputa. Nous travaillons jusqu'à deux heures du matin à réparer une pompe que l'ennemi a en partie détruite. Comme nous avons perdu plusieurs chevaux dans notre dernière marche, par suite du manque de fourrage et d'eau, nous sommes obligés de nous reposer pendant trois jours. Nous pouvons enfin nous baigner, ce que nous n'avons fait depuis deux semaines.

Les nègres qui pullulent aux alentours d'Okaputa nous apprennent, à notre grande joie, que les montures des Allemands sont en fort mauvais état, et que les bœufs qui tirent une partie de leur artillerie meurent comme des mouches, ce qui nous fait entrevoir, dans un avenir très rapproché, la fin de notre expédition. Bientôt le bruit court que nous allons, sous peu, livrer bataille ; les Allemands ne sont pas loin. Leurs chevaux sont finis ; les pauvres bêtes, chargées de tout l'équipement allemand, qui pèse trois fois plus que le nôtre, ne peuvent plus résister à notre poursuite.

Nous partons donc, remplis d'espoir, au milieu des broussailles et des grands arbres. La route que nous suivons est pleine de pierres, de troncs d'arbres et de racines ; les chevaux tombent avec leurs cavaliers au cliquetis des étriers, des gamelles ou des fusils. On ne voit pas à un mètre devant soi, malgré le clair de lune. La poussière épaisse nous empêche d'apercevoir les branches qui barrent notre route, nous risquons à chaque instant de nous crever les yeux aux épines qui nous déchirent la figure.

Pourtant nous allons vite, faisant continuellement des temps de galop entrecoupés d'un amble rapide. Il y a des heures que nous avançons ainsi. Nos chevaux, mal

nourris depuis longtemps et pas assez reposés de leurs marches forcées, sont presque fourbus. Les chutes deviennent de plus en plus fréquentes, on entrevoit, de temps en temps, des hommes assis au bord de la route, leur monture à côté d'eux, la tête basse, les jambes tremblantes. D'autres, parmi les pauvres bêtes, sont étendues agonisantes. Elles ont été jusqu'au bout de leur force et maintenant elles attendent la mort, lente à venir. On ne peut pas les achever : il est défendu de tirer, pour ne pas donner l'éveil à l'ennemi. Enfin, à minuit, nous faisons halte après neuf heures de chevauchée interrompues seulement par quelques petits arrêts de cinq minutes.

De nouveau le froid nous tient éveillés, puis enfin, la fatigue l'emportant, je m'endors. Mais, à deux heures du matin déjà, la sentinelle me secoue ; l'ordre vient d'être donné de se mettre en selle. Cette fois nous ne suivons plus la route, mon régiment tout entier s'avance au milieu des buissons. La lune s'est couchée, il fait nuit noire, les chevaux se faufilent de leur mieux, entre les arbres, tâchant d'éviter les épines qui déchirent leurs flancs. A peu près une heure avant l'aube, on nous ordonne d'avancer en ordre dispersé. La manœuvre est fort difficile : on ne voit rien. Mon peloton est dans un état de désordre complet, je passe mon temps à galoper dans la nuit, rassemblant les traînants, exhortant mes hommes à garder leurs places et à ne pas se laisser dépasser, de crainte de rester ainsi en arrière. Au lever du soleil nous faisons halte pendant un instant, mon lieutenant manque avec une bonne partie du peloton : ils ont dû se perdre dans la nuit.

Tout à coup le canon commence à gronder ; le bruit sec des « pom-poms » qui éclatent accompagne le bruit sourd des grosses pièces. Notre artillerie a ouvert

le feu contre Otavi, blotti, à quelques kilomètres de distance, au pied d'une colline. Enfin le lieutenant et les hommes manquants nous rejoignent. Il fait jour maintenant ; nous traversons une espèce de forêt vierge hérissée d'épines de tous genres : il y en a de longues, pointues comme des aiguilles, d'autres recourbées comme des hameçons. Notre aile gauche est sur la ligne du chemin de fer qui nous emmène de plus en plus vers l'ouest. Le canon gronde sans arrêt. Nous traversons bientôt une clairière d'où nous pouvons voir le sommet de la colline qui domine Otavi, les convois allemands y passent en pleine retraite. Nos obus soulèvent des nuages de poussière autour d'eux, nos shrapnels éclatent sur leurs têtes.

Nous nous éloignons de plus en plus de la colline, avançant toujours parallèlement à la ligne du chemin de fer. Le capitaine envoie, pour prendre les ordres du colonel, mon caporal. Ce jeune Anglais est mon meilleur ami au civil, mon bras droit au peloton. Notre chef est sans doute inquiet, son escadron s'écartant toujours plus du reste du régiment. Nous ne sommes que soixante-dix, ayant laissé en arrière, depuis notre départ de Newbrun, une quarantaine d'hommes, malades ou démontés. Enfin nous recevons des ordres : nous devons prendre position à la gare d'Otavi, distante de quelques kilomètres du petit village du même nom. Nous attendrons là de nouvelles instructions. L'escadron y arrive bientôt pour ne trouver que des femmes et un vieil Allemand, tenancier d'un des deux hôtels qui avoisinent la gare.

Nous mettons pied à terre. Il est près de midi, nous n'avons rien pris depuis notre départ d'Okaputa. Malheureusement l'eau manque et nous ne pouvons abreuver nos chevaux. Nous nous rendons aussitôt dans

les hôtels, mais il n'y a rien ou presque rien à manger : les Allemands ont trop bien caché leurs provisions. Il n'y a que de la bière, en abondance, qui produit quelques ravages dans les estomacs vides de nos hommes. Du reste nous ne nous arrêtons que quelques minutes. Un courrier arrive subitement au galop ; il parle au capitaine, nous repartons.

Envoyé en avant-garde, je gravis le côté ouest de la colline. Nous rencontrons bientôt quelques hommes d'un des régiments de notre brigade. Ils sont démontés, leurs chevaux ayant été tués. L'un d'eux, un tout jeune garçon, presque un enfant, pleure, la main droite complètement déchirée par un éclat d'obus. L'ennemi, disent-ils, est loin maintenant. Nous les quittons et arrivons en peu de temps à la route que les Allemands ont prise dans leur fuite et nous la suivons sur une centaine de mètres.

Nous trouvons alors un fourgon allemand arrêté au milieu du chemin : deux mulets seulement des dix qui le tiraient sont encore en vie. Un de nos obus a éclaté au milieu d'eux, traversant d'abord de part en part le soldat qui les conduisait. Il est là, par terre, le ventre ouvert. Ses entrailles encore palpitantes sont répandues autour de lui. Arrêté devant ce cadavre qu'il considère le sourire aux lèvres, un de mes hommes, un peu gris, s'écrie : « Eh bien ! voilà le spectacle le plus charmant que j'aie jamais vu ! » Nous éclatons tous de rire ; nous comprenons fort bien son raisonnement, sans penser tout à fait comme lui. Il y a si longtemps que nous poursuivons nos ennemis sans résultat : ça lui fait plaisir de voir qu'il y en a tout de même un de moins qu'au commencement.

Nous nous retournons vite vers le char sur lequel sont empilées des caisses de tout genre que nous com-

mençons promptement à décharger. Mais une patrouille d'un autre régiment, plus nombreuse que la mienne, étant arrivée, une bagarre s'ensuit ; nous faisons de notre mieux pour défendre le peu de nourriture que nous avons trouvé. Les caisses contiennent pour la plupart des bouteilles de bière ou de rhum. Malgré notre petit nombre nous tenons bon ; malheureusement les coups de poing ont commencé à faire place à des coups de crosse et quelques hommes sont assez mal arrangés.

Enfin le capitaine arrive, sauvant la situation. La bagarre s'est arrêtée comme par enchantement. En vieux soldat qui en a vu bien d'autres, notre chef fait semblant de ne rien remarquer et interroge nos antagonistes de tout à l'heure. Ceux-ci nous étaient envoyés avec des ordres de l'état-major ; nous faisons volte-face et redescendons dans la direction d'Otavi, non sans emporter les boîtes de conserves et le jambon, prix des yeux pochés et des lèvres enflées de mes hommes. Ce fut d'ailleurs le seul engagement auquel nous primes vraiment part !

Une fois arrivés au village, nous bivouaquons : nos chevaux mourants de soif trouvent là de l'eau de source en abondance. Otavi se compose de quelques maisons de ferme, d'une église, de deux ou trois habitations, de quelques hôtels et d'anciennes baraques allemandes. Nous apprenons le lendemain que le major Francke, commandant en chef des troupes ennemies, vient d'envoyer des parlementaires ; il est cerné de tous côtés. Un armistice est accordé pendant lequel nous vivons calmement à l'abri des grands arbres.

Ma tranquillité, pourtant, est troublée par la grande inquiétude que j'éprouve à l'endroit de mon caporal qui n'a point reparu depuis qu'il a été envoyé en estafette.

Son fusil, brisé, a été retrouvé près d'Otavi : il est donc probablement prisonnier. J'interroge quelques soldats allemands pris par nos troupes à Otavi, et qui me déclarent avoir vu parmi leurs prisonniers un homme répondant à la description que je leur fais de mon ami.

Ces affirmations me rassurent quelque peu.

Mes hommes, eux, seraient parfaitement heureux si nous avions des rations convenables : il y a plusieurs jours que nous vivons de viande et de farine de maïs seulement. Nos convois ont peine à arriver et la ligne n'est pas encore en état d'exploitation. Enfin, après quatre ou cinq jours, nous apprenons que la paix vient d'être signée par Francke, ivre, selon son habitude. Au dire de ses hommes, qui n'ont point l'air de l'adorer, le commandant allemand n'a jamais été vu de sang-froid depuis le commencement de la guerre. Cela explique peut-être la manière peu glorieuse dont les Allemands se rendent sans avoir même livré une bataille finale, ne fût-ce que pour sauver leur réputation. Il est vrai qu'ils étaient beaucoup moins nombreux que nous et avaient perdu quatre-vingts hommes pendant leur retraite d'Otavi, sous le feu de nos canons. Leur intention, je crois, était bien de résister quelque temps à Otavi, mais notre arrivée inattendue, grâce à notre marche forcée, les a pris complètement au dépourvu, avant qu'ils aient eu le temps de se fortifier.

Un trait curieux de notre campagne, c'est la manière extraordinaire dont l'armée de Botha a échappé aux nombreuses mines que les Allemands avaient posées sur notre route d'un bout du pays à l'autre. Entre Riet et Newbrun un soldat allemand avait offert ses services à notre général et montré à nos éclaireurs l'emplacement de toutes les mines qu'il avait lui-même contribué à

placer. Elles étaient d'une simplicité extraordinaire et tout à fait invisibles, faites de vieux bouts de tuyaux à gaz et de boîtes en fer-blanc, remplies de dynamite et de nitro-glycérine.

Après notre départ de Newbrun, où notre guide nous abandonna, l'armée ne rencontra que deux mines qui éclatèrent, tuant, l'une un nègre et deux mulets, l'autre un soldat qui fut projeté, avec son cheval, à vingt mètres dans les airs. Un troisième soldat fut blessé. Notre artillerie échappa d'une façon merveilleuse à la dernière mine allemande, près d'Otavi. Nos canons suivaient la route, lorsque, arrivés à quelques mètres de la zone dangereuse ils sortirent, par erreur, du chemin mal marqué et avancèrent au travers des buissons pour reprendre la route plus loin. Ce ne fut qu'après l'occupation d'Otavi par nos troupes qu'un nègre apprit l'existence de cette mine à notre état-major. Une patrouille aussitôt envoyée découvrit deux soldats allemands cachés dans la brousse. Ils pouvaient de là, au moyen d'un bouton électrique, produire une explosion formidable.

En effet, la mine que nos hommes firent sauter ouvrit la route de fond en comble sur une longueur de deux cents mètres ! Les Allemands n'auraient eu qu'à attendre le moment où notre artillerie serait sur l'emplacement voulu pour détruire d'un seul coup tous nos canons, ce qui nous eût rendu l'occupation d'Otavi tout à fait impossible.

Mais la grande erreur des Allemands fut de croire que les troupes coloniales du sud de l'Afrique étaient aussi peu industrieuses que les leurs. Ils avaient cru qu'en détruisant des ponts de chemins de fer, et en ne laissant que quelques puits intacts, ils arrêteraient complètement nos progrès. Ils ne savaient pas que nos che-

vaux pourraient vivre pendant des semaines uniquement d'herbe, et supporteraient de n'être abreuvés que toutes les vingt-quatre heures. Mais rien n'égale l'endurance des ponies sud-africains ; nous-mêmes, qui les connaissons, avons été souvent étonnés et pris d'une admiration sans bornes pour nos montures. Maigres, affamées, assoiffées, éreintées, elles allaient toujours. La mort seule peut arrêter leur marche. Lorsque ces chevaux sont à bout de force, leurs jambes musclées se raidissent, leur œil angoissé devient trouble, un souffle rauque sort de leurs naseaux desséchés, puis c'est fini !

Toutes les fois que j'ai vu mourir un cheval ainsi, j'ai eu l'impression d'avoir assisté à quelque chose de grand et de profondément émouvant. Combien peu d'hommes pourraient supporter les douleurs horribles par lesquelles ces pauvres bêtes doivent passer en accomplissant ainsi leur devoir jusqu'à la fin suprême !

Mais, heureusement, je n'assistai pas souvent à de tels spectacles. La plupart de nos chevaux étaient trop robustes pour mourir si vite.

La paix fut signée un matin à deux heures. A six heures du soir, nous étions en selle prêts à rentrer chez nous. Des troupes régulières, arrivées quelques jours après nous, allaient s'occuper des prisonniers. Notre retour fut des plus pénibles. De six heures à minuit nous sommes en selle, de minuit à quatre heures du matin nous nous reposons pour repartir et chevaucher jusque vers midi ; puis, nouveau repos jusqu'à six heures du soir. Et cela jour après jour pendant plus de deux semaines. Nous ne recevons pour ainsi dire point de rations, jusqu'à notre arrivée à Kalkveldt, à plusieurs jours de marche d'Otavi. Par bonheur nous ne souffrons pas du

manque d'eau. Nos pionniers, qui ont suivi l'armée d'étape en étape, lors de sa marche en avant, ont réparé puits et pompes et nous pouvons abreuver nos chevaux deux fois par jour. Maintenant qu'on peut allumer des feux pendant la nuit, nous souffrons aussi beaucoup moins du froid.

A Kalkveldt nous trouvons un camp de ravitaillement, fort bien établi, et nous recevons des rations tout à fait convenables, avec du fourrage en abondance. Nous y restons deux jours, confortablement installés au pied d'arbres géants. Deux ou trois hommes, dont les chevaux sont trop faibles pour entreprendre les quelque deux cents milles qui nous séparent d'Usakos, partent en chemin de fer, laissant leurs montures dans l'excellent dépôt de remonte de Kalkveldt. Le reste de l'armée atteint Omavuru après quelques jours de marche.

Pendant quarante-huit heures la petite ville est en ébullition. Tous les Allemands vaincus qui l'habitent sont devenus charmants, désirant conclure de bonnes affaires avec nous. Ils nous vendent du tabac et des cigarettes à prix d'or, sans songer qu'à notre place ils s'en empareraient de force, ce que du reste nous pourrions faire sans difficulté, si nous étions, comme d'autres, des brigands de grand chemin et non pas des soldats !

A part quelques cas aussi fâcheux que rares, l'armée du général Botha se conduisit toujours admirablement en pays conquis.

Les femmes et les enfants furent non seulement respectés, mais encore, en bien des occasions, nourris par nos hommes, qui certes n'avaient pas de superflu ! Et pourtant, la plupart de ces hommes peu cultivés, quelques-uns illettrés même, auraient été considérés en Allemagne comme des sauvages ! Après les avoir vus, rudes

entre eux et sans merci pour l'ennemi en armes, mais parfaits *gentlemen* envers tous les faibles, on se demande si la civilisation telle que la veulent certains peuples de l'Europe serait un bien !

Le lendemain de notre arrivée, j'ai le grand plaisir de revoir mon ami qui arrive de Tsumeb, où il a été relâché par les Allemands, une fois la paix signée. Il voyage en chemin de fer, nous le retrouverons à Usakos, dans deux jours. Il n'a pas l'air d'avoir souffert de ses quelques jours de captivité, et ne se plaint pas trop des Allemands qui, dit-il, ne l'ont pas maltraité.

Deux jours plus tard nous entrons à Usakos, dans la soirée. Le lendemain, nos chevaux ayant été laissés au dépôt de remonte, le train nous emmène dans la direction de Walfish-Bay où un paquebot nous attend. Notre armée présente un aspect peu élégant, nous sommes tous en loques, rien n'a pu résister aux épines de l'Ouest africain. Le train s'ébranle au milieu d'une fusillade effrénée : nos hommes, fous de joie à l'idée du retour, déchargent leurs fusils dans les airs, s'occupant fort peu de savoir où leurs balles iront toucher. Les officiers, furieux, rétablissent bientôt l'ordre et pendant de longues heures nous roulons à travers le désert pour arriver à Walfish-Bay au milieu de la nuit. Il fait froid, mais nous y trouvons du café bouillant, préparé pour nous. Le jour venu, nous attendons sur la jetée de petits remorqueurs pour nous conduire au grand paquebot qui se balance, à l'ancre dans le golfe.

Nous sommes bientôt tous à bord. Notre vaisseau s'ébranle lentement et au bout de quelque temps les côtes de l'Ouest africain ne nous apparaissent plus que comme une ligne étroite et grise, à l'horizon. Nous nous trouvons très à l'étroit, étant des centaines de plus que

le maximum de places prévu pour notre paquebot. Par-dessus le marché la mer est mauvaise et la plupart des hommes sont fort malades. Ceux qui résistent jouissent de la nourriture bonne et abondante que nous recevons.

Après deux jours passés sur mer, nous débarquons au Cap, vêtus d'uniformes neufs qui nous ont été remis pendant notre traversée. Un train spécial nous attend au débarcadère ; nous ne faisons que changer de moyen de locomotion, sans nous arrêter à Capetown, où les habitants nous font une réception enthousiaste. Des dames et des jeunes filles distribuent aux soldats des fruits, des cigarettes et des journaux.

Quarante-huit heures de voyage nous amènent à Bloemfontein. Là, nouvelle réception, puis cortège en ville au son des fanfares. Après trois jours passés dans cette ville, à entendre des discours de tous les généraux possibles et imaginables (les Boers adorent les discours), nous sommes enfin licenciés, et pouvons reprendre le chemin de nos fermes, où nous allons préparer nos sillons en vue de la saison prochaine des semailles !

P. A. BRIDEL,

ex-sergent au 1^{er} régiment
5^{me} brigade.

LES LIVRES

LES ALPES BERNOISES. Illustrations par *Fréd. Boissonnas*, texte par *Eugène de la Harpe* avec la collaboration du *Dr H. Dübi*. — 1 vol. in-4°. Lausanne, Georges Bridel & C^{ie} éditeurs.

Dix-neuf mois de guerre écoulés n'ont pas encore habitué notre esprit à l'idée du massacre et nos yeux ne savent plus rien voir avec limpidité. Combien de fois cependant avons-nous éprouvé que seule la nature sait apporter un allègement à notre angoisse ? Quelques minutes d'oubli, je ne les ai vécues qu'en promenade et à feuilleter le bel ouvrage que voici. On ne dira jamais assez haut le mérite et le bienfait de tels livres. Les *Alpes valaisannes* jadis, les *Alpes bernoises* aujourd'hui, c'est sans doute la moindre des actualités et le cadet de nos soucis. Il n'en est pas moins vrai que, bien souvent, le soir, je reprends le dernier volume et chaque fois avec une reconnaissance infinie. Il y a donc encore un peu de recueillement et d'intimité possibles en présence de sites grandioses ou charmants; les fleurs

continuent à diaprer les pentes des monts, les glaciers à étinceler au fond des vallées bleues; il y a encore de vieux clochers naïfs, des toits de bardeaux, des torrents qui galopent à travers moraines et prairies ? Ce photographe genevois qui est un de nos grands artistes, Frédéric Boissonnas, sait encore à notre intention parcourir les sites les moins explorés de notre petit monde alpestre, au retour de l'Épire ou des Cyclades ? Mieux que cela, il a fait souche de continuateurs et de disciples. Ce livre fera date dans les annales de sa famille; deux de ses fils y ont collaboré. C'est la première fois, en effet, que MM. Henri et Edmond Boissonnas ont l'occasion de se montrer publiquement les émules et dignes élèves de leur père à qui nous demeurons redevables des grands hors-texte.

Je me rappelle l'enthousiasme

de Théophile Gautier aux toutes neuves applications de la photographie au paysage et notamment son merveilleux article sur les premières photographies du Mont-Blanc. Qu'eût-il dit de planches telles que celle, cristalline et nocturne, du *Bassin du lac d'Eschinen*, où le clair de lune hivernal lui-même semble avoir opéré au service de l'artiste ; tandis qu'au contraire certaine *Vallée de la Kander* présente l'un des aspects les plus subtils d'humidité, de brume saturée de rayons que puisse offrir la soudaineté d'un coup de théâtre que toute traduction non textuelle tendrait à rendre grossier. Autour d'une telle réussite et d'un si rare effet, enveloppé et moite, paraissent presque le pain quotidien des pages vraiment monumentales comme l'*Aar près du Grimsel*, où la ligne est si belle des roches nues au contour humide luisant à contre-jour ; ou comme la classique *Grande Scheidegg*, qui marque une fois de plus le triomphe du paysage d'hiver, ignoré voici vingt-cinq ans. Et il y a encore l'*Altels* renversé en arrière de son partiel écroulement ; il y a ce *Diemtigthal* qui est le poème du rayon dans les ombellifères au fond d'un ravin, le premier venu ; ce *Lac d'Eschinen* enfin où, contre les roches aux couches géologiques si net-

tement écrites, demeure suspendu un coquin de petit nuage qui, à lui seul, est tout grâce, pittoresque et poésie.... Il serait injuste du reste de ne s'arrêter qu'aux hors-texte ; telles vignettes qui au cours des pages gardent l'allure courante de l'excursion, de ses rencontres et de ses hasards, pour ne pas bénéficier de la présentation isolée n'en sont pas moins saisissantes et inoubliables : les trois jeunes gens consultant la carte au sommet du Wildstrubel ; l'hospice du Grimsel sous le « tambour » géant de son roc d'un seul tenant ; le bouc de profil sur le talus où tremblotent de petites plantes alpestres ; la série des épisodes avec figures du trajet de Grindelwald à Rosenlaui par le pavillon Dollfuss ; ou, dans une autre donnée, tout aimable et pleine de la gentillesse de la vie campagnarde bernoise d'autrefois, la cure d'Æschi, le clocher de Diemtigen, le cœur de Sigriswyl, tout autant d'images souriantes et fleuries, en contraste avec l'aspect de dégel antipathique de la Lenk, au clocher neuf sans bonhomie.

Le texte qui incombait à M. Eugène de la Harpe, dont on sait les mérites d'alpiniste écrivain, devait embrasser une telle variété de sites, un tel enchevêtrement topographique, un monde en soi, d'une telle complication sous

quel angle qu'on se prit à l'observer, que le moindre éloge qu'on puisse lui décerner n'est pas qu'il vaille avant tout par sa grande clarté et une savante répartition. Sa belle conviction spiritualiste et tant de pages empreintes de la poésie de lieux charmants ne viennent qu'en second. Intermédiaire entre le récit de course — de nombreuses courses à entre-mêler — et la description objective d'une région après l'autre du massif oberlandais ; ni itinéraire, ni guide ; ni « voyage en zig-zag » ; ni monographie ; mais un peu tout cela à la fois. C'est dire le plus que de constater que l'auteur n'a pas été inférieur à sa tâche et que son travail se lit avec agrément. On y revient avec d'autant plus d'intérêt qu'il contient bon nombre de faits d'histoire, d'étymologie ou de folk-lore longs et difficiles à rechercher ailleurs.

A ce point de vue, les deux chapitres réservés au Dr H. Dübi, rédacteur de l'*Annuaire du Club alpin suisse* sont particulière-

ment remarquables. Le savant et le spécialiste stricts arrivent à y condenser le maximum de renseignements sur l'*Oberhasli* et la *Vallée de Gastern* sans la moindre fatigue pour le lecteur comme sans détriment aucun de la tenue pittoresque et littéraire de l'ensemble.

Il est un quatrième auteur de ce beau livre à féliciter, c'est l'éditeur. MM. Georges Bridel & C^{ie} sont coutumiers de pareilles initiatives. Ce n'est pas d'hier que le nom de leur maison reste attaché à quelques-unes des œuvres qui honorent le plus la librairie romande. Et les *Alpes bernoises* après les *Alpes valaisannes*, les *Vaudaises*, les *Fribourgeoises*, ne peuvent qu'augmenter le bon renom de ce qui se fait chez nous dans le domaine du livre. La Société anonyme des Arts graphiques à Genève, les Imprimeries Réunies de Lausanne ont, comme de juste, droit à leur part d'éloges.

WILLIAM RITTER.

LES CHEFS-D'ŒUVRE DU RÉPERTOIRE, par Edouard Combe. — 1 vol. in-16. Lausanne, Payot & C^{ie}.

Voici un ouvrage qui va droit au but. Pour l'agrément des amateurs du théâtre lyrique et pour la facilité de leurs recherches, parfois vaines ou difficiles hors

des grandes villes, M. Edouard Combe a pris la peine d'analyser les livrets de cent soixante-huit opéras, opéras-comiques et opérettes qu'il juge être les plus ap-

précisés du public contemporain. Et il présente ces résumés simplement, sans commentaires; une courte notice biographique du compositeur de la musique, cependant, précède chacun des chapitres. Ce livre constitue une annexe aux dictionnaires de la musique. Il fallait de la part de l'auteur, comme de l'éditeur, une audace très appréciable pour entreprendre un travail pareil. Malgré les critiques que l'on pourra et devra faire, ce livre est un point de départ sérieux et je souhaite que, sans hésiter, auteur et éditeurs considèrent déjà l'apparition d'une très prochaine édition. Car un ouvrage de ce genre (M. Combe le dit lui-même dans sa préface) doit être constamment mis au point, et il ne vaut que par la précision de ses renseignements. Or, le répertoire est chose changeante et le titre même de ce volume serait plus exact si, au lieu de *Chefs-d'œuvre du répertoire*, il s'intitulait les *Réalités du répertoire*. Car M. Edouard Combe ne considère sûrement pas comme chefs-d'œuvre les cent soixante-huit partitions dont il analyse l'action dramatique. Si dans ce nombre je note quelques chefs-d'œuvre réels, beaucoup d'œuvres aimables éphémères très louables,

combien s'y trouve-t-il d'élucubrations des pires mentalités musicales que le goût abominable de certain public a consacrées momentanément! Par ce fait, le volume de M. Combe sera pour l'avenir un document sur le goût de notre temps: mais les musicographes ne rendront-ils pas l'auteur responsable de cette étiquette de *chefs-d'œuvre*?

Je m'imaginerai facilement l'embarras de M. Combe lorsqu'il a commencé sa besogne: quel parti devait-il adopter? A quel moment un opéra appartient-il au *répertoire*?

Et d'autre part où s'arrêter dans la nomenclature des opéras et opérettes joués? Il y a là une limite à fixer; elle ne l'a pas été et c'est pourquoi on est étonné de trouver dans ce livre le nom de certains ouvrages dont le nombre de représentations égale à peine celui d'autres passés sous silence.

Si je soulève la discussion, c'est que je suis persuadé de l'utilité et de l'intérêt du livre de M. Edouard Combe. Avec ces quelques observations, j'adresse mes félicitations à l'auteur et à son éditeur. Leur initiative et leur persévérance seront récompensées sûrement.

G DORET.

CHRONIQUE ITALIENNE

Italie et Allemagne. — L'Italie est-elle prête pour la grande entreprise ?
— Main-d'œuvre italienne après la guerre. — Dans le domaine de la prophétie.

A peu près une année a passé depuis que l'Italie s'est lancée ouvertement dans la grande lutte. Je dis : ouvertement ; car, dès la fin d'août 1914, les hommes les plus avisés savaient et le peuple sentait que l'Italie ne pourrait se tenir à l'écart. Et la déclaration de neutralité (étayée, du reste, par les meilleurs arguments d'ordre juridique) fut, en substance, un acte préliminaire d'hostilité contre les empires centraux. Et les pourparlers diplomatiques qui se poursuivirent pendant neuf mois servirent de façon éclatante à déterminer les raisons du différend comme à préparer les armes et d'autres éléments de l'inévitable guerre. Une telle préparation put s'effectuer dans les meilleures conditions pendant un si bref laps de temps grâce au général Cadorna et à d'autres organisateurs admirables, et aussi grâce aux Allemands, qui connaissaient trop bien certaines choses italiennes, mais qui en connaissaient trop mal d'autres. Ils savaient trop bien jusqu'à quel point le gouvernement de M. Giolitti, désireux de s'attacher les faveurs populaires, avait laissé tomber en décadence et s'appauvrir la force militaire du pays. Ils connaissaient trop bien les idées du dictateur d'hier et son autorité sur le parlement. Mais ils connaissaient trop mal le véritable état d'âme de l'Italie, coupable peut-être de s'être laissé fausser pendant tant d'années et calomnier par ses hommes politiques les plus connus. Il fut facile d'interpréter la neutralité italienne comme un aveu de faiblesse et de peur. Il fut facile de dire que l'immense et ardent travail italien sur la frontière autrichienne était une habile simulation, digne de ces éternels comédiens que

sont les hommes du midi, à tel point que les usines allemandes ne cessèrent pas, pendant cette période d'attente, de livrer à l'Italie les pièces d'artillerie précédemment commandées, tant on était sûr que ces pièces serviraient tout au plus à une innocente mise en scène.... L'agitation sur les places publiques ? Simple incident rentrant dans le domaine des hydrants. — L'attitude des plus grands journaux ? Résultat de l'or français ou anglais. — Les conférences et les livres ? Bavardages d'intellectuels. — L'horreur et le dédain provoqués par le *Kriegsbrauch* et par l'application qui en fut faite en Belgique et sur les mers ? Rien de grave : *oderint dum metuant*... du moins tant que dure la guerre. En temps de guerre, on tient avant tout les hommes par l'argument de la peur, comme en temps de paix par l'argument de l'intérêt. L'amour ne vaut pas grand'chose en politique. On peut dire de l'amour ce que les socialistes d'une certaine époque disaient de la religion : qu'il est un fait relevant exclusivement de la conscience privée et individuelle.

Il est utile de rappeler les termes de ce raisonnement allemand si imparfait, car, sauf la rigidité et la rudesse, il correspond à une façon de penser répandue également dans d'autres nations. Les gens qui, par exemple, vivant en pays neutre, demanderaient pourquoi l'Italie n'a pas déclaré la guerre à l'Allemagne s'entendraient répondre par beaucoup de monde que cela se conçoit fort bien, que ce serait le comble de la témérité de se mettre sans aucune nécessité en lutte avec l'Allemagne, qu'il faut tenir compte des relations commerciales futures, etc, etc. Somme toute : la peur pour le moment, et l'intérêt pour après la guerre. Et il est probable qu'un jugement semblable se cache aussi sous les phrases plus ou moins déférentes de certains journaux français, anglais ou russes. Du reste, pendant ces derniers mois, même l'opinion de nombreux Italiens ne diffèrait guère des appréciations rapportées ci-dessus. Ces Italiens, effrayés et mortifiés, se demandaient : mais pourquoi donc ne déclarons-nous pas la guerre à l'Allemagne ? C'est donc vrai, ce que les ennemis disaient de notre faiblesse et de notre pauvreté ?

Il est curieux de constater combien certaines questions, parmi les plus simples et les moins embarrassées, paraissent obscures à première vue et demandent du temps et de la peine pour être appréciées à leur juste valeur. Aujourd'hui seulement on commence à saisir et à admettre que, dans cette absence de toute déclaration de guerre, ce n'est pas l'attitude de l'Italie, mais bien celle de l'Allemagne, qui est étrange et peu digne. Pourquoi l'Italie aurait-elle dû prendre l'initiative de la déclaration ? L'Allemagne n'avait pas — du moins en apparence — violé les traités de la Triple Alliance. Donc, en déclarant également la guerre à l'Allemagne, l'Italie aurait anihilé les raisons juridiques de sa guerre contre l'Autriche. D'autre part, tout en se refusant à ouvrir officiellement les hostilités, l'Italie ne s'est pas abstenue, comme on sait, d'accomplir certains actes qui, à d'autres occasions, auraient semblé plus qu'hostiles, fût-ce même à la plus faible et à la plus patiente des nations. Elle signa le pacte de Londres, elle réquisitionna les navires allemands, elle interdit l'importation des marchandises d'origine germanique. Et, dans tout le royaume, on poursuit très activement l'œuvre destinée à affranchir, pour le présent et pour l'avenir, la banque et l'industrie inféodées à la finance allemande. C'en est fini de la tolérance avec laquelle, ces derniers mois, on traitait certaines entreprises allemandes, plus ou moins déguisées, ou certains personnages allemands. L'Italie se trouve effectivement en état de guerre avec l'Allemagne : une déclaration formelle ne lui procurerait pas une plus grande liberté d'allures, aucun avantage pratique. Mais ce serait pourtant un avantage d'ordre moral, très considérable, disent quelques-uns : éclaircir la situation, dissiper toute défiance, sortir de l'équivoque.... Or ceux qui argumentent ainsi ne pensent pas combien plus grand est l'avantage de pouvoir mettre en demeure un fier adversaire comme l'Allemagne, en la traitant comme une ennemie et en la forçant à cacher ses propres ressentiments. N'est-il pas extrêmement significatif, pour ceux qui savent comprendre, de voir le Kaiser déclarer la guerre au Portugal, au sujet de l'affaire des

navires, tout en feignant de ne s'apercevoir de rien pour la même question quand l'Italie était en cause, comme aussi pour d'autres coups que lui portait également ce pays ?

— La dernière chronique politique de la *Bibliothèque universelle*, qui parle avec beaucoup de sympathie et d'admiration de M. Salandra, constate qu'avoir à sa tête un homme de tant de mérite c'est un bonheur pour l'Italie, « dont les forces de grande puissance trop novice dans son rôle ne paraissent point encore adéquates à la lourde tâche qu'elle a entreprise. » Le jugement si grave contenu dans ces paroles modérées ne correspond pas, me semble-t-il, à tout ce qu'on sait, fût-ce même par des informations privées, sur la manière avec laquelle l'Italie persévère dans sa tâche héroïque. Nous ne parlons point de la résistance morale, sur laquelle aucun doute n'est possible. Sans doute, certains journaux allemands ou autrichiens, et même certains journaux suisses, croient utile de publier de temps en temps quelque correspondance effrayante datée de Chiasso et de Lugano. Mais plus plausibles sont certainement d'autres nouvelles qui nous sont apportées, par exemple, par nos compatriotes résidant en Italie ou ayant l'occasion d'y voyager. L'inévitable malaise économique que la guerre cause, même dans les pays les plus riches, la restriction de la liberté, le tribut du sang, le danger menaçant, l'anxiété si naturelle causée par l'attente, n'ont pas du tout suscité en Italie, ni cet état de trouble, ni cette fureur de révolte qu'on lit dans certaines correspondances imaginatives écrites à la frontière. Au demeurant, ceux qui connaissent l'Italie savent qu'aucun pays au monde ne supporte moins les réserves artificielles, les silences imposés, les attitudes simulées. Aucune autre nation n'est aussi riche en esprits critiques et en révolutionnaires. Si l'Italie garde l'aspect d'un calme austère et viril, c'est signe que ses enfants sont en vérité calmes et délibérés. Si l'opposition du socialisme officiel se réduit à la vulgarité pauvre et stupide de son journal *L'Avanti*, aux épigrammes de M. le député Turati et à quelque grimace de dépit dans les séances du parlement, il ne faut pas supposer que

cette modération et cette attitude inoffensive soient le résultat d'une discipline décidée ou imposée momentanément, que cette couleur grisâtre soit un tas de cendres chaudes dissimulant des braises plus ardentes.... Ce sont bien des cendres, mais de l'espèce qui recouvre les foyers éteints. Il en va de même avec le giolittisme, dissimulé dans les recoins les plus cachés et les plus secrets de la *Stampa* et puni par l'amitié que lui porte Enrico Ferri. Or pourquoi donc la grande masse des giolittiens a-t-elle parfois voté pour M. Salandra et pour M. Sonnino ? Par pur amour de la patrie ? — C'est peut-être le cas de quelques-uns, des meilleurs. Le reste a été poussé par de bien autres motifs : guidés par leur flair sagace, ils ont perçu ce qui constituait la volonté puissante et unanime du pays.

Mais la méfiance de certaines personnes est peut-être inspirée plutôt par des considérations économiques. L'Italie est assurément la moins riche des quatre nations alliées ; elle n'a ni la richesse liquide, immédiatement disponible, de la France et de l'Angleterre, ni la richesse réalisable de la Russie. Et puis les difficultés suscitées par sa puissance économique inférieure se compliquent encore d'autres raisons particulières. Deux des plus importantes sources de revenus dont bénéficiait l'Italie en temps de paix, c'étaient l'émigration et l'industrie des étrangers. Or, ces deux branches ont été à peu près supprimées par l'état de guerre. En outre, on n'a pas abordé la question des blés avec une rapidité et avec une énergie suffisantes. De plus, le pays ne possède pas certaines matières parmi les plus indispensables en temps de guerre : à savoir le charbon et le minerai, — matières (et c'est là le malheur) fournies autrefois par l'Allemagne. Enfin d'autres difficultés proviennent de la rupture des relations, auparavant si étroites, avec le capital et le marché germaniques, relations qu'il est difficile de remplacer avec efficacité en un court laps de temps.... Eh bien, malgré tout cela et tant d'autres choses, l'Italie a su jusqu'à présent faire face à sa guerre et à ses tâches intérieures sans recourir à ces remèdes financiers héroïques ou désespérés dont d'autres nations ont déjà dû se

servir ! L'emprunt national a réussi la première et la seconde fois bien mieux que ne l'espéraient les plus optimistes. Le cours du change, selon la cote des pays neutres, attribue à la lira italienne une valeur relativement supérieure à celle du marc allemand.... Et les gens qui jugeraient encore insuffisantes ces preuves de résistance économique et morale, qui accorderaient peu de créance aux lettres et aux journaux italiens pour en accorder beaucoup aux Allemands, fabricants de correspondances, dont les quartiers sont fixés à Lugano ou à Chiasso, — ces gens-là peuvent interroger nos compatriotes rentrant d'Italie ! Qu'ils y aillent, si on le leur permet. Ils verront, certes, des femmes en deuil ; ils constateront aussi des allures un peu différentes de la gaité parfois bruyante d'autrefois. Mais ils ne trouveront ni les signes du découragement, ni les pâleurs de la misère, ni les poings fermés de la révolte. Partout, une attitude réfléchie et austère, réconfortée par un espoir vivace, soutenue par une volonté ferme.

— D'autre part (me faisait-on remarquer un jour) l'Italie se trouvera, après la guerre, en situation de pouvoir reconstituer très rapidement son économie nationale. La marchandise appelée main-d'œuvre deviendra plus précieuse que jamais. Or, aucun autre pays ne peut en offrir autant que l'Italie. Ces prévisions paraissent fondées sur des arguments sérieux. Et l'un des motifs pour lesquels la fière Allemagne ne déclare pas la guerre à l'Italie pourrait bien être la crainte que l'ouverture des hostilités n'interrompe pendant longtemps l'exode des ouvriers italiens pour les usines et les mines allemandes. Car la valeur de la main-d'œuvre sera encore plus considérable et le profit que l'Italie pourra en retirer plus grand, s'il faut en croire l'avis exprimé par M. le professeur Sergi dans une communication faite au congrès des sciences à Rome. Selon M. Sergi, la diminution de la natalité, constatée chez de nombreuses nations modernes, n'aurait pas pour cause principale une restriction volontaire de la part des éléments urbains, mais plutôt une moins grande fécondité de toutes les couches de la population. Il s'agirait donc, outre la décadence morale, de décadence bio-

logique due à des facteurs multiples. Et la guerre, en anéantisant un nombre considérable d'hommes valides, entravera d'un coup la fécondité déjà relative des peuples européens. Mais c'est le peuple italien qui se ressentira le moins de ce phénomène, car ses conditions biologiques étaient singulièrement favorables au moment où la guerre fut déclarée. Il en résulte que sa natalité, troublée par la catastrophe universelle, pourra réparer, en un temps relativement bref, les dommages qu'elle a subis.

— Nous voilà donc, bien que guidés par des raisons scientifiques, en plein domaine de la prophétie. Celle-ci est, il est vrai, le seul genre littéraire que la guerre ait, sinon créé, du moins favorisé singulièrement, en Italie comme ailleurs. En y réfléchissant, il ne faut point s'étonner de ce que, plus le mal sévit aujourd'hui, plus l'homme se croit en droit d'obtenir demain d'abondantes compensations. Plus l'homme éprouve de pertes, plus il se sent le créancier de la Providence, du destin ou de je ne sais quoi. Nous supposons facilement que ce qui correspond à notre concept de justice doive se réaliser un jour. Par conséquent, après la guerre telle chose arrivera, c'est-à-dire ce qui semble le plus rationnel et le plus désirable pour un certain pays ou pour un certain individu.

Si tous, à vrai dire, n'affirment pas avec tant de certitude cette loi — comment dire ? — supérieure des compensations, presque tous, cependant, pensent que les conditions de notre existence et de notre mentalité seront profondément modifiées par la guerre. Et c'est probable. Non pas, peut-être, selon la manière et à la mesure que la plupart s'imaginent. Nous pouvons difficilement croire, par exemple, que la littérature et l'art se réveilleront aussi épurés et aussi rajeunis que beaucoup de gens le prédisent....

En Italie, également, les journaux et les revues publient d'ingénieuses et généreuses prophéties sur les tendances littéraires et artistiques de demain : simplicité, force, sincérité, retour aux lumineuses traditions classiques, guérison définitive du mal romantique, dont les formes tertiaires et quaternaires ont comprimé la jeunesse italienne et française de ces dernières an-

nées.... « Le retour des dieux », voilà comment M. le professeur Savi-Lopez a intitulé la conférence qu'il a faite à Milan, où il souhaite et annonce le triomphe très prochain en Italie de cet esprit qui forma la Renaissance. C'est un esprit qui devra tout renouveler : non seulement la production artistique, mais aussi les études philologiques et la critique littéraire, en dissipant ces préjugés romantiques qui entravaient une juste compréhension de l'art classique.

Mais est-il bien sûr que le soi-disant romantisme soit un fait si intimement et si exclusivement allemand ? Et, s'il l'était vraiment, n'est-il point permis de supposer que, d'une année à l'autre, notre pensée et notre art se dépouillent de ces traditions romantiques pratiquées et renouvelées pendant un siècle et plus ? De toutes façons, pouvons-nous admettre qu'une guerre, fût-elle même la plus cruelle de toutes, transformera si rapidement et si radicalement le domaine de la pensée ?

En consultant l'histoire, on arriverait plutôt à la conclusion que le fait de la guerre n'a guère d'influence directe sur l'activité artistique. Il n'y aurait rien d'étonnant à ce que nous devions retrouver, après l'ouragan actuel, des livres, des tableaux, des œuvres musicales, des édifices pastres différents de ceux d'hier. Néanmoins, il est certain qu'un tel cataclysme laissera des traces profondes dans l'âme humaine et que l'art, s'il est sincère, c'est-à-dire s'il est vraiment de l'art, devra refléter un changement dans notre façon de sentir et de penser. Ce sera donc un art nouveau, pour autant que nous serons des hommes nouveaux. Et nous serons certainement nouveaux, dans un sens ou dans l'autre, mais dans lequel ? Dans le sens d'une moins grande frivolité (comme il est réconfortant de le croire) ? Dans celui d'une humanité plus austère, plus simple, plus accorte ? Ou, plutôt, la joie de se sentir finalement sortis de l'infernal tourbillon débordera-t-elle, comme après la Terreur, en clameurs trop bruyantes, en réjouissances, balivernes et pompes multiples, capables de couvrir tout fâcheux souvenir ? Voilà des questions auxquelles il est facile de répondre de façon ingénieuse, mais auxquelles il est difficile, voire même impossible,

de répondre de façon concluante. Mieux vaut attendre, car grand est le danger de prendre ses propres désirs pour des arguments péremptoirs. Pour le moment, l'unique chose offrant quelque certitude et quelque signification dans le domaine littéraire, c'est la cessation absolue de toute production qui ne s'expliquerait pas entièrement par la seule augmentation des prix. La volonté de l'art, plus encore que l'inspiration, a été interrompue par les événements trop formidables et encore trop incertains.

FRANCESCO CHIESA.

CHRONIQUE AMÉRICAINE

Une évocation du passé : le nouveau stade de l'université de Yale. — Le mouvement pour la préparation militaire de la jeunesse. — Influence du manque de discipline sur le caractère du jeune Américain d'aujourd'hui. — Les Etats-Unis et les problèmes de la neutralité.

On a coutume de dire que l'histoire est un éternel recommencement ; il serait également juste d'étendre cet adage aux institutions, aux coutumes des peuples. La guerre actuelle en fournit des exemples frappants pour ce qui concerne l'emploi de certains engins de destruction, aussi bien que des appareils de protection des combattants. Mais il est bien plus curieux — et infiniment moins triste — de relever les ressemblances, de jour en jour plus évidentes, existant entre les constructions antiques et celles de nos jours. On sait que les « gratte-ciel » américains ne peuvent se comparer à rien, si ce n'est à ce qu'avaient imaginé les architectes de la Rome antique, sous l'empire de conditions semblables à celles qu'ont provoqué dans les grandes cités du nouveau monde la cherté du sol et d'autres facteurs qui sont le produit de ce qui a été appelé la vie à outrance. Toutes choses égales d'ailleurs, les deux types d'architecture se retrouvent sans intermédiaires à dix-huit cents ans d'intervalle ; et, en lisant certains récits datant d'avant l'ère chrétienne, on découvre les mêmes impressions qu'éprouvent aujourd'hui les

locataires de maisons à vingt étages de New-York. Alors, comme maintenant, les habitants de ces ruches de pierre déplorent d'être des étrangers les uns pour les autres : ils s'étonnent d'habiter « une ville dans la ville. » L'idéal de maint *business man* d'Amérique commence à être d'habiter la campagne, ou d'y séjourner le plus longtemps possible, pour se retremper loin du bruit et de la foule. Selon Pline, c'était déjà là une habitude des riches commerçants ou juristes romains qui, eux aussi, se rendaient pour leurs affaires, chaque matin, dans la cité et quittaient celle-ci le soir, fuyant les trottoirs surchauffés — comme ceux de Broadway — et les rues sans air — comme Wall Street. Combien de siècles ont-ils passé sur l'Europe sans qu'on arrivât à résoudre convenablement la question du chauffage non seulement des grands édifices publics, mais aussi des habitations privées ? Le chauffage central, qui a atteint un tel développement aux Etats-Unis, est simplement une nouvelle édition, perfectionnée sur certains points, d'un procédé devenu courant (dans les familles aisées tout au moins) du monde romain, — un procédé utilisé avec son plus grand degré d'efficacité dans les palais des gouverneurs de provinces septentrionales.

Ces réflexions viennent naturellement à l'esprit lorsqu'on assiste à un *foot-ball match* dans un stade tel que celui récemment bâti à New-Haven, pour l'université de Yale, et qui est érigé sur le modèle du Colisée de Pompéi. Il couvre deux fois plus d'espace que ce dernier et peut contenir 70 000 spectateurs. Le « bol », comme on l'appelle, a environ 316 mètres sur 250, alors que le Colisée de Rome en mesure 205 et 170. Toutefois, ce n'est pas seulement à cause de ses dimensions que le nouveau stade est intéressant ; c'est aussi parce qu'il fournit une preuve frappante de la popularité de l'athlétisme dans le monde universitaire. Le *bowl* a été en effet construit, pour la somme respectable de 2 600 000 francs, uniquement par les étudiants et anciens étudiants de Yale.

— Par un étrange contraste, cette jeunesse des universités américaines, qui fait ainsi revivre avec enthousiasme les tradi-

tions de l'antiquité dans les jeux athlétiques, les représentations tragiques ou callisthéniques, se montre également ardente aujourd'hui à se conformer aux exigences de la perturbation actuelle, fussent ces exigences constituer un revirement des coutumes, des principes en quelque sorte classiques aux Etats-Unis. Nous voulons parler de la préparation militaire. *Preparedness* est maintenant ici le mot d'ordre. C'est le sujet qui prime tout autre, qui relègue même au second plan les préoccupations de la prochaine campagne présidentielle, qui remplit les journaux, qui hante les esprits tant et si bien que, pour arriver à attirer l'attention, c'est à l'idée de préparation que fait appel le commerçant habile en réclame. Vous ne savez plus, en ouvrant la gazette, si, sous la rubrique qui frappe vos regards, — « Préparons-nous ! » — on va vous entretenir de la défense nationale ou bien vous engager à vous prémunir contre la grippe au moyen du merveilleux sirop du Dr Un Tel.

Mais il ne faudrait pas croire que tout le monde soit d'accord sur l'urgence ou même sur la nécessité de précautions à prendre contre l'éventualité d'une guerre. A l'exception de la sempiternelle question : Protection ou libre échange ? qui forme en somme la base de la politique intérieure des Etats-Unis, à cette exception près, aucun sujet n'a jamais donné lieu à autant de polémiques que celui de l'augmentation des armements. Il est impossible d'entrer ici dans le détail de la discussion : toute cette livraison n'y suffirait point. Bornons-nous donc à faire remarquer que le grand malheur, dans ce pays, est que la masse de la population s'est désintéressée si longtemps des choses militaires, qu'il y a toute une éducation à faire. On se heurte aux ultra-conservateurs, imbus de l'idée que l'adoption d'un système défensif plus complet constitue un revirement inadmissible de la politique traditionnelle de la nation ; aux rêveurs, comme MM. Bryan et Ford, s'obstinant à prédire l'avènement prochain d'une ère de fraternité universelle ; aux timorés, qui s'imaginent que se préparer à la guerre, c'est entrer de gaité de cœur dans la voie du militarisme teuton ; aux stratèges en chambre, enfin, incapables de se dépouiller de la conviction que, dans ce pays de

merveilles, on peut faire surgir une armée de terre en cas de besoin. L'un de ces derniers n'a-t-il pas été jusqu'à dire : « Si le président lançait à l'aube un appel aux armes, le soleil se coucherait sur un million d'hommes en armes ! » Sous un certain rapport, ce poétique orateur a raison : un million d'*hommes en armes*, mais pas de soldats !

Pour en revenir à la préparation militaire de la jeunesse, on est étonné du nombre de choses... énormes, qui ont été écrites ou dites sur ce sujet aux Etats-Unis. Un éducateur s'est laissé entraîner à prétendre qu'il était impossible d'introduire dans les établissements d'instruction un enseignement qui « justifie l'espionnage, le mensonge, le faux en matière de correspondance, etc. » Notons en passant qu'il a été répondu à ce pédagogue peu ferré sur l'histoire que, s'il en était ainsi, la Suisse, ou l'instruction militaire, sous une forme ou sous une autre, se donne à la jeunesse depuis le quinzième siècle, devrait être devenue, à l'heure actuelle, une contrée peuplée de menteurs, de faussaires et de fripons. Or, tous les gens impartiaux — et même des Américains en grand nombre — s'accordent sur le fait que l'on trouve infiniment plus de conscience dans l'accomplissement du devoir, de respect de l'autorité, de droiture, chez le jeune Suisse que dans la moyenne des Américains du même âge.

D'autres « intellectuels » ont poussé de hauts cris à la pensée qu'on apprendrait aux enfants à tuer leurs semblables ! Un principal a introduit dans l'horaire des leçons de son école l'étude du chant : « Je n'élève pas mon enfant pour en faire un soldat ! » D'autres ont affirmé que les exercices militaires sont nuisibles à la santé des adolescents. Une telle assertion est certainement originale dans le pays du *foot-ball*, du *base-ball* et autres sports autrement violents que la gymnastique militaire ou le maniement d'armes.

Tout ceci, en somme, montre combien on est peu au courant, en Amérique, de ce qui se rapporte aux questions militaires. Il est même fréquent de trouver ici des gens ignorant que, depuis de longues années, l'instruction militaire a été imposée à une cinquantaine d'universités et autres grandes écoles des Etats-

Unis, — ce qu'on appelle les *Land Grant Colleges*, établissements qui, en vertu d'une loi de 1862, sont tenus à cet enseignement en échange de certains avantages accordés par le gouvernement fédéral.

Quoi qu'il en soit, et en dépit des efforts des leaders pacifistes, flanqués de quelques professeurs timorés, de clergymen arriérés et de clubs de vieilles dames, il est indéniable que l'opinion publique est actuellement favorable à un certain degré de préparation militaire pour la jeunesse des écoles. Plus de soixantedix présidents et professeurs d'universités et collèges se sont déclarés partisans des camps d'été pour étudiants sous la direction d'officiers réguliers. Dans la seule ville de New-York, une enquête faite par le journal *The World* vient de démontrer que 77,5 % des parents désire que les enfants reçoivent, les éléments d'une instruction militaire. Une enquête semblable faite dans d'autres régions a donné les mêmes résultats. Il est donc plus que probable que, avant longtemps, on verra se généraliser les « errements » adoptés déjà en Rhode Island, dans la Caroline du Sud, en Massachusetts et divers autres Etats, et que le maniement d'armes, le tir à la cible et des exercices allant jusqu'à l'école de compagnie seront introduits dans les *High Schools*, — sortes d'écoles primaires supérieures gratuites, dont les élèves ont de 13 à 17 ans.

— Cette réforme n'est pas seulement désirable au point de vue de la défense nationale : elle est une impérieuse nécessité dans un pays dont les coutumes, comme les institutions, tendent à faire de la plus grande partie des jeunes gens des individus ne connaissant aucune contrainte, n'ayant de respect ni pour l'autorité paternelle, ni pour la loi et ses représentants, n'éprouvant aucune considération pour toute supériorité autre que la force matérielle. Le jeune Américain d'aujourd'hui n'a généralement pas plus de contrôle sur lui-même que de sentiment de sa responsabilité envers ses maîtres, ou ses employeurs ; et, malheureusement, il n'a que fort vaguement conscience de ses devoirs à l'égard de ses semblables. Il en résulte des habitudes de laisser-aller, de désordre, de négligence, et surtout d'insouciance, qui

finissent par avoir un contre-coup sérieux dans le domaine des affaires. L'insouciance, voilà le défaut typique de l'Américain. La phrase qui frappe le plus par sa fréquence dans la conversation est : *I don't care !* Cela m'est égal ! Et si une maxime est mise en pratique, c'est bien celle-là. Un auteur et artiste bien connu à Washington, et qui est, soit dit en passant, un des meilleurs architectes des Etats-Unis, M. F. W. Fitzpatrick, écrivait il n'y a pas longtemps, dans *Life and Health*, sous l'empire d'une vertueuse indignation : « La moyenne de nos jeunes gens sont des vandales et des païens ! » Il montrait dans cet article comment, depuis le berceau pour ainsi dire, par suite du manque de l'important correctif qu'est la *discipline*, le caractère de l'individu se développe dans le sens de la licence et non pas de la liberté. En tout cas, comme aux Etats-Unis, ainsi que dans tous les pays neufs, les jeunes gens sont investis de bonne heure de fonctions relativement importantes, il n'est pas étonnant qu'étant donné leurs dispositions à l'insouciance, ils fassent trop souvent de mauvaise besogne, tout en ayant une fort bonne opinion d'eux-mêmes, et une assez maigre estime pour leurs chefs et ce gêneur qui s'appelle le public. Un tel état de choses, qui empire tous les jours, n'a pas d'autre cause que l'absence de *discipline*, — discipline familiale, scolaire, et administrative. C'est pourquoi, depuis quelque temps, les principaux éducateurs et les plus grands penseurs d'Amérique s'accordent à déclarer que le seul remède est dans une dose plus ou moins forte d'instruction militaire, surtout pendant les dernières années du séjour des jeunes hommes dans les établissements scolaires. Il faut dire aussi que beaucoup de publicistes, d'universitaires, parmi les plus éminents des Etats-Unis, vont plus loin et considèrent l'adoption d'un court service obligatoire comme une véritable nécessité pour la formation du caractère.

— Quelque importante qu'elle soit, cette question, on le conçoit, ne saurait être qu'accessoire à côté des difficultés auxquelles le pays a à faire face, à l'heure actuelle, par suite du grand conflit européen. La situation de neutre n'est pas enviable. Nous en trouvons des preuves dans tous les temps. Que n'a-t-on repro-

ché à l'Angleterre en 1870? J'ai récemment retrouvé dans de vieux papiers une brochure bien rare aujourd'hui : *Une bataille à l'école de Mme Europe, ou comment Guillaume rossa Louis et comment John le laissa faire*. Ce petit livre, écrit par un Anglais, et qui maltraitait fort la Grande-Bretagne, ne circulait que clandestinement. Mais son succès fut énorme, car la brochure exprimait nettement ce que bien des gens pensaient, à tort où à raison, des deux côtés de la Manche. Que n'avait-on dit de la France elle-même, au temps de Sadowa? Ne s'est-il pas trouvé aussi des diplomates amateurs pour reprocher à la France, en 1898, de n'avoir pas fait cause commune avec l'Espagne contre les Etats-Unis? Et ce dernier pays, ainsi que l'Allemagne, n'a-t-il pas été accusé de favoriser les Boers contre l'Angleterre? Aujourd'hui l'Amérique semble avoir mécontenté les Alliés aussi bien que les puissances centrales. Un ex-ambassadeur des Etats-Unis en France, M. M. T. Herrick, disait récemment : « Cette guerre nous dévoile les attributs peu agréables des neutres, tels que les voient les belligérants ! » Il est certain que le tableau n'est pas enchanteur. Vis-à-vis des alliés teutons, l'Amérique est dans une fausse situation, principalement parce qu'elle fabrique des armes et des munitions pour le camp opposé. Mais celui-ci, de son côté, n'en est pas particulièrement reconnaissant aux Etats-Unis, car il considère que les Yankees rendraient le même service aux Allemands s'ils en avaient les moyens : les affaires sont les affaires. En cela, il n'a peut-être pas tort. Cependant notre expérience personnelle, au cours de voyages d'une extrémité à l'autre des Etats-Unis, nous a permis de constater un fort courant d'opinion germanophobe parmi toutes les classes de la population. Les Alliés connaissent les sentiments en leur faveur ; mais ils en tirent la conclusion que l'Amérique devrait lutter en ce moment à leurs côtés. Il est naturel qu'ils pensent ainsi. Néanmoins cela n'empêche pas que les Etats-Unis aient de sérieuses raisons pour ne pas se jeter dans le conflit. Si leur puissance militaire était de telle sorte qu'ils pussent, en entrant dans l'arène, décider la victoire, et amener ainsi la fin de cette abominable tragédie, il y aurait là une

grande tâche à remplir. Mais chacun sait que cela n'est pas le cas. Notre marine, soumise trop longtemps à des influences antimilitaristes, est tombée au quatrième rang ; et quant à notre armée, il vaut mieux ne pas en parler ici. On entend des Français, des Belges dire : les Etats-Unis n'ont pas d'armée. Soit. Mais leur voisin le Canada n'en avait point en juillet 1914 : aujourd'hui ce pays de moins de huit millions d'âmes a 225 000 hommes sous les armes, dont 50 000 sur le front. Si les Etats-Unis avaient mobilisé au moment de la violation de la neutralité belge, ou même lors de l'affaire de la *Lusitania*, ils disposeraient maintenant de forces avec lesquelles l'Allemagne devrait compter.

Un pareil raisonnement ne peut être fait que par des personnes qui ne connaissent pas bien le pays. Chez une nation où le service militaire n'est pas obligatoire, il n'est possible de se créer une armée de guerre que si cette guerre est réclamée par l'opinion publique comme l'était celle, longuement préparée par une campagne de presse, de 1898 contre l'Espagne. A aucun moment, depuis juillet 1914, il ne s'est manifesté, aux Etats-Unis, contre l'Allemagne ou l'Autriche, une excitation assez intense soit pour provoquer de la part du Congrès une rupture des relations diplomatiques avec les empires centraux, soit pour produire des enrôlements en nombre suffisant, dans l'éventualité d'une déclaration de guerre par le Congrès.

Mais il reste certain que la présente attitude des Etats-Unis est sévèrement critiquée en Europe. Et il faut reconnaître que tout semble conspirer pour aggraver cette situation. Il y a eu, dans tout ceci, autant de mauvaise chance que de maladresse ; mais il est indéniable que bien du mal a été fait par la malencontreuse phrase du président Wilson : « Nous sommes trop fiers pour nous battre ! » C'était là une insulte gratuite pour les héroïques soldats de toutes les nations belligérantes et en même temps une affirmation qui a été interprétée comme un aveu de poltronnerie. La phrase était indigne d'un penseur, d'un lettré, et surtout d'un historien tel que M. Wilson. Celui-ci a perdu, en écrivant ces quelques mots, tout le terrain qu'avaient pu lui faire

gagner, aux yeux de ses compatriotes, sa droiture, sa modestie et les autres qualités dont il avait fait preuve au début de son administration. On a beau essayer de voir, dans cette inqualifiable balourdise, un simple manque de tact et de mesure : nous ne pouvons oublier que si le premier magistrat de la nation ne risquait que sa propre réputation par sa politique hésitante et vacillante, il a outrepassé ses droits en usant de l'autorité qui s'attache à ses hautes fonctions pour amener le monde entier à croire que nous sommes ou d'une incommensurable outrecuidance, ou d'une lamentable pleutrerie !

GEORGE NESTLER TRICOCHÉ.

CHRONIQUE SUISSE ALLEMANDE

La nouvelle biographie de Gottfried Keller. — Gottfried Keller épistolier. — Comment on devient un homme. — Histoire de Bâle. — Le professeur Bluntschli. — Un Grison de vieille roche. — La démocratie en Suisse. — Nouvelles et romans. — Les livres du jour.

Le livre de la saison est la *Vie de Gottfried Keller*¹ par Emile Ermatinger, professeur de littérature allemande à l'université de Zurich et à l'Ecole polytechnique fédérale.

L'œuvre, à vrai dire, n'est point nouvelle ; c'est la reprise et la mise au point de la biographie de Bächtold publiée en 1897. Mais combien M. Ermatinger l'a élargie et améliorée ! Bächtold concevait sa tâche en simple analyste : après avoir recueilli tous les faits intéressant la personnalité et l'œuvre du poète, il s'effaçait derrière lui et lui laissait la parole. Cette œuvre, très peu personnelle, ressemblait à ces copieuses biographies anglaises, tissées de lettres et de fragments de journal intime reliés par un simple commentaire. Mais depuis 1897 les documents nouveaux se sont accrus dans de telles proportions

¹ *Gottfried Kellers Leben. Mit Benützung Jakob Bächtolds Biographie, dargestellt von Emil Ermatinger. Mit einem Bildnis. Stuttgart, Cotta'sche Buchhandlung Nachfolger, 1916.*

qu'en les insérant dans un livre déjà touffu, on risquait de donner à celui-ci des dimensions colossales. M. Ermatinger, qui est homme de goût, a vu tout de suite ce qu'il fallait faire : il a séparé la biographie proprement dite des lettres et du journal intime, en donnant la première en un volume et les deux autres en deux volumes.

L'étude sur Gottfried Keller a ainsi beaucoup gagné : c'est un vrai travail critique, aussi solide que bien agencé. Avant tout, M. Ermatinger cherche à démêler la riche complexité de la nature du poète. A l'encontre de Bächtold qui répétait, après Niebuhr, qu'il « n'est pas bon de pénétrer dans le tréfonds de l'homme » ; « qu'on ne doit pas davantage ôter les vêtements de l'âme que ceux du corps », il juge que rien de ce qui intéresse l'homme et l'écrivain ne doit être laissé dans l'ombre. Son étude très fouillée et pourtant très claire fait songer au livre classique de Sainte-Beuve, *Chateaubriand et son groupe littéraire*. Et ce n'est, en effet, pas seulement l'auteur qu'il étudie, mais son milieu. On voit le vieux Zurich citadin où naquit Gottfried Keller et le Zurich campagnard où il passa une partie de son enfance et de sa jeunesse. M. Ermatinger insiste avec raison sur les origines rurales de l'écrivain, sur son ascendance paysanne, sur son grand-père, qui était médecin de campagne, et sur sa mère qui avait beaucoup de verdeur et d'originalité. On connaissait peu jusqu'ici la mère de Gottfried Keller ; grâce à aux très belles lettres que publie M. Ermatinger, on se rend compte que son fils tenait beaucoup d'elle.

Bien d'autres points importants de la vie du poète sont mis en relief dans cette biographie. On s'est souvent demandé par exemple pourquoi Gottfried Keller, qui crut longtemps que la peinture était sa vocation, se tourna assez brusquement vers la littérature. M. Ermatinger, qui fait revivre avec un singulier bonheur Munich ville d'art, n'a pas de peine à montrer que ce milieu très artificiel ne pouvait convenir à une nature éprise avant tout de vérité et de réalité. Et il conclut : « Que serait-il advenu de l'auteur d'*Henri le Vert* si, au lieu d'aller étudier à

Munich, il avait eu pour maîtres les peintres français de Fontainebleau ? »

Gottfried Keller est arrivé à l'art par la vie et les beaux chapitres que M. Ermatinger consacre aux années pénibles qu'il passa à Munich, à Heidelberg et à Berlin font sentir la vérité des vers d'Alfred de Musset :

... la douleur est un maître
Et nul ne se connaît tant qu'il n'a pas souffert.

Berlin surtout fut une geôle qui mûrit son esprit et trempa son caractère. Même les dettes qu'il contracta à ce moment furent, comme pour Balzac, un stimulant à sa carrière d'écrivain.

Toute cette étude psychologique de l'homme est de premier ordre, mais je crois bien que je lui préfère encore l'analyse des œuvres : les pages consacrées aux *Poésies*, à *Henri le Vert*, aux *Gens de Seldwyla*, aux *Sept légendes*, aux *Nouvelles zuricoises*, à *Martin Salander* sont parmi les meilleures du volume.

— Bächtold, qui manquait de sens psychologique, soutenait que Gottfried Keller était totalement dépourvu de bienveillance. C'était donner trop d'importance à quelques plaisanteries ou coups de boutoir. Certes Gottfried Keller avait l'abord maussade et bougon, mais il n'était pas nécessaire de l'avoir beaucoup fréquenté pour s'apercevoir que, derrière cette écorce rude, se cachait un bourru bienfaisant. On s'en rend compte aujourd'hui en lisant sa *Correspondance* et son *Journal intime*, dont M. Ermatinger nous donne le premier volume qui nous mène jusqu'en 1861¹.

Gottfried Keller n'est sans doute point un épistolier à la manière française, écrivant comme M^{me} de Sévigné ou Voltaire des lettres remplies de grâce et d'esprit. Dans sa correspon-

¹ *Gottfried Kellers Briefe und Tagebücher 1830-1861*. Herausgegeben von Emil Ermatinger. Mit einem Bildnis und fünf Federzeichnungen Kellers im Text. Stuttgart, Cotta'sche Buchhandlung Nachfolger, 1916.

dance il reste ce qu'il est dans son œuvre : un réaliste un peu âpre, plein de verve, préoccupé surtout de voir et de dire la vérité. Il lui arrivait même de dire cette vérité d'une manière un peu rude. « Le malheur de ma nature, écrivait-il déjà à dix-huit ans, est que chez moi les impertinences dégèrent parfois en grossièretés. » Il n'épargnait certes pas ses amis, mais il s'épargnait encore moins lui-même. Un jour, il s'apostrophe ainsi dans une lettre adressée à son ami Salomon Hegi : « Courage, petit Keller, tu t'es jeté un peu trop étourdiment dans la vie et te voilà dans le pétrin ! N'importe ! Ce sera peut-être un assaisonnement de ta vie future que de pouvoir dire un jour : j'ai fait telle et telle expérience et il m'est souvent arrivé pendant d'assez longs temps de ne cueillir que des orties et des chardons au lieu de roses et de lis. La seule chose qui m'angoisse est la crainte de devenir un mauvais sujet, un propre à rien. Je dois faire des efforts surhumains pour sortir de cette triste situation qui ne s'est que trop prolongée. »

Il y a beaucoup de virilité dans cette correspondance et l'on comprend que des esprits aussi divers qu'Hermann Hettner, Emile Kuh, Théodore Storm, Frédéric-Théodore Vischer, Paul Heyse, le professeur Exner et d'autres encore aient entretenu une correspondance régulière avec Gottfried Keller. Bächtold avait déjà donné de copieux extraits des lettres du poète. M. Ermatinger a augmenté leur nombre de plus de deux cents.

Ces lettres sont coupées de fragments du journal intime que Gottfried Keller, à plusieurs reprises, écrivit dans sa jeunesse. Là aussi il est l'homme sincère et viril de sa correspondance. Le *Journal intime* n'est point pour lui un oreiller de paresse, une manière d'éluder les devoirs de la vie. Au contraire, c'est un moyen de sortir des crises de mélancolie et de découragement qui trop souvent assaillent les jeunes gens au début de leur carrière. « Le but principal de ce journal, écrit-il en 1843, c'est l'occupation qu'il me procure. Il sera un asile pour ces jours gris sans espérance, qui se passent souvent dans une inaction morne et qui, grisâtres, s'évanouissent dans le passé sans lais-

ser de traces. En de telles heures ce journal sera ma consolation et si dans une longue journée je n'ai point fait œuvre durable, du moins, s'il m'a inspiré quelques pensées, aura-t-il fait que je n'aurai point complètement perdu mon temps. » Et, de fait, plume en main, tous les brouillards qui embrument son cerveau se dissipent : il se met à parler des livres qu'il lit, des coins de nature qu'il a découverts, décrit des scènes de rue ou croque le portrait d'amis et, sans s'en douter, ébauche des pages de roman et fait son apprentissage d'écrivain.

— J'ai déjà parlé ici du bel ouvrage que M. Rudolf Wackernagel consacre à sa ville natale, *Geschichte der Stadt Basel*. La seconde partie du deuxième volume, qui comprend l'histoire de Bâle depuis le milieu du quinzième siècle jusqu'à la Réforme, vient de paraître¹. Bâle, après le grand concile œcuménique qui a fait d'elle une ville illustre dans le monde, ne cesse de s'accroître intellectuellement et moralement. L'université fondée sous les auspices d'Aeneas Sylvius Piccolomini, devenu le pape Pie II, attire de nombreux savants et étudiants. La ville, qui déjà auparavant était un important centre d'humanisme, ne cesse de se développer, grâce surtout à ses imprimeries qui répandent au loin sa renommée. De pair avec la vie intellectuelle grandissent le commerce et l'industrie. Admirablement située au centre de l'Europe, Bâle, qu'on appelle alors le carrefour des nations, voit s'enrichir une bourgeoisie de grands marchands et de banquiers qui consolide sa puissance contre l'aristocratie et les princes voisins. De plus en plus s'accroît la politique de ce gouvernement bourgeois qui administre l'Etat avec ordre et prudence, à la manière d'une bonne maison de commerce. Les Bâlois, qui avaient frappé Aeneas Sylvius par leur « simplicité sérieuse », prennent des goûts de luxe : ils bâtissent des maisons cossues, revêtent de beaux habits, collectionnent des livres et des tableaux. Ces bourgeois ont aussi le souci moral de leur cité et prenant des mains de l'Eglise, qui commence à

¹ *Geschichte der Stadt Basel*. Zweiter Band, zweiter Teil. Basel, Helbing & Lichtenhahn, 1916.

décliner, les institutions charitables, ils travaillent à améliorer le sort du peuple. Dans cette ville active où le clergé ne se recrute plus que dans le peuple, on sent qu'un grand mouvement d'émancipation intellectuelle et religieuse et artistique se prépare. C'est là que s'arrête M. Rudolf Wackernagel, qui a réussi à faire dans son livre un tableau très vivant de la vie sociale, politique, morale et intellectuelle de Bâle avant la Réforme : son livre nourri de faits, très clair et bien ordonné, aurait plu à Jacob Burckhardt.

— Jean-Gaspard Bluntschli est certainement une des plus belles intelligences que Zurich ait produites au dix-neuvième siècle. Créateur génial du droit privé zuricois, le plus important et le plus original de tous les codes cantonaux en Suisse, il a été en quelque mesure le pionnier du droit public suisse. On sait quelle influence son livre classique, *Doctrines du droit moderne*, a eue dans la jurisprudence moderne. Malheureusement, la Suisse n'a profité que peu d'années de son enseignement. Professeur à l'université de Zurich de 1833 à 1848, Bluntschli, a fait ensuite toute sa carrière en Allemagne. On était mal renseigné jusqu'à ce jour sur les raisons qui l'ont amené à se mettre au service de l'étranger. La correspondance de Bluntschli, publiée ce printemps par M. Wilhelm Oechsli, nous éclaire abondamment sur ce point. Mais j'ai le regret de dire que cette découverte ne m'a pas précisément réjoui ¹.

Issu d'une vieille famille zuricoise, Bluntschli, à vingt-deux ans, — c'était en 1830, — était libéral. Mais dans la suite il s'éloigna peu à peu de ces idées, au point de devenir franchement antilibéral. Considérant même que son pays était un foyer dangereux de libéralisme, il eut, dès 1834, l'idée de le quitter. Il s'en ouvrit à son maître, le professeur Savigny, de Berlin. Il lui dit que la Suisse est un bien petit pays où l'homme ambitieux n'a guère d'avenir ; que dans les petites républiques le citoyen est sollicité par trop de devoirs qui dévorent toutes ses

¹ *Briefwechsel Johann Kaspar Bluntschli's mit Savigny, Niebuhr, Leopold Ranke, Jakob Grimm und Ferdinand Meyer*. Herausgegeben von Wilhelm Oechsli. Frauenfeld, Huber, 1916.

journées ; que la Suisse, du reste, est un Etat qui a fait son temps et « que dans sa forme actuelle elle n'a pas la capacité de faire quelque chose de bon ; que dans la dissolution intérieure qui la menace elle n'a aucune chance d'être sauvée ; qu'il n'y a plus de force dans les partis et même peu de sentiment national. »

Un tel langage étonne Savigny, qui rappelle le jeune homme à ses devoirs en termes assez vifs : « L'homme à qui Dieu a donné une patrie comme la vôtre, d'une individualité si marquée, ne doit l'abandonner qu'en cas de nécessité.... Ranke, auquel j'ai soumis votre lettre, partage ma manière de voir. »

Bluntschli resta à Zurich ; mais quand vint la révolution de 1848, il ne put rester dans ce pays où la démocratie triomphait d'une manière aussi vulgaire et il préféra émigrer en Allemagne, pays d'ordre et de méthode. « La Prusse seule est ma patrie spirituelle, avait-il déjà écrit à Savigny en 1834. La Prusse est le seul Etat qui réponde à ma façon de penser, le seul dans lequel je me sente chez moi et où j'ai l'espoir de plonger des racines et de porter des fruits. »

Plus tard Bluntschli, soi-disant national-libéral, devint un frénétique admirateur de Bismarck ; il n'avait alors plus rien de commun avec sa patrie.

— En face de ce conservateur antidémocrate et si peu républicain, nous avons eu plaisir à contempler la noble figure de P.-C. de Planta, le bon patriote grison, tel que nous le présente M. Jacob Heer dans l'étude qu'il vient de faire paraître ¹.

P.-C. de Planta était aussi bon Suisse, aussi bon démocrate, aussi bon républicain que Bluntschli l'était peu. Elevé à Zernetz dans le château de ses pères à une époque où les Grisons étaient comme en marge de la vie suisse, tous ses efforts, comme homme politique, tendirent à unir plus étroitement son canton à la Suisse. Les Grisons avaient alors, à bien des égards, des institutions archaïques et moyen-âgeuses : les habitants s'y défiaient des idées nouvelles et, très fiers de la souveraineté de

¹ *Ständerat Peter Conradin von Planta. Ein Lebensbild zur Charakteristik Graubündens im neunzehnten Jahrhundert. Mit dem Porträt von Planta.* Bern, K. J. Wyss, 1916.

leurs communes et de leur fédéralisme, ils ne désiraient pas de changements. Comme homme d'Etat grison, C.-F. de Planta fut l'initiateur d'importantes réformes politiques, juridiques et administratives qui mirent les Grisons au niveau des cantons suisses plus avancés. Ce point accordé, il resta un fédéraliste très convaincu et lorsqu'il fut envoyé à Berne comme conseiller aux Etats ou comme conseiller national, il combattit toutes les mesures centralisatrices qui portaient atteinte à l'autonomie des cantons.

Voilà un fédéralisme de bon aloi qui n'est pas pour nous déplaire, surtout par le temps qui court.

— Ce qui nous plaît fort aussi, c'est la profession de foi nettement démocratique et républicaine qu'a faite dans sa leçon d'ouverture à la faculté de droit de Zurich le professeur Fritz Fleiner. En tout autre temps la chose aurait paru naturelle, mais depuis quelques mois nous avons entendu émettre des théories si singulières que cela nous a paru presque une nouveauté de voir un professeur suisse — surtout lorsqu'il vient d'une université allemande — tenir un langage vraiment suisse. Dans son bel exposé, *Le rôle de la Suisse dans l'évolution des théories politiques modernes*¹, M. Fleiner a montré que les plus belles acquisitions politiques du monde moderne avaient la Suisse pour berceau ; qu'indépendamment des landsgemeinden les réformes calvinienne et zwinglienne avaient posé les principes démocratiques dont le Genevois Jean-Jacques Rousseau avait été le théoricien génial ; que ces idées, après avoir subi une éclipse en Suisse, y étaient revenues avec la Révolution, après avoir passé par l'Amérique ; qu'elles cessèrent bien d'avoir une valeur pratique après la chute de la République helvétique, mais que malgré l'influence napoléonienne et la réaction de la Restauration, elles restèrent vivantes dans le peuple. Aujourd'hui la Suisse marche à la tête des pays démocratiques. « A la frontière de trois grandes nations, dit M. Fleiner, elle donne et elle reçoit.

¹ *Entstehung und Wandlung moderner Staatstheorien in der Schweiz*. Zürich, Orell Füssli, 1916.

Ce qu'un esprit timide considère comme l'arrêt d'une destinée aveugle, cela même a fait mûrir une abondante moisson de principes politiques. L'exiguïté du territoire a donné naissance à un esprit civique élevé. Le contact du génie germanique et du génie latin a donné essor aux conceptions qui ont servi à l'établissement de l'Etat moderne. »

— Les nouvelles et les romans n'ont point abondé ce printemps. Un recueil de nouvelles de Paul Ilg, *Was einst mein war* (Frauenfeld, Huber), a pourtant attiré l'attention. Depuis le jour où il débuta avec éclat dans les lettres par son roman *Lebensdrang*, où il met en scène des spéculateurs et arrivistes zuricois peints sans aucun ménagement, Paul Ilg n'a pas écrit d'œuvres qui aient passionné le public. Ses récits suivants, *Der Bruder Moor*, *Das Menschlein Matthias*, ne valent pas sa première œuvre. Les nouvelles qu'il publie aujourd'hui ne manquent pas de finesse et elles révèlent une grande habileté de main. On goûtera surtout celle qui ouvre le volume et qui est la plus longue, *Maria Turnbeer*.

— Parmi les nouveautés, quelques livres d'actualité. L'éditeur Francke, à Berne, met en vente un volume fort captivant, *Südsee-Welten vor dem Grossen Krieg*, dans lequel M^{me} Marie M. Schafroth nous fait connaître quelques colonies allemandes de l'océan Pacifique, — l'archipel Bismarck, la Nouvelle-Guinée, les Carolines et les îles Palan, — qui, depuis la guerre, ont été occupées par les Anglais et les Japonais. Chez l'éditeur Orell Füssli, à Zurich, un Bâlois, M. Ferdinand Kugler, qui en septembre 1914 s'engagea au service de la France, nous raconte d'une manière vivante ses souvenirs sur l'expédition des Dardanelles et sur le front français (*Erlebnisse eines Schweizer in den Dardanellen und an der französischen Front*). A la même librairie, le Bernois Ulrich Amstutz fait paraître trois nouvelles, *Hintergass-Leute*, qui sont relatives à la guerre ou à l'occupation des frontières suisses. Dans sa collection *Schriften für Schweizer Art und Kunst*, la maison Rascher, de Zurich, réédite un petit écrit de Bluntschli, *La nationalité suisse*, où le fameux jurisconsulte

étudie cette question actuelle entre toutes : qu'est-ce qui constitue une nation ? Parmi d'autres œuvres de caractère littéraire, je signalerai une nouvelle de Rosa Weibel, *Seine Wahl* (Orell Füssli) et une étude synthétique fort suggestive du professeur Singer, de Berne, *Histoire de la littérature suisse allemande au moyen âge* (Berne, A. Francke).

ANTOINE GUILLAND.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

La zone de silence en acoustique. En quoi consiste le phénomène. Exemples tirés de Suisse, d'Alsace, de Belgique, du Japon. Zone d'audition normale. Zone de silence. Zone d'audition anormale. Explication de la zone de silence. Rôle du vent qui tantôt rejette le son en l'air, tantôt le rabat vers terre, selon la direction. — Publications nouvelles.

Chacun a entendu parler, à propos de la portée du son du canon, de la zone de silence : d'une zone de non-audition entre la zone d'audition rapprochée de la source sonore et une autre zone d'audition se trouvant à plus grande distance.

Qu'est-ce que la zone de silence et comment s'explique-t-elle ; comment, en même temps, expliquer la zone d'audition lointaine ?

Le premier qui ait attiré l'attention sur la zone de silence semble être un Américain, le général Duane, cité par Tyndall dans son livre sur le son (*Sound*, 6^e édition, 1895, chap. VIII, p. 380).

En même temps qu'il observait que le son produit en un point donné voyage, le plus souvent, à des distances très différentes dans les différentes directions, allant à très petite distance dans celle-ci et à très grande dans celle-là, notant par surcroît que le son s'entend souvent plus loin contre le vent que sous le vent, Duane observait la zone de silence à l'égard de laquelle il s'exprime comme suit : « Les difficultés les plus embarrassantes viennent de ce fait que le signal [il s'agit de la si-

rène de brouillard] semble souvent entouré d'une ceinture, ayant un rayon variant de 1600 à 2400 mètres, où le son manque totalement. Ainsi, en s'éloignant en ligne droite d'une station, on entend la sirène pendant un mille (1609 mètres), puis il disparaît sur une distance à peu près égale, après quoi on l'entend de nouveau distinctement et pendant un long temps (sur une longue distance). Le fait se présente pour tous les signaux acoustiques et a, à l'occasion, été observé dans toutes les stations, dont l'une est un rocher nu, portant le signal, à 20 milles en mer, sans rien à l'entour qui puisse agir sur le son. » A-t-on observé et signalé le phénomène avant l'observation du général Duane? C'est possible, mais je l'ignore.

Depuis, il a été souvent noté. Un cas bien connu est celui qu'a relaté M. A. de Quervain, le météorologiste bien connu. Le 15 novembre 1908, une très forte explosion de dynamite se produisait au chemin de fer de la Jungfrau (25 000 kilogs environ). L'enquête révéla que, tandis que le son n'avait pas été entendu à 30 et 40 kilomètres de distance dans certaines directions, il y eut entre la zone d'audition normale et une zone d'audition anormale, à grande distance, une zone de silence, comprenant tout l'espace entre Lucerne et Zurich. Mais bien au delà de Zurich, tout autour du lac de Constance et presque jusqu'à Tubingue, la détonation fut entendue, à la distance moyenne de 160 kilomètres. Chose curieuse, le vent, léger et variable, venait à ce moment surtout du nord-est, c'est-à-dire en sens opposé.

La zone de silence, dans le cas précédent, n'existe, ou du moins n'est révélée que dans un secteur : elle n'existe pas tout autour du point d'explosion, sous forme d'une zone annulaire ; elle se présente comme un segment de zone irrégulier, et la zone d'audition à longue portée, au delà, se présente de même. Ce caractère est commun à toutes les observations. Dans tous les cas d'audition normale il y a une direction prépondérante, et il en va de même dans les cas d'audition anormale, et pour la zone de silence aussi.

On trouvera une série très intéressante de renseignements sur les trois zones (audition normale, silence, audition anormale)

dans les différentes observations et cartes qu'a publiées F. Omori dans le *Bulletin of the Imperial Earthquakes Investigation Committee* (vol. VII, N° 1) de Tokyo. Etudiant une série d'éruptions explosives du volcan Asama-Yama, M. Omori dresse pour chaque éruption une carte montrant — d'après les enquêtes faites — la zone d'audition normale, la zone du silence et la zone d'audition anormale, en y joignant l'indication du territoire qui a reçu des cendres volcaniques.

Prenons la carte relative à l'éruption du 12 août 1913. La zone d'audition normale s'étend à l'E.-S.-E. principalement : très peu à l'ouest. En gros elle forme un rectangle orienté N.-O. S.-E. ayant les grands côtés de 150 ou 200 km. de long, les petits de 75 km. Le son a voyagé, dans ce cas, à 62 à l'O., 40 au N.-O., 118 à l'E. et 150 au S.-E. : c'est-à-dire quatre fois plus loin, ou peu s'en faut, vers le S.-E. que vers le N.-O. Les cendres, elles, ont, comme il arrive toujours, voyagé avec le son : l'axe de la zone principale de l'audition normale coïncide toujours avec celui de la pluie de cendres. Les cendres allèrent jusqu'à 150 km. environ dans l'est.

Autour de ce rectangle, zone du silence. C'est le silence définitif dans les directions est et nord. Mais au sud et à l'ouest c'est autre chose. Au sud, le son s'arrête à 60 km. environ, et la zone du silence commence. Mais plus loin, elle cesse, et on entend l'explosion à 165 km. de distance, et jusqu'à 230 km. : dans le S.-O., jusqu'à 270 km. Cette zone d'audition anormale au S.-E. a environ 285 km. de long dans le sens E.-O. et 100 environ dans sa largeur (N.-S.) maxima. Ce n'est pas tout. Une autre zone d'audition anormale se présente en plein ouest, un peu moins éloignée et moins large. (Elle arrive à la mer, ce qui fait qu'on est moins sûr de sa largeur réelle, peut-être plus considérable.)

Que l'on prenne toutes les cartes dressées par F. Omori, et on constate que la zone d'audition normale est presque toujours dirigée vers l'est (c'est-à-dire que le son voyage beaucoup plus volontiers et plus loin vers l'est); que chaque fois il y a une région de silence, et, au delà, une région d'audition anormale.

Dans la majorité des cas, celle-ci se trouve dans l'ouest, à l'opposé de la zone d'audition normale. Au reste, la zone de silence et la zone d'audition anormale peuvent toutes deux manquer, et alors il ne reste qu'une zone d'audition normale, plus ou moins irrégulière de forme, autour du volcan. La forme régulière, à peu près circulaire, est l'exception ; presque toujours la zone va plus loin, de beaucoup, dans une ou deux directions, avec prépondérance de l'est.

La série des cartes dressées par F. Omori est extrêmement intéressante.

La présente guerre, elle aussi, a fourni des exemples de zone de silence : et sans doute, si les préoccupations étaient moindres, et les occupations autres, beaucoup de cas auraient pu être relevés.

Un exemple a été fourni par M. A. de Quervain, dans une note présentée par M. P.-L. Mercanton à la Société vaudoise des sciences naturelles (1915). M. A. de Quervain a observé que le jour de Noël 1914, le canon du Sundgau a été entendu à 160 kilomètres dans le N.-N.-O., et le S.-E. et S. Au N.-E. et E., à 200 kilomètres. A l'ouest (Besançon) rien à 100 kilomètres. Et la zone du silence existe, longeant le Jura, touchant à Bâle, et passant même dans la Forêt-Noire.

Un autre est dû à M. E. van Everdingen, le météorologiste hollandais : il a trait au bombardement d'Anvers, en octobre 1914. Les phénomènes sont très nets. Audition normale en deçà de la distance de 100 kilomètres, en Hollande. Zone de silence très nette, entre les kilomètres 100 et 160 ; puis zone d'audition anormale très évidente au delà. Tandis qu'on n'entend rien à Amsterdam, on entend à Groningue et au delà.

Deux faits ressortent très nettement. C'est d'abord qu'un même son voyage à des distances très inégales, — pouvant différer comme font 1 et 10, — dans les différentes directions autour du point de production. Cela se voit aussi bien dans la zone d'audition anormale que dans la normale : autour d'un point A où se produit un son, on voit l'audition normale se faire très faiblement vers l'ouest, par exemple, et très loin vers l'est, et il en va

de même pour l'anormale, qui souvent n'existe que dans une direction et manque dans les autres. Le second fait est l'existence assez fréquente d'une zone de silence : d'un espace, plus ou moins grand, où l'on n'entend rien, entre les zones d'audition normale et anormale.

Comment expliquer la zone de silence ?

On a beaucoup discuté, et on discutera encore, car la question prête à la controverse et le phénomène se passe dans un milieu très hétérogène et dont les particularités, sans cesse variables, ne sont pas encore suffisamment connues. L'atmosphère est encore plus ondoyante et diverse que la mer, et il est moins facile de l'étudier.

Quoi qu'il en soit, l'explication qui a pour le moment les préférences des météorologistes et des physiciens, celle de MM. de Quervain, van Everdingen, Ch.-E. Guillaume, Fujiwhara, A. Mallock, etc., est celle qui fait intervenir le vent et la température.

Dans son intéressante étude *On the abnormal propagation of sound-wave in the atmosphere*, consacrée à la zone de silence (*Bull. centr. meteorol. Obs. Japan*, vol. II, N° 1, 1912, Tokyo), Fujiwhara, qui a analysé de près les faits recueillis par F. Omori concernant les éruptions de l'Asama-Yama, déclare que tout s'explique par les positions respectives des centres de pression et de dépression, c'est-à-dire par le vent, au moment de la production du son.

A coup sûr, le vent joue un rôle. Dans les cartes d'Omori, la direction où l'audition normale va le plus loin est évidemment celle du vent, car elle coïncide exactement avec celle de la chute de cendres.

Mais comment le vent peut-il agir ? Car, il faut le remarquer, le vent qui favorise la propagation du son ne va pas, à beaucoup près, aussi vite que celui-ci : le vent qui a le dixième de la vitesse du son est déjà un vent de tempête. Ce n'est donc pas en emportant le son avec lui, en quelque sorte, qu'agit le vent. Considérons une onde qui part, se mouvant parallèlement au sol : elle avance selon un front vertical avec même vitesse en haut et en bas. Mais si le vent souffle, la verticalité disparaît.

Le vent étant moins rapide près du sol, à cause du frottement contre les rugosités naturelles, que plus haut, l'onde qui va avec le vent, dans le même sens que lui, est inclinée et gagne de la tête en perdant du pied : elle est donc rabattue vers le sol et voyage loin. Prenons, au contraire, l'onde qui va contre le vent. Elle perd de la tête et gagne du pied et est, cette fois, rejetée vers le haut, dans le sens opposé. Par conséquent, elle quitte le sol et cesse de frapper l'oreille des personnes à terre, à une certaine distance, alors que, certainement, elle devrait frapper celle de personnes placées plus haut dans l'atmosphère, sur une tour ou dans un ballon. Voilà pourquoi au vent, contre le vent, on entend moins loin que sous le vent : le son, contrarié par le vent, monte et passe au-dessus de l'observateur. Voilà la zone de silence expliquée. Mais comment expliquer la zone d'audition anormale ? Comment se fait-il que l'onde sonore, après avoir passé par-dessus un espace de pays, redescend sur un espace plus éloigné ? Comment expliquer la sorte d'arche qu'il décrit au-dessus de la zone de silence ? Toujours par le vent. Rien n'est plus hétérogène que l'atmosphère. En bas, contre le sol, il règne un vent : mais plus haut c'est un vent différent, et même contraire, qui règne. Il y a autre chose aussi, une influence de la température. Celle-ci ne diminue pas toujours de bas en haut : elle s'accroît souvent. Et dans les deux cas le résultat est le même. L'onde qui a été rejetée vers le haut par le vent bas est, à une hauteur variable, reprise par un vent différent ou par une sorte de mirage thermométrique, et rabattue vers le sol, qu'elle atteint après un parcours variable selon la hauteur à laquelle elle a été rejetée d'abord.

De façon générale, dans une atmosphère calme, la décroissance de la température de bas en haut, du sol au ciel, faite par le son tend bien plutôt à s'élever, à quitter le sol, et chacun a pu noter que, par beau temps chaud, les sons ne voyagent pas loin. Au front, par ce temps, on n'entend quelquefois rien des départs et éclatements qu'on voit à 2, 3, 4 kilomètres, et même moins. Mais il arrive assez souvent que l'air bas se trouve moins chaud que l'air haut, — le contraire de la normale. En pareil cas,

le son est rabattu sur le sol, comme par le vent arrière. (Voir la récente étude de M. G. Mallock, *Royal Society Proceedings*, novembre 1914, A. 623, sur les signaux de brume.) Comme il n'y a plus à douter ni du fait que la température, à une certaine hauteur dans l'atmosphère, peut être plus haute qu'au niveau du sol, ni du fait qu'au-dessus du vent bas il peut y avoir un vent haut de sens différent, et même contraire, l'interprétation donnée est parfaitement valable. A ce propos, on remarquera que dans les cartes d'Omori la zone d'audition anormale se présente le plus souvent à l'opposé de la zone d'audition normale. Ainsi, la zone d'audition normale est surtout à l'est de l'Asama-Yama, la zone d'audition anormale est le plus souvent à l'ouest. Il est évident que, pour asseoir l'explication météorologique des zones de silence et d'audition anormale, il faudrait des expériences précises, avec exploration simultanée de l'atmosphère au point de vue de la température et des mouvements.

Mais les observations recueillies donnent dès maintenant une très grande probabilité en faveur de l'explication météorologique.

Publications nouvelles : *The Gases of the atmosphere*, par sir William Ramsay (4^e édition, Macmillan, Londres). Très intéressante histoire de la découverte des gaz de l'atmosphère. Et qui montre en passant combien sont peu fondées les prétentions de la science allemande. Car sa part, à côté de celles de la France, de l'Angleterre et de la Suède (Scheele), est nulle, en ce qui concerne ce chapitre de l'histoire de la chimie. — Dans *Ancient Hunters and their modern representatives*, par W. J. Sollas (2^e édition, Macmillan, Londres), nous avons une très intéressante étude sur l'homme préhistorique et sur les races inférieures actuelles, s'adressant au grand public, et qui mérite d'être beaucoup lue. Encore un domaine où la part de la France est prépondérante de beaucoup. Les Anglais, du reste, s'y mettent avec ardeur. Les Allemands l'eussent volontiers fait, mais les matériaux leur manquaient. C'est pourquoi ils ont tant cherché à s'en procurer *per fas et nefas* en France. Mais beaucoup de ces derniers sont très

suspects, quant à l'origine et à la valeur scientifique, naturellement. — *Alcohol and the human body*, par Sir Victor Horsley et Mary Sturge, avec deux chapitres par MM. A. Newsholme et sir Leonard Rogers (Macmillan, Londres) : excellent ouvrage sur l'alcool en physiologie et en pathologie, c'est-à-dire sur les méfaits de l'alcoolisme. — Le livre intitulé *Ce que j'ai vu chez les bêtes*, par M. Paul Noël (A. Colin, Paris), est un recueil de notes intéressantes et curieuses, recueillies par observation personnelle et de longue date sur toutes sortes d'animaux : ouvrage instructif et amusant à la fois, où le naturaliste trouvera beaucoup à puiser. — Le *Petit atlas céleste* de M. G. Bigourdan (Gauthier-Villars, Paris) va devenir nécessaire avec la belle saison permettant d'observer le ciel, le soir ; on y trouve tous les renseignements nécessaires pour s'y reconnaître : s'adresse à l'amatteur comme au pratiquant. — Voici enfin *La volonté de croire*, de W. James (Flammarion, Paris), un livre plein de philosophie, qui se recommande au croyant et à l'incroyant et traite de la question la plus haute que se pose l'homme — quand il pense, ce qui n'est pas tous les jours, hélas !

HENRY DE VARIGNY.

CHRONIQUE POLITIQUE

Les points de vue opposés. — La situation militaire. — Affaires intérieures. — M. Wilson et l'Allemagne. — En Suisse : des incidents.

Tandis qu'une conférence des neutres — c'est bien le nom qu'elle se donne — siège à Stockholm et envoie à l'humanité un impressionnant appel de justice et de paix, la note guerrière continue d'inspirer la voix de tous les personnages officiels, souverains, ministres, généraux, c'est-à-dire de tous ceux qui pourraient abréger la tuerie.

Au commencement de ce mois, M. de Bethmann-Hollweg a

prononcé un grand discours. C'est le sixième, si je ne me rompe, depuis que cette guerre, qu'il n'a sans doute pas désirée, mais dont il a été l'apologiste complaisant, couvre l'Europe de sang et de ruines. Ainsi qu'on pouvait s'y attendre, le chancelier s'élève contre les ennemis de son pays ; il dénonce comme un crime le dessein de briser le militarisme allemand. Mais on chercherait vainement dans ses paroles quoi que ce soit qui vienne corroborer les avances pacifiques qu'on persiste à attribuer à ses agents. Bien au contraire, sous le couvert d'une touchante sympathie pour les opprimés : Baltes, Polonais ou Flamands, l'orateur annonce que l'Allemagne ne rendra pas ces gens à leur sort malheureux d'avant la guerre.... Ce qui signifie l'annexion ou quelque chose qui y ressemble fort. Après cela, on peut trouver singulier que le chancelier reproche à ses adversaires de n'avoir fait auprès de lui aucune démarche de paix et rejette libéralement sur eux toute la responsabilité des massacres et des dévastations à venir.

Ainsi M. de Bethmann-Hollweg, dont la fixité en matière politique n'est pas la qualité dominante, incline, comme l'auguste maître dont il ne se sépare jamais, vers les solutions extrêmes préconisées par les grandes associations de l'empire, les conservateurs et les militaires. C'est la guerre à outrance jusqu'à la réalisation de l'idéal germanique.

La réponse n'a pas tardé. M. Asquith, directement pris à partie, s'est expliqué devant un groupe de parlementaires français qui, sous le prétexte louable de resserrer l'Entente cordiale, avaient fait, après bien d'autres, le voyage de Londres. Il s'est élevé contre la prétention du chancelier allemand d'attendre les premières avances des adversaires, parce qu'ils sont vaincus. Il a déclaré que le résultat de la guerre devait être d'assurer aux peuples le droit de discuter librement entre eux de leurs intérêts et d'empêcher la caste militaire prussienne d'intervenir en toute circonstance avec des menaces et des ordres.

C'est parfait.... Mais nous en sommes au même point qu'au début : d'une part le pangermanisme impénitent qui veut forti-

fier ses frontières et agrandir son rôle dans le monde ; d'autre part la résistance européenne qui, entraînée dans l'action, annonce sa volonté de lutter jusqu'au bout pour affranchir le continent de l'hégémonie allemande.

— Pour atteindre ces buts opposés, les brillantes armées du début, celles qui inspiraient l'orgueil, autorisaient les ambitions, n'existent plus qu'à l'état squelettique. On les a remplacées tant bien que mal par des troupes nouvelles qu'on a formées d'hommes de tout âge, les uns qui espéraient bien ne plus endosser l'uniforme, d'autres qui ne l'avaient jamais porté ; et on les pousse à la mort, alors qu'aucun esprit d'aventure ne les anime, qu'ils ne désirent que travailler dans la paix, vivre et faire vivre ceux qui dépendent d'eux.

Les Allemands continuent d'occuper les territoires conquis. Mais leurs efforts ne les ont pas rapprochés d'un pas du but de la guerre qui a toujours été d'obliger l'ennemi par la force à admettre ce qu'on réclame de lui. Et ils n'avancent plus. Sur le front balkanique règne un calme presque parfait. A l'est, on ne signale du côté allemand que quelques offensives partielles sur le secteur du maréchal Hindenbourg. Devant Verdun, l'armée du kronprinz a fait, au cours de ses offensives sans cesse reprises durant soixante jours, 30 000 prisonniers ou plus ; mais elle a subi des pertes formidables et, malgré les quelques kilomètres de terrain chèrement conquis, elle paraît ; en face d'une résistance qui se fortifie sans cesse, aussi éloignée du corps de place qu'au premier jour. A la date du 22 avril, mon journal de Munich, qui se croit obligé dans chaque numéro d'annoncer en manchette une victoire, ne trouvait rien autre que ceci : *Französische Angriffe beiderseits der Maas blutig abgewiesen....* C'est caractéristique : le but de l'offensive était, on a l'air de l'admettre maintenant, d'obliger les Français à reconnaître devant Verdun la supériorité allemande, et on en est réduit à se réjouir d'avoir repoussé leurs attaques en leur infligeant des pertes sanglantes.

Il faut donc au chancelier de Bethmann-Hollweg et aux autres

grands personnages de l'empire une déconcertante dose d'optimisme pour oser prétendre que tout est pour le mieux dans la plus victorieuse des entreprises. L'Allemagne a déclaré la guerre : elle s'est donc condamnée à un rôle offensif ; chacun s'est attendu à des coups foudroyants.... Et maintenant, après vingt-un mois, elle se retrouve devant une tâche intacte, au moment où l'équilibre des forces, qu'elle avait déplacé grâce à l'excellence de sa préparation, tend à se rétablir contre elle.

Mais, de l'autre côté aussi, on est assez loin de compte. Les journaux français continuent à parler de l'irrésistible offensive qui va se déchaîner au moment voulu et bouter l'ennemi hors du pays. Seulement, les jours et les semaines se passent : rien ne vient.... Viendra-t-il quelque chose, vraiment ? C'est encore du front le plus éloigné, de l'Asie turque, qu'arrivent les plus importantes nouvelles.

Non point que, là-bas, tout soit parfait pour l'Entente. Les Anglais ont commis des imprudences dans leur campagne de Mésopotamie. Depuis bientôt cinq mois, le général Townshend est bloqué à Kout-el-Amara avec une dizaine de milliers d'hommes de l'armée des Indes. Il doit être à peu près au bout de ses ressources et ses collègues ne réussissent pas à le rejoindre.... Mais ailleurs, sur le front du Caucase, les succès russes continuent. Après la prise d'Erzeroum, l'armée du grand-duc Nicolas s'est largement ouverte en éventail. Une de ses ailes a poussé au sud, par Bitlis, vers le Tigre ; une autre a atteint la mer Noire et conquis Trébizonde avec l'appui de la flotte. C'est la plus grande partie de l'Arménie turque, la terre affreusement abreuvée de sang, qui est arrachée à l'empire des sultans.

Sans doute l'Anatolie est un immense pays. Il y aurait encore des centaines de kilomètres à franchir avant que les troupes russes pussent faire sentir leur pression sur les champs de bataille de l'Europe. Elles n'y arriveront probablement jamais.... Une chose est certaine, cependant ; c'est même l'une des rares choses certaines de cette guerre où, sans cela, tout reste dans

une brume sanglante : l'empire turc ne se relèvera pas intact de cette crise ; quelle que soit l'issue du conflit, il subira des mutilations nouvelles ; c'était d'ailleurs inévitable, dès le début. Et cela permet de mesurer la responsabilité des hommes qui ont jeté leur pays, encore épuisé, dans cette aventure tragique où il n'avait que faire. Rarement crime aussi stupide a été commis ; les noms d'Enver-pacha et de ses rares fidèles resteront abhorrés.

Partout ailleurs, les affaires de l'Entente n'ont pas varié depuis un mois. Sur le front russe, les Allemands ont accompli le miracle de couvrir par une extraordinaire ligne de tranchées tout le territoire conquis. A la vérité, ils y ont fait travailler toute une population, les hommes et même les femmes.... Mais les troupes de formation nouvelle du tsar auront un rude effort à fournir pour faire la trouée. Sur le front occidental, c'est bien autre chose encore : les assaillants ont réuni tous les obstacles qui doivent rendre impossible le retour de l'ennemi : tranchées qui descendent jusqu'à sept ou huit mètres dans le sol, terrassements, fils de fer, abattis d'arbres, sans parler des mines semées de proche en proche, prêtes à déchirer la terre pour ouvrir un tombeau.

L'état-major français sait cela exactement. Il sait que chaque mètre de terrain conquis correspondra à une effroyable destruction de vies. Et, même en entraînant les masses profondes des Anglais, même avec l'aide de ces Russes dont l'arrivée, l'autre jour, à Marseille, a été fêtée comme un symbole d'union et d'espérance, le succès est-il matériellement possible aussi longtemps qu'on trouvera dans les lignes ennemies des soldats fermes au poste et bien ravitaillés ?

C'est là un problème militaire aux multiples inconnues. Peut-être n'existe-t-il personne en état de le résoudre. Et c'est parce que le haut commandement hésite avant de donner un ordre qui sera un signal de mort sans être une garantie de victoire que la situation actuelle peut se prolonger encore. Mais alors, quel dommage que la haute Conférence de Paris ait terminé ses brefs travaux par un protocole incolore, dont un paragraphe

affirme une communauté d'intérêts et de buts qui ne peut faire de doute pour personne et les trois autres traitent de questions économiques ! Sans doute, la Conférence n'a pas cru devoir révéler au public ses véritables résolutions ; mais c'est justement dans le programme jeté à la foule qu'auraient dû figurer les promesses de liberté et de justice propres à fortifier le camp de l'Entente et à lui assurer des alliés nouveaux. Car, pour en finir avec le militarisme allemand, il faut grossir la ligue des peuples, gagner les indécis et surtout fournir aux opprimés un drapeau et des armes.

— Rarement la situation intérieure des grandes puissances européennes a été plus terne qu'aujourd'hui. La guerre... c'est la préoccupation unique, qui tend toutes les volontés, absorbe les facultés de l'intelligence et surexcite les cœurs. Comment s'occuper d'autre chose ?

Au Reichstag allemand, les interruptions du socialiste Liebknecht ont exaspéré l'assemblée. Il ne pouvait en attendre autre chose... pour le moment.

En Autriche, où il n'y a plus de parlement, le gouvernement continue d'écraser toutes les oppositions, vraies ou supposées, avec une énergie sauvage. Après les exécutions de Bohême et d'autres lieux, un grand procès s'est ouvert en Bosnie. Les accusés sont au nombre de 156 et le ministère public a réclamé 156 condamnations à mort, vu qu'en temps de guerre il faut des exemples. C'est très bien ; mais alors ne pourrait-on pas laisser de côté ces formes de justice qui, tôt ou tard, se retournent contre les juges dociles et ceux qui les inspirent ? Combien n'y a-t-il pas eu de ces « assises sanglantes » qui souillent les annales des Habsbourg et leur valent un héritage de haine ! Pourquoi le vieillard chargé d'ans qui prolonge aujourd'hui son invraisemblable règne veut-il, avant d'aller rejoindre ses pères, ajouter de nouvelles victimes à une liste déjà trop longue ?

En Russie, les membres du gouvernement se déclarent aussi belliqueux que les députés à la Douma ; et il n'en faut pas moins pour faire croire à la solidité de leurs convictions. Car il se passe

dans le pays des tsars des choses singulières : pourquoi ces perpétuels changements de ministres ? pourquoi le général Polivanof, qui paraissait avoir résolu le difficile problème de munitionner l'armée, a-t-il déjà fait place au général Chouvaïef, dont on ne sait pas grand' chose ? Ce n'est certes pas la surveillance intelligente du tsar qui provoque ces mutations. La Douma ne les réclame pas non plus. Alors, quelles sont les influences occultes qui agissent ? On cite des noms ; mais personne ne sait rien au juste et c'est la meilleure preuve du désarroi.

En Angleterre, la question du service militaire obligatoire continue de créer du trouble. Il s'agit maintenant de savoir si on l'appliquera aux hommes mariés. L'état-major exige cette mesure comme indispensable à la victoire ; la nation y répugne encore. Les ministres sont divisés. On a beaucoup parlé de crise.... Au dernier moment un compromis est intervenu : on va essayer, pendant six semaines encore, du recrutement volontaire et puis, si les résultats sont insuffisants, on arrivera aux mesures radicales. Et chacun se dit satisfait. Tant mieux !

Il est superflu d'ajouter que la Roumanie, inspirée par M. Bratiano, continue de louvoyer entre les deux camps ou que les élections espagnoles, dirigées par le comte de Romanonès, ont assuré au gouvernement la majorité qu'il souhaitait. L'une de ces choses marque l'attitude roumaine depuis le début de la guerre ; l'autre se confond avec l'histoire de l'Espagne depuis soixante-quinze ans. Nous sommes habitués à toutes les deux.

— Le président Wilson est à plaindre.... Pour éviter l'affreux mot de guerre, il a laissé ravager le Mexique depuis trois ans et plus ; il n'a su, pour protéger ou venger les citoyens de la puissante Amérique que les sous-marins allemands envoyaient au fond de l'océan, qu'expédier à Berlin des notes vertueusement indignées que suivaient encore d'autres notes. Et les méchants qui se livraient à ces pratiques, bien loin de faire un retour sur eux-mêmes, ont pris barre sur l'inlassable patience du président pour redoubler leurs méfaits.

Entre-temps la campagne électorale s'est ouverte.... Même

chez le peuple le plus pacifique de la terre, le désir de la paix, quand il dégénère en... timidité, ne provoque qu'une admiration médiocre. M. Wilson, qui ne veut pas s'exposer à une défaite pour sauver ses principes, a acquis de ses devoirs une conception un peu moins commode. Il a envoyé, par delà la frontière, une colonne de troupes à la poursuite de Villa, le général-bandit, qui paraissait trouver un plaisir particulier à massacrer les gens des Etats. Il a rédigé à l'usage du gouvernement allemand une note, beaucoup plus claire que les autres, qu'on pourrait prendre pour un ultimatum. Encore une fois, c'est exactement la situation du début, avec des destructions en plus et bon nombre de vies américaines en moins.

Verrons-nous commencer une nouvelle guerre? En bonne logique, il devrait en être ainsi : les Etats-Unis ne veulent plus céder; en Allemagne, l'opinion publique refuse toute atténuation aux entreprises sous-marines. Pourtant je reste sceptique. Il manque au prétendu ultimatum américain ce qui donne de l'allure aux documents de cette sorte : la fixation d'un délai. L'Allemagne, maîtresse de l'heure, ne se pressera point. Sa réponse ne sera apparemment ni assez défavorable pour rendre la paix impossible, ni assez condescendante pour mettre fin au conflit. La discussion n'est pas terminée. Au pire, M. Wilson peut rompre momentanément les relations diplomatiques, ce qui épuiserait sans doute ses disponibilités belliqueuses, sans provoquer l'état de guerre. Mais je puis aussi me tromper.

En Suisse, cela ne va ni mieux, ni plus mal. Nous nous habituons à cette situation et, dans l'état actuel des choses, je ne vois pas ce que nous pourrions faire d'autre.

Tout n'est pourtant pas normal, chez nous; loin de là! Je n'insiste pas sur l'affaire « des cartouches. » Si tant est que des unités welsches, occupant l'extrême frontière, aient été systématiquement privées de munitions, la chose est grave. Mais on la discute encore. Saurons-nous jamais la vérité?... Je n'insiste pas sur le bombardement de Porrentruy. Etant donné le mode

de guerre, pareille chose est inévitable. Quand on torpille à première vue un vaisseau neutre ou un navire-hôpital, on peut tout aussi bien laisser tomber d'un avion quelques bombes sur une ville suisse. Nous regardons avec placidité ce que subissent les autres : nous n'avons pas le droit de nous scandaliser quand nous écopons.

Mais pourquoi le département politique, qui s'est chargé d'annoncer au pays l'incident, s'avise-t-il d'ajouter à sa dépêche, sans savoir rien de rien : « On suppose que ce sont des avions français ? » Est-ce stupidité, est-ce le désir de gâter nos rapports avec nos voisins de l'ouest ? Encore une fois nous ne le saurons pas.

Qu'est-ce encore que cette affaire Behrmann, cet Allemand qui s'est fait naturaliser Suisse tout juste pour pouvoir continuer ses fructueuses pratiques d'espionnage ? Comment se fait-il que l'attaché militaire germanique à Berne ait pu n'avoir qu'une lettre à écrire au bureau de l'état-major pour faire jeter dans la prison préventive un honorable journaliste anglais ? Et quand je pense à l'affaire Lallemand, le rouge me monte au front. On déclare maintenant, il est vrai, que ce personnage — intéressant ou non, je l'ignore — ne peut être condamné qu'à quelques mois de prison, et le département politique se hâte de rédiger une circulaire dans ce sens.... Nos voisins étant bien trop avisés pour exaspérer par une condamnation éclatante l'opinion de chez nous et tarir la source de services précieux.... Mais le fait est là : un réfractaire alsacien, qui pouvait avoir toutes les raisons du monde de ne pas servir l'Allemagne et que rien n'avait rendu indigne de notre hospitalité, a été remis aux gendarmes d'outre-Rhin alors qu'il invoquait le droit d'asile. Le magistrat responsable a déclaré gravement que si ce malheureux, qui suppliait qu'on ne le livrât point, avait demandé à être transporté sur une autre frontière, on aurait pu prendre sa demande en considération.... Ce qui prouve qu'à la cruauté et à l'oubli du devoir on peut joindre le cynisme.

Ces choses ne sont point belles. Je voudrais essayer de définir

l'état d'âme qu'elles dénotent, non pas chez nos confédérés allemandiques, qui ne sont pas en cause cette fois et qui ont le droit de placer leurs sympathies où ils veulent, mais dans une partie de nos pouvoirs publics, qui ont le devoir de maintenir intact l'héritage de nos traditions et de garder à notre Suisse le respect de chacun. Ce sera, je l'espère, pour une autre chronique. Je finis assez tristement celle-ci en constatant que, si cette guerre nous a atteints moins que d'autres dans nos affections et dans nos intérêts, si elle a provoqué dans notre peuple un remarquable élan de charité, elle nous vaut la crise morale la plus intense qui ait ébranlé notre pays depuis les temps du Sonderbund. Et ailleurs elle rapproche les gens d'une même nation !...

Lausanne, 25 avril 1916.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

LES PROTESTANTS ANGLAIS RÉFUGIÉS A GENÈVE AU TEMPS DE CALVIN, 1555-1560, par *Charles Martin*. — 1 vol. in-8°. Genève, A. Jullien, éditeur, 1915.

Les Puritains, qui furent les fondateurs des libertés modernes, étaient les disciples des réformateurs suisses, de Calvin surtout. Ce fait capital est trop généralement ignoré même dans nos milieux instruits. Pour le mettre en lumière de façon satisfaisante, il faudrait écrire l'histoire des relations intellectuelles au seizième siècle entre la Grande-Bretagne et notre pays. Personne encore n'a osé s'attaquer à cette tâche. Sur un point, cependant, nos relations avec l'Angleterre au temps de la Réforme commencent à être bien connues. Le sort des nombreux protestants que les persécutions de Marie Tudor poussèrent à chercher asile en territoire helvétique a fait l'objet de plusieurs études. On peut, aujourd'hui, se faire une idée assez nette des colonies anglaises de Bâle, Berne, Zurich et Aarau entre 1554 et 1560. Sur celle de Genève, de beaucoup la plus importante par son influence sur le développement du puritanisme, il n'existait jusqu'ici presque rien. M. Ch. Martin vient de combler cette lacune regrettable en racontant, dans ce livre élégant et qui fait honneur à son auteur et à son éditeur, l'histoire de la fondation de l'Eglise anglaise de Genève en 1555. Il en étudie avec soin la féconde activité jusqu'au moment de sa dissolution en 1560.

Des disputes concernant la liturgie s'étant élevées au sein de l'Eglise des réfugiés anglais de Francfort entre partisans du rituel anglican et disciples de Calvin, ceux-ci quittèrent Francfort. Ils vinrent à Genève, où Calvin et les autorités les accueillirent avec la plus grande bienveillance. Ils n'étaient guère plus de trente. Ils s'organisèrent aussitôt en une Eglise sur le modèle de celle de Genève. Knox et Goodman furent leurs ministres. Leur nombre s'accrut bientôt de nouvelles arrivées. Lorsque l'avènement d'Elisabeth leur permit de rentrer dans leur patrie, ils étaient

environ deux cents. Il y avait parmi eux des nobles et de simples ouvriers, des riches et des pauvres, des théologiens et des gens de métier, des savants et des ignorants. On leur accorda l'usage d'une chapelle qu'ils partageaient avec les réfugiés italiens. Et, pendant cinq années, ils vécurent dans la cité de Calvin une vie un peu à part, heureux de la pleine liberté qui leur était accordée, heureux surtout de vivre en une ville où ils trouvaient leur idéal théocratique réalisé, où ils pouvaient eux-mêmes, dans leur modeste congrégation, s'y conformer pleinement.

Ce qui donne à cette Eglise anglaise de Genève un intérêt tout particulier, c'est l'extraordinaire fécondité intellectuelle dont ses chefs spirituels firent preuve. Ils semblent avoir voulu rivaliser d'énergie avec Calvin et Bèze. Traités religieux et politico-religieux, traductions d'œuvres des réformateurs de la Suisse romande, traductions de la Bible, ils ne publièrent pas moins de quinze volumes pendant ces quelques années. C'est l'analyse détaillée de leurs œuvres originales qui remplit le plus grand nombre des pages de M. Martin. Chaque fois qu'il en a l'occasion, il indique la part qu'il faut faire, dans ces traités et pamphlets oubliés, à l'influence de Calvin et celle qu'il faut laisser à la mentalité britannique de leurs auteurs. Sa monographie, ainsi que lui-même l'appelle modestement, est donc une précieuse contribution à la connaissance de nos relations intellectuelles au seizième siècle avec la Grande-Bretagne. Elle rendra de réels services à l'historien futur de ces relations.

G. B.



CONSIDÉRATIONS SUR L'AVENIR

DE LA

NEUTRALITÉ BELGE

L'ASPECT JURIDIQUE

La discussion qui s'est ouverte sur l'adhésion éventuelle de la Belgique au pacte de Londres et sur la « Déclaration de Sainte Adresse », en projetant brusquement quelque lumière sur l'une des faces du problème de la paix, en a révélé l'extraordinaire complexité.

Le cas de la Belgique est le plus simple à juger dans l'amas d'actes de force accumulés par la guerre et ce sera peut-être l'un des plus malaisés à résoudre ! La cause des Alliés peut aussi être dite, en vérité, « la juste cause », mais les intérêts mis en question par le conflit sont si vastes et si divers qu'après vingt mois de violation persistante de toutes les règles du droit des gens par l'un des partis, on retrouve encore les appréciations et inclinations politiques — je ne dis pas les sympathies — des nations spectatrices, partagées, comme au début, entre les deux groupes de belligérants. Sur le cas de la Belgique, au contraire, point de désaccord.

Aucune incertitude ne règne sur son bon droit. Comment, d'ailleurs, pourrait-on garder doute, quand l'Allemagne même, à l'heure non suspecte où elle violait la frontière belge, a confessé en plein Reichstag, par l'organe de son chancelier, l'injustice de son acte et reconnu qu'elle était tenue à le réparer ? Un égal devoir de réparation existe dans le chef des puissances garantes, envers qui la Belgique, au prix des plus sanglants sacrifices et pour le plus grand profit de l'équilibre européen, a tenu, sans hésitation ni marchandage, son engagement de faire respecter la neutralité de son territoire. Et même, enfin, ne pèse-t-il aucune dette de reconnaissance sur la conscience de certaines nations neutres limitrophes ou éloignées, du fait que l'immolation héroïque du petit Etat a détourné d'elles la foudre et leur a épargné le fléau de la guerre ?

La Belgique est donc indubitablement créancière. On sait positivement de quoi et aussi de qui : de l'Allemagne, des Alliés, de l'Europe neutre, voire de tout ce qui, dans le monde, répugne au système prussien de l'« organisation » par la force. Mais le point délicat va être d'opérer, conformément aux exigences de la réalité politique, la réintégration de l'Etat évincé dans ses droits et dans ses intérêts, et surtout, cela fait, de lui en assurer ce qu'on appelle, en langage juridique, la paisible et durable jouissance du possesseur de bonne foi.

I

Laissons de côté les lésions d'ordre physique infligées à la Belgique par le fait d'une guerre menée à l'allemande : dévastation systématique du pays, perte énorme de vies humaines parmi les non-combattants ; il est admis, faute de mieux, que ce genre de dommages soit,

vaille que vaille, compensé par une indemnité, le temps étant appelé, de son côté, à cicatriser sa part des blessures.

Il sera possible aussi, espère-t-on, de remédier à la perturbation des courants commerciaux, quand même échouerait le vaste plan d'érection d'une Europe économique « alliée. »

Les reconstructions d'ordre politique sont infiniment plus difficiles à exécuter et même à concevoir. En ce domaine, les lumières du juste et de l'injuste sont de peu de secours, car ce qu'on appelle « les droits d'un Etat » consistent moins dans une propriété patrimoniale susceptible de restitution après enlèvement, qu'ils ne sont le résultat d'un rapport extérieur de puissance à puissance, dont les éléments constitutifs, une fois désajustés, se laissent rarement replacer tels quels et terme pour terme, dans l'arrangement de leur ancienne combinaison.

On dit volontiers que l'histoire se répète ; cela n'est vrai que des leçons que l'homme en tire. En vérité, la vie des nations pas plus que celle des individus ne revient sur elle-même ; et s'il arrive à l'homme d'imiter l'homme, jamais les événements sociaux, même engendrés de cet esprit d'imitation, ne sont de simples copies de ceux qui les précédèrent ; au contraire, les sociétés humaines, considérées dans leur durée, offrent le spectacle d'une incessante création. Mais il est exact, d'autre part, que cette création a pour caractère la continuité, et l'on fait consister pour une bonne part le mérite du politique dans l'art d'utiliser ce qui est ou ce qui fut à la réalisation de ce qui devient ou qui doit être.

Quelle que soit donc la doctrine à laquelle on s'attache de préférence, conservatrice ou novatrice, et fût-on

même, en dépit des enseignements de la vie, partisan de l'application des formules de reconstitution archéologique du passé dans le domaine des relations entre Etats, la première précaution à prendre, lorsqu'on parle de la nécessité de restituer politiquement la Belgique à elle-même, est de vérifier avec soin quelle était sa situation avant l'agression allemande, d'en pénétrer les origines et les raisons d'être, d'en dégager l'économie et la loi.

Au point de vue international, la Belgique se définissait avant la guerre comme un Etat indépendant et perpétuellement neutralisé, mais d'une neutralité imposée, armée et couverte par la garantie de cinq grandes puissances.

S'il ne s'agissait que de rétablir l'indépendance du royaume de Belgique avec son corollaire, l'intégrité du territoire belge, point de difficulté : la défaite de l'injuste agresseur procurera naturellement ce résultat sur lequel il n'y a nulle part de divergence d'avis.

Mais la neutralisation avec la garantie ?

C'est déjà une première question que de savoir si la question se pose de la *rétablir*. Car il en est qui pensent qu'elle n'a jamais cessé et même ne saurait cesser d'exister.

Comment cette opinion erronée a pu se former et se répandre : il est facile de se le représenter. La Belgique s'est levée d'un mouvement si spontané et si unanime pour la défense de sa neutralité et elle a persisté à en combattre le violateur avec un tel héroïsme qu'elle est devenue, dans le jugement universel, la personnification et comme le glorieux symbole de ce principe d'organisation politique. Emerveillés de son attitude, et cherchant à en découvrir le secret, beaucoup d'esprits ont cru devoir établir entre les termes de *Belgique* et de

neutralité une sorte d'équation d'absolu ou tout au moins en faire les expressions gémées d'une même et indivisible réalité politique.

La neutralisation, à leurs yeux, ne devait pas être seulement la formule d'une obligation juridique imposée à la Belgique par une convention ; ce devait être, en outre, « sa vocation naturelle ; » et peut-être même était-ce quelque chose de plus encore : il y a probabilité que l'état de neutralité perpétuelle et obligatoire représente le stade de moralité le plus élevé qu'une nation puisse atteindre dans l'ordre du développement international. Dans cette conception la neutralité serait non seulement *un droit* de l'Etat neutralisé, mais aussi l'expression du *Droit* tout court, au point qu'une fois neutralisée, une nation serait tenue *d'honneur* de le rester, et que cesser d'être neutre après l'avoir été, cela équivaldrait à désertter le terrain même de la justice. Ainsi s'est-on assez fréquemment expliqué le caractère héroïque des actes du gouvernement et du peuple belges.

En vérité, il y a ici méprise.

Incontestablement, la Belgique s'est placée et maintenue depuis le mois d'août 1914 sur le terrain *du droit*, en même temps que de *son droit*. Mais les mots sont faits pour exprimer des choses et il faut savoir saisir toute la réalité qu'ils recouvrent.

Si la cause de la Belgique s'est identifiée avec celle du droit dans l'opinion universelle, ce n'est peut-être pas encore tant à cause de l'admirable réaction morale qui porta instantanément toute la nation belge à l'acceptation intégrale de son devoir en face du puissant empire qui méconnaissait le sien. Le monde, en effet, n'a appris qu'assez tard le caractère de spontanéité et d'unanimité absolues qu'avait eu le refus opposé par la

Belgique aux injonctions de l'Allemagne. Ce qui a frappé l'opinion du monde et déterminé sa conviction, c'est plutôt un fait extérieur et positif, le fait que le petit peuple belge, en défendant son droit, défendait du même coup le principe conservateur de la société des nations : la foi due aux traités, et le précepte fondamental du Droit contractuel : le respect de la parole donnée. Chacun eut l'intuition qu'un drame d'humanité profonde se jouait où, sous les apparences d'une question historique d'inviolabilité de frontière et de neutralité d'Etat, l'enjeu était l'avenir de l'idée même de justice dans les relations internationales.

Le peuple belge, cependant, avait-il expressément recherché ce rôle de martyr de la foi publique ? Faisait-il profession de tenir sur la scène de la politique l'emploi presque toujours vacant d'Etat-chevalier ? Son gouvernement se donnait-il pour programme de refournir le monde et l'histoire de modèles de sublime ? Non. On savait bien en Belgique que la pratique de la vertu et de la moralité n'est pas le but propre, mais seulement la condition d'exercice de la politique. Le gouvernement s'y donnait pour objectif naturel, comme partout ailleurs, de rechercher l'intérêt du pays, peut-être seulement avec une tendance particulière à n'en pas concevoir la poursuite possible en dehors des voies de la probité. Car la sincérité et la droiture sont des traits innés du caractère national belge. Qu'au bout de cette disposition de l'esprit politique belge il se soit trouvé logiquement, le jour où l'indépendance nationale fut menacée, un *devoir moral* à remplir dont l'accomplissement devait élever la Belgique aux cimes de l'héroïsme, cela est dû en réalité à une rencontre exceptionnelle dans l'histoire politique des nations.

Alors que dans l'immense majorité des constitutions l'exercice du droit de se défendre, qui se confond, pour les Etats comme pour les individus, avec le devoir naturel de la conservation, est, à ce titre, abandonné à la libre initiative des gouvernements comme l'un des attributs de leur souveraineté, la Belgique, lors de son érection en royaume indépendant, avait été amenée, sous la pression des puissances, à en faire l'objet d'une obligation contractuelle de son statut. La neutralité belge était en effet, de par les traités de 1831-1839, une neutralité imposée et armée. A la différence des Etats pleinement autonomes qui ne sont comptables que vis-à-vis d'eux-mêmes de l'usage de leur faculté de paix et de guerre, le royaume de Belgique avait contracté vis-à-vis de ses garants l'engagement juridique de se tenir à l'écart de tout conflit et d'employer toutes ses forces à repousser n'importe quelle agression. L'instinct de la conservation se confondait ainsi pour lui avec la conscience de la loyauté politique. Son indépendance n'était plus seulement sa chose, mais aussi celle des puissances, qui y avaient un intérêt propre déclaré perpétuel et consacré par l'acceptation de leur garantie. L'intérêt du pays prenait rapport d'identité avec son devoir international.

C'est à cette espèce de sublimation juridique internationale des fonctions de la souveraineté, combinée avec la droiture foncière du caractère national, qu'est dû ce qu'on peut appeler « le miracle belge », entendant par là l'idéalisme, en vérité peu ordinaire, de la politique du gouvernement belge.

On aperçoit dès lors, à côté de la part d'absolu qu'elle renferme, ce que cette politique a aussi de relatif et de contingent. La Belgique n'eût, certes, pas pu agir autrement qu'elle l'a fait sans manquer à l'honneur, mais

c'est à cause de la signature qu'elle avait donnée aux puissances et non à cause de la dignité intrinsèque de la neutralité, objet du contrat. De même, inversement, la Belgique n'eût pu manquer à l'honneur sans commettre une faute politique, non tellement parce que la déloyauté est le plus souvent un faux calcul que parce que, dans son cas particulier, le contrat loyalement observé était, de fait, la formule naturelle de son intérêt (cf. E. Waxweiler, *Le procès de la neutralité belge*. Lausanne, Payot, 1916).

Il suit de là que la neutralisation de la Belgique ne possède pas, en soi, mais peut seulement tirer du traité qui la couvre ou des circonstances qui la conseillent son caractère de « nécessité » juridique ou politique ; elle n'est point soustraite par essence aux perturbations ou vicissitudes de la guerre, et la Belgique pourrait en principe orienter son avenir dans une autre direction sans, pour autant, ni forfaire ni déchoir.

II

Le contrat est-il cependant d'ores et déjà frappé de caducité ?

Supposé qu'il le soit, l'histoire du droit public moderne n'offre, du moins, pas d'exemple qu'un traité de ce genre ait cessé d'avoir effet sans qu'une dénonciation en règle soit venue éclairer les intéressés sur l'opinion respective de chacune des parties à ce propos. Jusqu'à présent le principal intéressé, la Belgique, n'a pas fait de déclaration explicite de ses intentions. L'Angleterre, la France, la Russie non plus. De leur silence on ne peut, à notre avis, rien inférer ni pour ni contre l'hypothèse de la caducité. On ne peut se faire d'opinion à ce sujet que par la voie du raisonnement et par un examen attentif

des suites juridiques des événements politiques et militaires.

Un député belge a émis, il y a quelque temps, l'avis que la Convention de La Haye interdisait à la Belgique, Etat neutralisé, le droit de se considérer juridiquement comme belligérante dans la présente guerre et il tirait de cette prétendue persistance de la neutralité nonobstant la guerre un argument en faveur du maintien, obligatoire selon lui, des traités de 1831-1839.

Ce fort honnête homme commettait là, en parfaite sérénité d'esprit, un certain nombre de confusions et d'exagérations notables. Molière n'a pas inventé tout à fait le mot de la femme de Sganarelle : il y a toujours, par le monde, un certain nombre de bonnes gens auxquelles il plaît d'être battus.

Le traité de 1831-1839 est un acte conventionnel de neutralisation d'Etat ; la Convention de La Haye fixe les règles d'exercice de la belligérance par rapport aux Etats neutres ; quel rapport y a-t-il entre celles-ci, qui supposent une neutralité indiscutée, et la thèse de l'immutabilité essentielle de la neutralité belge, dont la discussion relève de la doctrine générale de l'interprétation des contrats ?

La Convention de La Haye, en fixant les conditions d'entrée en belligérance des Etats neutres, n'a d'ailleurs pas eu pour but d'aggraver pour eux les charges légales de la neutralité. Elle stipule qu'en principe leur situation juridique de non-belligérants ne peut être altérée contre leur volonté par l'arbitraire d'un agresseur ; elle conçoit, en d'autres termes, la neutralité comme un droit, dont la conservation n'est pas à la merci d'un acte de violence. La Belgique, donc, à strictement parler, peut toujours se réclamer, après vingt mois de résistance armée à

l'agression allemande, du privilège juridique de la non-belligérance ; mais ce n'est là qu'une latitude, non une obligation ; la Belgique, quoique neutralisée, avait et garde le droit de guerre et de paix vis-à-vis de n'importe quel assaillant.

Et, je le veux bien encore, il se peut concevoir qu'elle trouvât certains avantages à se prévaloir de la neutralité si le procès actuel se débattait devant un aréopage de jurisconsultes. Mais, voilà, le fait est que ce sont des artilleurs qui remplissent ici les fonctions d'arbitres. « Aux armes de décider entre nous ! » a dit l'Allemagne dans son ultimatum du 2 août 1914 à la Belgique. Bon gré mal gré, c'est donc de la force seule qu'on peut tirer la décision. Pendant ce temps, les belles formules de droit de La Haye resteront rangées dans les vitrines du palais de la Paix : collection d'amphores vides. Qu'importerait aux « neutres » que la Belgique qualifiât juridiquement la lutte de force qu'elle soutient contre l'Allemagne d'acte de simple défense ou de belligérance positive ? Extérieurement, c'est la *guerre* : les Etats non-belligérants ne veulent savoir des opérations que ce qu'ils en voient et il n'en est pas un qui osât risquer, vis-à-vis de l'Allemagne et en faveur du petit Etat attaqué, de faire abstraction de leur caractère apparent d'*hostilités*. Aucun, par exemple, n'a conservé avec la Belgique la pleine liberté de commerce existant entre Etats qui ne participent point à la conflagration ; les interdictions hollandaises sur la contrebande de guerre sont appliquées vis-à-vis de la Belgique ; de même la Hollande s'est autorisée de sa qualité de neutre pour désarmer et interner comme *prisonniers de guerre* les soldats belges réfugiés sur son territoire lors de la prise d'Anvers.

En résumé, il serait sans doute excessif de conclure

que « la neutralisation belge n'existe plus puisque la Belgique se bat » : mais le fait est que, parce que la Belgique se bat et pendant qu'elle se bat, la neutralité belge est comme si elle n'était pas.

III

Qu'en est-il, toutefois, dans le fond et au point de vue des principes ?

La question est délicate. Voici un traité, convention synallagmatique, dont il est de règle qu'aucun des obligés ne puisse se délier sans le consentement des autres, hors le cas d'inexécution. Des cinq parties contractantes de première part, deux ont violé leur engagement collectif de respect et de garantie de la neutralité, mais les trois autres y ont été fidèles ; quel est le sort de l'engagement corrélatif de l'Etat neutralisé et garanti ?

Il faut évidemment, comme disent les professeurs de droit, distinguer entre les cas et les contractants.

Il va de soi que l'Etat garanti, s'il y trouve intérêt, peut exciper de la violation de sa neutralité pour se dégager de tout lien envers les Etats qui l'ont violée ; il a aussi, à son gré, droit d'exiger d'eux le rétablissement des choses dans le pristin état ; il a en tout cas, contre eux et vis-à-vis de ses garants, une créance de dédommagement complet pour le préjudice subi, ainsi que de gage nouveau contre un renouvellement possible de l'infraction.

Autre est sa situation juridique vis-à-vis des trois garants fidèles ; ceux-ci, satisfaisant à leurs obligations, ont le droit d'exiger, en retour, l'accomplissement de celles de l'Etat garanti. Quelles étaient les unes et les autres ? De la part des Etats garants : aide et secours à la Belgique pour repousser l'agression et recouvrer son indé-

pendance et sa sécurité ; de la part de la Belgique, contribution de tout son pouvoir à la défense de sa neutralité contre l'agresseur.

On remarquera le caractère commun de ces obligations corrélatives ; une fois l'agression consommée, elles ont pour objet essentiel l'accomplissement en coopération d'un acte de guerre précis et unique : l'obtention sur l'agresseur d'une décision militaire capable d'annuler les effets de son agression et d'en empêcher le renouvellement.

On a discuté entre Belges le point de savoir s'il y avait, ou non, alliance militaire entre les puissances garantes et la Belgique pour la conduite de la guerre en commun ; à supposer qu'il y eût engagement de coopération de la Belgique, — jusqu'où s'étendait cet engagement ; si la Belgique restait maîtresse de cesser sa coopération militaire quand elle jugerait son intérêt couvert ; notamment, si elle avait le droit, ou si même elle ne devait pas à sa neutralité, de refuser de suivre éventuellement les armées alliées dans leurs opérations sur territoire allemand ; si, au contraire, elle avait l'obligation d'aller « jusqu'au bout », et, pour cela, jusqu'en Allemagne. Ces discussions sont restées confuses et sans solution faute d'une conception nette de la portée des traités de 1831-1839.

Tout le monde parlait de l'idée erronée que la Belgique a d'ores et déjà satisfait complètement aux obligations de son statut par l'effort de résistance qu'elle a fourni jusqu'à la bataille de l'Yser ; que tout ce qu'elle a fait depuis lors est contribution volontaire, et même bénévole, de sa part, à une cause sympathique mais librement embrassée, et que, à moins d'une convention spéciale, elle ne pourrait avoir, en aucun cas, l'obliga-

tion de poursuivre la guerre après la libération de son territoire, ni surtout en dehors de ses frontières.

Questions d'intérêt et de politique mises à part, et quelque méritoire qu'ait été la contribution des Belges à l'œuvre commune, la vérité est que les obligations mises à la charge de la Belgique par son statut ne sont pas épuisées tant que l'Allemagne n'est pas réduite militairement à l'impuissance d'une récidive et contrainte d'accepter une paix garantissant réellement la sécurité à venir de l'Etat belge.

C'est cela, et cela seulement qu'il faut entendre par l'œuvre de défense de l'Etat belge à laquelle la Belgique est tenue juridiquement comme naturellement de coopérer de tout son pouvoir. Car, aussi longtemps que l'agresseur n'en est pas réduit là, rien n'est fait et tout peut être à refaire d'un moment à l'autre.

Il s'ensuit que si, pour atteindre ce résultat qui sera le fruit d'un effort militaire unique, voué à réussir ou à échouer, sans milieu ni partage possible, *to be or no to be*, s'il est, disons-nous, pour cela, reconnu nécessaire, comme il le paraît, de poursuivre jusque sur son territoire l'agresseur d'abord refoulé de sa conquête, et d'achever de le battre chez lui, — non seulement la Belgique a le droit d'en être et y a probablement intérêt, mais, strictement, elle le doit, à la seule condition qu'elle le puisse et que son concours y soit utile. Il s'agit ici, en somme, d'une appréciation de pure technique militaire.

Et notons que pas n'est besoin pour cela d'une convention spéciale et nouvelle : l'obligation juridique de la « coopération jusqu'au bout » n'est qu'une application, dictée par les circonstances, du principe fondamental de 1831-1839 qui fait de la neutralité belge une neutralité armée pour sa défense. La Belgique garde d'ailleurs dans

la pratique la liberté de jugement et de délibération attachée à sa qualité d'Etat souverain et indépendant ; elle a voix au chapitre qui serait ouvert sur la nécessité technique de poursuivre la campagne éventuellement en territoire teuton ; et elle a le droit imprescriptible de régler sa contribution à l'affaire commune sur celle de ses garants. Personne ne pourrait l'obliger à se prêter à une entreprise de pure conquête ni à consentir un sacrifice inégal, et il ne serait pas, du reste, de l'intérêt de ses garants de lui imposer contre son gré ni l'un ni l'autre.

IV

Quand on se pénètre bien de ce principe, l'économie générale de la « Déclaration de Sainte-Adresse » du 14 février 1916 s'éclaire et l'on aperçoit le motif de tant d'interprétations hésitantes ou discordantes qui lui furent infligées.

Beaucoup de commentateurs sont restés indécis et troublés devant le caractère unilatéral de cet acte : « Une *déclaration* : pourquoi pas un *traité* ? C'est donc que la Belgique avait refusé son adhésion au Pacte de Londres ? C'est donc qu'elle veut demeurer maîtresse de conclure à son heure une paix séparée ? C'est donc qu'elle entend reconstituer ou maintenir sa neutralité d'avant la guerre ? C'est donc.... » Et les suppositions d'enchaîner ainsi leurs anneaux, jusqu'au grotesque d'une hypothèse de « splendide isolement » et jusqu'à l'odieux d'une suspicion de rapprochement clandestin avec l'Allemagne. Car on est allé, dans une certaine presse, jusqu'à suspecter la malheureuse et honnête victime de l'agression allemande de nourrir en secret le désir de je ne sais quelle horrible conjonction politique avec son bourreau.

Divagations que tout cela !

La réalité est — nous pouvons l'affirmer de science certaine — que jamais la Belgique ne fut invitée directement ni indirectement à adhérer au Pacte de Londres. Il y a, à cela, une bonne raison, entre plusieurs autres, c'est que, en ce qui regarde la persistance de sa coopération militaire avec les armées alliées jusqu'au terme raisonnable de la guerre, cette adhésion était bien superflue, le jeu du traité de 1831-1839 suffisant à y pourvoir, ainsi que nous venons de l'expliquer. A ce propos, nous demandons encore une fois qu'on veuille bien ne pas perdre de vue ce tout petit fait et ses suites : la guerre, — acte indivisible dans son résultat, la victoire, — la guerre n'est pas encore terminée ; la puissance militaire allemande n'est pas encore abattue ; par conséquent le traité de 1831-1839 n'a pas encore reçu son plein accomplissement, ni de la part de la Triple Entente, quant à son engagement de garantie envers la Belgique, ni de la part de la Belgique, quant à son engagement de coopération à l'œuvre de sa défense. Les puissances alliées n'avaient donc pas besoin de conclure une convention militaire avec la Belgique : l'économie du traité de 1831-1839 leur en avait donné l'équivalent, une fois la Belgique jetée à leurs côtés par l'agression allemande. Elles n'avaient pas davantage besoin de prendre une assurance contractuelle contre l'éventualité d'une paix prématurée de la part de la Belgique : cette assurance existe déjà implicitement, fondée sur le statut de la Belgique et sur sa probité éprouvée.

C'est l'ensemble de cette situation particulière, complexe et trop peu connue, ou méconnue, que l'on a pris soin d'accuser à Sainte-Adresse par le choix d'une *Déclaration* de préférence à un acte bilatéral. C'est elle qui se

révèle aussi dans le fait que le gouvernement belge s'est abstenu de répondre en forme solennelle à la Déclaration, le ministre des affaires étrangères se bornant à en prendre acte en son nom et à se porter fort personnellement de la gratitude du peuple belge. C'est elle encore qu'a su élégamment résumer le baron Beyens dans un raccourci d'une justesse et d'un à-propos remarquables, en donnant comme réponse aux puissances simplement ceci : « *Vous devez avoir pleine confiance en nous, comme nous avons confiance en nos loyaux garants...* », puisqu'en effet la fidélité des Belges à leur obligation internationale et naturelle de défense est le vrai gage de coopération militaire de la Belgique, que les puissances alliées ont entre les mains : gage antérieur et supérieur à une adhésion au Pacte de Londres.

C'est enfin cette même situation qui se traduit dans la suite de la réponse, trouvée, bien à tort, ambiguë par certains, inquiétante par d'autres : « *...car nous sommes tous résolus à lutter énergiquement avec eux (les garants) jusqu'au triomphe du droit.* » Le terme de la coopération est ici indiqué dans une formule large, parce qu'il convenait, en effet, de réserver du champ aux perspectives encore imparfaitement connues de la nécessité militaire ; mais la formule est suffisamment précise pourtant, en ce qu'elle trace avec netteté le cercle du devoir juridique international où la coopération militaire de la Belgique devra continuer à se mouvoir sans obligation d'en sortir.

— Mais si toutes les garanties existaient de part et d'autre et si toutes les paroles nécessaires étaient échangées, à quoi bon, dira-t-on, la précaution de les *déclarer* de nouveau ?

— Pour deux motifs principaux. Pour attester, d'abord, en réponse à la campagne de suspicions, de suggestions

et d'avances allemandes à l'endroit de la Belgique, la persistance de l'accord parfait de celle-ci avec les puissances alliées sur le but et la conduite de la guerre. Parce que, ensuite, il était opportun de compléter le système des garanties militaires réciproques résultant du traité de 1831-1839, pour le cas de guerre, par l'indication des principes adoptés comme base future du rétablissement de la paix.

Cette indication s'imposait à la fois comme un acte de prévenance et de loyauté vis-à-vis de la Belgique et comme une précaution élémentaire et nécessaire de la part du gouvernement belge pour couvrir sa propre responsabilité constitutionnelle. La guerre ne se fait pas pour elle-même, mais pour la paix qu'elle doit procurer. Si plusieurs Etats décident de poursuivre ensemble jusqu'au bout une guerre commune, il leur importe de savoir ce qu'ils lui assignent comme terme et à quel genre de paix ils se veulent mener l'un l'autre. Les puissances alliées avaient pu se donner mutuellement à ce sujet les éclaircissements indispensables dans les pourparlers qui avaient précédé la conclusion et le renouvellement du Pacte de Londres. La Belgique n'ayant pas lieu, eu égard aux effets du traité de 1831-1839, de conclure pour elle-même un arrangement de la nature du Pacte de Londres, ni de donner son adhésion à celui-ci, il lui importait de voir ou de faire fixer sous une autre forme les termes essentiels de la paix collective à laquelle sa collaboration restait acquise.

Tout embarras de sollicitation lui fut épargné sur ce point; par une attention délicate, bien due au malheur et à l'abnégation de la Belgique, les puissances alliées voulurent que leurs dispositions gardassent le caractère spontané d'une offre. Elles y inscrivirent le principe de

ce à quoi la Belgique avait strictement droit : le rétablissement de sa complète indépendance politique et économique, et une large indemnité; elles y ajoutèrent la reconnaissance de ce à quoi les modifications apportées par la guerre dans l'état général de l'Europe lui donnaient le droit de prétendre, à savoir que la Belgique serait appelée à participer aux négociations de la paix commune.

V

Cette dernière clause a été, à son tour, l'objet d'interprétations divergentes en raison de son rapport logique évident avec le statut international de la Belgique. Car, s'il est vrai que celui-ci continue — ou, si l'on préfère, achève — de produire son effet dans l'ordre de la coopération militaire, s'ensuit-il que son efficacité politique, nécessairement suspendue durant le temps de guerre, doit reprendre son cours à la signature du traité de paix? Nous revenons ainsi à la question de tantôt, celle de la caducité ou de la persistance du traité de 1831-1839, mais, cette fois, sous un aspect nouveau : celui de la neutralisation perpétuelle et obligatoire de l'Etat belge dans l'Europe future.

Nous disons *neutralisation* et non *neutralité*. Ce sont deux notions rapprochées, mais qui, pour cela même, demandent à n'être pas confondues. La neutralité belge n'est, en fait, que la conséquence pratique de la neutralisation conventionnelle de l'Etat belge. Juridiquement elle tomberait donc, si tombait le traité qui l'établit. Ceci, la caducité du traité, est pour l'instant, le seul point où se porte notre attention. Mais il faut s'empres- ser de dire que ni la péremption du traité de 1831-1839, ni la déchéance de l'engagement de neutralité qu'elle

engendrerait n'ont nullement pour corollaire *obligé* l'abandon par le gouvernement belge de demain du principe d'autonomie qui fut toujours dans le passé le régulateur essentiel de sa politique extérieure. La chute du statut historique sur lequel la neutralité belge a reposé jusqu'ici ne doit pas logiquement marquer l'entrée du royaume dans l'ère de la politique d'aventures, ni même d'alliances. C'est là une affaire de pure opportunité dont nous ne voulons pas traiter pour l'instant.

Cette réserve faite pour nous assurer pleine liberté de débat, nous n'hésitons pas à dire que, considéré à la lumière des principes du droit et en tant que statut international permanent de l'Etat belge, le traité de 1831-1839 a subi, du fait de la présente guerre, une atteinte irréparable.

Ce statut, en effet, avait pour élément constitutif un système d'engagements réciproques de la part de la Belgique et de ses garants, à l'exclusion de toute espèce de garanties réelles de part et d'autre. Il avait pour fondement premier, et même unique, la loyauté présumée des parties contractantes. C'était un édifice purement juridique, un statut reposant exclusivement sur le principe immatériel de la confiance mutuelle des signataires.

On ne pourrait imaginer un tel système subsistant dans un état de choses tel que la Belgique aurait à se méfier de ses garants, et réciproquement, ou ceux-ci l'un de l'autre. Car la Belgique est naturellement trop faible pour ne pas entretenir incessamment chez un garant peu scrupuleux la tentation de la proie facile à saisir ; et, d'autre part, elle ne pourrait tolérer ni que ses droits de souveraineté subissent une diminution au profit d'une puissance étrangère sans la contre-partie d'une garantie sérieuse, ni que son indépendance restât perpé-

tuellement exposée, sous prétexte de neutralité, à la félonie d'un garant perfide.

Mais il faut dire plus. Si toute guerre comporte une rupture de traités, et engendre naturellement des discussions sur la justice ou l'injustice de cette rupture, il y a, dans cette guerre-ci, et spécialement dans le cas de l'agression contre la Belgique, quelque chose d'extraordinaire, de monstrueux et presque d'unique dans l'histoire : l'attentat prémédité pleinement, voulu froidement, consommé par un empire puissant, contre le principe même de la société des nations et de toute société : la bonne foi. On n'exprime qu'une partie de la réalité lorsqu'on dit, après le chancelier au Reichstag, que l'Allemagne a commis une iniquité envers la Belgique : elle a commis, en même temps, l'injustice catégorique, l'acte essentiel de lèse-justice, en ce que, non contente de placer son intérêt au-dessus de ses obligations, elle a perpétré à son profit cette violation de frontière que le traité de 1831-1839 avait spécifiquement pour but d'interdire à tous les contractants dans l'hypothèse de guerre internationale constituant le *casus fœderis*, et que chacun d'eux, y compris elle-même, avait solennellement répudiée jusqu'à y engager sa garantie.

« Chiffon de papier ! » disait négligemment de ce statut belge le chancelier impérial, en haussant les épaules. Malheureusement ce n'est pas seulement l'objet de leurs engagements que les hommes inscrivent sur le papier que les chanceliers allemands chiffonnent ; ils y déposent aussi l'expression de la confiance mutuelle qu'ils ont de les voir observer et qui est tout justement ce qui leur rend la vie en voisinage supportable. La difficulté avec laquelle l'Europe est maintenant aux prises, ce n'est pas tant, comme l'a écrit M. Millioud, de savoir quel traité

de paix l'on fera, mais comment l'on s'y prendra pour qu'un traité puisse encore mettre fin à l'état de guerre. Le monde traverse, du fait de la violation de la neutralité belge, une crise générale d'ébranlement de la confiance publique : on ne croit plus à la valeur des traités contractés par les Etats puissants avec des Etats faibles

Une réaction officielle unanime, énergique, incessante de la collectivité des Etats non-belligérants contre l'empire auteur du forfait, eût contribué certainement à sauver quelque chose du patrimoine moral des communautés politiques du monde civilisé et fourni l'élément de base de sa reconstitution, après la cessation du carnage. Aucun des Etats non-belligérants n'a osé en prendre l'initiative ; d'aucune capitale ne s'est élevée une seule voix officielle de protestation ; même le pontife de Rome, dépositaire de l'autorité la plus vénérée du monde, gardien constitué de l'intégrité des traditions cardinales de la société chrétienne, s'est imposé la loi du mutisme et d'une impassibilité apparente ; chacun des non-belligérants, par scrupule de la légalité, — ô ironie ! — s'est cantonné vis-à-vis du contempteur de la neutralité d'autrui dans la religieuse observation du prescrit de la sienne.

Un moment, la conscience publique bouleversée a pu trembler de voir la Force célébrer insolemment son triomphe sur les ruines du Droit, dans le silence de l'universelle pusillanimité. Il fallut que les peuples suppléassent par le cri spontané de l'indignation des âmes à l'inertie de leurs gouvernements. Evidemment cette substitution a atténué le scandale, mais elle sera inopérante à restituer aux traités la vertu d'obligation que les Etats ont laissé l'un d'entre eux leur contester sans encombre. Il est à prévoir, au contraire, que les Etats non-

belligérants qui, par peur ou économie du risque, n'ont rien voulu faire, durant les hostilités, pour la revendication pratique de la solidarité de droit de la communauté des nations, vont payer après la guerre ce faux calcul de leurs gouvernements, par un redoublement des charges de la paix armée. Juste revanche des choses sur la prudence à courte vue qui s'expose à perdre le principe de la vie pour en vouloir trop garder la jouissance : *propter vitam, vivendi perdere causas !*

Quoi qu'il en soit, un fait apparaît certain : le statut juridique belge de 1831-1839, à le supposer susceptible de rétablissement, n'offrirait plus, ne saurait plus offrir pour les parties contractantes, en présence de l'accroissement général de la méfiance publique quant à l'efficacité des traités, la même valeur d'autorité qu'avant la guerre.

Mais, en fait, le statut n'est même pas susceptible de rétablissement. Personne n'aura de peine à se rendre compte qu'il ne saurait être question, ailleurs qu'en Allemagne, d'une confirmation ou d'une reconduction pure et simple de cette convention internationale. Pour l'opinion du monde, ce serait un scandale pire peut-être que celui du 4 août 1914 que de voir l'Allemagne, au lendemain de son parjure, appelée ou même seulement admise, sur le même rang que les puissances respectueuses de leur signature, à garantir de nouveau la neutralité qu'elle a si outrageusement violée. Pourrait-on, d'autre part, imaginer les Alliés assez — disons le mot — assez benêts pour laisser reprendre à l'Allemagne les avantages politiques attachés à la qualité de caution solidaire d'un Etat neutralisé ? Enfin, et surtout, il y a le peuple belge, dans la mémoire duquel est gravée pour des siècles l'image d'une violation de frontière, d'une guerre et d'une occupation également inexpiables.

Des polémiques ont pu s'élever entre Belges sur la question du maintien ou de la répudiation de la neutralité. Pour obscures qu'elles aient été, dans certains de leurs mobiles, nous ne croyons pas pourtant qu'aucun des partisans, même les plus ardents, du « maintien de la neutralité » ait mis en discussion l'hypothèse ou même ait été seulement effleuré par l'idée d'une réadmission possible de l'Allemagne au nombre des garants de la neutralité belge rénovée.

Les divergences de vues qui se sont manifestées proviennent visiblement d'un malentendu sur le sens où est pris de part et d'autre le terme de neutralité. Alors que les adversaires du « maintien de la neutralité » entendent répudier déterminément le système de la neutralisation à cause surtout des clauses de perpétuité et de garanties dont il était affecté dans le traité de 1831-1839, leurs antagonistes veulent simplement que le statut futur de la Belgique, ou du moins sa politique, continue de reposer sur le principe d'exclusion de toute alliance avec une grande puissance ; dans leur pensée, la Belgique de l'avenir doit s'abstenir d'entrer dans aucune constellation politique ; elle doit garder, au contraire, pour règle de vie de se tenir systématiquement à l'écart des combinaisons d'intérêts qui constituent le jeu instable de l'équilibre international. Les deux camps restent, d'ailleurs, d'accord sur ce point capital que le statut et la politique de la Belgique nouvelle doivent, à la différence du système de 1831-1839, revêtir un caractère essentiellement volontaire et même spontané.

VI

Le traité de 1831-1839 ne pouvant pas, en droit, être maintenu à la base du statut de la Belgique restaurée

tant en raison de la dépréciation irrémédiable de la signature allemande que de la caducité naturelle de tout engagement violé vis-à-vis du violateur, les trois garants fidèles observateurs de ce traité peuvent-ils, de leur côté, prétendre le maintenir, au moins en ce qui les concerne ?

Des Belges se trouveront probablement que cette question surprendra. Nouveaux aux choses de la politique internationale, ils ont une tendance à n'en considérer les événements et les conventions que sous l'angle de la sincérité désintéressée qu'ils y apportent ou sous la couleur des manifestations de sympathie que cette habitude de la droiture attire à la Belgique. Les réalités de la politique ont d'autres faces que celles du sentiment, de la littérature et même de l'histoire. Il est de l'intérêt des Belges que leur esprit, à tous, s'ouvre — et sans retard — à la conception de la complexité des intérêts et de la diversité des mobiles qui composent la politique internationale.

Depuis le début des hostilités, la Belgique a eu, certes, des sujets de se louer de la bienveillance des Alliés à son égard. Mais il faut tenir compte de ceci : que les hommes d'Etat ont le devoir professionnel de concerter leurs accords non seulement pour le moment présent, mais pour le plus grand nombre possible d'années à venir. On ne peut pas se mettre tous les dix ans à reconstruire l'Europe. La durée est un élément intégrant et une clause tacite des constitutions internationales ; cela est salubre ; le monde ne pourrait vivre dans un perpétuel bouleversement. La vie cependant est mouvante, la vie, c'est-à-dire les sentiments et les intérêts de l'heure présente, l'image toujours nouvelle que l'homme se forme de son avenir, et la mémoire qu'il laisse parallèlement

se dégrader des actes qu'il vient d'accomplir. Les constitutions, pour durer, doivent être faites assez larges ou élastiques pour contenir cette instabilité de la vie. Les hommes d'Etat le savent et œuvrent en conséquence. Les enthousiasmes du moment présent ne sont pas — et Dieu merci ! — la seule mesure de leurs déterminations ; ils comptent aussi avec les refroidissements de demain et cherchent sagement à s'installer dans une ligne moyenne.

Il y a encore pour les Belges à se rappeler — ou à apprendre — cette autre vérité de bon sens que c'est à la Belgique en premier lieu qu'il incombe de veiller à l'intérêt belge. Ils ne trouveront alors ni extraordinaire, ni excessif que les Alliés veillent aussi chacun au sien. Ainsi le veut le principe de l'autonomie des droits et la distinction des souverainetés. Se récrier serait aussi superflu que peu sensé.

Cette disposition à l'affrontement loyal des intérêts, sous l'aiguillon de la concurrence, est d'ailleurs d'un sain égoïsme. Elle forme dans une nation la virilité du caractère et y entretient l'esprit d'indépendance. Lorsqu'au contraire, un Etat en est à se reposer sur la bienveillance d'un protecteur du soin de pourvoir à ses besoins, il entre en tutelle et passe de là très vite sur le chemin de la vassalité.

Consultant l'histoire, on y voit que ce n'est pas seulement dans l'intérêt de la Belgique que fut institué le statut de 1831-1839. Ce fut un contrat à titre onéreux et non de bienfaisance, et même sa signature par la Belgique eut quelque peu l'apparence de la carte forcée. Il stipulait à son profit la garantie de la neutralité belge. Or, on peut le dire sans médisance, on ne s'accorde guère de garantie en politique que pour pouvoir en prendre

autant qu'on en donne. Les cinq puissances garantes n'avaient accordé la leur à la Belgique qu'en retour de son obligation pas toujours lucrative d'observer et de défendre sa neutralité, à laquelle elles avaient intérêt. Par là, sans doute, la Belgique en cas d'agression, acquerrait le droit de réclamer et d'obtenir le secours des cinq puissances ; mais celles-ci, de leur côté, puisaient dans le principe même de leur engagement de caution ce qu'on nommerait en droit une action subrogatoire pour la protection directe du patrimoine de leur débiteur : à savoir le droit de venir spontanément défendre la neutralité belge attaquée ou menacée, même si le gouvernement belge ne les appelait pas à la rescousse. Il y avait là la consécration d'un certain droit d'ingérence dans les affaires de la Belgique qui diminuait d'autant la souveraineté de l'Etat belge.

Ce droit fait théoriquement encore partie du patrimoine politique des trois garants fidèles. Loin de l'avoir aliéné ou perdu en raison de la guerre, il semble, au contraire, qu'ils n'aient pu que le corroborer par le loyal accomplissement de leur obligation de garantie : parce que l'Etat belge a été attaqué et n'aura pu être sauvé que grâce à leur intervention, les trois garants ont plus de raison que jamais d'exercer une garde vigilante sur sa fortune à venir.

Mais il y a aussi dans l'affaire le droit de la Belgique à préserver.

En droit, pour que le traité pût être considéré comme subsistant à la charge de la Belgique vis-à-vis de ses trois garants fidèles, il faudrait évidemment qu'il n'eût pas subi d'altération essentielle dans son économie. Prise par ce bout-ci, la question revient à savoir si la Belgique

retrouverait son juste compte d'avantages dans une neutralisation ne comportant plus qu'une garantie réduite, et des garants alliés au lieu de garants divisés.

La réponse, à notre avis, ne peut être que négative.

Non point parce que la Belgique verrait diminuer matériellement le nombre absolu de ses défenseurs éventuels : il est trop clair que l'élimination de deux mauvaises cautions d'une liste de garants renforce plutôt qu'elle n'affaiblit l'efficacité de la garantie et par suite le crédit du débiteur sur la place. Mais bien parce que cette élimination aura pour résultat inévitable de changer l'économie générale du système sur lequel la Belgique fondait en pratique l'indépendance de sa vie politique et que, l'avantage étant perdu, il ne saurait plus être question de maintenir les obligations qui en étaient le prix d'achat.

La neutralisation dans les conditions prévues aux traités de 1831-1839 présentait, pour la Belgique, plusieurs avantages, les uns momentanés, les autres permanents :

En premier lieu, le nouveau royaume se procurait une sûreté précieuse contre un retour offensif de la Hollande dont il venait de se détacher violemment.

En second lieu, la neutralité perpétuelle devait soustraire à jamais la Belgique, champ de bataille traditionnel de l'Europe, au danger d'être de nouveau impliquée dans les conflits futures.

En troisième lieu, s'il advenait que la guerre ne pût être conjurée, la clause de garantie assurait à la Belgique le secours nécessaire pour repousser l'agresseur.

Enfin, le fait que la garantie englobait la totalité des puissances régulatrices de la politique internationale, et sur l'opposition d'intérêts desquelles reposait alors l'équi-

libre européen, lui donnait la certitude qu'aucune ne pourrait nourrir contre elle de projets d'absorption sans se heurter à l'opposition irréductible des autres.

Ces avantages étaient compensés d'ailleurs par de graves inconvénients dont il sera parlé plus tard ; mais, profits ou charges, la Belgique de 1831 y vit surtout, dans l'ensemble, un système de libération qui lui ouvrait l'accès à une condition nouvelle, et lui donnait le moyen de mener enfin, tant bien que mal, l'existence indépendante à laquelle elle aspirait depuis des siècles.

Existence indépendante non seulement de la Hollande, mais indépendante de quiconque. La Belgique, en effet, à son corps défendant, avait été jusqu'alors successivement à tout le monde : Saint-Empire, Espagne, Autriche, France, Hollande. Elle ne serait plus désormais à personne qu'à elle-même.

Le système de la neutralité perpétuelle sous garantie de cinq puissances non alliées était apte à abriter cette résolution d'autonomie. Eu égard à sa faiblesse et à la puissance de ses voisins, la Belgique, abandonnée à elle-même, ne pouvait trouver le salut que dans un perpétuel et périlleux louvoiement entre leurs sollicitations : la neutralisation lui valut cette chance particulière que les garants consentaient à s'imposer, de leur côté, une politique d'abstention comme discipline commune vis-à-vis de l'Etat nouveau. La pratique du louvoiement se simplifiait dès lors en une règle d'écartement constant et systématique des influences dangereuses. La voie de milieu restait étroite, mais devenait libre. Il apparaissait possible de devenir et de rester soi-même. La neutralisation imposée pouvait être supportée avec ses charges et ses détriments en considération de l'asile qu'elle devait réserver, en temps d'orage, à l'esquif de l'indépendance

nationale. La Belgique l'accepta donc sincèrement, mais directement dans cet esprit de vie personnelle. Elle la pratiqua de même, non par fétichisme de l'immobilité, mais parce qu'elle était le nom belge de la politique d'équilibre que le jeune royaume s'entendait dicter par son intérêt international sainement compris. Et la pratique en fut possible et profitable parce que le nombre même et la diversité d'intérêt des garants étaient caution de ce que la protection d'aucun d'entre eux ne se transformerait en protectorat.

Mais imaginez un instant la Belgique neutralisée et garantie en 1831-1839, au profit et par l'engagement d'un groupe déterminé de garants alliés entre eux contre d'autres puissances européennes : du coup, la politique d'autonomie ou plutôt le régime d'autonomie politique que voulait avant tout s'assurer le jeune royaume eût manqué des conditions extérieures d'un développement favorable ou même possible. Les sacrifices que comporte la neutralisation de la part de l'Etat neutralisé fussent restés à découvert, sans le principal de leur contre-partie d'avantages. Le contrat eût été sans cause juridique suffisante pour la Belgique.

L'impraticabilité de l'autonomie apparaîtrait plus flagrante encore si l'on supposait que le groupe de garants alliés fût une coalition de puissances victorieuses, en possession, pour un temps non défini, de dicter la loi au reste de l'Europe. Il n'importerait guère que la Belgique eût coopéré à la victoire du groupe : au jour de la paix, la solidarité se relâche par la cessation de l'action militaire commune et elle fait place de nouveau à la distinction et à la concurrence — nous ne disons pas à la contrariété — des intérêts. A partir de ce moment, la loi de probation de chacun par la démonstration de son

pouvoir reprend peu à peu son empire. Cela n'entraîne pas d'inconvénients majeurs pour les Etats qui ont gardé la plénitude de la souveraineté ; mais, pour l'Etat faible et neutralisé, la balance du régime, entraînée par le simple poids des charges de la neutralisation, ne tarde pas à pencher avec persistance du même côté ; la période satellitaire commence ; graduellement l'Etat neutralisé tombe dans la sujétion réelle ou apparente du groupe de ses garants : faute d'un nombre suffisant de points d'appui opposés, son indépendance chancelle et s'effondre.

Pareille perspective n'est engageante pour aucun Etat. Evidemment ce n'est pas là un genre de récompense dont les Alliés voulussent faire gracieuseté à la Belgique, ni davantage un lot dont pût jamais s'accommoder le patriotisme belge. L'hypothèse en a été, au contraire, expressément exclue par la « Déclaration de Sainte-Adresse » qui se prononce pour la complète indépendance politique et économique de la nation belge.

Comme néanmoins les Alliés ont, en Belgique, des intérêts qui appellent sauvegarde, et que les Belges ne revendiquent nullement l'autonomie pour coqueter avec les empires centraux, mais pour continuer, en nation libre et digne de le rester, le développement de leurs énergies particulières, il ne reste plus qu'à reconnaître qu'en droit la neutralisation de la Belgique ne peut pas plus se prolonger sous la garantie des trois garants fidèles qu'il ne saurait être question de la perpétuer telle qu'elle était avant la guerre.

VII

En définitive, sous tous les aspects où l'on peut avoir à considérer la neutralisation de 1831-1839 pour en faire

la critique juridique, il apparaît que c'est réellement un système qui a fait son temps.

C'était, comme nous l'avons dit, une construction du style juridique pur. Les pacifistes tiraient orgueil, non sans quelque raison, de sa résistance extraordinaire comme d'une victoire du principe spirituel de l'organisation des Etats par le Droit sur l'empirisme des juxtapositions de souverainetés équilibrées seulement par l'imposition de la Force ou par un effet d'annulation des contraires. Bon, ou du moins supportable pour l'époque à laquelle il fut conçu et pour le temps durant lequel il serait loyalement appliqué par l'Etat garanti et par ses garants, le système de 1831-1839 devait fatalement s'écrouler d'une seule masse le jour où un fléchissement se produirait dans la foi réciproque qui constituait la maîtresse poutre de sa charpente.

Sa chute est certainement une catastrophe pour la cause du droit public dans la société contemporaine.

Cette ruine signifie-t-elle cependant quelque chose au delà du fait de sa consommation ? La conception, généreuse en somme, dont le statut de 1831-1839 était la figure n'était-elle donc qu'une chimère ?... A d'autres d'y voir, ou de se lamenter sur ces décombres. Notre souci d'ouvrier se porte ailleurs : le déblaiement effectué, de quelle armature nouvelle va-t-on pourvoir les intérêts multiples et vivants restés sur place, et qui empruntaient au statut détruit à la fois unité et fixité, depuis plus de trois quarts de siècle ?...

X.

(La suite prochainement.)

LA SUISSE DE DEMAIN

Il n'est, j'en suis sûr, personne d'entre nous, qui, au cours de ces derniers mois, ne se soit demandé parfois, et non sans angoisse, quel avenir pourrait bien être réservé à notre pays, une fois que la guerre, qui retient toutes les pensées et absorbe toutes les énergies, sera passée.

Le cœur de tout bon Suisse se serre lorsque la question : « Qu'allons-nous devenir ? » lui vient à l'esprit, et il ne trouve qu'une réponse vague, quoique décidée : « Pourvu que nous en sortions indemnes !... et puis, il faudra que beaucoup de choses soient changées ; il faudra que bien des tares dont nous ne nous doutions guère, et qui se sont révélées depuis le début de la crise, soient éliminées de notre vie nationale. »

Cette question : « La Suisse a-t-elle besoin d'être régénérée ? » n'a plus, pour la plupart de nos compatriotes, la signification purement platonique qu'elle avait encore il y a quatre ans. Personne ne songe plus à l'écarter, tout le monde est convaincu aujourd'hui que nous ne pouvons plus aller de ce train, même ceux qui, lorsque

cette question fut posée pour la première fois, la tournaient en dérision, traitant ceux qui la soumettaient à la conscience du peuple suisse de perturbateurs et de pessimistes incurables.

C'est un progrès, qui, il faut l'avouer, a peut-être un peu trop tardé ; mais, enfin, mieux vaut tard que jamais, et nous espérons tous que nous pourrions encore rattraper le temps perdu.

La question de la régénération de notre pays en implique deux autres, auxquelles il faudra trouver une solution nette et définitive, sinon c'en est fait de notre vie nationale, ainsi que de notre droit à l'existence en tant que pays indépendant et neutre.

La première se rapporte à notre ménage national. Nous avons vu, et nous ne le sentons que trop douloureusement, que nous ne nous entendons plus ; que non seulement les Suisses allemands parlent une autre langue que les Suisses romands, mais que nous avons des conceptions toutes différentes de notre vie politique et, ce qui est pire, de notre idéal patriotique. Nous n'avons plus de programme commun et nos opinions semblent diverger lorsqu'il s'agit des dernières fins de nos aspirations politiques et nationales ou même de morale, d'équité et de justice tout court.

La seconde question, liée intimement à la première, est celle de notre situation future vis-à-vis de l'étranger en général et vis-à-vis des peuples qui nous entourent et qui en ce moment luttent à mort.

Nous sentons tous qu'il y a urgence à nous entendre sur ces graves questions, car nous les savons de première importance et nous savons aussi que c'est de leur solution que dépend notre avenir.

Je n'ai pas la prétention d'apporter cette solution, car elle ne saurait être que le résultat des efforts combinés de tous les Suisses bien pensants ; mais ce que je me propose d'indiquer, c'est une base pour la discussion déjà engagée de part et d'autre ; c'est l'esquisse d'un programme, tel que je me le suis formulé et qui, selon toute probabilité, n'est pas entièrement exempt d'erreur, mais que je serais heureux de voir discuté et surtout amélioré, pour le plus grand bien de la patrie, pour la grandeur morale de la Suisse de demain.

Pour être bien compris, je ne puis me passer de faire une rapide analyse de ce qui, à mes yeux comme aux vôtres, nous a conduits dans l'impasse où notre pays se trouve en ce moment et dont il n'a pas encore aperçu l'issue.

Je veux parler avant tout des causes de notre désunion présente. Elles datent de bien loin déjà et la guerre n'a fait que les révéler à tous les yeux. Depuis longtemps un malaise général, quoique le plus souvent inavoué, étreint le cœur des Suisses lorsqu'ils songent à la situation et au rôle de notre pays dans le monde actuel. Ce malaise s'est traduit de temps à autre par le cri du cœur de tel patriote plein d'anxiété, et vous en avez souvent entendu les échos, surtout dans ces quatre ou cinq dernières années. Dans la grande masse du peuple, il s'est mué en morne résignation et en découragement profond, toutes les fois qu'on a voulu l'intéresser à la chose publique, aux affaires dont dépendent la prospérité et l'honneur de notre patrie.

Avouons-le franchement : jusqu'aux premiers jours d'août 1914, la politique suisse n'intéressait plus personne chez nous, à l'exception peut-être de ceux qui s'en étaient fait une profession ou un métier parfois assez

lucratif. Le même peuple qui se passionnait il y a quatre-vingts ans, il y a quarante ans même, pour des questions constitutionnelles, ce peuple capable entre tous de grands élans, voire de folies politiques, se taisait, laissait passer au jour le jour ce qui voulait bien se passer, ne s'inquiétant qu'exceptionnellement, et dans des actes peu nombreux, de ce qui pourtant est le fondement de son existence nationale.

Le droit de suffrage, par exemple, pour lequel les générations qui ont précédé la nôtre ont sacrifié leurs biens et versé leur sang, est devenu dérisoire aux yeux de la majeure partie des Suisses d'aujourd'hui et c'est à peine si la moitié des citoyens en usent lorsque l'occasion se présente. Encore faut-il qu'il s'agisse de questions avant tout pécuniaires pour les faire sortir un instant de leur léthargie. Et le bulletin de vote déposé, notre peuple se rendort, tout content, semble-t-il, d'en être de nouveau quitte pour cette fois.

Voilà dix, voilà bientôt vingt ans que les choses se passent ainsi et l'on pourrait vraiment croire que les Suisses se sont désintéressés du bien-être, de la vigueur et de l'honneur de leur pays.

Si vous demandez maintenant à quelles causes j'attribue cette néfaste et déplorable indifférence pour la chose publique, je n'hésiterai pas un instant à soutenir, au risque de vous paraître bien peu attaché aux principes, dits fondamentaux, de notre république, que c'est au système démocratique et politique que nous subissons. Car, du principe démocratique nous n'avons gardé que le décor extérieur, et encore en avons-nous fait une caricature qui tient beaucoup plus de la démagogie que de la démocratie à nous léguée par nos ancêtres révolutionnaires de 1798 et de 1848.

Cette assertion peut sembler étrange dans la bouche d'un républicain de cœur et d'âme, dont la conviction n'est plus à faire. Je m'explique :

Sous l'impulsion généreuse de la Révolution française, la vieille Confédération oligarchique et aristocratique dut un jour s'effondrer. La proclamation des principes de liberté, de fraternité et d'égalité eut chez nous un retentissement d'autant plus grand que nous étions opprimés et très souvent spoliés par une caste de gouvernants qui, dans sa grande majorité, avait cessé depuis longtemps de reconnaître que la loi suprême de tout bon gouvernement doit être le salut du peuple. Sa chute était donc logique et absolument méritée.

Seulement, en détruisant d'un jour à l'autre un édifice politique multiséculaire, lequel, quoi qu'on en dise, avait eu ses moments de grandeur matérielle et morale, on crut abolir du même coup la mentalité du peuple habitué à y loger. A la place d'institutions solides et de traditions éprouvées, quoique sujettes à régénération et à réformation, on se borna à ériger des principes. Principes des plus généreux, des plus nobles, je le veux bien; mais principes chimériques et rigides, qui ne reposaient sur aucune réalité vécue et expérimentée. L'ensemble de ces principes trouva son expression propre dans le mot « démocratie. »

Or il est avéré, par l'histoire de tous les temps et de presque tous les peuples, qu'on ne gouverne pas les hommes en suivant des principes abstraits, détachés des réalités de la vie, ces principes fussent-ils les plus justes et les plus élevés. Pour gouverner les hommes, pour mener un peuple au plus haut point de sa grandeur et de son bonheur, il faut des lois. Dans les lois on peut et on doit mettre en œuvre des principes grands et génés-

reux, mais en les assaisonnant, si vous voulez bien me permettre cette expression. L'utilité des lois consiste justement à tempérer les principes, à les adapter à l'usage pratique de la société humaine, aux us et coutumes, aux traditions et à la mentalité du peuple qui les subit. Sinon la loi devient un à-peu-près et par là-même un tyran d'autant plus redoutable, injuste et arbitraire qu'elle se fait plus rigide et doctrinaire. Une loi utile et bien comprise n'est autre chose qu'un compromis temporaire entre le principe sacré et les complications de la vie des hommes et de la société.

Et voilà pourquoi les principes démocratiques ont fait faillite sous le jacobinisme de la Convention ; voilà pourquoi ils font faillite chez nous, quoique — je ne le dis pas à notre honneur — d'une tout autre façon.

Car, si le principe démocratique fit faillite sous les conventionnels du Comité de salut public, c'est parce que ces enthousiastes entendaient le maintenir dans sa pureté la plus resplendissante, et se disaient : Périssent le monde plutôt que le principe !

Chez nous, au contraire, qu'est-il arrivé ?

L'expérience y ayant été faite comme ailleurs que le gouvernement direct du peuple ne convenait qu'à une société d'hommes suffisamment mûrs pour le comprendre et l'appliquer, on vit bientôt qu'à la démocratie pure et idéale allait inévitablement se substituer l'empire d'une volonté plus ou moins unilatérale, qui trouve son expression achevée dans ce qu'on appelle la raison d'Etat. Mais, au lieu d'en convenir en toute franchise, nous voulûmes du moins conserver les apparences de la démocratie pure, tout en l'abandonnant de fait. Le gros du peuple ne comprenant ou ne pouvant comprendre le principe pur et abstrait, ce principe fut relevé

par ceux qui s'en croyaient les prophètes et les propagateurs prédestinés, et ce sont eux qui ont accaparé peu à peu la direction des affaires publiques et politiques. Dans le domaine de la politique, les factions, les sectaires évincèrent la masse du peuple, qu'ils avaient pourtant appelé à se gouverner lui-même, et le gouvernèrent par procuration.

Ce fut encore du jacobinisme, le jacobinisme appliqué jusque dans ses erreurs les plus néfastes, moins la guillotine, les proscriptions par trop tapageuses et surtout moins la probité intégrale, idéale et absolue des jacobins de la Convention. Nos jacobins à nous se contentèrent de lasser le peuple en élargissant ses droits constitutionnels, et c'est en le surchargeant de droits constitutionnels qu'ils arrivèrent à le frustrer de ses droits les plus réels, en se démenant bien fort et en s'emparant peu à peu de toutes les ressources que l'opinion publique avait pour se faire valoir et se faire entendre.

La politique fut monopolisée dans les mains de ceux que leurs aspirations, leurs intérêts ou leur présomption y portaient.

Il s'est ensuivi que ce n'est plus le peuple qui gouverne, mais les factions et les partis, qui ont en quelque sorte pris à ferme l'opinion publique, en se rendant maîtres de son moyen d'expression le plus important, la presse. Cette presse — les événements des derniers mois nous l'ont fait sentir assez souvent et assez douloureusement aussi — n'a pour ainsi dire plus de contact avec la mentalité et le sentiment populaires, et, à part quelques exceptions honorables, dont l'histoire suisse de demain tiendra compte, elle s'est asservie volontairement et depuis longtemps déjà à toutes les

aspirations possibles, à l'exception pourtant de celles de la grande majorité du peuple suisse.

Vous concevez, maintenant, que tous les citoyens qui n'ont aucun moyen de se faire entendre, parce qu'ils n'appartiennent à aucune faction, et qui pourtant ont un jugement juste, des vues éclairées et le cœur débordant d'un patriotisme ardent, mais désintéressé, se soient détournés de la chose publique en l'abandonnant à ceux qui se l'étaient appropriée, et que, dans cette voie, nous soyons arrivés peu à peu à un système de politique appliquée qui tient beaucoup plus de la démagogie que de la démocratie, quoiqu'on n'ait jamais cessé de la faire miroiter aux yeux du peuple, aussi peu souverain aujourd'hui qu'il ne l'était sous le régime de Leurs Excellences, au dix-septième siècle.

S'ils étaient restés honnêtes, je n'en voudrais pas trop à nos pseudo-jacobins d'avoir agi comme ils l'ont fait. Car leur façon de procéder, si elle fut un aveu tacite de leur erreur de principe, les amena à trouver en matière politique un mode de vivre et les préserva de l'anarchie complète, sans cela inévitable. Seulement, l'abandon de leurs principes fondamentaux devait les conduire insensiblement à légiférer non d'après les besoins de la nation, mais d'après ceux du moment. C'est-à-dire que la politique, dès lors, non seulement déserta l'idéal que renfermait le principe démocratique, mais s'adapta aux besoins du jour, pour le maintien du pouvoir établi sur de trop faibles bases : de rectiligne qu'elle devait être, elle devint nécessairement tortueuse et opportuniste.

C'était prévu ! Montesquieu, dans *La grandeur et la décadence des Romains*, écrivait, il y a deux cents ans, — en parlant du canton suisse qui, à ce moment, repré-

sentait pour l'étranger la Suisse d'alors en son essence même, — cette parole prophétique :

« Il y a à présent dans le monde une république que presque personne ne connaît (le canton de Berne), et qui, dans le secret et le silence, augmente ses forces chaque jour. Il est certain que, si elle parvient jamais à l'état de grandeur où sa sagesse la destine, elle changera nécessairement ses lois; et ce ne sera point l'ouvrage d'un législateur, mais celui de la corruption même. »

Voilà le rapide aperçu de la déchéance de la politique de principes, qui aboutit à l'affarisme, à la veulerie et à la corruption.

A l'affarisme, parce que ceux qui s'occupent de politique sont des politiciens professionnels, pour lesquels la profession sera avant toute autre chose un moyen de subsister; à la veulerie, parce que, même parmi beaucoup de politiciens professionnels honnêtes, il s'en trouve, et d'ordinaire ce ne sont pas ceux qui exercent le moins d'influence, qui veulent avant tout faire rendre à leur profession autant que possible, aux dépens même de la chose publique et de l'intérêt général; à la corruption enfin, parce qu'en politique comme ailleurs il faut, pour faire des affaires, être au moins deux contractants, qui, sachant qu'ils travailleront souvent ensemble, ont tout intérêt à rester dans les meilleurs termes et à ne point se faire d'opposition, même pour les opérations les plus pernicieuses et les plus inavouables.

J'irai plus loin en disant que la déchéance de la politique de principes, la proclamation de la politique professionnelle, utilitaire, de la *Realpolitik*, nous mène directement à la « médiocratie », soit au gouvernement de ceux qui sont le moins doués. En effet, vous

avez vu comment, par la logique des choses, la politique affariste et opportuniste conduit au tripotage, c'est-à-dire aux sous-entendus, en vue d'obtenir des avantages personnels ou de clans, que l'on n'atteindrait que peu ou pas en suivant une politique de principes avouables et fermement établis. Or, une des pratiques les plus fréquentes de la politique des tripoteurs, c'est le népotisme, dont, en Suisse, nous avons eu à nous plaindre en mainte occasion et qui nous a déjà causé un mal énorme. Qu'est-ce que le népotisme en politique ? Il consiste à procurer un avantage, une situation ou un emploi à quelqu'un, non parce qu'il est particulièrement doué ou qu'il a des mérites, des connaissances ou un caractère spécialement appropriés à l'avantage ou à la situation qu'on lui assure, mais parce qu'il appartient à tel parti, à telle faction ou à telle secte politique. Faut-il citer des exemples ? Vous souriez, c'est donc inutile, chacun de vous en a connu, de ces citoyens devenus des personnages d'importance, par la seule raison qu'ils ont compris que, pour arriver à la crèche cantonale ou fédérale, il fallait s'affilier quelque part en temps utile.

Mais le désavantage de ce procédé est double. En premier lieu, on n'arrive plus qu'exceptionnellement à mettre l'homme qu'il faudrait dans tel poste de notre république ; fort souvent on y case des gens qui ne sont aucunement à la hauteur de leur tâche. Donc, le service, l'administration ou l'emploi dont ils sont investis en souffre et ne rend pas pour le salut public ce qu'il devrait rendre ; et c'est le peuple et la nation qui en pâtissent. C'est coûteux, parce que c'est mal approprié, et qu'au lieu de fonctionnaires dévoués, intelligents, patriotes, désintéressés et conscients de leurs responsa

bilités, nous avons très souvent des parasites, tyranniques par incompetence, qui jouissent de sinécures absolument injustifiées et pernicieuses.

Mais ce n'est là qu'un côté de la question ! Le népotisme tel que je viens de le décrire, en abaissant le niveau moral et la valeur effective de ceux qui le pratiquent et de ceux qui en profitent, a le désavantage plus grand encore de paralyser tout essor et d'abaisser considérablement le niveau de la compréhension pour tout ce qui ne rapporte pas de l'argent sonnante ou des avantages matériels immédiats et palpables.

Il va sans dire que l'homme droit et expert, voyant qu'on lui préfère pour une place importante, où il pourrait se rendre utile, un protégé quelconque, sans qualité aucune, se détournera vite d'une carrière qui ne lui promet que déboires et dédain ; donc cet homme de valeur sera perdu pour l'Etat et pour le bien public. Tandis que celui qui est arrivé à son poste par la voie de la protection et qui n'est pas à la hauteur de son devoir ne manquera jamais d'entraver son personnel par l'étroitesse de ses vues, par son manque d'entregent, d'intelligence et de savoir-faire, et il résultera de là que son administration, au lieu de servir la chose publique en la faisant progresser, la retardera dans son développement naturel, par la lenteur de sa conception, par l'esprit borné et infatué qui la régit, non au profit du peuple, mais avant tout à l'avantage des amis politico-tripoteurs qui l'ont assis là, qui présentent leur note en lui demandant des compensations, soit pour leur personne, soit pour leurs clans politiques.

Il arrivera en outre qu'un Etat gouverné de cette façon perdra nécessairement le sens du beau, du bon, de ce qui est vraiment utile, de l'idéal, et croira avoir suffi à sa

tâche lorsqu'il aura pourvu à ce qu'il ne se manifeste pas de déséquilibre trop accentué dans les rouages inertes des services publics.

Je n'ai pas besoin d'insister, n'est-il pas vrai, pour vous faire comprendre combien cet état de choses nous a dépayrés dans notre propre pays. Il vous suffira de relire, par exemple, les débats sur les beaux-arts aux chambres fédérales, de vous souvenir des demi-mesures et des contre-mesures prises en mainte circonstance vitale pour notre peuple ; il vous suffira, enfin, de vous rappeler quelle a été la politique extérieure de notre pays durant ces derniers lustres, pour être convaincus avec moi que, si nous avons subi ce système sans nous récrier, nous n'en sommes pas pour cela restés indemnes, ni surtout aussi honorables que le voudraient notre honneur national et nos traditions historiques. Car, par cette corruption latente que je viens de vous esquisser, nous avons non seulement abdiqué notre fierté nationale, notre patriotisme, au sujet des intérêts les plus vitaux de notre pays ; mais nous avons permis que sa souveraineté même fût ébréchée par la convention du Gothard, et par mainte autre opération qui a abouti à mettre notre vie économique, intellectuelle et morale à la merci de l'étranger. Et maintenant, en ces temps de crise, nous en goûtons les fruits amers.

Nous vivons en Suisse non en démocrates, non pas même en fiers républicains, mais en sujets accablés de sa Majesté la Routine et de son Altesse la Corruption !

Et voilà la première et la principale cause de nos mésintelligences ! La partie du peuple qui reste pensante, assidue et propre au travail n'admet ni ne veut admettre que l'on soit autrement que bon et utile citoyen. Donc elle ne s'accommodera jamais d'un système politique dont

la stabilité ne se base que sur son impuissance créatrice.

Voilà la première cause de nos malentendus, et à mon avis la plus profonde. Elle consiste dans le manque presque absolu d'un idéal national, patriotique et suisse. Et pourtant on nous en a assez parlé, de cet idéal ! Les tribunes des fêtes de tir en ont retenti pendant des années et des années ! Seulement, cela sonnait creux, car ceux qui nous ont parlé de cet idéal le plus souvent et avec le plus profond accent de fausse sincérité ont été justement les politiciens de profession, ceux-là mêmes qui en étaient les fossoyeurs.

Cet état de choses nous a amenés à une autre cause de mésintelligence confédérale. En dissolvant l'idéal national, la politique suisse des quarante dernières années a décentralisé la pensée nationale et suisse. Ne trouvant plus d'idéal suisse, ceux d'entre nos compatriotes pour lesquels l'idéal sous n'importe quelle forme est un besoin tout aussi urgent que l'air respirable se sont réfugiés d'instinct là où un idéal quelconque leur semblait encore réalisable. Et c'est en cherchant cet idéal qu'ils ont trouvé que, né en Suisse, et ne pouvant transplanter son être ailleurs, il fallait cultiver l'idéal chacun à part, soit dans sa famille, dans sa profession, dans son art, particulièrement dans son petit pays natal, sa ville, sa campagne, sa commune et surtout dans son canton.

Nous les avons tous vus à l'œuvre, ces idéalistes convaincus, édifiant leurs rêves généreux et parfois sublimes à l'écart de la grande route nationale, et il n'y a peut-être pas de ville, pas de village suisse, qui n'ait profité et joui de ses idéalistes et de leurs travaux.

Notre industrie, en tant qu'elle est restée nationale et

qu'elle n'a pas été subjuguée par l'étranger ; nos arts, notre littérature, notre science en font foi. Nous avons vu surgir et grandir parmi nous des hommes qui furent un jour honorés et estimés de tout l'univers pensant et créant, après qu'ils eurent joui des encouragements que leur prodiguait leur petite combourgeoisie citadine ou régionale. Ils sont devenus grands, remarquables et célèbres, sans avoir passé par la nation suisse. Ils sont restés Zuricois, Berinois, Neuchâtelois, Genevois, tout en étant citoyens de l'univers ; mais ils ne se sont jamais sentis Suisses, et la Suisse comme nation ne leur a jamais fait sentir non plus qu'ils le fussent. Tout au contraire, nous n'avons que trop d'exemples, et parmi les plus illustres, de citoyens qui, tout en demeurant attachés à leur sol natal, à leur ville ou leur contrée d'origine, se sont toujours sentis des exilés dans leur patrie suisse. Plus d'une fois quelques-uns des meilleurs d'entre eux s'en sont plaints amèrement, et ce fut peut-être à Henri Leuthold, l'admirable poète zuricois, qu'il fut donné de formuler cette plainte de la manière la plus poignante.

Vous comprenez maintenant qu'étant obligés de se renfermer chez eux, ceux qui, en d'autres circonstances, auraient pu faire fructifier le patriotisme suisse, se sont tenus à l'écart, parce que la Suisse ne voulait pas d'eux. Ils ont travaillé à la culture particulariste de leur canton ou de leur ville, ou bien à celle des nations voisines, chez lesquelles ils trouvaient de quoi apaiser leur soif d'idéal ; ils n'ont pas fait antichambre en Suisse pour obtenir la place que maint d'entre eux occupe dans le grand monde international. Surtout, ne croyez pas que ce que je viens de vous exposer ne s'applique qu'à ceux que nous sommes convenus de nommer les intellectuels. Partout où la soif

de l'idéal s'est fait sentir, il y a eu exode vers l'étranger. Nos ouvriers, par exemple, en qui réside une somme encore non mesurée d'idéalisme latent, qui ne demande qu'à éclore, se sont trouvés dans l'obligation morale d'aspirer à l'Internationale socialiste parce que seul le socialisme international semblait promettre la réalisation de ce qui leur tenait le plus au cœur, à savoir la dignité de l'homme, la liberté, la fraternité et l'égalité. Dans les milieux bourgeois, pour autant qu'ils ne furent pas contaminés par l'affarisme, une réaction analogue eut lieu. Les hommes de valeur émigrèrent, en pensée du moins, et de cœur, vers les cultures voisines, et le choix de cette culture leur fut dicté avant tout par la communion de langue. C'est ainsi que, dans la Suisse allemande par exemple, la jeune génération fut contrainte de se germaniser malgré elle. Elle ne trouva plus de champ d'action sur le domaine national, plus d'occasion d'épancher son cœur au sein de la patrie ; donc les forces idéales de la jeunesse s'épanchèrent là où l'on ne fut que trop heureux de les recevoir, — de l'autre côté du Rhin. Si l'on reproche à nos Suisses allemands de s'être laissé trop facilement accaparer par l'esprit germanique, nous leur trouvons cette excuse, que leur propre patrie les a toujours rebutés et qu'une longue éducation antipatriotique pèse sur eux. Et je vous avouerai, moi qui depuis des années ai suivi d'un œil vigilant la désagrégation de notre nationalisme suisse, qu'il n'y a qu'une chose qui m'étonne c'est que la germanisation de notre pays ne soit pas plus forte encore qu'elle ne l'est déjà. J'y vois une garantie pour l'avenir de la Suisse. Car, j'en ai la persuasion intime, le jour où notre propre patrie aura quelque chose de vraiment sérieux et cordial à dire à

ses enfants, qu'aujourd'hui nous considérons comme égarés, ceux-ci ne demanderont pas mieux que de répondre à sa voix et de rentrer au bercail.

Vous le voyez donc, notre politique nous a conduits par son jacobinisme faussé et travesti, par son étatisme purement affariste, par son unitarisme exclusivement profitard, à décentraliser et à désagréger presque complètement les éléments qui auraient pu fournir matière à l'élaboration d'un idéal suisse suffisant pour les besoins moraux des citoyens.

Or, qu'est-il advenu ? Il en est résulté que nous nous connaissons moins, nous Suisses, d'une ville ou d'un canton à l'autre, que nous ne connaissons au delà de nos frontières des voisins avec qui nous avons des attaches intellectuelles, idéales et morales bien plus fortes qu'avec nos confédérés de l'autre langue ou de l'autre canton.

Vous voyez à quoi nous avons abouti !

Les matérialistes, s'emparant de la politique et du domaine public, ont renié l'idéal et nous ont asservis à l'étranger au point de vue matériel. Et les idéalistes, ne trouvant plus l'air respirable dans un milieu vicié par le matérialisme dominant, sont restés dans leurs tanières, particularistes jusqu'au moment où ils se sont asservis à l'étranger, parce qu'ils se sentaient exilés dans leur propre pays.

J'ai assez souvent écrit et dit comment, dans tous les domaines de notre civilisation suisse, ce processus a eu lieu en détail, pour pouvoir me passer de l'analyser une fois de plus. Vous l'avez du reste vu et senti comme moi. Vous avez souffert comme moi de voir notre industrie et notre commerce céder devant l'ingérence étrangère.

Vous avez déploré avec moi de voir notre enseignement, l'enseignement supérieur surtout, passer des mains et des esprits suisses à ceux de maîtres d'outre-Rhin. Vous avez gémi comme moi de voir notre mentalité suisse, notre patrimoine national, se désagréger peu à peu et se dissoudre dans un cosmopolitisme sans cœur et sans saveur, et vous en êtes maintenant à vous demander s'il nous sera encore possible de nous ressaisir et si nous parviendrons à rendre notre maison suisse habitable, non plus pour nous, car il est trop tard, mais pour nos enfants. Nous en sommes aujourd'hui à nous demander quelle sera la Suisse de demain, la Suisse forte et belle que nous rêvons, et comment il faudra nous y prendre pour lui rendre son éclat et sa fierté, qui naguère étaient notre éclat et notre fierté à nous, citoyens suisses, à nous tous tant que nous sommes.

C.-A. LOOSLI.

(La suite prochainement.)

L'ÉVASION

QUATRIÈME PARTIE ¹

IV

Parodie et travestissement. — Le jour des morts. L'instant décisif.

A l'ouverture de la *Nouvelle-Gaîté d'Hammelbourg* le camp frémit de plaisir.

On obtint d'établir une scène dans une des baraques encore inoccupées. Tandis qu'un groupe de convalescents procédait à son installation sous la direction de Prieur et du machiniste, je m'occupai avec ce dernier, — qui connaissait par cœur tous les opéras du répertoire, — avec le petit L... et quelques autres encore, de la confection d'un scénario.

Il ne nous déplaisait pas que la Kommandantur nous sût à la tête de ces réjouissances. Des gens si disposés à s'amuser et à distraire les autres ne pouvaient lui paraître ni très dangereux, ni tout prêts à prendre, comme dans la chanson, « leur congé par-dessous leurs souliers. »

Réchauffée par les nouvelles de France, notre résolu-

¹ Pour les trois premières parties, voir les livraisons de mars à mai.

tion s'était affermie. La conviction de Prieur qu'un plan très étudié, très préparé, offrait, contrairement à l'avis général, des chances de succès, avait fini par me gagner. Sous le masque comique, avec une ardeur croissante, nous continuions à tramer les plus noirs desseins.

Notre expédition était projetée dans ses grandes lignes. Dès le principe nous avions rejeté l'idée, qui un instant nous avait séduits, d'essayer d'abrégier le parcours en nous faulant dans un train. Nous irions à pied, marchant la nuit, dormant le jour dans les bois, dans les granges isolées. Mais il fallait à tout prix nous procurer des vêtements civils, et des vêtements qui n'attirassent pas l'attention. Nos capotes militaires, les pantalons rouges de Prieur, ma chéchia, nous auraient vendus dès la première rencontre, — à supposer qu'ils nous eussent même permis de franchir le cordon des sentinelles. Notre but était de ressembler le plus possible à nos voisins les auxiliaires qui constamment passaient d'un camp à l'autre, renforçaient les landsturms, surveillaient les corvées. Ils portaient, pour la plupart, des casquettes de drap, des pèlerines, des culottes et des bandes molletières, un costume de touriste, en somme. Nos képis nous avaient été chipés, durant le voyage, par les dames de la Croix-Rouge à Heidelberg. Prieur avait hérité de la casquette d'un interné civil. J'espérais m'en procurer une en échange de la belle chéchia qu'un zouave m'avait troquée contre du tabac. Deux Savoyards, deux alpins, consentirent à nous céder leurs bandes molletières. J'ai dit que Gaillard nous était arrivé vêtu d'un caleçon. Il le dissimulait alors sous un lourd manteau de dragon. Profitant de la commisération que devait inspirer un tel dénûment, nous le chargeâmes d'acquérir, chez la maman Borsch, deux pantalons de velours côtelé. Un

de nos camarades, tailleur de son métier, les avait transformés en culottes de cheval. D'autre part, un infirmier du lazaret, gentil garçon qui répondait au prénom de Fritz, que nous appelions « l'Ami Fritz » et que nous invitions de temps en temps à boire un bock, nous procura deux pèlerines de loden, du modèle adopté pour les auxiliaires. C'était, lui avions-nous expliqué, afin de pouvoir nous y rouler pendant la nuit, et en rabattre sur nos yeux le capuchon.

Cependant, nous redoublions nous-mêmes d'assiduités auprès des demoiselles Borsch. Notre réputation bien établie de jeunes dissipateurs devenait une grâce d'Etat. Chaque jour nous nous avisions d'une nouvelle emplette ; la babiole nous aidait à obtenir l'objet de première nécessité ; le futile servait d'écran à l'indispensable. J'abusais toujours des parfums ; Prieur, des poudres et des pâtes.... Ces demoiselles en restaient ébahies. Au fond d'elles-mêmes, elles condamnaient ce luxe effréné. Mais *die Mamma*, comme elles disaient, n'y perdait rien, et puis elles se flattaient, ces ingénues, que le seul désir de leur plaire nous poussait à de tels excès. La stupéfaction où les plongeait l'achat d'un flacon d'eau de Cologne leur faisait oublier la lampe électrique de poche qu'elles venaient de me vendre. Et le nuage odorant sorti d'une boîte de poudre de riz dont s'emparait Prieur leur volait le briquet qu'il empochait négligemment. Nos pauvres bourses, à ce régime, s'anémiaient grand train. La mienne était quasiment vide. Les cent francs de Prieur diminuaient à vue d'œil. Nos provisions étaient insuffisantes et nous manquions encore de divers objets d'importance capitale. Septembre s'achevait dans la brume. Le 27 ou le 28, on nous avisa qu'il nous serait permis, dès le 1^{er} octobre, d'écrire à nos familles. Afin de trouver

grâce ! devant la censure, j'insistai, dans la carte que j'adressai à ma femme, sur la douceur de notre captivité, — et je réclamai l'envoi immédiat de 100 marks.



En attendant je me consacrai tout entier à préparer l'inauguration de la *Nouvelle-Gatté*. Cette cérémonie eut lieu le dimanche 4 octobre, par un temps splendide, après l'office. La salle était comble. Il y eut d'abord des productions diverses, des chansons patriotiques ; Gaillard dansa son fameux pas américain. Puis le rideau, — car des prodiges d'ingéniosité nous avaient procuré un rideau qui servait de manteau d'arlequin et justifiait ce titre par l'extraordinaire assemblage de hardes dont il était composé, — puis le rideau se leva sur le premier acte du grand drame intitulé :

FAUST ERRE AU CAMP,
LA VIERGE EST CANTINIÈRE.

Gaillard, coiffé d'un bonnet pointu, augmenté d'un ventre rebondi, le menton orné d'une barbe en ouate, clamait le désespoir de Faust :

J'ai languï, triste et solitaire,
Sans pouvoir remplir mon destin,
Sans pouvoir être militaire,
Salut, ô mon dernier matin !

Composé de nos meilleurs chanteurs, le chœur, dissimulé derrière une table, dressée en guise de portant, faisait retentir la baraque des plus suaves accents :

Monsieur Krupp travaille,
Fond et fond encor
Canons et mitraille
Qu'il vend à poids d'or.

Mais Faust, revenu de tout, ne voulait rien savoir :

Vains échos de la joie humaine,
Restez sur l'autre bord du Rhin.

Le chœur reprenait :

Les airs, la terre et les flots bleus
Sont rouges du sang qui ruisselle.
Créateur, que ton œuvre est belle,
O sois béni, cher bon vieux Dieu !

— Dieu ! s'écriait Faust, en remontant son ventre qui
lui tombait sur les genoux,

Dieu, Dieu,
Ce vieux Dieu que peut-il pour moi,
Me rendra-t-il jamais mes corsets d'autrefois ?
Ah ! maudite sois-tu, fatale et sombre époque,
Où canettes et bocks
M'ont fait le ventre que voilà !
Maudits, ces pacifiques âges
Qui font un docteur d'un soldat !
A moi Satan, à moi, à moi !

Couvert d'oripeaux invraisemblables, sa face noire bar-
rée d'une moustache aux crocs menaçants, Bamboula-
Méphisto bondissait sur la scène et, avec un zézaiement
d'une cocasserie irrésistible, ânonnait sa réplique :

Me voici.
D'où vient ta surprise ?
Ne suis-je pas mis à ta guise ?
Le sabre au côté,
Le casque pointé
Contre le ciel même,
Le cœur plein de morgue et l'œil plein de haine.
Couturé, corseté, botté,
En somme
Un vrai gentilhomme !

— Eh bien, docteur (il prononçait todeur), que me veux-tu ?

Et le dialogue se poursuivait :

— Veux-tu te faire aimer des plus belles houris ?

FAUST.

Satan, tu ris.

MÉPHISTO.

Veux-tu voir mon enfer qui est un paradis ?

FAUST.

Ah, chéri !

MÉPHISTO.

Mais que veux-tu, docteur aux appétits énormes ?

FAUST.

Je veux, je veux porter le feldgrau uniforme.

(Il fallait entendre Gaillard prononcer Huniforme, en prenant la position militaire !)

Si j'ai l'uniforme, j'aurai
De l'or, des bijoux, des pendules,
Du champagne et point de scrupule.
Si j'ai l'uniforme, j'aurai
Le succès qu'eut jadis Hercule,
Et celle pour qui mon cœur brûle
Me sacrifiera sans regret

Son bazar, zar, zar, — son bazar et son rouet !

A ce moment, trompette, coups de canon, roulement
de tambour dans la coulisse

MÉPHISTO.

Ainsi, docteur, tu veux la guerre ?

FAUST.

Oui, le temps d'aller à Paris
Montrer mon uniforme gris.

MÉPHISTO.

C'est bien, tu seras obéi.

Ecoute les canons déchaîner leurs tonnerres.

FAUST.

En route, en route, à Paris !

Quel' miser' !

C'est la guerr' !

A moi les pianos,
Les caves remplies,
Les beaux ex-voto,
Les femmes jolies,
A moi les « Folies
Et l'Eldorado ! »

MÉPHISTO.

A moi le rideau !

La baraque croulait ! Les gros landsturms bava-rois, qui n'y entendaient pas malice, mais se désopilaient aux grimaces du tirailleur, applaudissaient plus fort que les autres.

Le second acte s'ouvrait par le chœur si bien en situation des bourgeois :

Aux jours de dimanche et de fête,
J'aime à parler guerre et combats,
Tandis que les peuples là-bas
Se cassent la tête.

Faust, alors, une épée de bois au côté, la panse sanglée dans un uniforme de hussard, dépourvu de sa barbe blanche, mais le lorgnon toujours sur le nez, s'approchait d'une volumineuse personne, aux appâts croulants, court-vêtue d'un jupon emprunté à la petite bonne de chez Hartmann, et qui trônait derrière une table chargée d'objets hétéroclites.

FAUST.

Ne permettez-vous pas, ma belle demoiselle,
Qu'on regarde de près votre joli bazar ?

Marguerite, alors (avec la terrible voix de rogomme du machiniste, mais avec les gestes mêmes de la maman Borsch), répondait au brillant docteur :

Non, car je ne suis plus, plus du tout demoiselle,
Et vous, vous m'avez l'air d'un horrible soudard.

A la scène des bijoux elle touchait au sublime :

Ah ! je ris de me voir
Si belle en ce miroir.
Est-ce toi, Marguerite ?
Réponds, réponds-moi vite.
Non, non, ce n'est plus ta figure,
C'est la fille d'un empereur,
Ou sa sœur.
Cher vieux Dieu, pourvu que ça dure !

Pendant le duo d'amour qui fournissait à nos interprètes l'occasion d'attitudes un peu risquées, Méphisto répétait à tue-tête :

Oh ! y a bon, y a bon !

Faust roucoulait :

Laisse-moi, laisse-moi contempler ton visage,
Sous la pâle clarté dont l'astre de la nuit,
Comme dans un nuage,
Caresse, caresse ta beauté !

Et Marguerite pâmée :

Pour toi je veux mourir,
Laisse-moi, je chancelle...
J'ai mal, j'ai mal au cœur !

Faust la recevait dans ses bras en s'écriant :

Quand pansé,
Beaucoup douleur ?

MARGUERITE.
Je chancelle.

FAUST.
O ma belle !

MARGUERITE.
J'ai mal, mal, mal au cœur.

Faust penché sur elle tirait de sa poche une tenaille :

Beaucoup, beaucoup, beaucoup douleurs ?

Et Méphisto dans un coin, se frottait les mains en répétant :

Y a bon, y a bon, y a bon....

Au dernier tableau Marguerite abandonnait son comptoir pour ceindre le tonnelet de la cantinière :

Anges purs, anges radieux,
Le tambour bat, le canon tonne.
Emmenez-moi sous d'autres cieux !
O cher bazar, je t'abandonne.
Qui veut de mon docteur ? Personne ?
Je ne le vends pas, je le donne.

MÉPHISTO.

Oh ! y a bon.

FAUST (accablé, secoué par les sanglots).

Beaucoup, beaucoup douleur !

Le rideau se fermait lentement, tandis que le chœur reprenait en sourdine :

Quand pansé, pauvre docteur ?

Gounod n'a pas connu plus éclatant triomphe.

Le lendemain, après avoir rapporté ses jupons et sa taille à la bonne de M. Hartmann, je la persuadai de me céder, en cachette de son patron, un litre d'arak de Batavia.

Ce même jour Prieur, qui continuait l'inventaire du bazar Borsch, y fit une précieuse trouvaille : un manuel de conversation franco-allemand, selon la méthode Tous-saint-Langenscheidt, dont la première page était tout exprès ornée d'une minuscule carte de l'Allemagne du sud.

Le hasard allait nous servir mieux encore.

↓

Nous nous efforcions d'imaginer tous les aléas, tous les risques, tous les dangers du voyage, et de prévoir tous

les moyens d'y parer, d'y échapper. Il était important de ne point se surcharger et néanmoins d'être muni du nécessaire. Le moindre oubli pouvait nous être fatal. Nous nous étions assurés déjà de bien des choses précieuses, vêtements, objets ou provisions. Mais quelques autres, dont le défaut compromettait l'entreprise, nous manquaient toujours. Nous avions une carte, bien petite, peu claire : c'était beaucoup. Nous comptions sur les renseignements que nous fourniraient les poteaux indicateurs. Seulement, qui dit poteaux indicateurs dit grandes routes, et nous voulions, le plus possible, rester hors des voies battues, sous le couvert des bois, dans les champs. Comment nous y diriger de nuit, sans boussole ? Cette boussole, où, par qui nous la procurer ? Nous avions vainement fouillé tous les tiroirs du bazar Borsch. Tant pis, nous nous en passerions.

Nous ne pouvions, par exemple, nous passer de havresacs. Et M^{me} Borsch vendait des havresacs. Ah ! nous les connaissions bien. Ils étaient accrochés au plafond de sa boutique. Sous quelle couleur les acheter sans éveiller des soupçons ?

Or, à la fin de la semaine qui suivit la représentation de *Faut s'taire au camp*, nous primes notre courage à deux mains. A quoi bon tarder davantage ?

Prieur tenait son prétexte. « Si on a besoin de sacs, c'est pour y fourrer notre linge sale. » Notre linge sale ! Et nous ne possédions chacun qu'une chemise !

Devant le bazar, nous rencontrons le lieutenant Asmus. Une seconde de trouble.

Bast, il nous servira d'interprète. Nous lui exposons le cas : « des sacs pour notre linge sale. » Il explique à M^{me} Borsch. M^{me} Borsch creuse, creuse dans son épaisse mémoire. « Des sacs ?... non, elle n'a pas de sacs. »

Nous ne voudrions pas lui indiquer nous-mêmes l'objet de nos convoitises. Käthi nous sauve :

— Ach ! mamma, et ces *rucksacs*, là-haut !

En les décrochant, elle entraîne une pile de cartons gris, l'un d'eux s'entr'ouvre ; toute une pacotille d'aluminium s'en échappe. Nous aidons ces demoiselles à la ramasser. Ce sont des souvenirs d'Hammelbourg, *Erinnerung von Hammelburg* : des presse-papiers, des coupe-papier, des encriers, des boîtes. L'une de ces boîtes me tremble dans la main. Sur son couvercle bat, moins fort certes que le mien, le pouls d'une boussole liliputienne. Je l'ai aussitôt posée, sens dessus dessous, au fond du carton.

— De jolis souvenirs, mademoiselle Käthi, de jolis souvenirs à rapporter à sa *mamma* après la guerre, car moi aussi, mademoiselle Käthi, comme vous j'ai une *mamma*. Et combien ces *Erinnerungen* ? Trois marks ! Trois marks ! C'est trop cher pour de pauvres prisonniers : l'utile d'abord. Quant au reste, on verra plus tard. Montrez ces sacs !

Nous les examinons sous les regards de ces dames et de l'oberleutnant. Nous en discutons entré nous :

— Cinq marks ! Cher aussi. Si nous n'en prenions qu'un entre les deux ? Pas pratique ! Si nous laissions les bretelles à M^{me} Borsch ; elle consentirait peut-être un rabais. Ces bretelles, après tout, ne nous serviront à rien, jamais à rien. On n'a pas l'intention de se balader dans le camp avec notre linge sale sur le dos.

Le lieutenant Asmus, en riant, traduit nos indécisions. M^{me} Borsch se rengorge.

Heilige Maria, que ferait-elle de ces bretelles ! Avec, ou sans, c'est *fünf* marks !

La douce Lina, pour nous décider au sacrifice, nous

offre des cigares. Le D^r Asmus en met trois dans sa poche, allume le quatrième.

— Prenez ces sacs, messieurs, prenez-les, c'est tout à fait ce qu'il vous faut.

Il s'éloigne, ravi. Il a rafraîchi son français. Il a montré une fois de plus à des Parisiens que les officiers allemands ne sont pas des sauvages. Il a coulé une tendre oëillade à la brune Kāthi. Et sans bourse délier, il s'est enrichi de quatre cigares. L'excellent garçon ! Nous nous sauvons, emportant nos *rucksacs*. Je me sens dans l'état d'un amoureux qui vient d'obtenir son premier rendez-vous.

J'avais résolu d'attendre un jour ou deux avant d'essayer la conquête de la boussole. L'après-midi, je n'y tiens plus.

— Encore moi, mademoiselle Kāthi, encore moi. C'est votre faute si je vous ennuie. Vous avez de si jolis yeux !

Elle me comprend fort bien, elle rougit.

— Montrez-moi ces petits encriers, ces souvenirs !

J'hésite, je choisis d'abord un coupe-papier, puis un encrier inversable... cette boîte à boussole est bien tentante aussi... vraiment un joli souvenir pour la *mamma*. Mais elle ne marche pas, cette boussole...

— Comment, elle ne marche pas ! s'écrie la maman Borsch qui suit le débat en levant au ciel ses coussinets de graisse. Voici justement le feldwebel qui en possède une grosse.

Elle le hèle. J'ai un petit froid. Une belle boussole, de nickel celle-là, pend à la chaîne de montre du feldwebel. Il la pose à côté de l'autre, sur le comptoir.

— Hein, vous voyez, n'est-ce pas ? les aiguilles vont dans le même sens.

Le sous-officier, de son côté, étale gravement son savoir.

— La Wasserthurm est à l'ouest, cette fumée là-bas, qui indique les cuisines, marque le nord-est.

J'ouvre des yeux éblouis.

— En vérité ! en vérité ! Cela me décide. Ça amusera la *mamma* de voir bouger cette aiguille !

Le feldwebel est très content. Il a gagné son cigare.



Tout irait pour le mieux si nos fonds n'étaient à sec. Nous en sommes réduits à emprunter quelque argent à des camarades. Vers le milieu du mois, la pluie recommence. Elle trempe et déteint, sur la Wasserthurm, les drapeaux qui célèbrent la prise d'Anvers. Elle résonne tristement sur le toit des baraques. Tout est sombre, mouillé, glacé. Nous profitons de ce déluge pour apitoyer les demoiselles Borsch. Nous leur montrons nos capotes usées, rapiécées, qui laissent passer le vent et l'eau. Elles nous vendent deux vestes de chasse.

Enclin aux rhumatismes, je me dis que, si nous devons coucher dehors sous de telles trombes, nous ne tarderons pas à être complètement ankylosés, incapables de mettre un pied devant l'autre. L'idée me vient d'acheter deux rectangles de toile cirée, destinés, soi-disant, à isoler un peu notre paille du plancher humide, mais qui nous serviront, en réalité, tour à tour de tentes et de matelas. Ce n'est pas très facile d'expliquer la chose à M^{me} Borsch. Elle n'a que d'étroites bandes de toile cirée dont elle recouvre sa « montre » en cas d'averse. Elle tâchera d'en trouver une pièce en ville.



J'avais espéré que mon argent m'arriverait autour du 15. Les jours passaient, rien ne venait. Nous avions pensé profiter d'une nuit sans lune pour filer. Dès le 25 cette chance nous serait enlevée. Une impatience grandissante nous envahissait, nous empêchait de tenir en place. Elle se manifestait chez moi par un besoin continuel de me frotter les mains, ce qui exaspérait Prieur.

Nous occupions notre temps à noter les heures de relève des sentinelles, à étudier leurs traits, à les classer selon les cas dans les « sales g... », les « bonnes têtes » ou les « poires. » Nous observions surtout les auxiliaires, leur longueur de pas, leur allure habituelle. Presque tous avaient dépassé la quarantaine, beaucoup bedonnaient ; beaucoup marchaient les pieds en dedans ; pour la plupart, ils se rasaient même la moustache. De l'ensemble de ces observations, nous composions un type moyen que nous nous efforcions de prendre comme modèle. Nous avions déjà, chez le « friseur » du camp, sacrifié à cet idéal nos moustaches et nos barbes naissantes. Nous attendions d'être redorés pour acheter un rasoir et une petite brosse à habits, afin de pouvoir, durant tout le trajet, rester corrects.

Je suis blond, Prieur est châtain ; nous avons tous deux le teint blanc, les joues assez colorées, les yeux couleur du temps. En n'y regardant pas de trop près, les Bavares que le destin mettrait sur notre route pourraient fort bien nous croire enfants du même sol qu'eux. La gêne occasionnée par nos blessures alourdissait suffisamment notre démarche pour contribuer à la ressemblance.

Nous nous livrions à des expériences. L'un après l'autre nous parvinmes à franchir, sans être inquiétés, les limites du camp nord, pour pénétrer dans le camp sud.

Prieur redoutait que sa blessure ne se rouvrit en route. Il se rendit au lazaret afin d'y obtenir, de l'ami Fritz, un paquet de pansement. A mon tour, après avoir choisi une porte où stationnait une « bonne tête », je m'en fus à la cantine des auxiliaires. On m'y connaissait pour m'y avoir vu quelquefois, durant mes derniers jours d'hôpital, avec des infirmiers. En expliquant que le pied me faisait toujours mal, et que le major m'avait conseillé des frictions à l'alcool, je pus m'y procurer un litre de marc.

Nous tenions à nous prémunir contre les refroidissements.



Cependant la troupe de la Nouvelle-Gaîté répétait une revue en plusieurs tableaux qui devait être jouée au commencement de novembre. J'y avais introduit un assaut de boxe et un assaut de canne. Cela nous permettait, bien à l'abri dans la « salle de spectacle », tandis que le mouleur et le machiniste combinaient leur décor, de retrouver un peu de souplesse, de nous refaire des muscles.

Prieur possédait un solide gourdin, don de cet habitant de Dudelange qui lui avait offert de le cacher dans sa maison. Je me servais journellement de la béquille qu'un vieillard pitoyable m'avait obligé d'accepter à la gare de Gmunden. Avec deux bons couteaux, c'étaient là nos seules armes. Il y avait gros à parier que nous aurions à les utiliser. Si les ponts étaient gardés, nous serions dans l'obligation de descendre les sentinelles. En gens de théâtre, nous nous étions d'avance distribué les rôles. Impulsif, imaginatif, celui de *moteur*, comme disait Prieur, m'était attribué. Je serais l'homme des décisions brusques, dictées par l'imprévu. Celui de *régulateur*,

au contraire, appartiendrait à mon compagnon, plus réfléchi, plus prévoyant, plus calme, et qui aurait spécialement à surveiller la répartition des vivres.

Entre les séances de boxe, tout en cherchant à découvrir les points faibles de l'enceinte, les moins éclairés, les moins fréquentés, nous potassions notre manuel Langenscheidt. C'était notre point faible, à nous ! Nous disposions bien, entre les deux, d'une vingtaine de mots d'allemand. Si du moins nous avions su les prononcer ! A supposer que nous pussions, comme nous l'espérions, gagner la Suisse en dix jours, nous devions nous attendre, même de nuit, à des rencontres, à des questions. J'en avais, d'avance, des sueurs froides.

— Que ferions-nous ?

— Ça, mon vieux, répondait Prieur, ça regarde le *moteur* !



Que les heures étaient lentes ! Les jours n'en finissaient plus. Couchés sur notre trésor, inquiets, torturés par la vermine, nous dormions peu. Quatre-vingts malheureux ronflaient, geignaient, toussaient, se retournaient dans une chambre de huit mètres sur dix où couchaient, en temps de paix, vingt-cinq des recrues allemandes qui accomplissaient à Hammelbourg leur instruction militaire. A cinq heures du matin, lugubrement, sonnait la trompe du réveil. Nous courions dans l'obscurité crépusculaire et froide nous débarbouiller à la fontaine. A six heures distribution de l'eau de gland, que nous convertissions, je crois l'avoir dit, en cacao. Et sitôt après le rassemblement, les corvées se rendaient aux différents chantiers. A midi, munis chacun d'une écuelle, nous défilions, un par un, devant les guichets de la cui-

sine. La nourriture empirait, distribuée de semaine en semaine plus parcimonieusement ; plus de saucisse ou de morue le soir ; de nouveau du café, comme le matin ; et la ration de pain était tombée à trois cents grammes. Quelques civils en ces derniers temps l'avaient partagée avec nous : des Polonais, que l'on a dirigés sur une localité voisine, Kissingen ; des Belges que l'on a renvoyés en Belgique, puisque la Belgique est allemande ; des Anglais que l'on a parqués dans un étroit baraquement avec défense formelle de s'en éloigner ; des Français des départements envahis, pauvres vieux infirmes emmenés comme otages, tremblotants débris qui errent parmi nous. L'un d'eux, natif de Rambervillers, est manchot, sourd, presque aveugle. Il est âgé de 86 ans. Prisonnier de guerre en 1871, il se livre à de tristes comparaisons :

— Ah ! bégaye-t-il, la nourriture alors, était déjà bien mauvaise. Mais enfin, il y avait de quoi manger.



L'argent n'arrivait toujours pas. Nous ne savions à quel saint nous vouer. Nous avons résolu de profiter de la perturbation que la Toussaint apporterait dans l'ordre si rigoureusement habituel des choses pour tenter de fuir. D'autre part nous ne pouvions nous lancer à travers l'Allemagne sans un centime sur nous, ni surtout sans rembourser à nos camarades les petites sommes qui les aideraient à ne pas crever de faim.

— Si samedi la galette n'est pas là, répétait Prieur, nous sommes fichus.

On me la remit, fort écornée par le change, le vendredi soir.

Cette fois il n'y a plus une minute à perdre. Oust ! il s'agit de se grouiller. Gaillard, devenu notre voisin de

litière, et trois autres camarades qui sont dans le secret, courent au bazar, à la cantine, compléter notre provende.

— Vla l' rasoir, la brosse, vla le fromage, disait Gailard en nous tendant, dans l'ombre, les précieux colis. Mais, croyez-moi, vous avez tort. Vous allez pt'être vous faire casser la figure au sortir du camp, par les sentinelles. Si c'est pas ici, ce sera plus loin. Attendez donc ! Dans deux, dans trois mois, les Russes arriveront ; Joffre aura passé la Meuse. On trouvera bien moyen de vivre et de rigoler jusque-là !

— On t'enverra une carte, répondait Prieur, pour te raconter le voyage.

Le samedi, c'est le grand branle-bas. Le matin, je me précipite chez M^{me} Borsch. Elle n'a pas encore la toile cirée. On la lui apportera peut-être dans l'après-midi. Que faire, si elle ne la reçoit pas ? Il pleut à croire que les *Wasserthurm* célestes ont toutes crevé d'un coup.

Après le repas de midi, nouvelle tentative. Rien toujours. Mais j'ai la veine, en passant devant la cuisine, d'apercevoir des œufs dans une corbeille. J'en achète huit, et le cuistot, sur l'heure, me les fait cuire.

Je rapplique pour la troisième fois, au moment où ces dames, appelées en ville par les préparatifs de la cérémonie du lendemain, s'appêtent à fermer le bazar plus tôt que de coutume. Cinq ou six clients se pressent devant la porte. Käthi, avec un éclat de rire, me jette le rouleau de toile cirée.

— Combien ?

— *Sie werden Montag bezahlen*, vous paierez lundi.

— *Gut*, c'est entendu, on paiera *Montag* !

Elles nous ont tiré tant de plumes, qu'une revanche m'est bien permise.

« Y a bon », comme dit le tirailleur. Nous tenons la

précieuse toile cirée. Mais je suis encore dépourvu de coiffure. Ma chasse à la casquette est restée infructueuse. Un artilleur, dans le camp, en possède une, une vraie casquette d'auxiliaire. Pas mèche de le déterminer à me la céder. Je ne peux pourtant pas en fabriquer une avec ma chéchia ! Devrai-je me contenter, à défaut de mieux, du passe-montagne que m'a fourni la maman Borsch ?

Je tâche, tout en prenant les dernières dispositions, de ne pas songer au moment où nous nous jetterons hors du camp. Lorsque j'imagine ce que pourront être ces secondes, je sens fléchir ma résolution, j'éprouve comme un grelottement intérieur qui me torture l'estomac. Prieur, en apparence, est très calme, mais la contraction de ses mâchoires m'en dit long sur son état d'âme.



Dimanche de la Toussaint.

Contre notre attente, nous avons assez bien dormi. Nous sommes relativement en forme. Il bruine, le ciel est bas. Nous risquons de n'avoir pas de lune. *All right!*

A 7 h., messe basse pour les prisonniers. A 9 h., grand' messe pour la garnison allemande qui défile devant le commandant et que la musique attend à l'entrée de la chapelle. Les prisonniers sont admis à contempler le spectacle.

Cela nous donne loisir de reviser nos vivres, d'inspecter notre équipement :

Deux boules de pain, 1 $\frac{1}{2}$ kg. environ, deux paquets de cacao, vingt tablettes de chocolat au lait (5 marks !), huit œufs durs, deux boîtes de lait condensé, une saucisse, un morceau de fromage, un litre d'arak, un litre de marc, deux bouteilles pleines d'eau, de la ficelle, du papier, des allumettes, des bougies, un briquet, un pa-

quet de pansement, une gamelle achetée au réserviste auvergnat, une boîte-boussole, deux solides gourdins, un manuel de conversation avec carte, une lampe électrique de poche, deux couteaux, deux rectangles de toile cirée, une brosse, un rasoir et accessoires, deux passe-montagne, deux pèlerines, les havresacs.

Il ne manque que cette sacrée casquette.

L'après-midi, tandis que je flâne de l'air heureux et détaché d'un homme qui a pris définitivement son parti de la villégiature, je la vois galoper au bout d'une ruelle. Je la poursuis.

— Hé, l'artilleur !

— Tout à l'heure, mon vieux, suis pressé.

Et l'homme à la casquette, d'un geste décisif, m'explique quel besoin le réclame.

La casquette s'enfuit, disparaît, sans que son propriétaire se doute des : « Espèce d'animal, crétin » et autres gentillesques que je murmure à son adresse. Je suis furieux. Cette rage met le moteur en marche.

— Ah ! cochon, tu ne veux pas me vendre ta casquette ; eh bien, tu vas voir !

Instruit par la mimique de l'artilleur, je m'empresse du côté des latrines. Elles sont composées d'une série de boxes étroits. Une porte basse, qui ne va pas jusqu'au sol, ferme chacun d'eux. Du dehors (qu'on me pardonne ces détails) on voit juste le sommet de la tête et les pieds de l'occupant. Mon regard court d'une porte à l'autre. Pas d'erreur, la voici ! Son propriétaire n'est guère en mesure de se défendre. Je m'élance. Par-dessus la porte je m'empare de la casquette. D'un coup de poing j'assujettis ma chéchia à sa place sur un crâne tout bouillant de colère, tout vociférant d'invectives et je me sauve en criant :

— T'en fais donc pas, on te la rendra, ta casquette.
J'ai un second vol sur la conscience.



La nuit est là.

Dans la chambre, sous les cônes de lumière que projettent, à travers l'atmosphère jaune de fumée, les abat-jour des deux lampes à pétrole, les joueurs de manille sont rassemblés. Que leurs traits sont creux, tirés et las sous l'hémisphère des crânes tondus et luisants ! Le pauvre C.... tousse furieusement. Combien qui ne reverront pas la France ! Prieur a raison. Crever pour crever, autant que ce soit ailleurs qu'ici. Même, me répète une voix inquiète, même si ce devait être à la porte du camp, d'une balle dans la tête ?

Les minutes s'étirent, se traînent.... Ce n'est pas possible, on oublie de sonner aujourd'hui !

— Bon Dieu, grogne Prieur, t'as pas bientôt fini de te frotter les mains ? Tu deviens agaçant avec cette manie.

Nous sommes au même diapason.

Enfin ! voici la sonnerie qui annonce l'office du soir. Les camarades s'y rendent presque tous.

Le moment est là.

Quelques mains en silence pressent les nôtres, nous confient des lettres. « Bonne chance, les enfants, » soupire Gaillard. Nous abandonnons notre lit de paille. Nous suivons les autres à petite distance en dissimulant les havresacs sous nos capotes. Il ne pleut plus. Mais le ciel est nuageux.

Nous nous arrêtons près de la fontaine qui, pour déterminer sans doute la circulation, divise, à toute petite distance du portail, une des voies principales du camp.

Tout à côté, une voiture d'ambulance, chaque soir, est

remisée sous un auvent. Elle fait là une sorte de grand paravent dont nous nous sommes promis de tirer parti.

— Tu vas ? dis-je à Prieur.

— Comme de bien entendu....

Il se dirige vers la porte en fumant une cigarette... je le vois s'arrêter près d'un des poteaux dans une position qu'excuse l'infirmité de notre humaine nature.... Les deux sentinelles passent et repassent près de lui, de l'autre côté des fils qui luisent, touchés par la lueur d'une lampe électrique. Je suis obligé de m'appuyer contre la voiture tant mes jambes flageolent.

Prieur s'éloigne... disparaît... revient par un long détour.

— Ça va ?

— Ça va, deux « poires ! »

Vite ! Nous nous bouclons les havresacs sur le ventre.... Nous laissons tomber nos capotes dans l'ombre de la voiture. Nous nous couvrons de nos pèlerines....

— Epatant, murmure Prieur en m'inspectant ; une mère bavaroise n'aurait pas fait mieux.

— Ça y est ?

— Ça y est !

L'un à côté de l'autre, d'un pas égal, nous abandonnons notre abri. Nous repassons près de la fontaine.

A cet instant les nuages s'entr'ouvrent, un beau rayon de lune en descend. Il nous éclaire en plein.

Prieur stoppe... j'hésite. Les sentinelles viennent de se croiser devant la porte ; elles se séparent en se tournant le dos ; elles vont faire chacune une trentaine de mètres, puis revenir à la rencontre l'une de l'autre.

Peut-être, sans y attacher autrement d'importance, ont-elles distingué nos deux silhouettes?... Si nous balançons, n'éveillerons-nous pas leurs soupçons?... Ces idées

me traversent l'esprit en tourbillon.... J'ai ralenti un instant sans m'arrêter. Que faire ? Avancer ? Reculer ? Je décide de continuer. Prieur, en conséquence, allonge et me rejoint.

Encore un pas ! L'avenue s'ouvre devant nous, libre, boueuse, luisante de clair de lune.... Dans le chemin de ronde qui longe les clotures, les sentinelles s'éloignent à droite et à gauche.

Nous avons franchi le seuil.

La lune étale devant nous l'ombre flottante de nos pèlerines que prolonge celle de nos casquettes.

Nous entendons le pas des sentinelles clapoter dans la boue.... Nous savons qu'elles vont bientôt se retourner.

Un instant je suis saisi d'une envie désespérée de profiter des secondes qui nous restent pour prendre la fuite à toutes jambes.

Prieur, à côté de moi, d'une marche lourde, berce son abdomen d'emprunt.

Ah ! les sentinelles, en même temps, ont fait demi-tour ! Il y a eu une seconde de silence ; maintenant le bruit de leurs pas se rapproche. Elles doivent nous voir distinctement, couple sombre au milieu de la route bleue.... Vont-elles crier : « Halt !... » Vont-elles épauler ?

Le havresac a glissé sur mes genoux. J'ai l'impression de lutter contre un courant furieux qui m'immobilise. Deux bouteilles, en s'entre-choquant, tintent légèrement. Ce tintement emplit la nuit, d'un bourdonnement de tocsin.

Prieur se tourne un peu de mon côté, mime les gestes d'un promeneur qui discute avec son compère. Je crois bien que j'en fais autant.

Les sentinelles, à présent, se sont rejointes. On les

entend échanger quelques paroles. Que je voudrais oser me retourner, les regarder !

Nous ont-elles pris pour de paisibles auxiliaires qui regagnent leur cantonnement ?

Devant nous je distingue nettement le profil bleuté du bosquet de pins où nous avons, depuis tant de jours, projeté de reprendre haleine.

Je sens que je n'y arriverai pas. N'y a-t-il pas eu un cri ? On a découvert nos capotes ! Notre fuite est signalée !

Ce maudit Prieur avance de plus en plus lentement, et ce maudit bosquet est toujours aussi loin.

Malgré moi, soutenant à deux mains mon havresac, je presse le pas. Prieur, qui n'ose rien dire, cherche à me retenir par ma pèlerine. Puis la terreur l'envahit à son tour, le pousse par les épaules.

C'est au pas de course, haletants, l'oreille retentissante de toutes les rumeurs qu'y jette, à grands coups, notre sang que nous atteignons, épuisés, la lisière du bois de pins.

Nous n'en pouvons plus. Nous nous sommes laissés tomber ensemble dans le fossé, l'un près de l'autre. Comment nos poitrines résistent-elles aux bonds qu'y font nos cœurs ?

D. BAUD-BOVY.

(La fin prochainement.)

DU MOUVEMENT DES IDÉES

DANS LA CLASSE OUVRIÈRE SUISSE

**L'organisation syndicale. — La Société suisse du Grütli.
Le parti socialiste suisse.**

« Le présent est plein du passé et gros de l'avenir. »
LEIBNIZ.

Bien que pendant la deuxième moitié du dix-huitième siècle, de 1750 à 1800, certaines de nos industries — telles la filature du coton, la rubannerie, le tissage de la soie, l'horlogerie, etc. — présentent déjà quelques-uns des caractères de la manufacture moderne, et que l'emploi de la force motrice apparaisse dès le premier tiers du dix-neuvième, dans l'industrie textile surtout, on ne trouve nulle part trace d'un « mouvement ouvrier » au sens que l'on donne à ce mot aujourd'hui.

Ce retard dans l'organisation professionnelle de la classe ouvrière suisse, sur le terrain économique, a son explication dans ce fait que les fabriques d'alors ne se concentrent point dans quelques régions seulement, mais qu'elles sont disséminées un peu partout. Comme notre pays ne possède pas de charbon, elles s'établissent le long des rivières et des fleuves, qui leur livrent de la

« houille blanche. » Cette décentralisation géographique a été un des caractères dominants de l'industrie suisse. Et ce caractère n'a point encore complètement disparu. Et puis, dans les cités, c'est la petite ou moyenne artisanerie qui prédomine. Les villes ne sont point les grands centres de l'heure présente. Les moyens de communication sont rares. L'industrie à domicile, qui occupe des milliers de femmes et d'enfants, lutte pied à pied contre l'envahissement de la fabrique. Les ouvriers sont légion qui possèdent un modeste lopin de terre qu'ils cultivent, une fois la journée de fabrique terminée.

Au premier stade de son industrialisation la Suisse connut, quelques années durant, une période de hauts salaires. Chacun cherche à améliorer sa situation personnelle, sans tenir grand compte du voisin. Et puis l'espoir de devenir patron un jour hante encore bien des cerveaux. Le petit patronat est l'idéal de quantité de travailleurs « qualifiés. » L'ouvrier d'alors est fortement individualiste, voire même économiquement et politiquement conservateur. De ci, de là, éclate une révolte ouvrière. Mais elle est dirigée contre la machine, cette redoutable concurrente du salarié qui œuvre de ses dix doigts seulement. Ainsi l'incendie de la fabrique d'Uster, le 22 novembre 1832.

Mais voici que la réaction bat son plein en Allemagne, en 1830-1835. Les ouvriers allemands, nombreux, cherchent un refuge dans notre pays. La Suisse n'est point pour eux une inconnue. Quand ils étaient « sur le trimard », ils pénétraient souvent jusque dans les vallées les plus profondes des Alpes. Ils se constituent en sociétés. Ce sont des groupes d'éducation mutuelle, — des *Arbeiter-bildungsvereine*, — dans lesquels on s'adonne à la lecture, on cultive le chant, la musique. On pratique aussi

la « mutualité. » Des coopératives d'alimentation s'organisent dans la plupart des villes : *Herbergen* où le « trimardeur » trouve à se restaurer. Et aussi un *viaticum* quand son humeur vagabonde l'attire ailleurs, ou que le manque de travail ne lui permet pas de s'établir à demeure.

A Genève, on rencontre bien quelques adeptes d'un communisme étrangement nébuleux. Mais, d'une façon générale, Weitling a peu de succès, surtout auprès des ouvriers indigènes, cependant que le nombre de ceux qui lisent Saint-Simon, Fourier, Proudhon, Louis Blanc, Lamennais augmente chaque jour. Des controverses politiques s'esquissent. On s'inquiète des événements qui se passent dans les pays voisins.

La première organisation professionnelle ouvrière, qui prend tout de suite un rapide développement, est la « Fédération des typographes » de la Suisse allemande, datant de 1858. Elle est de caractère purement corporatif encore. Elle crée des institutions chargées de venir en aide à ses membres, malades, chômeurs ou invalides. Elle accorde des secours de passage. C'est elle qui établit, pour la première fois, dans notre pays, un contrat de tarif entre patrons et ouvriers, aux termes duquel les premiers n'occuperont que des ouvriers syndiqués, et les seconds ne travailleront que chez des patrons ayant apposé leur signature au bas du contrat. C'est une première apparition de l'organisation syndicale « réciproque. » Presque le syndicat obligatoire.

Le 28 septembre 1864, la première « Internationale » avait vu le jour à Saint-Martins Hall, à Londres. La Suisse devient un ardent foyer de propagande pour les idées de Marx et d'Engels, traversées plus tard par les doctrines de Bakounine.

Genève constitue un centre important d'agitation et d'organisation. C'est de là que les idées de cette première association des travailleurs rayonnent avec le plus d'éclat. Des sections d'ouvriers internationaux jaillissent du sol dans presque toutes les villes de quelque grandeur. Des corporations de métiers englobent des centaines et des centaines de syndiqués. Des « Unions locales » concentrent en elles les aspirations des syndicats isolés. C'est la forme première, bien rudimentaire encore, des « cartells » urbains de notre époque, des « Unions » ou des « Fédérations » ouvrières. Mais ce mouvement n'est pas seulement syndical. Il est encore coopératif et politique. La coopération de production, telle est la fin poursuivie. A chaque page de la littérature de cette époque on rencontre des appels en faveur de cette coopération. C'est un véritable emballement. En 1868, les ouvriers terrassiers de Lausanne, « coopérativement » associés, entreprennent pour 24 000 francs de travaux. A la Chaux-de-Fonds, la même année, on parle de construire « coopérativement » des logements ouvriers. En 1869, les ouvriers genevois fondent une « Imprimerie coopérative. » Des graveurs et des monteurs de boîtes, deux ans auparavant, avaient organisé une « Coopérative de consommation », disparue il y a quelques années seulement. Et il n'était question de rien de moins que de créer une bourse de marchandises, avec une exposition, certains jours de la semaine, des produits des coopératives de production. Le mot d'ordre : pas d'intervention de l'Etat.

Quelques années ne s'étaient pas écoulées, que déjà les ouvriers se rendent compte de l'insuffisance de cette organisation coopérative. Faire de la production en coopération peut réussir dans quelques petits métiers, qui ne

demandent pas un gros outillage, ou qui peuvent se contenter de machines élémentaires, autrement dit qui roulent sur des capitaux modestes. Mais l'ouvrier de la fabrique sentait confusément déjà qu'il fallait autre chose. Et que cette autre chose était la solidarité entre tous ceux qui travaillaient dans une même profession, avec quelques fins précises à atteindre : amélioration des salaires, diminution de la journée de travail, amélioration de l'hygiène des ateliers, et, au-dessus de tout, un idéal encore bien confus de société future. Deux sentiments dominant pendant cette période ; ils expliquent que les ouvriers aient été très circonspects quand la situation était tendue au point de ne pouvoir être résolue que par un arrêt brusque du travail. Ils ont peur, une peur enfantine parfois, de la grève qui jette les chômeurs sur le pavé, peur encore de la machine dont le travail se substitue graduellement à celui de l'homme. Cependant il y eut des mouvements de grève, violents même, ainsi dans le bâtiment, à Genève, en 1868. Certaines catégories d'ouvriers obtinrent la journée de onze heures qui remplaça celle de douze, et une augmentation de salaire de 10 %. De nouveau l'idée de la coopérative de production reprit vie. Mais ce ne fut pas pour longtemps. Quant à la politique, elle ne pénétra que lentement et difficilement dans les syndicats. L'ouvrier indigène voyait d'un fort mauvais œil l'ingérence des étrangers dans un domaine qu'il considérait comme son fief. Et dans les syndicats d'alors, les ouvriers étrangers formaient encore la grosse majorité.

A Bâle, cependant, au moment des élections au Grand Conseil, en 1868 et en 1869, il y eut, pour la première fois, une liste de candidats ouvriers. A Genève, les ouvriers étrangers constituaient un sérieux appoint au

parti radical. Et les jours d'élection, quand il y avait bagarre, — ce qui était continuel, — ils ne restaient pas au dernier plan.

Quant aux cotisations, l'arme par excellence du syndicat moderne, elles sont encore chose totalement inconnue avant 1870.

Mais, à mesure que s'affirme avec plus de netteté l'évolution à laquelle nous assistons encore de nos jours, et qui fait de la Suisse, insensiblement, lentement, mais sans jamais aucun arrêt, un Etat de plus en plus industrialisé, la conscience de la classe ouvrière s'éveille. Depuis 1848, et même avant déjà, quand les partis de démocratie veulent l'entraîner dans le tourbillon qui conduira à la constitution d'une confédération d'Etats, on lui parle d'égalité civique. Ce qu'elle réclame maintenant, c'est l'égalité économique, sans laquelle il n'y a pas de « véritable liberté », dit le *Grütli* du 7 octobre 1851. Puisque les travailleurs prennent une part chaque jour plus grande à la vie de l'Etat, il est tout naturel que celui-ci, à son tour, fasse quelque chose pour eux. Il y a des compensations nécessaires. Aussi, quand la bataille est engagée autour de la constitution démocratique de 1869, dans le canton de Zurich, voit-on les sociétés ouvrières demander la journée normale *légale* de travail de dix heures, la limitation à quatorze ans de l'âge d'entrée des enfants dans les fabriques, une pause de 1 1/2 h. au milieu de la journée de travail, etc. Et c'est Hermann Greulich, un relieur de Breslau, qui développe avec un talent tout de clarté, et une vigueur insoupçonnée, ces premiers postulats en faveur d'une protection légale des travailleurs.

La guerre de 1870-1871 fut un temps d'arrêt pour le

mouvement ouvrier suisse. Les Allemands, dans leur grosse majorité, sont entraînés par le courant nationaliste. C'est une période de luttes intestines dans les syndicats qui se disloquent. On parle d'un premier congrès ouvrier qui, en effet, se tient les 13 et 14 mars 1870 à Zurich. Au programme : la substitution du travail coopératif au travail salarié, la constitution de sociétés de secours mutuel servant d'agents de propagande en faveur de l'action syndicale. L'heure est trouble. Des courants et des contre-courants se heurtent, se croisent. Ce n'est que quelques années plus tard, du 1^{er} au 3 juin 1873, que les ouvriers suisses se rencontreront de nouveau, en un congrès, à Olten, à la suite d'une initiative partie de Genève. Que demandaient les ouvriers de cette ville essentiellement cosmopolite ? Ensuite de l'influence qu'avait prise Bakounine et son socialisme « fédéraliste », les syndicats déclarent vouloir se cantonner strictement sur le terrain de la neutralité la plus absolue. Pas de politique, pas de religion. C'est du reste le seul moyen d'amener à l'organisation professionnelle les ouvriers genevois, ceux de la « fabrique » entre autres, qui, ombrageux, ne toléraient pas que des étrangers s'occupassent de « leur » politique.

Ce « neutralisme » fut adopté, à côté d'autres revendications : journée normale de travail, paie double pour le travail supplémentaire, établissement des salaires suivant les conditions locales, limitation du travail des enfants dans les fabriques, à travail égal salaire égal pour la femme et pour l'homme, chambres de travail dirigées exclusivement par les syndicats ouvriers, assurance contre la maladie, l'invalidité, les accidents et au décès, mesures propres à protéger la santé et la vie de

ceux qui travaillent dans les fabriques, établissement de statistiques du salaire et du prix de la vie, sérieuse préparation technique des apprentis.

Et c'est ainsi que prit vie, sur notre sol, la première Fédération ouvrière, avec un journal hebdomadaire, la *Tagwacht*, dont la direction fut confiée à Greulich. Malgré les difficultés auxquelles cette organisation professionnelle se heurta dès le début, elle exerça sur nombre de sociétés ouvrières un intense pouvoir d'attraction. En 1875, elle pouvait montrer, non sans quelque orgueil, ses 9 sociétés du Grutli avec 656 membres, ses 50 autres groupements « politiques » avec 2085, ses 12 caisses de maladie avec 1099 et ses 50 syndicats avec 2490 membres. Cependant la Société suisse du Grutli, comme telle, restait en dehors du mouvement. De même que la Fédération du Jura, aux tendances fédéralistes, voire même anarcho-syndicalistes. Il y eut, pendant cette période, de nombreux mouvements de salaires et des grèves. Celle du Gothard en 1875 n'est point encore sortie de la mémoire des ouvriers suisses, car il y eut des tués. Dans le canton de Zurich, les ouvriers organisés prirent une part active à la campagne en faveur du monopole des billets de banque et à celle dirigée contre la subvention à accorder au Gothard. A la suite d'une entente conclue avec les Grutléens, au congrès de Neuchâtel, en 1877, il fut décidé d'organiser une agitation commune en faveur de la loi fédérale sur les fabriques, que le peuple adopta cette même année. Mais cette entente n'alla pas jusqu'à une *alliance* proprement dite, qui, proposée, fut catégoriquement refusée. Et quand la loi sur le travail dans les fabriques eut été acceptée à une petite majorité par le peuple, la Fédération ouvrière put encore compter sur la Société du Grutli pour s'opposer à une offensive éner-

gique du patronat suisse contre ces quelques dispositions de protection légale du travail. D'un commun accord, les deux organisations combattirent aussi les doctrines anarchistes de Bakounine, qui avaient trouvé un excellent terrain dans le Jura neuchâtelois, et en partie aussi dans le Jura bernois.

Cette marche ascensionnelle ne devait pas durer longtemps encore. En 1878 déjà on découvre les premiers signes d'une décadence dont les causes apparaissent aujourd'hui encore fort obscures : la crise économique latente, accompagnée d'un intense chômage, les déficits chroniques du journal la *Tagwacht*, l'indifférence de la classe ouvrière à la propagande, l'effondrement lamentable de la caisse centrale de maladie, etc. La marche descendante fut rapide. Au début de l'année 1880 déjà des voix nombreuses demandaient que la Fédération fût dissoute parce que ne répondant plus à rien. Un congrès fut convoqué à Olten. Il se réunit les 6 et 7 novembre 1880. La Fédération avait vécu. Elle mourut au milieu de l'inattention générale.

La Fédération suisse des syndicats prit sa succession. Mais bien qu'elle eût déclaré, dans ses statuts, qu'elle poursuivait comme fin suprême la « socialisation du sol et du sous-sol, ainsi que celle des moyens de production, » elle ne fit guère plus de besogne que l'organisation à laquelle elle venait de succéder. A Genève, à Zurich, et dans la plupart des villes c'est la stagnation la plus complète. Ni organisation méthodique de la classe ouvrière, ni agitation presque, par la plume ou par la parole. Un seul point lumineux néanmoins. Le Comité fédéral obtient le droit de « veto » pour les grèves. C'est un premier pas vers la centralisation des mouvements de grève, dans la Suisse allemande en particulier. Et ce

fut là une excellente décision, dont les bons effets se firent sentir par la suite. Sur le terrain politique pas trace d'une action quelconque. A Zurich, un congrès ouvrier qui devait se tenir en 1881 fut interdit par le gouvernement. Personne ne fit entendre la moindre des protestations. Cependant, nombre d'organisations disparaissent, s'effondrent lamentablement. L'imprimerie et le journal de la Fédération traversent des moments difficiles. Et la confusion dans les esprits est extrême. Un seul exemple : à deux reprises les ouvriers de la ville de Berne concluent une convention avec le petit patronat en vue de protéger les « travailleurs nationaux. » Ceci se passait en 1882. De temps à autre on entend parler de la création de tribunaux de prud'hommes et d'une caisse de secours pour « trimardeurs. » C'est tout.

Sur ces entrefaites, et de sa propre initiative, un « Comité d'action » s'était constitué, qui convoqua une réunion des organisations ouvrières suisses à Berne, en 1885. H. Greulich y parla d'une « statistique ouvrière générale », et Henri Scherrer de la « responsabilité civile et de l'assurance contre les accidents. » Mais les événements devaient se précipiter. Une grande grève, celle des ouvriers serruriers de la ville de Zurich, en 1886, qui demandaient la journée de 10 heures, allait réveiller les énergies assoupies. Il y eut de violentes bagarres. Un ouvrier parqueteur fut tué. C'est par centaines qu'au lendemain de cette journée sanglante les travailleurs se firent inscrire dans les syndicats. Le Grutli lui-même fut emporté par le courant comme fétu de paille. A Lausanne, en 1886, il décida de collaborer à la création et à l'entretien d'une « Caisse de grève. » Et cela par 127 voix contre 76. Cette décision causa, et il fallait s'y attendre, le plus vif émoi dans nombre de sections, où

les artisans, les instituteurs, quelques hommes en vue du parti radical tenaient le haut du pavé. Et ce fut de la consternation quand cette décision de l'assemblée des délégués fut ratifiée à la votation générale par 3033 oui contre 1220 non.

Mais — et c'est là qu'est la signification indiscutable de cette consultation populaire — pour la première fois la classe ouvrière suisse organisée voit, en toute clarté, la valeur des caisses de résistance. C'est comme un réveil soudain de la conscience de classe, qui marque un moment important de l'histoire de la classe ouvrière en Suisse. Sans doute, la conférence, le cours d'instruction syndicale ou coopérative, la brochure, le journal, ont leur rôle à jouer. Et un rôle intéressant encore. Mais cela ne suffit point. Il y a le côté purement économique des luttes professionnelles. Et pour que celles-ci aboutissent, il faut de l'argent, beaucoup d'argent. Dans la Suisse romande on se reposait sur la collecte dans les ateliers, au café, dans les réunions ouvrières, quand la bataille était engagée. Dans la Suisse allemande, le principe de la cotisation fixe, payable à époques déterminées, chaque semaine ou chaque mois, rencontrait plus de faveur. Et pourtant il y avait un obstacle. Dans nombre de sociétés ouvrières on trouvait encore de petits artisans, ouvriers hier, aujourd'hui promus au rang de patrons. La cotisation était le moyen le plus ordonné de les combattre. Allaient-ils fournir de la poudre et des balles à leurs adversaires ? Tel était le raisonnement que tenaient, entre autres, les Grutléens. Il fallait tourner la difficulté. Une « Caisse de réserve » fut créée avec, à la tête, un comité dont la tâche première consistait à travailler au « développement de l'organisation syndicale des ouvriers. » La constitution de cette caisse de réserve

contribua tout de suite à diminuer le nombre des grèves. On ne se lança plus inconsidérément dans des arrêts de travail qui, dès le premier moment, étaient voués à un échec certain. Et la conviction se fit de plus en plus profonde, dans la mentalité des ouvriers, qu'une grève n'est pas *nécessairement* un bouleversement complet de l'ordre social et que ses effets sont purement *relatifs*. La « Caisse de réserve » attira à elle un très grand nombre de corporations, si bien qu'elle apparut bientôt aux yeux de certains comme une concurrente dangereuse de la *Fédération des syndicats professionnels*. Après de multiples controverses, il fut décrété que dorénavant la Caisse de résistance ferait partie intégrante du mouvement professionnel, qu'elle cesserait d'être autonome. Et presque au même moment nous voyons apparaître une idée nouvelle, aujourd'hui profondément ancrée dans l'organisation syndicale des ouvriers de la Suisse : c'est qu'il importe à chaque groupe de métiers d'instituer, *pour lui*, sa caisse de résistance. Cette conception a eu les conséquences les plus heureuses pour le développement de la classe ouvrière, concentrée dans ses syndicats et dans ses fédérations de métiers, comme nous le verrons plus tard. Si l'existence de cette « caisse de réserve » fut de peu de durée, il faut reconnaître cependant qu'elle a permis d'obtenir du patronat le plus d'avantages possible avec le minimum de sacrifices de salaires. Ses interventions ont été nombreuses, pendant la période qui va de 1886 à 1891. A réitérées fois, dans la Suisse allemande, elle est intervenue auprès des pouvoirs publics. Et elle a contribué, dans une certaine mesure, à hâter l'institution d'offices de conciliation et de tribunaux d'arbitrage. Ce qui reste de durable, en son action, c'est qu'en refusant impitoyablement d'intervenir dans

nombre de grèves décrétées à la légère, elle a obligé les fédérations de métiers à décentraliser l'organisation des secours aux ouvriers en lutte contre le patronat et à porter désormais tout leur effort sur l'augmentation de leurs effectifs, tant au point de vue de la quantité que de la qualité.

Pendant quelques années la Caisse de résistance avait menacé l'existence même de la Fédération des syndicats professionnels. Cependant celle-ci n'était pas restée sans rien faire, puisqu'en 1891 elle comptait 196 sections avec 6950 membres. En outre, elle avait pris une part des plus actives à la création du Secrétariat ouvrier suisse, et fait campagne contre la loi instituant la police politique. Malgré cela, le mouvement général est encore bien dispersé. Un très grand nombre de professions. Peu de sections. En 1891 on parle beaucoup de créer des fédérations professionnelles de métiers. Le projet est beau. Mais il reste sur le papier. Et pourtant, malgré cette dispersion, les ouvriers syndiqués abordent hardiment quelques-uns des problèmes les plus discutés de l'heure : syndicats obligatoires, droit au travail, liberté d'association, intervention des syndicats dans les soumissions de travaux publics, etc.

En 1893, la Caisse de réserve annonce une fortune de 33 000 francs. Et en 1894, les ouvriers organisés sont 9000. Chaque fois que la situation le permet, que les syndiqués comprennent et suivent le mouvement d'industrialisation de la Suisse et, de ce fait, se rendent un compte plus exact de la force des organisations patronales, les règlements de grève se font plus serrés. Et voici qu'à la suite d'événements que le cadre de cet article ne permet pas d'analyser en détail, de nombreuses grèves éclatent en 1894, quelques boycottages sont lancés, on

parle du *label*¹, mais sans succès. La Caisse de résistance se vide. Elle contracte même des dettes.

C'est à ce moment-là que nous voyons apparaître, pour la première fois dans l'histoire de la classe ouvrière suisse, un élément nouveau : l'ouvrier catholique. Jusqu'alors il est resté en dehors de la classe ouvrière organisée. Ses chefs intellectuels et spirituels ne lui ont pas permis de prendre une part effective au mouvement prolétarien. Et cependant son concours est nécessaire si l'on veut aboutir à une unité sérieuse et de l'organisation, et de l'agitation, et de l'éducation professionnelle. Comment l'attirer ? Au congrès ouvrier de 1899, la Fédération ouvrière suisse (dont le Secrétariat ouvrier suisse est une émanation), à Lucerne, demande à la Fédération des syndicats de se placer sur le terrain de la plus stricte neutralité, tant au point de vue politique que religieux. Les porte-parole des ouvriers catholiques sont le professeur de théologie de Fribourg Dr Beck, et le député des Grisons au Conseil national, M. Decurtins. Ceux des syndicats libres, — ou rouges, — H. Greulich, Otto Lang, etc.

Mais, des deux côtés, la méfiance est grande. Les syndicats catholiques se plaignent amèrement des syndicats socialistes, qu'ils accusent d'être antireligieux. A leur tour, ceux-ci s'élèvent violemment contre la création, dans certaines régions de la Suisse, de syndicats catholiques qui, aux heures de la bataille, sont bien plus enclins à livrer des « Jaunes » aux patrons qu'à remplir leur devoir de solidarité ouvrière. La polémique devient acerbe. Cependant, au congrès de Winterthour, en 1900,

¹ « Le *label* est la recommandation des produits d'un industriel ou d'un commerçant qui a accepté les conditions syndicales et qui est autorisé à apposer sur ses produits une estampille spéciale dite *label*. » (*Histoire des corporations de métiers*, par E. Martin Saint-Lion, page 144.)

la Fédération des syndicats fait un pas du côté de la paix, en abandonnant dans ses statuts les deux postulats de la « suppression du salariat » et de la « socialisation des moyens de production. » Et voici que chaque semaine, presque, de nouveaux syndicats catholiques sont fondés à Schaffhouse, Zurich, dans le Rheinthal. Mieux encore, un cartel d'organisations professionnelles catholiques prend vie. Les syndicats libres se rendent alors compte qu'on les joue et qu'ils perdent leur temps à tenter d'amener à eux des travailleurs de mauvais vouloir, incapables de comprendre leurs bonnes intentions. Les ouvriers métallurgistes menacent de quitter la Fédération des syndicats. Une dernière tentative de conciliation est faite à Lucerne. Peine perdue. Sans doute, la bonne foi de quelques chefs catholiques n'a jamais été mise en doute un seul instant. Les troupes n'ont pas suivi. MM. Beck et Decurtins ne sont plus que des « sociologues » aux yeux des syndiqués rouges. Et on ne parle d'eux qu'avec ironie.

Aux congrès de 1906 et 1908 de la Fédération suisse des syndicats professionnels, de nouveaux statuts furent adoptés, dans lesquels il est expressément dit que la Fédération est *l'organisation commune de toutes les organisations syndiquées de la Suisse qui se placent sur le terrain prolétarien de la lutte de classe*. Le beau rêve de la neutralité, que d'aucuns avaient caressé, et qui devait permettre à 100 000 travailleurs de se grouper sous le même drapeau, avait vécu.

La Fédération comme telle fit place alors à l'Union suisse des fédérations syndicales qui aborda tout de suite, et avec une rare vigueur, tous les problèmes qui se posent aux organisations ouvrières modernes.

Apporter plus d'unité dans le mouvement syndical

suisse, organiser le marché du travail pour assurer au salarié un niveau de vie convenable, faire de la propagande en faveur des lois de protection ouvrière, combattre les mesures que les autorités pourraient décréter contre les ouvriers (loi contre les grèves), créer une véritable statistique syndicale, établir une entente de plus en plus complète entre les syndicats, les unions ouvrières, le parti socialiste et les sociétés coopératives, travailler au rapprochement des petites fédérations et à leur fusion éventuelle, créer des cours d'instruction pour les militants, subventionner les secrétariats régionaux, appuyer la création de tribunaux d'arbitrage et de conciliation, substituer au contrat individuel de travail et de tarif le contrat collectif, en voilà assez pour montrer dans quels multiples domaines l'Union suisse peut intervenir, et dans lesquels elle est, à maintes reprises déjà, intervenue, non sans succès.

A la lutte de guérillas, de partisans, qu'étaient les grèves de jadis, grèves de surprise ou d'intimidation, les fédérations professionnelles substituent une action plus profonde et surtout plus méthodique. Aujourd'hui les patrons, dont l'organisation syndicale est plus forte encore que celle des ouvriers, se rient des mouvements convulsifs de la classe ouvrière, alors que jadis le moindre arrêt de travail leur inspirait jusqu'à de la terreur.

Désormais, plus de mouvements locaux ou régionaux. Les grandes luttes syndicales de demain seront nationales, et prendront un caractère de grandeur et d'âpreté que le passé n'a point connu. Mais c'est là une question qui sera reprise dans une autre partie de cette étude.

JEAN SIGG, conseiller national.

(La suite prochainement.)

CONSIDÉRATIONS ET PRÉVISIONS

SUR LA GUERRE CONTINENTALE

Le plan de guerre de l'état-major allemand a été fondé sur une grande illusion : celle de pouvoir imposer rapidement la paix aux adversaires. Les opérations militaires qui se déroulent depuis vingt-deux mois prouvent par leurs implacables démonstrations d'ensemble et de détail toute l'étendue de cette illusion. Les adversaires de l'Allemagne ne sont pas encore vaincus et l'étude objective et sereine de tous les éléments moraux et matériels qui peuvent guider l'énonciation d'une hypothèse nous autorise à supposer qu'ils ne le seront jamais.

En se reportant aux premiers mois, déjà lointains, de cette guerre, on voit que la stratégie allemande a visé d'abord et avant tout Paris ; puis, après la défaite de la Marne, elle s'est rabattue sur Calais. C'était assez logique : Paris représentait pour les Allemands, comme en 1870, le cœur de la France ; Calais, à défaut de Paris, devenait la base des opérations contre l'Angleterre. Mais, hallucinés par ces deux grands objectifs politiques et géographiques, les stratèges allemands ont oublié la notion essentielle de leur doctrine de guerre : qu'il faut

avant tout chercher et achever la destruction de l'armée ennemie, le reste venant par surcroît et sans peine. C'est à vouloir courir trop vite sur Paris que von Kluck, après sa remarquable conversion par la droite à travers la Belgique et le nord de la France, épuisa les forces de ses soldats, et que, s'apercevant trop tard que Paris ne pouvait être enlevé d'un coup de main et qu'il avait en face de lui une armée incomplètement battue, il dut livrer bataille dans de mauvaises conditions et fut, par sa retraite précipitée, la cause initiale de la défaite des autres armées allemandes.

En 1915, l'Allemagne mène, suivant les bonnes règles de la guerre, sa grande offensive contre la Russie ; mais les résultats stratégiques sont fort inférieurs aux succès tactiques. C'est avec une espèce de fier dédain que l'armée russe recula, se dérochant aux grandes batailles pour se mettre provisoirement à l'abri de son immense territoire. Renonçant alors à tout projet de marche sur Pétrograd, Moscou et Kiew, l'Allemagne, coalisée avec la Bulgarie et l'Autriche, se jeta sur la Serbie. Mais même dans les opérations balkaniques les résultats militaires ne correspondirent pas aux sacrifices exigés par cet effort. La liaison avec la Turquie manqua complètement ; Salonique est plus que jamais ferme dans les mains des Alliés ; les Russes ont pris Erzeroum et Trébizonde et avancent toujours ; le projet d'expédition contre l'Egypte s'est évaporé. La capitulation de Kut-el-Amara fut un échec, il est vrai, mais l'excentricité de cette position rend nul tout contre-coup sur les opérations européennes.

Les résultats douteux de l'offensive contre les Russes et des opérations balkaniques forcèrent l'Allemagne à risquer un coup gigantesque contre un point de la frontière militaire occidentale : Verdun. Il fallait renouveler

sur Verdun le plan avorté sur Paris et sur Calais. Pourquoi donc les Allemands n'ont-ils pas monté une offensive d'une égale ampleur sur le front occidental, essayant de le briser et de le rompre sur plusieurs points et d'en rejeter les tronçons tout autour de Paris ? Evidemment c'est parce qu'ils ont compris qu'ils ne pouvaient plus fournir un effort pareil sur tout le front. Et la raison en est autant dans l'affaiblissement graduel et fatal de leurs forces que dans la solidité déjà éprouvée des lignes alliées. Obligés de se restreindre, mais contraints néanmoins, par toutes sortes de motifs, d'obtenir un succès retentissant sur le front de France, ils ont dû, à regret sans doute, se détourner de Paris et de Calais. L'entreprise eût été trop hasardeuse et aurait risqué d'aboutir à un désastre. En effet, en se dirigeant sur Paris, ils entraient dans la tenaille que forment les lignes de Picardie et du Soissonnais. Vers Calais, l'accroissement de l'armée anglaise et la maîtrise de la Manche ne laissaient plus aucune chance aux tentatives de trouée du genre de celles des Flandres et d'Ypres.

Mais un nom gardait un grand prestige en Allemagne : Verdun, que l'armée du kronprinz avait laissé échapper en 1914. La prise de Verdun, en plus de l'effet moral, aurait représenté la revanche de la faute énorme commise par la stratégie allemande au début de la guerre. Le plan préparé par l'état-major impérial, c'est-à-dire l'attaque par la Belgique, ne portait pas seulement en lui le germe de son échec par son extension démesurée, mais il était dominé par une idée fixe qui avait peu à peu pénétré la mentalité des chefs militaires : la préoccupation de Verdun, la peur d'échouer, d'être arrêté trop longtemps devant les lignes fortifiées de Verdun à Toul, de ne pouvoir déployer à fond l'offensive foudroyante des

quarante corps d'armée mis en ligne dès le début, de se heurter en une lutte indécise, prolongée, aux armées françaises sur le front et qui étaient familiarisées avec les terrains de la Meuse et de la Moselle. L'attaque par la Belgique flattait et exaltait l'esprit de conquête et d'annexion des pangermanistes, et la surprise stratégique qui aurait pris à revers la concentration française aurait épargné aux armées du kaiser le danger de suivre la route de Verdun et de Toul avec les gros parcs des 420 et des 305. La Belgique fut envahie et dévastée, mais cette double erreur militaire et politique sauva la France.

Revenons à Verdun. Nous pensons que l'état-major allemand ne s'imaginait pas que la prise de Verdun ouvrirait derechef à ses armées la route de Paris. Mais il comptait sur l'impressionnabilité de l'opinion publique et escomptait certainement l'effet et les conséquences d'une nouvelle et éclatante manifestation de la force militaire de l'Allemagne. Au point de vue tactique, l'attaque de Verdun semblait réunir des conditions exceptionnellement favorables par la forme même du front menacé, qui figure un grand saillant polygonal englobant le camp retranché de Verdun sur les deux rives de la Meuse. Il est facile de se rendre compte que l'attaque pouvait procéder par enveloppement sur toutes les faces du saillant et qu'en fonçant sur les deux rives, ou sur l'une ou l'autre rive, elle acculait les défenseurs à la rivière, ne leur laissant plus le choix qu'entre l'extermination et la capitulation, comme à Sedan. L'état-major ne doutait certes pas que le bombardement sans pareil qu'il allait déclencher bouleverserait les tranchées et démoraliserait les troupes françaises au point que l'assaut mené par les meilleurs corps d'armée allemands, reposés, renforcés, exaltés, trouverait la place à peu près nette jusqu'à Ver-

dun. Ou bien, sous la formidable attaque, les Français reculeraient précipitamment sur la rive gauche de la Meuse et le succès moral serait obtenu à bon compte ; ou bien ils résisteraient jusqu'au désastre et les sacrifices seraient largement payés par une victoire incontestable. Seulement il s'est passé ceci, que les Français ont résisté et que la tactique allemande a été très inférieure aux desseins de l'état-major et aux moyens d'action accumulés. Conclusion : le troisième plan d'attaque allemand contre la France a subi à Verdun, jusqu'à présent, le même sort que sur la Marne et dans les Flandres.

Arrivés à ce point, quelles prévisions pourrions-nous formuler sur l'avenir des opérations militaires au front occidental ? Il n'y a qu'une réponse : la victoire se rangera du côté qui disposera de la supériorité du nombre¹.

¹ Du côté des Alliés, le front, de la mer à la Somme (130 kilomètres), est gardé principalement par les armées britanniques, appuyées sur leur gauche par l'armée belge et en différents points par des éléments français. En face de ces forces, comment sont réparties les forces allemandes ?

Elles forment trois armées, qui sont, du nord au sud, la 4^e, la 6^e et la 2^e. La 4^e armée doit être réduite à fort peu de chose, en comparaison de celle qui a livré la bataille de l'Yser. Elle va de la mer à Saint-Eloi. Son aile droite, devant Nieupoort, est constituée par ce qu'on appelle le corps de marine ; puis deux brigades, l'une de landwehr, l'autre d'ersatz, suffisent à garder le front jusqu'à Dixmude ; devant Dixmude, une autre division d'ersatz ; au sud, jusqu'à Steenstræte, une simple brigade de landwehr. Il est évident que ce front est très faiblement tenu.

Nous entrons dans le secteur d'Ypres. Il est, lui aussi, relativement dégarni, quoique beaucoup moins que le précédent. Un seul corps, le 26^e, s'étend de Steenstræte à Zonnebeke ; rappelons qu'en novembre 1914, trois corps se pressaient sur ce front ; un autre corps, le 13^e, va de Zonnebeke à Saint-Eloi.

Là finit la 4^e armée, commandée par le duc de Wurtemberg ; en même temps commence la 6^e, commandée par le kronprinz de Bavière ; elle va jusqu'à Mouchy, au sud d'Arras ; elle comprend le gros des forces allemandes au nord de la Somme. Elle seule n'a rien fourni pour l'offensive

Avec la certitude absolue de ne rien exagérer nous pouvons affirmer que l'Allemagne peut encore mettre en ligne six millions d'hommes environ. Ce chiffre peut à première vue sembler élevé, mais nous devons considérer que l'empire doit tenir tête à trois nations : France,

de Verdun. Bien plus, depuis le mois de septembre, elle a reçu de sa voisine du nord le 23^e corps et de sa voisine du sud le 1^{er} corps bavarois. Le 22^e corps est revenu de Champagne se cantonner à l'arrière, dans la région de Valenciennes. On est donc là en présence d'une agglomération voulue et considérable.

L'armée de la Somme, commandée par le général von Bülow, serait assez anémiée, ayant donné le 18^e corps à l'armée de Verdun et un corps bavarois à la 6^e armée, c'est-à-dire 4 divisions sur 8, si la 6^e armée ne lui avait, en échange, donné le 6^e corps, ce qui l'a reportée à 6 divisions.

Au total, de la mer à la Somme, sur le front ou au repos, les Alliés ont devant eux 40 divisions qui, à l'effectif plein, font environ 600 000 combattants.

L'armée allemande occupée devant Verdun est essentiellement composée de deux éléments. Le premier est une armée de choc, spécialement constituée pour l'attaque du 21 février, et formée de quatre corps, qui avaient été retirés des autres armées du front français et mis au repos. C'étaient le vii^e de réserve, venant de la 7^e armée (front de l'Aisne), le xviii^e, venant de la 2^e armée (front de la Somme), le iiii^e, venant de la 3^e armée (front de Champagne), et le xv^e, venant de la 4^e armée (front de Belgique). Les trois premiers avaient été placés sur le plateau de la rive droite de la Meuse, et le quatrième plus à l'est, en Woëvre.

Le second élément, dans lequel cette masse neuve était venue s'intercaler, était l'armée du kronprinz, qui, serrée à gauche et à droite pour lui faire place, l'encadrait.

C'est la masse neuve qui a livré seule la première bataille (21-29 février). Mais à la reprise des hostilités, le 2 mars, c'est au contraire l'armée du kronprinz, placée aux deux ailes, qui a été engagée ; c'est peut-être cette nécessité de poursuivre l'effort avec des troupes fraîches qui a donné à la lutte le caractère de bataille d'ailes. Quelles étaient ces forces ?

L'armée du kronprinz comprenait : 1^o le xviii^e corps de réserve ; il n'a figuré à aucun moment dans la bataille, et nous pouvons admettre qu'il garde le secteur de l'Argonne ; 2^o la 27^e division (xiii^e corps), qu'on ne voit pas figurer non plus dans l'action actuelle ; 3^o le xvi^e corps, qui tient actuellement le front boisé entre Vauquois et Avocourt ; 4^o la 2^e division

Russie et Angleterre, sur deux théâtres d'opérations différents et très éloignés, sans compter les effectifs engagés dans les Balkans. Or, sur le théâtre d'opération occidental la France et l'Angleterre peuvent mettre en ligne six millions de soldats au moins, tandis que du côté

de landwehr qui est devant Avocourt; 5° le vi° corps de réserve, qui occupe le front de Malancourt au Mort-Homme; 6° le v° corps de réserve qui, sur la rive droite, occupe le front entre Vaux et Eix; 7° une brigade d'ersatz et trois régiments de landwehr.

En somme, on le voit, presque toute l'armée du kronprinz a appuyé sur l'ouest et se trouve sur la rive gauche de la Meuse, où quelques-unes de ses unités sont fortement engagées; seul, le v° corps de réserve, qui était devant Etain, a pris place sur la rive droite, entre le iii° et le xv°.

C'est là, pour ainsi dire, la première mise de fonds; mais elle n'a pas suffi.

Des trois corps engagés sur le plateau de la rive droite, deux (xviii° et iii°) ont été tellement éprouvés qu'il a fallu les remplacer. On leur a substitué, dans le secteur Douaumont-Vaux, quatre divisions: la 113°, la 58°, la 121° et la 19° de réserve (celle-ci vient d'Alsace; la 113° vient de Lorraine).

En même temps, sur la rive gauche de la Meuse, il a fallu appeler le x° corps de réserve. Ceci est d'autant plus intéressant qu'en automne ce corps était en soutien derrière l'armée d'Artois. On peut donc admettre que, dans une certaine mesure, il s'est fait un déplacement de forces d'Artois vers la Meuse.

Ainsi les Allemands ont engagé: 1° quatre corps de choc, aujourd'hui très éprouvés; 2° la partie disponible de l'armée du kronprinz; 3° la valeur de trois corps retirés d'autres parties du front français, plus une division venue de Russie.

Venons au front russe. D'une manière générale, les Allemands tiennent le front du golfe de Riga au Pripet, laissant les Autrichiens tenir au sud, entre le Pripet et la frontière roumaine. Le front ainsi occupé par les Allemands est de 550 kilomètres, tenus par 48 divisions d'infanterie et 10 de cavalerie. (La division de cavalerie allemande est à 3600 sabres.) Au total, la densité en hommes est de 0,7 à 0,8 par mètre courant, ou trois hommes environ pour quatre mètres courants. C'est à peine un rideau. La plus faible densité de combat défensif est en général calculée à deux hommes par mètre.

Ce rideau comprend six parties, qui sont, du nord au sud:

1° Le détachement d'armée de Mitau, qui opère de Riga à Friedrich-

allemand toute autre augmentation serait impossible. Sur le théâtre d'opération oriental la Russie à elle seule peut mettre en ligne trois millions d'hommes et dispose en outre de réserves inépuisables. La comparaison est donc facile : d'un côté, l'Allemagne avec six millions d'hommes sans autres réserves. De l'autre côté, trois

stadt; cette extrême gauche a été remarquablement renforcée depuis l'automne : de quatre divisions et demie elle a passé à sept, et le premier corps de réserve, qui y a été ajouté, est un corps très solide.

2° La 8^e armée, de Friedrichstadt au sud de Dvinsk. Cette armée était, en automne, entre la Vilia et le Niémen; elle a roqué, prenant la gauche de la 10^e armée, après en avoir tenu la droite.

3° La 10^e armée, de Dvinsk à la Vilia, n'a pour ainsi dire pas bougé depuis l'automne; sa composition a été notablement modifiée, mais elle garde toujours de son premier noyau le 21^e corps actif, celui d'Allenstein, un des noyaux de la première armée Hindenburg.

4° La 12^e armée, sous les ordres du général von Jabeck, a pris, à la droite de la 10^e, la place de la 8^e. Elle comprend huit divisions et tient le front entre la Vilia et le Niémen.

5° La 9^e armée, sous les ordres du général von Woyrsch, s'étend au sud du Niémen; elle est elle-même prolongée sur sa droite jusqu'au Pripet par un détachement d'armée, sous les ordres du général Heidelbrock. Ce n'est là, d'ailleurs, qu'un cordon tendu devant le canal Iginsky.

En somme, la force principale est la 10^e armée qui barre la trouée, très dangereuse pour les Allemands, entre la Dvina et la Vilia. C'est contre cette armée que les Russes ont fait l'offensive de mars. On ne peut guère douter que son rôle soit tout à fait défensif, et que les autres armées soient encore moins en état d'attaquer.

En résumé : les Allemands disposent de 119 divisions sur le front occidental; ils en ont 49 sur le front russe et trois au sud du Danube. Les Autrichiens ont en tout 76 divisions, dont 34 en face de la Russie et 38 opposées à l'Italie. Les Turcs possèdent 52 divisions et les Bulgares une douzaine environ.

Les Alliés ont donc à faire face à un ensemble de 311 divisions, mais il est évident que la défaite des 119 divisions allemandes sur le front occidental ou celle des 91 divisions austro-allemandes sur le front russe, ou même la défaite de toute fraction importante de ces deux principaux groupes d'armées, entraînerait la ruine totale des forces militaires réunies de la coalition centrale.

nations alliées avec neuf millions d'hommes et des réserves incalculables. Depuis le commencement de la guerre l'affaiblissement du nombre a été pour l'Allemagne continuel et fatal. Elle ne peut plus créer ou modifier le cours des événements. Il y a un an, elle représentait encore la force motrice et directrice de la guerre ; aujourd'hui tous ses efforts sont vite enrayés et réglés par ses adversaires.

De l'état d'énergie active elle est passée à l'état de force de résistance. Cette force résistante est encore tenace et redoutable, mais les adversaires finiront par en venir à bout grâce à leur supériorité numérique et s'ils ne reculent pas devant la grandeur tragique des sacrifices qui les attendent encore.

L'histoire nous enseigne aussi que la supériorité numérique, lorsqu'elle est assez grande, l'emporte sur la qualité des troupes adverses et sur la valeur des chefs. Les troupes improvisées de la défense nationale, en 1870 ont battu les troupes aguerries de von der Tann, à Coulmiers, grâce à une supériorité de trois contre un. Les volontaires de 1792 ont commencé à prendre l'avantage sur les Autrichiens et les Prussiens à la fin de 1793 et en 1794 moyennant une très grande supériorité numérique. Il en sera de même dans l'avenir. Comme autrefois, le talent des chefs consiste à se procurer la supériorité du nombre au point décisif, mais il y aura toujours une disproportion de forces avec laquelle il deviendra impossible, comme à Leipzig, d'avoir la supériorité au point décisif contre un adversaire supérieur dans l'ensemble. L'enseignement militaire, quand il n'est pas inspiré par une connaissance suffisante des principes qui ont guidé les grands capitaines, ne fait pas à

la considération du nombre la place qui convient. Les grands capitaines, au contraire, sont loin de dédaigner la supériorité numérique et, même quand ils savent s'en passer dans la pratique, la mettent au premier rang de leurs préoccupations. Tout le reste, en effet, est impalpable et varie sans cesse ; s'il est vrai que la victoire est due souvent à quelque élément moral ou intellectuel, il est certain aussi que fonder un plan sur des forces morales ou intellectuelles, c'est bâtir sur le sable ; elles sont inconsistantes, procurent des succès imprévus et manquent dès que l'on compte sur elles. Napoléon dirige ses attaques de manière à produire les plus grands effets moraux, mais il opère toujours pour s'assurer la supériorité numérique au point décisif. Moltke n'a jamais rien entrepris sans avoir la supériorité numérique, et il a, dans plusieurs mémoires rédigés pour son souverain, écarté l'hypothèse d'une guerre déclarée sans cette supériorité.

« La supériorité du nombre, dit Clausewitz, est l'agent le plus général de la victoire. Elle en est le plus important quand elle est assez grande pour neutraliser toutes les autres. »

Si mauvaises que soient les troupes, elles ne sont jamais inutiles, mais il n'est si mauvaise troupe que de bons généraux ne parviennent à entraîner. La valeur du chef prime peut-être tous les autres éléments. Il n'est pas de qualités physiques, intellectuelles ou morales qui ne soient utiles à un général. Il n'en aura jamais trop ; mais il en est d'essentiels et parmi celles-là, en première ligne, l'ardeur, la résolution, l'intelligence, l'imagination.

La supériorité de l'armement a une importance incontestable quand elle est très grande. Elle assure le succès

à des troupes européennes sur des Africains armés de lances ou de vieux fusils ; mais quand elle est à peine sensible, elle ne procure qu'un faible avantage. Ce n'est pas le fusil à aiguille qui a vaincu à Sadowa, c'est l'infanterie qui le maniait et qui a lutté victorieusement à Mars-la-Tour contre le chassepot, supérieur au dreyse. Il ne faut certes pas négliger d'adopter les armes les plus parfaites, mais il ne faut pas compter trop exclusivement sur elles pour vaincre. La supériorité numérique de l'artillerie a plus d'importance que la supériorité de l'armement et dans cette supériorité numérique nous comptons l'abondance des munitions.

Les grands principes de la guerre, dit-on, sont immuables. Ce sont des vérités de simple bon sens et elles sont de tous les temps.

Il ne faut pas s'exagérer la portée de cette affirmation ; les grands principes qui étaient vrais hier le seront encore dans l'avenir, mais beaucoup d'entre eux seront caducs ; ils ne seront plus d'une application courante. D'autres, non moins éternels, mais auxquels on ne songeait pas, vont peut-être faire leur apparition. Par exemple, l'offensive foudroyante à la Napoléon ou à la Moltke n'est plus possible aujourd'hui, parce que nous voyons qu'avec des tranchées et du matériel abondant on rend presque inviolable n'importe quelle frontière. Malgré le principe que les progrès des armes à feu favorisent sans cesse l'offensive, nous voyons que l'art de la guerre consiste aujourd'hui à gagner du temps. C'est un retour aux anciens.

Quand César attaque en Espagne les lieutenants de Pompée, une marche de 360 kilomètres en 10 jours montre combien il est pressé de joindre ses adversaires, mais, une fois en présence, il n'est pas maître d'imposer

la bataille. Les deux armées sont au contact depuis un mois ; César offre la bataille en vain ; un coup de main sur Lérída ne décide pas Afranius à sortir de son camp. César cherche à le prendre par la famine, va jusqu'à détourner le cours de la Sègre. Un second mois s'est écoulé et le seul résultat obtenu a été de faire décamper l'ennemi. César le harcèle pendant une journée ; enfin, il réussit à le bloquer entre l'Ebre et la Sègre ; mais on est au 2 juillet et le contact était pris depuis le 20 avril.

On sait combien César et Pompée ont fait de contremarches, combien de temps ils sont restés en observation l'un devant l'autre avant de se rencontrer à Pharsale. Toutes ces tergiversations sont normales dans les guerres d'autrefois. Il en est de même au moyen âge, au ^{xvi}^e, au ^{xvii}^e siècle. On l'ignore bien souvent, parce qu'on n'a étudié les guerres de ces temps reculés que dans des histoires générales ; mais dès qu'on descend tant soit peu dans le détail, on constate partout les mêmes lenteurs à partir du moment où le contact est pris, si les deux adversaires ne se croient pas tous deux sûrs de vaincre.

On connaît les marches et contremarches de Turenne et de Montecuccoli sur le Rhin ; mais Turenne passe pour être méthodique. Examinons donc de préférence une campagne de Condé. Pas plus que César on ne peut le taxer de lenteur ou de timidité. Les contemporains se plaisent à opposer sa hardiesse au méthodisme de Turenne. C'est le chef de cavalerie le plus ardent qu'on ait vu ; nul ne sait comme lui entraîner les escadrons. En 1643 il reçoit le commandement d'une armée à peine recrutée ; il veut la bataille et il y vole. Il a la chance de rencontrer un adversaire non moins confiant que lui dans la victoire et qui n'a jamais connu la défaite ; la

rencontre a lieu sans retard à Rocroi. Mais en 1645, accourant au secours de Turenne, en Allemagne, il n'a plus le même bonheur. Arrivé devant le Neckar, Condé y trouve l'ennemi posté et ne peut passer la rivière de vive force. Il faut faire un long détour. Un mois s'écoule et les Français n'ont pu sortir de la Franconie ou mettre la main sur leurs adversaires. Condé, qui aspirait à une victoire décisive, marche au comte de Mercy qui se trouvait à plus de vingt lieues. Mercy se dérobe encore une fois et, de désespoir, Condé va assiéger Dinkelsbühl, quand il apprend que les ennemis ont pris position. Aussitôt il remplace la résolution de faire un siège par celle de marcher à eux, et l'exécute la nuit même. Telles sont les péripéties par lesquelles il faut passer pour en arriver enfin à la bataille de Nordlingen.

Dans le même nombre de jours, Napoléon ira de Boulogne à Ulm et à Austerlitz.

Frédéric II ne respire qu'offensive ; offensive toujours, en toute situation, dans l'ensemble des opérations comme sur le champ de bataille, même s'il est en présence d'une armée supérieure. Il est l'activité même, se porte sans cesse de Bohême en Silésie, de Silésie en Thuringe, faisant face à tous ses ennemis tour à tour ; ses grands mouvements d'une province à l'autre, il les exécute à une vitesse moyenne de 20 kilomètres par jour, qu'il soutient pendant deux, trois, quatre semaines. Avec tant d'ardeur comment opère-t-il quand il arrive au contact de l'adversaire ? En 1757 il se porte, une première fois, à grandes marches, de Silésie jusqu'en Thuringe ; mais, arrivé à Erfurt, il voit que les ennemis se dérobent vers Eisenach et il ne se risque pas à les poursuivre, ce qui pourrait être interminable. Il aime mieux renvoyer la moitié de son armée dans le Brandebourg, à 200 kilomètres de là,

pour faire face à un autre adversaire ; après quelques jours d'attente il se décide à la suivre. Il revient bientôt, toujours à la même vitesse soutenue de 20 km. par jour. Il se retrouve alors, le 30 octobre, vis-à-vis d'Hildburghausen et de Soubise, qui paraissent plus disposés à accepter la bataille. Les six jours qui vont s'écouler, du 31 octobre au 5 novembre, se passeront en marches et contremarches contre Weissenfels et Mersebourg, dans un espace de trois lieues de long. Chacun des deux adversaires guette une occasion favorable, voudrait imposer et ne pas engager la bataille. Tout cela finit par la bataille de Rossbach ; le plus rusé, le plus vif surprend l'autre en flagrant délit de manœuvres.

Ainsi, depuis la plus haute antiquité jusqu'à Frédéric II, les opérations présentent le même caractère ; non seulement Fabius ou Turenne, mais aussi César, Condé, Frédéric conduisent leurs armées de la même manière : loin de l'ennemi, ils forcent l'allure ; mais, dès qu'ils approchent, ils louvoient, courent des bordées en tous sens, mettent des jours, des semaines, des mois à se décider au combat ou à l'obtenir.

Nous voyons que dans la guerre actuelle les adversaires ne font que louvoyer derrière leurs formidables lignes de tranchées, en Occident comme en Orient. Toute offensive partielle est vouée d'avance à l'échec. Tout le territoire français occupé par les Allemands, toute la Belgique ne sont qu'une mer de tranchées successives appuyées à des forteresses. Y a-t-il des chances que les armées franco-anglaises puissent facilement, par une attaque à fond sur toute la ligne, enlever et surmonter les positions des Allemands, en rejetant ceux-ci au delà de leur frontière ?

Il ne faut pas l'espérer, au moins pour le moment.

Le chiffre des pertes qu'on devrait envisager pour qu'une telle attaque puisse réussir fait frissonner. Mais admettons que cela soit possible : les Alliés iraient se heurter et s'immobiliser pour une durée incalculable contre la ligne des places fortes allemandes : Anvers-Liège-Thionville-Metz-Strasbourg. Les états-majors austro-allemands seraient au fond très heureux si l'Entente se laissait entraîner à concentrer la plus grande somme de ses efforts sur le terrain franco-belge, car ils perdraient, il est vrai, les territoires conquis en Belgique et en France, mais ils se soustrairaient aux plus dures des conditions que les Alliés auraient l'illusion de pouvoir leur imposer.

Notre modeste avis est le suivant :

1° Sur le front occidental se limiter, pour le moment, à une guerre de résistance sur toute la ligne, en multipliant les éléments défensifs, tranchées, artillerie de tout calibre à munitionnement illimité et moyens de transport mobiles à proportion.

Cette armée défensive, toujours prête à l'offensive, présenterait provisoirement les caractéristiques d'une grande armée assiégeante. Elle rendrait impossible toute attaque heureuse de l'armée allemande sur un point, sur plusieurs points ou sur toute la ligne.

2° Une grande armée d'au moins un million et demi de combattants devrait commencer incessamment son avance de Salonique avec trois buts militaires bien déterminés : occupation de Constantinople, occupation de Sofia, délivrance de la Serbie et du Monténégro. Le siège effectif des deux empires centraux n'aura lieu que du moment où l'on bouchera la solution de continuité ouverte entre l'Adriatique et la mer Noire. Une fois la chaîne établie entre l'armée italienne, l'armée alliée de Salonique arrivée au Danube, et l'armée russe de Galicie,

l'effondrement de la résistance militaire de l'Autriche-Hongrie sera inévitable. Ce sera alors, et alors seulement, le commencement de la fin. La grande offensive anglo-française pourra se déclancher sur le front occidental et l'armée russe avancera, enfin, sur toute la ligne orientale, ses masses innombrables.

Ajoutons encore que ce sera à ce moment-là que la Roumanie, en finissant avec ses hésitations, jugera que l'heure est arrivée pour elle de se ranger aux côtés de l'Entente.



Venons aux opérations qui se déroulent à la frontière italo-autrichienne du Trentin.

La violence avec laquelle s'est manifestée l'offensive autrichienne révèle et confirme une fois de plus tout l'avantage qui résulte, pour les Germano-Autrichiens, de leur situation centrale. Tandis que les puissances de l'Entente forment un cercle autour des deux empires et doivent manœuvrer et combattre par lignes externes, leurs ennemis manœuvrent et combattent par lignes internes. Ils peuvent donc très facilement concentrer leurs forces, soit pour la défensive, soit pour l'offensive, pendant que les Alliés, à cause de la difficulté des communications entre eux, doivent faire face, chacun pour son compte et avec ses propres forces, à la défense de leurs propres lignes, ce qui permet aux empires centraux de concentrer un très gros effort contre l'un ou l'autre point du front ennemi. L'offensive autrichienne dans le Trentin est en définitive le développement du plan qui a commencé par l'attaque contre Verdun. Celle-ci tend à paralyser les velléités d'offensive française, et l'offensive dans le Trentin tend à bouleverser les plans supposés d'offensive italienne, et ce, avant que la Russie soit en

état de reprendre la lutte avec de nouvelles et grandes forces. La plupart des unités concentrées contre les Italiens dans le Trentin ont été sans doute prélevées sur le front galicien, dans la supposition que les Russes, pour le moment, ne peuvent pas bouger. On s'est dit, à Berlin et à Vienne : les Russes ont été entravés jusqu'ici par le dégel ; probablement leur préparation n'est pas encore terminée et, d'autre part, l'offensive en Arménie et en Mésopotamie absorbe beaucoup de leurs forces ; c'est le moment d'attaquer l'Italie pendant que la France subit encore la formidable pression de l'offensive de Verdun. Ensuite on attaquera dans de meilleures conditions la Russie, ou du moins on sera mieux à même de résister à son attaque. De la sorte on réussira peut-être à démolir ou à inutiliser, pendant quelque temps, la machine de l'offensive générale que l'Entente prépare depuis des mois.

Cette contre-effensive anticipée est une application rigoureuse du principe de la manœuvre par lignes internes qui veut que, lorsqu'on est menacé sur plusieurs points à la fois, l'on se jette avec toutes ses forces sur l'ennemi le plus proche pour tâcher de s'en débarrasser et permettre de se retourner ensuite contre le second ennemi et ainsi de suite. Dans l'espoir d'éliminer successivement la menace italienne et la menace russe, les deux empires concentrent donc leurs efforts d'un côté contre Verdun, de l'autre côté dans le Trentin.

Il n'y a qu'un remède à l'action austro-allemande : l'attaque par Salonique. A l'état actuel des choses, tant qu'une diversion par le sud ne se produira pas, aucune décision militaire n'est possible. Il faut donc que l'on fasse tout ce qu'il est possible de faire pour hâter le grand effort commun dans les Balkans et pour harmoniser sur

tous les fronts l'action de toutes les puissances alliées. Les Russes ont contribué, sans aucun doute, à la victoire de la Marne en se ruant, avec les troupes de *Rennenkampf*, dans la Prusse orientale avant le moment où ils étaient attendus, mais leur inactivité ultérieure a été parfois déconcertante. L'armée anglaise a su immobiliser sur son front quarante divisions allemandes, mais ses admirateurs seront heureux le jour où ils pourront avoir une démonstration de son esprit d'initiative et de sa valeur offensive. Les Italiens ont puissamment contribué à soulager la terrible pression exercée contre les Russes en retraite en Galicie, en entrant en guerre dans un moment des plus critiques pour les opérations militaires de l'Entente. Et encore, en octobre et novembre derniers, tandis que l'offensive austro-allemande se déchainait furieuse contre Dwinsk et Riga, les Italiens n'ont pas hésité à se lancer tête baissée, sans compter leurs pertes, contre les retranchements de Gorizia et du Carso. De sorte qu'en mai, comme en octobre et novembre, de nombreuses forces autrichiennes durent abandonner la proie russe et accourir précipitamment vers l'ouest pour chercher à contenir la menace italienne.

Si la grande action par Salonique devait tarder, ce que nous craignons, c'est la Russie qui devrait accélérer son action et entrer résolument en lice pour déjouer le plan austro-allemand. Nous sommes persuadé que les forces italiennes suffisent pour contenir et repousser l'offensive autrichienne ¹, mais la décision de la guerre

¹ A propos des effectifs autrichiens, une note Stefani du 22 mai dit :

« Pour évaluer justement l'effort formidable que l'ennemi est en train d'accomplir par son offensive du Trentin et la puissante tâche que notre armée accomplit si bravement, il faut que le public connaisse avec la plus grande exactitude possible de combien de troupes et de quels moyens

pourrait être éloignée par ces attaques successives des empires centraux. Les grands efforts que les Alliés sont obligés de faire ne doivent pas rester, comme jusqu'à présent, incohérents et inorganiques. Il faut les unir, les

dispose aujourd'hui l'armée austro-hongroise, contre toute notre frontière et particulièrement contre celle du Trentin.

» Le 15 novembre 1915, étaient rangées en première ligne sur le front italien : 20 divisions autrichiennes avec environ 300 bataillons. De ces unités, 3 divisions, avec 60 bataillons, étaient affectées à la défense du Trentin. L'insuffisance de tels effectifs était ici compensée par une grande quantité d'artillerie et surtout par la valeur des positions occupées, déjà fortes par nature et rendues très fortes par l'art.

» A la fin de novembre commence à se manifester une affluence vers notre front de nouvelles troupes ennemies ; mais c'est seulement depuis le 15 mars qu'é les arrivées deviennent plus fréquentes, jusqu'au point de prendre l'importance de grands transports stratégiques. De nouvelles unités sont spécialement acheminées vers le Bas-Trentin.

» Le 15 mai 1916, on compte sur le front italien 38 divisions austro-hongroises avec environ 500 bataillons. On relève ainsi une augmentation de 18 divisions par rapport aux effectifs de novembre.

» La plus grande partie de ces divisions fut prélevée du front de Galicie au complet ou formée par des bataillons soustraits aux différentes unités engagées contre la Russie. Les autres divisions proviennent d'Albanie, de Serbie et du Monténégro. Quelques-unes enfin ont été constituées fraîchement par différents éléments (bataillons de landsturm, volontaires, etc.).

» Ces nouvelles unités furent en grande partie (16 divisions) utilisées pour constituer dans le Trentin une masse de manœuvre destinée à prendre l'offensive dans le secteur entre l'Adige et la Brenta. Outre ces troupes, il restait dans les autres secteurs les troupes préexistantes pour la défense du front occidental du Trentin et pour divers services. Seize divisions de masse de manœuvre sont ainsi formées des meilleures troupes combattantes dont l'empire austro-hongrois peut disposer actuellement. En font partie tous les Kaiserjäger et Landesschützen, recrutés pour la plupart dans la région tyrolienne, des troupes équipées pour la guerre de montagne, des brigades de montagne bien connues, composées d'éléments choisis, bien encadrées, aguerries et connaissant notre terrain. Ces éléments qui, pour la plus grande partie, ont combattu jusqu'à présent sur notre même front dans le Tyrol, en Carnie et sur l'Isonzo, et dont les autres reviennent de la campagne de Serbie, du Monténégro et d'Al-

harmoniser, les relier, par un synchronisme d'action bien médité et organisé.

A cette condition seulement les Alliés pourront profiter de leur supériorité numérique et s'assurer la victoire.

banie, sont recrutées de préférence parmi les Hongrois et représentent ce que l'armée ennemie a de mieux.

» L'état-major autrichien, qui apprécie ces troupes à leur juste valeur, les a appelées des différents fronts où elles se trouvaient et les a remplacées par des hommes du landsturm, jugés suffisants pour résister dans la guerre de tranchées pendant les périodes de calme absolu.

» Si l'on veut apprécier l'effort tenté contre nous, il ne suffit cependant pas de s'arrêter au nombre des bataillons ; on sait que, dans la guerre moderne de position, une fonction très importante est réservée à l'artillerie de gros calibre. Or, l'Autriche a concentré dans le Trentin de puissantes masses de grosse artillerie qu'elle a enlevées spécialement du front russe, où, pour le moment, elles restaient inactives.

» Il est difficile de dire le nombre exact des pièces mises en position dans le secteur situé entre l'Adige et la Brenta ; mais pour donner une idée de l'intensité du feu développé par l'ennemi, il suffira de rappeler que, sur les seuls plateaux de Lavarone et de Folgaria, pas moins de trente pièces de 305 se trouvent en position.

» On connaît aussi l'énorme richesse des empires centraux en munitions, qui leur permet de donner au feu de l'artillerie en combat un développement qui devient parfois fantastique.

» Il est donc évident que l'armée austro-hongroise accomplit en ce moment contre notre front un immense effort. Pour contenir cet effort, notre brave armée combat avec des alternatives inévitables, mais avec une saine confiance et une inébranlable fermeté. Il appartient à notre pays de partager en ce moment, avec la France, l'honneur et le poids de la puissante pression militaire des empires centraux, désireux de déjouer la menace que constitue pour eux l'action unie des Alliés et de maintenir ou d'acquérir l'initiative des opérations. »

Lausanne, 24 mai 1916.

LORENZO D'ADDA.

(*La fin prochainement.*)

LE LAC

DE SUPRÊME ESPÉRANCE

Un homme dont le visage trahissait une forte préoccupation regardait se lever l'aurore couleur de pâle primèvère. Dans le ciel immense et vide montait lentement par delà l'espace infini une clarté diffuse. A ses pieds s'allongeait irrégulière sous la brume matinale une vaste surface d'eau. L'aube s'y reflétait comme en un miroir lumineux, où, par places, les joncs et les roseaux projetaient leurs ombres immobiles. Sur toutes choses planait une inexprimable paix. On les eût dit endormies encore, bien que le jour nouveau eût déjà paru, apportant avec lui le bien et le mal, le repos et la lutte.

Soudain un changement se produisit. L'homme se retourna rapidement en percevant le froissement d'un pas léger. Une femme s'avancait vers lui. A sa vue un spasme de joie et de désespoir lui fit bondir le cœur. N'était-elle pas la femme d'un autre ? Mais en scrutant son visage, il y lut un aveu qui l'obligea à ouvrir les bras pour les refermer sur elle dans un élan passionné ; et il lui sembla avoir attendu cette minute depuis celle où il était né.

Petite, frêle et charmante sous le poids de son amazone sombre, elle disparaissait toute dans la forte étreinte

de celui qui l'accueillait ainsi en silence, secoué par l'intensité de son émotion, tandis que leurs deux mouvantes silhouettes unies s'enlevaient sur la lointaine lumière de l'aurore.

— Enfin !... dit-il avec une tendre exaltation. Enfin !...

Elle rejeta alors la tête en arrière, le regarda en face et sur sa figure transparut un mélange d'espérance, de crainte, de joie et de chagrin.

— Ma force de résistance a cédé... à la fin, dit-elle prête à pleurer, lorsqu'il s'est agi de partir, de vous laisser ici... tout seul... dans cet affreux péril ; car qui peut dire ce qui arrivera... avec ce choléra ? // — sa voix trembla en prononçant cette brève syllabe — est parti le premier.... Je dois le rejoindre tantôt.... Aussi ai-je fait ce détour... juste pour vous voir un instant.... Et, à présent !

Elle cacha de nouveau son visage contre lui et de légers sanglots la secouèrent. Il resserra son étreinte.

— Je suis heureux ! articula-t-il d'une voix étranglée. Cela devait arriver tôt ou tard.... Vous ne pouviez pas tout supporter indéfiniment. Un ange du ciel n'en aurait pas eu la force. Mais à présent... — son accent s'affermait — à présent, vous et moi....

Il s'interrompit brusquement et leva la tête pour écouter.

Un cri étrange, fantastique, se répercutait sur les vastes étendues de terres submergées, montant comme une plainte mélodieuse de chaque lit de roseaux, de chaque fourré de joncs, de chaque touffe de tamaris. C'était le cri des myriades d'oiseaux sauvages qui hantaient ce *jheel*¹ de l'Inde septentrionale. Et, rapides comme l'éclair dans un formidable bruissement de leurs ailes lar-

¹ *Jheel*, marais des plaines de l'Inde septentrionale.

gement éployées, les oiseaux s'élevèrent par deux, par trois, en troupes, en compagnies, en bataillons serrés : sarcelles, malarts, canards, millouins, bécassines vertes, hérons pourpre et blanc.

Les tourbillons, les virages, les remous de ces ailes innombrables voilaient à demi la naissante aurore couleur de pâle primevère.

— Par saint Georges ! quel coup de fusil ! cria-t-il enthousiasmé, oubliant une minute toute autre passion que celle de la chasse, tandis qu'une trainée de sarcelles les effleuraient, inconscientes de leur présence, afin d'aller s'abattre sur l'eau tranquille, — mouvement aussitôt coupé par un virage à angle droit qui les rejeta dans l'air troublé. Elles avaient perçu le voisinage d'êtres humains.

La jeune femme se serra plus étroitement contre lui. Cette brusque entrée en scène des oiseaux la terrifiait. En prenant leur essor ils lui révélaient la gravité de sa démarche, et, devant cette révélation, le courant de sentiments qui l'avait poussée à venir tarit instantanément.

— J'ai fait une folie, murmura-t-elle d'une voix entrecoupée, et c'est très mal de ma part... bien que je ne sache pas au juste !... Je ne suis plus au clair.... Il y avait le danger que vous courez.... Et j'étais à bout de force.... En outre, cela ne changera rien à la situation.

— Cela ne changera rien à la situation ? répéta-t-il comme un écho, mais sur un ton de joyeuse incrédulité. Il va de soi que cela change la situation du tout au tout, chère petite. Vous et moi ne pouvons plus revenir en arrière désormais ! Nous ne pourrons plus jamais jouer la comédie de l'indifférence... ah non ! Quand j'aurai levé ce camp, que j'installe pour combattre l'épidémie de choléra parmi nos troupes et obtenu quelque loisir, nous

réfléchirons ensemble à ce qu'il y aura à faire. Mais revenir en arrière ? — Non, c'est impossible... impossible, ma bien-aimée... ma bien-aimée !...

Il couvrait de baisers le visage de la jeune femme que son cœur eût voulu envelopper toute. Ils restèrent ainsi un moment, oublieux des ailes qui tourbillonnaient, vibraient, ondoyaient au-dessus d'eux, oublieux de tout, sauf de leur amour et de l'aveu qu'ils venaient de s'en faire.

Puis elle le quitta. *Il* s'étonnerait de son long retard ; mais Suleiman, le poney arabe, franchirait rapidement la plaine sablonneuse.

Il suivit longtemps du regard la mince silhouette, emportée par le cheval gris lancé au galop, jusqu'à ce qu'elle se fût évanouie dans la « soie azurée » du matin. Alors, perdu en ses pensées, il rentra lentement dans le *jheel*.



Il y avait matière à réflexion ; car elle était mère et, pour comble de malchance, mère de deux fillettes. Pourquoi portait-elle justement aujourd'hui sur son nœud de cravate l'image de ses deux bébés, miniatures enchâssées en un double cœur ? Elle avait épinglé cette broche distraitemment, sans doute....

Ces doux visages d'enfants s'étaient interposés entre lui et ses baisers.

On pouvait juger cette situation regrettable ; il fallait néanmoins l'envisager bravement. Et il y ferait face lorsqu'il aurait rempli son devoir de médecin militaire dans le camp d'isolement. En ce moment la pensée de la tâche qui lui incombait primait toute autre préoccupation. Il avait choisi pour son installation un bon emplacement — là-bas, parmi les dunes basses qui formaient

le point culminant de la plaine déserte ; et si le malfaisant microbe n'y périssait pas, on irait plus loin.

En attendant.... Il respira longuement et son regard erra sur l'eau. L'aurore couleur de pâle primevère avait pris une teinte ambrée ; puis l'ambre flamboya.

Dans l'envol de leurs ailes bruisantes les oiseaux en quête de nourriture gagnaient d'autres régions. Seule une troupe d'aigrettes restait à pêcher gravement dans un bas-fond à quelque distance de lui.

— Le Huzoor¹ regarde les oiseaux de Dieu. Ils s'en vont sans doute vers le lac de Suprême Espérance, car le moment approche d'émigrer vers un plus haut pays.

Celui qui parlait était un vieillard assis si près de l'eau que ses pieds et ses jambes y plongeaient. Affinée jusqu'à l'austérité par une extrême maigreur, sa figure gardait une expression d'aimable franchise.

Le docteur l'examina posément. Son langage trahissait l'homme des basses terres ; l'absence de tout vêtement, sauf le pan d'étoffe jaune safran nouée autour des reins, le rangeait parmi les ascètes, mais son sourire était à la fois familier et empreint de bonté.

— Mânsarovar² ? répondit négligemment l'Anglais. Est-ce de ce lac que vous parlez ? Je me suis laissé dire que les oiseaux s'y rendaient pendant la saison chaude. Je me demande si c'est vrai. J'aimerais à m'en assurer.

Il s'adressait plus à lui-même qu'à son interlocuteur. Car il avait un faible pour l'ornithologie, et ce qu'on raconte au sujet du grand lac servant de refuge dans le

¹ *Huzoor*, titre honorifique ; littéralement : la *Présence*.

² Le *Mânasa Sarovara* ou *Mânsarovar*, (littéralement le lac de l'Espérance de l'Ame), au pied du mont *Kailâsa* (*Kailâs*) ou Paradis de Shiva.

Thibet occidental aux oiseaux aimés de Dieu, — de ce lac perdu au milieu des neiges et des glaces éternelles, loin des lieux hantés par les hommes, — de ce lac où s'abîment tant de torrents pour n'en jamais ressortir — avait séduit son imagination.

— Le Huzoor peut aller où bon lui semble, affirma placidement le vieillard, mais il aura tout d'abord à laisser bien des choses derrière lui... par exemple la *mem sahiba*¹.

Le docteur se sentit rougir jusqu'à la racine des cheveux, et son premier mouvement fut de tomber sur celui qui venait évidemment de surprendre son secret. A la réflexion, toutefois, il se contint et feignit une froide indifférence.

— Je me rends compte que vous êtes ici depuis un certain temps, dit-il avec calme.

— Je suis demeuré tout le temps assis derrière ce *shivala*², acquiesça l'autre avec une belle franchise en indiquant une large pierre noire toute droite érigée au bord de l'eau. Le Huzoor était... était trop occupé pour remarquer son esclave.

— Ceci est donc un *shivala* ? interrompit précipitamment l'Anglais. Il me ressemble guère à un temple.

— Nous autres pèlerins le nommons ainsi, Huzoor, et nous l'adorons.

— Vous êtes donc un pèlerin... vers quel lieu de pèlerinage ?

— Vers le lac de Suprême Espérance, Huzoor, fut la réponse nuancée de tristesse. Je suis depuis tantôt vingt ans en marche pour m'y rendre ; mais mes pieds m'en-

¹ *Mem sahiba*, littéralement M^{me} Lady.

² *Shivala*, petit temple droit en pierre dédié à Shiva ou Siva, la première personne du panthéon hindou.

travent dans l'accomplissement de mon vœu. Dieu me les a donnés difformes.

Tout en parlant il les retirait de l'eau. Le praticien y releva aussitôt une rare difformité ; il nota en outre qu'ils étaient couverts d'ampoules et usés au delà de tout ce qu'on peut imaginer.

— Avec ces pieds-là vous n'atteindrez pas le Mânsarovar, dit-il sur un ton de bonté. Il leur faut le repos, non la marche.

Le vieil homme secoua la tête et sa voix trahit une hâte :

— Je leur donne tout le repos possible, Huzoor. C'est pourquoi je les plonge dans l'eau du ciel qui guérit. Mais il faut que j'atteigne le Mânsarovar, sinon mon pèlerinage sera vain... et je ne l'ai pas entrepris pour ma seule âme, croyez-le.

Puis il eut un brillant sourire.

— Et votre esclave l'atteindra, Huzoor. Les anges de Shiva me le disent.

— Les anges de Shiva ? interrogea le docteur.

— Ces oiseaux là-bas, Huzoor, répliqua gravement le vieux pèlerin en montrant la troupe d'aigrettes qui pêchaient. Il y en a qui les nomment oiseaux du riz, d'autres aigrettes ; mais ils viennent du Paradis de Shiva ; — on le reconnaît à leurs plumes. C'est peut-être à cause de cela que les *mems*¹ aiment tant à les porter.

En un soudain ressouvenir le docteur revit sous l'aigrette neigeuse de ces plumes le visage aimé, tel qu'il lui était apparu lors de leur première rencontre.

— *Herodias alba*, grommela-t-il à part lui, donnant aux oiseaux leur nom latin. Il doit y avoir un rapport

¹ Les *mems*, les madames.

entre ce nom et l'art de faire perdre en dansant la tête aux hommes.

Mais la rudesse de sa réflexion lui causant un vague malaise il demanda, curieux :

— Et pourquoi faut-il que je laisse derrière moi la *mem* si je veux atteindre le lac de Suprême Espérance ?

— Parce qu'elle est mère, Huzoor. — Telle fut la réponse inattendue, aussitôt suivie de cette phrase d'excuse : Votre esclave a de bons yeux et il a vu sur la poitrine de la *mem* les visages d'enfants.

Le médecin ressentit de nouveau un titillement inaccoutumé à la racine de ses cheveux. — De quel droit ce vieux se permettait-il de tout voir et de lui faire des sermons ? Une brusque révolte le dressa contre les lois et les entraves sociales.

— Je n'ai pas l'intention de la laisser derrière moi, je vous assure, dit-il presque violent. Lorsqu'un homme a trouvé le paradis....

— Le Paradis de Shiva ¹ est tout proche du lac de Suprême Espérance, interrompit la douce voix cassée.

— Au diable le Paradis de Shiva ! cria le docteur ; puis il se mit à rire. Vous prêchez en vain, brahmanjee... car je suppose que vous êtes un brahmane. Ni la glace ni la neige ne m'arrêteront. Songez donc, — sa gaieté se mua tout à coup en une énergique protestation, — ce serait renoncer au bonheur. Vous, qu'est-ce qui vous rend heureux ? Votre sainteté, j'imagine... le fait d'être un pèlerin, de haute caste, un des élus !... Renoncez à ces illusions, brahmanjee... et... j'y réfléchirai.... Et si vous venez là-bas — il indiquait en parlant les dunes basses — ce soir, je vous donnerai un onguent pour vos pieds

¹ Le mont Kailāsa (Kailās).

meurtris. Autrement vous n'arriverez jamais au Mânsarovar, sachez-le.

— J'y arriverai une fois ou l'autre, Huzoor, fut la confiante réponse.



Le vieux pèlerin vint peut-être à l'heure dite, peut-être ne vint-il pas. Le médecin fut beaucoup trop occupé pour s'en soucier ; car, avant la fin de la journée, il se trouva au tournant le plus critique de sa vie.

Les promesses de l'aurore couleur de primevère s'évanouirent avant midi. Des nuages lourds se massèrent, formant un rideau de pourpre sombre qui s'abaissa en silence jusqu'à la tombée du jour. Alors de sourds grondements annoncèrent l'approche de l'ouragan ; et enfin la pluie se déversa en cataractes. Elle surprit en pleine marche le régiment qui cherchait un abri contre le fléau du choléra et le disloqua complètement.

Avec des wagons de bagages embourbés, des soldats déjà démoralisés par la peur de l'épidémie, trempés et dénués de tout, il n'y avait rien d'autre à faire qu'à garder son sang-froid et l'espoir que quelque hasard favorable préviendrait un désastre total. Personne ne pouvait dresser de tentes, toutes encore à plusieurs milles à l'arrière.

— En voici de nouveau un d'atteint dans la compagnie G., monsieur, annonça le sergent-infirmier, et le pharmacien fait savoir qu'il n'a plus de place dans sa section.

— Il y a de la place ici, répondit le docteur en serrant les dents. Ordonnance, mettez une couverture dans ce coin et transportez-y Smith.... Il va mieux ; il s'en tirera.

Sous les roulements du tonnerre et la pluie torrentielle qui battait la charge sur la toile de l'ambulance, un homme de plus trouva tout l'abri et le réconfort que pouvaient procurer savoir-faire et décision unis.

Il fallait crier pour se faire entendre.

— Des lampes ! N'entendez-vous pas ? Des lampes ! Voici dix minutes que j'en demande. Pourquoi diable quelqu'un ne m'en apporte-t-il pas ? Je ne puis rien entreprendre faute d'y voir clair.

La voix du chef claironnait, mais les lampes ne vinrent pas. Le wagon chargé des bidons de pétrole était en détresse, à des milles de là. Dans la confusion générale personne n'avait songé aux lampes.

— Bénis soient les éclairs ! grommelait le praticien en un élan de piété inaccoutumée, lorsqu'avec une aveuglante soudaineté la tente-hôpital s'illuminait d'une clarté bleuâtre qui obscurcissait la maigre lueur d'une lanterne trouvée par miracle. Durant ces brèves secondes il lui était au moins possible d'apercevoir ses malades, — trente et plus. Vision peu réconfortante : si la lividité de quelques visages pouvait être mise sur le compte des éclairs, il y avait sur d'autres une rigidité de mauvais augure.

Après un moment d'inspection faite lanterne en main, on entendit un verdict sommaire et un ordre :

— Fini ! Apportez-moi un autre homme.

— Faites excuse, monsieur, gémit une ordonnance du corps sanitaire, mais le pharmacien Jones m'envoie vous dire qu'il est pincé, lui aussi, et qu'il ne peut continuer son service.... Et faites excuse, monsieur, je me sens terriblement mal à l'aise moi-même.

Le docteur éleva sa lanterne dont l'œil de bœuf lui montra une face aussi livide que celle de ses autres

patients, — une face convulsée par une terreur bien compréhensible.

— Allez dans la tente de quarantaine, — elle doit être dressée à l'heure qu'il est, — et dites qu'on vous donne une forte dose de rhum avec de la chlorodyne. Vous serez bientôt rétabli. Je n'ai pas besoin de vous ici.

Et c'était vrai. Que faire en pareille occurrence de mains et de nerfs tremblants ?

Ainsi, l'un après l'autre, les hommes qui le secondaient l'abandonnèrent, le laissant seul debout, solide d'âme et de corps, à lutter dans cet enfer.

Car la pluie ne cessait pas, le tonnerre continuait à gronder au travers d'éclairs presque continuels, Dieu merci ! Et de même il remerciait le ciel pour les trois pouces d'eau courante qui balayaient de ses immondices le sol de la tente, pour la voix de la foudre qui couvrait tous les autres sons, pour la lumière surnaturelle qui rendait possible son travail.

Les balayeurs même disparurent à la fin. Personne ne lui restait et quelque énergique et résolu qu'il fût, il demeura une minute hébété, indécis.

— Comment son esclave peut-il aider le Protecteur des pauvres ? demanda près de lui une voix polie.

— Comment ? répéta-t-il machinalement. Puis, se ressaisissant : Vous ne pouvez pas. Vous êtes un brahmane... de haute caste... que sais-je ?

— Votre esclave est venu pour vous aider, Huzoor, afin d'être rendu digne d'atteindre le Mânasa Sarovara, répondit l'autre avec une tranquille insistance. Par où dois-je commencer ?

Au vague souvenir de leur première rencontre le médecin eut un sursaut qui ressemblait presque à de la colère. Aussi, rude, violent même, sans laisser de choix, il indi-

qua la besogne à faire, — la plus vile. Elle fut acceptée avec une soumission instantanée et le docteur, écartant toute autre pensée, se consacra de nouveau, corps et âme, à sa tâche. La pluie se déversait en torrents, le tonnerre rugissait ; mais, à chaque fois qu'un éclair illuminait la tente, il permettait d'apercevoir deux hommes au travail, faisant noblement leur devoir.

« Une infirmière née ! » pensait le praticien non sans remords quand il voyait le vieillard se mouvoir rapidement et qu'il se rappelait ses pieds meurtris et saignants.

— Ils doivent vous faire terriblement souffrir, dit-il enfin.

— L'eau de Dieu guérit et rafraîchit, Huzoor, répliqua son compagnon avec un radieux sourire, et je ne serai pas empêché d'atteindre le lac de Suprême Espérance.

Ainsi la longue nuit se traîna jusqu'à l'aube, et l'aube apporta de l'apaisement, même au camp des cholériques. Une heure et demie s'écoula sans cas nouveau. La crise était surmontée. Le médecin le comprit et trouva le temps de remarquer la faible clarté qui filtrait par tous les interstices de la tente. Il écarta la toile masquant l'entrée et regarda au dehors.

L'orient jaune pâle était barré de nuages pourpre. Le *jheel* lointain reposait sous un voile d'ombre claire et paisible. A peine quelques ailes errantes tourbillonnaient-elles de ci de là ; mais aucun oiseau sauvage ne faisait plus entendre de cri de ralliement.

— Ils ont entendu l'appel, Huzoor, dit près de lui la douce voix cassée. Ils sont partis pour le Mânasa Sarovara, laissant tout derrière eux.

L'Anglais se détourna brusquement, étouffant un juron et se mit à dénombrer les pertes de la nuit.... Trente-

six corps à enterrer, mais pas un de plus... pas un de plus.

Avec cette mystérieuse inconséquence qui lui est propre, le choléra était venu et s'en était allé. Sous les premiers rais horizontaux du soleil le camp avait l'air gai, riant presque. Deux médecins arrivaient à cheval du quartier-général. Il n'y avait plus de besogne pour eux.

— Je vais faire un tour de promenade, afin de secouer l'inférieur cauchemar de cette nuit, dit le docteur au pharmacien en chef qui lui décrivait les phases de ses maux récents avec une lucidité suspecte.

Il sortit et erra dans le *jheel*, surveillant une troupe d'aigrettes — *Herodias alba* — qui s'attardaient encore sur les terrains inondés. Étaient-elles vraiment des anges de Shiva... ou faisaient-elles perdre en dansant la tête aux hommes ?

Les traits tirés, l'air surmené, il revint au camp, alors que le soleil était haut déjà sur l'horizon.

L'infirmier qu'il avait envoyé au lit avec une potion de rhum et de chlorodyne se tenait dans la cantine pimpant et alerte.

— Vous vous sentez mieux, hé, Green ? fit-il amicalement au passage, puis il ajouta : Tout va bien, je suppose.... Aucun cas nouveau, ni mort ?

La mine quelque peu penaude, l'ordonnance répondit en saluant :

— Non, monsieur, rien d'important du moins... un vieux seulement qu'on a découvert mort hors du camp il y a un quart d'heure environ. Mais comme il n'appartient pas au régiment, il ne compte pas.

Cinq minutes plus tard le médecin, les traits plus tirés et l'expression plus lasse encore, examinait le corps de son aide nocturne. — C'était sans doute un de ces cas

foudroyants où la mort survient presque au début ; car on avait trouvé le vieillard privé de vie, l'air paisible, sans l'avoir vu malade.



Le docteur écrivit une lettre — lettre plutôt étrange où il était question de plumes d'aigrettes et de la difficulté à distinguer les *Herodias alba* de l'espèce qui apporte les bébés. Car la tension de la nuit infernale et la fièvre subséquente, gagnée à errer dans le *jheel*, avaient eu raison même de sa forte constitution.

Aussi, lorsqu'il entra en convalescence, l'envoya-t-on vers les montagnes. Chasseur émérite, il ne s'attarda point dans les Capoues de la société élégante : il eut bientôt atteint les solitudes en quête de quelque bête à exterminer, afin de donner satisfaction aux velléités meurtrières qui parfois s'éveillaient en lui. Et, peu à peu, quoiqu'il ne voulût pas se l'avouer, sa route le conduisit de plus en plus près de ce haut pays thibétain, royaume des frimas et des neiges éternelles. Si bien qu'un jour, après avoir traversé le Garhwâl, puis s'élevant encore, longé le Kidarnâth, où le Gange nouveau-né sort d'une caverne de glace, il put planter sa petite tente de six pieds sur l'autre versant du saint Himalaya et plonger son regard dans les immenses vallées hautes du Naki-Khorsum. Alors, il vit par delà le grand cône blanc du Kailàs, le Paradis de Shiva.

Une vraie banquise sabrant la limpidité bleue du ciel ! Combien il lui apparut distant, décevant, froid !

Sous le clair de lune glacé, fumant et méditant, il le contemplait, tandis que ses deux domestiques ronflaient couchés sur des branches de genévrier, près d'un feu alimenté par le bois de cet arbuste.

Il avait beaucoup réfléchi durant ces trois mois de

vagabondages solitaires, et l'heure approchait où il allait avoir à traduire ses réflexions en actes, car son temps de congé touchait à sa fin.

Reviendrait-il en arrière ou irait-il plus avant ? Gagnerait-il le Mânasa Sarovara ou redescendrait-il vers de moindres altitudes ? Obéirait-il à l'appel de la suprême espérance qu'entend toute âme humaine ou bien, insoucieux des conséquences, retournerait-il sur ses pas, à la poursuite d'un matériel espoir ?... Bah ! pourquoi jouerait-il un rôle d'insensé ?... Non ! il ferait preuve de bon sens et prendrait le chemin du retour. — Telle fut sa dernière pensée en s'enveloppant pour dormir dans sa couverture de chasse.

Mais l'aurore le trouva se frayant péniblement sa voie en avant de ses deux coolies, vers l'attirant cône de neige. Il laissa sa tente au pied de l'arête la plus proche du pic, et, cette nuit-là, l'Epée d'Orion reposant sur le sommet du mont Kailâs fut la dernière chose qu'il aperçut.

Oui, il poursuivrait sa route. Il voulait savoir s'il était vrai que les *Herodias alba* s'ébattaient sur les eaux du lac de Suprême Espérance.



Vers la fin de ses vagabondages, surtout à la suite des hésitations dues à son état d'esprit, il s'était écarté de la piste suivie par les pèlerins. Il y rentra durant la dernière journée, et, en maint endroit, il vit, parmi les fleurs qui tapissaient toutes les fissures du linceul immaculé, les os blanchis de ceux tombés sur le chemin et pareils à des traînées de neige, tant les avaient polis de longs mois de gel.

Oh ! les fleurs ! Il y en avait des myriades, courtes sur tige, presque sans feuilles, se hâtant ardentes à fleurir pendant que cette courte joie leur était accordée. Et

cependant combien cette moraine avait paru de loin froide, terne — à peine moins froide que le Kailâsa lui-même qui, vu du haut du col, n'était guère plus imposant !

Mais chaque pas sur la pente en modifiait l'aspect, et bientôt il se dressa prodigieux au-dessus de la conque rocheuse, son vaste glacier étincelant, inaccessible. Sous peu il escaladerait le ciel et atteindrait l'empyrée. Quoi d'étonnant à ce qu'il fit songer au paradis ?

Le chasseur dévalait à présent le long d'une profonde crevasse dont les roches l'emprisonnaient, lui dérobant entièrement la vue....

Puis, soudain, il eut le souffle coupé et demeura immobile....

Devant lui s'étendait le lac de l'Espérance de l'âme : — Mânasa Sarovara ! Sa pure beauté descendait en lui ; son calme le remplit d'une sereine satisfaction.

Une solitude... une parfaite solitude de fleurs aux teintes vives entre les moraines de neige et le lac, dont les eaux miroitaient comme des saphirs sertis dans le diamant de banquises que les vagues ridées par la brise poussaient de ci de là....

Aucun signe de vie, aucun mouvement, aucun bruit, si ce n'est, par intervalles, un grondement très lointain, semblable à un roulement de tonnerre et un panache de fumée blanche, annonçant la chute d'une avalanche, au flanc de quelque distante montagne.

Dans son berceau de neige paré de ses guirlandes de fleurs, le lac reposait en sûreté, solennel, immuable.

Vision merveilleuse ! Le pèlerin, heureux d'être venu, constatait qu'en ce lieu on pouvait penser — méditer.

Et durant un long moment il médita réellement.... Puis il regarda sa montre et nota la fuite du temps. Il

avait à regagner le col et, de là, sa tente, avant le coucher du soleil. Toutefois, il pouvait aller encore jusqu'à ce promontoire là-bas, tout émaillé de fleurs et d'où, sûrement, il embrasserait le mieux l'ensemble du paysage.

Il ne s'était pas trompé. De là le Paradis de Shiva dressait, partant de la rive même du lac, sa pure pyramide de glace régulière, sereine, inviolée....

Vision inoubliable à jamais et qui valait à elle seule le pèlerinage.... Pèlerinage ?

Un rapide souvenir lui fit alors baisser les yeux, et il vit devant lui le squelette blanchi d'un homme. Quelque chose dans l'attitude, les pieds cachés par l'eau du lac éveillèrent sa curiosité et l'obligèrent à se courber pour examiner de plus près ce que recouvrait la surface azurée.

Que voulait dire ceci ?

Il demeura un instant le regard rivé sur les vagues qui bruissaient en heurtant le rivage fleuri ; puis il se détourna et remonta la moraine.

Quoi qu'il eût apporté avec lui en venant au Mânasa Sarovara, il l'y laissa auprès du squelette d'un homme aux pieds étrangement déformés, mais dont les plaies avaient disparu.

FLORA ANNIE STEEL.

(Traduit de l'anglais par Hudry-Menos.)

AU CANADA

Si partout le contraste est grand, dans la vie de la nation, entre l'état de paix et celui de guerre, il est probable que nulle part il n'est aussi sensible qu'au Canada. Le Dominion, en effet, est une contrée sans armée régulière : la petite garnison anglaise de Halifax et les quelques unités de milice permanente entretenues en vue d'instruire la garde nationale ordinaire ne suffisent pas, perdues comme elles le sont sur cet immense territoire, pour jeter une note martiale au sein de la société canadienne. Quant aux miliciens proprement dits, on ne s'aperçoit guère de leur existence qu'aux jours de cérémonie publique, ou si l'on se trouve par hasard, en été, aux abords d'un de ces camps où ils viennent, à tour de rôle, s'exercer pendant cinq ou six jours. En temps ordinaire, le voyageur peut passer des semaines, même des mois, au Canada, sans voir un uniforme, sans lire ou entendre dire quoi que ce soit se rapportant aux choses militaires.

Aujourd'hui, quand on franchit la frontière, on pénètre dans un Canada nouveau, extraordinaire, où l'on ne peut faire un pas sans que quelque indice vous rappelle qu'on est en guerre. Ponts, tunnels, canaux, stations sont

gardés ou parcourus continuellement par la troupe ; les rues fourmillent d'hommes en kaki et dans les parcs neigeux, parfois avec 25 ou 30 degrés au-dessous de zéro, des bataillons s'exercent, la traditionnelle casquette remplacée par le bonnet de police en fourrure. De toutes parts, on recrute : des tramways, stationnés aux coins des rues, servent à cette fin de bureaux auxiliaires, où les postulants reçoivent des informations et d'où on les adresse aux bureaux ordinaires, moins à portée du public ; dans certains grands magasins même, très élégants et à la clientèle fashionable, vous êtes étonné de vous trouver accosté, non par un commis vous demandant ce que vous désirez, mais par quelque sergent anxieux de vous enrôler. Toutefois, ce qui frappe surtout à première vue, ce sont les innombrables affiches de recrutement, visibles dès qu'on passe la frontière, — affiches énormes sur les murs, plus modestes à la devanture des magasins, et dont il y a des fac-similés en forme de circulaires, de cartes postales, car on peut s'engager par lettre ! Par leur variété, leur ubiquité, le langage qu'elles emploient pour frapper l'imagination ou gagner les cœurs des jeunes hommes, on peut juger de l'effort accompli pour fournir les contingents successifs nécessaires à l'Angleterre. C'est qu'il ne s'agissait plus ici, comme durant la guerre sud-africaine, d'expédier à la mère patrie une faible brigade. Le Canada a depuis quelque temps 50 000 hommes sur le front ; au 1^{er} janvier 1916, il avait en outre dans les camps d'Angleterre ou en formation dans la colonie, 175 000 volontaires. Actuellement, on marche à grands pas vers le demi-million : une performance notable pour un pays comptant moins de huit millions d'habitants. Cette éclatante preuve de loyauté vis-à-vis de la Cou-

ronne est d'autant plus remarquable que, avant la guerre, le Canadien ne témoignait guère d'attachement pour les Anglais proprement dits. Sa sympathie allait volontiers à l'Écossais, à l'Irlandais ; mais il avait si peu le désir d'encourager l'établissement de l'autre élément de la population métropolitaine sur le territoire du Dominion, qu'on pouvait lire couramment dans les offres d'emploi publiées par les journaux : *Englishmen not wanted* ! — « On ne désire pas d'Anglais. » La guerre a eu pour résultat de resserrer les liens de la colonie avec la mère patrie, évidemment parce qu'elle a fait ressortir les dangers courus non seulement par les institutions anglo-saxonnes, mais aussi par la civilisation anglo-celte tout entière : telle est du moins l'explication qu'on donne sur les lieux du revirement d'opinion qui se manifeste d'une façon si claire.

Quoi qu'il en soit, et en dépit de quelques notes discordantes provenant de Canadiens-Français, sur lesquelles nous reviendrons plus loin, la population de la colonie se comporte absolument comme celle de la Grande-Bretagne. On voit au Canada le même mépris pour les *shirkers* (tire-au-flanc), la même confiance dans le succès final, la même haine contre ceux qui sont désignés du nom de « Huns » ou de « Boches » selon qu'on se trouve en Canada anglais ou en Canada français. Toutefois, sans doute à cause du nombre élevé d'Américains séjournant dans le Dominion, les hommes valides en âge de servir, et qui ne portent pas le kaki, ne sont pas l'objet, comme en Angleterre, de commentaires déplaisants de la part du beau sexe.

Au point de vue purement social, le contraste entre le Canada de 1916 et celui du début de 1914 est saisis-

sant. La vie est devenue plus sérieuse ; les fameux sports d'hiver, les féeriques « carnavals de glace » ont été abandonnés ; on économise.... Bien des visages sont soucieux, car mainte famille a été déjà éprouvée. La note dominante est le calme, — un calme étonnant dans une population qui depuis plus de cent ans n'a jamais senti la guerre de près. Les paisibles journaux canadiens-français eux-mêmes, qui publient presque chaque jour des notices nécrologiques, avec portrait, sur les soldats du contingent tombés devant l'ennemi, le font sobrement, sans phrases ni lyrisme sensationnel. Parlez-vous d'un régiment qui est au front ? On vous répond comme s'il s'agissait d'une entreprise quelconque : « Le 22^{me} ? Oui, il rend de bons services ; perd deux ou trois hommes chaque jour : un bon petit régiment ! » Déjà, malgré l'énorme distance du champ de bataille, il y a quelque chose de l'indifférence qui distingue les habitants des régions où l'on se bat. A Montréal, par exemple, des sentinelles, en plein jour, dans des rues populeuses, font usage de leurs armes, à tort ou à raison, un peu à la manière du sergent de ville essayant de tuer un chien enragé, c'est-à-dire pour le plus grand péril du passant inoffensif : nul, pas même les dames, n'y prête beaucoup d'attention ; certaines personnes ne prennent pas la peine de se retourner.

Mais aussi il y a eu tant d'alarmes, d'explosions de manufactures d'armes, de complots plus ou moins réels, que les Canadiens s'attendent à tout, même à l'impossible ! On redoute, d'un côté, les agissements des Allemands, naturalisés ou non, résidant au Canada ; de l'autre, et surtout, ceux des *German-Americans* habitant les Etats-Unis. Environ 7000 Austro-Allemands, d'âge militaire, sont

internés dans des camps spéciaux. Mais il reste des Germains en liberté, ainsi que nombre de Bulgares. Dans la seule ville de Hamilton, 584 Bulgares, 178 Autrichiens, 30 Allemands et 5 Turcs travaillent actuellement dans diverses manufactures. D'ailleurs, on ne saurait enfermer les Germains d'origine qui ont été naturalisés anglais; ce dernier élément est donc fort dangereux. Sous ce rapport, la situation du Dominion est analogue à celle des Etats-Unis. Des gens nés en Allemagne ont fini, ainsi que de l'autre côté du Saint-Laurent, par se glisser partout. C'est à ce point que les officiers du 59^{me}, chargés d'assurer la garde d'une fabrique d'obus à Brockville, ont menacé de retirer leurs troupes si l'usine ne congédiait les ouvriers teutons. Il y a malheureusement des patrons plus cupides que patriotes qui, tout en faisant de grandes phrases sur le devoir national, mettent l'ouvrier canadien à la porte pour embaucher un immigrant de Sofia ou de Buda-Pest parce que celui-ci se paie 7 sous et demi de moins par heure que « Jack Canuck. » Il y a aussi les politiciens comptant sur le vote des Allemands naturalisés, et qui s'opposent à toute mesure qui pourrait avoir un contre-coup sur les élections. La presse, comme de juste, est remplie de protestations contre ces procédés. Le gouvernement a dû lui donner une demi-satisfaction en remerciant, sous un prétexte quelconque, un haut fonctionnaire des travaux publics affligé d'attaches germaniques. Il est indéniable que les influences allemandes, sans doute en prévision de la guerre actuelle, ont commencé depuis longtemps, d'une façon aussi habile qu'insidieuse, leur œuvre dans les sphères d'activité les plus diverses. Pour ne citer qu'un cas : on vient de s'apercevoir qu'un des principaux livres

de classe en usage dans les écoles publiques de Montréal — *The Royal Crown Reader N° 4*, pour être précis — chante sur tous les tons les vertus, la culture germaniques ; tout cela ingénieusement présenté sous la forme d'anecdotes ou d'exemples grammaticaux. Le procédé est d'autant plus digne de remarque qu'il se rapproche des méthodes de propagande allemande dans l'Amérique du sud, au Brésil notamment.

Mais on est encore moins protégé contre le péril « d'outre-frontière », c'est-à-dire contre les agissements des Allemands fixés aux Etats-Unis. Depuis les incursions des Fénians irlandais, en 1866 et 1870, le Canada est exposé, en temps de trouble, à voir surgir des ennemis du territoire américain. Périodiquement, dans cette guerre, le bruit se répand qu'une « armée » de *German-Americans* s'avance vers la frontière ; ou bien ce sont des aéroplanes, partis du pays des Yankees et qu'on a vus planer. On déplore la parfaite indifférence des autorités américaines, qui ne font rien pour tranquilliser leurs voisins du nord. Mais les journaux américains répondent que, pendant la guerre de Sécession, le Canada n'a pas empêché les Sudistes établis dans la colonie de faire une descente sur Saint-Albans, en Vermont, et aurait même favorisé la fuite des coupables !...

Toutefois, il existe d'autres éléments de trouble en ce moment au Canada. La sempiternelle « question de la langue » est entrée dans une phase aiguë, car un des leaders de l'opposition, M. Armand Lavergne, excite les Canadiens-Français de la province de Québec à boycotter les produits originaires de l'Ontario, si ce dernier n'augmente pas la part faite à la langue française dans les écoles et les tribunaux. Cette agitation est très inop-

portune, on le conçoit fort bien, surtout parce qu'elle se greffe sur la présente attitude du parti nationaliste, dont le but est d'arriver à l'indépendance complète du Canada. Ce parti a son foyer dans les régions françaises; ses chefs, l'avocat Lavergne et M. Bourassa, éditeur du *Devoir*, de Montréal, ont essayé d'entraver le plus possible le recrutement des volontaires. C'est par suite de leurs efforts que les Canadiens-Français, qui constituent le quart de la population du Dominion, n'ont fourni jusqu'au 1^{er} janvier de cette année que 10 000 hommes sur les 225 000 levés par la colonie. Mais, ici encore, le clergé catholique français est venu à l'aide du gouvernement, avec cette loyauté inébranlable qui a pris naissance dès 1759, alors que l'Angleterre protestante, en annexant la colonie, a garanti aux Canadiens catholiques plus de liberté et d'autonomie qu'ils n'en avaient sous la domination de la France. L'archevêque de Montréal, en se déclarant nettement en faveur de l'enrôlement de l'élément français, a porté un coup inattendu et peut-être décisif aux agissements nationalistes, à cause de l'influence du clergé sur cette partie de la population. Le nationalisme, il faut le dire, est sévèrement jugé par la majorité des Canadiens, qui accusent ses chefs de rechercher avant tout la popularité, puisque les mêmes hommes qui, en août 1914, reprochaient à l'Angleterre de ne pas entrer dans le conflit, dénoncent maintenant les autorités fédérales comme « envoyant les jeunes Canadiens à la mort pour une cause qui n'est pas la leur. »

Sous le rapport économique, la présente guerre a eu au Canada des conséquences très sérieuses, dont la plupart sont favorables au développement du Dominion. D'un côté, il est certain que les événements actuels ont

permis à la colonie de montrer au monde les possibilités de son industrie manufacturière. Les délégués du ministre des munitions d'Angleterre ont été émerveillés de découvrir au Canada un outillage dont l'excellence avait échappé aux Canadiens eux-mêmes. Les fabriques du Dominion avaient la réputation d'être incapables de fournir des produits de construction délicate. Aujourd'hui, il n'est rien dans le domaine des explosifs qui ne puisse se faire dans la colonie. Celle-ci fabrique actuellement plus d'obus que tous les ateliers privés, réunis, de la Grande-Bretagne et de l'Irlande. Elle a bâti des sous-marins susceptibles de traverser l'Atlantique avec leur propre force motrice. Elle a inspiré assez de confiance à l'Europe pour obtenir de la Russie une commande de produits en acier montant à 85 millions de dollars. Le total des commandes de guerre reçues des Alliés s'élève à 300 millions de dollars, soit plus d'un milliard et demi de francs. Les exportations, durant les six premiers mois de 1915, se sont chiffrées par une augmentation de plus de 100 % sur l'exercice précédent.

D'autre part, la nécessité de fournir des céréales aux belligérants a donné un grand stimulant à l'agriculture dans le nord-ouest; la moisson de 1915 a battu tous les records. Comme toujours, dans des circonstances aussi exceptionnelles, il se produit, au début, un manque d'équilibre économique. Les ouvriers de fonderie, qui se trouvèrent subitement gagner quarante-cinq francs par jour, perdirent la tête et se mirent à faire des dépenses folles. Les choses se sont régularisées depuis; mais les salaires restent considérables pour un pays modeste tel que le Canada.

Cependant il y a un revers à la médaille. On se de-

mande ce qui arrivera lorsque les commandes de guerre prendront fin, car il n'y a aucune perspective de grands travaux d'art susceptibles de les remplacer. Puis il faudra payer les énormes intérêts des emprunts faits par le gouvernement fédéral, les provinces, les chemins de fer, les compagnies industrielles. Enfin, on est un peu inquiet sur le sort des soldats licenciés après la paix. Nombre de ceux-ci étaient des ouvriers, de petits artisans, des chercheurs d'aventures même, venus d'Angleterre, attirés par les grands travaux qu'avaient entrepris, dans le nord-ouest, les compagnies de chemins de fer transcontinentales. La guerre éclata juste au moment où une réaction succédait à une période de fiévreuse activité ; des milliers de travailleurs, qui étaient sur le pavé, entrèrent dans l'armée. Mais qu'en faire, quand ils rentreront dans la colonie, sans doute avec l'idée que le Canada leur doit du travail ? On songe, en ce moment, à préparer pour eux des fermes dans les vastes territoires encore peu peuplés.

GEORGE NESTLER TRICOCHE.

SAN GIOVANNINO

C'était en l'an 1433. Sur la route de Prato, étrangement blanche à l'approche du soir, un homme à cheval se hâtait vers Florence. Il était vêtu d'un manteau de drap vert serré à la taille par une ceinture de cuir. Sous le simple chaperon de l'artisan apparaissait une figure franche et aimable : traits rudes, grands yeux limpides, bonne petite barbe raide. Il était sculpteur et s'appelait Donato. Ce soir-là il revenait de Prato, où il avait justement achevé une de ses œuvres les plus aimées, à savoir la décoration d'une grande chaire adossée à un des angles extérieurs de la cathédrale. Il y avait des mois qu'il modelait, dans le beau marbre poli et lumineux de Carrara, des groupes d'enfants joyeux, turbulents, les uns chantant, d'autres dansant des rondes harmonieuses, d'autres soufflant dans des instruments. Jamais encore l'artiste n'avait apporté à l'incarnation de son rêve de beauté tant de verve ni tant d'amour que dans ces riantes figures de gamins joufflus, dans ces épaules frêles et ailées, dans ces jolis mollets ronds et lisses.... Sa rude journée d'ouvrier terminée, en face de son œuvre palpitante, encore tiède de ses sueurs, il s'était arrêté gravement, tendre-

ment, dans une muette contemplation. Et maintenant, sur cette route déserte, il s'en éloignait avec un sentiment mêlé de satisfaction et d'accablement.

Tout près de la bourgade de Campi, comme il traversait le Bizenio, il rencontra une jeune paysanne, une voisine de son petit champ de Prato, qui rapportait de la ville un panier de gâteaux. Gracieuse et familière, elle le salua et lui tendit sa corbeille. Donato sourit, choisit un petit *pan di ramerino* (pain de romarin), puis il se pencha et serra bonnement la main de l'aimable jeune fille :

— *Grazie, cara mia Geppina.*

— *Buona notte, ser Donatello.*

Il fouetta son cheval. A l'horizon, à droite, déjà les cyprès de Monte-Oliveto découpaient sur la trame dorée du couchant leurs sveltes fuseaux de velours noir. C'était l'heure bénie où, derrière les tours aériennes de la cité de Florence, les petites collines s'endorment dans un nimbe d'ambre et d'or ; l'heure sainte où, dans les champs embaumés, les oliviers se frôlent avec des gémissements d'abandon et de prière. Au loin, dans la paix des campagnes, des cloches tintaient. On était à l'approche de l'hiver. Une brise mordante descendait des monts de Carrara. Donato frissonna. Il avait hâte de se retrouver dans sa maisonnette de la Via del Cocomero, — fière, humble, petite maison d'artiste, symbole de tant d'espérances et de tant de labeur ! Sa vieille mère et sa sœur l'y attendaient. Et puis, il avait surtout hâte de revoir le petit Tonio, son enfant adoptif, qu'il avait laissé si pâle et toussotant à son départ pour Prato. D'avoir pendant si longtemps pétri des enfants de marbre, ses mains rudes s'étaient accoutumées au besoin de caresser

des chairs enfantines. Et il se mit à songer à Tonio avec attendrissement. Il le revit tel qu'il lui était apparu la première fois, pauvre petit mendiant hâve, un jour qu'il travaillait dans l'église des Frari à Venise. Il revit, en une vision très précise, les grands yeux suppliants de l'enfant dont le corps presque nu sous les haillons avait le galbe pur d'un petit amour antique. Il avait alors huit ans. Interrogé, il avait répondu qu'il s'appelait Antonio, que sa mère était morte, et qu'il avait faim. Donato l'avait tout de suite retenu, gagné par cette grâce fragile et exquise. Il l'avait d'abord aimé comme le ciseleur aime une fine statuette ; puis ils étaient devenus une paire d'amis, et jamais l'artiste ne serrait contre lui la petite tête aux fins cheveux d'or fauve sans sentir peu à peu s'apaiser en lui une soif infinie de tendresse. De nouveau un vent froid passa. Une angoisse le prit : allait-il revoir ce soir Tonio, son cher petit ami ? Il avait souvent entendu dire que les enfants meurent si facilement, qu'ils s'en vont tout doucement, comme les fleurs, comme les petits oiseaux.... Peu à peu envahi par la tristesse du crépuscule, sa vie tout entière, sa vie brave et rude lui remonta au cœur. Il toucherait bientôt à la cinquantaine. Sa tâche de beauté, il l'avait certes accomplie, comme nul autre, dans une œuvre déjà prodigieusement vaste, d'une originalité audacieuse, d'une science certaine. Ses prophètes du campanile, sa Judith, son saint Georges, son David eussent fait à eux seuls l'orgueil des superbes Florentins. Il était le premier sculpteur des Médicis, bien plus, leur conseiller, leur ami. Les gains, les honneurs, la gloire, tout cela lui était venu au centuple de ce qu'il avait attendu. Dans la sphère de l'intelligence, il n'avait pas moins atteint son but : l'Art l'avait conduit aux pieds

de la Beauté ; la Science, au spectacle de l'équilibre et de la stabilité. Il était grand, il était recherché, il était aimé.

Et pourtant, sur cette route tranquille bordée d'oliviers, un frisson passa pareil à un vent glacé sur son âme puissante, sur son âme aux rêves grandioses.

Et sa solitude toucha à l'agonie.

Lui, l'artiste incomparable dont l'œuvre avait été un cantique exultant, un poème inouï à la joie, au brio de ces charmants gamins florentins, lui, le maître dont le ciseau avait produit les œuvres les plus intraduisibles sur l'enfance, il n'avait pas d'enfants. Il vieillirait sans avoir un seul de ces petits êtres à choyer. Et de nouveau la pensée du petit Tonio lui revint comme un coup de couteau au cœur. — Cependant, il avait traversé Florence, et quand il mit pied à terre devant sa petite porte, Via del Cocomero, il faisait presque nuit. Ayant allumé un falot, Donato remisa son cheval, puis frappa, selon sa coutume, trois légers coups de heurtoir. Ce fut sa sœur qui descendit lui ouvrir. On l'attendait pour le repas familial. Dans la chambre basse aux lourdes solives, à la clarté d'une svelte torchère toscane, l'artiste soupa avec sa vieille mère et de sa sœur. Quand on eut mangé le *migliaccio* (gâteau de châtaignes), il apprit qu'un envoyé de Pierre de Médicis était venu le prier de passer le lendemain au palais ducal pour l'organisation d'une collection d'art antique. Puis l'on parla de sa grande œuvre de Prato, et enfin on toucha un mot du petit domaine de Cafaggiolo légué à l'artiste par la volonté de Cosme. L'humble repas terminé, Donato voulut aller voir Tonino pour qui les deux femmes semblaient avoir perdu tout espoir. L'enfant dépérissant de jour en jour,

on l'avait envoyé chez une parente au delà de l'Arno, du côté du soleil. En un rien de temps Donato eut traversé le pont alle Grazie et se trouva devant la maison. Une femme le fit monter dans une vaste chambre aux solives sombres. Au milieu d'un lit immense le petit Tonio gisait immobile. Le mince rayon d'une lampe à suspension dorait la chevelure de l'enfant. Sur le fond de ténèbres le petit visage émacié se détachait avec la pureté et la délicatesse d'un camée. Donato fut saisi par la pâleur de cette fine tête abandonnée sur l'oreiller. Les yeux de l'enfant étaient ouverts, ces mêmes yeux limpides et douloureux qui l'avaient jadis tant frappé dans l'église des Frari à Venise. Aussi délicatement que l'eût fait une mère, Donato rapprocha de lui le corps fragile. Il écarta les mèches du front moite, puis il prit les petites mains de l'enfant et les baisa longuement, éperdument. Chères petites mains expressives qui, si souvent, avaient dérouté sa pauvre vieille science ! Que de fois, alors qu'il se reposait de sa journée de travail, l'enfant lui avait demandé avec insistance, en indiquant l'horizon : « Là-bas, derrière la dernière bande bleue que tu vois, qu'y a-t-il ? » — « Le mystère, mon petit enfant, » répondait alors Donato en inclinant d'un air grave sa belle tête pensive. Maintenant les petites mains étaient apaisées et dociles, comme si elles savaient enfin.... L'innocence leur avait tout dévoilé dans son langage sublime. D'un geste paternel, Donato croisa sur la poitrine les petits bras si minces. Puis il se pencha, et s'efforça de parler tout doucement comme il avait fait d'autres fois pour l'endormir. « Tonio, mon enfant, mon cher petit enfant, je vais te raconter une histoire, écoute. Il y a longtemps, longtemps, alors que Florence était un beau champ de lys.... » Mais l'enfant

n'écoutait plus. Ses grands yeux limpides semblaient perdus dans une rêverie lointaine, merveilleuse. Lentement, Donato décrocha la petite lampe et l'approcha des lèvres blêmes : la flamme ne bougea pas. Le bel enfant de la lagune était mort.

Alors, comme le même matin, devant son œuvre de marbre, l'artiste s'arrêta en une longue et poignante contemplation. De ces traits transparents se dégageait maintenant tant de douceur et de grâce qu'il frissonna comme devant un mystère. Lui qui avait toujours exalté, glorifié la vie pleine et heureuse de l'enfant, restait saisi devant l'irréelle harmonie de ce spectacle pourtant si insondable et si horrible : l'enfance et la mort.

Il abaissa pieusement les paupières de l'enfant. Puis une idée lui vint, il quitta la chambre. Par la croisée basse pénétrait une bande argentée. Juste en face, dans le ciel de San-Miniato, lentement montait le croissant éthéré de la lune.

Quelques minutes après, il rentra avec de l'argile et s'approcha de nouveau du lit.

Et le grand Donatello moula pour un chef-d'œuvre le buste de l'enfant mort.

PAULE RENÉ.



L'ALLEMAGNE

ET « L'APRÈS-GUERRE »

De toutes façons, l'Allemagne devra faire face, après la guerre, à une situation nouvelle. Elle s'y prépare. Sans se faire faute de réserver la part des circonstances, les cercles dirigeants envisagent nettement l'éventualité d'une lutte économique dans laquelle les empires centraux, entourés de leurs vassaux, se retrouveront face à face avec leurs adversaires actuels.

Il importe de suivre avec attention les préparatifs de cette lutte dont les neutres seront l'un des principaux enjeux. Les journaux allemands nous fournissent à ce sujet des indications d'un grand intérêt, mais il est nécessaire, pour en comprendre le sens et la portée, de les compléter par des informations de source personnelle. Ni la *Frankfurter Zeitung*, ni le *Berliner Tageblatt*, ni les journaux politiques les mieux informés ne peuvent ou ne veulent tout dire. Cependant, si l'on examine de près les thèses qu'ils combattent et non pas seulement celles qu'ils soutiennent, on se fera une idée des tendances entre lesquelles les chefs sont partagés. Les journaux ne s'acharneraient point contre des chimères

sans objet et sans importance. C'est pourquoi leur opposition voilée, autant que leurs adhésions, peuvent nous servir à contrôler nos renseignements particuliers.

Une idée a fait le tour des deux empires, c'est de constituer la fameuse « Mittel-Europa » en une *autarchie*, autant dire en un bloc d'Etats unis économiquement et qui se suffirait à lui-même. Autarchie est le mot à la mode en Allemagne pour désigner cette formation politico-économique. En somme, ce serait le régime de l'Etat commercial fermé, que Fichte déjà avait recommandé pour l'Allemagne. Seulement, il comprendrait la Bulgarie et la Turquie, avec un large champ d'exploitation dans l'Asie-Mineure et la Mésopotamie.

Se suffire à soi-même en s'isolant du reste de l'Europe, ce serait renforcer la culture agricole, pour qu'elle subvienne aux besoins des populations, et calculer la production industrielle pour le marché intérieur avant tout, en faisant passer l'exportation à l'arrière-plan.

Il y a quelque chose de tragique dans ce rêve d'une Europe centrale qui ne s'unifierait que pour se barricader et qui prolongerait d'elle-même le blocus qu'elle reproche tant à l'Angleterre de lui avoir infligé.

Mais on conçoit que les représentants de la haute finance et de la grande industrie ne prennent pas aisément leur parti de ce renversement total des choses et de ce retour à un régime essentiellement agraire, pas plus que d'une renonciation à cette politique mondiale et à ce commerce universel qui leur assuraient de beaux profits. Ils n'envient point la condition du Thibet, malgré leur goût pour le rôle de Lamas. Leurs journaux, particulièrement la *Frankfurter Zeitung*, jettent feu et flamme contre un tel projet. Ce n'est pas non plus de cette sorte qu'on veut l'« autarchie » dans le monde gouvernemen-

tal. Récemment ¹, le Dr Solf, secrétaire d'Etat au ministère impérial des colonies, a traité « de la guerre mondiale et de la politique coloniale », devant une assemblée importante, convoquée par la Société coloniale allemande. Il a exposé la nécessité où se trouvera l'Allemagne de se fournir de denrées coloniales, de matières premières originaires des régions tropicales ou subtropicales, de s'assurer des débouchés commerciaux et de fournir à ses émigrants un établissement dans ses domaines propres d'outre-mer. Il a affirmé avec insistance que l'Angleterre elle-même reconnaissait avant la guerre l'utilité de l'expansion coloniale de l'Allemagne pour le maintien de la paix.

Pareil aveu serait pour embarrasser bien fort les pamphlétaires allemands, si quelque chose pouvait les gêner. Comment donc ! L'Angleterre reconnaissait cela sans détour, et c'est au ministère allemand des colonies qu'on nous le dit ! Qu'est-ce donc que toutes ces protestations contre la tyrannie maritime de l'Angleterre, et à quoi riment tous ces appels aux neutres pour la liberté des mers ? Quoi, l'Angleterre favorisait votre expansion ! Monsieur le secrétaire d'Etat, une chose vous a échappé, c'est que vous ôtez le pain de la bouche à M. Lissauer, l'auteur de l'hymne à la haine, et à tous les agents de la propagande pangermaniste, ainsi qu'à plus d'un « neutre » dûment seriné. Je ne donne pas cher de votre fauteuil au ministère, monsieur le secrétaire d'Etat, s'il vous prend encore de tels accès de franchise !

Donc, l'autarchie ne sera pas la tour d'ivoire. On ne se barricadera point ; on ne se repliera point sur soi-même. Que sera-t-elle donc ?

¹ Le 17 mai, à la salle de la Philharmonie, à Berlin. Cf. *Berliner Tageblatt*, jeudi 18 mai 1916.

Car les porte-parole de la finance, de l'industrie et du commerce ne rejettent nullement le dogme de l'autarchie. Ils se bornent à l'interpréter, ainsi que les hérétiques sollicitent le dogme quand ils entendent demeurer dans l'Eglise.

Ce sera une autarchie d'expansion et même d'agression. Les journaux allemands ont montré trop de discrétion en rapportant le discours du secrétaire d'Etat des colonies. Ils nous ont retranché la partie la plus intéressante : l'exposé des mesures que le gouvernement allemand prépare dans la prévision d'une union économique des Alliés. Mais ils n'ont pas toujours eu tant de retenue. La *Gazette de Francfort* a publié toute une série d'article sous le titre : « Politique commerciale et guerre. » Le principal, d'après elle, c'est que les empires centraux soient armés pour les négociations du traité de paix et qu'à toute tentative d'exclusion ils opposent invariablement une triple exigence : le traitement de la nation la plus favorisée ; l'égalité de traitement avec les nationaux ; le principe de la porte ouverte.

Tels sont les principes qu'ils s'efforceront d'imposer comme règles générales dans la discussion économique. Ce qui signifie que les Alliés renonceraient, pour entrée de jeu, à tout projet d'entente séparée.

La porte ouverte, l'égalité de traitement, que voilà des mots admirables et bien propres à fonder la paix universelle ! Et surtout, qu'ils sont pleins de sens ! Que ces excellents *Sozialdemokraten* auront donc beau jeu pour retourner auprès des camarades, en France, en Angleterre, en Italie, et pour leur dire : « Vous voyez bien que nous n'avons jamais songé qu'à la paix du monde ! » Aux camarades russes, ils couleront un mot de plus dans l'oreille : « Hé les amis, faites-nous donc un petit bout de révolu-

tion... celle sur laquelle nous comptons au début de la guerre. »

Egalité de traitement, liberté de la mer, porte ouverte, qu'est-ce à dire ? C'est tout simplement l'article onze du traité de Francfort renouvelé et imposé non seulement à la France, mais à tous les concurrents de l'Allemagne. On sait le parti qu'elle en a tiré depuis 1871. Elle se promet de faire encore mieux.

Car les empires traiteraient avec chacun des Alliés, tandis que les Alliés rencontreraient le bloc économique de l'Europe centrale, flanqué de la Bulgarie, de la Turquie et peut-être de la Grèce. C'est ici que reparaît le dogme de l'autarchie ; c'est ici qu'il prend tout son sens. L'autarchie signifie deux choses : 1° une union, non seulement douanière mais économique, entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie ; 2° un effort commun de ces deux empires pour suffire à leurs besoins par leur production agricole et industrielle.

L'éloquence coule à flots dans les colonnes des journaux allemands quand ils s'évertuent à prouver aux Autrichiens et aux Hongrois — les Tchèques, les Slovaques, les Polonais, comme on sait, ne comptent pas — qu'ils ont besoin de plus grands débouchés pour leur industrie et que, seule, l'Allemagne peut les leur assurer ; que, d'ailleurs, ils ont pris pendant cette guerre le goût de l'action mondiale, qu'il leur serait désormais impossible de s'enfermer dans un cercle étroit d'intérêts locaux et que, l'Allemagne aidant, ils pourront se mêler de tout au monde dans tout le monde ; qu'au surplus, il ne suffit pas de conclure une union économique : qu'il faut organiser scientifiquement la production et l'échange pour disposer partout de la puissance des deux empires au profit de chacun d'eux.

Qu'est-ce, au fait, que cette « organisation ? » Allons le demander à Berlin. Quels projets remue-t-on dans les cercles dirigeants de la capitale ? On ne les a point encore élaborés de toutes pièces ; il est trop tôt pour les communiquer à l'Autriche-Hongrie, qui suivra sans doute avec docilité puisqu'elle est l'alliée et qu'il faut bien qu'elle soit fidèle ; on n'en a même point fait part à la rédaction de la *Gazette de Francfort* qui, sans doute, est trop loin, ni à celle du *Berliner Tageblatt*, qui est peut-être trop près. On les mûrit, et, le moment venu, ils se trouveront réalisés d'eux-mêmes, si les circonstances l'exigent... ou le permettent.

Oui, d'eux-mêmes. Car le régime d'après-guerre, la fameuse « organisation », ne sera que la continuation du régime de guerre, et ce régime se perfectionne de jour en jour.

Qu'est-ce que le régime de guerre ? C'est la concentration de toutes les forces de la nation entre les mains des chefs.

Cette concentration étant acquise, pourquoi y renoncer après la conclusion de la paix ?

Je le dis sans la moindre ironie, cette pensée est d'une simplicité grandiose, encore qu'effarante. Voyons comment elle se traduirait en fait.

Depuis le début de la guerre, l'achat des matières premières nécessaires à l'industrie a été confié à de grandes sociétés qui jouissent d'un monopole exclusif. D'autres sociétés à monopole ont été constituées pour l'achat des matières d'alimentation. L'organisation de ces sociétés a été décrite par plusieurs auteurs, entre autres par M. Sayous. Toute importation et toute exportation est réglementée à cette double fin de satisfaire aux besoins de la population et de hausser le cours du change.

On se rappelle que l'ordonnance du 15 janvier 1916 sur les devises, etc... a prescrit aux commerçants allemands d'exiger tous les paiements en monnaie du pays d'importation.

On se propose de maintenir ces mesures après la guerre. Il y aurait des sociétés d'achat de matières premières pour l'industrie et pour l'alimentation (*Rohstoffgesellschaften*). Elles auraient droit exclusif et d'achat à l'étranger et de distribution à l'intérieur du pays. Elles feraient leurs paiements avec de l'or acheté à l'étranger. Cet or, naturellement, aurait le cours normal d'avant la guerre.

Pour maintenir le change, vente intensive de produits allemands à l'étranger ; cours forcé du mark à l'intérieur.

Il y a ici deux questions. Comment faire accepter les marchandises allemandes aux nations qui sont en train de former une union économique contre l'Allemagne ? Et comment faire vivre la population allemande en attendant d'avoir reconquis les marchés ? Sur le premier point les chefs affectent une belle assurance. De même que le secrétaire d'Etat des colonies affirmait l'autre jour que l'Allemagne devra poursuivre une politique coloniale des plus actives, de même ils prétendent que le monde ne pourra se passer de l'Allemagne.

L'Allemagne, disent-ils, est un gros client. Elle est aussi un fournisseur indispensable. L'année avant la guerre, en 1913, elle prenait à l'Angleterre, en millions de marks, 1083,2 de marchandises, à l'empire anglais 2446,8 ; à la France, colonies comprises, 673,9 ; à la Russie 1451,6 ; à l'Italie 383,4. Où placerait-on des produits pour pareille valeur ? D'autre part elle fournissait à l'Angleterre pour 1451,1 millions de marks ; à la

France et à ses colonies 818,6; à la Russie 891,2; à l'Italie 398,6. Et l'on aura bien à faire à remplacer sur le marché et à faire préférer à ses produits tout ce qu'elle produisait et produira encore à plus bas prix, ce qu'elle produisait à peu près seule, tous les produits pour lesquels elle entend si peu se laisser évincer qu'elle se met déjà en mesure de les offrir en abondance dès la conclusion de la paix. Comme son exportation sera organisée, ses exportateurs ne se feront point de concurrence entre eux et se présenteront en une masse formidable devant les nations qu'ils auront empêchées, au nom de la liberté, de l'égalité, et de tous les principes, de former une ligue économique. De sorte que, les vendeurs allemands étant unis et les acheteurs étrangers divisés, l'Allemagne aura bientôt regagné son chiffre de ventes en Europe. (En 1913, 7677 millions de marks, c'est-à-dire 76,1 % de son exportation totale.)

Il en sera de même de l'importation. En 1913 elle achetait à l'Europe pour 5888 millions de marks, soit 54,7 % de son importation totale. Peut-être achètera-t-elle davantage hors d'Europe, puisque de 1889 à 1913 elle avait déjà fait baisser de 79,5 à 54,7 de son importation totale le chiffre de ses achats en Europe¹. En tout cas, elle se trouvera dans une condition avantageuse, puisqu'elle aura organisé l'achat et que les vendeurs n'auront pas organisé la vente. Ce sera bien autre chose encore si les projets d'union économique entre l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie aboutissent.

Reconstituons le raisonnement. Les empires du centre diront aux Alliés: « Nous traitons de nation à nation; vous ne devez pas faire de ligue d'exclusion contre nous et nous n'en faisons pas contre vous. Au nom de la

¹ Tous les chiffres cités sont tirés des statistiques allemandes.

liberté du commerce, au nom du principe de la porte ouverte et du principe de l'égalité de traitement, nous vous sommons de nous laisser trafiquer chez vous. Il est vrai que nos commerçants forment un gigantesque syndicat d'achat et un gigantesque syndicat de vente, ce qui leur assure la faculté et d'avilir vos prix et d'inonder vos marchés, et il est vrai que c'est là l'usage qu'ils se préparent à faire de la liberté que nous réclamons. Mais les principes sont-ils les principes, oui ou non ? Leur organisation est affaire intérieure qui ne concerne qu'eux et nous et qui n'a rien à faire avec les principes. »

Tant et si bien que le « dumping », l'infiltration et l'espionnage commercial, la pratique des longs crédits, l'écrasement méthodique de toute concurrence indigène, toutes les pratiques de férocité commerciale par lesquelles le monde s'est trouvé menacé d'asservissement pourront être remises en vigueur, sous le couvert même des principes que les Alliés défendent à prix d'or, de larmes et de sang.

Contestera-t-on que ce soit là une combinaison magistrale ?

Il y a un mais. C'est à propos du second point : comment vivre en attendant le triomphe ? On ne l'a pas oublié, le système commercial de l'Allemagne ne réussissait avant la guerre qu'au prix d'un relèvement considérable du coût de la vie. La vie avait renchéri à tel point que la hausse des salaires devenait une dérision : la condition de l'ouvrier et celle du paysan, bien loin de s'améliorer, empirait.

Or elle est aujourd'hui misérable¹. Et quoi qu'on fasse,

¹ L'office impérial des céréales annonce que la provision de blé est actuellement de 500 000 tonnes, soit 100 000 de plus qu'il n'en faut pour

il faut compter un délai d'une certaine durée pour refaire la conquête économique de l'Europe. Il faudra d'abord produire, produire avec surabondance. Il faudra vaincre les mauvaises dispositions de l'acheteur étranger, ridiculement prévenu par les excitations d'une presse odieuse, à cause de quelques pauvres petits incidents, tels que le bombardement de la cathédrale de Reims ou de celle de Paris, les massacres d'Aerschot, de Louvain et divers faits de guerre de ce genre, tout à fait insignifiants, les expéditions de zeppelins sur des villes ouvertes, les torpillages de navires marchands dépourvus d'armes, les exactions, les déportations de populations civiles, le traitement barbare infligé aux prisonniers anglais, toutes ces choses enfin dont les femmes outragées, les orphelins, les peuples en deuil et peut-être même les gouvernements auront le mauvais goût de se souvenir.

On pénétrera chez eux en passant par les territoires neutres. Ce que l'armée militaire a fait, l'armée commerciale peut bien le refaire, avec cette différence qu'au lieu d'une neutralité il y a en aura deux, il y en aura cinq, il y en aura tant qu'on voudra.

Fonder chez les neutres des maisons dont les produits porteront la marque d'origine des pays neutres et qui serviront d'intermédiaires entre le producteur allemand et les marchés des Alliés. Cela se fait en grand, en ce moment même.

atteindre la prochaine récolte, et qu'on disposera de ces 100 000 tonnes en faveur des familles qui ne vivent que de pain. On fera bien d'en disposer tout d'abord au profit de l'armée. Car les soldats le plus éprouvés, ceux de première ligne, ne reçoivent que 1 1/2 kg. de pain tous les trois jours. Le matin, café noir. A midi, soupe et une ration de viande réduite à la moitié de ce qu'elle était en 1914. Souvent il n'y a que quelques carrelets de viande, nageant dans une soupe claire. Le soir, café noir. Les soldats allemands, sur le front, souffrent cruellement de la faim.

S'il y a quelque obstacle, s'emparer en tout cas du marché des neutres, qui n'est point quantité négligeable. Les neutres, fournis par l'Allemagne pour leurs besoins propres, pourront d'ailleurs exporter leur production chez les Alliés.

Encore faut-il du temps, quelques années au moins. Comment vivre ? Voici : on réglera la consommation. On maintiendra le régime des prix maxima, des cartes de pain, de viande, de beurre, de sucre, le système de la réquisition, les sociétés à privilège exclusif d'achats alimentaires et de distribution. Ainsi, ce ne seront pas seulement les achats à l'extérieur qui seront réglementés, mais aussi les achats à l'intérieur.

On s'emploie présentement à rendre cette « organisation » plus rigide. Depuis le début de la guerre, des sociétés centrales d'achat (*Central-Einkaufsgesellschaften*) centralisaient les subsistances pour leur région et les répartissaient entre les marchands de gros qui les revendaient aux détaillants, à charge de les livrer au consommateur à un prix fixé. Cette répartition se faisait par l'intermédiaire des autorités communales, lesquelles, d'autre part, délivraient à leurs ressortissants des cartes donnant droit à l'achat d'une quantité déterminée de subsistance. Par exemple, les Berlinoises avaient droit ces derniers temps à l'achat de cent vingt-cinq grammes de beurre par tête et par semaine. Mais on n'a pas pu leur livrer cette quantité. Désormais la quantité promise ne sera plus fixe ; on la fixera suivant les livraisons de bétail et de beurre qu'on aura reçues et on la fera connaître au public.

D'autre part, on s'est aperçu que bon nombre de marchands et même de détaillants amassaient des provisions au lieu de les revendre intégralement et aggravaient

ainsi la hausse des prix, qui a lieu malgré la fixation des prix maxima. A la suite d'une conférence au ministère de l'intérieur, on a décidé d'obliger les consommateurs à s'inscrire auprès de leur fournisseur pour n'en plus changer pendant un mois. Le fournisseur obtiendra sa part de marchandises sur présentation de sa liste de clients. On appelle cela le système de la clientèle fixe.

En outre, on se propose de corriger l'inégalité des répartitions dans les diverses régions de l'Allemagne. D'après la *Norddeutsche Zeitung*, c'est le ministre de l'intérieur, Dr Delbrück, qui a imaginé, peu avant sa retraite, la réforme de la « politique alimentaire » allemande. Il s'agirait d'instituer une étroite collaboration des autorités militaires et des autorités civiles pour résoudre les problèmes de l'alimentation. Est-ce pour cela qu'on annonce de nouvelles réquisitions de bétail et de chevaux en Belgique ? Est-ce pour cela qu'on enlève aux Polonais leurs pommes de terre et qu'on réquisitionne leur blé pour l'envoyer moudre en Allemagne et ne leur renvoyer qu'une partie de la farine, en leur faisant payer des droits de douane énormes ? Après quoi l'on s'apitoie sur la misère des pauvres Polonais, ruinés... par les Russes !

Il y aurait donc un office alimentaire commun entre l'armée et le civil. On appelle déjà le futur titulaire de cet office le « dictateur alimentaire » (*Lebensmitteldiktator*). Il disposerait de pouvoirs considérables et aurait à pourvoir toute la population de l'empire ; aurait sous son contrôle toutes les institutions déjà créées pour assurer la subsistance de la nation.

C'est la prussianisation des subsistances, et si vous comptez tout le reste, la prussianisation économique. Que restera-t-il aux Etats de l'empire de leurs attribu-

tions ? Les postes, le budget des cultes, l'instruction provisoirement, et l'organisation des fêtes commémoratives ?

Imaginez maintenant qu'on maintienne cet état de choses après la guerre, et c'est de cela qu'il est question, rien de moins, et pour dix ans, quinze ans, le temps qu'il faudra ! Représentez-vous ce gigantesque appareil de monopoles, de sociétés officielles à privilège exclusif d'achat et de vente, d'importation et d'exportation, ce système de la clientèle forcée, cette répartition administrative des matières industrielles aux fabricants, des marchandises aux commerçants, des denrées aux consommateurs ! On se demande s'il restera quelque part une place pour l'individu dans ce mécanisme supercompliqué des nouvelles fonctions de l'Etat : politique économique, politique sociale, politique alimentaire....

S'étonnera-t-on que le Kaiser ait reçu des députés socialistes et leur ait adressé des paroles insinuantes ? Le régime qu'il est question d'établir dépasserait leurs rêves les plus fameux ! C'est plus que la socialisation des moyens de production ; c'est la socialisation de tout.

Qui sait si la monarchie des Hohenzollern, par une évolution plus inattendue qu'illogique, ne trouvera pas plus tard son appui dans la *Sozialdemokratie* ? Qui dit socialisation dit fonctions nouvelles de l'Etat, et qui dit fonctions dit fonctionnaires.

N'est-ce pas pour le fonctionnaire prussien que ce mot a été proféré à la création du monde : « Croissez et multipliez ! »

MAURICE MILLIoud.

CHRONIQUE ALLEMANDE

Shakespeare en Allemagne. — Boycottage littéraire. — Opinion des pangermanistes. — Critiques et commentateurs. — Shakespeare et les poètes. — Opinion de Goethe. — Ernest Sieper. — Cervantès en Allemagne. — Bernhardi traduit en français.

La guerre n'a pas empêché l'Allemagne de célébrer le troisième centenaire de la mort du plus grand des Anglais, Shakespeare. Elle l'a fait du reste simplement, comme il convenait vu les circonstances, par la représentation de pièces et par des hommages rendus au poète dans des articles de journaux et de revues. Jamais peut-être on n'a senti avec plus de force qu'en ces jours tragiques combien ce Titan qui soulève un monde et le fait voir criant, riant, s'égorgeant, ou pleurant, est un poète actuel.

Mais pourquoi faut-il qu'on ait de nouveau entendu des énergumènes nous prêcher que les Allemands sont seuls capables de comprendre à fond la grandeur de Shakespeare? Longuement, certains critiques ont commenté les paroles de Gerhart Hauptmann : « Les personnages de Shakespeare sont une part de nous-mêmes; son âme s'est identifiée à la nôtre, et s'il est né et a été enterré en Angleterre, l'Allemagne est le pays où il vit vraiment. »

Cette sottise, à vrai dire, ne date pas de la guerre. Déjà auparavant un certain Dr Henri Driesmans, marchant sur les traces de Woltmann, annexait tout simplement Shakespeare à l'Allemagne, en disant : « Sa poésie, si profonde et si intense, si religieuse, si délicatement sensible, et s'élevant jusqu'aux plus sublimes et terrifiantes pensées, est authentiquement saxonne. »

Et, pour mieux faire sentir le « magnifique génie d'un Shakespeare germanique », il mettait en regard l'« infériorité d'un

Celte comme Byron qui n'est qu'agitation, désordre et révolte. » J'aimerais bien savoir ce que pense de cette affirmation Stewart Houston Chamberlain qui, lui, voit « en Byron un Germain authentique et le met en vedette comme un des témoins de la race. » Rien, certes, ne montre mieux que ces contradictions l'inanité de ces théories sur les races qui faisaient déjà dire à Henri Heine : « Une démente française est loin d'être aussi folle qu'une démente allemande, car dans celle-ci, comme eût dit Polonius, il entre de la méthode. »

— Tout cela ne doit point nous empêcher de reconnaître les immenses services que l'Allemagne a rendus à la littérature shakespearienne. Il n'est sans doute aucun pays au monde où l'on ait davantage lu, traduit, commenté et étudié le poète anglais. La traduction qu'en a donnée Schlegel est même devenue un monument national tout comme la Bible de Luther. Rappelons aussi les beaux travaux sur Shakespeare qu'ont écrits des critiques allemands, Gervinus, Ulrici, Kreissig, Th. Vischer et Rümelin. Il est vrai qu'à côté de ces auteurs qui se sont appliqués à peindre l'homme et son temps et à magnifier l'artiste, il y a eu en Allemagne pas mal de cuistres et de pédants qui, à son sujet, ont édifié des théories. Le jeu qui consiste à découvrir dans Shakespeare ce que chacun, au préalable, a commencé par y mettre, a toujours été largement pratiqué outre-Rhin. Pour beaucoup d'érudits l'œuvre du poète se gonfle d'une infinité de symboles qui eussent assurément bien étonné le génial bourgeois de Stratford sur Avon ; tour à tour on en a fait un métaphysicien, un moraliste, un sociologue, un politique, un pamphlétaire, sans parler de ceux qui avec un grand sérieux se sont demandé pourquoi Shakespeare « a fait Hamlet gros et asthmatique. » La réponse est pour le moins plaisante. « C'est, dit un de ces critiques, qu'étant incertain dans ses résolutions, Hamlet ne pouvait avoir qu'un caractère lymphatique, *ergo* une disposition à l'embonpoint. »

Chose curieuse, la question Bacon et plus récemment la question Rutland n'ont guère rencontré de partisans parmi les éru-

aits germaniques. Je recommande à cet égard un petit livre d'Ernest Sieper, *Shakespeare und seine Zeit* (Leipzig, Teubner) où tous les problèmes relatifs à Shakespeare sont traités avec un remarquable bon sens, beaucoup de netteté et d'intelligence. Peu de critiques, d'une manière plus simple, ont fait sentir ce qu'il y a d'exceptionnel et de génial dans cet extraordinaire poète.

Les poètes eux-mêmes l'ont toujours senti, prouvant combien est vraie cette réflexion de Vinet : « Voulez-vous de bonne critique littéraire? Recueillez les jugements des poètes. Ils nous en apprendront plus sur les secrets de leur art que les simples critiques. »

Goethe en est un exemple vivant. Initié au culte de Shakespeare par Herder, il se nourrit, pour ainsi dire, des œuvres du poète. Qu'on se souvienne de son essai enthousiaste, *Shakespeare und kein Ende*, et surtout des fameuses pages de *Wilhelm Meister* qui restent la peinture la plus profonde de l'effet produit sur l'âme par le génie de Shakespeare. Et avec quelle chaleur Goethe montre à l'œuvre ce créateur prodigieux toujours en fonction, en verve, en marche, ne connaissant ni la réserve, ni la retenue, débordant comme la végétation, comme la lumière, comme la flamme ! Et ce qu'il fait sentir aussi, c'est la joie de cette prodigalité insensée où tous les drames humains, toutes les passions se donnent carrière, où revivent tous les milieux et tous les temps, où les créations de l'imagination deviennent plus réelles que les choses de la vie.

— Une des choses qui ont contribué à populariser l'œuvre de Shakespeare en Allemagne, c'est la multitude de représentations données sur tous les théâtres. Les directeurs de ces théâtres ont toujours mis beaucoup de soins à l'arrangement scénique et il suffit pour s'en rendre compte de rappeler Henri Laube, qui fut lui-même poète, la troupe de Meiningen, l'Arronge et aujourd'hui Reinhart à Berlin. Il est vrai que ces directeurs ont constamment été secondés par des acteurs de tout premier ordre, Devrient, Döring, Dawison, Baumeister, Kainz et

Moïssi. Kainz, mort récemment, s'était fait une spécialité de Hamlet, qu'il interprétait merveilleusement. Moïssi, aujourd'hui prisonnier en France, a eu des succès énormes dans ce même rôle d'Hamlet. Je l'ai vu, avant la guerre, dans le Shylock du *Marchand de Venise* : le souvenir en est ineffaçable.

— Pour terminer cette revue des études shakespeariennes, il faut encore mentionner la *Société allemande de Shakespeare* qui est sans doute la plus importante des sociétés de ce genre dans le monde. Malgré la guerre, elle a tenu ses assemblées annuelles, dont la dernière a eu lieu à Weimar, le 23 avril, anniversaire du troisième centenaire de la mort du poète. Le président, M. Brandl, professeur à l'université de Berlin, a rappelé qu'en dépit des événements l'activité au sujet de Shakespeare ne s'était point ralentie; que la maison Bong avait enrichi sa *Goldene Klassiker Bibliothek* d'une nouvelle et très bonne édition confiée aux soins entendus du professeur Keller; que le second volume des *Sources de Shakespeare* avait paru et que plusieurs autres travaux avaient vu le jour. Un de ceux-ci, lu à Weimar par le professeur Brotanek de Prague, — *Shakespeare et la guerre*, — paraîtra prochainement dans le *Shakespeare Jahrbuch* de 1916.

— A cette réunion manquait Ernest Sieper, le défunt professeur de littérature anglaise à l'université de Munich, dont nous venons de signaler l'excellent livre sur Shakespeare. Sieper n'était pas seulement un fervent adorateur du poète, c'était aussi un ami de la nation anglaise. On se rappelle qu'il fut en 1912 un des principaux ouvriers du rapprochement de l'Angleterre et de l'Allemagne. C'est lui qui publia le récit des négociations qui eurent alors lieu entre des hommes éminents des deux pays¹. Dans l'introduction de cet ouvrage, il disait que, loin de se combattre, les deux nations devaient apprendre à se connaître et à s'estimer et il concluait : « Nous sommes trop grands pour être ennemis. Il nous faut donc être assez grands pour devenir amis. »

¹ *Deutschland und England in ihren wirtschaftlichen, politischen und kulturellen Beziehungen*. München und Berlin, R. Oldenburg, 1913.

La guerre mit à néant cette généreuse entreprise et je crois bien qu'Ernest Sieper est mort de chagrin. Au milieu des explosions de haine, il conserva le calme et ne consentit jamais à renier les idées qu'il avait défendues. On le lui reprocha amèrement dans son pays. Il ne se laissa point émouvoir. « Lorsqu'on parlera de la paix, dit-il, il sera nécessaire d'avoir partout des hommes ayant conservé dans la confusion, en dépit de la haine et de la lutte, leur regard clair et leur jugement objectif, des hommes demeurés fidèles à leur idéal et sur qui l'on puisse compter. »

Ernest Sieper était un de ces hommes sur lesquels on pouvait compter et c'est pourquoi sa perte est si regrettable.

— Cervantès aussi a été fêté en Allemagne à l'occasion de son troisième centenaire qui, coïncidence curieuse, tombe le même jour que celui de Shakespeare. Cervantès, à vrai dire, n'a jamais été outre-Rhin aussi populaire que ce dernier. On n'en a jamais fait un héros national, mais, depuis le dix-septième siècle, on l'a constamment lu et étudié. On sait que le satiriste Rabener s'inspira fort de *Don Quichotte*. Wieland aussi, dans son roman *Don Sylvio de Rosalba*, l'imita. Mais ce sont surtout les romantiques qui se montrèrent des admirateurs enthousiastes de Cervantès. Tieck le traduisit de nouveau et Frédéric Schlegel le commenta. Tout le monde alors sympathisa avec les déceptions du noble chevalier et Henri Heine, dans l'introduction qu'il écrivit pour *Don Quichotte* en 1837, dit que dans sa jeunesse il pleurait sur la fin tragique du héros.

Cela n'a point empêché non plus Cervantès d'être comme Shakespeare la proie des commentateurs niais ou inintelligents. Je recommande à ce propos un livre français de M. J. J. Bertrand, *Cervantès et le romantisme allemand* (1914). On y voit qu'avec le lourd pédantisme qu'ont parfois les docteurs d'outre-Rhin, on a fait de ce pauvre et génial gentilhomme espagnol, qui écrivit ses livres ou ses pièces de théâtre pour augmenter les ressources de son maigre budget, le disciple divinatoire de Kant, de Schelling et de Hegel, préparant, dès la fin du sei-

zième siècle, l'apothéose à venir de la « Kultur » germanique.

Comme nous aimons mieux ceux qui, comme Karl Frenzel, nous ont dit simplement la reconnaissance que l'humanité doit à Cervantès : « Tu nous conduis à travers les sentiers désillusionnants de la vie, en nous signalant du doigt avec ton doux sourire les folies et les faiblesses de l'humanité, en te raillant toi-même lorsque, distrait par un joli visage, tu buttes contre les racines d'un arbre ou les pierres du chemin ; puis tu te relèves saignant et couvert de poussière, mais le regard rayonnant, fixé au loin sur l'étoile aimée, l'idéal qu'on ne te peut ravir. »

— On vient de traduire Bernhardi en français¹. Il y a longtemps qu'on aurait dû le faire. A la lueur des événements, rien n'est plus suggestif que la lecture de son livre *Deutschland und der nächste Krieg*. Les Anglais n'avaient pas attendu la guerre pour le faire connaître. Maintenant le grand public de toutes les nations civilisées a en mains les pièces du procès. Toutes les arguties des hommes d'Etat et des diplomates ne changeront rien à cette constatation : « Il y avait en Allemagne un parti puissant, sinon nombreux, qui voulait la guerre. »

Que de fois n'ai-je pas entendu dire à des intellectuels allemands : « Bernhardi, mais qui le connaît ? Moi je ne l'ai jamais lu. » C'est possible, mais son livre, imprimé six fois en quinze mois, n'en a pas moins eu un débit considérable. Et puis si l'on admet même que ces six éditions n'impliquent pas un nombre de lecteurs immense, Bernhardi n'en représente pas moins l'opinion des cercles dirigeants prussiens. Junker, il est le porte-parole de la caste militaire qui commande en Allemagne. On connaît les idées de cette caste, déjà exposées par Clausewitz, Moltke et von der Goltz. Bernhardi les reprend avec sincérité, dignité, sérieux, candeur même. Il est modéré, judicieux, nullement polémiste. Pour peu il nous dirait que tout ce qu'il avance est rigoureusement scientifique. Il affirme

¹ *L'Allemagne et la prochaine guerre*, avec une préface du colonel F. Feyler. Lausanne et Paris, Payot, 1916.

que la guerre « est une nécessité biologique » inséparable « de tout perfectionnement de l'espèce, de tout progrès véritable de la civilisation » ; que contrairement à la paix elle est le « plus grand créateur de vie que l'histoire connaisse » ; qu'il ne faut pas qu'à cet égard les lois de la morale chrétienne nous abusent, car « les moyens qui doivent être considérés dans la vie de l'individu comme condamnables sont permis en politique pour atteindre des fins morales » ; bref que la guerre n'est pas un accident, mais une loi de nature, la loi de l'homme, ou mieux encore du surhomme.

Partant de ces prémisses Bernhardi émet la conviction que c'est une loi inéluctable de la vie que tout Etat fort doive grandir. Après tant de peuples qui ont fait sentir leur puissance sur la terre, le tour de l'Allemagne est venu. Il dit que l'Allemagne est actuellement la première puissance civilisée du monde et que son devoir immédiat est de répandre sur le globe cette « Kultur » pour le plus grand bien de l'humanité ; qu'en cela elle reste fidèle à la tradition de l'Etat qui l'a créée, la Prusse, laquelle n'a jamais hésité à faire la guerre quand son intérêt le demandait. Loin même d'attendre qu'on la provoquât, elle a constamment pris les devants. Telle fut la politique de Frédéric le Grand, qui s'est toujours décidé à l'attaque pour prévenir ses antagonistes et se réserver le maximum de chances de succès ; telle fut aussi celle de Bismarck, qui « provoqua nos guerres d'unification pour remédier à un état de choses devenu impossible et procurer à son pays des conditions de vie normale. » « En exauçant les vœux ardents et séculaires du peuple allemand, conclut-il, il éleva incontestablement l'Allemagne à la hauteur d'une puissance européenne de premier rang. »

Maintenant une autre tâche incombe aux dirigeants allemands : il s'agit de faire à l'Allemagne la place sur le globe qui revient à sa puissance. Ils ne pourront évidemment y arriver sans une lutte colossale qui indubitablement provoquera l'alliance de l'Angleterre, de la Russie, de la France, peut-être même de l'Italie ou d'autres Etats. Qu'importe ! L'Allemaign

est de taille à résister à tous les assauts. Pour elle il n'y a, du reste, aucun moyen d'éviter la lutte. C'est le grand dilemme : « Etre ou ne pas être ; puissance mondiale ou décadence ! » Et la conclusion très nette et très ferme : « Tout bon Allemand attend, en contenant sa colère, l'heure de l'action libératrice. »

Si l'on songe que cette dernière phrase a été écrite dans la sixième édition du livre de Bernhardi, en février 1913, cela donne à réfléchir. Jamais appel plus pressant, plus éloquent n'a été adressé à une nation. « Les meilleurs fils, dit Bernhardi, sont décidés à tout risquer pour le salut général. De tous côtés dans le pays on entend le même refrain : « Pas de demi- » mesures, mais de grands sacrifices et des actes. »

Et dire qu'il y a des gens qui épiloguent encore sur les origines de la guerre !

ANTOINE GUILLAND.

CHRONIQUE SUISSE ROMANDE

Que nous reproche-t-on ? — Du passé qui n'est pas et de celui qui existe. — La neutralité et l'idéal suisse. — Le comité pour la défense des idées libérales. — Les derniers incidents. — A la poste : le devoir de prendre... et le droit de rendre. — Vinet, critique littéraire. — M. Jean Violette dans ses œuvres et dans ses disciples. — Pour le village.

Il s'est passé bien des choses depuis le mois d'avril et je n'en parlerai pas comme je l'eusse fait dans le premier moment. Ces récapitulations qui viennent un peu après coup sont utiles d'abord à celui qui les fait ; souhaitons qu'elles ne soient pas inutiles aux autres. Le retard, c'est un peu le recul. Il nous permet d'apprécier les événements dans leur rapport à l'ensemble d'une situation, au lieu de nous abandonner à notre émotion première. N'est-ce pas là ce qui importe, ou, plutôt, l'un n'importe-t-il pas autant que l'autre ?

Du coup, nous voici au cœur de notre différend avec la Suisse allemande. Ce qu'on nous reproche, c'est de nous laisser gagner

par le vertige des passions, de ne rien réserver pour la raison quand nos sympathies sont en jeu et d'être, en un mot, les esclaves de nos impulsions.

Ainsi parlent ceux des Suisses allemands qui nous veulent du bien et qui se targuent d'impartialité. C'est par là — outre la disposition à régenter qui leur est manifestement infuse — que je m'explique le ton protecteur, ces airs d'indulgente supériorité qu'ils prennent constamment avec nous. Ils s'étonnent que nous les trouvions cocasses dans cette attitude ; ils en sont scandalisés. Notre rire les déconcerte ; ils le proclament frivole. Grands dieux, de quoi ririons-nous, par le temps qui court ? C'est bien la seule matière de divertissement que nous apportent le *Bund*, les *Basler Nachrichten*, et le meilleur de leurs journaux, la *Neue Zürcher Zeitung*. Le *Bund* est plutôt rageur ; les *Basler Nachrichten* sont sèchement péremptoires ; la *Neue Zürcher Zeitung* déplore. Elle déplore d'un air attendri, qui est une des rares choses franchement drôles de la Suisse contemporaine.

Le sujet du débat n'a pas changé depuis vingt-deux mois. Il ne changera pas. Dans cette longue controverse viennent s'insérer des discussions imprévues, souvent fort graves, celles que font naître les incidents du jour. Ni ces discussions ni ces incidents n'auraient le sens qu'ils prennent et l'importance qu'on leur donne, s'ils ne se confirmaient les uns les autres et n'apparaissaient comme autant d'épisodes d'une opposition sourde et profonde entre les deux moitiés de la Suisse.

Ce ne sont là que des apparences, mais qu'il ne faut point négliger, car nous voyons bien ce qu'on en peut faire et quels sont ceux qui cherchent à les exploiter.

Il y aurait de la division en Suisse s'il y avait de l'hostilité entre les populations de notre pays. Cette hostilité n'existe pas. Cela, nous le savons tous, de Bâle à Bellinzzone et de Genève à Zurich. Nous le savons et le voyons. En ce moment même les Bâlois fraternisent avec nos Welsches et l'enquête faite à Lausanne par des hommes d'une impartialité indiscutable a réduit à néant les prétendues vexations infligées à des Suisses allemands dans notre contrée.

Il n'y a pas d'hostilité entre Suisses. Les hommes des *Stimmen im Sturm* en sont pour leurs frais de « Hetzerei. » Nos confédérés n'ont pas même acheté leurs venimeuses brochures et c'est un Suisse allemand authentique, M. Steiner, qui les a démasqués et rejetés dans leur lieu naturel : le néant.

Il n'y a pas d'hostilité. Si l'état-major fédéral avait réussi à exécuter son projet, les troupes de la Suisse allemande n'eussent pas été reçues chez nous à coups de fusil, mais je crois bien qu'on eût entendu un grand bruit de bouchons qui sautent. Le projet était odieux; l'exécution eût été grotesque. Ce n'est pas qu'on manque de talent à l'état-major fédéral : loin de là ! Mais on y manque de ce simple bon sens qui est la première des qualités militaires.

Il n'y a pas d'hostilité, Quel est donc le malentendu, le malentendu foncier, permanent, croissant ?

Il vient d'une divergence dans l'idée que nous nous faisons de la neutralité. Or la neutralité est une des notions constitutives de la Fédération helvétique. La neutralité, c'est toute notre politique étrangère, c'est notre attitude devant le monde entier, comme la démocratie est le principe de toute notre politique intérieure.

Les Suisses allemands ne nous ont pas dit de suivre l'Allemagne ; non seulement ils ne l'ont pas dit, mais dans leur immense majorité ils ne l'ont pas voulu, ils ne l'ont pas pensé. Ce qu'ils ont dit et ce qu'ils pensent, c'est que la vraie neutralité est celle du bon Dieu de Chevillé, qui n'est ni pour ni contre et qui regarde faire.

De tout le reste, la Suisse romande eût pris son parti si le conflit mondial eût été d'une autre nature. Mais on venait lui dire : en raison de notre neutralité, demeurons impassibles devant la violation du droit, devant le crime commis contre la Belgique, devant la menace d'asservissement brandie contre le monde entier.

Et alors, voici l'alternative que la Suisse allemande n'a jamais pu comprendre : de deux choses l'une, ou la conception suisse de la neutralité est une haute notion de droit internatio-

nal, un des principes du droit désirable pour toutes les nations, l'un des éléments d'un droit qui nous acheminerait à une ère de paix et de justice. Et alors la Suisse, qui représente ce principe, représente par là, dans le monde, une valeur morale d'un prix inestimable ; il y a un idéal suisse et il peut y avoir en Suisse une unité morale qui nous donne une étroite cohésion. Par là nous sommes une nation, malgré toutes nos diversités. Nos oppositions ne sont que des variations sur un thème commun.

Ou bien notre neutralité n'est qu'un arrangement, pris sans doute pour notre utilité commune, mais qui n'a pas d'autre portée que celle d'une combinaison heureuse. Nous en tirerons le meilleur parti qui se pourra pour demeurer à l'abri des orages et, encore une fois, c'est précisément pour tirer profit de notre neutralité que nous nous garderons bien de nous mêler de ce qui arrive à celle des autres.

Seulement, il n'y a plus d'idéal suisse. Et je ne sais en vérité comment M. le professeur Grossmann s'y prendra pour développer, devant l'assemblée de l'Association nationale des universitaires suisses, la thèse que voici : « Pour aider à une solution efficace de la question des étrangers, d'où dépend en une large mesure l'avenir de notre pays, il importe de fortifier le pouvoir d'assimilation de nos convictions suisses. »

Nos convictions suisses ! Il en faut, certes. Mais qu'en avez-vous fait, confédérés ? Que sont-elles devenues quand l'heure, quand la minute tragique a sonné au cadran de l'histoire universelle où chaque homme eut à se lever et à dire : Me voici, je veux le respect de la foi jurée, le respect des nationalités, la justice, la liberté, la civilisation ?

Vous avez défini la neutralité de façon qu'il n'y a pas d'idéal suisse. Il y en avait un qui faisait notre dignité devant l'Europe et notre unité nationale ; vous l'avez abattu au nom de notre intérêt mal entendu, et vous nous demandez de quoi nous nous plaignons ? Nous nous plaignons des ruines que vous avez faites.

On parle maintenant de reconstruire un idéal national. Le reconstruira-t-on en dehors du droit des gens ? C'est bien le

principe de notre cohésion et c'est en même temps notre puissance d'assimilation qui se trouvent atteints. Car, nous autres Welsches, minorité tenace, et, grâce à Dieu, coriace quand il le faut, mais enfin minorité dans la proportion de 1 à 2 $\frac{1}{2}$, à quoi faut-il nous attendre si le pacte fédéral n'est fondé que sur l'intérêt? L'intérêt est-il la justice? Est-il seulement l'égalité? L'intérêt, c'est toujours l'intérêt de la majorité. Et la majorité ce n'est pas nous.

Il faudra du temps pour nous rassurer là-dessus. Les tendances fédéralistes, qui s'étaient singulièrement assoupies et qui se réveillent, le manifeste du groupe nouvellement constitué pour la défense des idées libérales et qui associe étroitement le libéralisme au fédéralisme, autant d'indices du désarroi et de la défiance où le reniement collectif de notre idéal national nous a jetés. Il ne s'agit pas de savoir si vous êtes Austro-Allemands, confédérés. Cela, nous ne le croyons pas. Mais il s'agit de savoir de quelle façon vous êtes Suisses. Et il y a, en ce point, des concessions que nous ne saurions faire et que nous ne ferons jamais.

Cette constitution d'un groupe pour la défense des idées libérales est un signe des temps et pourrait être une promesse des plus précieuses. La grande et noble chose que le libéralisme, si l'on entend par là la recherche de la liberté dans la justice. Pourvu qu'on ne s'en tienne pas aux définitions négatives! Il ne suffit pas aujourd'hui de défendre le libéralisme : il faut le reconstituer.

Les solutions libérales d'antan ne sauraient être relevées telles quelles dans les circonstances présentes; elles seront beaucoup trop courtes pour les problèmes que le nouvel état de l'Europe nous imposera durement. Des mêmes principes qui reposent sur les assises mêmes de la conscience humaine il faudra déduire des conséquences applicables dans des conditions politiques et surtout économiques et sociales que nos grands devanciers ne pouvaient prévoir. Songez pourtant que le constant souci de la liberté a conduit Charles Secrétan aux portes du socialisme et même un peu plus loin; qu'il a conduit Ernest Naville à révo-

lutionner le suffrage. Où n'eût-il pas conduit Vinet, si ce timide indomptable s'était tourné de la morale à la politique?

Le libéralisme est une inspiration, l'une des plus riches, l'une des plus hautes, l'une des plus largement humaines qui se puissent concevoir. De là à l'application, on passe forcément par la phase intermédiaire de l'interprétation. Et les problèmes d'interprétation vont se présenter en si grand nombre que je félicite, sans les envier outre mesure, les Sisyphe qui auront à hisser notre peuple sur le sommet de leurs rêves.

Le comité genevois qui a pris cette initiative entreprend une œuvre patriotique, digne de Genève et de la Suisse romande, et qui mérite dans la Suisse entière l'attention de tous les esprits réfléchis.

Un retour au libéralisme démocratique et à nos traditions nationales ôterait beaucoup de leur aigreur à nos discussions, beaucoup de leur acuité aux incidents de notre vie politique. Tout nous porte à croire que le Conseil fédéral s'y emploie. Grâce à lui les explications nécessaires que nos députés vont demander dans la session des chambres, que les diverses sections de la commission dite de neutralité recueillent déjà, entraîneront des débats beaucoup moins orageux que dans la dernière session.

Nous avons eu l'affaire Lallemand, où tel conseiller d'Etat bâlois a fait piteuse figure; l'affaire des bombes de Porrentruy, diverses affaires d'accaparement. Partout où le Conseil fédéral a pu intervenir, il l'a fait avec diligence et fermeté. Peut-être ne lui appartenait-il pas d'expliquer à certain grand-juge militaire qu'après cassation de son arrêt la démarche qu'il a faite pour empêcher le journaliste Froidevaux de purger sa condamnation à Berne et pour qu'on l'envoyât à Witzwyl, avec les repris de justice, ressemblait trop à une vengeance personnelle et que faire un tel usage de sa haute dignité, c'était l'avilir. Mais il appartiendrait au Conseil fédéral, ce semble, de donner ordre que la poste ne soit plus contrainte de commettre une action malaisée à qualifier en supprimant des correspondances sans rembourser les frais d'affranchissement ni aviser l'expéditeur.

Elle ne devrait pas davantage être contrainte de séquestrer des envois de publications sans que l'éditeur, fût-il Suisse et en Suisse, soit ni prévenu à l'avance de l'interdiction, ni informé après coup de la saisie. On a mené grand bruit, chez nous et ailleurs, des mesures prises par les Alliés qui ouvrent des correspondances de neutres destinées à des pays neutres. Pourtant les Alliés y trouvaient du caoutchouc et de la contrebande de guerre. Et s'ils ouvraient la correspondance, du moins ils ne la supprimaient pas. Comment peut-on se plaindre des procédés des belligérants quand soi-même, en état de paix, l'on fait pis?

Cet abus intolérable n'est certainement pas le fait du Conseil fédéral. Le Conseil fédéral ne peut tout voir, ni tout savoir. Mais il lui suffirait de trois mots bien sentis pour remettre l'ordre en des pratiques où l'élégance se fait trop désirer.

Le nom de Vinet est venu tout à l'heure sous ma plume. La Société qui s'est dévouée à la publication de ses œuvres poursuit infatigablement sa tâche depuis 1908. Et voici justement le tome second de la deuxième série, celle de la critique littéraire. Le texte est établi par M. Paul Sirven, à qui nous devons beaucoup de remerciements. Il fait précéder l'ouvrage d'une préface intéressante et il recueille dans le corps du volume les articles de Vinet sur Lamartine et sur Victor Hugo. Ce n'est donc pas tout à fait le plan de l'édition précédente.

Quel critique ! Que de choses il a su voir ! Et pourtant.... Il est presque toujours excellent quand il admire. Je ne lui reproche point de n'avoir pas toujours admiré. Quand il blâme, il a souvent pour lui l'évidence du bon droit. Il ne l'a pas toujours, du moins pour nous. Pourquoi condamne-t-il ce vers dans les chants du *Crépuscule* :

C'était une humble église au cintre surbaissé....

A cause du mot « cintre surbaissé » qui est, dit-il, un détail architectural. Et il appelle cela de la « poésie polytechnique. » Il déclare la « cheville » justiciable de la morale et il en découvre dans les vers suivants. Il s'agit de l'orgue, et de sa grande voix majestueuse et lente :

La seule voix qui puisse, avec le flot dormant
Et les forêts bénies,
Murmurer ici-bas quelque commencement
Des choses infinies.

Qu'est-ce, dit-il, que les forêts bénies ? Il est terrible dans cette partie de la critique où, évidemment, il a recueilli la tradition du dix-huitième siècle. Je ne dis pas qu'il serait de trop aujourd'hui dans ce rôle. Dans l'autre, en somme, il est terrible aussi, à force de penser qu'il a charge d'âme, lui, et le poète et tout le monde. En le relisant, je le trouve beaucoup moins charitable qu'il ne m'avait paru autrefois. Il est décidément peu sensible au pittoresque, à l'élément plastique et architectural de l'art, de tout grand art, et il est tout de même un peu trop regardant sur l'orthodoxie de la pensée.

Je ne jurerais pas absolument de la sienne. Devineriez-vous ce qu'il reproche à Lamartine et à la *Chute d'un ange* ? C'est d'avoir imaginé un monde rempli de Dieu et où la divinité n'exerce point de représailles. Lisez vous-mêmes :

« Il ne faut pas craindre de le dire, la pensée d'un monde sans un Dieu qui punit est une pensée désespérante. La vue de ses vengeances console parce que ces vengeances, c'est la justice, et que, sans la foi à la justice, l'âme humaine est aussi incomplète que le corps lui-même est incomplet sans l'âme. »

Que dirait-il en ce temps-ci, lui qui s'écriait, en parlant du déluge et de l'extermination de la race humaine, que ce spectacle *console*, en comparaison de celui que nous offrirait le gouvernement absolu de la fatalité, le triomphe du mal et la sécurité du crime !

Paix, cependant ! Ne faisons pas traduire la mémoire de Vinet devant les assises fédérales.

Il serait, je crois, assez dur aux poètes contemporains, du moins à beaucoup d'entre eux. Ce qu'il appelait le prosaïsme de Victor Hugo le rendait amer. « Si le système de pareils vers venait à être adopté, la prose et la poésie ne tarderaient pas à échanger leurs rôles entre elles. »

Eh bien ! c'est fait. La poésie est devenue prose bien souvent. Voici la prose qui redevient poétique. La prose poétique ! Que cela nous ramène à de vieux et archivieux souvenirs ! Or c'est M. Jean Violette qui nous fait ainsi ramentevoir Atala et le dernier des Abencérages. Ah ! la délicieuse saynète ou pastorale que le nom parfumé de ce poète me rappelle. C'était doux et enivrant comme une nuit d'été, et jeune, et frais et d'un charme étrange.... Cette fois-ci, le poète célèbre sur son *Roseau sonore* des amours goulues qu'il nous donne pour des adorations. Il nous en parle avec rythme et cadence, avec sonorité et couleur. Pourquoi ne puis-je m'empêcher de penser à cette réclamation timide de Jules Lemaitre, qui pourtant n'était guère pudibond ? On ne peut, disait-il, on ne peut plus ouvrir un recueil de vers sans tomber sur une paire de seins. Est-ce nous qui vieillissons ou la poésie qui se renouvelle ? L'un et l'autre, qui sait ? Nous vieillissons tant chaque jour et elle se rajeunit de telle façon qu'elle et nous, nous nous rejoindrons peut-être dans l'enfance.

M. Jean Violette dépense une part de son talent pour en donner à d'autres. Il semble entouré d'un groupe de jeunes dont j'espère qu'ils ne sont pas vieux, car c'est leur excuse et notre espoir. Vinet ne leur pardonnerait point de se croire débordants de poésie dès qu'ils poussent de rauques halètements d'érotisme. Pour nous, armés d'un scepticisme désolant, nous pensons qu'ils ne savent pas très bien ce qu'ils font et qu'ils ne font pas toujours ce qu'ils disent. Bravade de rapins ? Simple crise d'âge ? Je ne sais, mais ce qui importe c'est que des promesses de vrai talent se dégagent de ce fatras.

Puis tu t'assis au pied d'un chêne
Et tu roulas sur tes genoux
Ma tête, ivre de marjolaine (*sic*)
Et du bonheur tout neuf en nous.

Percevez-vous la promesse ? Moi pas. Mais ce qu'il y a en plus d'un endroit, dans ces *Teintes mineures* de M. Charles d'Eternod et aussi dans les poèmes de M. Henri Mugnier (*L'oasis*

dans la ville), c'est une commune recherche de l'expression rare, du mot de couleur, de la sensation inédite. Ils ont même façon d'être originaux. C'est le paradoxe de toutes les chapelles.

Dire que M. de Montenach¹ a balancé s'il sacrifierait son ouvrage à cause de la guerre ! Quel sujet, pourtant, et de quelle saisissante actualité : *Pour le village* ; quand des villages par centaines et par milliers sont anéantis ; *La conservation de la classe paysanne*, quand une fois de plus et partout le paysan se révèle si superbement le gardien des qualités de la race et la substance même de la nation. Certes, c'eût été un péché de sacrifier ce livre et c'en serait un de l'expédier en quelques lignes hâtives. Je le signale donc sans plus et me réserve d'en reparler à loisir.

MAURICE MILLIoud.

CHRONIQUE SCIENTIFIQUE

Expériences sur l'immunité. — La chirurgie du cœur : deux cas de projectiles extraits avec succès du ventricule droit. — L'âge relatif de la mâchoire de La Naulette. — D'où viennent les ambres des habitations préhistoriques suisses. — Le *kapok*, son origine, ses emplois. — Publications nouvelles.

La question de l'immunité, naturelle ou artificielle, à l'égard des maladies infectieuses, est de celles qui continuent à occuper beaucoup les bactériologistes. Elle est très complexe, et les faits acquis jusqu'ici font voir qu'il ne faut pas se décourager parce qu'on n'a pas réussi avec une méthode donnée : on pourra très bien réussir avec une autre connue, ou bien à découvrir. C'est ce qui ressort une fois de plus d'un travail de M. F. d'Hérelle, de l'Institut Pasteur.

Il existe un bacille appartenant au groupe des paratyphiques, le *bacillus typhi murium*, qui est naturellement pathogène pour

¹ G. de Montenach, député au Conseil des Etats suisses, *Pour le village*; *La conservation de la classe paysanne*. — Lausanne, Payot & C^{ie}.

les souris. Il l'est plus fortement pour les souris blanches. On a souvent essayé de le rendre inoffensif pour celles-ci en vaccinant les souris avec un produit contenant des bacilles *typhi* tués. Mais on a eu beau opérer des façons les plus variées, la tentative a échoué.

M. d'Hérelle s'est alors demandé si la manière de tuer ne jouait pas son rôle, et il en a cherché de nouvelles et inédites. Au cours de ses investigations, il a songé à tuer les bacilles destinés à servir de vaccin au moyen d'essences, ainsi que l'avait fait M. E. Roux. Le procédé a l'avantage, d'après l'éminent bactériologiste, de ne pas altérer les matières albuminoïdes et les diastases renfermées dans la substance des microbes. En outre, les essences tuent. Mais on n'avait pas encore cherché à préparer des vaccins avec des bacilles tués par les essences.

M. d'Hérelle constata, par l'expérience, que celles-ci tuent effectivement les microbes et fournissent bien un vaccin. Les essences de canelle, d'ail, de thym, d'origan, de girofle, de moutarde sont dans ce cas. Et le vaccin est actif. Mais encore est-ce dans certaines conditions.

Ainsi, en injectant à une souris blanche de 500 000 à 10 millions de cadavres de microbes tués par l'essence de moutarde, on immunise bien celle-ci contre des doses mortelles et très « surmortelles », pour ainsi dire, de bacilles vivants. Il faut se tenir dans ces limites, en prenant toutefois soin, pour obtenir l'immunité, de donner une dose plus forte à la jeune souris qu'à l'adulte.

Car, si l'on veut trop bien faire et dépasser la dose de 10 millions, on obtient une immunité faible, sans résistance : une immunité qui semble d'autant plus faible qu'on dépasse davantage la dose indiquée. D'autre part, il ne faut pas injecter moins de 500 000 bacilles ; avec 150 000 on ne confère aucune immunité. Inutile aussi d'essayer d'obtenir celle-ci avec plusieurs doses consécutives, supérieures à 10 millions ; c'est comme si on ne faisait rien : l'immunité est nulle.

Au total, l'essence de moutarde donne un vaccin très actif, dans le cas particulier, contre des centaines de doses mortelles

de virus, mais à condition de s'en tenir à des doses bien définies, ne contenant ni plus de 10 millions, ni moins de 500 000 bacilles tués. Pourquoi? On n'en sait rien, mais il faut enregistrer le fait ; on cherchera à se l'expliquer plus tard.

— Parmi les nombreux cas curieux qu'a fournis la guerre, il en est un qui mérite une attention spéciale, et qui est de grand intérêt pour le chapitre, encore peu étendu, de la chirurgie du cœur.

En mai 1915, un chirurgien français, M. Beaussenat, présentait à l'Académie de médecine un blessé à qui il avait, par cardiectomie, enlevé un fragment de grenade logé dans la cavité du ventricule droit du cœur. Le cas était unique. Il démontrait une tolérance inattendue du cœur pour les corps étrangers, car un espace de temps assez long s'était écoulé entre la blessure et l'opération, et il montrait encore qu'il était permis d'opérer dans des cas analogues avec chances de succès.

Par un hasard extraordinaire, c'est à M. Beaussenat qu'est échue la chance de rencontrer un second cas identique au premier, et c'est de ce second cas, présenté à l'Académie des sciences le 10 avril, qu'il va être parlé maintenant.

Le caporal D., 31 ans, fantassin, fut blessé aux Eparges le 7 septembre 1914 (notez la date de la blessure, en 1914, et de l'opération, en 1916), au cours d'une charge.

On lui trouve une plaie du côté gauche du thorax. La radiographie ne donne rien, et le blessé est évacué après quinze jours, avec le diagnostic étrange de péritonite. En janvier, on lui donne un congé de convalescence de trois mois, avec la formule « péritonite en voie de guérison. » Evidemment il y a quelque chose dans l'abdomen, car, au cours du congé, le blessé doit être hospitalisé de nouveau. On pense à une appendicite subaiguë : on opère et, en effet, l'appendice est malade. Après quoi tout va bien du côté du ventre, mais des symptômes persistent auxquels on ne prenait pas garde : tachycardie, dyspnée d'effort, oppression, palpitations, décubitus horizontal presque impossible. L'opération avait été pénible : le chloroforme était très mal supporté ; il y eut des syncopes très émouvantes, et, en fait, l'opé-

ration dut se faire en grande partie sans anesthésie. On fit de la radioscopie à nouveau, et cette fois dans de meilleures conditions, qui décelèrent la présence d'une balle de shrapnel, se déplaçant avec le cœur, et se trouvant probablement à l'intérieur de la cavité ventriculaire. Le 8 septembre 1915, le Dr Beaussenat pratiquait l'opération, car on ne pouvait laisser le projectile en place. Un large volet fut découpé et rabattu, mettant le cœur à nu. Beaucoup de liquide dans le péricarde, et par la palpation on découvre la balle dans le ventricule droit, près de la pointe. On sait où aller la chercher. Le chirurgien sort le cœur du péricarde : il en saisit la pointe solidement entre l'index et le médius gauches qui refoulent, emprisonnent et immobilisent le projectile vers le sommet de l'organe. Deux fils de soie sont passés en anse, parallèles, à 1 centimètre environ l'un de l'autre, dans l'épaisseur du ventricule, et tandis qu'un aide les écarte l'un de l'autre, en soulevant et tendant la paroi ventriculaire, M. Beaussenat l'incise, entre les deux anses, au niveau du projectile, arrive sur celui-ci, le saisit et l'extraît. Hémorragie formidable.... Mais l'index et le médius, aidés du pouce, l'arrêtent vite, et les deux anses, rapprochées cette fois, et entre-croisées, sont liées. Cinq points de suture sont pratiqués, pour rapprocher les lèvres de l'incision, on remet le cœur dans le péricarde, on recoud celui-ci, puis, enfin, on rabat et suture le volet thoracique.

Les suites ont été mouvementées, très pénibles et inquiétantes : agitation, délire, angoisse précordiale, pouls très fréquent et intermittent ; trois petites embolies pulmonaires, et, après six semaines, un abcès à la région lombaire droite (par embolie aussi?). Toutefois, dès le quinzième jour le malade était hors de danger, et quand il fut présenté, en avril 1916, à l'Académie, après sept mois, il allait parfaitement bien. Seule, une légère dyspnée, quand il marche vite, l'incommode. A l'auscultation le cœur paraît normal. Cet opéré sera à suivre : il faudra voir si sa cicatrice cardiaque ne le gêne pas davantage, à mesure que s'écoule le temps.

— Il ne suffit pas de recueillir des restes fossiles humains, il

est encore essentiel de les dater géologiquement. Ce n'est pas toujours facile. Le plus souvent on s'aide des données de la paléontologie, et de la géologie. Mais celles-ci ne sont pas toujours très précises, et c'est pourquoi une des mâchoires humaines, ou subhumaines, les plus connues, celle de La Naulette, ne peut être exactement datée par rapport à ses concurrentes de Spy et d'Heidelberg. M. Marcel Baudouin, pour résoudre le problème, a considéré la pièce en elle-même du dedans, et non du dehors. Il observe que la race humaine, à l'âge adulte, est caractérisée par la rotation de deux prémolaires, qui sont alors perpendiculaires à l'axe de la mâchoire, alors que dans la première dentition il y a parallélisme, au contraire. Or, la perpendicularité existe déjà chez le néanderthalien (Spy); elle est presque complète dans la mâchoire d'Heidelberg (ou de Mauer), mais elle est très imparfaite dans la mâchoire de La Naulette. Cette dernière serait donc plus ancienne, de type plus primitif. Et d'après M. Baudouin, l'homme de La Naulette serait du pliocène, c'est-à-dire tertiaire.

— D'où viennent les ambres lacustres ? Question parfaitement oiseuse, penseront beaucoup, qui se disent qu'on peut beaucoup apprécier une perle sans avoir éprouvé le besoin d'être présenté à l'huître. Erreur. La provenance des ambres est d'un réel intérêt : car elle nous renseigne sur les échanges commerciaux et les rapports entre différentes régions du temps de l'homme primitif. Mais peut-on connaître exactement la provenance d'un ambre ? La question intéresse la Suisse, car les préhistoriques lacustres avaient de l'ambre. D'où leur venait-il ? De la Baltique ou d'Italie ? M. L. Reutter, dont on connaît déjà tant de travaux sur la composition chimique de produits divers anciens, s'est attelé à la question de la bonne manière. Il a fait l'analyse très exacte d'ambres de provenance connue, certaine, trois de la Baltique et deux d'Italie, pour voir si entre les deux types il y a quelques différences chimiques constantes permettant de les reconnaître et différencier. Or, il y en a, et M. R. Reutter les examine en détail. Elles sont nombreuses, du reste, très nettes ; par ex., dans les ambres d'Italie, on trouve de 1 à 16 % d'acide succi-

nique ; dans les allemands, de 65 à 80 %. Il est donc facile de différencier, chimiquement, les ambres de la Baltique et d'Italie. Et si, après cela, comme l'a fait M. L. Reutter, on analyse les ambres des habitations lacustres, on est forcé de conclure, en les voyant de même composition que les ambres d'Italie, que ces ambres viennent d'Italie et non de la Baltique, et que l'ambre ne peut être invoqué comme preuve de relations commerciales entre la Suisse et la Baltique, à l'époque des habitations lacustres. En anthropologie il faut avoir recours à des méthodes très variées et inattendues pour se procurer des connaissances de quelque précision.

— Chacun a entendu parler du kapok. C'est une substance qui a pris une place importante. On s'en servait déjà avant la guerre pour confectionner des appareils de sauvetage, mais depuis que s'épanche la *kultur* teutonne sur les flots, depuis que la flotte allemande, évitant avec soin les flottes alliées, a découvert un moyen, peu dangereux, de faire la guerre en ne s'en prenant qu'aux navires de commerce, le kapok est extrêmement demandé.

En quoi consiste-t-il ? C'est une bourre ou soie végétale fournie par les fruits murs de diverses bombacées coloniales, de l'*Eriodendron anfractuosum* en particulier, arbre qui porte aussi le nom de kapokier et de fromager. Le kapokier a été « lancé » par les Hollandais ; il est originaire de l'archipel Indien, mais, par la culture, s'est répandu dans beaucoup de colonies. C'est un bel arbre. Tout y est utile. Le bois, bien qu'il soit léger et tendre ; mais surtout le fruit, capsule allongée, coriace, de 8 centimètres de longueur environ, s'ouvrant en cinq parties, et contenant 150 ou 200 graines entourées d'un duvet cotonneux, élastique, de couleur blanc sale, ou brun. C'est ce duvet qui constitue le kapok du commerce, nous est-il dit par M. Jules Grisard dans une intéressante note du *Bulletin de l'office colonial*.

Le kapok sert particulièrement à fabriquer des appareils de sauvetage, ceintures, plastrons, bouées, et à remplir les cloisons étanches des embarcations. Le kapok fait office de flotteur : il ne se laisse pas mouiller, et la ceinture en kapok flotte comme

une ceinture de liège parce qu'entre les fibres l'eau ne pénètre pas, et l'air reste. Une boule de kapok porte trente-cinq fois son propre poids dans l'eau : six fois plus que le liège. Densité très faible et résistance phénoménale à l'imbibition, telles sont les raisons de l'emploi du kapok dans les appareils de sauvetage : aucune substance ne peut rivaliser avec celle-ci.

Le kapok est sans odeur : ni la vermine, ni les rats ne le recherchent ; il est souple et doux comme la soie et forme des vêtements faciles à porter. Il est indiqué de l'employer à quantité d'usages, sur les navires : tout objet en kapok est *ipso facto* article de sauvetage ; aussi l'utilise-t-on à faire des matelas, coussins, oreillers, etc. On essaie de le tisser, d'en faire du fil, et ensuite des étoffes ; les recherches semblent être en bonne voie. La graine de kapok est riche en huile comestible, rappelant l'huile d'arachide, et fournit un tourteau convenant à l'alimentation du bétail. Le kapok est un produit très utile, déjà utilisé, et encore plus utilisable.

— Publications nouvelles : *Avi-craft in war-fare, the dawn of the fourth arm*, par F.-W. Lanchester, avec préface de sir David Henderson. (In-8°, Constable, Londres, 1916. 12 sh. 6 pence). Volume très intéressant sur l'aéroplane envisagé non plus comme « service », ainsi que l'envisageait, à la veille de la guerre, M. Messimy, ministre de la guerre incompetent, mais comme arme, ainsi qu'il était considéré déjà dans les milieux techniques compétents, et principalement en Allemagne. M. Lanchester expose de quelle façon il comprend la quatrième arme, et quelle besogne elle peut faire. — De Tokio, voici deux monographies intéressantes, l'une de M. Sanji Hozara consacrée à la revision des termites du Japon, l'autre de M. S. Okamura, étudiant la flore des bryophytes du Japon (tomes 35 et 36 du *Journal of the College of Science* de Tokio). — Signalons les nos 8 à 12 du tome 34 de la *Revue de chirurgie* (F. Alcan, Paris) contenant divers mémoires de chirurgie de guerre, entre autres, un sur un cas d'extraction de balle de l'oreillette droite du cœur. — Voici maintenant un ouvrage de psychologie, *L'inconscient*, de M. G. Dwelshauvers, professeur à l'université de Bruxelles, contribu-

tion importante à l'étude du rôle de l'activité mentale inconsciente dans toute la psychologie. — Puis, pour finir, diverses brochures se rapportant au drame présent, éditées toutes à Paris. par F. Alcan : J.-M. Balduin, *La neutralité américaine, sa cause et son remède*, et par Berger-Levrault : G. Cadoux, *La propriété économique de l'Allemagne* ; F. Passelecq, *L'altération officielle des documents belges* (dans le second Livre blanc allemand) ; *Voix américaines*, par S. R. ; *La stérilisation des eaux, la chimie des aliments*, par M. Job ; *Les derniers massacres d'Arménie, les responsabilités*, par H.-A. Gibbons. Tout cela est intéressant pour l'étude psychologique, c'est-à-dire scientifique, des acteurs du drame.

CHRONIQUE POLITIQUE

Le soulèvement de Dublin. — Mérites et fautes du ministère anglais. — La guerre. — Ce que l'Entente devrait faire. — Choses et autres.

L'ancienne politique tenait en grande estime les attaques indirectes. C'est ainsi que la France soutenait contre l'Espagne les Aragonais révoltés, menaçait l'Angleterre en Irlande, occupait le Hanovre ou poussait contre l'Empire les Suédois et les Turcs. De même, les ennemis de Louis XIV se mettaient en rapports avec les protestants cévenols et l'Europe monarchique envoyait aux Vendéens des armes pour prendre la Révolution entre deux feux. Est-ce une tentative semblable qui est venue apporter un élément nouveau dans la tragique et monotone histoire de cette guerre ?

Il le paraît.... Les *Sinn-Feiners* sont des nationalistes irlandais irréductibles, qui gardent intacts tous les ressentiments et toutes les haines de ce qu'on s'est plu à appeler l'île sœur, qui considèrent comme leurs amis les ennemis de l'Anglo-Saxon. Jusqu'à quel point ont-ils été encouragés et soutenus par l'Allemagne ? Nous ne le savons pas. Mais les rapports sont indéniables. Ils

ont eux-mêmes, dans une proclamation, parlé de leurs alliés du continent; ils ont reçu de l'argent et des armes.

L'insurrection a couvert Dublin de morts et de ruines; elle a fait en Angleterre une impression infiniment plus profonde que nous ne l'avions supposé au moment même par la lecture des journaux. Si elle a été arrêtée net, c'est que le terrain n'était pas préparé. La grande majorité de la population irlandaise attend aujourd'hui du gouvernement anglais la satisfaction de ses revendications politiques. Le fanatisme sanglant des Sinn-Feiners ne lui a inspiré que de l'étonnement et de l'effroi. Les rebelles ne pouvaient espérer le succès que de l'effet moral; isolés, ils étaient perdus.

Ainsi, cet incident tragique aboutit à une réhabilitation éclatante de la politique irlandaise, si discutée, de M. Asquith. Le ministère libéral a, par avance, frappé de stérilité les complots de l'ennemi du dehors. Ce sera l'un de ses mérites devant l'histoire. Que serait-il advenu si l'Angleterre avait dû affecter à sa propre défense, de l'autre côté du canal de Saint-George, les troupes qu'elle se prépare à jeter sur les champs de bataille du continent? Après cela, si le vice-roi, le secrétaire d'Etat pour l'Irlande et leurs nombreux fonctionnaires avaient regardé autour d'eux avec un peu plus d'intérêt ou d'intelligence, cela aurait mieux valu pour chacun. Il est caractéristique de la mentalité des hommes d'Etat libéraux qu'une conspiration, qui a mobilisé une petite armée, se soit préparée à ciel ouvert, sous l'œil bénévole des gouvernants qui n'ont rien soupçonné, rien vu.

— Ce ministère anglais porte d'écrasantes responsabilités et provoque d'innombrables critiques. Il ne les mérite pas toutes.

Il a présidé à l'une des plus étonnantes transformations des temps modernes : celle d'une nation pacifique, vouée, dans son immense majorité, à la production industrielle et à la recherche du bien-être, qui, depuis un siècle, considérait toutes les guerres, toutes ses guerres, comme un spectacle attrayant mais lointain, en un puissant et vibrant instrument de combat. Il a toujours pris les mesures nécessaires pour faire face aux difficultés et

remplir ses devoirs ; et, s'il a suivi le mouvement plus qu'il ne l'a provoqué, il avait pour cela des raisons excellentes. Je ne suis pas de ceux qui reprochent à M. Asquith ses longues hésitations dans la question du service militaire obligatoire. En pressant la nation, il l'aurait violentée, mécontentée, et cela sans grand avantage, puisque ce n'étaient pas les hommes qui manquaient, c'étaient les armes et les cadres. Et, aujourd'hui que la prodigieuse usine guerrière qu'est devenu le Royaume-Uni a produit en suffisance des munitions, des fusils et des canons, le peuple ouvre les yeux de lui-même à la nécessité : la nouvelle loi militaire qui institue le service universel vient de passer, presque sans opposition, devant le parlement ; l'effort de l'Angleterre reste national ; il en sera plus puissant.

C'est plutôt dans la politique de chaque jour, dans la fixation de ses plans, dans l'utilisation de ses ressources que le ministère, malgré l'accroissement de force que devrait lui donner ses nouveaux membres, se révèle emprunté.

Les historiens qui parcourront la collection des circulaires de sir Ed. Grey, depuis l'ouverture de la crise balkanique jusqu'au déchaînement de la grande guerre européenne, estimeront sans doute qu'il est difficile de se fourvoyer d'une manière plus constante, de fermer plus complètement les yeux à l'évidence que ne l'a fait l'honorable chef du *foreign office*. Depuis, la série noire s'est poursuivie et d'autres y ont mis du leur : l'Angleterre s'est trompée vis-à-vis de la Turquie, de la Bulgarie, de la Grèce ; si elle a réussi à assurer la défense de l'Égypte, elle s'est mal engagée aux Dardanelles, en Mésopotamie, et rien ne nous dit que nous soyons à la fin.

C'est grave, car les ministres anglais ont un tâche immense. Ils appartiennent, pour la plupart, à d'anciennes familles dirigeantes où la politique s'acquiert par l'exemple, par la tradition, dès l'enfance ou la jeunesse. Ils sont au pouvoir depuis de longues années. Ils sont censés connaître mieux la carte de l'Europe, le grand jeu des affaires publiques, les ressorts puissants qui font mouvoir les peuples que leurs collègues de France,

généralement des hommes nouveaux, que la fréquentation de la démocratie inquiète et énerve et qu'un caprice du parlement emporte, ou que leurs confrères de Russie, que dévoie le service d'une monarchie dont la propre défense est le premier souci et qu'une basse intrigue anéantit. Maintenant, comme dans le passé, ce sont les robustes hommes d'Etat britanniques qui devraient jouer le premier rôle dans la grande combinaison européenne. C'est d'eux qu'on attend la pensée, le mot d'ordre, l'impulsion qui doit surgir demain et donner à la guerre une allure décisive.

— Car il est indispensable de faire quelque chose. Le système qui consiste à se consoler des maux d'un présent fâcheux par les perspectives d'un avenir meilleur devient, à la longue, impraticable. Il y a trop de gens qui souffrent : des peuples entiers sont menacés de mort.... La fameuse offensive générale, dont on parle depuis un peu trop longtemps, provoque bien des hochements de tête. Et dans cette crise le prestige est une force.... D'ailleurs, il serait enfantin de penser que les empires centraux, qui disposent de troupes très mobiles et choisissent comme ils veulent leurs champs de bataille, vont laisser leurs adversaires préparer cette offensive à loisir, en fixer les conditions et le moment.

En discutant de l'action militaire, je sais que je m'aventure sur un terrain dangereux. La guerre se prolongeant, les gens deviennent susceptibles : la moindre critique, le moindre doute qui atteint les armées de leur pays les blesse, comme si on reprochait à leurs soldats de ne pas jouer assez joyeusement avec la mort. On ne saurait s'en étonner, d'ailleurs : ceux qui sacrifient dans cette guerre leur repos, leurs affections, tout ce qui les attache à la vie, sont persuadés qu'ils remplissent pleinement leur devoir, qu'ils atteignent la limite de l'effort, qu'il est injuste de leur en demander plus....

Il est donc bien entendu que je n'émet pas la moindre critique contre la bravoure des troupes et le dévouement des généraux. J'admire l'héroïsme des défenseurs de Verdun qui tien-

nent sous des rafales de mitraille, comme il n'y en a jamais eu dans aucune bataille, et contre-attaquent superbement dès que l'ennemi ne les attaque plus. Je trouve remarquable la longue résistance du général Townshend, privé de tout, entouré d'un flot d'ennemis, dans le réduit perdu de Kout-el-Amara. Même je suis disposé à croire que les Italiens ont fait tout ce qui était humainement possible, depuis une année, pour chasser les Autrichiens d'une frontière formidablement défendue par la nature et par le travail des hommes. Cela dit, j'exprime quelques opinions; c'est mon droit et même mon devoir.

Or je trouve anormal qu'après vingt-deux mois de guerre le camp germanique continue de diriger partout les opérations. Sur le front occidental, les Allemands doivent être notoirement inférieurs en nombre à leurs adversaires réunis. Si ce n'est pas le cas, c'est que quelque chose cloche en France ou en Angleterre. Mais, la disproportion numérique admise, je ne puis considérer comme le dernier mot de l'art militaire que, sans tenter aucune diversion, on permette aux Allemands de s'acharner sur les défenses extérieures de Verdun, qu'ils finiront par prendre si l'on n'y met ordre; car je doute que le haut commandement impérial concentre là son effort sans plan et uniquement pour faire tuer des hommes.

Au début de la furieuse offensive germanique, voici des mois déjà, les principaux journaux français avaient l'air de prendre leur parti de l'évacuation de Verdun. Ils disaient bien haut que ce fléchissement local du front ne changerait rien au résultat de la campagne.... Toujours le sacrifice du présent à l'avenir! Maintenant l'inlassable vaillance des troupes les a rassurés : on ne parle plus d'abandonner la place. Mais peut-on dire que, durant ces mois, un commandement actif ait tiré de ses énormes disponibilités le maximum de rendement possible? L'état-major impérial, pour opérer sa formidable concentration d'artillerie et de troupes devant Verdun, a dégarni d'autres fronts : en admettant, comme on nous le dit, que l'artillerie française soit maintenant égale à l'autre, est-il naturel de limiter son effort à résis-

ter à l'ennemi qui choisit ses points d'attaque, emporte des tranchées et ramasse des prisonniers?

Il y a là une question militaire que je ne suis pas de force à trancher. Mettons les Français hors de cause : ils ont rétabli au début de la guerre une partie mal engagée; depuis, ils gardent leurs positions avec une énergie admirable.... Que font les Anglais? Ils occupent un secteur élargi sans doute, mais sans aucune proportion avec les capacités militaires d'une nation de quarante millions d'âmes. Ils s'accumulent en profondeur, résistent, mais ne bougent pas. Est-ce là tout ce qu'on peut attendre d'eux? L'étranger qui pose cette question s'expose à de violents reproches; et il en souffre d'autant plus qu'il est plus admirateur des traditions, de la puissante vitalité, du courage de la vieille Angleterre. Mais voici qu'un Anglo-Saxon de race, un ancien ministre, la pose à son tour : « Que font nos troupes, pourquoi ne se battent-elles pas? » a dit M. Winston Churchill devant la Chambre des communes.

Et les Italiens?... Ils sont réduits à la défensive dans la région de l'Isonzo et sur les Alpes carniques; ils reculent dans le Trentin. Mais si, il y a un an, quand ils attaquaient pleins d'ardeur et d'espérance un adversaire déjà affaibli, ils allaient au-devant d'un obstacle vraiment infranchissable, leur état-major n'aurait-il pas dû le prévoir? N'y avait-il pas des entreprises excenriques à tenter; n'auraient-ils pas pu intervenir dans les affaires des Balkans et tailler des croupières à l'Autriche aux confins de ses provinces slaves qu'elle a décimées par les exécutions? Il semble que l'imagination manque aux hommes de guerre de l'Entente, qu'après l'échec des Dardanelles ils ne puissent plus concevoir les projets hardis qui donnent la victoire.

Faisons une supposition extrême, admettons que les Etats occidentaux, surpris par le puissant retour offensif du germanisme, ne puissent faire autre chose que d'opposer à l'ennemi une résistance locale, heureux s'ils réussissent à briser son effort.... Que deviennent les Russes? L'année dernière, quand l'Allemagne dirigeait contre eux son irrésistible offensive, on

les a laissé refouler jusqu'à la Duna. Cette fois, c'est à leur tour de regarder les événements en spectateurs lointains. Pourtant le dégel a passé, la terre est devenue ferme; les tranchées allemandes, à moins d'un miracle, doivent être privées d'une partie de leurs défenseurs; quatre millions de soldats sont prêts à se faire tuer pour le Tsar blanc.... Qu'attendent-ils?... que les Allemands soient revenus sur eux; ou bien le moment n'est-il pas encore arrivé où doit s'exécuter la fameuse attaque générale?.... Toujours l'avenir, quand le présent est impérieux et sanglant.

— Il y a une raison qui explique tout. Je l'ai indiquée ici même et je crois bien que c'est la vraie. C'est que les lignes allemandes sont si formidables, sur le front occidental surtout, qu'aucun général, si réaliste soit-il, ne peut prendre sur lui de sacrifier des centaines de milliers d'hommes dans un espoir problématique de victoire. Alors, on attend; on espère que l'ennemi, impatient d'offensive, se découvrira davantage. On spéculé sur l'immense augmentation de matériel que doit fournir le travail intensif de la moitié du monde. Et personne ne saurait reprocher aux grands meneurs de la guerre de raisonner ainsi.

Mais cette situation peut se prolonger indéfiniment et, si vraiment les champs de bataille usagés ne présentent plus de chance de victoire, il est grand temps d'en créer un nouveau.

Le germanisme a toujours été sensible dans les pays qu'il a liés de force à sa fortune et constamment maltraités. Maintenant il menace des peuples nouveaux qui, si la cause de la liberté européenne ne triomphe pas, vont passer à l'état de satellites. Il paraît momentanément impossible, vu l'inlassable surveillance de la police, d'engager une action quelconque dans les provinces ravagées des Habsbourg. Mais il reste de l'espace. Que la Russie qui, avec l'immensité de son sol, le libre passage des détroits au nord et au sud et la possession du plateau arménien par surcroît, a devant elle un avenir indéfini, déclare une bonne fois quel sort elle entend faire à la Pologne réunie, qu'elle fixe ses

concessions à la Roumanie, qu'elle renonce à Constantinople.... Avec cela et une forte concentration de troupes sur sa frontière sud-ouest, la situation s'éclaircira singulièrement dans l'Europe orientale et on verra des choses intéressantes.

Il faut préparer par la diplomatie le rôle de l'armée de Salonique et le retour de l'Entente dans les Balkans. Une victoire sur ce théâtre aura plus qu'une importance locale. Car la situation dans le camp germanique est terriblement tendue. Depuis longtemps on rationne le peuple et ce qu'on a fait ne suffit plus. L'appel de M. Helfferich, l'homme le plus débrouillard de l'empire, au ministère de l'intérieur, la création d'une sorte de « dictateur » de l'alimentation, prouvent que l'Allemagne passe au rang d'une place assiégée.

La fièvre du but à atteindre fait supporter les maux. Ils ne révèlent toute leur cruauté que quand ils apparaissent inutiles. L'Allemagne a connu un rêve tragique de gloire et de domination. On lui a promis la victoire sur tous ses ennemis. Elle a attendu, elle attend encore la réalisation : sa confiance et son courage l'honorent. Elle peut tenir longtemps. Il y avait une bien autre désolation en Prusse quand Frédéric II faisait face à des adversaires innombrables.... Mais la première défaite éclatante d'une armée, le premier abandon de territoire sera comme la faillite de la promesse. Le songe se dissipera ; le peuple demandera des comptes à ses maîtres. Alors les tranchées allemandes cesseront d'être inexpugnables, puisque ceux qui les défendent ne croiront plus.

— Je n'insiste pas sur l'échange de notes entre les chancelleries de Washington et de Berlin, vu que je n'ai jamais cru que la guerre en pourrait résulter. Soyons-en d'ailleurs heureux. Une rupture entre les Etat-Unis et l'Allemagne ferait mourir de faim en Europe quelques misérables de plus et la paix n'en serait pas hâtée d'un jour. Au contraire : les usines qui travaillaient pour les Alliés ne fourniraient plus des armes qu'aux Américains et la grande république serait fort empruntée d'en faire un usage offensif.

La question des îles d'Aaland, qui a produit quelque impression sur le parlement de Stockholm, ne me paraît pas non plus dépasser la valeur d'un incident. La Russie, qui a tout avantage à éviter une rupture, a pris les engagements qu'on pouvait exiger d'elle et il reste en Suède assez de gens intelligents pour que la nation ne se jette pas dans une aventure qui cadrerait fort bien avec le temps de Charles XII, mais moins avec le vingtième siècle.

En Suisse, nous jouissons d'un calme relatif. Il est vrai qu'aux diverses affaires suspectes des derniers mois est venue s'en joindre une nouvelle : celle « des chocolats. » La lumière tarde à paraître ; ceux qui savent ne paraissent pas pressés de la faire ; elle ne luira peut-être jamais. Avec cela, la charité ne tarit pas ; nous nous donnons infiniment de peine pour les blessés étrangers ; notre rôle international grandit. Et cela nous sauve.

Lausanne, 26 mai 1916.

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

LA GUERRE NAVALE, par *Hubert F...* — 1 vol, in-8°. Lausanne, Payot & C^{ie}.

M. Hubert F. est un spécialiste des questions navales, si capitivantes et si actuelles aujourd'hui. Il a dépouillé les annuaires maritimes de tous les pays. Il connaît les caractéristiques de chaque marine et presque de chaque navire, en sorte que c'est un plaisir de suivre, dans ses explications et ses éclaircissements, un guide aussi sûr et aussi expérimenté.

Il montre les résultats, d'une importance capitale, acquis aux Alliés par leur maîtrise de la mer, résultats qu'on ne considère pas assez dans leur véritable utilité et qui sont, entre autres, l'armée anglaise qu'on a pu transporter en France, et les troupes canadiennes, australiennes, hindoues, qui ont effectué, pour venir se battre, des voyages immenses sans aucun dommage. Les navires de guerre allemands qui n'ont pu rejoindre leurs ports d'attache au moment de la déclaration de guerre ou immédiatement après ont été traqués partout, et, après une existence aventureuse, ont tous été coulés. Le pavillon allemand a disparu des mers. Enfin, les projets de débarquement des troupes allemandes sur les côtes normandes et en Angleterre, dont on faisait état avant la guerre, ont été rendus irréalisables.

Tout cela, M. Hubert F. l'expose avec une sûreté de documentation admirable. En outre, il apporte des récits, puisés à diverses sources, des batailles navales et des engagements qui se sont livrés au cours de cette guerre.

Ce livre, unique en son genre, est du plus haut intérêt.

EM. BZ.

LE ROSEAU SONORE

Le berger d'Orient, dans un creux de rocher, joue sur un roseau percé son désir et son regret. C'est une plainte longue et grêle dans la cendre du soir. Ainsi le poète occidental, sous la lampe, dans le silence d'une chambre gardée par les livres, fait revivre dans sa solitude les heures de la plénitude et de la possession. Nocturne et solitaire, mélancolique évocation. L'instant est passé ; on se retourne vers lui pour le retenir. Il a fui, dans cette fuite de toutes choses. On en reprend chaque vestige pour reconstruire minutieusement ce qui fut, ce que le temps a brisé. Le plus humble détail apparaît le plus précieux, tant il est chargé de sensations, de rêves et de souvenirs.

Tel est le chant d'amour que Jean Violette module sur son *Roseau sonore*. Hors du temps et des contingences, il évoque les paysages changeants et les nuits où, avec l'aimée, il a connu les frénésies et les langueurs de l'amour. Tous ces poèmes en prose sont à la gloire et à la douleur d'aimer. Ainsi les poètes antiques célébraient les fastes d'une vie luxueuse et sensuelle, dont nous ignorons la médiocrité quotidienne et les soucis journaliers.

Jean Violette a renoncé pour son poème voluptueux au berce-ment mesuré du vers et au scintillement de la rime, sauf dans certains chants, où il a repris d'instinct un ancien métier. Il a choisi cette prose ornée, et quelquefois surchargée, qui lui a semblé s'ajuster plus exactement aux épisodes très simples, aux mouvements divers de l'éternelle aventure. Le *Livre pour Toi*, de Marguerite Burnat-Provins, cet âpre cantique de la chair, tout brûlé de senteurs valaisannes et d'ardeurs féminines, avait parlé un langage analogue. Le lyrisme moins imagé de Jean Violette est à la fois précis et sentimental. Il vante les gestes de la passion, et leur retentissement très doux et douloureux dans l'âme. Car l'âme reste voilée même dans la passion sans voiles. Elle frémit dans l'animal triste. C'est un signe de sincérité que cette amertume dans la volupté, et qui parle plus haut que la chanson et le rire du désir satisfait.

Il faut louer les *Cahiers vaudois* de la gracieuse hospitalité qu'ils offrent aux poètes. La poésie est l'ennemie pour les édi-

teurs et les directeurs de revue, qui la reçoivent en quémandeuse et non comme une reine. Les *Cahiers vaudois* s'ouvrent, en pleine guerre, à l'audace des jeunes, comme aux recherches réfléchies des écrivains plus mûrs. Après ce beau *Visage ambigu* de Spiess, d'une forme si riche et si forte, et cette *Flamme au soleil* de Pierre Girard, claire et harmonieuse comme un jardin d'été, voici les proses cadencées de Jean Violette, un délicat et un sincère, dont le pseudonyme est presque un emblème. C'est une vraie preuve de vitalité et un noble dédain de l'actualité dans ces temps difficiles.

RENÉ MORAX.

TROIE, LA GUERRE DE TROIE ET LES ORIGINES PRÉHISTORIQUES DE LA QUESTION D'ORIENT, par *Félix Sartiaux*. — 1 vol. in-16 illustré. Paris, Hachette.

L'action des troupes et des flottes sur les Dardanelles rapproche l'héroïsme du présent et les souvenirs les plus illustres d'un lointain passé. Le Simoïs et le Scamandre ont rougi de nouveau du sang des guerriers. Résumant les travaux de l'archéologie, après avoir vérifié l'œuvre d'Homère, par des observations personnelles en Asie-Mineure, M. Sartiaux montre que la guerre de Troie n'est point un jeu de l'imagination hellénique ; elle nous apparaît comme la forme la plus ancienne des conflits qui se sont produits autour des Dardanelles et présente avec les événements actuels d'intéressantes analogies. Les Grecs occupaient une situation semblable à celle des Alliés d'aujourd'hui ; ils avaient la liberté de la mer et le libre ravitaillement. Ils ont entrepris contre leurs ennemis une guerre d'endurance et d'usure dont leur persévérance les a fait sortir victorieux. Mais l'exemple n'est pas épuisé : il offre encore des espérances et des perspectives d'avenir. La chute de Troie a permis ce grand essor colonial de la Grèce qui créa des centres si vivants de l'expansion et de la culture antiques.

L.



TABLE DES MATIÈRES

CONTENUES DANS LE TOME QUATRE-VINGT-DEUXIÈME

AVRIL-JUIN 1916. — Nos 244-246.

	Pages
POUR NOTRE FORCE ET NOTRE DIGNITÉ, par <i>André Mercier</i> .	
Première partie	3
Seconde et dernière partie.....	244
L'ÉVASION, par <i>D. Baud-Bovy</i> .	
Seconde partie.....	22
Troisième partie	313
Quatrième partie	449
L'ÉGOÏSME DE L'ANGLETERRE, par <i>J.-W. Headlam</i>	51
EN AUVERGNE. LE PAYSAN ET LA GUERRE, par <i>Albert Dausat</i>	61
NOTES SUR LA CAMPAGNE DU SUD-OUEST AFRICAÏN, par <i>P.-A. Bridel</i> .	
Première partie	82
Seconde et dernière partie.....	332
MAURICE DE LA SIZERANNE ET LES AVEUGLES, par <i>Edgar Guilbeau</i>	100
LES GRANDS ÉCRIVAINS DE LA SUISSE ALLEMANDE AU XIX ^e SIÈCLE, IV. CONRAD-FERDINAND MEYER, par <i>Virgile Rossel</i> .	
Seconde et dernière partie.....	118
OCTAVE FEUILLET ET « LE VILLAGE », par <i>Paul Bonnefon</i> .	
Troisième et dernière partie	133
VARIÉTÉS: LA FÊTE DANS L'ÉGLISE, par <i>René Morax</i>	146
ECHOS DE LA GUERRE DE PLUME	152
LA CRISE DES MARINES MILITAIRES, par <i>Lorenzo d'Adda</i> ..	201

	Pages
UNE MAUVAISE NUIT, par <i>Vahine Papaa</i>	263
LA LIBERTÉ ANGLAISE, par <i>J.-M. Robertson</i>	270
LA COLONISATION CHRÉTIENNE AU CONGO BELGE, par <i>S. Grandjean</i>	281
LA PSYCHOLOGIE DES FOULES ET LA MENTALITÉ ALLEMANDE, par le Dr <i>Bonjour</i>	303
LES LIVRES : LES ALPES BERNOISES, par <i>E. de la Harpe</i> et <i>F. Boissonnas</i> . — LES CHEFS-D'ŒUVRE DU RÉPERTOIRE, par <i>Ed. Combe</i>	353
CONSIDÉRATIONS SUR L'AVENIR DE LA NEUTRALITÉ BELGE, par <i>X</i>	401
LA SUISSE DE DEMAIN, par <i>C.-A. Loosli</i> . Première partie.....	432
DU MOUVEMENT DES IDÉES DANS LA CLASSE OUVRIÈRE SUISSE, par <i>Jean Sigg</i> , conseiller national. Première partie.....	473
CONSIDÉRATIONS ET PRÉVISIONS SUR LA GUERRE CONTINENTALE, par <i>Lorenzo d'Adda</i> . Première partie.....	489
LE LAC DE SUPRÊME ESPÉRANCE, par <i>Flora-Annie Steel</i> ...	509
AU CANADA, par <i>George Nestler-Tricoche</i> ,....	526
SAN GIOVANNINO, par <i>Paule René</i> ,.....	535
L'ALLEMAGNE ET L'« APRÈS-GUERRE », par <i>Maurice Millioud</i> .	541
CHRONIQUE ITALIENNE, par <i>Francesco Chiesa</i> . Mal. — Italie et Allemagne. — L'Italie est-elle prête pour la grande entreprise? — La main-d'œuvre italienne après la guerre. — Dans le domaine de la prophétie.....	357
CHRONIQUES ALLEMANDES, par <i>A. Guillard</i> . Avril. — Institutions d'empire. — Etatisme et libéralisme. — La démocratie allemande. — Guerre et parlement. — La pseudo-banqueroute du parlementarisme. — Les méthodes économiques allemandes. — Georges Hermann : ses essais et son nouveau roman. — Nécrologe : Gustave Falke, Marie d'Ebner-Eschenbach.....	171
Juin. — Shakespeare en Allemagne. — Boycottage littéraire. — Opinion des pangermanistes. — Critiques et commentateurs. — Shakespeare et les poètes. — Opinion de Goethe. — Ernest Sieper. — Cervantès en Allemagne. — Bernhardt traduit en français.....	555

CHRONIQUE RUSSE, par *Ossip-Lourié*.

- Avril.** — Stürmer, président du conseil. — Khvostov et son œuvre. — Congrès et sociétés. — La réapparition de Raspoutine. — Bourtzeff à Pétrograd. — La paix intérieure. — Et après? — La Douma d'Etat. — Nouveau type de moujik. — La suppression de l'alcoolisme. — Le clergé. — Les instituteurs. — *Vladika*, par Tréniev. — Revues. 162

CHRONIQUE POLONAISE, par *Kappa*.

- Avril.** — Les causes de la prétendue germanophilie des Polonais. 158

CHRONIQUE AMÉRICAINE par *G. Nestler-Tricoche*.

- Mai.** — Une évocation du passé : le nouveau stade de l'université de Yale. — Le mouvement pour la préparation militaire de la jeunesse. — Influence du manque de discipline sur le caractère du jeune Américain d'aujourd'hui. — Les Etats-Unis et les problèmes de la neutralité. 365

CHRONIQUES SUISSES ROMANDES, par *Maurice Millioud*.

- Avril.** — Sommes-nous rassurés? 180
- Juin.** — Que nous reproche-t-on? — Du passé qui n'est pas et de celui qui existe. — La neutralité et l'idéal suisse. — Le comité pour la défense des idées libérales. — Les derniers incidents. — A la poste: le devoir de prendre... et le droit de rendre. — Vinet, critique littéraire. — M. Jean Violette dans ses œuvres et dans ses disciples. — Pour le village. 561

CHRONIQUE SUISSE ALLEMANDE, par *A. Guillard*.

- Mai.** — La nouvelle biographie de Gottfried Keller. — Gottfried Keller épistolier. — Comment on devient un homme. — Histoire de Bâle. — Le professeur Bluntschli. — Un Grison de vieille roche. — La démocratie en Suisse. — Nouvelles et romans. — Les livres du jour. 373

CHRONIQUES SCIENTIFIQUES, par *H. de Varigny*.

- Avril.** — La culture des plantes médicinales doit-elle être pratiquée? — La cuisine électrique est-elle possible économiquement? Une expérience intéressante. — Une méthode pour éviter les collisions en mer : principe de celle-ci. — La consommation de l'alcool dans tous les pays. Chiffres principaux. — Publications nouvelles. 186
- Mai.** — La zone de silence en acoustique. En quoi consiste le phénomène. Exemples tirés de Suisse, d'Alsace, de Belgique, du Japon. Zone d'audition normale. Zone de silence. Zone d'audition anormale. Explication de la zone de silence. Rôle du vent qui tantôt rejette le son en l'air, tantôt le rabat vers terre, selon la direction. 382

- Juin.** — Expériences sur l'immunité. — La chirurgie du cœur : deux cas de projectiles extrait avec succès du ventricule droit. — L'âge relatif à la mâchoire de La Naulette. — D'où viennent les ambres des habitations préhistoriques suisses. — Le *kapok*, son origine, ses emplois. — Publications nouvelles. . . 570

CHRONIQUES POLITIQUES.

- Avril.** — Dans les parlements. — A propos de la bataille de Verdun. — La guerre est-elle près de finir ? — La conférence de Paris. — Allemagne et Portugal. — En Suisse : une mauvaise doctrine ; conséquences et patriotisme. 192
- Mai.** — Les points de vue opposés. — La situation militaire. — Affaires intérieures. — M. Wilson et l'Allemagne. — En Suisse : des incidents. 389
- Juin.** — Le soulèvement de Dublin. — Mérites et fautes du ministère anglais. — La guerre. — Ce que l'Entente devrait faire. Choses et autres. 577

BULLETIN BIBLIOGRAPHIQUE

- Martin, Charles.* — Les protestants anglais réfugiés à Genève au temps de Calvin, 1555-1560. 399
- F., Hubert.* — La guerre navale. 586
- Violette Jean.* — Le roseau sonore. 587
- Sartiaux, Félix.* — Troie, la guerre de Troie et les origines préhistoriques de la question d'Orient. 588



